

METZ ET LA MOSELLE

de 1814 à 1870

ÉTUDE DE LA VIE ET DE L'ADMINISTRATION
D'UN DÉPARTEMENT AU XIX^e SIÈCLE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée à la

Faculté des Lettres de l'Université de Paris

par

Henry CONTAMINE

Professeur agrégé d'Histoire au Lycée de Metz

TOME I

La Vie sociale, économique et politique



NANCY

SOCIÉTÉ D'IMPRESSIONS TYPOGRAPHIQUES

1932

METZ ET LA MOSELLE

de 1814 à 1870

METZ ET LA MOSELLE

de 1814 à 1870

ÉTUDE DE LA VIE ET DE L'ADMINISTRATION
D'UN DÉPARTEMENT AU XIX^e SIÈCLE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée à la

Faculté des Lettres de l'Université de Paris

par

Henry CONTAMINE

Professeur agrégé d'Histoire au Lycée de Metz

TOME I

La Vie sociale, économique et politique



NANCY

SOCIÉTÉ D'IMPRESSIONS TYPOGRAPHIQUES

1932

METZ ET LA MOSELLE

de 1814 à 1870

ETUDE DE LA VIE ET DE L'ADMINISTRATION
D'UN DÉPARTEMENT AU XIX^e SIÈCLE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

A MA FEMME

*En souvenir de la fondation de notre foyer
dans Metz rendue à sa Patrie*



AVANT-PROPOS

Voici bientôt dix ans que les hasards de ma carrière m'ont fixé à Metz. Cet ouvrage témoigne des liens qui m'ont attaché à une région dont ni ma famille ni moi-même ne sommes originaires. La lecture des journaux messins de 1870 et l'étude du procès Bazaine m'avaient fait partager les derniers mois de la vie d'une cité dont les destinées allaient brusquement s'interrompre. Je fus ainsi conduit à rechercher ce qu'étaient, au cours du demi-siècle qui précéda l'annexion, les sentiments et l'activité de la ville de Metz et du département de la Moselle. Mais si des raisons locales, si la personnalité de la cité messine sont à l'origine de mes recherches, je ne les ai point poursuivies dans un ordre d'idées aussi particulier, aussi sentimental.

Il est aujourd'hui reconnu que l'histoire locale mérite d'être étudiée même au XIX^e siècle: M. Pfister l'a rappelé en 1912 aux érudits de l'Est de la France (1). M. Parisot l'a montré dans le tome III de son histoire de Lorraine, et de nombreux travaux l'ont prouvé pour l'époque consulaire et impériale. D'autres enquêtes sont en cours pour les périodes plus proches de nous et celle dont je présente aujourd'hui les résultats devra leur être comparée. Je souhaite qu'elle n'ait pas seulement un intérêt régional, mais qu'elle éclaire l'histoire des institutions de la France au XIX^e siècle, qu'elle contribue à montrer que, même alors, Paris n'a pas été le seul centre de vie politique et intellectuelle de notre pays, que la centralisation n'a jamais effacé les caractères particuliers de ses diverses régions. Je me suis efforcé de grouper les innombrables petits faits dont j'ai recueilli le témoignage en une synthèse qui puisse éclairer l'histoire générale de la France au siècle dernier. C'est pourquoi cette étude, qui embrasse une période de plus de cinquante ans, élimine le plus possible ceux des événements dont la portée semble uniquement locale. Elle s'est par contre efforcée de dessiner de la vie régionale un tableau aux aspects divers, sociaux, économiques, politiques et administratifs.

Certains lecteurs s'étonneront peut-être de trouver cette enquête limitée à un département, en un temps où cette division territoriale n'est plus à la mode. Sans vouloir reprendre l'ensemble de la polémique régionaliste, il me suffit d'être assuré que l'ancien département de la Moselle, tel qu'il s'allongeait avant 1870 de Bitche à Longuyon, avait une personnalité qui le différenciait de ses voisins, du Bas-Rhin, partie de l'Alsace, comme de la Meuse ou de la Meurthe, pourtant lorrains. C'est

(1) PFISTER (Chr.) : *La Lorraine, le Barrois et les Trois-Évêchés*.

qu'en chacun d'eux le chef-lieu jouait un rôle essentiel; or les trois grandes villes du Nord-Est de la France, Strasbourg, Metz, Nancy, étaient, dans la première moitié du XIX^e siècle, moins inégalement peuplées qu'elles ne le sont aujourd'hui, et leur fierté les empêchait de reconnaître la primauté de l'une d'elles. Le département de la Moselle était donc facile à définir: c'était la région qui considérait Metz comme son centre naturel, son seul intermédiaire avec Paris. Son étude peut se suffire à elle-même sans qu'il soit nécessaire de l'encadrer par celle des départements voisins. La comparaison serait pourtant intéressante, et je me suis efforcé de ne pas l'oublier, chaque fois qu'il m'a été possible de le faire en m'appuyant sur des ouvrages déjà parus; mais l'histoire originale de plusieurs départements, les recherches dans de nombreux dépôts d'archives, dépasseraient les forces d'un seul travailleur. Il sera sans doute bientôt possible de comparer plusieurs monographies départementales; il semble même que cette confrontation pourra renouveler l'histoire intérieure de la France au XIX^e siècle. En attendant, il me reste à souhaiter que l'isolement actuel de cet ouvrage ne nuise pas trop à son intérêt et n'ait pas rendu ses conclusions trop hasardées. J'espère aussi que la diversité des points de vue envisagés ne révèle pas de trop grandes lacunes dans la connaissance que l'auteur peut avoir acquise de la législation et de la vie générale de notre pays.

Une fois admis le cadre départemental de cette étude, le choix des dates qui la limitent dans le temps mérite quelques mots d'explication. Comme elle traite d'une évolution administrative, économique et sociale, il y aurait peut-être eu avantage à la commencer dès 1800, avec l'instauration du régime préfectoral. Mais un tel travail eût nécessité la comparaison avec la crise révolutionnaire; de longues recherches m'auraient ainsi ramené en arrière et fait sans doute abandonner la période qui s'étend de 1830 à 1870. Ainsi eût été tracé une fois de plus un tableau de l'administration impériale: j'ai préféré réserver pour les fondations de cet ouvrage les recherches que j'ai dû nécessairement entreprendre sur cette époque et n'en point faire l'objet de chapitres particuliers. Il me serait néanmoins resté bien des scrupules, si des circonstances locales n'avaient pas fixé ma décision. De 1793 à 1814, la Moselle n'a plus été un département frontière. Elle s'est trouvée englobée dans la grande France républicaine ou impériale, et cette nouvelle situation a dicté les conditions de sa vie économique. Après les deux invasions de 1814 et de 1815, dont le récit détaillé, anecdotique, reste d'ailleurs quelque peu étranger à l'essentiel de cet ouvrage, la Moselle, amputée de Sarrelouis, privée des houilles de la Sarre, s'est retrouvée pays frontière. Cette position, qui n'a point changé jusqu'en 1870, a eu autant de répercussions politiques que de conséquences économiques. Je me suis donc borné à cette période de 55 ans, close par les désastres qui ont arraché à la France Metz et les trois quarts du départe-

ment, ne lui laissant que l'arrondissement de Briey, rattaché depuis lors à la Meurthe-et-Moselle, à cette ville de Nancy que l'élimination de Metz et de Strasbourg a promu jusqu'en 1918 au rang, qu'elle n'avait jamais possédé, de capitale du Nord-Est de la France. Il faut d'ailleurs reconnaître que l'évolution d'un autre département pourrait être avantageusement étudiée même après 1870, par exemple jusqu'à la crise du 16 mai 1877. Le traité de Francfort est seul responsable de cette lacune.

J'avoue d'ailleurs que ma propre responsabilité n'est pas entièrement dégagée, car un autre département aurait pu tout aussi bien fixer mon attention. Mais nul ne me reprochera de m'être laissé captiver par les horizons mosellans, par la joie ensoleillée des côtes dont le vignoble n'a point disparu, par les marches forestières de Bitche et de Saint-Avold, et même par la monotonie des plateaux. Je n'ai pas travaillé qu'aux Archives de la Moselle, sous l'œil sévère de Paul Ferry et de dom Calmet, dont les bustes décorent l'austère salle de lecture; j'ai aussi parcouru à pied les cantons du département dont je voulais écrire l'histoire. J'ajouterai qu'au point de vue économique, pour défendre le choix de la Moselle parmi tant d'autres départements égaux, il suffit de rappeler qu'en ses anciennes limites est situé le plus riche bassin ferrière de l'Europe, que sa métallurgie occupait déjà le premier rang dans la France du Second Empire. Enfin la ville de Metz, tellement attachante par son passé, par son site et ses monuments comme par son actuel développement, forme le centre de mes recherches: la place qu'elle occupe dans notre histoire et dans nos souvenirs nationaux est si grande qu'il n'était point inutile de montrer ce qu'elle était à la veille du désastre qui l'arracha à la Patrie, de faire pour le XIX^e siècle un travail analogue à celui qu'a réalisé pour le XVI^e siècle M. Gaston Zeller dans sa remarquable thèse, « la Réunion de Metz à la France ». Il se trouve d'ailleurs que peu de villes françaises ont connu, entre 1814 et 1870, une vie politique plus ardente, qui retienne davantage l'observateur (2).

Il va de soi que tout esprit de polémique est absent de cet ouvrage: il étudie pourtant une région qu'hier encore deux nations se disputaient douloureusement; mais nulle controverse n'est nécessaire pour montrer que, de 1814 à 1870, la Moselle, attachée par toutes ses fibres à l'unité nationale, ne douta jamais de son caractère français, de sa fierté patriotique (3).

(2) L'intérêt que présente l'histoire messine entre 1830 et 1870 a été indiqué en un excellent article de M. Georges WEILL: *Metz au temps français* (Revue des Etudes napoléoniennes, 1918). Le jugement que l'auteur y porte sur le chef-lieu de la Moselle est celui d'un historien averti; on le retrouve dans l'ouvrage de VIDAL DE LA BLACHE (P.): *La France de l'Est*; notamment p. 96. On s'étonne après cela que Maurice BARRÈS, dans l'*Appel au soldat*, ait écrit: « biographie d'une ville pourtant de troisième ordre ».

(3) Le professeur J.-B. KEUNE, directeur des Musées de Metz avant 1918, a

Elle ne se savait même pas tiraillée entre la France et l'Allemagne, car si des diplomates prussiens avaient songé en 1815 à remanier plus profondément notre frontière, si des professeurs d'outre-Rhin y pensaient toujours, ces projets étaient ignorés des populations menacées, en Lorraine du moins. Les Messins n'avaient jamais envisagé comme possible un nouveau démembrement de la France; pour eux, si complètement, si naturellement Français qu'ils se vantaient d'être l'avant-garde de la Grande Nation, comme pour leurs compatriotes de langue allemande de Forbach ou de Sarreguemines, la question lorraine n'existait pas, mais bien celle de Sarrelouis, de Luxembourg et de la rive gauche du Rhin. Il y avait en tout cela bien des illusions, mais elles expliquent l'inutilité de toute polémique, puisque cet ouvrage est l'histoire d'un département français et non des prétentions que certains Allemands ont pu dès lors nourrir sur ces régions, aujourd'hui revenues à leurs véritables destinées.

Il me reste à remercier tous ceux qui ont bien voulu s'intéresser à mes recherches et faciliter la réalisation de cette œuvre, tous ceux qui ont jugé qu'elle présentait quelque intérêt pour la Moselle française et qui ont bien voulu m'encourager de leurs conseils. Ma reconnaissance s'adresse notamment à mes confrères de l'Académie nationale de Metz, qui, en insérant cet ouvrage dans la collection de ses Mémoires, reflète de l'histoire de la Cité depuis plus d'un siècle, m'ont donné une aide aussi précieuse matériellement que moralement. Je tiens enfin à remercier ici les conservateurs des trois dépôts messins où j'ai le plus longtemps travaillé, M. J.-J. Barbé, archiviste municipal, dont les études érudites m'ont servi plus d'une fois — M. R. Clément, directeur des Musées et de la Bibliothèque, dont l'obligeance est proverbiale — et surtout M. P. d'Arbois de Jubainville, ancien archiviste départemental de la Moselle, en qui j'ai toujours trouvé le guide le plus averti, le soutien le plus éclairé.

reconnu le caractère entièrement français de Metz avant 1871, et a ajouté que la ville était déjà telle avant 1552 (*Elsass-lothringische Mitteilungen*, 1922, *Lob der Stadt Metz*, p. 6). La question est naturellement plus complexe pour les régions de langue allemande. Pourtant telle brochure pangermaniste de 1860 (*Elsass-Lothringen deutsch*), qui déclare qu'il y a des Allemands jusqu'à Toul et dans la Meuse, reconnaît que, de même qu'en 1815, les habitants sont bons français, hostiles à l'Allemagne. E. MEYER (*Das Deutschtum in Elsass-Lothringen*), tout en omettant de dire que Metz est de langue française, avoue — en 1927 — que les sympathies politiques des Alsaciens-Lorrains furent françaises au XIX^e siècle: il n'en conclut pas moins à la nécessité de créer, pour renforcer l'esprit de Locarno, « ein freies deutsches Elsass-Lothringen ». Dans sa célèbre brochure de 1870 : « *Was fordern wir von Frankreich* », TREITSCHKE indique le caractère français de Metz, et précise que sa conquête sera une entorse à la doctrine des nationalités, entorse légitimée par des raisons stratégiques. Certains Allemands reconnaissent d'ailleurs que l'Etat-major commit une faute en faisant annexer Metz : cf. CURTIUS (Fr.) : *Deutsche Briefe und elsässische Erinnerungen*, compte rendu dans la Revue historique, 1921.

PLAN DE LA BIBLIOGRAPHIE

SOURCES

I. — SOURCES MANUSCRITES

Archives Nationales.

— de la Guerre.

— de la Moselle.

— communales de Metz.

Bibliothèque municipale de Metz.

II. — SOURCES IMPRIMÉES

a) Mémoires et souvenirs.

b) Journaux et périodiques.

c) Documents d'ordre général ou administratif.

d) — concernant exclusivement Metz.

e) — d'ordre politique.

f) — d'ordre économique.

g) — concernant l'école et les cultes.

h) — concernant l'assistance.

i) Cartes et plans, iconographie.

OUVRAGES

I. — HISTOIRE GÉNÉRALE

a) Administration et divers.

b) Vie économique.

c) Instruction publique et cultes.

d) Etudes portant sur divers départements.

II. — HISTOIRE LOCALE

a) Biographies.

b) Ouvrages généraux sur la Lorraine et sur Metz.

c) La région lorraine et l'Allemagne.

d) Travaux concernant les départements voisins de la Moselle.

e) Ouvrages de détail sur Metz.

f) Ouvrages de détail sur la Moselle.

g) Instruction publique et cultes.

h) Vie économique.

i) Périodiques locaux.

SOURCES

I. — SOURCES MANUSCRITES

Archives nationales

Il semble impossible d'étudier l'histoire politique de la Moselle sans consulter les documents conservés aux Archives nationales, en particulier les rapports administratifs et policiers de la série F, les rapports adressés aux gardes des sceaux par les procureurs généraux, classés sous les rubriques BB¹⁸ et BB⁸⁰. Les archives départementales ne contiennent rien d'équivalent. Même ainsi, une lacune subsiste, car si l'on trouve à Paris de nombreuses lettres des préfets de la Restauration et du Second Empire, la correspondance contemporaine de Louis-Philippe et de la Deuxième République a presque complètement disparu. Aussi est-il fort heureux que deux préfets de cette époque, Sers et Darcy, aient écrit leur mémoires, et que ce dernier ait cité in-extenso quelques lettres essentielles. Les documents d'origine judiciaire et quelques pièces conservées aux archives de la Moselle viennent s'y ajouter.

Par contre, les archives départementales sont très riches en ce qui concerne les travaux publics, les mines, l'instruction, l'assistance et même les cultes. L'auteur a largement utilisé leurs ressources, puisqu'elles lui étaient facilement accessibles et que des sondages lui permirent de se rendre compte que les Archives nationales ne contenaient, en général, que les mêmes documents, sous une forme à peine différente.

Voici l'indication des documents utilisés aux Archives nationales (1).

B II 916 A, B, C. — Acte additionnel, 1815.

B II 917 A, B, C. —

BB ¹⁸	974	Libertinage à Metz.
	1173	Troubles en 1829.
	1212	Poursuites contre le Courrier, 1832.
	1216	Saisie du Courrier, 1833.
BB ⁸⁰	1175-87	Événements de 1830.
	1218	Désordres à Metz en 1833.
	1317-18	Occupation du Séminaire, 1830.
	1320	L'association nationale, 1831.
	1539	Association d'ouvriers, 1855,
	1543	Élections en 1855.
	1546	Coalition ouvrière en 1855.
	1567	Élections de 1857.
	1790	Élections de 1869.

(1) Voir *Etat sommaire des versements faits aux Archives nationales par les ministères*. Paris, Imprimerie nationale, 2 vol. in-8°, 1924 et 1927, 388 et 336 p.

- BB^{no} 191 Événements de 1815.
 213 Correspondance de 1822 à 1828.
 241 Affaires politiques, 1820-1827.
 261 Elections, 1824.
 294 Elections, 1840-1848.
 323 Elections, 1848-1849.
 362 Troubles, 1848-1850.
 380 Rapports politiques des procureurs généraux, 1849-1868.
 395 Événements de décembre 1851.
 401 Commisions mixtes, 1852.
 426 Elections, 1857-1871.
 447 Loi de sûreté générale, 1858.
 451 Agitations sur la question romaine.
 471 Grâces, 1852-1856.
- CC 665. — Renseignements sur l'action républicaine après 1830.
- F¹ a 8^o. — Bulletin de la correspondance, 1830-1833.
- F¹ a 554. — Commissaire extraordinaire dans la 3^e division, 1815.
- F¹ b I. — 155, 156, 157, 158, 161, 164, 166, 167, 169, 170, 174, 176; dossiers des préfets et sous-préfets, dont le détail est donné au chapitre XIII.
- F¹ b II, Moselle, 7. — Personnel administratif, 1827-1855.
- F¹ c I 3^o. — Résumé de rapports du préfet, 1852-1853.
- F¹ c III Moselle 4, 5, 8, 9, 14, 15, 16.
- F¹ II Moselle, 1, 2, 24, 25, 37.
- F¹ II Moselle, 17, 18.
- F¹ 3292. — Détenus par mesure de haute police, An II-1817.
3603. — Conscription.
- 3682-22.
- 4096-97-98-99. — Rapports de gendarmerie, 1817-1859.
- 4352 A. — Elections de 1818.
- 6702.
6705. — Objets séditieux, 1818-1830.
6697. — Sociétés secrètes, 1819-1830.
6754. — Fonds de la police secrète, 1823-1829.
6759. — Voyages des princes.
6760. — Voyages de la famille royale.
6770. — Affaires politiques, 1822-1830.
6782. — Affaires politiques, 1830-1837.
7027. — Mission extraordinaire donnée par le roi, 1814.
- 8336.
9134. — Affaires administratives, 1814-1817.
- 9510-11. — Affaires administratives, 1824-1830.
- 9682-83. — Situation des départements, 1815-1830.
- F^o 310. — Recrutement, désertion, 1793-1822.
278. — Engagements volontaires, 1818-1833.
223. — Recrutement, 1812-1831.

- F¹¹ 511. — Etat et produit des récoltes, 1814-1828.
 727. — Subsistances, 1816-1817.
 1166. — Consommation en viande.
- F¹² 4520. — Situation industrielle en 1870.
 4652. — Grèves.
- F¹⁴ 4424 à 4435. — Usines métallurgiques, Moselle, 1790-1867.
 8837. — Chemin de fer du Nord-Est.
 9102-03-04. — Chemin de fer de Strasbourg.
 9130. — Chemin de fer de Reims à Metz.
 10036. — Chambre des députés : lois sur les travaux publics.
- F¹⁵ 3190-91. — Indemnités et secours, 1819-1836.
 3730. — Situation des hôpitaux, 1864.

Archives du Ministère de la Guerre

Nous avons consulté, aux archives de la Guerre, les documents qui concernent les agitations politiques auxquelles l'armée se trouva mêlée :

Correspondance militaire générale, août, septembre, octobre 1830.
 id. mars et avril 1831.

3^e Division militaire, lettres au ministre, 3 cahiers, 1840-1853.
 Carbonaris dans l'armée, 1835-36 et 1837-42.

Le dossier « Occupation par les troupes alliées, 1816-1817 », nous a également donné quelques renseignements.

Archives départementales de la Moselle

Les archives de la Moselle présentent sur d'autres dépôts de Province l'avantage de posséder un fonds contemporain bien délimité : les événements de 1870 ont bloqué à cette date toute la documentation française, tandis que dans d'autres cas, les pièces sont longtemps demeurées éparses dans les divers services administratifs. Grâce aux soins de l'archiviste d'avant l'annexion, Edouard Sauer, demeuré en fonctions sous le régime allemand, grâce surtout au travail accompli depuis douze ans par M. d'Arbois de Jubainville, l'ordre le plus parfait règne aujourd'hui dans ce dépôt, qui a été le centre de nos recherches. A part quelques sondages effectués dans les séries L, C, P (Fonds de la Présidence de Lorraine, 1871-1918), voici la liste des documents utilisés :

SÉRIE K (2)

- 11 K 2. — Arrêtés du préfet, 3 avril-3 août 1815.
 16 K 1-2-3. — Procès-verbaux du Conseil de Préfecture, an VIII-1811.

(2) P. D'ARBOIS DE JUBAINVILLE, *Archives départementales de la Moselle, Répertoire numérique de la série K* (Lois, ordonnances et arrêtés). Metz, 1921, gr. in-8°, 8 p.

SÉRIE M (3)

- 1 M. — Préfets, 1800-1868.
- 2 M 1-2. — Sous-préfets, 1800-1868.
- 3 M. — Préfets et sous-préfets, affaires diverses, 1800-1870.
- 4 M. — Secrétaires généraux, conseillers de préfecture, 1802-1870.
- 6 M, 7 M 1-2. — Bureaux.
- 8 M, 9 M 1-2. — Personnel.
- 16 M 1-17. — Listes électorales, 1830-1848.
- 27 M. — Elections législatives, règlements généraux, 1830-1857.
- 28 M 1-26. — Elections législatives, procès-verbaux, an XI-1869.
- 29 M. — Elections départementales, 1833-1870.
- 31 M 2-34. — Elections au Conseil général, 1833-1870.
- 32 M 2-35. — Elections aux Conseils d'arrondissement, 1833-1870.
- 34 M 1-4. — Elections municipales, correspondance générale, an IX-1870.
- 35 M, 36 M, 37 M, 38 M. — Elections municipales par arrondissement, 1800-1870.
- 46 M 6-7. — Nominations de maires, Metz, an VIII-1860.
- 55 M 1-12. — Police générale, affaires politiques et plébiscites, 1802-1870.
- 56 M. — Voyages du chef de l'Etat, 1813-1866.
- 57 M. — Voyages de Princes, 1814-1866.
- 58 M 1-2. — Fêtes et cérémonies publiques, 1800-1870.
- 59 M. — Attentats contre le chef de l'Etat, 1801-1870.
- 74 M. — Attroupements, émeutes, An IX-1855.
- 89 M 1-2. — Surveillance de l'émigration, An X-1870.
- 90 M. — Émigration en Algérie, 1831-1870.
- 119 M 1-2, 120 M, 121 M. — Toitures en chaume.
- 129 M 1-4. — Médecine cantonale gratuite, 1842-1870.
- 137 M 1-2. — Surveillance des maisons de tolérance, 1825-1870.
- 140 M. — Abattoirs.
- 141 M. — Fabriques d'aiguilles, d'allumettes.
- 143 M 1-2. — Appareils à vapeur, 1823-1870.
- 172 M 1-4. — Taxe du pain, 1801-1870.
- 188 M 1-11. — Dénombrement, tableaux, 1810-1866.
- 189 M 1-3. — Dénombrements, 1811-1870.
- 190 M 1-2. — Mouvements de la population, 1811-1852.
- 191 M, 192 M. — Mouvements de la population, 1836-1852.
- 193 M 1-2. — Mouvements de la population, États généraux, 1836-1869.
- 217 M 1-2. — Recensements du bétail, 1812-1866.
- 225 M. — Dénombrements industriels et commerciaux, 1807-1862.
- 255 M, 256 M, 257 M 1-2. — Statistiques agricoles.
- 262 M 1-5. — Industrie et commerce, affaires générales, An IX-1870.
- 263 M 1-4. — Chambres de commerce, 1831-1870.
- 264 M 1-3. — Conseils de prudhommes, 1810-1870.

(3) *Ibidem. Répertoire numérique de la série M* (Personnel et administration générale). Metz, 1921, gr. in-8°, 15 p.

Il existait en outre, à l'époque de nos recherches, un résidu non classé de la série M. Il est désigné par M, supplément.

SÉRIE N (4)

- 1 N 1 à 37. — Procès-verbaux des délibérations du Conseil général de l'an VIII à 1838 inclus.
 8 N 1. — Procès-verbaux du Conseil d'arrondissement de Briey.
 12 N 6 à 22. — Comptes et budgets départementaux de 1813 à 1826.
 6 N 1-2. — Nominations au Conseil général et aux Conseils d'arrondissement.
 8 N 1 à 14. — Conseils d'arrondissement, nominations, élections.

SÉRIE O

- Comptes, affaires municipales d'Ancy-sur-Moselle, 3 dossiers.
 id. de Sturzelbronn, 2 —
 id. de Thionville 1 —
 id. de Walschbronn, 2 —

SÉRIE P

- 1 P 16-17-18. — Emprunt de 100 millions, 1815.
 1 P 15. — Offrandes patriotiques, 1848.
 2 P 1. — Receveurs généraux et particuliers.
 3 P 10. — Contributions, affaires diverses.
 5 P 1-2. — Forêts, organisation, personnel.
 5 P 9-17. — Forêts, aliénations.
 5 P 24. — Droits d'usage.

SÉRIE Q (5)

- Q 17-26-36-37-42-47-65-67-108-110 à 119-132-141-149-159-175-185-192-193-199-200-205. — Ventes de biens de première et de seconde origine par les districts.
 Q 265. — Ventes par l'administration du département.
 Q 271-272-273. — Répertoire des ventes, an VI-1828.
 Q 491. — Restitution des biens non vendus.
 Q 1113. — Loi du 20 mars 1813. Adjudications de biens communaux.

(4) *Ibidem*, *Répertoire numérique de la série N* (Administration et comptabilité départementale). Metz, 1920, gr. in-8°, 5 p.

(5) *Ibidem*, *Répertoire numérique de la série Q* (Domaines). Metz, gr. in-8°, 1925, 47 p.

SÉRIE R (6)

- R 247-251. — Candidats à Saint-Cyr.
 R 239-245. — — Polytechnique.
 R 408. — Pièces diverses, 1814-1815.
 R 272-288. — Garde nationale, 1815.
 R 290. — Garde nationale, 1831-1870.
 R 320. — Garde mobile, 1864-1870.

SÉRIE S

- 1 S. — Situations annuelles, 1862-1870.
 1 S 518. — Statistique de 1837.
 1 S 519. — Statistique de 1847.
 1 S 517. — Statistique de 1825-1826.
 1 S 521. — Statistique de 1860-1869.
 1 S. — Mines et minières, concessions, 8 dossiers.
 1 S. — Recherches et affectations, 2 dossiers.
 1 S. — Recherches de minerai, 3 dossiers.
 1 S. — Recherches, concessions, 3 dossiers.
 1 S. — Affaires générales.
 1 S. — Correspondance avant 1830.
 1 S 356. — Chemins de fer, affaires générales.
 1 S 410. — Bateaux à vapeur.
 2 S 62. — Personnel, affaires générales.
 2 S 136. — Routes nationales, cantonniers.
 2 S 238-239. — Canaux.
 2 S 104. — Routes nationales, affaires générales.
 2 S 105. — Routes nationales, entretien.
 2 S 227 à 229. — Ponts suspendus.
 2 S 135. — Poteaux indicateurs.
 2 S 258 à 261. — Chemin de fer de Frouard à Sarrebruck.
 2 S 262. — — de Thionville à Metz,
 2 S 263 à 264. — — de Metz à Sedan.
 2 S 265. — — de Thionville à Niederbronn.
 2 S 268 à 270. — — locaux.

SÉRIE T

- 1 T 44.
 2 T 7-8-9-10-11-12. — Rapports de et à l'inspecteur d'académie.
 2 T 16-17. — Correspondance ministérielle, 1814-1817.
 2 T 36. — Correspondances diverses, 1862-1870.

(6) *Ibidem*, Répertoire numérique des fonds modernes. Séries P et R à Y (1800-1870). Metz gr. in-8°, 1931, 40 p.

- 2 T 87-88. — Correspondance avec le ministre, 1818-1836.
- 2 T 120-125. — Conseil départemental, 1824-1870.
- 2 T 129-138. — Lycée.
- 2 T 143-146. — Collège de Sarreguemines.
- 2 T 148-150. — Collège de Thionville.
- 2 T 139. — Lycée, bâtiments.
- 2 T 182. — Ecole normale d'Helfedange.
- 2 T 193. — Instruction primaire, statistiques, 1833-1868.
- 2 T 213. — Enquête de 1857.
- 2 T 214-215. — Etats de situation, 1828-1833.
- 2 T 221. — Etat de situation, 1841.
- 2 T 228. — Etat de situation, 1849.
- 2 T 234. — Etat de situation, 1853.
- 2 T 240. — Etat de situation, 1860.
- 2 T 279-280. — Enquête sur l'allemand, 1869.
- 2 T 283. — Instituteurs, 1809.

SÉRIE U

- 1 U 1. — Affaires diverses, An IX-1870.
- 1 U 7. — Exécuteurs.
- 1 U 8. — Exécuteurs supprimés.
- 1 U 9-10. — Justices de paix.
- 1 U 15. — Tribunal de commerce.

SÉRIE V

- 8 V. — Personnel.
- 17 à 23 V. — Plaintes contre le clergé, classées par communes.
- 25 V. — Personnel, caisse des retraites.
- 26-27 V. — Police du culte.
- 39-40 V. — Congrégations de femmes.
- 78 V. — Etat des biens.
- 145-146 V. — Protestants, affaires générales.
- 149 V. — Culte israélite.
- 151-150 V. — Culte israélite; Consistoire.

SÉRIE X

- 2 X. — Hospices, affaires générales, 1815-1838.
- 3 X. — — — — — 1835-1870.
- 4 X.
- 17 X.
- 190 X. — Associations charitables.

- 172 X. — Commission de charité, 1816.
 170 X. — Ateliers de charité, 1846-1856.
 182 X. — Sociétés de Secours mutuels.
 69 X. — Bureaux de bienfaisance.

SÉRIE Y

- 14 Y. — Prisons, Rapports.

CARTES ET PLANS (7)

Il est inutile d'énumérer ici les cartes et plans manuscrits que nous avons consultés aux archives de la Moselle. Les documents utilisés ont été indiqués dans les références, chaque fois que la nécessité en est apparue.

Archives communales de Metz ⁽⁸⁾

La richesse du dépôt qu'a classé, au prix d'un long travail, M. J.-J. Barbé, est presque égale à celle des archives départementales. Elle permettrait d'étudier dans le plus petit détail maintes questions que cet ouvrage n'a envisagé que d'un point de vue général, et une vie entière ne suffirait pas à l'examen de l'immense documentation concernant la seule période écoulée entre 1800 et 1870. De nombreux dossiers se trouvent d'ailleurs faire double emploi avec ceux conservés à la Préfecture. Nous y avons consulté les séries suivantes :

- 1 D 4 à 22. — Procès-verbaux manuscrits du Conseil municipal, 1814-1865.
 1 F 53-327. — Tableaux annuels de la population, 1811-1870.
 1 I 31-71. — Rapports de police, 1816-1870.
 1 K 123-135. — Elections municipales, 1831-1870.

Bibliothèque municipale de Metz

Nous avons consulté, à la Bibliothèque de la Ville, le manuscrit des Mémoires inédits du peintre Auguste MIGETTE (1802-1884), qui fut professeur de dessin au Lycée de 1838 à 1871. Ces trois volumes sont une source précieuse pour l'histoire artistique et même anecdotique de la ville.

La bibliothèque conserve également quelques plans manuscrits qui nous ont documenté sur les transformations de la cité :

- D 1. — Plan de la ville de Metz, 1806-1808, par Mougin, au 1/000^e.
 M 54. — Plan de Metz en 1818.

(7) LECOMTE (R.): *Archives départementales de la Moselle*. Répertoire des cartes et plans. Metz, gr. in-8°, 1931, 38 p.

(8) BARBÉ (J.-J.): *Ville de Metz. Répertoire numérique des archives communales*. gr. in-8°, 1928, 55 p

WOIRHAYE (Fr.). — *Souvenirs de 1848* (Marches de l'Est, année 1910-1911, p. 186 et 293).

YOUNG (A.). — *Voyages en France*. Paris, Colin, 1931. Traduction H. Sée, Tome I, 491 p.

II. — Journaux et périodiques

Les journaux messins contemporains de notre récit ont été dépouillés et ont fourni de nombreux renseignements. En voici la liste :

Journal de la Moselle, 1814 à 1830.

Courrier de la Moselle, 1829 à 1870.

Abeille de la Moselle, 1819 à 1829 (Collection incomplète).

Indicateur de l'Est, 1830.

Indépendant de la Moselle, 1831 à 1870.

Gazette de Metz, 1832 à 1848.

Vœu National, 1848 à 1870.

Moniteur de la Moselle, 1852 à 1870.

Parmi les périodiques de caractère politique, il faut citer, sous la Monarchie de Juillet : l'*Utile*, la *Gerbe*, le *Messager de la Moselle*.

D'autre part, Metz a vu paraître des périodiques littéraires :

L'Austrasie, 35 volumes de 1837 à 1869.

L'Union des Arts, 2 volumes, 1851 et 1852.

Le Furet et l'Artiste Messin, contemporains du Second Empire.

Ces périodiques permettent de connaître certains aspects de la vie locale, même quand leurs articles ne fournissent point une documentation directe.

Enfin, le *Recueil des Actes administratifs*, publié par la Préfecture de la Moselle, à partir de 1816, forme un répertoire commode pour qui veut étudier l'action des autorités. 52 volumes in-8° jusqu'en 1870.

III. — Documents d'ordre général ou administratif

a) Publications annuelles :

Département de la Moselle. Budget des dépenses départementales. Publication annuelle à partir de 1829. 41 volumes gr. in-8° jusqu'en 1869.

Département de la Moselle. Comptes des dépenses départementales. Publication annuelle à partir de 1827. 41 volumes gr. in-8° jusqu'en 1869.

Département de la Moselle. Procès-verbaux du Conseil général. Publication annuelle à partir de 1839. 31 volumes in-8° jusqu'en 1869.

Ville de Metz. Procès-verbaux du Conseil municipal. Publication annuelle à partir de 1865. 6 volumes gr. in-8° jusqu'en 1870.

Budgets de la Ville de Metz. Publication annuelle à partir de 1820. 50 volumes gr. in-8° jusqu'en 1870.

Annuaire de la Moselle, publiés par VERRONNAIS à partir de l'an XI. Volumes de format in-16, puis in-12 jusqu'en 1870.

La Moselle administrative, annuaire publié par Ed. SAUER à partir de 1857. 14 volumes in-12 jusqu'en 1870.

Office de statistique d'Alsace et de Lorraine. Comptes rendus statistiques. Plusieurs fascicules par an depuis 1919.

b) Publications isolées :

CHABERT (F.-M.). — *Annales du département de la Moselle*. Metz, s. d., in-8°, 484 p. (de 1848 à 1858).

CHABERT (F.-M.). — *Annales du département de la Moselle*. Metz, s. d., in-8°.

CHASTELLUX (DE). — *Le territoire du département de la Moselle. Histoire et statistique*. Metz, 1860, in-4°, XX, 232 p.

COLCHEN. — *Mémoire statistique du département de la Moselle*. Paris, Imprimerie de la République. An XI, in-4°, 196 p.

DORVAUX (N.) et LESPRAND (F.). — *Cahiers de doléances des communautés en 1789. Bailliages de Boulay et de Bouzonville*. Metz, 1908, in-8°, 547 p.

DORVAUX (N.) et LESPRAND (F.). — *Bailliage de Metz*. Metz, 1918, in-8°, 618 p.

DORVAUX (N.) et LESPRAND (F.). — *Bailliage de Thionville*, Bar-le-Duc, 1922, in-8°, 389 p.

PEUCHET (J.) et CHANLAIRE (P.-G.). — *Description topographique et statistique de la Moselle*. Paris, 1811, in-4°, 27 p.

VERRONNAIS. — *Statistique de la Moselle*. Metz, 1844, in-8°, 511 p.

VERRONNAIS. — *Supplément à la statistique de la Moselle*. Metz, 1852, in-8°, 384 p.

VIVILLE. — *Dictionnaire du département de la Moselle*. Metz, 1817, 2 vol. in-8° de 511 et 452 p.

Département de la Moselle. Nouvelle répartition de la contribution foncière. Metz, 1861, gr. in-8°, 52 p.

Observations de la Cour d'appel de Metz sur le projet d'organisation judiciaire. Metz, 1848, gr. in-8°, 20 p. carte.

Recueil méthodique des lois, décrets, ordonnances... relatifs à l'exercice du pouvoir municipal. Metz, 1823, in-8°, 732 p.

IV. — Documents concernant exclusivement Metz

CHABERT (F.-M.). — *Dictionnaire des rues... de Metz*. Metz, s. d., in-12, 83 p. et plan.

CHABERT (F.-M.). — *Journal du blocus de Metz en 1870*, Metz, 1871, in-12, 103 p.

MOUZIN (E.). — *L'Ecole de musique de Metz et la Société chorale de l'Orphéon*. Metz, 1864, in-12, 90 p.

PROST (A.). — *Le blocus de Metz en 1870, suivi de deux mémoires pour la ville de Metz dans les négociations de paix entre la France et l'Allemagne*. Nogent-le-Rotrou, 1898, in-8°, 398 p.

- SIMON (E.). — *Panorama de Metz à vol d'oiseau*. Metz, 1861, in-12, 152 p.
(Il s'agit d'une description de Metz en vers.)
- TERQUEM (A.). — *Guide du voyageur dans la ville de Metz*. Metz, 1854, in-12, 276 p.
- VERRONNAIS. — *Notice sur les deux sièges de Metz en 1444 et 1552, suivie de la relation du simulacre de siège de cette ville en septembre 1844*. Metz, 1844, in-8°, 184 p.
- NOIRÉ. — *La garde nationale de Metz pendant le siège*. Metz, 1871, in-12, 28 p.

V. — Documents d'ordre politique

- BENAERTS (L.). — *Les commissaires extraordinaires de Napoléon 1^{er} en 1814*. Thèse lettres, Paris 1914. Paris, 1915, in-8°, XXIII, 239 p.
- BOUREULLE (de). — *Un mot sur les élections prochaines*. Metz, 1848, in-12, 4 p.
- SALMON. — *Mémoire adressé par M. Salmon, avocat à Metz, comme prévenu de complot*. Metz, 1822, in-12, 15 p.
- TREITSCHKE (H. von). — *Was fordern wir von Frankreich*. Berlin, 1870, in-12, 45 p.
- WARNIER (F.). — *Manifeste électoral d'un ouvrier*. Metz, 1849, in-12, 8 p.
- Cérémonie funèbre en l'honneur d'A. Dornès*. Metz, 1848, in-8°, 46 p. Lithographie.
- Congrès des Loges de l'Est*. Metz, 1870, in-12, 42 p.
- Défense personnelle du rédacteur de l'Abeille de la Moselle*. Metz, 1822, in-12, 16 p.
- Elsass-Lothringen deutsch*. Berlin, 1860, in-12, 104 p.
- Le Franc-Messin, ou deux mots à M. le Préfet*. Paris, 1818, in-8°, 8 p.
- Inauguration du nouveau temple de la loge de la Sagesse et du Triple-Accord réunis à l'O... de Metz*. Metz, 1827, in-12, 77 p.
- Loge de l'Ecole de la Sagesse et du Triple-Accord réunis. Pompe funèbre en mémoire du comte de Valence*. Metz, 1822, in-12, 30 p.
- Pompe funèbre... à la mémoire du F. v. Fournel*. Metz, 1846, in-12, 16 p.
- Précis des événements de juillet 1830 à Metz*. (Annuaire Verronnais, 1831, p. 91).
- Réflexions obligées d'un électeur de la Moselle*. Metz, 1818, in-12, 9 p.
- Règlement du Cercle républicain de Metz*. Metz, 1848, in-12, 16 p.
- Règlement particulier de la Loge de Saint-Jean, sous le titre de la Réunion philanthropique*. Metz, 1831, in-16, 48 p.
- Statuts et règlement de la loge de Saint-Jean sous le titre des Amis de la Vérité*. Metz, 1829, in-16, 116 p.
- Société lorraine des Etudes locales. Textes d'histoire lorraine du VI^e siècle à nos jours*. Nancy, Thomas, 1931, in-8°, 370 p.
- Voyage de l'Empereur à Metz et dans le département de la Moselle*. Metz, 1857, gr. in-8°, 72 p.
- Voyage du Roi à Metz. Relation militaire*. (Annuaire Verronnais, 1829).

VI. — Documents d'ordre économique

- ANDRÉ. — *Cultures de l'arrondissement de Briey* (Mémoires de l'Académie de Metz, 1848).
- ADELSWARD (O.). — *Concession de mine de fer dite d'Herserange*. Paris, Dunod, 1869, in-12, 21 p. et carte.
- [BLANC (F.)]. — *La Moselle à l'Exposition universelle de 1867*. Metz, 1867, in-12, 95 p.
- BUSSIÈRES (de). — *Considérations sur le chemin de fer de Paris à Strasbourg*. Strasbourg, 1842, brochure.
- BOURGIN (H. et G.). — *L'industrie sidérurgique en France au début de la Révolution*. Paris, Imprimerie Nationale, 1920, in-8°, XXV, 557 p.
- CREUTZER. — *Statistique du canton de Bitche* (Mémoires de l'Académie de Metz, 1852).
- CREUTZER. — *Statistique du canton de Sarralbe* (Mémoires de l'Académie de Metz, 1852).
- DIETRICH (DE). — *Description des gîtes de minerai et bouches de feu de la Lorraine*. Paris, imprimerie de Didot jeune, an VIII.
- JACQUOT (E.). — *L'Industrie de la Moselle à l'exposition universelle de 1855* (Mémoires de l'Académie de Metz, 1856).
- LABBÉ. — *Demande en concession de mine de fer à Mont-Saint-Martin. Réponse au mémoire présenté par M. d'Adelsward*. Metz, 1863, in-12, 19 p.
- LE JOINDRE. — *Chemin de fer de Paris à la frontière d'Allemagne* (Mémoires de l'Académie de Metz, 1844).
- LEMASSON et LE JOINDRE. — *Mémoire sur la navigation de la Moselle* (Mémoires de l'Académie de Metz, 1835).
- ROEDERER (P.-L.). — *Questions proposées à la Commission intermédiaire de l'Assemblée provinciale de Lorraine concernant le reculement des barrières*, 1787, in-12, 222 p.
- SAINT-MARTIN (de). — *Notes historiques sur les routes de la Moselle* (Mémoires de l'Académie de Metz, 1857).
- SAINT-MARTIN (de). — *Atlas historique, géographique et statistique de la Moselle*. Metz, in-fol., 1860, Cartes.
- SCHMIDT (Ch.). — *Statistique industrielle de la Moselle en l'an IV*. Paris, 1908, in-8°, 78 p.
- WENDEL (Fr. de). — *Opinion de M. de Wendel sur le budget de 1824*. (Mines). Paris, Imprimerie royale, 1823.
- WEHMANN (Dr). — *Die Befahrungsprotokolle der Eisenerzbergwerke Hayange und Moyeuvre* (Annuaire de la Société d'histoire et d'archéologie, 1912).
- Bulletin du Comice agricole*. — Publication annuelle de 1846 à 1870.
- Comptes rendus des travaux des ingénieurs des mines*. Publication annuelle, 11 volumes in-8° de 1837 à 1848.
- Enquête agricole de 1867, 2^e série, enquêtes départementales, 12^e circonscription*. Paris, Imprimerie impériale, 1867, in-4°, 548 p.

- Enquête sur les fers.* Paris, Imprimerie royale, 1829, in-4°, 368 p.
- Enquête sur le traité de commerce avec l'Angleterre. Industrie métallurgique*, tome I. Paris, Imprimerie impériale, 1860, gr. in-8°, XXI, 871 p.
- Mémoire à l'appui de la demande de concession faite par MM. L. Aubert, Gouvy et C^{ie}*, Paris, 1843, in-12, 19 p.
- Du monopole et de l'impôt du sel.* Metz, 1833, in-12, 47 p.
- Du monopole du sel dans les départements de l'Est.* Metz, 1836, in-12, 47 p.
- Notice sur les gisements houilliers de Schœneck.* Metz, 1825, in-12, 20 p., cartes.
- Observations de la Chambre de Commerce de Metz sur les divers projets de Chemins de fer.* Metz, 1844, gr. in-8°, 15 p., carte.
- Rapports sur les expositions des produits de l'Industrie*, organisées à Metz en 1822, 1825, 1828, 1833, 1837, 1843, 1849 (Mémoires de l'Académie de Metz, années 1823, 1825, 1829, 834, 844, 1849).
- Résumés des travaux statistiques de l'administration des mines de 1852 à 1859, de 1860 à 1864, de 1865 à 1869.* Paris, Imprimerie impériale, 3 vol. gr. in-8°.
- Service vicinal. Compte rendu général des opérations effectuées en 1869.* Paris, Imprimerie impériale, 1870, gr. in-8°, 294 p.
- Statistique centrale des chemins de fer. Situation au 31 décembre 1869.* Paris, Imprimerie impériale, 1870, gr. in-8°, 286 p.
- Statistique de la France.* Tome X, Industrie I. Paris, Imprimerie royale, 1847, in-4°, 364 p.

VII. — Documents concernant l'école et les cultes

- BRONDEX et MORY. — *Chan Heurlin ou les fiançailles de Fanchon.* Nouv. éd. Metz, Even, 1924, in-8°, 154 p.
- DOMMANGET (M.). — *Des écoles de filles, des brevets de capacité et des lettres d'obédience.* Metz, 1864, in-12, 20 p.
- FOLLMANN (M.-F.). — *Wörterbuch der deutsch-lothringischen Mundarten.* Leipzig, 1909.
- HANRIOT. — *De la question de l'enseignement de la langue française dans nos provinces du Nord-Est, par un universitaire.* Metz, 1868, in-12, 8 p.
- LORAIN (P.). — *Tableau de l'instruction primaire en France d'après l'enquête de 1832 à 1834.* Paris, 1837, in-8°.
- MAYAUX. — *Les deux langues dans les écoles de la Lorraine, par un instituteur d'Alsace-Lorraine.* Metz, 1895, in-12, 98 p.
- PUYMAIGRE (Comte de). — *Chants populaires recueillis dans le Pays messin.* Metz, 1865, in-12, 473 p.
- PINK (Abbé). — *Verklingende Weisen, lothringer Volkslieder, gesammelt, und herausgegeben von Louis Pinck.* Metz, 1926, gr. in-8°, 318 p., illustré.
- SCHNEIDER (Dr.). — *De la vérité sur la pétition en faveur de l'enseignement simultané.* Metz, 1869, in-12, 35 p.

- THISSE (F.). — *Erreurs et vérités. Une réponse à M. Mayaux.* Metz, 1895, in-12, 23 p.
- WOGUE. — *Rite et règlement pour le culte israélite français de Metz.* Pont-à-Mousson, s. d., in-12, 8 p.
- ZÉLIQZON (L.). — *Dictionnaire des patois romans de la Moselle*, Saverne, 1922-1924, in-8°, XVII, 718 p., carte.
- Almanach du Clergé de France.* Publication annuelle, 1820-1840.
- Association pour l'observation du repos du dimanche. Etat général du personnel.* Metz, 1854, in-16, 68 p.
- Cercle de la Ligue de l'enseignement.* Bulletin, 1868-1869.
- Consécration du nouveau cimetière destiné aux Chrétiens des églises évangéliques.* Metz, 1864, in-12, 12 p.
- Consistoire central. Nouvelle organisation du culte israélite.* Metz, 1839, gr. in-8°, 12 p.
- De l'enseignement de la langue allemande dans nos départements frontières du Nord-Est.* Metz, 1868, in-12, 17 p.
- Liquidation des dettes de l'ancienne communauté juive de Metz. Rôle de 1853.* Metz, 1853, in-12, 76 p.
- Oraison funèbre de Mgr Jauffret, prononcée à la cathédrale le 27 mai 1823.* Metz, 1823, in-12, 16 p.
- Ordo du diocèse de Metz,* publication annuelle.
- Pétition en faveur de l'enseignement simultané du français et de l'allemand dans les écoles de la Lorraine allemande.* Strasbourg, 1869, in-12, 45 p.
- Rapport au conseil municipal de Metz sur la demande d'un secours... pour aider à la réédification de la synagogue.* Metz, 1845, gr. in-8°, 23 p.
- Rapport au Roi... sur l'exécution de la loi du 28 juin 1833 relative à l'instruction primaire.* Paris, Imprimerie royale, 1834, gr. in-8°, 471 p.
- Rapport moral et financier sur les opérations de l'administration consistoriale israélite de Metz.* Metz, 1861, gr. in-8°, 24 p.
- Réflexions générales sur le projet d'ordonnance relatif à une nouvelle organisation du culte israélite.* Metz, 1839, gr. in-8°, 3 p.
- Société d'encouragement pour l'instruction des adultes dans la ville de Metz.*
- Statistique de l'enseignement secondaire en 1865.* Paris, Imprimerie impériale, 1868, in-4°, CLVI - 481 p.
- Statistique de l'instruction primaire pour 1863.* Paris, Imprimerie impériale, 1865, gr. in-8°, 432 p.

VIII. — Documents concernant l'assistance

- DEFER (D^r). — *Des hospices en général et de l'hospice Saint-Nicolas en particulier.* Metz, 1870, in-12, 23 p.
- Comptes rendus de la Société de Charité maternelle de Metz.* Années 1820, 1821, 1822, 1824, etc., 1859, 1869.
- Hospices de la ville de Metz. Comptes de 1857.* Metz, 1858, gr. in-8°, 16 p.
- Hospices de la ville de Metz. Comptes de 1867.* Metz, 1868, gr. in-8°, 67 p.

Rapport à l'Empereur sur la situation des Sociétés de secours mutuels. Années 1852, 1867, 1868. Paris, Imprimerie impériale, gr. in-8°.

Société amicale de Secours mutuels de Metz. Comptes rendus annuels.

Société charitable de Saint-François Régis. Comptes rendus annuels depuis 1839. Metz, in-12.

Société de Prévoyance et de Secours mutuels de Metz. Comptes rendus annuels.

Société de Saint-Vincent de Paul. Conférences de Metz. Rapports annuels depuis 1839. Metz, in-12.

IX. — Cartes et plans, iconographie

La collection la plus complète de cartes et plans que nous ayons consultée est celle des archives de la Moselle. Elle renferme plus de 2.000 documents, dont un très grand nombre intéressent le XIX^e siècle. Le catalogue vient d'en être établi et il ne saurait être question d'en reproduire même l'essentiel. L'auteur ne peut qu'y renvoyer le lecteur; il a toutefois indiqué en notes celles des cartes qui lui ont été directement utiles.

La bibliothèque de Metz renferme une série complète de plans de la ville qui permettent d'en suivre les transformations depuis le XVIII^e siècle. L'auteur a également consulté, à la bibliothèque de l'Académie de Metz, les cartes de Cassini, les cartes d'état-major au 1/80.000^e et au 1/50.000^e, qui permettent de connaître jusque dans le détail la géographie régionale au XVIII^e siècle, vers la moitié du XIX^e siècle et à l'époque actuelle.

La bibliothèque de Metz possède un grand nombre de gravures, de lithographies, de dessins originaux, qui révèlent les divers aspects de la Moselle et de son chef-lieu au XIX^e siècle. M. Prillot, photographe à Metz, a conservé un grand nombre de clichés — dont certains datent du Second Empire — qui permettent de connaître la physionomie de la ville avant ses récentes transformations. Le musée historique de la Porte des Allemands en possède d'autres. Une exposition organisée à Metz, en octobre 1931, a permis à l'auteur de voir des gravures et des lithographies conservées par des particuliers. Enfin les albums du Cabinet des Estampes, V. 121, 122, 122 a, 122 b, 123, renferment un grand nombre de gravures et de lithographies exécutées entre 1815 et 1870.

On peut également consulter les ouvrages suivants :

Metz monumental et pittoresque. Nancy, Boyer, 1896.

Lorraine. Ouvrage illustré. Mulhouse, Wioland, s. d., 100 photos.

A la nomenclature des cartes, il faut ajouter :

BRETTE (A.). — *Atlas des bailliages.*

SAINT-MARTIN (de). — *Ouvrage déjà cité, paragraphe VI.*

KLIFFEL (L.). — *Carte du Pays messin en 1789.* Nancy, Société d'Impressions Typographiques, 1929, in-8°, 15 p. et une carte.

- FALLEX (M.). — *L'Alsace, la Lorraine et les Trois-Évêchés*. Carte au 1/50.000^e et texte explicatif. Paris, Delagrave, 1921.
Die alten Territorien des Bezirkes Lothringen (1648). Strasbourg, 1898, 2 volumes, 309 et 959 p., carte.
 BOURGEAT et DORVAUX. — *Atlas historique du diocèse de Metz*. Metz, in-fol. 1907, XVI, cartes.

OUVRAGES

I. — HISTOIRE GÉNÉRALE

Nous avons jugé inutile d'indiquer ici les ouvrages d'ensemble qui nous ont donné une connaissance générale de l'histoire de France entre 1814 et 1870. Ils sont à la fois trop connus et trop nombreux. Nous mentionnons seulement ceux qui nous ont été directement utiles.

I. — Administration et divers

- BERLET (Ch.). — *Les provinces au XVIII^e siècle et leur division en départements*. Paris, Bloud, 1913, in-12, 568 p.
 BLOCK (M.). — *Dictionnaire de l'administration française*. Paris-Strasbourg, Berger-Levrault, 1862, in-8^o, 1626 p.
 DESBATS (A.-G.). — *Le budget départemental*. Paris, Berger-Levrault, 1911, in-8^o, 1.038 p.
 GAIN (A.). — *La Restauration et les biens des émigrés*. Thèse lettres, Paris, 1928. Nancy, Société d'Impressions Typographiques, 1928, 2 vol., gr. in-8^o, LXVIII, 640 et 556 p.
 LEVASSEUR (E.). — *La population française*. Paris, Rousseau, 1889-91, in-8^o, tomes I et II, 468 et 533 p.
 LABRY (de). — *Ouverture permanente des portes des villes fortifiées*. Paris, 1863, in-8^o, 228 p.
 PERREUX (G.). — *Au temps des sociétés secrètes. La propagande républicaine au début de la Monarchie de Juillet*. Paris, Hachette, 1931, in-8^o, XLII, 398 p.
 MONTEILHET (J.). — *Les institutions militaires de la France (1814-1924)*. Paris, Alcan, 1926, in-8^o, XXIV, 414 p.
 THUREAU-DANGIN. — *Histoire de la Monarchie de Juillet*. Tome I. Paris, Plon, 1884, gr. in-8^o, 458 p.
 VAULABELLE (de). — *Histoire des deux Restaurations*. 3^e édition, tome VI, Paris, 1856, in-8^o, 476 p.
 WEILL (G.). — *Histoire du parti républicain en France*. 2^e édition, Paris, Alcan, 1928, in-8^o, 431 p.

II. — Vie économique

- BALLOT (Ch.). — *L'introduction du machinisme dans l'industrie française*. Paris, Rieder, 1923, in-8°, 575 p.
- CHAPTAL (Comte). — *De l'Industrie française*. Paris, 1819, 2 vol. in-12, XLVIII, 248 et 462 p.
- COMITÉ DES FORGES. — *La sidérurgie française (1864-1914)*. Paris, 1920, in-4°, 619 p.
- LEVASSEUR (E.). — *Histoire des classes ouvrières et de l'industrie en France de 1789 à 1870*. 2^e édition, Paris, Rousseau, 1903, 2 vol. in-8°, XIX-719 et 912 p.
- LUCAS (F.). — *Etude historique et statistique sur les voies de communication de la France*. Paris, Imprimerie nationale, 1873, in-8°, 231 p.

III. — Instruction publique et cultes

- ANCHEL (R.). — *Napoléon et les Juifs*. Thèse lettres. Paris, 1928. Paris, Presses Universitaires, 1928, in-8°, 594 p.
- BAUER (J.). — *L'école rabbinique de France*. Paris, Presses Universitaires, s. d. (1931), in-8°, 208 p.
- BRUNOT (F.). — *Histoire de la langue française des origines à 1900*. Tome IX, 1^{re} partie, Paris, Colin,
- BUISSON (F.). — *Dictionnaire de pédagogie*. Paris, 1887, 4 vol. gr. in-8°.
- BURNICHON (J.). — *La Compagnie de Jésus en France. Histoire d'un siècle (1814-1914)*. Paris, Beauchesne, 1914-1919, 3 vol. in-8°, XLVIII-568, 734 et 637 p.
- MAURAIN (J.). — *La politique ecclésiastique du Second Empire de 1852 à 1869*. Thèse lettres. Paris, 1930. Paris, Alcan, 1930, gr. in-8°, LI-989 p.
- WEILL (G.). — *Histoire de l'enseignement secondaire en France (1802-1920)*. Paris, Payot, 1921, in-12, 255 p.

IV. — Études portant sur divers départements

- BENAERTS (J.). — *Le régime consulaire en Bretagne. Le département d'Ille-et-Vilaine durant le Consulat*. Thèse lettres, Paris, 1914. Paris, 1914, in-8°, XII-383 p.
- CHAVANON (J.) et SAINT-YVES (G.). — *Le Pas-de-Calais de 1800 à 1810*. Paris, Picard, 1907, in-8°, XVIII, 291 p.
- LEVY (R.). — *Le Havre entre trois révolutions (1789-1848)*. Paris, in-8°, 197 p.
- FIZAINE (S.). — *La vie politique dans la Côte-d'Or sous Louis XVIII*. Paris, Picard, 1928, in-8°, 272 p.

- DURAND (R.). — *Le département des Côtes-du-Nord sous le Consulat et l'Empire*. Thèse lettres, Paris, 1927. Rennes, Oberthur, 1926, 2 vol. gr. in-8°, LXXIX-606 et 488 p.
- NESI (M.). — *La candidature officielle dans les Deux-Sèvres en 1852*. (Révolution française, 1918).
- MASSON (P.). — *Marseille depuis 1789*. Paris, Hachette, 1921, in-8°, 566 p.
- SAINT-YVES (G.) et FOURNIER (J.). — *L'évolution du système administratif de Napoléon I^{er}. Le département des Bouches-du-Rhône de 1800 à 1810*. Paris, Champion, 1899, in-8°, 416 p.
- VIARD (P.). — *L'administration préfectorale dans le département de la Côte-d'Or sous le Consulat et le Premier Empire*. Thèse lettres, Dijon, 1913. Paris, Champion, 1914, in-8°, 390 p.
- VIARD (P.). — *La disette de 1816-1817, particulièrement en Côte-d'Or*. (Revue historique, 1928).

II. — HISTOIRE LOCALE

I. — Biographies

- BADER (Cl.). — *Carnot et le comte de Vaublanc*. Lyon, 1899, in-8°, 23 p.
- BARBÉ (Jean-Julien). — *Dictionnaire des musiciens de la Moselle*, Metz, le Messin, 1929, in-8°, 208 p. illustré.
- BÉGIN (E.-A.). — *Biographie de la Moselle*. Metz, 1829, 4 vol. in-8°, XVI-462, 580, 535, 574 p.
- BLUM (M.). — *L'abbé Claude-Ignace Laurent, évêque nommé de Metz*. Luxembourg, 1910, in-8°, 113 p.
- BOUCHON (L.). — *Le chirurgien Morlanne*. Paris, Spès, s. d. (1931), in-12, 374 p.
- DERRÉCAGAIX (général). — *Le général de Martimprey*. Paris, Chapelot, 1913, in-8°, 505 p.
- FLORANGE (J.). — *Le conventionnel Hentz*. Metz, 1911, in-8°, 168 p.
- FLORANGE (J.). — *Nicolas Francin, évêque constitutionnel de la Moselle*. Paris, Champion, 1905, in-8°, 138 p.
- GAIN (A.). — *Liste des émigrés... du département de la Moselle*. Metz, Arts graphiques, 1925-30, in-8°. (Paru dans les *Annales de la Société d'histoire et d'archéologie*, 1925 à 1931).
- JOUBE (H.). — *Les Alsaciens-Lorrains*. Dictionnaire. Paris, Joube, 1896, 2 vol. in-12.
- KLEIN (Abbé F.). — *Vie de Mgr Dupont des Loges*. Paris, 1899, in-12, XI-500 p.
- LINEL (A.). — *Waris von Berg*. (Lothringer Kalender, 1919, p. 81).
- LIPMAN (A.). — *Un grand rabbin français: B. Lipman*. Paris, 1923, in-8°, 472 p.

- MAUTOUCHET (F.). — *Carnot et l'Union sacrée en 1815*. (Révolution française, tome 65, 1915, p. 445.).
- MERLIN (R.). — *Merlin de Thionville*. Paris, Alcan, 1927, 2 vol. in-8°, 338 et 513 p.
- MICHON (M.). — *Les Messins à Nancy après 1871* (Mémoires de l'Académie de Stanislas, 1919).
- NÉRÉE QUÉPAT (R. Paquet d'Hauteroche). — *Dictionnaire biographique de l'ancien département de la Moselle*. Paris, Picard, 1887, in-8°, VI-620 p. (Ouvrage essentiel pour qui veut connaître l'ancienne Moselle.)
- NOLLET (J.). — *Histoire du Maréchal Oudinot*, Paris-Nancy, 1850, in-8°, 312 p.
- QUATRELLES-L'ÉPINE. — *Le Maréchal de Saint-Arnaud*. Paris, Plon, 1928, I, XV-505 p.
- REBOUL (R.). — *Un archevêque d'Aix, évêque de Metz*. Aix, 1896, in-8°, 264 p.
- SALOMON (H.). — *Bamberger* (Congrès des Sociétés Savantes, 28 mai 1920). *Généalogie historique de la Maison de Gargan*. Metz, 1881, in-12.
- Notice historique sur J.-F. Besson, évêque de Metz*. Metz-Lyon, 1842, in-12, 77 p.
- Notice sur la vie de M. Jauffret, décédé évêque de Metz*. Paris, s.d., in-12, 12 p.

II. — Ouvrages généraux sur la Lorraine et sur Metz

- ARDOUIN-DUMAZET. — *Voyages en France. La Lorraine délivrée*, 2 vol., 1919.
- AUERBACH (B.). — *Le plateau lorrain*. Paris, Berger-Levrault, 1893, in-12.
- BARRÈS (M.). — *Colette Baudoche*. Paris, Nelson, in-12, 204 p., 1^{re} édit. 1908.
- BARRÈS (M.). — *L'appel au soldat*. Paris, Nelson, in-12, 576 p.
- BERTRAND (L.). — *Mademoiselle de Jessincourt*. Paris, Fayard, 1911, in-12, 378 p.
- CONTAMINE (H.). — *L'administration de la Moselle sous le Consulat et l'Empire* (Annuaire de la Fédération historique lorraine, 1930).
- HUHN (Th.). — *Deutschothringen*. Stuttgart, 1875, in-8°, 565 p.
- JOLY (H.). — *Géographie physique de la Lorraine*. Nancy, 1912, in-8°.
- KÖNIG (D^r Fr.). — *Deutschlothringen*. Berlin, 1923, in-8°, 136 p.
- MORIZET (G.). — *Histoire de Lorraine*. Paris, Boivin, 1920, in-12, XIV, 330 p.
- PARISOT (R.). — *Histoire de Lorraine*. Paris, Picard, III (1789-1919), 1924, in-12, 521 p.
- PFISTER (Ch.). — *La Lorraine, le Barrois et les Trois Évêchés*. Paris, Cerf, 1912, in-8°, 138 p.
- POULLIN (M.). — *Nos places perdues d'Alsace-Lorraine*. Paris, s. d., in-8°, 390 p.
- VIDAL DE LA BLACHE (P.). — *La France de l'Est*. Paris, Colin, 1917, 280 p.
- WEILL (G.). — *Metz au temps français* (Revue des Etudes napoléoniennes 1918).
- ZELLER (G.). — *La réunion de Metz à la France*. Thèse lettres, Strasbourg, 1926. Strasbourg-Paris, 1926, 2 vol. gr. in-8°, 502 et 402 p.

- La Lorraine* (par A. Prost, Lorédan Larchey, A. Theuriet...), Paris, Berger-Levrault, 1886, in-4°, XXXVII-738 p., illustré.
Lothringen und seine Hauptstadt. Metz, 1913, in-8°, 557 p., illustré.

III. — La région lorraine et l'Allemagne

- ALBERS (Dr J.-H.). — *Geschichte der Stadt Metz*. Metz, 1902, in-8°, 187 p.
 AULARD (A.). — *Landau et Sarrelouis, villes françaises* (Revue de Paris, 1919).
 BABELON (E.). — *La grande question d'Occident : Sarrelouis et Sarrebruck*. Paris, Leroux, 1918, in-8°, 338 p., illustré.
 BALTZER (G.). — *Historische Notizen über die Stadt Saarlouis*. Trier, 1865, in-12, 236 p.
 CAPOT-REY (R.). — *Quand la Sarre était française*. Paris, les Belles-Lettres, 1928, in-12, 334 p., carte.
 DELAHACHE (G.). — *L'exode*. Paris, 1912, in-12, 244 p.
 DELAHACHE (G.). — *Metz* (Revue de Paris, 1913, p. 258).
 DELAHACHE (G.). — *Alsace-Lorraine. La carte au liseré vert*. Paris, Hachette, 1910, in-12, 272 p.
 ENGERAND (F.). — *Les frontières lorraines et la force allemande*. Paris, Perrin, 1916, in-12, XI-309 p.
 JACOB (Dr K.). — *Bismarck und die Erwerbung Elsass-Lothringens*. Strasbourg, 1905, in-12, 148-XLIX p.
 LAUSSEDAT (Colonel). — *La délimitation de la frontière franco-allemande*. Paris, Delagrave, s. d., in-8°, 219 p.
 MAY (G.). — *Le traité de Francfort*. Paris, Berger-Levrault, 1909, in-8°, XIX-338 p.
 MEYER (E.). — *Das Deutschtum in Elsass-Lothringen*. Munster, 1927, in-8° 84 p.
 PFISTER (Dr A.). — *Die Zurückforderung von Elsass-Lothringen in Paris 1815*. (Beilage zur Allgemeinen Zeitung, 1877, 186).
 VAUTHIER (G.). — *Au-delà et en deçà de nos frontières de l'Est en 1866*. (Révolution de 1848, 1928).
Travaux du Comité d'Études. Tome I : *l'Alsace-Lorraine et la frontière du Nord-Est*. Paris, Imprimerie Nationale, 1918, gr. in-8°, V-453 p.
Was wir verloren haben. Berlin, 1921, gr. in-8°, illustré.

IV. — Travaux concernant les départements voisins de la Moselle

- BRAUN (P.). — *La Meurthe à la fin de la Monarchie de Juillet*. (La Révolution de 1848. Tome XV, 1919-1920.)
 CHUQUET (A.). — *L'Alsace et le retour de Napoléon* (Feuilles d'histoire, 1911, p. 57).
 CHUQUET (A.). — *L'Alsace à la veille des Cent Jours*. (La Revue, 1910, 1^{er} octobre).

- LEUILLIOT (P.). — *L'Alsace et la Révolution de 1830*. (Vie en Alsace, avril 1930, p. 73).
- LEUILLIOT (P.). — *L'Alsace en 1815* (Revue d'Alsace, 1928).
- LEUILLIOT (P.). — *L'émigration alsacienne sous l'Empire et au début de la Restauration* (Revue historique, 1930).
- LEUILLIOT (P.). — *L'usure judaïque en Alsace sous l'Empire et au début de la Restauration* (Annales historiques de la Révolution française, mai-juin 1930).
- MULLER (P.). — *La révolution de 1848 en Alsace*. Paris, Fischbacher, 1912, in-12, 247 p.
- PERRIN (R.). — *L'esprit public dans le département de la Meurthe de 1814 à 1816*. Paris-Nancy, Berger-Levrault, 1913, in-8°, 123 p.
- PFISTER (Ch.). — *Nancy en 1814* (Mémoires de l'Académie de Stanislas, 1914-1915, p. 175).
- REUSS (R.). — *Histoire d'Alsace*. Paris, Boivin, 1918, in-12, 452 p.
- SCHMIDT (A.). — *La population du département de la Meuse depuis le début du XIX^e siècle*. Nancy, Berger-Levrault, 1929, in-8°, 93 p.
- VIVIER (R.). — *L'esprit d'opposition à Strasbourg de 1830 à 1848*. (Révolution française, 1924).

V. — Ouvrages et détails sur Metz

- BARBÉ (Jean-Julien). — *A travers le vieux Metz. Les maisons historiques*. Metz, Imprimerie Lorraine, 1913, in-8°, 472 p., illustré.
- BARBÉ (J.-J.). — *Metz pittoresque. Les rues et les places de la Cité*. Metz, le Mesin, 1930, in-8°, 158 p., illustré.
- BARBÉ (J.-J.). — *Le théâtre à Metz*. Metz, 1908, in-8°, 41 p.
- BARBÉ (J.-J.). — *Les journaux de la Moselle*. Metz, 1928, in-8°, 69 p.
- BARBÉ (J.-J.). — *Les municipalités de Metz*. Metz, in-8°, 176 p.
- BARBÉ (J.-J.). — *L'esplanade de Metz* (Revue lorraine illustrée, 1908, p. 165).
- CHEVREUX (P.). — *L'école centrale de la Moselle* (La Révolution française, décembre 1914).
- COLON (E.). — *La Messine, Société d'assurances mutuelles*. Metz, 1879, in-12, 102 p.
- DIDION (D^r J.). — *Histoire des épidémies dans le département de la Moselle depuis 1821 jusqu'en 1871*. Metz, 1884, in-8°, 40 p.
- GREFF (E.). — *Historique de la Société de Prévoyance et de Secours mutuels de Metz*. Metz, 1885, in-12, 85 p.
- GROSDIDIER DE MATONS (M.). — *Metz*. Paris, Laurens, 1929, gr. in-8°, 156 p. illustré
- GROSDIDIER DE MATONS (M.). — *Metz. Etude de géographie urbaine*. Nancy 1928, in-8°, 23 p.
- HIRTZ (J.). — *Notre esplanade*. Metz, 1914, in-8°, 78 p.
- KLIFFFEL (L.). — *L'Esplanade et la Place Royale* (Austrasie, 1923).
- KNOEPFLER (L.). — *Le blocus de Metz en 1814* (Marches de l'Est, I, 1900-10, p. 43 et 249).

- LARDEMELLE (Général de). — *Metz défend l'Etat*. Nancy, Berger-Levrault, 1930, in-12.
- LEJEUX (J.). — *La place d'Armes de Metz*. Strasbourg, Istra, 1927, in-4°, 119 p., illustré.
- LE POUILLON DE BOBLAYE (Général). — *Notice historique sur l'ancienne abbaye royale de Saint-Arnould*. Metz, 1857, in-8°, 152 p., plan.
- MARÉCHAL (F.). — *Tableau des maladies endémiques et contagieuses qui ont régné à Metz*. Metz, 1850-1861, in-8°, 352 p.
- Caisse d'Epargne de Metz. *Compte rendu de la fête de son premier centenaire*. Metz, 1920, in-12, 41 p.

VI. — Ouvrages et détails sur la Moselle

- ABEL (Ch.). — *Promenade archéologique sur le chemin de fer de Thionville*. Metz, 1856, in-8°, 32 p.
- ABEL (Ch.). — *La roide des crécelles et les œufs de Pâques*. Metz, in-8°.
- AURICOSTE DE LAZARQUE (E.). — *Le grundonnerstag ou le jeudi vert*. (Extrait de la Revue des traditions populaires). Paris, 1893, in-8°, 12 p.
- AURICOSTE DE LAZARQUE (E.). — *Saint Eloi et le pèlerinage des chevaux de Flastroff*. Metz, 1888, in-8°, 19 p.
- BÉGIN (E.). — *Promenade archéologique à Faily*. Metz, 1840, in-8°.
- BESLER (M.). — *Geschichte des Schlosses und der Stadt Forbach*. Forbach, 1895, in-8°, 144 p.
- BOX (N.). — *Notice sur les Pays de la Sarre*. Metz, Tome I, in-8°, 758 p.
- BRONDER (Ph.). — *Histoire de Saint-Avold*. Metz, 1868, in-8°, 130 p.
- CHAUSSEIER (F.). — *L'abbaye de Gorze*. Metz, 1894, in-8°, 524 p.
- CLAUDEAUX. — *Essai sur l'histoire de Longwy*. Metz, 1829, in-8°, 207 p.
- GROSDIDIER DE MATONS (M.). — *Le Pays de Bitche*. (Bulletin de la Section de Géographie, 1927). Paris, Imprimerie Nationale, 1928, in-8°, 16 p.
- GUESQUIN (E.). — *Bitche et ses défenseurs*. Paris, 1900, in-8°, 502 p.
- HECKMANN (Abbé). — *Guentrange*. Metz, 1920, in-8°, 11 p.
- HOFFMANN (P.). — *Chronik der Gemeinde Stieringen-Wendel*. Oberginigen, 1905, in-8°, 261 p.
- HOTTENGER (G.). — *Le Pays de Briey*. Paris, Bibliothèque du Musée social, 1912, in-12, 235 p.
- HUART (E. d'). — *Notice sur le Comté de Forbach*. S. l. n. d., in-12, 20 p.
- IMHOFF (A.). — *L'arrondissement de Thionville et ses sous-préfets*. Metz, Le Messin, 1924, in-12, 30 p.
- LADOUCETTE (J.-C.-F.). — *La Moselle*. Paris, 1832, in-8°, 35 p.
- MULLER (F.). — *Le blocus de Thionville en 1870* (Pays Lorrain, 1914).
- NIMSGERN (J.-B.). — *Histoire de Gorze*. Paris, 1853, in-8°, 320 p.
- TOUBA (J.). — *Thedingen, Busbach, St-Wendelins Bruderschaft*. 1909, in-12, 60 p.
- TOUBA (J.). — *Die vormal's Krieching' schen Dörfer : Dentingen, Momesdorf und Niederwiese*. Boulay, 1908, in-12.

- TOUBA (J.). — *Tentelingen, Ebringen, Dieblingen*. Forbach, 1908, in-12, 52 p.
 TOUBA (J.). — *Heimat-bilder, Region St-Avold*. Forbach, in-12, 70 p.
 TOUBA (J.). — *Sarralben*. Forbach, 1918, in-12, 160 p.
 THOMIRE (A.). — *Notice sur Sarreguemines*. Strasbourg, 1887, in-8°, plans.
 TOUSSAINT (M.). — *Sierck pendant la guerre*. (Pays Lorrain, 1923-1924).
 WEYLAND (F.-D.). — *Amanvillers*. Metz, 1911, in-8°, 183 p.

VII. — Instruction publique et cultes

- BRUNOT (F.). — *Le français et l'administration en Moselle sous le Premier Empire* (Mélanges A. Thomas).
 CAHEN (A.). — *Le rabbinat de Metz*. Paris, in-8°, 91 p.
 CAHEN (A.). — *L'émancipation des Juifs devant la Société royale des Sciences et Arts de Metz en 1787*. (Extrait de la Revue des Etudes juives, 1889.)
 CLÉMENT (R.). — *La condition des Juifs de Metz sous l'Ancien Régime*. Paris, 1903, in-8°, 290 p.
 CONTAMINE (H.). — *Les plaintes contre le clergé rural en Moselle sous le Consulat et l'Empire*. (Annuaire de la Fédération historique lorraine, 1929, p. 101).
 DECKINGHAUS (R.). — *Die evangelische Gemeinde Bitsch*. Strasbourg, 1917, in-8°, 54 p.
 DIETSCH (F.). — *Die evangelische Kirche von Metz*. Metz, 1910, in-8°, 379 p.
 FOURER (E.). — *Collège Saint-Augustin, Bitche*. Bitche, 1923, in-12, 56 p.
 GAIN (A.). — *Les processions religieuses en Moselle pendant la Révolution et l'Empire*. (Annuaire de la Fédération historique lorraine, 1930).
 HAMANT (Mgr N.). — *Le petit séminaire de Metz-Montigny, 1808-1900*. Metz, 1902, in-8°, XIV, 253 p.
 HAMANT (Mgr N.). — *Sainte-Chrétienne*. Metz, s. d., in-8°, XI, 530 p.
 KAISER (N.). — *Der Kampf gegen die deutsche Sprache in den elsässischen Schulen von 1833-1870* (Elsass-Lothringische Kulturfragen, III, p. 179).
 LÉVY (P.). — *Histoire linguistique d'Alsace et de Lorraine*. Thèse lettres. Strasbourg, 1929, Paris, les Belles-Lettres, 1929, II, in-8°, 563 p.
 LÉVY (P.). — *Histoire linguistique de Thionville* (Rev. des Etudes historiques, 1923, p. 423).
 LIPMANN (A.). — *Terre de Lorraine, terre juive* (La Revue Juive de Lorraine, 1927, p. 13).
 MARTINET (H.). — *La Lorraine allemande. Ein Kapitel deutsch-französischen Sprachen und Kulturkampfes vor 1870*. Basel, 1918, in-8°, 79 p.
 MAY (G.). — *La lutte pour le français en Lorraine avant 1870*. Paris. Berger-Levrault, 1919, in-8°, 206 p.
 NIGETIET (H.). — *Geschichte des lothringischen Lehrerseminars von 1821-1896*. Metz, 1896, in-12, 171 p. (Résumé dans Revue ecclésiastique de Metz, 1896, p. 468-486 et 536-543).
 PFISTER (Chr.). — *La limite de la langue française et de la langue allemande en Alsace-Lorraine*. Paris, Berger-Levrault, 1890, in-12, 44 p.

- THIRION (M.). — *Etude sur le protestantisme à Metz et dans le Pays Messin*. Nancy, 1884, in-8°, 480 p.
- THIS (C.). — *Die deutsch-französische Sprachgrenze von Elsass-Lothringen*. Strasbourg, 1887, in-12, 34 p. et carte.
- UNGERER (Pfarrer). — *Die Kaiserkirche in Kurzel*. Strasbourg, 1896, gr. in-8° 56 p.
- VIANSSON-PONTÉ (L.). — *Les Jésuites à Metz*. Strasbourg, 1877, in-8°, XV, 446 p.
- Le grand séminaire de Metz* (Almanach de Marie-Immaculée, Metz, 1922).
- Les ordres religieux. La congrégation de Sainte-Chrétienne*. Paris, Letouzey, 1922, in-16, 160 p.

VIII. — Vie économique

- BÉGIN (E.). — *Etude sur la navigation et l'histoire de la Moselle*. Metz, 1840, in-8°.
- BRACONNIER (A.). — *Les richesses minérales du département de Meurthe-et-Moselle*. Paris, Dinod, 1872, in-12, 216 p.
- FLORY (D^r O.). — *Geschichte des Glasindustrie in Lothringen*. (Annuaire de la Société d'histoire et d'archéologie, 1911).
- FOHLINGER (O.). — *Geschichte der Eisenbahnen in Elsass-Lothringen*. Strasbourg, 1897, in-8°, VIII-182 p.
- GERMAIN (H.). — *Die natürlichen Grundlagen der lothringische Eisenindustrie und ihre Verfassung von 1870*. (Annuaire de la Société d'histoire et d'Archéologie, 1912).
- GRANDET (H.). — *Monographie d'un établissement métallurgique sis à la fois en France et en Allemagne*. Thèse droit, Paris, 1910. Chartres, 1910, in-8°, 208 p.
- GRÉAU (E.). — *Le sel en Lorraine*. Paris, Berger-Levrault, 1908, in-8°, 112 p.
- GRÉAU (E.). — *Le fer en Lorraine*. Paris, Berger-Levrault, 1908, in-8°, XX-210 p.
- HAUSHALTER (G.). — *Etude sur les races bovines en Lorraine*. Nancy, Berger-Levrault, 1924, in-8°, 168 p.
- HOTTENGER (G.). — *L'agriculture dans le département de Meurthe-et-Moselle*. Nancy, 1927, in-8°, 27 p.
- HOTTENGER (G.). — *Les anciennes minières de fer fort de Saint-Paucré et d'Aumetz*. Nancy, 1923, in-12, 37 p.
- HOTTENGER (G.). — *La Lorraine économique au lendemain de la Révolution*. Nancy, Société industrielle de l'Est, 1924, in-8°, 110 p.
- HOTTENGER (G.). — *L'ancienne industrie du fer en Lorraine*. Nancy, Société Industrielle de l'Est, s. d. gr. in-8°, VIII-207 p.
- HOTTENGER (G.). — *Les anciennes salines domaniales de l'Est. Histoire d'un monopole (1790-1840)*. (Bulletin des Amis de la Sarre, 1928).

- HERLY (R.). — *Les conditions de la production de la métallurgie sarroise depuis 1815*. Nancy, Berger-Levrault, 1926, in-8°, 109 p. (Cahiers sarrois, III).
- JACQUOT (E.). — *Description géologique et minéralogique du département de la Moselle*. Paris, 1868, in-8°, 490 p. et carte.
- KRZYMOWSKI (R.). — *Die landwirtschaftlichen Wirtschaftssysteme Elsass-Lothringens*. Guebville, 1914, in-8°, 477 p.
- LAFFITTE (L.). — *Rapport général sur l'Exposition de Nancy de 1909*. Nancy, Berger-Levrault, gr. in-8°, 932 p., illustré.
- LEVINVILLE (J.). — *L'industrie du fer en France*. Paris, Colin, 1922, in-12, 211 p. (Excellent résumé de l'histoire de la métallurgie française).
- LÉVY (J.). — *Notice sur le bassin houiller de la Moselle*. Saint-Étienne, 1859, in-12, 55 p.
- MARCUS (A.). — *Les verreries du Comté de Bitche*. Nancy, 1887, in-8°, 359 p.
- MARTZLOFF. — *Die Landwirtschaft im Elsass im vorigem Jahrhundert unter französischer Herrschaft*. Strasbourg, 1913, in-12, 93 p.
- RIOCOUR (DE). — *Les monnaies lorraines*. (Mémoires de la Société d'archéologie lorraine, Nancy, 1884, p. 36).
- SÖMME (Axel). — *La Lorraine métallurgique*. Paris, Berger-Levrault, 1930, in-8°, VIII-249 p.
- WALBOCK (L.-G.). — *Moutherhouse depuis 1514 jusqu'en 1900*. (Annuaire de la Société d'histoire et d'archéologie, 1907).
- WEHMANN (D^r A.). — *Histoire de l'ancienne industrie du fer en Lorraine*. Strasbourg, 1905, in-8°, 223 p. (Traduction française d'une étude parue dans l'Annuaire de la Société d'histoire et d'archéologie, 1905).
- WEHMANN (D^r A.). — *La borne de fer près d'Aumetz*. Metz, 1911, in-8° 132 p. (Traduction d'une étude parue dans le même annuaire, 1911).
- Die landwirtschaftlichen Verhältnisse in Lothringen*. Metz, 1893, in-8°, 80 p.
- La Chambre de Commerce de Metz (1815-1922)*. Metz, 1922, in-8°, 104 p., illustré.

IX. — Périodiques locaux

Nous avons entièrement dépouillé un certain nombre de revues ou de mémoires publiés par des sociétés locales. Ces ouvrages nous ont fourni un très grand nombre de références, que les notes indiquent. Mais il est impossible de mentionner ici tous les articles qui nous ont été utiles : nous avons simplement indiqué dans les paragraphes divers de la bibliographie — sources imprimées ou documents — ceux qui nous ont paru les plus importants. Voici la liste des publications locales que nous avons consultées :

- Mémoires de l'Académie de Metz*. Publication annuelle, 110 vol. in-8°, de 1821 à 1930.
- Annales de la Société d'histoire et d'archéologie de la Lorraine* (ou, du moins avant 1918, *Jahrbuch der Gesellschaft für lothringische Geschichte und Altertumskunde*), 39 vol. gr. in-8°, de 1888 à 1930.

Le Pays Lorrain, publication mensuelle paraissant à Nancy depuis 1904, 24 vol. in-8°, de 1904 à 1931.

L'Austrasie, nouvelle série, 3 vol. de 1905 à 1909; 2 vol en 1921 et 1923.

La Croix de Lorraine, publication hebdomadaire de 1892 à 1914. Paraissait à Metz comme supplément au journal « Le Lorrain ».

Les Marches de l'Est. Publication mensuelle paraissant à Paris; 4 vol. in-8°, de 1909 à 1914.

Bibliographie Lorraine. Publication annuelle paraissant à Nancy, chez Berger-Levrault. 7 volumes gr. in-8° depuis 1909-1910.

Les Cahiers lorrains. Publication mensuelle paraissant à Metz, depuis 1920.

La Revue du Rhin et de la Moselle, revue mensuelle paraissant à Strasbourg depuis 1922.

La Sarre française, depuis 1920.

La Revue lorraine illustrée, publiée à Nancy de 1906 à 1931.

Revue ecclésiastique de Metz, depuis 1890.

Almanach de Marie Immaculée, publié à Metz depuis 1922.

INTRODUCTION

LE DÉPARTEMENT DE LA MOSELLE SON ORIGINE ET SES ASPECTS

I. — Formation du département

Le département de la Moselle a été formé en 1790 de territoires qui n'avaient jamais auparavant relevé d'une même division administrative (1). La région lorraine présentait en effet dans l'ancienne France un exemple parfait d'enchevêtrement des limites historiques, puisque dès le moyen-âge les trois villes impériales, Metz, Toul et Verdun, s'y opposaient aux duchés de Lorraine et de Bar, au comté de Luxembourg, aux principautés féodales des bords de la Sarre, électorat de Trèves, comtés de Sarrebruck, de Sarrewerden et de la Leyen. Depuis le xvi^e siècle, les rois de France avaient lentement étendu leur autorité à l'est de la Meuse, sur ces terres où la puissance impériale n'était qu'une fiction. En 1552, Henri II avait occupé les Trois-Evêchés, que l'Empire ne céda pourtant en droit qu'aux traités de Westphalie, après qu'un siècle écoulé eût déjà donné à nos rois la souveraineté réelle sur ces territoires. Par le traité des Pyrénées, l'Espagne abandonna en 1659 Thionville et le Luxembourg français. Deux fois au xvii^e siècle, les Français occupèrent toute la Lorraine ducal sans pouvoir la conserver : de la première conquête réussie par Richelieu, Louis XIV ne garda en 1661 que Sierck et une route militaire d'une demi-lieue de large qui réunissait

(1) Pour l'ancienne géographie politique de ces régions, cf. PARISOT (R.) : *Histoire de Lorraine*, tomes I et II. CHASTELLUX (DE) : *Le territoire du département de la Moselle*. FALLEX (M) : *L'Alsace, la Lorraine et les Trois Evêchés*. Voir les cartes contenues dans les ouvrages suivants : *Atlas des bailliages*, de BRETTE (A.) ; *Die alten Territorien des Bezirkes Lothringen* ; BOURGEAT et DORVAUX : *Atlas historique du diocèse de Metz*.

la Champagne à l'Alsace par Mars-la-Tour, Delme, Sarrebourg et Phalsbourg. La petite place forte de Marsal s'ajouta en 1663 à ces acquisitions. De la seconde occupation, dont la durée fut de trente ans, le traité de Ryswick ne laissa au grand roi que les deux forteresses qu'avait édifiées Vauban : Longwy et Sarrelouis. Cette dernière comptait parmi ses habitants de nombreux Français venus des provinces de l'intérieur ; leurs descendants conservèrent jusqu'au XIX^e siècle, en pays allemand, l'usage de notre langue nationale. Si l'attachement des Lorrains à leurs ducs avait obligé Louis XIV à renoncer à une conquête pourtant nécessaire à l'achèvement du royaume, la diplomatie réussit en 1735 là où la force avait échoué. Après le règne intermédiaire de Stanislas, les duchés de Lorraine et de Bar furent définitivement réunis au royaume en 1766 et le souvenir des anciens ducs, devenus les chefs de la maison d'Autriche, s'estompa lentement. D'autre part, une série de conventions signées entre 1766 et 1786 avec le prince de Nassau-Sarrebruck, avec l'Autriche, avec l'électeur de Trèves, le comte de la Leyen et le duc de Deux-Ponts, rectifièrent en partie l'extrême complication de notre frontière. Il restait pourtant, lors de la Révolution, au milieu des terres françaises, quelques enclaves de l'Empire dont le sort sera indiqué plus loin.

Mais si l'unité française était, dans l'ensemble, achevée depuis trente ans dans la région lorraine, il n'en était pas de même de l'unité administrative. Metz et Nancy étaient les centres de deux intendances dont les limites s'enchevêtraient. La distinction traditionnelle entre Lorraine-Barrois et Trois-Evêchés subsistait entière, avec ses bizarreries géographiques. A deux lieues de Metz, des villages relevaient toujours de Bar-le-Duc (2). Une pareille division, purement historique, ne pouvait être maintenue par l'Assemblée nationale qui, dès les premières discussions que suscita la création des départements, posa le principe de la fusion des territoires évêchois et lorrains. Il fut un moment question de faire dépendre Verdun de Metz et Bar de Nancy ; mais les protestations des villes placées au second plan y firent renoncer. Les députés du clergé du bailliage de Sarreguemines auraient souhaité la formation d'un département de la Lorraine allemande, dont leur ville eût été le centre (3). Leur projet fut rejeté, et, le 19 janvier 1790, l'Assemblée créa un département dont Metz fut le chef-lieu, Longwy, Briey, Thionville, Sarrelouis, Boulay, Sarreguemines, Bitche et Morhange les districts. Le 26 février, le nom de Moselle lui fut attribué (4). Tandis que Nancy et Lu-

(2) KLIPFFEL (L.) : *Carte du Pays Messin en 1789*.

(3) BERLET (Ch.) : *Les provinces au XVIII^e siècle et leur division en départements*, p. 285.

(4) CHASTELLUX (DE), op. cit., p. 95.

néville dans la Meurthe, Bar et Verdun dans la Meuse, se disputèrent le premier rang, nulle rivale ne contesta la primauté messine. Cette suprématie est le trait essentiel qui permet de dire que le département de la Moselle, tel que l'avait délimité l'Assemblée nationale, était assez judicieusement formé, sous la double influence de l'histoire, qui explique que Bitche n'ait pas été rattachée à l'Alsace, et de la géographie, qui obligea à ne plus soumettre à Nancy des villes bien plus rapprochées de Metz, Bouzonville, Boulay, Briey et Longuyon. C'est également le cas de Sarreguemines : mais pourtant la route directe qui l'unissait à la capitale des ducs, les anciens liens historiques auraient pu justifier son incorporation à la Meurthe, comme l'attraction de Metz aurait permis de porter plus à l'ouest la limite de la Moselle, d'y incorporer par exemple la région de Spincourt. Il reste néanmoins certain que, dans l'ensemble, la division établie en 1790 était infiniment plus logique, plus satisfaisante pour les populations, que celle qu'avait connue l'Ancien Régime. Elle était également bien supérieure au système bismarckien qui a supprimé en 1870 l'ancien département et conduit la France à créer la Meurthe-et-Moselle, à rattacher Briey et Longuyon à Nancy. Ce système a rompu bien des liens naturels ; notre victoire, en 1918, ne l'a pourtant pas renversé. Il est sans doute regrettable que des considérations d'opportunité aient fait alors renoncer à rendre à la Moselle ses anciennes limites. Il faut d'ailleurs remarquer qu'après une rupture de 48 ans, Metz et Nancy tendent aujourd'hui à reprendre, quant aux relations économiques et sociales, le rôle qui leur fut réservé de 1790 à 1870 : cette constatation est à l'éloge de l'œuvre de l'Assemblée nationale.

Au cours des années qui suivirent sa formation, le département de la Moselle s'accrut de quelques territoires. La Convention lui attribua en 1793 certaines des enclaves impériales qui subsistaient, telle le comté de Créhange. Autour de Tholey, au nord de Sarrebruck, une vingtaine de communes reprises au duc de Deux-Ponts formèrent un appendice qui se trouva bientôt presque complètement entouré par le département de la Sarre. Le comté de Sarrewerden, la plus étendue des enclaves allemandes, fut réuni la même année au Bas-Rhin, et cette singulière attribution à l'Alsace d'une partie des bords de la Sarre laissa subsister l'étranglement qui, aux environs de Sarreguemines, réduisit notre département à une largeur de cinq kilomètres. Ces modifications sont évidemment sans importance si on les compare à celle qu'imposa le traité de Paris du 30 mai 1814 (5). La Moselle redevint département frontière ;

(5) CHASTELLUX (de), p. 190, cite les textes des deux traités de Paris. Voir l'Atlas des *Travaux du Comité d'Etudes*.

elle retrouva ainsi, après nos désastres nationaux, son ancien rôle d'avant-garde de la France, avec toutes les conséquences politiques et économiques qu'il comportait. Elle perdit le canton de Tholey, une dizaine de communes de celui de Sierck, sur la rive gauche de la Sarre, en face de Merzig et de Mettlach, et vit sa population réduite de 10.000 habitants. Mais, d'autre part, elle acquit la région de Sarrebruck, avec la modeste sous-préfecture qui restait le seul témoin du département de la Sarre, mais aussi avec l'école des mines de Geislautern et les principales houillères alors exploitées : au moment où les conquêtes révolutionnaires et impériales nous étaient arrachées, ce petit territoire, d'une grande richesse industrielle, offrait du moins de belles possibilités d'avenir. Mais dès 1815, le traité du 20 novembre enleva à la France la presque totalité des cantons de Sarrebruck, de Saint-Jean, de Sarrelouis et de Relling, peuplés de 40.000 habitants. Tout le bassin houiller connu à cette date fut réuni à la Prusse qui s'installa ainsi sur les bords de la Sarre, où elle acquit une frontière solide par la possession de la petite place forte, si complètement française, qu'avait fondée le grand roi en 1685. La convention définitive de limites ne fut conclue entre la France et la Prusse qu'en 1829 ; jusqu'alors le sort de quatre villages du district de la Leyen, au nord de Sarreguemines, et de quatre communes près de Bouzonville, était resté incertain (6). Le différend entre les deux gouvernements avait même amené quelques incidents de frontière qui seront étudiés en un autre chapitre, ainsi que les conséquences de nos désastres sur l'esprit public de la Moselle (7).

La crise de 1815 stabilisa notre département en fixant la frontière française, que la victoire de 1918 a d'ailleurs rétablie telle que l'avait tracée le second traité de Paris. Les vœux de régularisation des limites assez singulières entre la Moselle et la Meurthe sur le cours inférieur du Rupt-de-Mad (8), les souhaits de correction de l'étranglement de Sarreguemines, ne furent jamais exaucés, malgré l'appui que leur donna le Conseil général. Avec une superficie de 537.000 kilomètres carrés, la Moselle se trouva dépassée par 66 départements. Son trait caractéristique était de s'étendre sur une longueur de 160 kilomètres, d'être, entre Bitche et Longuyon, successivement voisine du Palatinat bavarois, de la Prusse rhénane, du Luxembourg et de la Belgique (du moins après 1830). Seul le département du Nord s'allongeait encore davantage.

Les populations semblent s'être rapidement habituées au système dépar-

(6) CHASTELLUX (DE), *op. cit.*, p. 200, cite les conventions de limites avec les Pays-Bas, la Prusse et la Bavière.

(7) Cf. chapitre IX, paragraphe 1.

(8) Conseil général, 24 août 1843.

temental. Entre 1800 et 1870, les origines historiques diverses des communes de la Moselle ne correspondent à aucune différence morale. Il ne subsiste du passé que la distinction entre villages lorrains et évêchois en ce qui concerne la législation des biens communaux et quelques usages locaux. Mais il ne paraît pas que la division établie en 1790 ait jamais été contestée en Moselle, si ce n'est d'un point de vue général dans quelques articles du journal légitimiste. Tout régionalisme lorrain semble y avoir été inconnu, ce qu'explique d'ailleurs la rivalité entre Metz et Nancy. On voit par là quelle fut la force de l'œuvre de la Constituante, réunissant en un même département 200 villages du Pays Messin, 100 du Luxembourg français, 150 du Barrois, 300 de la Lorraine ducale, dont les dates de rattachement à la France s'échelonnaient entre 1552 et 1766, et une dizaine de paroisses qui jusqu'en 1793 appartenaient à l'Empire. Mais il est un contraste que la Révolution ne put effacer : c'est celui qui de tout temps avait existé entre la région de langue française et celle de langue allemande, séparées par une ligne Longwy-Thionville-Morhange, et possédant chacune la moitié de la population mosellane. Il avait été possible d'unifier ce que l'histoire avait divisé, mais la géographie humaine restait le fondement d'une distinction que seule pouvait atténuer la force du sentiment national français.

II — Divisions du département

Depuis l'an VIII le département de la Moselle était divisé en quatre arrondissements, dont la délimitation fut assez arbitraire, comme le montre l'exemple des communes qui, dépendant de Briey, se trouvaient plus proches de Metz, centre d'attraction autrement considérable (9). Le choix de trois des chefs-lieux, Metz, Thionville et Sarreguemines, ne prêtait à aucune critique. Il n'en était pas de même de Briey, dont Longwy fut la rivale, comme le prouve une tentative que la place forte de la Chiers fit pour passer au premier rang au début de la Restauration (10). Tant qu'elle fut française, la ville de Sarrelouis espéra devenir le centre d'un cinquième arrondissement, honneur qu'elle aurait mérité et qui ne lui fut point accordé (11). Entre les deux traités de Paris, Sarre-

(9) CHASTELLUX (DE), *op. cit.*, p. 116-143, indique l'organisation de l'an VIII ainsi que les remaniements que subirent les cantons en l'an X.

(10) Conseil général, 7 août 1819. Au début du xx^e siècle, certains Longoviens proposèrent la création d'un département de la Chiers, dont leur ville eût été le chef-lieu.

(11) Conseil général, 14 thermidor VIII.

bruck, jusque là sous-préfecture de la Sarre, perdit son rang, se vit rattaché à Sarreguemines : c'était de la part du gouvernement du roi une économie maladroite, qui fut réparée partiellement lors des Cent Jours quand le maire obtint les pouvoirs d'un sous-préfet et le droit de correspondre directement avec le préfet. Sauf quelques infimes modifications de détail, les quatre arrondissements de l'an VIII subsistèrent jusqu'en 1870. On peut observer que celui de Briey était entièrement de langue française, celui de Sarreguemines presque totalement allemand, les deux autres mixtes, avec prédominance du français pour Metz, des patois germaniques pour Thionville.

Après 1815, vingt-sept cantons se partagèrent le département et ne subirent, au cours des 70 années qui suivirent leur création en l'an X, que des changements sans importance (12). Leurs centres étaient pour la plupart des bourgs ou des petites villes dont le choix s'imposait, Longuyon, Longwy, Conflans, Gorze, Boulay, Bouzonville, Sierck (qui succéda à Launstroff en 1808), Saint-Avold, Forbach, Sarralbe, Bitche, et les chefs-lieux d'arrondissement. Par contre, Audun-le-Roman, Verny, Vigy, Pange, Gros-Tenquin, Cattenom, Rohrbach et Volmunster n'étaient que des villages, souvent dépassés dans leur propre canton. Verny par exemple n'était même pas une commune indépendante ; Pange et Gros-Tenquin n'avaient sur Courcelles-Chaussy et Morhange, bien plus peuplés, que l'avantage d'une position plus centrale. Ainsi s'expliquent de longues rivalités qui ont eu plusieurs fois des conséquences électorales. Ces jalousies locales amenèrent naturellement plusieurs tentatives de modification de l'organisation cantonale ; elles échouèrent toutes, même la plus sérieuse, qui visait à distraire du canton de Gorze les villages de la rive droite de la Moselle, dont la communication avec le centre était presque impossible tant qu'aucun pont ne franchit le fleuve en cette région. Même quand Ars-sur-Moselle devint un foyer industriel de 7.000 habitants, le petit bourg de Gorze demeura chef-lieu, en dépit de sa position écartée. C'est un exemple de ce conservatisme qui semble s'être acharné à ne rien modifier, même dans le détail, au système de l'an VIII. On verra plus loin que le même esprit ne présida pas toujours à l'organisation communale, puisque la Moselle vit d'abord le nombre de ses communes tomber, par la réunion de plusieurs villages en une seule mairie, de 824 en l'an VIII à 569 en 1814, et remonter lentement à partir de 1830, par la procédure de séparation, jusqu'à 629 (13).

(12) SAINT-MARTIN (DE) : *Atlas du département de la Moselle*.

(13) CHASTELLUX (DE), *op. cit.*, p. 209-223.

III. — Description géographique du département⁽¹⁴⁾

En son allongement de l'est à l'ouest, le département de la Moselle présentait une succession d'aspects divers qui interdisent de le considérer comme une région naturelle. Il ne saurait en être autrement en Lorraine, puisque les divisions géographiques y sont fondées sur la variété géologique des auréoles de terrains d'âge d'autant plus récent que l'on s'avance davantage vers l'ouest, et que cette diversité des paysages ne tient nul compte des relations économiques et humaines. Toute division administrative en bandes parallèles orientées du nord au sud aurait été impossible.

L'extrémité orientale de la Moselle renferme donc les roches les plus anciennes, les grès vosgiens et bigarrés qui forment le Pays de Bitche, plateau forestier de 400 mètres d'altitude qui prolonge les Vosges au nord de Saverne, et dont le rebord, dans le Bas-Rhin, domine d'un seul jet la plaine d'Alsace (15). De profondes vallées l'entaillent et lui donnent un pittoresque romantique : les grès rouges, les troncs des sapins montant dans la pénombre, la silhouette du burg ruiné de Falkenstein dominant l'étang de Hanau, les légendes locales, le bond effaré du chevreuil qui fuit l'homme après l'avoir observé avec une fixité étonnée, tous ces traits composent un paysage à la Gustave Doré. En un site plus découvert, Bitche s'est établie au pied d'une citadelle de grès rose. Si ces aspects attirent aujourd'hui les touristes, ils semblaient au début du XIX^e siècle repousser l'homme. Des chemins à peine entretenus traversaient seuls ces « sauvages montagnes », cette marche forestière de cinq lieues de large (16). La liaison entre la Lorraine et l'Alsace se faisait plus au sud, là où, entre la place forte de Phalsbourg et la descente sur Saverne, la forêt se réduisait à un isthme étroit percé d'une bonne route. Ces relations intéressaient d'ailleurs la Meurthe plus que la Moselle, Nancy plus que Metz. Elles expliquent que notre département ait en général ignoré ses voisins du Bas-Rhin, que Metz et Strasbourg soient restées étrangères l'une à l'autre, et que nul n'ait prévu qu'un sort

(14) Pour la géographie de la région lorraine, cf. VIDAL DE LA BLACHE (P.) : *La France de l'Est*, JOLY (H.) : *Géographie physique de la Lorraine*. JACQUOT (E.) : *Description géologique de la Moselle*. REVERCHON : *Carte géologique au 1/80.000^e de la Moselle*. AUERBACH (B.) : *Le plateau lorrain*. ARDOUIN-DUMAZET : *Les provinces délivrées; Lorraine*. Les meilleures descriptions littéraires sont celles de Barrès (*L'Appel au soldat, Au service de l'Allemagne, Colette Baudouche*) et de L. Bertrand (*Mademoiselle de Jessincourt, Ma Lorraine*).

(15) GROSDIDIER DE MATONS (M.) : *Le Pays de Bitche*.

(16) COLCHEN : *Mémoire statistique*, p. 105.

commun les réunirait un jour dans le sentiment français (17). La capitale de l'Alsace attirait facilement vers elle le Pays de Bitche, tellement plus éloigné de Metz, sévèrement séparé du Palatinat par la barrière des douanes et l'interdiction longtemps apportée par le Génie militaire à la construction de routes susceptibles d'ouvrir la voie à l'invasion. Ces conditions locales expliquent que les forges de cette région aient toujours appartenu à l'économie alsacienne, tandis que les verreries, abritées dans les vallées occidentales du plateau gréseux, relevaient de la vie lorraine.

A une lieue à l'ouest de Bitche, l'aspect du paysage change brusquement. Les calcaires du muschelkalk forment un plateau à peine moins élevé que le précédent, mais tellement différend par ses horizons dégagés, ses villages groupés, ses arbres méthodiquement alignés le long des routes. La Blies sépare ici la France du Palatinat; les croupes calcaires, avec leurs cultures monotones, s'abaissent vers elle ou vers la Sarre qui, lente et verte entre des prairies, traverse cette région sans caractère. Malgré la butte qui porte les ruines d'un château féodal, c'est un site sans intérêt qu'occupe Sarreguemines, que la largeur de la rivière sépare seule de la Prusse. Placée à égale distance de Nancy, de Metz et de Strasbourg, cette petite ville a été successivement attirée par l'ancienne résidence des ducs, par le chef-lieu de la Moselle, et, après 1870, par la capitale de l'Alsace-Lorraine, sans parler de Sarrebruck, dont la croissance a été prodigieuse à la fin du XIX^e siècle.

A l'ouest de la Sarre commence le corps du département de la Moselle, la région aux aspects variés où Metz, la seule grande ville, affirme sa suprématie pour des raisons indépendantes des systèmes administratifs. L'étude de cet ensemble complexe permet d'affirmer que la division créée en 1790 n'était point complètement artificielle.

Voici d'abord, au sud de Sarrelouis et de Sarrebruck, la réapparition des grès vosgiens qui prolongent en France le bombement primaire de la région sarroise. Au nord de Saint-Avold et de Forbach s'étend l'immense forêt plate du Warndt, avec ses sapinières et ses landes sableuses. Les couches de houille, déjà exploitées à Geislautern, en un territoire que la Prusse s'est attribuée en 1815, se prolongent sous les grès. Si les premiers sondages furent entrepris dès la Restauration, c'est seulement sous le Second Empire que l'exploitation en sera réalisée, et que l'industrie commencera à transformer la solitude forestière de ce pays qu'animaient médiocrement jusqu'alors quelques petites forges routinières. Au XX^e siècle, d'anciens villages y seront devenus des cités ouvrières très

(17) Cf GROSIDIER DE MATONS (M.) : *L'Alsace-Lorraine est-elle une région* (Sarre française, 1929, p. 29).

peuplées, tandis que Saint-Avold, relégué à l'écart des voies ferrées, continuera sa vie de petite ville, autour d'une place décorée d'une fontaine pittoresque.

Le pays du grès s'avance en France comme un véritable golfe, que domine, de Merten à Spicheren, la côte calcaire du muschelkalk. Il y a là quelques sites remarquables, autour d'Hargarten, le long de la vallée de la Rosselle. Du sommet de la montée de Longeville, sur la route de Mayence, la vue porte vers l'est, par dessus les forêts du Warndt, jusqu'à la Sarre, vers l'ouest, à travers le plateau lorrain, jusqu'à la ligne grise des côtes de Moselle. Car voici maintenant les horizons un peu mornes du plateau lorrain, des terres marneuses du keuper que jalonnent Bouzonville, Boulay, Faulquemont et Sarralbe. Nulle ligne directrice de relief n'anime cette région indécise que traverse la frontière des langues. Les villages groupés autour d'un clocher souvent moderne, avec leurs fumiers dans les rues, leurs maisons basses aux toits de tuiles romaines, dont les concavités s'emboîtent, présentent dès lors le type définitif du village lorrain. Les régions orientales et septentrionales du département connaissent au contraire des habitations plus hautes, des toits plus aigus, couverts de tuiles plates autour de Bitche, de Sarreguemines ou de Saint-Avold, et souvent d'ardoises quand on s'approche des Ardennes, au nord-est de Thionville. Des champs aux terres médiocres, des forêts plates de hêtres, composent tout le paysage. Les deux Nied, l'allemande et la française, réussissent à peine à creuser, en s'unissant, une vallée dont les pentes douces s'inclinent vers des prés humides.

Cette monotonie s'arrête quand apparaissent le grès infraliasique et les calcaires du lias. Vers Morhange et Château-Salins, leur résistance forme, dans le département de la Meurthe, quelques lignes de hauteurs qui se prolongent vers le coude de la Nied Française. Mais c'est plus au nord qu'apparaissent, sur trente kilomètres de long, des collines boisées qui dominent le plateau marneux. Cette marche forestière semble séparer le Pays Messin de Bouzonville et de Boulay. Ses aspects sont parfois pittoresques, autour des ruines de l'abbaye de Villers-Bettnach ou dans la vallée de la Canner, que domine le château de Hombourg, avec sa large terrasse et ses tourelles.

Mais, sitôt ces pentes graves, commence un nouveau plateau, celui des calcaires et des marnes du lias, penché vers la Moselle ou la Seille. Il présente une fois de plus de larges horizons monotones, même sur les bords du fleuve en aval de Metz. Quelques vallons rompent seuls cette uniformité dépouillée, tel celui de Lauvallière, que les Prussiens franchirent le 14 août 1870 lors de la bataille de Borny. Le seul site remarquable est celui de la ferme-château de Grimont, vaste et noble bâtiment

du XVIII^e siècle, aujourd'hui à demi-ruiné comme s'il voulait conserver le mélancolique souvenir de la conférence que Bazaine et ses généraux y tinrent le 26 août 1870 : en juin, quand les champs sont jaunes de l'exubérante végétation de la moutarde des prés, en septembre, quand l'automne donne aux vignes une rousseur mordorée, ces pentes qui dominent Metz et la Moselle ont un charme qu'accroît encore, à l'horizon tout proche, la ligne hardie des côtes calcaires, projetant en avant, comme pour dominer la vieille cité, le profil plus ferme du Mont Saint-Quentin.

De tous les points du plateau du lias, le regard est en effet attiré par le trait continu que forme, en barrant l'horizon, la côte calcaire oolithique, dont les pentes tournées vers l'est dominant les vallées de la Seille et de la Moselle de 180 mètres. Nancy, comme Metz et Thionville, est bâti à ses pieds, et la pierre jaune de Jaumont donne aux monuments messins leur caractère de noblesse grave. Cette région et la dépression fertile qui la précède forment vraiment l'axe de la Lorraine : la colline de Sion-Vaudémont qui inspirera Barrès, le piton qui porte les ruines de Mousson, les pentes que termine le château féodal de Prény, en sont dans le département de la Meurthe les sites essentiels, auxquels répondent, en Moselle, la Croix Saint-Clément et le Mont Saint-Quentin (18).

En amont de Metz, la vallée mosellane s'encaisse entre les plateaux ; les eaux du fleuve reflètent les vignobles, les gais villages à mi-côte et les profils accusés du relief. Une trouée d'aspect presque méridional pénètre ainsi au cœur des monotones paysages lorrains : c'est le pays de la mirabelle, des vins gris, et c'est en ces campagnes privilégiées que les Messins d'autrefois se plaisaient à posséder une maison pour y passer l'été et l'automne, le temps de la récolte, des vendanges et de la chasse. Ces paysages riants se prolongent jusqu'à Thionville. Le cours de la Moselle s'infléchit alors vers le nord-est, à travers la monotonie des pays marneux. Avant de quitter la France, le fleuve rencontre à Sierck un massif de grès et de quartzite primaire, le Stromberg, qui l'oblige à dessiner une boucle entre des pentes hardies. Au pied de son château médiéval, la petite ville occupe un site fort pittoresque, dont les vignes, les bois de sapins, les carrières aux brèches rouges, annoncent les aspects que présente la trouée de la Moselle inférieure à travers le massif schisteux-rhénan, de Trèves à Coblenze.

(18) Sion-Vaudémont est à trente kilomètres au sud de Nancy ; la colline fortifiée de Mousson domine Pont-à-Mousson. Le château de Prény, dont le nom fut le cri de guerre des Lorrains, se trouve plus au nord, à hauteur de Pagny-sur-Moselle. La croix Saint-Clément, à douze kilomètres au sud de Metz, entre Ancy et Gorze, est aussi célèbre par les pages que lui a consacrées Barrès (*Colette Baudouche* ; p. 200, Plon) que par la pierre légendaire où se sont incrustés les genoux de l'apôtre des Messins, priant pour la conversion des Païens.

La côte oolithique continue vers le nord au delà de Thionville, mais plus triste, moins humaine. A la frontière luxembourgeoise, elle fait un coude brusque vers l'ouest; ses pentes dominant alors le grand-duché, puis le territoire belge. Les limites d'états, en leur tracé traditionnel et purement arbitraire, laissent même au Luxembourg quelques fragments des plateaux calcaires. Des vallons, dont la tête est française, sont brusquement coupés par la barrière politique. La Chiers, au contraire, amène dans notre département les eaux des deux pays voisins. Ces détails n'avaient au début du XIX^e siècle aucune importance, et il a fallu le prodigieux développement des mines de fer, jadis inconnues, et de la métallurgie pour leur en donner. Un déplacement de la frontière d'une lieue vers le nord aurait suffi pour enlever au Luxembourg sa capacité de production actuelle de sept millions de tonnes de minerai. Le contraste entre les traits éternels du paysage et les aspects temporaires que lui donne l'industrie moderne est particulièrement saisissant pour le promeneur qu'attire l'intérêt archéologique de l'église de Mont-Saint-Martin: sa nef romane, l'une des plus anciennes de Lorraine, est construite sur une butte d'où l'on domine la frontière belge et luxembourgeoise. Les versants de la côte calcaire ont conservé leur couronne de grands bois, et vers Arlon l'horizon se couvre de forêts; mais le long de la Chiers, dans les trois pays qui se touchent ici, s'alignent les halles immenses des aciéries, les cités ouvrières et les hauts-fourneaux. Les noms des victimes civiles gravés sur le monument aux Morts rappellent que la coupure de la Chiers est depuis des siècles une des portes de la France, et donnent toute leur signification aux remparts de Longwy, comme aux nouveaux ouvrages bétonnés que l'année 1932 voit construire sur le plateau.

La côte oolithique constitue le versant d'un immense plateau calcaire qui forme à lui seul toute la partie occidentale du département de la Moselle. C'est en effet à l'ouest de Conflans qu'apparaissent les marnes oxfordiennes de la Woèvre, et les premiers étangs, traits caractéristiques des paysages monotones qui se continuent dans la Meuse jusqu'à la ligne des côtes qui précèdent Verdun, réplique de celles qui dominent Metz et Thionville. Ce grand plateau forme pour les Messins le Pays Haut. Il fut jadis un de leurs plus riches greniers à blé, avec ses villages groupés, ses horizons découverts, l'infinie répétition de ses champs de céréales. Son rebord, qu'escaladent directement les routes royales d'autrefois, celle de Metz à Paris par exemple, présente un caractère nettement forestier, avec les grands bois de hêtres qui entourent Gorze, Moyeuvre, Hayange, que l'on retrouve à la frontière luxembourgeoise ou belge, et qui ont eu tant d'importance dans l'ancienne métallurgie. L'élément pittoresque de cette région sans imprévu, ce sont les vallées qui

l'entaillent plus ou moins profondément et qui seules ont permis, d'ailleurs difficilement, aux voies ferrées de monter de la dépression où coule la Moselle jusqu'au sommet du plateau. A la limite du département de la Meurthe, c'est le val du Rupt-de-Mad; plus au nord on rencontre successivement ceux de Gorze, de la Mance, de Montvaux, dont les pentes assez rapides ont entravé le développement moderne de Metz. Mais les trois coupures essentielles sont celles de l'Orne, de la Fenstch et de la Chiers. Elles abritaient déjà au début du XIX^e siècle quelques forges assez actives, Moyeuvre, Hayange, Longuyon, mais l'on ne soupçonnait pas encore l'importance des couches de minerais oolithique qui, sous les calcaires, affleuraient sur leurs bords comme tout le long de la côte. Ces vallées sont devenues aujourd'hui de véritables rues industrielles; puis les ingénieurs ont prospecté les minerais sous la surface du plateau, et le Pays Haut, presque entièrement concédé, est devenu le premier producteur de minerais de fer de l'Europe, le second du monde. Toute la vie en a été transformée: des cités ouvrières se sont juxtaposées aux anciens villages, mais les centres de l'activité sociale et administrative n'ont point changé. C'est le bourg de Conflans, à l'entrée de la Woèvre; c'est Briey, avec sa ville haute que terminent, dominant la vallée du Woigot, les terrasses du château féodal auquel a succédé la sous-préfecture; c'est Longwy, avec sa ville basse allongée le long de la Chiers et sa ville haute, fortifiée par Vauban, montant la garde sur le plateau; c'est Longuyon au confluent de la Crusnes. La limite administrative qui séparait la Moselle de la Meuse, de la Woèvre, avait jadis bien peu d'importance économique. Un hasard singulier a voulu que presque tout le gisement ferrifère exploitable fût à l'intérieur des limites anciennes de notre département, et ne se continuât ni au sud, vers Pont-à-Mousson, ni à l'ouest vers Etain ou Spincourt (19). On le retrouve pourtant autour de Nancy, mais ce fait était complètement ignoré il y a cent ans.

Les grands horizons du Pays Haut et du Jarnisy sont les derniers aspects que l'on rencontre en Moselle. On voit donc quelle variété de paysages présente la succession des terrains de Bitche à Longuyon. On la retrouverait identique dans le département de la Meurthe, puisque l'individualité des deux grandes villes est ici le seul fondement de la division administrative. Toute la Lorraine possède d'ailleurs quelques caractères communs, et surtout cette prédominance des grands plateaux monotones, interrompus seulement par les traits plus hardis et plus gais des côtes calcaires, ou par de longues bandes forestières. C'est aussi partout les

(19) Le département de la Meuse possède à Boulogny l'extrémité occidentale des gisements exploitables.

mêmes hivers rudes, les neiges fréquentes, les étés orageux et la belle arrière-saison qui fait mûrir le raisin.

Il est pourtant possible de découvrir aux deux départements voisins une certaine originalité géographique. Leurs relations naturelles ne se confondent pas. La Meurthe en effet regarde vers l'Alsace, vers les Vosges; la Moselle se heurte directement à l'Allemagne, aux massifs primaires, froids et difficilement pénétrables, du Hunsrück et de l'Eifel. Même la vallée mosellane n'ouvre point un passage commode vers le Rhin, et c'est par Sarrebruck, non par Trèves, que Metz communiquera toujours avec le pays voisin. La Moselle regarde aussi vers l'Ardenne; mais l'ère des voies ferrées nuira à ses relations avec Paris, car la coupure la plus aisée qui s'ouvre dans les côtes oolithiques et coralliennes débouche à Nancy, passe à Toul et Frouard. Dans la vieille rivalité des deux villes, mal dissimulée sous d'aimables discours, tous ces faits géographiques ont eu et auront leur importance. Un autre chapitre le montrera: il suffit ici d'indiquer que Metz aurait sans doute conservé le premier rang, par la force rénovatrice de la métallurgie, malgré sa position commerciale actuellement défavorable, si le traité de Francfort n'avait pas brisé l'ancienne unité du département de la Moselle.

PREMIÈRE PARTIE

LA POPULATION ET LA VIE

CHAPITRE PREMIER

LA POPULATION

I. — Quelques statistiques essentielles

Avant d'aborder l'étude démographique de l'ancien département de la Moselle, une première remarque s'impose. Les dénombrements de la population, prévus par la loi du 22 juillet 1791, réalisés pour la première fois en l'an VIII, renouvelés assez régulièrement depuis lors, ne donnèrent certainement pas toujours des résultats d'une exactitude absolue (1). L'opération était confiée aux maires, presque abandonnée à leur initiative, et dans les villages elle fut rarement conduite avec soin, du moins avant 1836. C'est alors que les services de la Préfecture, appliquant une circulaire ministérielle, inaugurèrent la méthode dont le trait caractéristique est l'envoi dans chaque commune d'un cadre imprimé. Les instituteurs renvoyaient ces tableaux après les avoir remplis. Mais le système actuel de la fiche individuelle resta constamment ignoré avant 1870, ce qui permit à l'autorité municipale de demeurer maîtresse presque absolue de l'opération. Or la législation des contributions indirectes pouvait rendre la fraude avantageuse aux habitants, les communes ayant parfois intérêt à déclarer un chiffre de population inférieur à la réalité. Une note confidentielle de 1841 avertissait même les préfets de veiller à éviter ces fausses déclarations, et c'est pourquoi l'administration des contributions indirectes avait le droit d'exiger un contre-recensement opéré sous la surveillance de ses agents (2). Sous le Second Empire, une lettre d'un sous-préfet de Sarreguemines témoigne qu'il jugeait ce chef-lieu d'arrondissement plus peuplé que le maire ne le prétendait (3). Pourtant les dénombrements avaient atteint à cette époque une exactitude longtemps inconnue. Le temps était passé, où M. de Vaublanc, le second des préfets

(1) Pour les généralités, cf. LEVASSEUR (E.) : *La population française*, tomes I et II. BLOCK (M.) : *Dictionnaire d'administration*.

(2) A. D. Moselle 189 M 1. Prescriptions ministérielles du 2 avril 1841. Sur le contre-recensement, lettre du sous-secrétaire d'Etat du 10 juin 1841.

(3) A. N. F. 1 b, 167. (28), lettre du sous-préfet de Montifault à M. de Saint-Paul 18 janvier 1861 : « Je pense qu'au prochain recensement il sera impossible d'escamoter 12 à 1500 âmes ».

de la Moselle, se moquait de la maladie de la statistique qui sévissait sous Napoléon I^{er}. Il avoue dans ses Mémoires que ses bureaux ne se gênaient pas pour répondre en l'air aux questionnaires envoyés par le ministère, « pour bâtir des romans et chercher à embarrasser l'interrogeant commis » ¹(4).

Il existe d'autres motifs de défiance: les chiffres de 1810 et de 1826 n'ont été obtenus qu'en modifiant les résultats de 1806 et de 1820 conformément aux variations constatées dans l'intervalle, et l'on sent ce que put avoir d'imparfait cette méthode du moindre effort (5). Enfin les principes du dénombrement ont varié au cours des temps. Primitivement on ne comptait pas l'effectif des garnisons, et les militaires sous les drapeaux étaient supposés présents dans leurs communes d'origine. Avant 1841 ne furent recensés que les habitants domiciliés, ce qui supprimait les voyageurs de passage. C'est à cette date que se place l'origine de la discrimination entre la population municipale et la population comptée en bloc, celle des hospices, des couvents, des collèges et des casernes. La rubrique « militaires sous les drapeaux » disparut alors (6). Si ces différences de méthodes eurent peu d'importance pour les villages, il n'en fut pas de même pour les villes, ni surtout pour une cité aussi militaire que Metz. L'étude démographique dont traite ce chapitre s'est efforcée de ramener les éléments de comparaison à un système unique, mais il n'en reste pas moins prudent de ne considérer les chiffres des recensements que comme approximatifs.

En ce qui concerne les mouvements de la population, le soin qui, dès le Premier Empire, fut apporté en général aux opérations de l'état civil, au relevé annuel et décennal de ses tables, permet d'attribuer une assez grande valeur aux tableaux qui les résument (7). Il n'y a que l'étude de l'émigration qui demeure aléatoire, en l'absence de documents. C'est fort regrettable, car elle constitue l'un des points essentiels de l'histoire démographique du XIX^e siècle, le premier qui, malgré l'incertitude de certains chiffres, présente des résultats statistiques suffisamment précis et comparables.

(4) VAUBLANC (Cte DE) : *Mémoires*, tome III, p. 127.

(5) A. D. Moselle 189 M 1. Prescriptions ministérielles du 26 juin 1826.

(6) A. D. Moselle 189 M 1. Circulaire ministérielle du 17 juin 1841. L'application de la nouvelle méthode suscita un conflit entre le préfet et le directeur des contributions indirectes, qui la jugeait en contradiction absolue avec les instructions du ministre des Finances. Il voulait en outre faire participer ses agents aux opérations du recensement, et le préfet craignait des troubles. A la même époque, le recensement Humann ne fut signalé à Metz par aucun des incidents que l'on vit ailleurs. Cf. CHARLÉTY (S.) : *La monarchie de Juillet*, p. 297.

(7) A. D. Moselle, 190 M 1 et 2.

Dans ses limites de 1815, la France a vu sa population passer de 30 millions d'habitants en 1829 à près de 38 en 1866. Pendant cette période la Moselle vit la sienne s'élever de 370.000 âmes à plus de 440.000, garnisons exclues (8). Cet accroissement de 18 % est inférieur à l'augmentation de l'ensemble du pays qui atteignit 26 %. Les gains ne sont d'ailleurs pas répartis également à travers le temps : en réduisant le département de la Moselle à ses limites de 1815, il semble n'avoir pas compté 300.000 habitants en 1790 (9), et jusqu'en 1826 la vitesse d'accroissement du peuplement paraît y avoir été très grande, atteignant près de 3.000 âmes par an. Ni la crise révolutionnaire, ni les guerres de l'Empire ne purent ralentir cet essor. De 1826 à 1851, le gain annuel tomba à 1.500 habitants, et enfin, de 1851 à 1866, il fut, les années défavorables compensant les années prospères, à peu près nul. L'ensemble de la France ne montre point, dans l'histoire de son peuplement au XIX^e siècle, des contrastes aussi violents. C'est l'arrondissement de Sarreguemines qui vit sa population s'accroître le plus rapidement, tandis que ceux de Briey et de Metz (le chef-lieu excepté) connurent même, après 1851, une légère diminution du nombre de leurs habitants. La période qui s'étend de 1851 à 1856 fut ainsi la plus sombre de l'histoire démographique de la Moselle ; le département perdit alors près de 20.000 âmes, mais ce recul fut compensé par le nouvel essor qui suivit ces années néfastes.

L'excédent des naissances sur les décès fut la cause primordiale, et presque unique, de l'accroissement de la population de la Moselle au cours de la première partie du XIX^e siècle. Le taux de natalité y fut constamment supérieur à celui de l'ensemble de la France : entre 1820 et 1826, il s'élevait à 33 pour 1.000, le maximum étant atteint en 1821 avec le chiffre de 37, double de celui que connaît la France du XX^e siècle. Il descendit progressivement à 28 pour 1.000 à la fin du Second Empire. Le chiffre actuel de 23, pourtant si nettement inférieur, classe néanmoins la Moselle parmi les départements les plus prolifiques, car le vingtième siècle trouve remarquable un taux de natalité qu'avait dépassé la plus stérile des années de la période qu'étudie cet ouvrage, 1855. En effet ni 1813, après vingt ans de guerre, ni 1818, au lendemain d'une terrible famine, n'avaient vu la natalité baisser autant qu'elle ne le fit après l'épidémie de choléra et la crise agricole de 1854.

Quant au taux de mortalité de la Moselle, il restait légèrement inférieur à celui de la France, baissant de 23 à 21 pour 1.000 entre 1820 et 1870. En dehors de l'année du typhus et de l'invasion, 1814, les décès

(8) A. D. Moselle, 188 M 1 à 11. Ces tableaux et ceux cotés 190 M 1 et 2, 191 M, 192 M, 193 M 1 et 2, sont la source de tous nos chiffres.

(9) CHASTELLUX (M. DE), *op. cit.*, p. 101 et 207.

furent surtout nombreux en 1823, 1854 et 1866, lors des trois épidémies de choléra. Le chiffre de 30 pour 1.000 fut atteint. Le taux actuel de 15 révèle évidemment des progrès considérables dans l'organisation médicale, mais il ne faut pas oublier que les régions industrielles comptent un grand nombre de célibataires adultes, ouvriers étrangers qui y restent rarement fixés quand la vieillesse les atteint (10).

L'excédent des naissances sur les décès resta donc presque constamment considérable : vers 1825, il atteignit 13 pour 1.000, vingt ans après il était encore de 7, mais il tomba au dessous de 5 à la veille de la guerre de 1870. On voit que le chiffre actuel de 8 est nettement plus avantageux, mais on sait qu'il est absolument exceptionnel en France, en 1930. Vers 1825, c'est donc de près de 5.000 âmes que la Moselle aurait pu accroître chaque année sa population, par le seul excédent des naissances. Ce chiffre descendit sans cesse, atteignant 3.000 avant 1850 et moins de 2.000 à la fin du Second Empire. Quelques années avaient été particulièrement néfastes : en 1813 et 1814, il y eut plus de décès que de naissances ; en 1823, l'excédent favorable ne fut que de 50 ; 1854 fut une année déficitaire, ainsi que 1866. Il ressort de ces chiffres que les époques les plus prospères au point de vue démographique furent le Premier Empire (la crise finale exceptée), la Restauration, et, déjà à un moindre degré, la Monarchie de Juillet. La décade qui précéda 1830 donna près de 50.000 naissances en excédent, chiffre qui ne fut pas atteint au cours des vingt ans écoulés entre 1830 et 1870 !

Mais il s'en faut de beaucoup que l'augmentation de population de la Moselle ait été aussi rapide que sembleraient l'indiquer ces chiffres favorables. L'émigration fut toujours considérable, du moins après 1825. Entre cette année et 1850, on peut évaluer à 50.000 environ le nombre des originaires de la Moselle qui quittèrent leur département natal. Au cours des vingt années suivantes, leur départ fut suivi par l'exode de 40.000 personnes. Cette émigration explique que l'accroissement de la population, qui d'après les excédents de naissances aurait dû atteindre le chiffre de 150.000 individus, ne fut que de 70.000 âmes entre 1820 et 1866. Il va de soi que des immigrés comblèrent en partie les vides produits par ces départs, mais leur nombre ne paraît pas avoir été très considérable. Même en 1866, alors que s'accroissait déjà l'évolution industrielle du département, sa population était composée de près de neuf dixièmes d'autochtones ; le reste se partageait à peu près également entre les Français originaires des autres départements et les étrangers. Le premier de ces éléments avait certainement augmenté par l'appel de l'in-

(10) Pour les chiffres actuels, cf. *Office de statistique d'Alsace et de Lorraine, Comptes rendus statistiques*, depuis 1919.

dustrie, mais dans une proportion assez faible, qu'il est presque impossible de chiffrer. Quant au nombre des étrangers, il était passé de 6.000 à 25.000 entre 1841 et 1866 : cette augmentation de 19.000 personnes représente l'élément essentiel de l'immigration. Il est intéressant de comparer ces modestes chiffres avec le nombre de 170.000 Allemands, Italiens et Polonais que renferment aujourd'hui les anciennes limites de la Moselle ! (11). Jadis ces pays prolifiques envoyaient le trop-plein de leur population vers des régions plus actives, tandis que le xx^e siècle les retrouve incapables de suffire aux besoins sans cesse accrus de l'industrie, malgré le taux remarquable qu'y atteint l'excédent des naissances.

II. — Émigration et immigration

Les chiffres qui résument les divers aspects de l'histoire démographique de la Moselle indiquent une situation presque constamment favorable. Il faut pourtant observer que le Second Empire y apparaît comme une époque de transition entre les anciennes habitudes des populations, intégralement conservées jusque vers 1850, et celles dont nous sommes contemporains. Jusqu'alors, l'émigration des Mosellans était restée inférieure à l'excédent de naissances. Elle augmenta au cours des premières années du règne de Napoléon III pour diminuer ensuite, et le département ne maintint la population qu'il avait dès lors atteinte que par une immigration étrangère qui, pour l'époque, parut importante. Depuis lors, les nécessités nouvelles de l'industrie ont accentué toujours davantage cet appel à la main d'œuvre étrangère tandis que l'annexion à l'Allemagne a longtemps perpétué un courant d'émigration dont les causes furent avant tout morales. C'est ainsi que les phénomènes qui caractérisaient déjà le Second Empire n'ont fait que s'accroître, tandis que les aspects qu'avaient connus la Restauration et la Monarchie de Juillet évoquent des temps à jamais révolus.

Mais ces conclusions, valables pour l'ensemble du département, le sont-elles encore quand on étudie ses diverses régions ? En général, le taux de natalité des arrondissements de langue française, ceux de Briey et de Metz, fut plus faible que celui des pays de langue allemande : vers 1870, on rencontrait aux deux extrêmes les cas de Briey et de Sarreguemines, avec respectivement 22 et 30 naissances pour 1.000 habitants. Les mêmes différences se remarquaient pour les taux d'excédents de naissances : en 1825, ils étaient, dans ces deux arrondissements, de 10 et 17 pour 1.000, et à la veille de la guerre de 5 et 10. Ces contrastes tradui-

(11) Dans ses anciennes limites, la Moselle comptait, en 1926, un total de 692.000 habitants, dont 172.000 étrangers.

saient des types de civilisation plus ou moins évolués. Ils prouvent que la diminution de la natalité était, dès le Second Empire, un fait assez inquiétant, que masquaient en Moselle les prolifiques cantons de la Lorraine allemande.

Mais, par contre, c'est l'arrondissement de Sarreguemines qui se classa constamment en tête pour l'émigration. Les deux cinquièmes des originaires de la Moselle qui quittèrent le département entre 1825 et 1870 lui appartenaient, alors qu'il ne comptait pas le tiers de la population totale. Ces départs n'empêchaient pas la Lorraine allemande d'accroître son peuplement plus rapidement que les autres régions, mais ils prouvaient que certains de ses cantons pauvres ne pouvaient suffire à nourrir tant d'hommes. L'autorité administrative s'en inquiéta, d'autant plus qu'une partie de ces émigrants quittaient la France sans espoir de retour, se laissant attirer par le mirage des Etats-Unis. Les autres Mosellans se contentaient d'aller à Paris, répugnant à s'expatrier, tandis que leurs compatriotes de langue allemande ne pouvaient guère se trouver plus dépayés en Amérique qu'ils ne l'auraient été dans la capitale. C'est l'attrait de Paris qui explique qu'un si grand nombre d'originaires de la région française de la Moselle aient figuré en 1848 parmi les déportés de Juin (12), que le cocher assassin Collignon ait été natif du pays de Briey (13), et que, sous le Second Empire, des trains de plaisir aient pu amener en une journée à Metz plus de mille nouveaux Parisiens désireux de revoir leurs parents ! (14).

En émigrant jusqu'en Amérique, les Lorrains des cantons pauvres de Bitche, de Volmunster ou de Rohrbach ne faisaient que suivre l'exemple de leurs voisins du Bas-Rhin, du Palatinat bavarois ou des hautes régions du Hunsrück. Cette émigration des habitants des Pays rhénans se faisait alors par Le Havre, et c'est à Forbach qu'étaient installées les agences qui se chargeaient d'organiser le voyage (16). Il n'était pas rare, surtout sous la Monarchie de Juillet, de voir les chariots d'émigrants traverser Metz, emmenant vers l'Atlantique les misérables familles chassées d'une Allemagne encore arriérée. Sous le Second Empire, les chemins de fer favorisèrent les agences d'émigration qui, tout en ac-

(12) *Courrier* : Année 1848, 15 août, 24 août, 2 septembre, 24 octobre. La Moselle compta 105 déportés, plus que tout autre département, Seine et Seine-et-Oise exceptés.

(13) Collignon était né à Beuveille, canton de Longuyon. Cf. *Indépendant*, 5 février 1859.

(14) *Indépendant* : 10 septembre 1862, 27 mai 1865.

(15) LEUILLIOT : *L'Emigration alsacienne au début du XIX^e siècle* (Revue historique, 190).

(16) A. D. Moselle, 88 M, 89 M 1-2.

ceptant des voyageurs français, trouvaient leur clientèle surtout au delà de la frontière (17). C'est ce qui explique la mansuétude de l'autorité à leur égard : elle regrettait évidemment le départ de ses administrés, mais craignait aussi de ruiner par des mesures de police trop sévères des entreprises commerciales qui servaient les intérêts du port du Havre. D'autre part, le gouvernement prussien s'efforçait de détourner vers Rotterdam l'émigration de ses nationaux. C'est seulement quand une escroquerie risquait de faire des victimes que l'administration intervenait pour arrêter de scandaleux trafics, comme elle le fit, en 1833, lorsque des agents véreux proposèrent des concessions mirifiques dans le pays des Moskitos, en Amérique centrale (18). Elle s'alarma encore lors de la guerre de Crimée, et le préfet jugea nécessaire d'adresser au ministre un rapport détaillé : « Le commissaire de police de Bitche a dénoncé formellement les agents d'émigration de cette résidence comme facilitant et même provoquant le départ pour l'Amérique de jeunes gens qui cherchent à échapper au recrutement » (19). On retrouve les mêmes craintes en 1859, et le ministre interdit de délivrer des passeports aux jeunes gens de 19 ans, tant que durerait la guerre.

Mais, en général, l'autorité avait depuis longtemps renoncé à empêcher l'émigration qu'elle déplorait (20). La sévérité qui avait permis, sous le Premier Empire, d'enrayer par quelques arrestations des tentatives d'embauchage pour la Crimée, n'était plus de mise (21). Le préfet Sers se contentait, en 1833, d'analyser les causes d'un mouvement qui commençait seulement alors à prendre « un accroissement sérieux » : « La situation des habitants est malheureuse dans beaucoup de communes, celle des ouvriers de plusieurs usines pourra le devenir davantage encore. J'ai déjà eu l'honneur d'en exposer les motifs à vos prédécesseurs et à M. le Ministre des Finances. Les anciens comtes de Bitche et les ducs de Lorraine eux-mêmes, qui possédaient d'immenses forêts sans habitants, avaient attiré sur leurs terres une nombreuse population soit en accordant des affectations considérables de bois aux possesseurs d'usines, soit en concédant des bois d'affouage, de maronage et des terres aux cultivateurs qui venaient s'établir chez eux. Le code forestier nous a obligé de poursuivre la révocation de toutes les concessions, les titres de la plupart d'entre elles portant qu'elles ne subsisteraient que tant qu'il plai-

(17) *Indépendant* : 20 mars, 1^{er} avril, 15 avril, 6 mai, 27 mai 1840, etc. Pour cette seule année, 740 émigrants Rhénans, sont signalés.

(18) GAIN (A.) : *La Lorraine allemande foyer d'émigration au début du XIX^e siècle*.

(19) A. D. Moselle, 89 M 1, rapport du préfet au ministre, 13 janvier 1856.

(20) *Actes administratifs*, 1817, p. 154.

(21) GAIN (A.) *op. cit.*, p. 12.

rait au prince, jusqu'à son bon plaisir. Ces procès ont inquiété les habitants qui avaient joui sans trouble sous les anciens rois, pendant la République, sous l'Empire et jusqu'à la promulgation du code forestier : ils ont pu contribuer aux émigrations » (22).

Mais l'application d'une nouvelle législation qui ne se préoccupait pas assez des conditions de la vie rurale, n'a pu être une cause d'émigration que dans le Pays de Bitche. Or le mouvement s'étendit même aux cantons non forestiers, comme le prouve une circulaire que le sous-préfet de Sarreguemines adressait en 1833 aux maires du canton de Forbach, celui où le mal sévissait le plus et d'où il gagnait les autres. Déplorant les ventes précipitées effectuées par les émigrants soucieux de réaliser leur avoir, ce fonctionnaire ajoutait : « Tous doivent comprendre que ces ventes déprécient les propriétés du pays, diminuent la quantité de numéraire en circulation, et que le départ d'un certain nombre de contribuables rendra, pendant quelques années, plus lourdes les charges qui pèsent sur les habitants de chaque commune ». On ne voit pas en quoi ces considérations auraient pu retenir les partants, bien au contraire, et le sous-préfet le comprenait si bien qu'il écrivait au préfet : « Je dois dire que beaucoup des émigrants que j'ai questionnés à ce sujet, ne sont déterminés à quitter la France que par l'état de gêne qu'ils éprouvent d'une part, et de l'autre, par des avis qu'ils reçoivent de parents ou amis qui sont déjà en Amérique et qui leur font un tableau séduisant de leur nouvelle situation. Cette dernière circonstance laisse peu de chance au succès de mes conseils » (23). L'importance de l'émigration en Lorraine allemande semble donc avoir eu pour cause les conditions difficiles de la vie plutôt qu'une législation maladroite, qui n'a été qu'une circonstance aggravante. L'arrondissement de Sarreguemines avait une densité de population plus forte que les autres sans avoir plus de ressources, bien au contraire. Dès 1826, le canton de Forbach, alors presque exclusivement rural, possédait près de 100 habitants au kilomètre carré. La décadence des métiers ruraux, de l'industrie textile jadis prospère dans les campagnes aggrava encore le mal. Le développement des industries modernes fut le remède, et, dès la fin du Second Empire, l'émigration, qui avait été forte entre 1850 et 1856, était définitivement enrayée.

On peut citer des causes d'émigration particulières à quelques localités tout proches de la frontière : c'est ainsi que le village de Liederscheidt perdit le quart de ses habitants entre 1836 et 1841 parce que sa situation entre les bureaux de douane bavarois et français l'isolait presque

(22) A. D. Moselle, 89 M 1, rapport du baron Sers au ministre, 1^{er} avril 1833.

(23) *Ibidem*, lettres du sous-préfet de Sarreguemines, 28 mars, 2 avril 1833.

complètement. Le sous-préfet ne voyait d'autre remède à ce dépeuplement que le rétablissement d'un poste de douane en avant de la commune (24).

L'émigration des Mosellans ne se fit pas seulement vers Paris pour les régions occidentales du département, vers New-York pour la Lorraine allemande : elle fut aussi parfois tournée vers l'Alsace, dont le développement industriel était, sous la Monarchie de Juillet, plus accentué que celui de la Moselle. La communauté de langue attirait les habitants de l'arrondissement de Sarreguemines jusqu'à Mulhouse (25). Quelques départs vers l'Algérie furent également signalés (26) : c'est ainsi qu'en 1844, des secours de route furent attribués à 300 émigrants à destination de Toulon, mais certains d'entre eux étaient probablement des Rhénans que la colonie admettait alors au même titre que les Français. Mais des chiffres aussi élevés furent rarement atteints, d'autant plus que le Conseil général ne consentit pas à voter un crédit d'encouragement lorsque le préfet le lui demanda en 1848 (27), et que la fondation d'un village peuplé uniquement de Mosellans, envisagée en 1853, ne fut jamais réalisée (28). En général, les futurs émigrants trouvaient trop élevées les sommes exigées par la colonisation officielle du Second Empire, et le sous-préfet de Sarreguemines résumait leur sentiment en écrivant en 1851 : « Le chiffre de 1.500 francs fait faire à tous cette objection qu'avec une somme pareille on peut acheter un hectare de terres dans la plupart des communes de l'arrondissement, et la plus grande partie de ceux qui ont demandé communication des instructions ministérielles est déjà en route ou se dispose à partir pour l'Amérique » (29). Dans les autres arrondissements, personne n'avait demandé à prendre connaissance des conditions d'établissement des onze villages qu'envisageait le projet de juillet 1851 ! En 1856, après une crise agricole, et au plus fort du courant d'émigration dont la Lorraine allemande était le foyer, le chiffre des départs pour l'Algérie atteignit 170 ; il diminua ensuite et, au cours de la décade suivante, on ne compta chaque année, pour émigrer vers l'Afrique, qu'une quinzaine d'originaires de la Moselle !

Pour ce qui est de la répartition régionale de l'immigration, il faut

(24) A. D. Moselle, 189 M 1, lettre du sous-préfet de Sarreguemines, 31 décembre 1841.

(25) *Ibidem*.

(26) *Ibidem*, 90 M. 1-2.

(27) Conseil général, 1848, séance du 29 novembre.

(28) *Ibidem*, 1853, séance du 29 août. La correspondance entre le préfet et son collègue de la Haute-Saône et celle échangée avec le ministère sont aux A. D. Moselle, 90 M.

(29) A. D. Moselle, 90 M. Lettre du sous-préfet de Sarreguemines, 12 septembre 1851.

d'abord remarquer que plus de la moitié des Français originaires d'autres départements étaient fixés dans l'arrondissement de Metz, et surtout au chef-lieu. C'est là que les services publics, le commerce et plus encore l'armée, en retinrent constamment un nombre important. Au début du Second Empire, la création des ateliers de chemins de fer de Montigny amena des ouvriers alsaciens dans cette ville de Metz qui avait auparavant entretenu peu de relations avec la province voisine. C'était le début d'un mouvement qui n'a fait que s'amplifier après 1870 dans toute la région industrielle. Dans le reste de la Moselle, on ne comptait en 1866 que 4 % d'originaires d'autres départements ! Parmi les étrangers, on dénombrait déjà plus de 7.000 Allemands et Luxembourgeois dans l'arrondissement de Thionville, 5.000 Belges et Luxembourgeois dans celui de Briey : le développement de la métallurgie les y avait attirés depuis 1850, mais tous restaient concentrés dans les centres industriels. L'arrondissement de Sarreguemines, dont la transformation économique était devenue très nette sous l'Empire, comptait 6.000 Allemands, et celui de Metz 4.000, auxquels s'ajoutaient, surtout au chef-lieu, des Belges et des Luxembourgeois. Ces chiffres n'empêchaient point que jusqu'en 1870 les autochtones ne fussent restés l'immense majorité des habitants de la Moselle. Les étrangers qui commençaient à se fixer dans les centres industriels, ne se distinguaient d'ailleurs pas de l'indigène, car ils venaient des régions immédiatement voisines. Belges dans les environs de Longwy, Luxembourgeois ou Prussiens des Provinces rhénanes autour de Thionville, Sarrois ou Bavaois dans la région de Sarreguemines, se fondaient facilement dans la masse de la population. Il n'y avait guère qu'à Metz que l'accroissement des habitants de langue allemande pouvait transformer quelque peu l'ancien aspect de la cité. Enfin on peut citer pour mémoire les 170 Italiens, marchands de statuettes, plâtriers, et les 120 réfugiés Polonais, que relevait le recensement de 1866. Si la police s'inquiétait souvent des menées subversives des premiers, si l'opinion accueillait fraternellement les victimes de l'oppression russe (30), nul ne pouvait prévoir que ces deux éléments prendraient, au ^{xx}e siècle, une importance considérable dans les régions industrielles de la Moselle.

III. — Les débuts de la dépopulation des campagnes

Les mouvements de population étudiés jusqu'ici ne furent ni les seuls ni les plus intéressants qu'ait connus la Moselle avant 1870. Les déplacements à l'intérieur du département retiennent l'attention au même titre

(30) Outre les journaux locaux de 1831 et de 1863, cf. A. D. Moselle, 80 M, 81 M 1-4, 82 M 1-7, 83 M 1-7.

que l'émigration et l'immigration. Leur étude conduit à aborder la question essentielle du dépeuplement des campagnes, des débuts de la concentration industrielle (31). Tandis que jamais l'opinion publique de ce temps ne s'alarma de la baisse de la natalité ni des courants qui entraînaient au loin des habitants pauvres, la raréfaction de la main d'œuvre dans les campagnes préoccupa, dès le Second Empire, les propriétaires ruraux. Les réponses à l'Enquête agricole de 1867 en témoignent nettement (32). Le phénomène ne pouvait d'ailleurs passer inaperçu, car depuis 1851 il affectait les deux tiers des cantons de la Moselle. Ces 18 circonscriptions, dont la population avait passé entre 1820 et 1851 de 230.000 à 268.000 âmes, avaient éprouvé, dans les quinze années suivantes, une diminution de près de 20.000 habitants, en dépit d'excédents de naissances presque constants ! Les neuf autres cantons avaient augmenté d'un chiffre égal, et l'ensemble du département était resté stationnaire. A première vue, en considérant la date qui marque l'origine de ce mouvement, cette année 1851 qui vit précisément l'inauguration des premiers chemins de fer en Moselle, on est tenté d'attribuer aux voies ferrées la responsabilité de ce courant nouveau. Cette conclusion est sans doute exacte, à condition toutefois de ne considérer le nouveau mode de locomotion que comme un symbole qui résume toute la nouvelle civilisation industrielle, opposée aux anciens moyens de production et d'échange, à l'ancienne vie rurale.

Car, en eux-mêmes, les chemins de fer n'ont pu être la cause d'un mouvement qui a commencé bien avant leur construction, comme le montre l'étude du dépeuplement dans le cadre de la commune. En effet les cantons sont des ensembles déjà trop complexes pour que l'on puisse se borner à examiner les variations de leurs populations globales. Il est nécessaire de dresser des tableaux pour les 600 communes du département afin d'obtenir des conclusions plus précises. Leur examen révèle que le dépeuplement des campagnes n'apparut point en 1851 comme une brusque maladie, mais qu'il fut un phénomène qui s'étendit progressivement par une lente contagion. Il passa longtemps inaperçu, et sa révélation fut contemporaine du Second Empire. Dès 1826, près de 75 communes avaient atteint leur maximum de population, et pour elles le mouvement rétrograde commençait. L'arrondissement de Sarreguemines, le plus conservateur des anciennes habitudes, n'en comptait presque point. Celui de Briey, avec ses riches plateaux du Pays Haut, cultivés par une popu-

(31) G. SCHMITT (A.) : *La population du département de la Meuse depuis le début du XIX^e siècle*.

(32) *Enquête agricole de 1867*. — LAPOINTE (E.) : *Abandon des campagnes par les ouvriers* (Mémoires de l'Académie, 1857).

lation relativement faible, n'en montrait qu'une dizaine. L'aire principale de dépeuplement s'étendait entre la Moselle et la Nied, vers les marches forestières qui séparent les deux vallées. Ces villages à l'est de Metz étaient en relations étroites avec le chef-lieu; l'industrie rurale n'y existait point. On comprend donc que leurs habitants aient été parmi les premiers à être attirés vers Paris ou vers Metz, bien avant qu'il ne fût question des voies ferrées. Ce n'étaient pourtant ni des régions pauvres ni des contrées fort peuplées: la densité moyenne n'y dépassait guère 50 habitants au kilomètre carré. C'est néanmoins dans ces cantons de Verny, de Vigy, de Pange, de Boulay et de Faulquemont, que commença le mouvement qui allait s'étendre successivement à d'autres campagnes, après avoir, dès 1836, touché les deux cinquièmes des villages de cette région, plus d'une soixantaine. Il avait également, au cours de ces dix années, envahi largement le canton de Metzervisse et les plateaux qui séparent Thionville de la Nied, tandis que le reste du département demeurait encore indemne, à quelques exceptions près.

Dès le recensement de 1851, l'extension du dépeuplement des campagnes s'avérait considérable, puisque près de 300 communes sur 625 avaient atteint en 1846 leur chiffre le plus élevé de population. Entre Moselle et Nied, le phénomène était devenu général, et 130 villages échelonnés des limites de la Meurthe à Sierck en étaient la preuve. Sur les plateaux de Briey et de Longwy, une soixantaine de communes commençaient à décroître. Il en était de même de presque tous les villages du canton de Cattenom, à la frontière luxembourgeoise. Si l'arrondissement de Sarreguemines, le plus prolifique, était le moins gravement frappé, il n'en comptait pas moins soixante communes en décroissance, et les cantons de Rohrbach et de Volmunster ne comprenaient guère que des villages dont 1846 avait marqué le point culminant. On voit donc que, si l'examen des chiffres de population des cantons semble placer en 1851 l'apogée des dix-huit qui se dépeuplèrent ensuite, l'étude de chaque commune montre que le mouvement avait pris, bien avant cette date, une ampleur considérable, que cachait encore la croissance de quelques unes d'entre elles. La construction des voies ferrées et les progrès industriels dont elle fut le signal en Moselle, ne firent donc qu'accentuer un mouvement dont l'origine est nettement antérieure.

Au cours des dix années suivantes, la dépopulation rurale devint générale, et dès 1861 seules les communes proches des centres industriels y avaient échappé, comme le prouvait l'exemple des trois quarts des villages de la Moselle. Dans l'arrondissement de Metz, qui conservait encore presque exclusivement l'ancienne vie rurale et où le phénomène était le plus ancien, cette proportion atteignait même les quatre cinquièmes. Aucune région n'était restée à l'abri de l'exode rural, mais tandis que certains

cantons, tels ceux de Metzervisse, de Bouzonville, de Saint-Avold, de Gros-Tenquin, de Vigy et de Volmunster, voyaient se dépeupler la presque totalité de leurs villages, d'autres comptaient encore un grand nombre de communes en voie de développement. Enfin cinq cantons voyaient progresser la moitié ou plus de leurs agglomérations : c'étaient ceux de Sarreguemines, de Bitche, de Gorze, de Forbach et de Thionville, les plus industriels. Le dernier ne comptait que le tiers de ses villages en décroissance : c'était là un record qui souligne l'importance qu'avait prise, bien avant 1870, la dépopulation des campagnes dans un département proflique, prospère et éloigné de la capitale.

Quant à l'intensité du dépeuplement, elle dépendit naturellement des circonstances locales. Seuls les cantons de Metzervisse et de Bouzonville perdirent le dixième de leur population maxima, mais plus de la moitié des villages en décadence atteignirent un taux de diminution aussi élevé. Il en fut ainsi de 23 villages sur 27 dans le canton de Pange, dont le cas n'est pas unique dans la moitié occidentale du département. L'arrondissement de Sarreguemines vit plus rarement que les autres une pareille déperdition. Mais on trouve aussi des exemples de dépeuplement plus intenses, dépassant 20 %. Près de Longwy, l'attraction des forges enleva, entre 1856 et 1866, le quart de leurs habitants à Cutry, Hautcourt et Tiercelet. Caché dans un repli des côtes de Moselle, en pays vignoble, Pierrevillers, qui avait compté en 1826 près de 900 âmes, vit sa population réduite à 350 habitants en 1866. Une soixantaine de communes situées entre la Moselle et la Nied ont connu des pertes du même ordre, dont les exemples sont au contraire fort rares dans l'arrondissement de Sarreguemines.

La dépopulation n'atteignit d'ailleurs pas seulement les villages : les bourgs et les petites villes en éprouvèrent également les effets, quand l'industrie ne vint pas les vivifier. Briey, pourtant sous-préfecture, qui s'était élevé au XIX^e siècle de 1.600 à 2.000 habitants, en perdit 125 après 1851. Gorze, allongée dans un vallon pittoresque, à l'écart des voies de communications, commença la lente décadence qui l'a fait descendre de 1.900 habitants aux 800 qui lui restent aujourd'hui. Saint-Avold avait compté, au temps où les diligences le traversaient, jusqu'à 3.400 habitants ; la voie ferrée le laissa à l'écart, et sa population était descendue à moins de 3.000 âmes en 1866. Le bourg voisin de Longeville, groupé comme Gorze autour d'une ancienne abbaye, tomba sous le Second Empire de 2.200 à 1.900 habitants. Bitche, qui avait dépassé 3.000 âmes, n'en comptait plus que 2.500 lors du dernier recensement français. Bouzonville commença à décroître dès 1831, et passa de 2.300 à 1.900 habitants. Pour certaines de ces petites villes, Saint-Avold et Bitche, la diminution des effectifs de leurs garnisons, comptées à part dans les recensements,

contribua à leur décadence. La première, qui avait abrité 400 hommes en 1856, se trouva en 1866 totalement dépourvue de troupes ; la seconde avait hébergé en 1841 jusqu'à 900 soldats, alors qu'à la fin du Second Empire, ses casernes n'en abritaient plus que 200.

Pour qui veut étudier les causes de la dépopulation des campagnes, le document essentiel est l'*Enquête agricole* de 1867. Presque tous les propriétaires consultés furent d'accord pour incriminer le développement de l'industrie qui offrait des salaires plus élevés et surtout plus réguliers. L'un d'eux montrait qu'aux environs de Metz, la manufacture des tabacs et les travaux de fortification attiraient respectivement ouvrières et ouvriers (33). M. du Coëtlosquet jugeait que l'administration favorisait trop les villes et les grands travaux publics, tandis que l'assistance restait fort mal organisée dans les campagnes (34). D'autres incriminaient les départs pour Paris, où il leur semblait que l'on eût trop construit : le président du comice de Thionville citait l'embauchage de cochers par la Compagnie des Omnibus comme une cause de dépeuplement des campagnes (35). Le recrutement militaire était aussi rendu responsable de cette désertion, et parfois l'instruction primaire, qui ne paraissait pas assez soucieuse des questions agricoles. Le baron d'Adelsward, à la fois maître de forges et propriétaire foncier à Longwy, se plaignait des trains de plaisir qui emmenaient les habitants se distraire en ville (36). Mais il semble bien que les causes morales d'émigration étaient moins importantes que les causes économiques, et la Commission d'enquête de la Moselle eut soin de le souligner. Elle niait qu'il y eût, à la fin du Second Empire, malgré certaines dépositions pessimistes, une véritable crise agricole : il y avait une profonde transformation des habitudes anciennes, et si certains esprits routiniers avaient peine à s'y accoutumer, la situation des cultivateurs était bien préférable à ce qu'elle avait été. Le personnel agricole avait diminué de 25 %, sauf dans l'arrondissement de Sarreguemines où le tissage à domicile et la fabrication des chapeaux de paille donnaient aux ouvriers un travail d'hiver. Dans les autres régions, la diminution était inévitable du jour où l'industrie offrit des débouchés à une main d'œuvre trop abondante pour les besoins réels.

Il n'y avait point de travail pour les journaliers agricoles, dont le nombre avait pourtant augmenté jusque vers 1840. Leur sort risquait de devenir toujours plus misérable, leurs salaires plus faibles. Un grand propriétaire des environs de Sarreguemines reconnaissait que jadis on prenait

(33) *Enquête*. Déposition de Carny, 6 novembre 1866.

(34) *Ibidem*. Déposition de M. de Coëtlosquet, 7 novembre 1866.

(35) *Ibidem*. Déposition de Rhem, 10 novembre 1866.

(36) *Ibidem*. Déposition du baron d'Adelsward, 14 novembre 1866.

plus de domestiques qu'il n'était nécessaire, tant ils étaient peu payés (37). Du jour où la concurrence de l'industrie eût entraîné une hausse de leurs exigences, tel cultivateur qui avait deux journaliers se décida à faire sa besogne seul, à travailler davantage. Un propriétaire du canton d'Audun, à l'autre extrémité du département, exprimait la même idée : si, vers 1835, les ouvriers agricoles étaient nombreux, ils ne valaient pas grand'chose, et s'ils étaient devenus plus exigeants, on en trouvait de bons à condition d'avoir soin d'eux et de les bien payer (38). Ces dépositions expliquent pourquoi la Commission d'enquête ne s'alarmait pas trop de la dépopulation des campagnes, d'autant que l'introduction presque généralisée des batteuses avait permis de réduire la main d'œuvre. Le machinisme agricole n'était point la cause de l'émigration rurale, mais bien la conséquence. En résumé, les observateurs intelligents s'accordaient à reconnaître que l'agriculture n'avait pas à redouter une diminution de la population rurale, et le sort de l'ouvrier ne pouvait qu'être amélioré par les nouvelles conditions de vie et de travail, que la campagne le conservât ou que les centres industriels l'attirassent. Il faudrait se représenter la vie du journalier agricole ou du petit cultivateur comme une idylle pour regretter les transformations dont les communes rurales furent témoins dès le second tiers du XIX^e siècle, du moins dans les limites où elles restaient encore enfermées.

Car le mouvement de dépopulation des campagnes s'est beaucoup accentué en Moselle depuis 1870. Sans vouloir en examiner les conséquences sur la vie rurale et la propriété agricole, quelques exemples peuvent être utiles : le canton de Vigy avait 10.000 habitants en 1851, 9.000 à la fin de l'Empire, et il ne lui en reste plus aujourd'hui qu'un peu moins de 6.000 ! Telle de ses communes, Vry avec son annexe de Gondreville, a passé de 620 âmes en 1826 à 475 en 1866, pour tomber au XX^e siècle à 200 ! En plein val de Metz, au milieu des terres les plus fertiles du département, Corny est descendu de 1.100 habitants à 630. Des cas analogues ne sont pas rares, car tous les villages que n'a pas transformés l'industrie ont connu la même décadence. Mais il en est aussi qui, après une lente diminution, ont remonté la pente avec une rapidité surprenante, parce que la métallurgie ou les houillères sont venues transformer leur caractère : la conclusion de ces faits reste que seule la vie industrielle a permis, en Moselle, la progression du peuplement au delà de la première moitié du siècle dernier. Il apparaît donc nettement que les problèmes démographiques prirent dès le Second Empire un aspect très proche de celui qu'ils ont conservé depuis lors (39).

(37) *Enquête*. Déposition de M. Utzschneider, 10 novembre 1866.

(38) *Ibidem*. Déposition de Tabouret, cultivateur à Anderny, 13 novembre 1866.

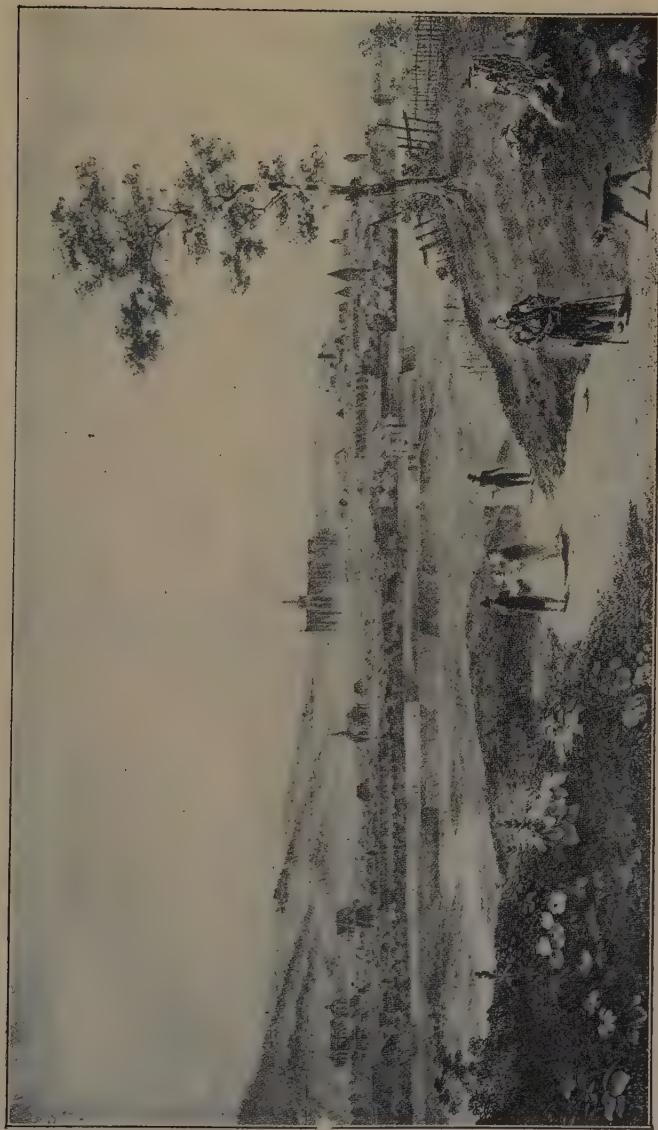
(39) Comparer ce paragraphe avec l'ouvrage de SCHMITT.

IV. — La stagnation de Metz

Une partie de l'émigration rurale de la Moselle se dirigea vers Paris ou vers d'autres centres plus lointains. Mais bien des paysans eurent un but plus rapproché, car dans le département même le développement industriel attirait la main d'œuvre. Il faut donc examiner quels furent, au cours de la première partie du XIX^e siècle, ses principaux foyers de peuplement continu. Au premier rang, la ville de Metz mérite une étude particulière, car elle possède une personnalité historique originale. De l'ancien oppidum gaulois qui s'abritait entre la Moselle et son affluent la Seille, la paix romaine avait fait une grande ville largement étalée dans la plaine : les ruines de l'aqueduc de Jouy-aux-Arches et la statue de la Victoire, que conserve le musée de Metz parmi tant d'autres débris archéologiques, nous ont transmis le souvenir de cette expansion. Les invasions obligèrent la cité à se resserrer derrière des murailles, qu'Attila força en 451. L'époque mérovingienne et carolingienne trouva Metz capitale de l'Austrasie, et c'est dans une de ses abbayes que fut conservé jusqu'à la Révolution le sarcophage de Louis le Pieux. Le XIV^e siècle connut sans doute l'apogée de la ville, de sa richesse commerciale et bancaire, de son indépendance municipale sous la direction des nobles bourgeois des paraiges. L'empereur Charles IV y promulgua la Bulle d'Or, en présence des Princes Electeurs et du Dauphin Charles, venu lui prêter hommage de vassalité. La ville, à l'abri des murailles dont une partie a été conservée autour de la porte des Allemands, compta peut-être alors plus de 50.000 habitants, avant qu'une lente décadence, continuée après 1552 sous l'occupation française, n'en réduisit le nombre de moitié. La révocation de l'Edit de Nantes chassa encore les vieilles familles attachées à une confession qui avait compté parmi ses fidèles, quand Paul Ferry controversait avec Bossuet, le tiers des Messins (40). Ce fut, avec l'époque de la guerre de Trente ans, le plus profond abaissement de la cité.

Le XVIII^e siècle vit une renaissance de Metz qui, à la veille de la Révolution, avait 36.000 habitants, garnison exclue. Ville militaire et siège d'un parlement, elle se classait environ au dixième rang parmi les cités françaises. Mais tandis que la population rurale ne cessait d'augmenter pendant la Révolution, le départ de bien des familles riches, la diminu-

(40) L'opinion de WESPETHAL, *Geschichte der Stadt Metz*, tome III, est confirmée par ZELLER (G.) : *La réunion de Metz à la France*, tome I, p. 191-195. Au XVII^e siècle, on trouve 22.000 habitants en 1679, et en 1684 un total de 20.710 (dont 4.380 réformés et 795 juifs). (THORELLE (A.) : *La ville de Metz en 1684*, dans l'Annuaire de la Société d'histoire et d'archéologie, 1^{re} année, 1888-1889). Dans le même Annuaire, le Dr BÉRINGER donne la liste de 464 réformés réfugiés à Berlin après 1685, dont les Ancillon. (*Metzer Réfugiés in Berlin*.) Paul Ferry a été ministre de la R. P. R. à Metz au moment où Bossuet y était reçu doyen du chapitre de la cathédrale.



Metz en 1827. Vue prise de Queuleu.

tion des garnisons, réduisirent Metz à 32.000 âmes en 1802 (41). L'Empire amena, au contraire, une croissance très rapide, car le reculement des barrières douanières, l'annexion des Pays rhénans, la guerre même, furent avantageux à une ville qui se découvrit alors, pour la première fois peut-être depuis des siècles, une vocation commerciale, et qui devint une étape pour la Grande Armée. A la fin du règne de Napoléon, le chef-lieu de la Moselle avait 41.000 habitants, sans compter sa nombreuse garnison (42). Mais le retour aux limites de 1792 restreignit singulièrement l'activité de la ville, redevenue avant tout un centre de bourgeoisie, un marché régional et une place forte de première ligne. Sa population progressa lentement, entre 1815 et 1870, de 41.000 à 48.000 habitants, traversant parfois des périodes de stagnation ou même de régression momentanée. Le chef-lieu augmenta donc moins rapidement que l'ensemble du département. Nulle transformation industrielle ne vint le vivifier, et un chapitre ultérieur montrera que même la construction des voies ferrées, telle qu'elle fut réalisée, ne lui fut guère avantageuse.

Mais c'est là une appréciation trop pessimiste, car la commune de Metz, resserrée derrière la ceinture de remparts achevée par Cormontaigne au XVIII^e siècle, ne pouvait s'étendre librement. Aussi faut-il tenir compte du développement des communes suburbaines, étroitement liées à la vie de la ville dont les séparait la vaste étendue des glacis. On peut classer dans cette catégorie Ban-Saint-Martin, Devant-les-Ponts, Plantières, Montigny et le Sablon : en ajoutant leur population à celle de la ville, il apparaît que l'agglomération messine est passée, par une progression à peu près régulière, de 44.000 à 53.000 habitants entre 1820 et 1866. Le gain extra-muros était de 4.000 âmes, presque égal à celui de la cité. Deux communes surtout avaient augmenté rapidement à partir de l'installation dans la première d'entre elles d'ateliers des Chemins de fer de l'Est : Montigny avait vu sa population monter de 900 à 2.700 habitants, tandis que celle du Sablon passait de 300 à 1.100. Ainsi se dessinait, au sud des remparts de Vauban, dans la région où Metz s'était déjà librement étendue à l'époque romaine et avant le siège de 1552, le plan d'une ville que réalisera le XX^e siècle, après le démantèlement, par la fusion de la vieille cité resserrée et des communes voisines.

Il n'en demeurerait pas moins que l'agglomération messine ne s'était pas développée aussi rapidement que le département de la Moselle. L'activité économique de la ville n'attirait qu'une immigration assez restreinte, et d'autre part les conditions démographiques y étaient nettement défavora-

(41) COLCHEN : *Mémoire statistique*.

(42) Pour les chiffres de population de Metz, en outre des documents des A. D. Moselle, cf. A. Metz, I F. 1 à 400.

bles. Déjà sous le Premier Empire, l'excédent des naissances n'était guère que de 200 par an, et seul le retour des familles aisées dispersées par la Révolution et l'afflux de nouveaux venus expliquent la croissance que connut la ville et qui lui permit de dépasser de 3.000 habitants le chiffre qu'elle avait atteint en 1789.

L'état sanitaire s'améliora sous la Restauration, et les excédents moyens de naissances furent de 400 par an; l'émigration dépassa alors l'immigration. Mais à partir de 1830, les décès l'emportèrent en général sur les naissances. Certaines années furent particulièrement néfastes, 1832, 1841, 1854 et 1855. Seule l'arrivée des campagnards, attirés par la ville, permit à la cité de s'accroître lentement. Le taux des naissances n'était pourtant pas très inférieur à Metz à ce qu'il était dans l'ensemble du département. Mais tandis qu'il descendait de 30 à 25 pour mille, le taux de mortalité, qui atteignait 23 pendant la Restauration, dépassa ensuite nettement celui de la Moselle. Les épidémies de choléra éprouvèrent durement la cité à trois reprises, et leur effet fut d'augmenter le chiffre des décès dans cette ville étroitement confinée entre ses remparts, dépourvue longtemps d'une distribution d'eau suffisante, et possédant à Chambièrre et autour de la rue de l'Arsenal, dans l'ancien ghetto, des quartiers pauvres lamentablement insalubres ! La nombreuse garnison, resserrée dans ses casernes trop étroites, et l'immoralité de la troupe ne pouvaient que renforcer encore les ombres de ce tableau.

C'est ainsi que cette vieille cité historique, par ailleurs si animée, avec sa population souvent vibrante, avec le prestige de sa riche bourgeoisie et de ses familles aristocratiques, avec les souvenirs de ses traditions municipales et son entrain de ville militaire, restait presque stationnaire au moment où tant de ses rivales voyaient leur population croître rapidement. Elle conservait, avec des idées politiques plus souvent « avancées » que « rétrogrades », un type de civilisation peut-être fort agréable, mais qui appartenait déjà au passé. Sa Cour royale, son Ecole d'artillerie, ses arsenaux, ses militaires retraités et leurs traditionnelles promenades à l'Esplanade, lui donnaient une physionomie presque invariable depuis le XVIII^e siècle. Il est vrai que Metz possédait une garnison de 8.000 à 10.000 hommes qui venait s'ajouter aux chiffres dont il a été tenu compte jusqu'ici. Sa seule population civile la classait d'ailleurs au dixième rang des villes françaises sous la Restauration, immédiatement après Strasbourg, qui ne la dépassait que de 4.000 âmes, bien avant Nancy, qui n'avait pas encore 30.000 habitants. Mais, sous le Second Empire, le chef-lieu de la Moselle, encore au douzième rang vers 1851, progressa moins vite que d'autres cités : en 1870, il était devenu la vingtième ville de France, la quinzième en tenant compte de sa garnison. Strasbourg le dépassait alors de 24.000 habitants, et Nancy l'égalait ! Ce fut pour les Messins une dou-

loureuse constatation : depuis les chemins de fer, l'ancienne capitale des ducs de Lorraine n'était plus une ville une peu déchue, aux rues trop larges, trop droites, une ville aristocratique et triste. Un réveil économique la transformait en même temps qu'un réveil intellectuel. Dès 1861, sa population municipale avait dépassé celle de Metz, qui conserva jusqu'à la guerre l'avantage de sa garnison (43).

Depuis 1870, la situation relative de Metz n'a plus guère changé : après la terrible crise de l'émigration qui suivit l'annexion, sa population, par une immigration continue d'Allemands, d'Alsaciens, et de Lorrains de langue germanique, se reprit à croître. Profondément transformée par le démantèlement effectué au début du xx^e siècle, l'agglomération messine compte aujourd'hui quelque 90.000 habitants, le double de ce qu'elle renfermait cent ans auparavant. Elle garde environ le 22^e rang parmi les centres urbains de France. C'est ainsi qu'insensiblement Metz est passée du niveau de Toulouse et de Strasbourg, ses égales de jadis, à celui d'Angers ou de Dijon. Elle a doublé le chiffre de ses habitants tandis que Nancy l'a quadruplé, que Le Havre est passé de 20.000 à 160.000 habitants, et Mulhouse de 9.000 à 100.000 ! Son cas, presque unique en France, est celui d'une ville aux aspects très vivants, mais dont le passé teinte le présent de quelque mélancolie : il est d'ailleurs possible que l'avenir rende à Metz une rôle économique et une puissance de regroupement qu'elle avait perdus à la fin du xix^e siècle (44).

La stagnation de la population messine avait préoccupé quelques esprits dès avant 1870. Vingt ans avant la guerre, le banquier Justin Worms, citant les statistiques, concluait : « Chiffres douloureux, car ils accusent une déperdition annuelle et continue, une industrie traînante et affaissée. La ville de Metz a perdu beaucoup de son importance et en perd encore tous les jours quelque nouvelle partie ; il n'y a de salut pour elle que dans l'industrie, et il appartient à ceux qui possèdent une influence quelconque sur son sort de la diriger, de la pousser, de la forcer même, dirai-je, vers cette voie » (45). Le Second Empire n'amena nulle évolution favorable, mais, dans ses toutes dernières années, un nouvel avenir semblait enfin s'ouvrir pour la ville : le développement de la métallurgie entre Longwy et Thionville, et, à dix kilomètres au sud de Metz, à Ars-sur-Moselle, allait faire de la vieille cité militaire le centre d'une région industrielle.

(43) *Indépendant*, 9 décembre 1857, 20 novembre 1861.

(44) Cf. LARDEMELLE (Général de) : *Metz défend l'Etat*. L'ancien gouverneur de Metz y expose comment il comprend le rayonnement de la ville dont sa famille est originaire.

(45) WORMS (Justin) : *Considérations statistiques sur la Moselle et le Haut-Rhin* (Mémoires de l'Académie de Metz, 31^e année, 1849-1850).

Une destinée nouvelle semblait s'offrir à sa bourgeoisie trop longtemps confinée dans les fonctions de robe et d'épée. Mais les désastres de 1870 dispersèrent une grande partie de la population messine, ruinèrent ses élites, et Metz ne joua point le rôle qui paraissait devoir être le sien. Nancy étendit jusqu'à Longwy son rayon d'action, et surpassa nettement sa voisine. Si l'annexion n'a pas surpris une ville de Metz en plein essor, du moins l'a-t-elle privée d'un avenir que le xx^{e} siècle lui permettra peut-être de reconquérir.

V. — Les débuts du peuplement industriel

Ce n'est donc pas dans le chef-lieu qu'il faut chercher le plus grand centre de peuplement de la Moselle. Ce n'est pas davantage dans la place forte de Thionville, tellement serrée dans son enceinte qu'elle garda constamment, jusqu'en 1870, sa population de 5.500 habitants, auxquels s'ajoutait une garnison de plus de 2.000 hommes. L'excédent de population de cette ville stagnante avait pris l'habitude d'émigrer vers Paris, puisque nulle industrie n'offrait de débouchés dans une cité aussi exclusivement militaire. On ne peut davantage parler de l'attraction d'une série de petites villes demeurées stationnaires : Longuyon, qui passa lentement de 1.600 à 1.800 âmes ; Sierck, si pittoresque au pied de son château-fort qui domine une large boucle de la Moselle, avec ses 2.000 habitants ; Sarralbe, dont le chiffre de population demeura de 3.000. Ces localités n'étaient point assez industrielles pour attirer une nouvelle main d'œuvre. Seules quelques régions en pleine transformation économique eurent ce privilège.

Voici d'abord les environs de Longwy, dont la métallurgie prenait toujours plus d'importance. Sur le plateau, la ville haute, place forte édiflée d'un seul jet par Vauban, demeurait stationnaire avec sa garnison, dont l'importance alla d'ailleurs en diminuant, passant de près de 1.500 hommes à un effectif trois fois moindre. Mais dans la vallée de la Chiers et dans les vallées affluentes, la ville basse se développait grâce à la voie ferrée et aux forges, en même temps que des villages en passe de devenir des centres industriels, Mont-Saint-Martin, Rehon, Saulnes, Herserange. Sur le revers nord des côtes oolithiques, à la frontière belge, Gorcy se transformait également, et par contre-coup des communes du plateau voyaient s'accroître leur population parce que des ouvriers des usines voisines en descendaient chaque jour vers les vallées. L'ensemble de ces communes avait passé en cinquante ans de 5.000 à 7.000 habitants ; tels furent les modestes débuts d'une progression qui les a conduites à compter aujourd'hui une trentaine de milliers d'âmes.

Plus à l'est, à la frontière même du Luxembourg, les forges avaient fait légèrement augmenter Villerupt, Rédange, Audun-le-Tiche et Ottange. Mais leurs gains ne pouvaient se comparer à ceux que connaissait, depuis le début du siècle, la région d'Hayange, grâce à l'extension continue des usines de Wendel. Dans la vallée de la Fentsch, creusée dans les côtes de Moselle, il y avait, à l'ouest de Thionville, une dizaine de communes dont la population totale passa en cinquante ans de 6.000 à 11.000 habitants. Hayange, siège des forges, avait à elle seule en 1866 environ 4.000 âmes, quatre fois plus qu'au début du siècle. D'autre part, les usines de Moyeuvre faisaient progresser tous les villages de la vallée inférieure de l'Orne, dont le nombre d'habitants s'éleva de 5.000 à plus de 8.000. Les deux forges de la famille de Wendel avaient donc au fait augmenté la population de 8.000 âmes. Il est intéressant de comparer ces résultats avec ceux qui sont aujourd'hui atteints : la région métallurgique de la Fentsch et de l'Orne, qui avait vers 1870 quelque 20.000 habitants, en compte dans les mêmes limites deux fois davantage.

Un autre groupement de population industrielle s'était jadis constitué au sud de Metz, dans la vallée de la Moselle, autour d'un ancien bourg du vignoble, Ars, où des forges s'installèrent en 1850. Nul n'avait progressé aussi rapidement, atteignant 6.000 âmes en 1851, 10.000 en 1866, au lieu des 4.000 qu'il comptait vers 1820. Le problème du logement des ouvriers était devenu presque insoluble à Ars-sur-Moselle, dont le nombre d'habitants avait monté de 1.300 à près de 6.000. Mais la guerre de 1870 amena le transfert des forges Dupont et Dreyfus à Pompey, près de Nancy, et la décadence de ce foyer temporaire d'industrie en fut la conséquence immédiate. Cette partie de la vallée de la Moselle ne compte plus aujourd'hui que 6.000 habitants.

Les régions de peuplement envisagées jusqu'ici étaient toutes situées sur la rive gauche de la Moselle. On peut y rattacher les faubourgs de Metz, Montigny et le Sablon, et quelques communes isolées dont l'industrie explique également la croissance. Telles étaient Epiez-Charency, avec leurs forges situées dans la vallée de la Chiers, à l'ouest de Longuyon — Pierrepont, que ses tissages, installés sur les bords de la Crusnes, firent passer de 400 à 900 habitants — et près de Briey, Moultiers, que le textile avait fait rapidement progresser et qu'une décadence industrielle ramena à son point de départ. Mais pour rencontrer un foyer de peuplement important, il faut franchir les plateaux monotones étendus entre la Moselle et la région gréseuse de Saint-Avold, négliger la croissance de Boulay, que quelques industries portèrent de 2.500 à 3.000 âmes, et ne s'arrêter qu'aux limites des pays de la Sarre.

C'est qu'au delà de la frontière française s'étendait une région dont les houillères expliquaient l'incessant développement. A quatre kilomètres

seulement de notre territoire, l'agglomération de Sarrebruck et de Saint-Jean passa en cinquante ans de 6.000 à 15.000 habitants, et l'ancienne capitale des comtes de Nassau, groupée autour d'une église rococo et d'un château du XVIII^e siècle, se transforma peu à peu. La proximité des mines entraîna la prospérité de la région française voisine. Forbach était également animé par le commerce de transit qui s'y fit de tout temps, par roulage ou par voie ferrée. Puis, à partir de 1850, la création à la frontière même des usines métallurgiques de Wendel, l'exploitation de la houille en territoire français à Petite-Rosselle et à Carling amenèrent une progression extraordinairement rapide, dont les étapes sont caractérisées par les chiffres suivants : 7.500 habitants en 1820, 10.500 en 1851, 16.000 en 1866, pour les dix communes de la zone frontière, industrielles par elles-mêmes ou par la proximité des usines. La seule ville de Forbach était passée de 2.000 à près de 5.000 habitants, tandis que sur son ancien territoire se créait de toutes pièces la colonie industrielle de Stiring-Wendel, dont toutes les maisons étaient nées d'une volonté unique. Un brillant avenir était réservé à cette région houillère de la Moselle, qui groupe aujourd'hui plus de 50.000 âmes.

Autour de Sarreguemines s'était constitué sous le Second Empire un autre foyer de vie industrielle, plus complexe que les autres par ses diverses activités. A l'extrême limite de la France, le chef-lieu et quatre communes voisines finirent par grouper 12.000 habitants, au lieu de 6.500 qu'elles comptaient cinquante ans auparavant. Sarreguemines, avec près de 7.000 âmes, avait doublé le chiffre de sa population, et enlevé à Thionville le titre de seconde ville de la Moselle. Que pouvait lui importer d'avoir perdu, en dépit des efforts de son sénateur, sa modeste garnison de 600 cavaliers ? On peut aussi rattacher à cette région industrielle le bourg de Puttelange, avec ses fabrications de peluche et ses 2.500 habitants. Une lente décadence allait le frapper, car les voies ferrées le laissèrent à l'écart.

La plus orientale des régions industrielles de la Moselle n'en était pas la moins curieuse : dans les vallées encaissées du plateau gréseux qui prolonge les Vosges au nord de Saverne, au milieu des immenses forêts de sapins du Pays de Bitche, la pauvreté agricole était compensée par les verreries, dont celles de Saint-Louis étaient les plus importantes, et par les forges de Mouterhouse et de Baerenthal. Malgré l'attrait que présentait pour leurs habitants l'émigration vers l'Amérique, l'industrie avait augmenté la population de tous ces centres et des villages voisins, d'où les ouvriers se rendaient chaque jour au travail. De 8.000 habitants en 1820, ces communes, toutes situées aux limites du Bas-Rhin, au sud de Bitche, passèrent à 11.000 en 1851, à 12.000 à la fin de l'Empire. Elles ont depuis lors rétrogradé quelque peu.

Cette revue des centres de peuplement industriel de la Moselle montre que la plupart d'entre eux ont progressé plus rapidement après 1850 qu'au cours de la période précédente : dans l'ensemble, leur population avait augmenté de 16.000 habitants entre 1820 et la moitié du siècle ; elle s'accrut de 18.000 âmes au cours des quinze années suivantes. Sauf ceux d'Ars-sur-Moselle et du Pays de Bitche, dont 1870 a marqué l'apogée, ils avaient devant eux le plus brillant avenir. Dès le Second Empire, les fondements du développement ultérieur du département étaient posés. L'extraordinaire progression qu'ont connue depuis lors ces régions, qu'elles aient passé à l'Allemagne pendant un demi-siècle ou qu'elles soient restées françaises, n'a fait qu'accélérer un mouvement de concentration déjà commencé, de même que le dépeuplement des villages demeurés purement agricoles n'a pas contrarié le passé. Il faut seulement observer que les différentes régions d'activité métallurgique du Second Empire ont fini par se souder pour n'en constituer plus qu'une, étendue de Metz à Longwy, de Thionville aux plateaux briotins, débordant en territoire luxembourgeois.

Il y avait donc, déjà avant 1870, une différenciation fort nette entre pays agricoles et industriels. Elle apparaît dès qu'on examine une carte de la densité de la population de la Moselle à cette époque (46) : il n'y avait plus de cent habitants au kilomètre carré que dans les régions d'activité économique moderne, autour de Longwy, entre Thionville, Hayange et Moyeuvre, dans la banlieue de Metz et les environs des forges d'Ars, à la frontière de la Sarre, près de Forbach, autour de Sarreguemines, et dans les vallées industrielles des Basses Vosges. Les cantons prolifiques de la Lorraine allemande, de Bouzonville à Volmunster, moins atteints que d'autres par l'émigration rurale, oscillaient autour de 75 habitants au kilomètre carré. La densité descendait enfin au dessous de 50 sur les plateaux du lias, entre Moselle et Nied, dans le Pays Haut, autour de Conflans et de Briey. Elle était encore inférieure dans les communes purement forestières situées à l'est de Bitche, autour des ruines de l'abbaye de Sturzelbronn. C'est à peine si les lignes générales de cette répartition des densités ont changé après 1870, sauf sur le plateau de Briey, où depuis 1890 de nouvelles cités minières alignent les maisons toujours plus nombreuses de leurs colonies, à côté des villages qui jadis se dépeuplaient.

(46) Il n'existe pas de carte d'ensemble de la densité de population au XIX^e siècle, mais nous en avons tracé trois pour notre usage (1820-1841 et 1866). Cf. CRUSIUS (E.) : *Die Veränderungen der Volksdichte in den lothringischen Kreisen Forbach und Saargemünd 1801 bis 1910*. (Annuaire de la Société d'histoire et d'archéologie, 26^e année, 1914).

VI. — Langues et religions

L'étude de la population de la Moselle n'est point seulement intéressante par l'examen de ses variations à travers le temps et l'espace. Elle comporte quelques indications sur les problèmes linguistiques dont un autre chapitre étudiera l'aspect scolaire (47). La moitié environ du département était de langue allemande; la presque totalité des habitants n'y parlait que divers dialectes germaniques, d'ailleurs assez variables entre les frontières du Luxembourg et celles de l'Alsace (48). L'allemand littéraire y était plus ou moins bien connu, selon le degré d'instruction de chacun, mais il n'était presque jamais utilisé dans la conversation. Les bourgeois des petites villes, les riches notables des campagnes savaient le français, seule langue employée dans les collèges, seule langue écrite des actes officiels. Ils le maniaient parfois lourdement, avec un accent tudesque plus ou moins prononcé. Certains d'entre eux, dans les familles les plus cultivées, l'employaient même dans leur maison, avec les leurs, et réservaient le dialecte pour leurs rapports avec les domestiques ou les paysans. Nul ne songeait à contester la prééminence sociale de la langue nationale. Le fait que ces régions dépendaient depuis des siècles de Nancy ou de Metz, exclusivement français, avait rendu ces habitudes traditionnelles, et l'union des divers pays historiques sous la domination du roi Louis XV, puis la Révolution et sa politique nationale, avaient complété l'œuvre préparée par les siècles précédents. La « francisation » volontaire de la bourgeoisie avait déjà établi, au début de la période qu'étudie cet ouvrage, une barrière entre ces pays et l'Allemagne voisine. Tout un monde de sentiments séparait Forbach ou Sarreguemines de la ville si proche de Sarrebruck. Thionville enfin s'était tellement transformée, en partie d'ailleurs par l'arrivée dans cette cité militaire de familles venues des provinces de l'intérieur, qu'elle pouvait presque passer pour une ville de langue française, quoique le patois local y fût toujours connu (49).

Mais dans les campagnes comme dans le gros de la population des petites villes, rien n'avait changé dans la situation traditionnelle. L'ignorance de la langue nationale était totale, en dépit des tentatives scolaires esquissées sous la Révolution et le Premier Empire. Quelques notaires, quelques propriétaires et le curé restaient seuls à connaître le français.

(47) Il suffit de citer ici LÉVY (P.) : *Histoire linguistique d'Alsace et de Lorraine*. Le même auteur a donné dans l'annuaire de la Société d'histoire et d'archéologie de 1923 un *Essai bibliographique critique sur les dialectes germaniques en Lorraine*.

(48) FOLLMANN (M.-F.) : *Wörterbuch der deutsch-lothringischen Mundarten*.

(49) TEISSIER : *Histoire de Thionville*.

La limite des langues n'avait pas varié depuis des siècles, et elle séparait avec une netteté absolue les deux régions linguistiques du département, sans qu'on puisse expliquer son tracé par des raisons géographiques certaines (50). Elle quittait la frontière luxembourgeoise à l'est de Longwy, passait au sud de Thionville, à l'ouest de Boulay et de Faulquemont, près de Morhange, et, dans le département de la Meurthe, se dirigeait vers le Donon. Elle laissait au nord le pays de Thionville et de Sierck, à l'est la Lorraine allemande proprement dite. En ces régions vivait environ la moitié de la population du département, 180.000 habitants vers 1820, 220.000 à la fin du Second Empire. Ce dernier chiffre est peut-être trop élevé, car les progrès scolaires réalisés au XIX^e avaient fait des environs de Thionville une région bilingue, où la plupart des habitants, tout en parlant le dialecte entre eux, savaient réellement le français (51). Le dernier préfet de Napoléon III avait sans doute raison d'indiquer une population de langue allemande d'environ 200.000 habitants, dont un huitième connaissait, plus ou moins bien, la langue nationale (52).

L'autre moitié de la population de la Moselle était entièrement française, à l'exception des communautés juives où l'emploi du yddisch demeurerait habituel; mais différents patois d'origine romane se conservaient dans les campagnes et même à Metz, dans le petit peuple (53). Ces patois français étaient déjà en voie de régression devant la langue littéraire, seule écrite à l'exception de quelques curiosités, dont le poème de *Chan Heurlin* est la plus remarquable (54). Ils se sont pourtant conservés jusqu'à nous, mais leur usage, même dans les villages, est devenu rare, tandis que les dialectes germaniques se sont intégralement maintenus. Il est presque inutile de rappeler que Metz était de toute ancienneté une ville de langue française au même degré que Nancy (55). L'accent un peu traînant, un peu chantant, n'y avait rien de germanique. N'y parlaient allemand que quelques centaines de servantes et de domestiques embauchés en Lorraine allemande, et que les étrangers qui y étaient venus de Luxembourg ou de Prusse (56). Il s'y ajouta, sous le Second Empire, des ouvriers als-

(50) Pour la limite des langues, outre Lévy, voir KIEPERT (H.) : *Die Sprachgrenze in Elsass-Lothringen*. Carte éditée à Berlin, 1874. THIS (C.) : *Die deutsch-französische Sprachgrenze von Elsass-Lothringen*. BRUNOT (F.) : *Histoire de la langue française des origines à 1900*. Tome IX, 1^{re} partie.

(51) Cf. chapitre XIX, paragraphe 7.

(52) A. D. Moselle : T. *Académie Instr. Prim. Statistiques 1833-1868*, rapport de l'inspecteur d'académie, juillet 1864, et T. I 44, lettre du préfet, 30 juin 1865. La situation était toute différente dans la Meurthe.

(53) ZÉLIQZON (L.) : *Dictionnaire des patois romans de la Moselle*.

(54) BRONDEX et MORY : *Chan Heurlin*.

(55) LÉVY (P.), *op. cit.*

(56) FOLZ, dans *Lothringen und seine Hauptstadt*, p. 372.

ciens embauchés aux ateliers de Montigny. C'est alors que, pour la première fois, une prédication en allemand fut organisée à la cathédrale et au temple pour atteindre plus directement les quelque 4.000 fidèles dont le français n'était pas la langue maternelle (57). Ce faible noyau était naturellement destiné à se fondre dans la masse de la population, d'autant plus vite qu'en dehors de l'hebdomadaire *Petit-Glaneur*, bilingue, nul journal ne s'imprimait dans tout le département en une autre langue que le français, et nul livre à l'exception de quelques almanachs à l'usage des paysans. Enfin quelques groupes d'ouvriers de langue germanique avaient été attirés autour des forges d'Hayange, de Moyeuvre et d'Ars (58).

Les cinquante années d'annexion à l'Allemagne n'ont pas transformé les campagnes : les villages ont conservé la langue qu'ils parlaient jadis. Mais l'immigration, attirée surtout par le développement industriel, a largement modifié la situation linguistique dans le pays du fer, entre Metz, Moyeuvre, Hayange et sur le plateau d'Aumetz (59). Des communes jadis purement françaises sont devenues mixtes en perdant leur caractère rural. D'autre part, l'agglomération messine a vu partir la moitié au moins de ses anciennes familles, par une émigration continue vers la France. Les immigrés y ont été si nombreux qu'en 1914, la langue allemande l'emportait largement sur la française dans le chef-lieu de la Moselle. Depuis 1918 une évolution inverse a rendu la suprématie à la langue traditionnelle de la cité, mais non toutefois la prépondérance presque exclusive qu'elle possédait avant 1870. En pays de langue allemande, tous les progrès du français ont été arrêtés ; l'école, entièrement germanisée, a introduit l'usage de l'allemand littéraire à côté des dialectes. Un certain nombre de familles bourgeoises ont continué à connaître le français, mais son usage devint de plus en plus rare. Une presse de langue allemande s'est développée, et a acquis une influence considérable. La prééminence sociale du français a largement diminué depuis qu'il n'est plus la seule langue de culture, la seule langue littéraire. La vie de la Lorraine allemande en a été bouleversée, et toute assimilation entre le passé et le pré-

(57) Le culte protestant en allemand apparaît en 1855. Cf. DIETSCH (F.) : *Die evangelische Kirche von Metz*. Des sermons en allemand furent prononcés à la cathédrale en 1858, cf. *Indépendant*, 8 septembre 1858. L'éloge de Mgr Besson fut prononcé en allemand à la cathédrale, en 1842, *ibidem*, 24 août 1842.

(58) Une chapelle protestante avait été ouverte à Ars dès 1854, pour les ouvriers de langue allemande.

(59) Les résultats linguistiques du recensement de 1926 indiquent qu'il n'y a, dans la partie de l'ancienne Moselle qui a été annexée, que 160.000 habitants dont le français soit la seule langue maternelle. Sur 70.000 habitants, Metz en compte 20.000 parlant l'allemand ou le dialecte.

sent y est devenue impossible. Il est presque inutile d'ajouter que la région de Briey et de Longwy, restée française après 1870, n'a connu, malgré sa transformation industrielle, aucune de ces évolutions linguistiques : elle est demeurée purement française, comme le sont restées les campagnes du Pays Messin, en dépit de l'annexion à l'Empire bismarckien.

La géographie religieuse de la Moselle était plus simple que sa géographie linguistique. La presque unanimité de sa population était catholique, et les autres confessions ne comptaient, en 1866, que 3 % du nombre total d'habitants. Le dernier recensement français indiquait 5.000 protestants et 7.000 israélites pour l'ensemble du département.

Les luthériens étaient plus nombreux que les calvinistes, et pourtant Metz avait jadis vu le tiers de sa population adopter la foi qu'y avait prêchée Guillaume Farel en personne (60). Mais la révocation de l'Edit de Nantes avait porté un coup mortel au protestantisme messin, décimé par l'émigration vers Berlin ou par les conversions. Il resta néanmoins un très faible noyau de calvinistes demeurés fidèles à leur foi, et les registres qui furent ouverts dès l'application de l'Edit de Tolérance, nous montrent la réapparition sous Louis XVI de ce groupe longtemps dissimulé (61). Il comprenait surtout des artisans messins, mais aussi des villageois épars dans quelques paroisses situées à l'est de la ville. Le petit bourg de Courcelles-Chaussy est demeuré jusqu'à notre époque le centre le plus important de ce protestantisme rural, tout à fait exceptionnel dans les régions de langue française de l'Est de la France. Le nombre total de ces protestants messins, répartis à peu près également entre la ville et la campagne, n'atteignait pas 1.000 individus. Il s'y ajoutait, à la fin du Second Empire, quelques centaines de luthériens originaires d'Alsace fixés à Metz et dans sa banlieue.

Les arrondissements de Briey et de Thionville ne comptaient pas 200 réformés, et tous étaient étrangers au pays. Au contraire, à l'extrémité orientale du département, aux limites de l'Alsace, il avait existé de tout temps quelques villages luthériens, et naturellement de langue allemande. Le principal était Baerenthal, qui seul possédait un oratoire et un pasteur. Puis l'immigration d'un certain nombre de familles alsaciennes dans la région de Sarreguemines ou dans les localités industrielles vint renforcer les éléments indigènes. A la fin du Second Empire, l'arrondissement de Sarreguemines comprenait près de 4.000 réformés. La plupart étaient luthériens ; un temple de la Confession d'Augsbourg avait été créé au

(60) Cf DIETSCH, *op. cit.*, et THIRION (M.) : *Etude sur le protestantisme à Metz*. Voir chapitre XXII, paragraphe 5.

(61) A. D. Moselle, E. II.109-II.114.

chef-lieu dès la Monarchie de Juillet (62). Un certain nombre de familles de fermiers du Pays de Bitche étaient anabaptistes, et comme toujours réputées pour leur moralité et leur application au travail.

Mais ces divers groupes protestants, même renforcés parfois par le prestige d'un haut fonctionnaire de passage, ou par l'influence du chef de la faïencerie de Sarreguemines, le riche député, puis sénateur, de Geiger, ne jouaient dans le département qu'un rôle bien effacé. Il n'en était pas de même des israélites. Après les départements alsaciens, la Moselle était un de ceux qui en comptait le plus grand nombre, car ils avaient été constamment tolérés dans le Pays Messin et dans les petites principautés qui relevaient du Saint Empire (63). La domination française n'avait rien changé à leur condition, et la Révolution avait trouvé intactes leurs communautés traditionnelles. Après quelques hésitations, elles les avait émancipés et en avait fait, du moins en théorie, des citoyens français. Napoléon avait achevé de les assimiler légalement à leurs nouveaux compatriotes, et leur avait donné un statut religieux en même temps qu'à tous leurs frères de l'Empire (64). Mais il avait maintenu contre eux des dispositions qui restreignaient leur liberté commerciale, afin de limiter les méfaits de l'usure qu'ils exerçaient trop souvent à l'égard des campagnards. Plus éclairés que les Juifs d'Alsace, ceux de Metz avaient vainement tenté d'être exceptés de ces mesures de suspicion plus ou moins légitime. Enfin le gouvernement de la Restauration n'avait pas renouvelé les décrets napoléoniens de 1808, et dès lors tous les israélites de l'Est de la France se trouvèrent entièrement assimilés en droit aux autres Français.

Mais leurs anciens modes de vie évoluèrent moins rapidement que leur condition légale. Les états dressés en 1841 par les soins du Consistoire de Metz nous les montrent encore rigoureusement groupés en communautés comme ils l'étaient avant la Révolution (65). Ils étaient alors en Moselle un peu plus de 8.000, dont près des trois quarts vivaient dans les campagnes ou les petites villes. Dans les villages où s'étaient groupés les israélites, on voit encore aujourd'hui leurs anciennes synagogues, souvent minuscules, avec l'étroite tribune réservée aux femmes, leurs anciens cimetières et les tombes ornées d'inscriptions hébraïques. Une partie de ces communautés de villages étaient en pays de langue allemande, et res-

(62) *Indépendant*, 13 janvier 1845.

(63) CLÉMENT (R.) : *La condition des Juifs de Metz sous l'Ancien Régime*.

(64) ANCHEL (R.) : *Napoléon et les Juifs*.

(65) A. D. Moselle 199 M 1-2-3 (Déclaration des Israélites en 1808). 189 M 1 (recensement israélite de 1841). On remarque dès cette époque un grand nombre de prénoms chrétiens.

semblaient à celles, tellement plus nombreuses, d'Alsace : telles étaient celles d'Hellimer, de Grosbliedestroff, de Frauenberg, dans l'arrondissement de Sarreguemines — celles de Pontpierre, de Créhange, de Niedervisse, près de Faulquemont ou de Boulay — celles de la région de Metzervisse et celle d'Uckange, dans l'arrondissement de Thionville. Certaines atteignaient jusqu'à 300 habitants, comme à Hellimer où vivaient d'autre part plus d'un millier de chrétiens. Les petites villes de la Lorraine allemande, Bouzonville, Boulay, Forbach, Sarreguemines, Saint-Avold, comptaient chacune près de 300 israélites, venus en général depuis la Révolution qui leur avait permis de quitter leurs communautés de villages et de s'établir même dans l'ancienne Lorraine ducal. Thionville, dont les cahiers de 1789 demandaient que fût révoquée l'autorisation accordée à la famille de Mayer Lévy, comptait en 1840 plus de 200 israélites (66).

D'autre part, de nombreuses communautés juives avaient toujours existé dans les villages du Pays Messin, en région de langue française. Il y en avait notamment à Louvigny, à Vantoux, à Bionville, Tragny, Courcelles-Chaussy et Ennery, groupant un millier d'âmes. La condition de la plupart des Juifs des campagnes était assez misérable ; méprisés de tout temps, accusés (il suffit de lire les cahiers des paroisses de 1789) de se livrer à l'usure, marchands de chevaux ou de bestiaux, bouchers ambulants, petits négociants ou brocanteurs, ils vivaient fort médiocrement et leur situation morale et intellectuelle n'avait rien de brillant vers la moitié du XIX^e siècle. L'émigration allait lentement disperser les anciennes communautés que nul lien légal n'unissait plus, surtout depuis que l'Etat se chargeait du traitement des rabbins. Paris commençait à attirer les Juifs de Lorraine comme ceux d'Alsace, au moment où d'un petit village du département voisin partait pour la capitale le fondateur de la prospérité de la famille Deutsch de la Meurthe ! Entre 1841 et 1866, le nombre des israélites de la Moselle diminua de 800 individus environ.

Cette baisse porta presque entièrement sur l'arrondissement de Metz, et la puissante communauté urbaine du chef-lieu n'en fut pas exempte. Avec ses 2.000 membres, presque tous groupés dans le quartier de l'Arсенal, l'ancien ghetto, elle était l'un des principaux foyers israélites de France. L'Ecole rabbinique avait même été fixée à Metz jusqu'en 1859 (67). La vie du XIX^e siècle transforma plus rapidement la condition

(66) DORVAUX (N.) et LESPRAND (P.) : *Cahiers de doléances des communautés du bailliage de Thionville* en 1789, (Annuaire de la Société d'histoire et d'archéologie, tome XXXI, 1922, p. 555.)

(67) L'école rabbinique de France, établie à Metz en 1829, fut transférée à Paris en 1859. Cf. *Indépendant*, 5 mars 1859 et BAUER (J.) : *L'école rabbinique de France*.

des israélites messins que celle de leurs coreligionnaires des campagnes ; dès la Restauration, certains d'entre eux fondèrent une Société pour l'encouragement des professions utiles parmi cette population dont la brocante et le colportage étaient restés, avec l'usure et le maquignonnage, l'occupation principale. La condition générale des Juifs de Metz, jadis très misérable au double point de vue matériel et intellectuel, commença à se relever. Une élite israélite se forma, qui aspira à jouer un rôle dans la cité, à élever ses coreligionnaires, à déraciner les préjugés du ghetto qui subsistaient malgré l'émancipation légale. Sous la Monarchie de Juillet, des querelles éclatèrent même entre les traditionalistes et les novateurs qui voulaient détacher la religion d'Israël de son ritualisme, élargir sa spiritualité (68). Sous le Second Empire, les courants de rénovation semblaient l'avoir définitivement emporté chez la plupart des israélites de Metz (69). Un grand nombre s'étaient élevés à l'aisance, voire à la fortune, par des professions honorables. Les maîtres de forges d'Ars-sur-Moselle, Dupont et Dreyfus, étaient israélites, comme le libraire Alcan dont le fils fonda à Paris la grande maison d'édition, comme le directeur de la Compagnie des Chemins de fer du Nord, Halphen, comme la famille Terquem, qui donna au lycée de Metz le premier de ses professeurs de cette confession. Quand l'ancienne Société royale des Lettres et des Sciences, qui avait mis au concours dès avant la Révolution un mémoire sur l'amélioration du sort des Juifs, fut rétablie en 1819, elle compta parmi ses nouveaux fondateurs l'israélite Gerson-Lévy (70). On peut affirmer qu'en 1870 les Juifs de Metz étaient devenus intégralement Français, par leur vie et leur civilisation et non seulement par la loi. L'heure était proche où le banquier Goudchaux allait mettre en avant le nom de Mgr. Dupont des Loges lors des élections protestataires de 1874 !

Un dernier renseignement est nécessaire pour faire connaître la situation morale de la Moselle pendant la première partie du XIX^e siècle ; comme tous les départements de l'Est, celui qu'étudie cet ouvrage passait pour relativement instruit. Il semble que vers 1830 le tiers des habitants y savait lire et écrire. Les progrès considérables réalisés après cette

(68) *Courrier*, 20 janvier, 7, 12, 28 juillet, 9 octobre 1838. La polémique fut alors menée du côté des Juifs émancipés par Olry Terquem, docteur ès sciences, bibliothécaire du Dépôt d'artillerie, à Paris.

(69) Wogué : *Rite et règlement pour le culte israélite français de Metz*. En 1868, à propos du darwinisme, le grand-rabbin de Metz adressa à ses coreligionnaires une circulaire montrant que la Bible n'avait pas voulu asservir l'homme au joug de l'incroyable. En 1869, le grand-rabbin de France, Isidor, parla à Metz de l'alliance de la Religion et de la Raison.

(70) Cf. les biographies de ces personnages dans NÉRÉE-QUÉPAT : *Dictionnaire biographique de la Moselle*.

date portèrent cette proportion, théoriquement du moins, à 93 % des adultes à la fin du Second Empire, alors que la moyenne générale de la France n'était encore que 66 % et que celle de la Haute-Vienne, qui venait au dernier rang, ne dépassait pas 25 % ! (71). La Moselle se classait parmi les départements les plus instruits ; mais que valait cette instruction ? Ne se réduisait-elle pas trop souvent à la seule capacité de signer de sa main un acte officiel ? Elle laissait en tous cas subsister dans une grande partie du département l'ignorance de la langue nationale. Quant au bénéfice de l'instruction secondaire, plus ou moins poussée, il fut toujours réservé à une faible minorité : l'effectif total des établissements de cet ordre, y compris le petit séminaire, ne dépassa guère 1.500 élèves à la fin du Second Empire, alors que plus de 60.000 enfants fréquentaient les écoles primaires (72). Cet effectif avait pourtant augmenté plus rapidement que la population, ayant plus que doublé entre 1820 et 1870 tandis que le nombre des habitants du département ne s'était guère accru que de 20 %. L'élite instruite n'en demeurait pas moins bien réduite, en face des masses rurales et ouvrières.

VII. — Les premiers recensements professionnels

Pour comprendre la situation sociale de la Moselle, il importe d'abord de noter que la très forte majorité de sa population vivait avant 1870 dans les campagnes, les quatre cinquièmes vers 1820, les trois quarts à la fin du Second Empire. Le reste habitait des villes plus ou moins dignes de ce nom, ou des bourgs qui devinrent parfois des centres industriels. Réserveant pour un chapitre ultérieur l'étude des variations de la structure sociale du département, il suffit d'indiquer ici quels renseignements nous donnent les recensements postérieurs à 1851, les seuls qui aient tenté un classement professionnel des habitants (73).

C'est naturellement l'agriculture qui faisait vivre le plus grand nombre de personnes, plus du tiers, environ 170.000 en 1866. Ce nombre ne semble pas avoir diminué sous l'Empire. Les quelque 35.000 journaliers agricoles et leurs familles groupaient à eux seuls plus de 85.000 individus, dont la condition restait précaire et souvent misérable. L'élément essentiel et seul indépendant de la vie rurale était formé par 2.000 fermiers, et près de 20.000 petits ou moyens propriétaires exploitant par eux-mêmes. C'est dans les deux arrondissements de langue allemande que

(71) *Statistique de l'Instruction primaire pour 1863.*

(72) *Statistique de l'enseignement secondaire en 1865.*

(73) A. D. Moselle, 189 M 1-3.

le nombre des paysans propriétaires de leurs terres était de beaucoup le plus élevé; ils donnaient à leurs villages le caractère d'une sorte de démocratie rurale, assez différente de ce que connaissaient les régions de Metz et de Briey où la grande propriété et le fermage étaient plus répandus, sans pourtant y posséder la suprématie, du moins quant aux chiffres de population.

L'industrie faisait vivre, dès la fin du règne de Napoléon III, presque autant de personnes que l'agriculture, près de 165.000. La progression était très nette, surtout depuis 1850. Mais la grande industrie, en sa forme nouvelle, n'était pas encore l'essentiel en ce domaine. Dans plusieurs métiers on comptait en effet presque autant de patrons que d'ouvriers: c'était le cas pour les professions du bâtiment, serrurerie, menuiserie, peinture, qui faisaient vivre 35.000 personnes, et où 5.000 patrons employaient 6.000 ouvriers — pour les professions de l'habillement, couture et cordonnerie — pour les charrons et les maréchaux — pour les industries du bois, telles les scieries du Pays de Bitche — et même pour les industries alimentaires, à l'exception de quelques moulins et brasseries. Au domaine de la petite industrie appartenait encore le tissage à domicile, pratiqué en Lorraine allemande par 2.000 humbles artisans qui travaillaient le lin et le chanvre. Le textile de la laine, les tanneries ne constituaient guère, du moins en général, qu'une industrie moyenne. Pourtant une grande industrie vraiment concentrée se formait en Moselle depuis le XIX^e siècle, et sa progression était en train de transformer l'ancienne structure des classes ouvrières, jadis si rapprochées du petit patron. Le recensement de 1866 ne dénombrait pourtant pas encore 20.000 ouvriers de grande industrie en Moselle, employés par moins de 400 patrons: c'était bien peu en face des 20.000 artisans travaillant pour leur propre compte, des petits patrons et de leurs 15.000 ouvriers. Mais l'effectif de ces dernières catégories n'augmentait guère, tandis que celui des salariés avait au moins quadruplé depuis cinquante ans. C'est par cet aspect que l'étude sociale de la Moselle sous le Second Empire s'apparente à celle que présente aujourd'hui cette région où prédominent les formes les plus évoluées de la grande industrie. La ville de Metz avait d'ailleurs presque entièrement échappé à cette transformation, demeurant le domaine des artisans, des petits patrons et des ouvriers travaillant aux côtés du maître.

Comparés à l'industrie et à l'agriculture dont vivaient 340.000 personnes, qui en employaient activement trois fois moins, les autres métiers paraissaient bien secondaires. Moins de 40.000 habitants vivaient du commerce; celui de l'alimentation constituait la ressource de la moitié d'entre eux. Les quelques milliers de personnes occupées activement dans ce domaine étaient surtout des boutiquiers, car la transformation de l'ancienne vie économique y était fort peu avancée. Quant aux chiffres qui concernaient.

les professions libérales, ils apparaissent infimes : le département comptait en 1866 environ 400 hommes de loi ou médecins, 1.200 professeurs et instituteurs, 1.500 fonctionnaires d'ordres divers, qui avec leurs familles et leurs domestiques ne groupaient pas 8.000 personnes. Il s'y ajoutait 2.000 membres du clergé, dont le tiers de religieuses. Pour finir il reste à parler d'un élément peu nombreux, mais considérable par son influence sociale : le recensement de 1866 indiquait 4.000 propriétaires et 5.000 rentiers sans professions auxquels s'ajoutaient 1.500 pensionnés. Avec quelques centaines de patrons de grande ou de moyenne industrie, avec quelques autres centaines de commerçants fortunés, c'était ces divers éléments des professions libérales, du clergé, des propriétaires et rentiers, qui composaient seules les classes dirigeantes. Le total n'atteignait que 15.000 personnes, mais autour d'elles gravitaient leurs familles et leur domesticité. C'est un bien faible chiffre en face des humbles travailleurs de la terre, de l'atelier ou de l'usine, et encore s'en faut-il de beaucoup qu'il soit synonyme d'aisance ou de richesse. Il y avait parmi ces 15.000 personnes une forte majorité de gens modestes, d'humbles fonctionnaires, d'huissiers de villages, de petits retraités. Il suffit ici de rappeler que le nombre des électeurs censitaires n'avait jamais dépassé en Moselle 2.400. Mais ces 15.000 personnes, malgré l'inégalité de leurs conditions, détenaient toutes une parcelle de l'autorité sociale ; elles vivaient bourgeoisement, et ce terme avait assez de valeur pour que l'on puisse leur étendre, jusqu'à les y comprendre toutes, cette expression de classes dirigeantes, que les contemporains du Second Empire n'accordaient d'ailleurs qu'à des milieux de riches propriétaires ou de hauts fonctionnaires infiniment plus restreints.

C'est à Metz et dans quelques petites villes de la Moselle que ces milieux influents étaient presque seuls représentés : ce fait explique la suprématie dont jouissait le chef-lieu dans le département. Il possédait seul une classe intellectuelle, seul une véritable personnalité, et son étude doit être placée au premier rang de l'histoire départementale. Il faut d'ailleurs remarquer que l'émigration qui a suivi l'annexion à l'Allemagne et les transformations sociales qu'ont vues les soixante années écoulées depuis 1870, ont largement battu en brèche l'ancienne prééminence messine. La Moselle actuelle, avec ses masses rurales et ouvrières, est infiniment plus émancipée de la tutelle de son chef-lieu qu'elle ne l'était naguère.

CHAPITRE II

METZ

Il ne semble pas légitime d'opposer Paris à la Province dans notre histoire du XIX^e siècle. Seule l'ignorance relative de la vie et de la personnalité des principales villes de France a fait le succès de cette formule simpliste. Alors que les événements parisiens, émeutes, fêtes, grands travaux d'Haussmann, sont connus de tous, l'histoire de nos cités depuis la Révolution semble être généralement restée dans l'ombre. Il s'en faut pourtant que la centralisation administrative ait réellement effacé les traits distincts de chacune d'elles. Autant que la capitale, les plus importantes ont participé à toutes les émotions de la vie nationale, et en ont ressenti le contre-coup avec des contrastes qu'expliquent leur caractère propre. L'histoire totale de la France du XIX^e siècle devra connaître toutes ces particularités, et peut-être retrouvera-t-elle la conclusion qui se dégage de l'étude de soixante années de la vie messine : il n'y eut point à Metz de rivalité entre la vie locale et celle de l'ensemble du pays, ni d'effacement de la petite ville devant la capitale et la centralisation. L'impression générale est celle d'un parallélisme heureux qu'une formule peut résumer : Metz ne connut ni l'autonomisme, ni l'oppression, car elle était française sans même avoir besoin d'y penser.

Au cours de la première partie du XIX^e siècle, le chef-lieu de la Moselle fut, parmi nos grandes villes, l'une des plus animées, l'une des plus fières de sa personnalité. L'histoire lui avait légué un passé glorieux qui lui permettait de tenir, tout autant que Strasbourg ou que Nancy, le rang de capitale, bien qu'il fût seulement le centre d'un département et non d'une plus vaste région.

Celui qui veut retrouver ce qu'était l'ancienne ville de Metz (1), doit d'abord se dégager des images qu'en a tracées la mélancolie barrésienne. L'auteur de Colette Baudouche y a séjourné au lendemain du démantèlement, quelques années après 1900. L'ancienne cité se mourait, les terrassements défiguraient ses abords, d'immenses chantiers donnaient à ce qui

(1) La meilleure description monumentale de Metz est celle de GROSDIDIER DE MATONS (M.), *Metz* (Les villes d'art célèbres.)

avait été stable et net, l'aspect de la ruine ou de l'inachevé. Par l'Allemagne et pour elle s'édifiait une ville nouvelle, totalement étrangère à un passé dont les forces spirituelles semblaient définitivement condamnées à l'oubli. Mais un quart de siècle s'est écoulé depuis lors, et par l'achèvement de ses nouveaux quartiers, Metz redevenue française a reconquis une nouvelle stabilité, une nouvelle animation qui la dégage d'une mélancolie passagère contraire à toutes ses traditions.

La vieille ville, où nulle percée nouvelle n'est venue faciliter la circulation, s'est fort peu modifiée depuis un siècle. On y retrouve toujours les mêmes rues étroites, les maisons serrées, avec leurs façades que ne couronne souvent aucune corniche, leur crépi écaillé et moisi par l'humidité. Un macaron Louis XV au dessus de la porte en est souvent le seul ornement. Les hôtels, qui sont l'honneur de tant de nos villes provinciales, sont rares à Metz, qui a conservé depuis le XVIII^e siècle ses mêmes monuments sévères et nobles. La froideur d'un style presque militaire a dominé sans conteste le goût messin (2) jusque vers 1850. Dans l'ensemble la ville est demeurée telle qu'elle était à la fin de l'Ancien Régime, alors qu'elle avait déjà entièrement dépouillé son aspect médiéval. Car il ne subsiste, en dehors de la cathédrale, dont la nef prodigieusement élevée domine la cité, et de quelques églises, que de bien rares témoignages de la splendeur que connut au XIV^e siècle « Metz la Riche ». Depuis Louis XV, le chef-lieu de la Moselle est avant tout une ville classique, fort étrangère au pittoresque de Strasbourg ou de Rouen. Mais elle est aussi une ville militaire, dont la vie est inséparable de celle de sa garnison. Elle appartient à un type de cité fortifiée qui se retrouverait presque identique dans toutes nos places frontières, et qui est aujourd'hui relégué dans le domaine du passé.

I. — Les bâtiments militaires de Metz

La définition qu'en donnait en 1849 le préfet Darcy caractérise parfaitement ce qu'était Metz avant 1870 (3) : colonie militaire aux marches d'Allemagne, habituée à montrer la France à l'Alsace et à la Lorraine, elle avait du patriotisme et du tempérament. Toutes les familles de sa bourgeoisie avaient des représentants dans l'armée, ce qui était alors exceptionnel. « A Metz, on se sentait même sang et même cœur ; la ville vivait de l'armée et par l'armée ». Les Messins s'enorgueillissaient de la force guerrière de leur ville, de sa légendaire inviolabilité que symbo-

(2) MIGETTE (A.) : *Mémoires inédits*, I., p. 337.

(3) DARCY (H.) : *Hugues-Iéna Darcy*, p. 143

lisait, au-dessus de l'écu mi-parti de sable et d'argent de ses armoiries, la figure de la Pucelle (4). Les moyens dont un assiégeant aurait pu disposer jusqu'en 1850, laissaient la place presque imprenable: en 1814 comme en 1815 les Alliés s'étaient contentés de la bloquer, sans tirer un coup de canon. Depuis le ^{xvi}^e siècle de nouvelles défenses s'étaient successivement ajoutées à l'enceinte médiévale: Henri II avait fait édifier une citadelle bastionnée, Vauban avait transformé les fronts sud de la ville, et, sous Louis XV, Cormontaigne avait jeté en avant de la cité les doubles couronnes de Bellecroix et de Fort-Moselle (5). La Révolution avait rasé le front intérieur de la citadelle qui, tourné vers la ville, semblait la menacer (6); puis l'éloignement des frontières avait diminué l'importance de la place. Aussi fallut-il, en 1814 et en 1815, réparer en hâte le corps de l'enceinte et construire quelques ouvrages provisoires (7). Sous la Restauration et la Monarchie de Juillet, près de deux millions de francs furent absorbés par les nouveaux travaux de fortification, par l'achèvement de plusieurs lunettes en avant de la place, par la reconstruction de plusieurs des portes (8). Il ne subsistait plus alors des murailles médiévales que les parties protégées par le cours de la Seille, près de la porte des Allemands, qui fut restaurée sous le Second Empire dans un style digne de Viollet-le-Duc, et près de la porte Sainte-Barbe, dont l'arcade brisée, interdite depuis 1631 à la circulation, était toujours surmontée de l'inscription que conserve aujourd'hui le Musée, comme une relique de la République Messine: « Nous avons paix dedans, nous avons paix dehors » (10).

Il n'était pas rare que des manœuvres de siège fussent organisées sur les glacis, par exemple à l'occasion de la visite du duc d'Angoulême ou

(4) La Pucelle tenant une palme figura sur les armes de la ville jusqu'en 1870. Cf. A. METZ, SÉRIE S 4-6 et les monuments construits sous le Second Empire (fontaine des Pucelles, fronton et décoration intérieure du Théâtre, etc.). Voir aussi A. Metz, 3 D 9. Les lettres patentes du 12 octobre 1816 qui restituent à Metz ses armes traditionnelles ne mentionnent pas la Pucelle. GERMAIN DE MAIDY (L.): *Les armoiries de Metz* (Austrasie, 1921).

(5) Le commandant Klipffel a réuni à ce sujet une nombreuse documentation qu'il a eu l'obligeance de nous communiquer.

(6) HIRTZ (J.): *Notre esplanade*. KLIPFFEL (L.): *L'esplanade et la Place Royale*. BARBÉ (Jean-Julien): *L'esplanade de Metz* (Revue lorraine illustrée, 1912).

(7) KNEFFLER (L.): *Le blocus de Metz en 1814*. (Marches de l'Est, tome I, 1909-10.)

(8) BERGÈRE: Discours à la Séance publique du 7 mai 1845. (Mémoires de l'Académie de Metz, 1844-45.)

(10) En 1860 circulèrent des pétitions pour la réouverture de la porte Sainte-Barbe, cf. *Indépendant*, 24 mars 1860.

de Louis-Philippe. La plus grandiose fut celle de 1844 (11): un corps d'investissement, protégé par deux brigades d'infanterie et par de la cavalerie, attaqua alors la place, que défendaient deux régiments de ligne et la garde nationale. Les ducs de Nemours et de Montpensier dirigeaient les opérations, et le 28 août commença la lutte au front Chambière. Après avoir emporté une redoute, progressant en sape chaque nuit, l'assaillant parvint jusqu'à la brèche, mais ne put naturellement s'y maintenir, car le duc de Nemours ne voulait pas que, même dans les jeux de la guerre, l'inviolable cité pût être prise. Les adversaires réconciliés, 30.000 hommes, défilèrent sur le plateau de Borny devant les Princes français et les ducs Bernard et Edouard de Saxe-Weimar. La garde nationale messine en conçut une grande fierté, et fut confirmée en même temps que toute la population dans sa conviction de l'inviolabilité de la ville et de la supériorité des armes françaises (12).

Mais vers la fin du Second Empire cette confiance fut ébranlée par les progrès de l'artillerie rayée et de la puissance prussienne. Dès 1864 il fut question de la construction de quatre forts avancés, et le général Frossard visita l'année suivante l'emplacement de l'ouvrage que le Génie proposait d'établir au sommet du Mont Saint-Quentin, dont les 357 mètres dominant la vallée de la Moselle d'un profil hardi (13). En 1867, après Sadowa, les travaux furent adjugés pour les forts Queuleu et Saint-Julien à l'est, Plappeville et Saint-Quentin à l'ouest; leur édification fut dès lors poursuivie jusqu'à la guerre qui ne les trouva pas complètement achevés (14). Un cinquième fort, situé au sud de la place, près de la ferme Saint-Privat, avait été commencé seulement en 1869 (15). Comme l'opinion messine était alors moins belliqueuse et moins excitée que jadis, la transformation de la place en un camp retranché d'un périmètre de cinq lieues causa aux Messins plus d'inquiétude que de fierté. On se plaignit en ville de voir disparaître quelques unes des promenades traditionnelles des citadins endimanchés, de ne plus pouvoir, lorsqu'à chaque lundi de Pâques la foule se rendait à la fête de Ban-Saint-Martin, escalader le Saint-Quentin, admirer l'immense panorama que l'on y domine aux pieds du calvaire qu'y avait fait construire, quelques

(11) Cf. les journaux locaux contemporains et VERRONNAIS (F.): *Notice sur les deux sièges de Metz de 1444 et de 1552*.

(12) Metz était une ville si militaire que l'on y vit publier en feuilleton des articles traitant de l'attaque et de la défense des places!

(13) *Indépendant*, 26 septembre 1864. Pour les nouveaux forts, cf. A. Metz 1 II 19. Frossard est passé à Metz en septembre 1865.

(14) *Ibidem*, 23 novembre 1867, 12 février 1868.

(15) *Ibidem*, 27 septembre, 29 décembre 1869.

années auparavant, M. de Bouteiller (16). Mais en compensation, la ville, tellement resserrée dans ses remparts qu'elle ne disposait d'aucun emplacement pour la manufacture des Tabacs que l'administration lui offrait, obtint la reconstruction du front Saint-Vincent, qui fut avancé plus près de la Moselle entre les ponts des Morts et Pontiffroy. Des espaces libres furent ainsi obtenus pour le nouvel édifice et pour quelques rues dont la guerre de 1870 empêcha la réalisation (17).

Mais les remparts bastionnés, avec le pittoresque régulier de leurs fossés humides et de leurs grands arbres, avec les guinguettes et les petits jardins de leurs glacis, ne formaient qu'une partie du domaine militaire. Depuis le XVIII^e siècle la garnison était entièrement casernée dans d'immenses bâtiments, tous édifiés dans le style qu'affectionnaient les ingénieurs du règne de Louis XV, style dont la sobriété n'exclut pas l'harmonie. L'artillerie était au quartier Chambière; l'infanterie se partageait les autres casernes: Coislin, construite par la libéralité d'un évêque de Metz, Fort-Moselle, Haute-Seille, qui devint en 1846 le pénitencier militaire, après avoir abrité les officiers-élèves de l'Ecole d'application, Basse-Seille, réservée en 1844 aux chasseurs à pied (18). Le Génie ne disposa pendant longtemps que d'une caserne délabrée, dans l'ancienne citadelle: on se décida à la démolir au début du règne de Louis-Philippe, et à édifier sur des terrains dont la ville avait espéré garder la libre disposition pour agrandir la Place Royale, d'immenses bâtiments d'une froideur toute géométrique, couverts en terrasses à l'épreuve de la bombe, et qui furent une des plus importantes constructions réalisées à Metz entre la Révolution et la guerre de 1870 (19).

Les soldats restaient néanmoins fort à l'étroit, entassés littéralement dans les chambrées, ne disposant longtemps que d'un lit pour deux hommes. Quand survenait une menace de guerre, l'accroissement de la garnison obligeait d'édifier des baraques au Fort-Bellecroix ou à la double-couronne qui précédait la citadelle (20). L'habitant, à moins qu'il n'eût fourni à la ville une literie complète, devait en outre loger les troupes de

(16) *Ibidem*, 11 septembre 1867.

(17) *Ibidem*, 14 septembre 1867, 21 août 1869. Le Génie céda à la ville, pour 1 million de francs, 350.000 mètres carrés, dont 200.000 étaient réservés pour les Tabacs, 30.000 pour les nouvelles rues; 120.000 devaient être vendus et bâtis, mais après 1870 l'administration allemande y fit élever un temple pour la garnison et une caserne. Le front Saint-Vincent est aujourd'hui en cours de démolition (1931).

(18) Dans *l'Austrasie*, 1908-1909 : *L'école d'application de Metz*, et GUINOT (Général) (*Austrasie*, 1921).

(19) A. METZ 1 D 7, Séances du Conseil municipal des 20 mai, 6 juin, 7 septembre 1833.

(20) *Indépendant*, 3 et 7 octobre 1840, 9 août 1841, 18 avril 1855.

passage ou celles qui arrivaient en garnison et qui n'étaient casernées que le lendemain (21) : le cas était fréquent avec la coutume des incessantes migrations de régiments d'un bout à l'autre de la France, procédé ingénieux qui permettait à l'Etat de faire des économies et d'empêcher le troupier de s'embourgeoiser.

Les casernes n'étaient pas les seuls édifices militaires de la ville : Metz possédait le lieutenant-général commandant la 5^e division (3^e sous le Second Empire). Ce haut personnage logeait à l'Hôtel de la Prinerie, qui appartenait au Chapitre de la cathédrale avant la Révolution, et dont la situation à l'encoignure d'une rue étroite manquait de grandeur. Ses hôtes durent souvent regretter que le colossal palais qu'avaient fait édifier sous Louis XVI les gouverneurs militaires, et que le maréchal Oudinot avait encore occupé, du moins en partie, vers 1815, eût été définitivement attribué à la Justice. A côté de la Prinerie et de l'Hôtel de Ville, la place d'Armes, cœur de la cité, montrait la façade d'une robustesse guerrière de l'Etat-Major, œuvre de Blondel : c'est là que les soldats en congé semestriel se pressaient parfois pour faire viser leurs papiers (22). Place Saint-Thiébault, des officiers généraux disposaient des hôtels voisins de l'ancienne fonderie devenue l'un des arsenaux, et qui dataient tous du XVIII^e siècle. D'autres officiers occupaient les bâtiments construits à la même époque dans l'ancienne citadelle : l'un d'eux avait été habité par Lafayette avant qu'il ne quittât sa garnison de Metz pour l'aventure américaine (23).

Metz abritait enfin de nombreux établissements militaires : l'arsenal du retranchement de Guise, avec ses ateliers, ses réserves de fusils alignés en d'immenses salles, ses canons de bronze qui n'attendaient que leurs affûts, sa couleuvrine géante que les armées de la République avaient ramenée en l'an VII d'Ehrenbreitstein et que le Second Empire transféra au Musée d'artillerie (24) — l'arsenal de la citadelle — l'arsenal du génie, rempart Saint-Thiébault. En 1860 un nouvel arsenal d'artillerie fut construit à la citadelle, à l'angle de la Place Royale, en un style plus sévère que jamais, avec l'unique ornement de canons rayés et de crapouillots sculptés dans la pierre pour encadrer les portes : sa construc-

(21) A. D. METZ, 1 D 7, Séances du Conseil municipal, 10 janvier 1831, 6 décembre 1832. A cette date 400 personnes avaient prêté des lits afin d'éviter de loger des soldats et la municipalité décidait d'en acheter 600 à deux places. En 1858 l'*Indépendant*, 18 décembre, réclamait la construction d'une caserne pour les troupes de passage.

(22) Lors du rappel des soldats en congé, la Place Napoléon était couverte de militaires allant retirer leurs feuilles de route. Cf. *Indépendant*, 7 mai 1859.

(23) BARBÉ (Jean-Julien) : *La Fayette à Metz*.

(24) *Indépendant*, 7 avril 1866.

tion faillit entraîner la démolition de l'oratoire des Templiers, dont l'intérêt architectural était mal connu, et que sauva l'intervention de la Société d'archéologie qui venait d'être créée. Metz possédait encore à la citadelle un magasin aux vivres datant des débuts de l'occupation française, et au Fort-Moselle, outre un magasin aux fourrages, un immense hôpital qui fut jusqu'en 1850 l'école des chirurgiens militaires : ces bâtiments achevaient de faire du quartier du Fort, édifié d'un seul jet au XVIII^e siècle autour de la place d'Armes et de l'église Saint-Simon, une petite ville presque exclusivement guerrière, qui comptait juste assez de maisons bourgeoises pour que Pilâtre de Rozier, premier navigateur aérien, première victime de l'air, ait pu y naître en 1756. Un couvent fermé depuis la Révolution abritait les magasins d'habillement, et l'administration des lits militaires occupa l'ancienne abbaye bénédictine de Saint-Clément jusqu'au jour où les Jésuites l'achetèrent, en 1854, pour y installer un collège (26).

Il faut encore citer la poudrerie de l'île du Saulcy, dont l'explosion possible faisait trembler de frayeur les Messins (27), l'école de pyrotechnie de Chambière (28). Si avant la Révolution deux forces dominaient Metz de leur puissance corporative, l'Eglise et l'Armée, la dernière seule subsistait au XIX^e siècle, et sacrifiait les souvenirs les plus vénérables à sa suprématie. Sous la Restauration, le Génie démolit l'église des Grands-Carmes, l'un des plus remarquables édifices gothiques de la ville, et son cloître du XVIII^e siècle, pour construire sur son emplacement, dans un style d'une « noble » sévérité, une école régimentaire d'artillerie (29). Sous la Monarchie de Juillet, l'église de l'abbaye Saint-Arnould, qui abritait avant 1789 les tombeaux de plusieurs carolingiens, fut sacrifiée à son tour, mais le cloître de style classique, la sacristie et la salle capitulaire furent conservés dans la reconstruction de l'Ecole d'application du Génie et de l'Artillerie, la plus célèbre des institutions militaires qu'ait possédée Metz. Elle était établie depuis 1804 dans les anciens bâtiments conventuels ; le général commandant occupait l'hôtel abbatial construit sous Louis XIV par un prince de Furstemberg ; son second

(26) VIANSSON-PONTÉ (L.) : *Les Jésuites à Metz*.

(27) La poudrerie de l'île du Saulcy explosa en 1824. Des pétitions circulèrent en ville contre son maintien.

(28) Il était déjà question de la transférer à Bourges, où elle est aujourd'hui établie. Cf. *Indépendant*, 31 décembre 1866.

(29) A. DE BOUTEILLER : *Notice sur les Grands Carmes de Metz*, dans Mémoires de l'Académie de Metz 41^e année, 1859-60. L'église gothique fut détruite en 1818, le couvent, qui datait du XVIII^e siècle, en 1826. Le maître-autel, après maintes tribulations, se trouvait sous Napoléon III par moitié dans deux châteaux, près de Senlis et de Douai.

logeait dans les appartements du Prieur qui dataient du XVIII^e siècle. Mais les élèves devaient traverser la ville pour gagner, après les cours, leur quartier Haute-Seille. Des raisons de discipline firent décider la construction d'un nouveau bâtiment, immense et géométrique, et la réfection des anciens. Deux piliers subsistèrent seuls de la nef, dont une immense salle de manœuvres occupa l'emplacement. A son extrémité fut édifiée une singulière tourelle, espèce de minaret du haut duquel le colonel Goulier, l'illustre topographe, observait les astres ; il y invitait même les dames, à l'occasion des éclipses, et glamment leur offrait des glaces (30).

Saint-Arnould clôt cette liste (d'ailleurs incomplète) des bâtiments militaires que possédait Metz et qui couvraient un quart de la surface intérieure de la ville. Héritages de l'Ancien Régime ou des confiscations révolutionnaires, constructions du XIX^e siècle, concouraient à donner à la cité guerrière sa physionomie architecturale, d'un noblesse plutôt sévère.

II. — La vie militaire

La sévérité architecturale des édifices militaires était largement compensée par l'animation que près de 10.000 hommes de garnison donnaient à cette ville qui ne comptait que 40.000 habitants. Depuis les sonneries du réveil jusqu'à l'heure où la retraite militaire parcourait les rues en ramenant les troupiers à leurs casernes, Metz partageait la vie de l'armée. De tout temps c'était devant l'Etat-Major, sur la place d'Armes — place Napoléon depuis 1833 — que la musique d'un des régiments venait sonner la retraite : les journaux anticléricaux protestèrent au nom de la tradition lorsque que le général d'Aurelle de Paladines, pour que le trouble cessât d'être apporté aux exercices religieux de la cathédrale, fit transférer en 1867 cette cérémonie rituelle sur la Place Royale (31).

Le rôle de place forte n'allait pas sans entraîner quelques inconvénients. Les portes de la ville étaient fermées chaque nuit ; même après 1850 la porte Serpenoise, qui conduisait à la gare, n'échappait pas au sort commun. Elles ne s'ouvraient que pour le passage de la malle-poste, des diligences, ou des officiers. Les bourgeois attardés en étaient réduits à coucher à l'auberge, hors les murs. La question de l'ouverture permanente fut débattue plusieurs fois, mais la démonstration de l'illégalité presque certaine de cette mesure de « sûreté » ne pouvait triompher de l'autorité militaire. Il fallut attendre l'année 1860 pour obtenir l'ouver-

(30) LE POUILLON DE BOBLAYE (Général) : *Notice historique sur l'ancienne abbaye Saint-Arnould*. Cf. MIGETTE : *Mémoires inédits*. I, p. 144.

(31) *Indépendant*, 5 septembre 1868.

ture définitive de quatre portes, et cette facilité fut bientôt restreinte par l'établissement, purement municipal, de barrières d'octroi (32). D'autres servitudes pesaient sur les habitants : à chaque entrée de la ville, des portiers-consigne demandaient leurs papiers aux voyageurs, et inscrivaient leurs noms et celui de l'hôtel où ils comptaient descendre sur un registre de police. Cette formalité ne gênait pas les Messins, car les portiers-consigne, vieux militaires retraités, laissaient passer les visages familiers. Celui de la porte Saint-Thiébault fut une figure pittoresque de l'ancien Metz : Totain, chevalier de la Légion d'honneur, ancien maçon, avait été représentant du peuple ; il se consolait aisément de la perte de son éphémère grandeur par la joie que lui procurait, comme à tous les vieux soldats de l'Oncle, le triomphe de Napoléon III (33).

L'étroitesse des portes gênait parfois la circulation, par exemple quand la foule revenait des revues passées dans la plaine Chambière ou des feux d'artifice tirés au même polygone. Pendant longtemps les batteries de l'école des tambours, sur le glacis de la porte Saint-Thiébault, effaouchèrent les chevaux ombrageux. Les rixes assez fréquentes entre militaires, artilleurs contre fantassins, ou entre troupiers et ouvriers, étaient une conséquence plus grave de la présence d'une nombreuse garnison : elles éclataient d'ordinaire dans les rues mal famées du quartier Chambière ou de celui de l'Arsenal, où il n'était pas rare de rencontrer des bandes de soldats ivres, menaçants les passants de leurs sabres. Vers la fin du Second Empire, en un temps où le patriotisme militaire des Messins semblait s'être calmé, les journaux de gauche se plaignaient assez souvent des « gaietés du sabre » (35). Ces incidents se rattachaient d'ailleurs au plus grave inconvénient que présentât pour Metz son rôle militaire : la moralité et la santé publique souffraient de l'afflux de ces soldats de sept ans qui finissaient par vivre en marge de la vie régulière, et parmi lesquels la proportion des fortes têtes était considérable.

Le nombre de filles était très élevé à Metz, et leur audace illimitée (36). Les visites médicales étaient rares, le contrôle de la police insuffisant, et les maladies vénériennes se propageaient trop rapidement, d'autant plus que la démoralisation avait gagné une partie des ouvrières pauvres, et que la prostitution clandestine venait s'ajouter à celle que tolérait, en la réglementant, l'administration. Les quartiers de l'Arsenal et de Chambière

(32) LABRY (de) : *De l'ouverture permanente des portes des villes fortifiées*.

(33) DENNERY (Général) : *Le père Totain* (Pays Lorrain, 1913, p. 448).

(35) *Indépendant*, 17 novembre 1869.

(36) A. D. MOSELLE, 137 M I. Ce dossier contient la correspondance échangée entre le maire et l'autorité militaire au sujet du libertinage. Les plaintes du général sont fort vives et la police sanitaire impuissante. Voir également, A. N. B B 18, 994.

furent constamment mal fâchés; on vit s'installer des maisons louches jusque devant la caserne Haute-Seille où logeaient les officiers-élèves, jusque devant l'hôtel du lieutenant-général. Un conseiller à la Cour n'hésitait pas à louer à d'infâmes locataires une des maisons dont il était propriétaire! Chaque soir d'obscures ruelles, tout contre l'évêché ou le lycée, devenaient impraticables pour les honnêtes gens. Les quinconces du Jardin d'Amour, à la pointe de l'île où se trouvaient le théâtre et la préfecture, n'avaient pas meilleure réputation, non plus que les bastions de la place: en plein jour les séminaristes en récréation pouvaient assister à des scènes scandaleuses que la vigilance de leurs maîtres n'arrivait pas à éviter (37). Les guinguettes situées hors des portes étaient fort mal fréquentées, car l'action de la police municipale ne s'y exerçait pas. Les fêtes patronales des villages suburbains attiraient des bandes de soldats prêts à toutes les aventures, à tel point que l'autorité militaire interdisait souvent la sortie des troupiers par la porte qui y menait le plus directement. Il faut enfin ajouter aux méfaits de la débauche les inconvénients des liaisons qui se nouaient si facilement entre les soldats et plus encore les prestigieux sous-officiers, et les jeunes filles des quartiers populeux ou les servantes: quand un régiment quittait Metz après un séjour de quelques années, combien d'adieux s'échangeaient aux portes de la caserne! (38). Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que le nombre des enfants naturel ait été fort élevé à Metz.

Les bourgeois, bien qu'ils vécussent avec l'armée et les officiers en meilleurs termes que dans la plupart des autres villes, n'étaient pas sans parfois se plaindre des allures dédaigneuses ou autoritaires qu'affectaient les militaires. Leur indignation éclatait à chaque incident: un caporal interdisait-il toute circulation place Napoléon à l'heure de la retraite, un officier et sa famille se faisaient-ils ouvrir une des portes de la place en laissant les « pékins » passer la nuit dehors, un capitaine en civil interdisait-il l'accès de tel café à un sergent décoré, que les journaux s'empressaient de le relater (39). Sous la Restauration un factionnaire placé devant l'hôtel où était descendu un général inspecteur interdisait de fumer dans la rue ou de pénétrer dans l'immeuble avec une canne, et le bourgeois s'étonnait de ces règlements arbitraires (40). Quelle émotion ne régna-t-il pas dans le quartier du Pontiffroy quand deux élèves chi-

(37) HAMANT (Mgr. N.): *Le petit séminaire de Metz-Montigny*. Metz, 1902.

(38) *Indépendant*, 17 octobre 1868. Adieux déchirants lors du départ de 2^e génie, surtout de la part des servantes de langue allemande si assidues aux homélies de la cathédrale: inutile de dire que l'*Indépendant* était l'organe anticlérical de Metz.

(39) Incidents au Café Parisien, *Indépendant*, 23 octobre 1867.

(40) *Journal de la Moselle*, 30 octobre, 5 novembre et 25 septembre 1819.

rurgiens accostèrent une jeune fille qui sortait de la messe de minuit et blessèrent grièvement son frère qui tentait de la protéger ! Les rivalités galantes n'étaient pas rares entre bourgeois et militaires, et la tradition a attribué à un motif de cet ordre les rancunes que le peintre Millet laisse percer contre l'armée presque à chaque page de ses Mémoires inédits. Aux querelles personnelles s'ajoutaient les longs démêlés entre l'autorité militaire et la municipalité au sujet de la propriété de tel bâtiment ou de tel terrain (42).

Mais la ville retirait de sa garnison plus d'avantages que d'inconvénients. Que serait devenu sans l'armée le commerce messin ? Dans quelle torpeur eût été plongée Metz sans l'animation des régiments, défilant, musique en tête, précédés de leurs sapeurs, sans le retour des détachements envoyés en Espagne en 1823, en Algérie, en Crimée ou en Italie, sans les revues organisées à Chambière, à Ban-Saint-Martin ou sur la Place Royale à l'occasion de l'arrivée d'un grand personnage, depuis le duc de Berry jusqu'à Todleben venu visiter, quelques années après Sébastopol, « la Jérusalem des armes savantes » (43). La foule se pressait aussi aux parades qui avaient lieu place de la Comédie pour la dégradation des soldats condamnés, et tentait d'assister aux exécutions capitales dissimulées dans les fossés de Bellecroix (44). Metz se sentit diminuée lorsque le Second Empire établit à Nancy le siège d'un des grands commandements qui furent alors créés, et les courtes visites solennelles qu'y firent Canrobert, Mac-Mahon, Forey, Bazaine ou de Failly, ne la consolèrent pas de cette déchéance relative (45). Au même moment elle se trouva privée de sa garde nationale, qui avait cessé d'être régulièrement convoquée après 1851 : les bourgeois ne paradaient plus sous l'uniforme des compagnies d'élite de grenadiers et de chasseurs. L'apparition, en 1868, des officiers de la garde mobile et des premières compagnies de Francs-Tireurs, fut une compensation partielle, en attendant la résurrection de la milice citoyenne à la veille du blocus, pendant lequel elle se retrouva ce qu'elle avait toujours été, la citadelle du patriotisme et de l'opposition (46).

(42) Il y eut de longues discussions et procès au sujet de la maison des Pucelles et de la Place Royale. Cf., Conseil municipal, 12 mars, 19 décembre 1817 et Ordonnance du 26 août 1818.

(44) *Indépendant* 8 août 1842. Sur le trajet de la prison à la place de la Comédie, les condamnés recueillaient les offrandes des passants.

(45) Saint-Arnaud avant d'aller saluer le Prince de Prusse à Sarrelouis et Sarrebruck, passa à Metz en juin 1853. Canrobert, le premier qui ait commandé à Nancy, vint en mars 1858, Mac-Mahon en mai 1863, Forey en septembre 1864 ; Bazaine en novembre 1867.

(46) *Indépendant*, 18 août 1869. Article commentant la revue du 15 août à Ban-Saint-Martin. Les francs-tireurs avaient un chapeau gris à plumes, une capote bleue foncée, un pantalon gris clair (*ibidem*, 31 mars 1869).

L'armée offrait encore aux Messins ses feux d'artifice incomparables de l'Ecole de Pyrotechnie, ses écoles à feu de jour ou de nuit, au cours desquelles les dames ne dédaignaient pas de visiter les batteries, sous la conduite de galants officiers (47). Quand un pointeur avait abattu la perche ou mis la bombe dans le tonneau, un pittoresque cortège le ramenait en ville, sur un char décoré de feuillage, au son des fanfares (48). Les artilleurs passaient chez tous les généraux de la place, qui versaient chacun quelques francs à la caisse commune, et les beuveries se prolongeaient à Chambière fort avant dans la nuit. Mais quand un élève de l'Ecole d'application réussissait le même exploit, le retour était encore plus animé, et le café du Heaume retentissait des Pomponnettes et du chant de l'Artilleur de Metz, dont nos armes savantes se sont religieusement transmises les paroles trop hardies avec le souvenir de la ville perdue (49). La Sainte-Barbe était prétexte au renouvellement des mêmes scènes. Les cafés messins n'auraient pu vivre sans l'armée, sans les punchs offerts par les officiers d'un régiment à leurs camarades arrivant en garnison, et les brasseries plus modestes comptaient les sous-officiers et les soldats parmi leur meilleure clientèle.

Le quartier du Pontiffroy profitait largement de la présence des élèves-chirurgiens, et leur départ en 1850 y fit immédiatement baisser le prix des loyers (50). Mais c'est surtout l'Ecole d'application qui jouait dans l'ancienne vie messine un rôle essentiel (51). Ils étaient 150 à 200 sous-lieutenants élèves qui, sortis de Polytechnique, s'y spécialisaient dans l'artillerie ou dans le génie. Leur stage durait deux ans, et à chaque début de décembre la nouvelle promotion arrivait à Metz. Au temps des diligences les Anciens allaient à sa rencontre jusqu'à Moulins, sur la route de Verdun, et un pittoresque et bruyant cortège entraînait en ville. Ces jeunes gens étaient fort peu disciplinés, et l'autorité supérieure se montrait indulgente à leurs frasques. Elle les laissait s'habiller en bour-

(47) Après 1860, l'adoption de l'artillerie rayée rendit dangereux l'emploi du polygone de Chambière. Les obus tombaient souvent sur la côte de Saint-Julien, au milieu des champs cultivés. Alors apparut l'usage d'envoyer les régiments d'artillerie faire leurs principales écoles à feu au camp de Châlons.

(48) *Courrier*, 8 juillet 1851. Cf. Commandant LALANCE: *le Tonneau*, dans l'*Austrasie*, 1908-09, p. 263.

(49) Le tonneau abattu par les élèves était placé comme trophée dans la salle des manœuvres de l'Ecole sous le ballon de Fleurus qui y était conservé. *Indépendant*, 29 août 1864.

(50) Cf. Pétition des habitants du Pontiffroy, *Indépendant*, 8 février 1854.

(51) Dans l'*Austrasie*, 1908-09: *l'Ecole d'application de Metz* (p. 74) et souvenirs de plusieurs élèves de ce temps. L'école du génie fut transférée de Mézières à Metz par décret du 24 pluviôse II, celle d'artillerie, jusque là à Châlons, y fut réunie par arrêté du 12 vendémiaire XI.

geois à l'occasion, charivariser tel ou tel de leurs professeurs ou le baron Dufour, maire de Metz, intendant général en retraite (52). Elle se montrait d'une faiblesse insigne quant, au théâtre, les élèves refusaient l'admission d'un acteur bien vu des abonnés, quand ils descendaient des loges pour envahir le parterre, quand ils manifestaient à contre-temps par des rires ou des larmes ridicules, quand, ayant promis de se tenir tranquilles, ils ronflaient en cadence, la tête couverte de bonnets de coton (53). On citait d'eux mille anecdotes : celle de l'élève qui refusa, malgré les objurgations du commissaire, de descendre du cheval de bronze de l'Esplanade, sur lequel il s'était hissé — celle des consignés qui jetaient de leurs fenêtres des sous aux gamins pour qu'ils fassent tomber les passants dans la rue, offrant cinquante centimes quand il s'agissait d'une dame. On s'indignait un peu quand un honorable vieillard était contraint de quitter sa voiture que les élèves lardaient de coups d'épée, quand les beuveries de la « Saint-Lieutenant », fêtée le 1^{er} octobre au café du Heaume, devenaient trop bruyantes. Mais comment se fâcher longtemps : Metz eût été triste sans le cortège carnavalesque organisé parfois par les élèves, sans les carroussels qui devinrent une tradition sous le Second Empire, sans leurs promenades en « nacelles », trop souvent terminées par des noyades. Le commerce n'avait pas à se plaindre de l'Ecole, car les élèves finissaient toujours par payer leurs dettes, sans employer toutefois le moyen pittoresque qui rendit célèbre tel lieutenant, qui parcourut les magasins de la ville précédé d'une brouette chargée de sacs d'écus et de louis (54). Le seul reproche que l'on put longtemps adresser à l'Ecole, c'est d'avoir souvent donné un exemple d'immoralité que le troupiér n'imitait que trop. Il faut d'ailleurs ajouter que vers la fin du Second Empire les officiers-élèves se montraient infiniment plus calmes que leurs prédécesseurs, et que le rapprochement entre eux et les jeunes bourgeois de la ville dont fut témoin la Société des Régates eut la valeur d'un symbole. Les générations nouvelles s'assagissaient, se rangeaient, et le temps était passé où, après avoir infligé une punition sévère à l'Ecole impériale, Napoléon I^{er} lui-même rappelait en termes énergiques, à la préfecture de Metz, que l'autorité militaire devait respecter les lois civiles (55).

(52) A Metz, I I 31-37, rapport de police du 26 janvier 1841.

(53) Souvenirs transmis par la tradition orale et rapports de police, A. Metz I I 31-37.

(54) *Austrasie*, 1908-1909.

(55) VAUBLANC (Comte de) : *Mémoires*, III, p. 146. S'adressant aux autorités réunies à la Préfecture, Napoléon dit notamment : « Un officier est citoyen avant d'être militaire ».

Mais le bénéfice matériel et l'animation de ses rues n'étaient point les seuls avantages que la garnison apportât au chef-lieu de la Moselle : une grande partie des officiers, surtout ceux des armes savantes, y formaient une élite intellectuelle que peu de villes de province pouvaient se vanter de posséder. Ces milieux étaient un exemple pour la bourgeoisie de la ville, dont tant de fils suivaient alors la carrière des armes, et se préparaient à Polytechnique. Combien d'hommes éminents furent attirés à Metz par l'Ecole d'application, comme professeurs tels le futur général Morin, le colonel Goulier, comme examinateurs tels Arago, sans oublier la gloire proprement messine du général Poncelet, l'un des plus grands mathématiciens de son temps.

III. — Les édifices civils et religieux

Les aspects militaires de la vie messine étaient sans doute ceux qui frappaient d'abord le voyageur venu d'une ville de l'intérieur de la France. Ils n'en étaient pourtant pas l'essentiel, et il serait exagéré de décrire la cité comme un camp exclusivement préoccupé des choses de l'armée. Matériellement et moralement, le chef-lieu de la Moselle présentait plus de complexité que ne le pensaient bien des officiers de la garnison.

Plus encore que celle du domaine militaire, l'étude des édifices civils de Metz révèle l'importance de l'héritage du XVIII^e siècle (56). La fièvre de construction qui avait transformé la cité avant la Révolution sembla longtemps éteinte. La Préfecture occupait depuis 1807 l'ancienne Intendance, rebâtie partiellement après un incendie ; si elle offrait aux préfets une belle résidence particulière, les bureaux y étaient à l'étroit, en des petites chambres basses. A part quelques modifications intérieures à l'occasion de visites royales, le seul travail qui y fut exécuté consista dans la décoration sculpturale d'un fronton et l'installation de deux aigles de pierre sur les piliers qui encadrent la porte, témoignages du Second Empire qui subsistent encore (57). L'Hôtel de Ville resta installé dans le noble édifice que Blondel avait construit place d'Armes, et qui comprenait également plus de salons que de bureaux. Il n'y fut rien modifié, à l'exception de la décoration intérieure (58). La Justice reçut un palais digne

(56) Pour les monuments messins cf. BARBÉ (Jean-Julien) : *Les maisons historiques*, et *Metz pittoresque*. Les *Mémoires inédits* de MIGETTE sont un document essentiel.

(57) L'incendie est de 1803 ; la décoration sculpturale de Pètre date de 1858. Cf. *Indépendant* 23 juin, 24 novembre 1858.

(58) BARBÉ (Jean-Julien) : *L'Hôtel de Ville de Metz*.



CATHEDRALE DE METZ

COTÉ D'LEVANT.

Lithographie de 1828.

de la majesté d'une Cour royale : après quelques hésitations, on renonça à achever pour elle la résidence épiscopale dont la Révolution avait empêché la réalisation, et les magistrats allèrent siéger dans le plus vaste édifice que possédât Metz, le Palais construit pour les gouverneurs militaires, qu'avaient occupé jusqu'en 1807 les services de l'administration départementale. Le bâtiment était si vaste que le premier président et le procureur général purent y disposer de vastes appartements (59). L'évêque, dont l'ancien palais proche de la cathédrale avait été démoli peu avant la Révolution, reçut dès le Concordat l'ancienne abbaye Sainte-Glossinde, où il trouva une belle chapelle rococo et des bâtiments déjà vastes, qui furent encore agrandis pour y loger un moment le Séminaire et plus tard la Maîtrise. La Restauration y ajouta un portail de style médiocre, avec des colonnes doriques et des cornes d'abondance dont les proportions maladroitement montraient que la tradition de la bonne architecture s'était perdue depuis trente ans (60).

Le théâtre resta établi dans l'édifice qui datait de Louis XV, mais son aménagement intérieur fut modifié vers 1820 et au début du Second Empire ; quelques sculptures en ornèrent alors le fronton. Le Lycée avait été installé dès l'origine dans les bâtiments de l'abbaye Saint-Vincent et de l'hôpital Saint-Georges, dont une aile abrita le logement du recteur et ses bureaux tant que Metz fut le siège d'une académie. C'était un ensemble disparate autant que médiocre, bien qu'à l'ombre de la nef gothique de l'église bénédictine, devenue une paroisse, subsistât un beau cloître de style classique, dont il fallut d'ailleurs fermer les arcades pour installer les salles d'études. On a vu qu'en 1854 les Jésuites purent acquérir un édifice équivalent, déblayer la nef gothique, construite en plein XVII^e siècle, et le cloître de Saint-Clément. Les hôpitaux Bonsecours et Saint-Nicolas conservèrent leurs vieux bâtiments, en grande partie délabrés. Des écoles s'installèrent souvent dans les maisons religieuses désaffectées par la Révolution, aux Prêcheresses, à la Congrégation. Le grand séminaire fut rétabli en 1808 dans les bâtiments qui avaient été construits pour lui au XVIII^e siècle, et qui furent agrandis sous Charles X pour y transférer le petit séminaire. Quelques congrégations de femmes,

(59) Encore en 1817 le Conseil général songeait à l'emplacement de l'évêché pour le Palais. Dans ce dessein l'église Saint-Victor avait été démolie à la fin de l'Empire. A. D. MOSELLE, I N 17. La cession de cet emplacement à la ville fut réalisée par l'ordonnance du 16 septembre 1821. Cf. A. Metz I D, séances du Conseil municipal du 25 octobre 1821 et 10 janvier 1823.

(60) A. D. MOSELLE, I N 18 et I N 19, Conseil général du 27 juin 1818 et 12 août 1819. Le portail, œuvre de Latourette, coûta 98.000 francs. Le séminaire fut installé à l'évêché en 1812. Cf. HAMANT (Mgr. N.) : *Le petit séminaire de Metz*. Article sur le *Palais épiscopal* dans *Croix de Lorraine*, 16 août 1896.

Sainte-Chrétienne, les Carmélites, occupèrent d'anciens bâtiments conventuels. Le culte protestant reçut dès le Consulat l'ancienne église des Trinitaires, dont les Pompiers occupèrent le couvent. La belle chapelle des Petits-Carmes, également du XVIII^e siècle, fut dès le Premier Empire l'asile de la Bibliothèque municipale, dont le plus clair des collections provenait d'ailleurs de couvents disparus depuis la Révolution. On peut se demander ce qu'aurait fait, sans l'héritage des biens de l'Eglise nationalisés, le XIX^e siècle à ses débuts, alors qu'il semblait incapable de construire ? Il faut ajouter que la plupart des édifices dont se termine ici l'énumération conservent encore aujourd'hui la destination qui a été fixée après la crise révolutionnaire.

Les plus belles églises étaient devenues paroisses depuis 1790 et le restèrent : c'est le cas de Saint-Martin, avec sa tour alors tronquée, de Sainte-Ségolène, dont les flèches actuelles sont postérieures à 1870, de Saint-Maximin, de Saint-Eucaire, toutes de construction gothique, toutes paroisses traditionnelles de Metz. C'est aussi le cas de Saint-Vincent, jadis abbatiale, dont la nef ogivale est précédée d'un portail du XVIII^e siècle — de Notre-Dame, œuvre des Jésuites, édifiée au XVII^e siècle dans le goût habituel de l'ordre. Saint-Simon, qui était la paroisse du Fort, datait comme tout ce quartier du règne de Louis XV. Rien d'important ne fut modifié à tout cela entre 1800 et 1870 : on se contenta de poser parfois un nouveau maître-autel, de placer quelques vitraux du Messin Maréchal, qui fut alors le plus célèbre des peintres verriers de France.

Mais il existait en 1790 bien d'autres églises à Metz : elles disparurent successivement, non par le fait d'un vandalisme révolutionnaire qui n'exista guère, en Moselle du moins, mais en raison de l'indifférence de l'époque. On a vu comment le Génie abattit sous Louis XVIII et sous Louis-Philippe les abbayes des Grands-Carmes et de Saint-Arnould. Saint-Simplice fut démolie sous le Premier Empire ; son emplacement devait recevoir une halle aux blés qui ne fut jamais construite : il s'y trouve une place qui porta tour à tour le nom de Friedland et de l'église disparue (61). Saint-Georges devint une brasserie fort achalandée des troupiers, Saint-Marcel servit de remise, Saint-Jacques fut englobée dans des maisons, Saint-Victor fut démolie à la fin du Premier Empire lors des travaux du Marché couvert. Sainte-Croix, devenue propriété d'un ecclésiastique, fut rasée en 1816, et une école chrétienne la remplaça (62). L'église mérovingienne de Saint-Pierre aux Nonains ne dut son salut qu'à sa situation dans l'ancienne citadelle, en terrain militaire où elle

(61) JEAN-JULIEN (Barbé) : *Coutumes populaires du Pays Messin*. Pays lorrain 1909, p. 303.

(62) A. Metz I D, Conseil municipal, 9 décembre 1816.

ne gênait personne. Devenue un magasin, elle était d'ailleurs entièrement défigurée. Il ne semble pas que la perte artistique ait été bien grande en ce qui concerne la plupart des édifices disparus, les Grands-Carmes et Saint-Arnould exceptés.

Si nul Messin ne semble s'être intéressé au sort de ces divers édifices, il est une question architecturale qui suscita sous le Second Empire de nombreuses discussions : c'est celle du dégagement de la cathédrale (63). Depuis les grands travaux dont le maréchal de Belle-Isle avait été l'initiateur au XVIII^e siècle, sa nef dominait de ses 42 mètres sous voûte la terrasse Saint-Etienne et sa classique balustrade d'une part, la régulière place d'Armes de Blondel d'autre part. Le grand architecte l'avait précédée d'un portail dorique, et avait dissimulé ses parties basses, en face de l'Hôtel de Ville, par une ordonnance régulière d'arcades. Des boutiques s'y abritaient, le café Parisien, la librairie Verronnais. Un ensemble avait été ainsi créé, où les arcs-boutants du XV^e siècle émergeaient de façades symétriques. Vers 1859 l'architecte diocésain Racine, soutenu par une partie de la presse, en un temps où l'on commençait à s'enticher, même en province, du moyen-âge en dépréciant l'art du XVIII^e siècle, proposa la démolition des arcades. Les discussions furent assez vives, notamment à la Société d'archéologie, entre « conservateurs » et démolisseurs. La thèse conservatrice, soutenue par Auguste Prost, un grand bourgeois qui devint le meilleur historien qu'ait compté la cité au XIX^e siècle, semblait l'emporter, mais l'appui du préfet Jeanin et de Mgr. Dupont des Loges allait au camp des partisans de l'unité de style et du dégagement. Ces derniers triomphèrent donc, et les premières démolitions commencèrent aussitôt. La destruction fut d'ailleurs fort lente, et le café Parisien vit encore en 1870 les discussions passionnées des temps douloureux du blocus. Mais elle finit par être totale : même le portail qu'ornaient les figures colossales de la Foi et de la Charité, disparut, sous le règne de Guillaume II, empereur allemand, trop tard pour que l'architecte Racine pût le remplacer par un projet gothique qu'il avait préparé dès 1860. L'unité de la place d'Armes fut à jamais détruite, et il est sans doute permis de le regretter, car elle résumait tout l'ancien Metz en son architecture symbolique.

C'est le même Racine qui remplaça l'autel de style classique que possédait la cathédrale depuis le XVIII^e siècle par un autel gothique, qui arracha les boiseries du chœur, qui restaura plusieurs chapelles que les cha-

(63) LEJEUX (J.) : *La place d'Armes de Metz*. L'idée première de la démolition du portail Blondel et des arcades est dans un rapport de Bégin (Mémoires de l'Académie, 20^e année, 1839). A l'instigation de Prost, la Société d'archéologie s'était prononcée, le 10 novembre 1859, en faveur des arcades.

noines avaient jadis décorées dans le goût Louis XV. Le souci de débarrasser l'édifice de tout ce qui n'était pas gothique, dominait donc dès la fin du Second Empire. On lui doit la disparition d'une série d'immenses toiles médiocres que l'on avait fixées aux piliers de la nef sous la Restauration; leur enlèvement faillit amener une émeute chez les dévots! (64). Cette préoccupation d'unité de style n'existait nullement cinquante ans auparavant, par exemple en 1822 quand un sculpteur messin dessina la chaire de la cathédrale dans un goût classique (65). Enfin c'est un principe de symétrie qui présida à la construction en 1843 de la partie supérieure de la tour du Chapitre, imitée de la tour de Mutte, tandis qu'elle était jadis terminée par un singulier clocher de bois dont la disparition avait eu lieu une dizaine d'années auparavant, et que nul n'eut l'idée de rétablir.

Après cette longue liste d'édifices légués par le passé au XIX^e siècle qui se contenta souvent d'en changer la destination, viennent les constructions nouvelles, dont le nombre fut peu élevé. Le Premier Empire n'en réalisa aucune; la Restauration vit l'achèvement du bâtiment qui, en projet, avait été successivement un Palais épiscopal et un Palais de Justice, et qui, une fois réalisé, ne fut qu'un marché couvert, d'ailleurs fort peu commode en son architecture dorique. Une nouvelle prison fut également construite. Sous Louis-Philippe un second marché couvert, en bois cette fois, fut édifié place Saint-Jacques; d'autre part l'architecte Gautiez, qui fut alors le plus occupé de la ville, dessina les plans d'un nouveau bâtiment des écoles municipales et du petit lycée; il resta fidèle pour ces édifices au style géométrique des ingénieurs militaires, bien qu'il ait montré dans d'autres œuvres que son talent n'était pas dépourvu de souplesse. Une école privée des Frères fut construite vers la même époque rue Saint-Vincent.

Aucune de ces constructions ne présentait de véritable originalité, et jusque vers la fin de la Monarchie de Juillet, la régularité la plus classique avait régné dans l'architecture messine, même dans la construction des habitations privées. Le plus bel exemple en est une grande maison construite alors à l'angle de la rue des Clercs et de l'Esplanade dans un goût très militaire. Cette discipline ne laissait nulle place à la fantaisie mais bannissait aussi le mauvais goût, et l'on se prend à la regretter quand on voit ce qui a été bâti depuis lors, et quel disparate en est résulté pour une ville dont l'unité avait été le caractère essentiel. Mais vers 1845, le public commençait à se lasser de la règle classique à Metz comme

(64) Ces tableaux restèrent en place de 1820 à 1842. Cf. *Journal de la Moselle*, 16 juin 1820. *Indépendant*, 24 août 1842.

(65) MIGETTE, *op. cit.*, II, p. 89.

à Paris, et les mémoires de Migette en sont le témoignage. Le vieux professeur de dessin, qui a connu tous les artistes qui ont passé à Metz entre 1815 et 1870, déplorait l'influence du Génie militaire, et n'exceptait de ses critiques que trois façades de la place de la Cathédrale, œuvre d'un réel mérite que l'architecte Jaunez réalisa sous la Restauration en un classicisme assoupli.

Il faut d'ailleurs observer que jusque vers 1845 l'industrie du bâtiment resta peu active à Metz. Au contraire les vingt années suivantes furent une période d'activité constructrice presque aussi intéressante que l'avait été le XVIII^e siècle (66). C'est alors que Gautiez édifia dans un style roman l'orphelinat Sainte-Constance et sa chapelle qui fut consacrée en 1850 : l'effet de cette hardiesse fut considérable. Il construisit ensuite, dans le faubourg de Montigny, un petit séminaire et le couvent du Sacré-Cœur, vastes édifices gothiques. Ce furent les plus grandes constructions de la première partie du XIX^e siècle. L'ancienne synagogue ayant été démolie en 1847, au grand regret des israélites attachés à la lettre de la tradition, une sorte de chapelle romane la remplaça. La construction privée revêtit un aspect nouveau : les façades s'ornèrent de sculptures, de rinceaux imités de la Renaissance, de statues. Des frontons coupés apparurent au dessus des fenêtres, des niches s'ouvrirent dans les murs. Autant la froideur géométrique avait côtoyé l'ennui, autant les nouvelles fantaisies frïsèrent le mauvais goût. Mais le public de l'époque admira ces innovations, dont les plus riches témoignages sont les œuvres de l'architecte alsacien Harnist, notamment l'imposant hôtel construit pour le banquier Simon entre la rue du Heaume et l'Esplanade. Les nouveaux immeubles furent bâtis en pierre de taille apparente, en ce calcaire jaune employé dès le moyen-âge pour tous les monuments messins. Leurs façades soigneusement appareillées parurent un luxe des temps nouveaux à côté des modestes crépis que la construction privée utilisait jusqu'alors. Le Second Empire vit une profonde transformation de l'architecture messine, sans que l'influence souvent évidente de la capitale eût enlevé à cette évolution toute originalité.

A la même époque l'architecte municipal Vandernoot édifia à l'Esplanade un kiosque à musique en fonte, et construisit l'abattoir de Chambière, après avoir visité plusieurs villes pour y étudier des édifices analogues. Le bureau d'octroi de style gothique qu'il dessina pour la porte des Allemands parut une innovation hardie, que la louange ou la critique commentèrent longuement. Son successeur Demoget fut l'auteur d'un lavoir public, le premier qui ait été créé à Metz où l'on se contentait jusqu'alors de pontons installés sur la Moselle. Il commença en 1869 les travaux du

(66) A. Metz, G 1,

Musée, qui ne fut achevé qu'après la guerre. Vers la même date, le Lycée fut agrandi par la construction d'une aile nouvelle, et la manufacture des Tabacs dota la ville d'un immeuble industriel qui surprit les Messins par l'ampleur de ses proportions. Enfin une nouvelle gendarmerie remplaça le couvent des Magdelaines. Mais le réveil de l'activité architecturale, pourtant évident après 1845, ne peut faire oublier ni la fièvre que l'industrie du bâtiment connut alors en d'autres villes, ni les grands travaux du XVIII^e siècle, tellement plus intéressants par leur valeur artistique comme par l'ampleur des projets. Metz ne posséda jamais une salle de réunion commode, et l'on y fut réduit à employer pour les distributions de prix la cour du Lycée ou l'orangerie de l'ancien jardin botanique, qui disparut à la fin du Second Empire. Aucun des projets de salle de concerts ne fut réalisé, et la tentative d'utiliser en ces occasions une serre en fer et vitres, héritage de l'exposition de 1861 placé au jardin Fabert, à la pointe de l'île de la Comédie, fut un échec lamentable (67). Certains services publics, les administrations des Contributions, la Poste, la Banque de France, le Télégraphe électrique, restèrent installés tant bien que mal dans des immeubles privés dont ils furent locataires.

L'usage de placer des statues ou d'autres monuments « décoratifs » sur la voie publique était exceptionnel avant le second tiers du XIX^e siècle, du moins dans les villes de province. La place d'Armes de Metz était ornée de deux trophées de pierre, belles œuvres du XVIII^e siècle, qui restèrent longtemps un exemple unique. Mais vers 1837 l'Académie royale de Metz entreprit l'érection d'une statue à l'un des plus glorieux enfants de la cité, le maréchal Fabert, fils d'un maître-échevin qui s'était élevé jusqu'au rang suprême par la valeur qu'il déploya, avec une modestie vraiment chrétienne, dans les guerres du règne de Louis XIII. L'initiative de ce projet venait d'un israélite messin, Olry Terquem, devenu bibliothécaire du Musée d'Artillerie. Une souscription publique fut ouverte, un concours de maquettes organisé. Le sculpteur Etex l'emporta, et après maintes discussions plus ou moins burlesques, la statue de bronze du maréchal fut inaugurée en 1842 sur la place Napoléon (68). L'opinion messine, qui regrettait l'élimination des artistes du pays, jugea avec quelque raison qu'elle n'était pas un chef-d'œuvre.

La voie était dès lors ouverte et l'on vit bientôt l'Esplanade ornée d'un cheval et d'un chien de bronze, œuvres du Messin Fratin. Sous le Second Empire fut érigée une belle statue de Ney, traitée avec un mouvement digne du monument que Rude réalisa à la même époque. Cette œuvre

(67) Le jardin Fabert fut créé en 1858, sur l'emplacement de l'ancien abattoir. *Indépendant*, 28 avril 1858.

(68) JEAN-JULIEN (Barbé): *La statue de Fabert* (Pays Lorrain, 1919, p. 610).

du Messin Pètre fut inaugurée le 15 août 1860 par Canrobert, en présence de 300 Sarrelouisiens, fiers de saluer un maréchal de l'Empire, en un moment où le prestige de la France était encore très vivant dans la patrie de Ney (69). Le même artiste exécuta à la fin du Second Empire une nymphe de bronze, qui fut placée à l'Esplanade, après maintes discussions soulevées par son entière nudité, qui effaroucha la pudeur d'un parti que les journaux anticléricaux ne manquèrent pas de ridiculiser. Les sourires furent d'autant plus nombreux que chacun put reconnaître les traits du modèle qui avait inspiré Pètre, une actrice du théâtre municipal (70). Quelques années auparavant l'architecte Demoget avait décoré les places Saint-Simplice et de la Comédie de deux fontaines monumentales avec figures de fonte, et une série de fontaines plus modestes, ornées de naïades ou de tritons, avaient été érigées en ville pour distribuer à tous les quartiers les eaux que la municipalité venait de faire capter à Gorze. Les anciennes fontaines, simplement accolées à un mur, subsistèrent comme témoins d'une époque moins prodigue. Un legs permit la construction d'une autre fontaine, dite Sainte-Constance, de même que la générosité d'un intendant de grande maison, l'anglais Johnston, avait été le point de départ de l'érection de la nymphe de l'Esplanade. Ces libéralités parurent inouïes à la plupart des vieux Messins, et quelques riches bourgeois redoutèrent que ces exemples de prodigalité ne les obligeassent à suivre une voie qui effrayait leur parcimonie traditionnelle. Il semble décidément qu'un nouvel esprit ait triomphé vers 1850, et il permis d'insister une fois encore sur cette idée qui reviendra souvent au cours de cet ouvrage : le Second Empire apparaît, par les détails de la vie locale, très proche de nos habitudes.

IV. — L'organisation urbaine

Si le cadre monumental de la vie messine s'est conservé jusqu'en 1850 à peu près tel qu'il était dès la Révolution, il en est sensiblement de même de l'aspect général des rues de la ville. Le plan de la cité resta celui que les siècles et les grands travaux du règne de Louis XV avaient tracé. La rue Lasalle fut percée sous Napoléon 1^{er}, peu après la mort du hardi sabreur, enfant de Metz, dont elle porta le nom. La Restauration ouvrit sur l'emplacement de l'ancien Palais épiscopal une rue fort étroite, et le Second Empire prolongea la rue de l'Evêché de quelques centaines de

(69) *Indépendant*, 18 août 1860. « Ce monument semblait attendre la révision des traités de 1815. » Edgar Ney reçut les Sarrelouisiens à l'hôtel de l'Europe.

(70) *Indépendant*, 21 et 28 août 1869.

mètres. La ville garda donc son caractère, et la circulation demeura difficile en ses rues trop resserrées : le ^{xx}^e siècle n'y a d'ailleurs apporté nul remède.

La grande innovation des premières années du dernier siècle avait été la création de l'Esplanade (71), conquise sur les anciens fossés qui séparaient de la ville les fronts intérieurs de la citadelle, démantelés par la Révolution. Metz disposa ainsi d'une vaste Place Royale, où manœuvraient à l'aise les conscrits du Génie, et d'une admirable promenade, plantée en quinconces, dominant la Moselle de toute la hauteur du rempart qui la terminait ; de sa terrasse, le regard découvre un paysage dont l'équilibre répond au caractère architectural de la cité. L'animation des eaux courantes, la verdure des prés, s'y encadrent dans la ligne sombre des côtes de Moselle, d'où se détache le profil du Mont Saint-Quentin. Ce devint le rendez-vous traditionnel des bourgeois messins, attirés souvent par les refrains d'une musique militaire, par la certitude d'y entendre les nouvelles de la ville. Le promeneur pouvait y rencontrer, même sous le Second Empire, les derniers vétérans de la Grande Armée, la redingote décorée d'un large ruban rouge, ou de celui, vert et rouge, de la médaille de Sainte-Hélène (72). Les gens modestes pouvaient même y louer des journaux à une échoppe où les vieux guerriers achetaient leur tabac à priser. On y montra parfois les marionnettes aux enfants émerveillés d'un telle innovation. Une voiture à chèvres y apparut sous le Second Empire, comme un signe des temps nouveaux.

Une autre promenade restait aux Messins, celle des remparts et de leurs glacis, puisque « l'Esplanade des Juifs », créée à l'entrée du quartier de l'Arsenal, sous la Restauration, par la démolition d'une caserne, n'attirait qu'une population misérable. Mais à la fin du Second Empire la municipalité que présidait un homme éminent, le docteur Félix Maréchal, prit une initiative hardie en vendant l'ancien jardin botanique, situé en pleine ville, et en acquérant à Montigny la belle propriété de Frescatelly qui le remplaça ; il créa aussi près de la Bibliothèque un square, d'ailleurs minuscule, car la place manquait.

Mais l'œuvre essentielle de la municipalité Maréchal fut de transformer l'ancien système de l'adduction des eaux. On se contentait jusqu'alors de maigres sources de Scy et du Sablon et la parcimonie de leur distribution dans de rares fontaines ne permettait qu'un service de nettoyage des rues bien insuffisant. Les odeurs de Metz évoquaient, disent les contemporains, une ville du moyen-âge, d'autant plus que l'usage s'était main-

(71) HIRTZ (J.) : *Notre esplanade*.

(72) BERTRAND (L.) : *Ma Lorraine*, p. 70, évoque ses souvenirs d'enfant en décrivant l'animation de l'Esplanade.

tenu de tuer les porcs en pleine rue, de les y flamber au milieu des gamins accourus (73). Ce n'est même que depuis la construction, en 1854, de l'abattoir Chambière qui remplaça celui voisin de la Préfecture, que les réglemens de police qui interdisaient d'abattre le gros bétail devant les boucheries ou dans les cours, avaient pu être sévèrement appliqués (74). La cloche de la Tour de Mutte, sonnée par le guetteur municipal, avertissait bien les habitants de balayer devant leurs portes, avant le passage des tombereaux de la voirie, mais tout restait inutile. Enfin de 1859 à 1866 l'architecte Vandernoot réussit à conduire à Metz les eaux des sources de Gorze, par un aqueduc de quinze kilomètres de long, rival de celui que les Romains avaient édifié dans le même dessein. Un réservoir fut construit au point le plus élevé de la ville, et toutes les critiques furent oubliées quand les eaux jaillirent, le 15 août 1866, au jet d'eau de l'Esplanade (75).

Parmi les autres travaux municipaux réalisés au XIX^e siècle, on peut citer la création, sous la Monarchie de Juillet, du cimetière de l'Est, qui fut dès lors avec celui de Chambière le plus important de la ville (76). L'ancien cimetière Bellecroix, placé sur les glacis, fut désaffecté en 1864 et une partie de ses monuments, dont la tombe de l'évêque constitutionnel Francin, furent transférés au cimetière de l'Est, bien plus éloigné des habitations. De même un cimetière qui se trouvait sur les glacis du Fort, dans la paroisse Saint-Simon, fut alors établi à Devant-Les-Ponts. Si l'on ajoute à cette liste de travaux les restaurations successives du Pont des Morts, du Pontiffroy et du Moyen-Pont, exécutées entre 1840 et 1860 par l'administration des Ponts et Chaussées, l'énumération des changements survenus à Metz avant 1870 est à peu près complète. Il n'y a rien de comparable aux bouleversements qu'ont subis certaines villes sous le Second Empire: le très lent développement de la population messine ne les justifiait guère, l'esprit messin semblait peu favorable aux entreprises municipales, et les fortifications de la place l'enserraient trop étroitement. On peut pourtant rappeler que les années écoulées entre 1850 et la guerre virent plus d'initiatives que les soixante qui avaient précédé. Elles virent aussi la réalisation de la plupart des trot-

(73) FAIVRE (B.): *La petite voirie à Metz* (Mémoires de l'Académie, 11^e année, 1829-30).

(74) A. D. MOSELLE, 140 M.

(75) La question des eaux peut être étudiée dans le détail grâce aux documents des A. Metz, 3 N. Le projet Vandernoot est de 1853. Il ne fallut pas moins de 13 années pour le faire aboutir.

(76) A. Metz 2 M 44-87.

toirs de la ville, et le développement du réseau d'égouts, qui resta néanmoins insuffisant (77).

Si la topographie urbaine de Metz s'est peu modifiée au cours de la première partie du XIX^e siècle, l'année 1852 vit toutefois une profonde transformation des habitudes traditionnelles. Ce changement fut une conséquence directe de l'achèvement de la voie ferrée: au temps des diligences le centre du trafic de la ville se trouvait place de Chambre et au Palais Français, dans l'impasse de la rue au Blé (78). Des gravures de cette époque montrent les lourdes voitures arrêtées au pied de la terrasse que domine la cathédrale; les rapports de police nous révèlent que la rareté des remises obligeait les entrepreneurs de messageries d'abandonner leurs diligences en pleine rue, où les miséreux ne se gênaient point pour y passer la nuit à l'abri des intempéries (79). Par exception, les rouliers de la route de Sarreguemines ou de Boulay s'arrêtaient dans les auberges de la rue des Allemands, la seule où l'on rencontrât des enseignes en langue germanique; les « dames favorites », voitures légères qui faisaient le service de Moulins, partaient de la place du Saulcy. Le quartier du Pontiffroy bénéficiait en partie du trafic vers Thionville; celui de la place Saint-Thiébauld accueillait le commerce de Nancy. La primauté de la place de Chambre, de l'hôtel du Nord qui en était proche, du Palais Français à l'angle de la place de la Cathédrale, s'exerçait surtout dans le domaine des relations lointaines, vers Paris, Bruxelles ou Mayence: pour les communications plus rapprochées elle n'excluait pas une certaine décentralisation. Naturellement les rues les plus vivantes étaient sur le passage des diligences et du trafic: rues Pierre-Hardi, du Palais, du Petit-Paris, Tête d'Or, formaient l'axe essentiel de la cité, et toutes celles qui menaient à une porte étaient des axes secondaires. Les trois rues mal alignées, irrégulières, qui sous les noms de Vieille-Boucherie, Porte-Enseigne et Serpenoise menaient aux espaces vides de la Place Royale ne s'animaient que lors des revues ou des foires de Mai. Tout un côté de l'immense place n'était bordé que de jardins, au delà desquels l'évêché n'attirait guère la foule.

Quand on commença à parler des voies ferrées, les Messins pensèrent placer la gare au plus près du centre du trafic des diligences. Le Conseil

(77) Dans beaucoup des rues les plus passantes les trottoirs datent de 1853. Six ans après on était déjà loin du temps où à Nancy les Messins se reconnaissaient à leur habitude de marcher au milieu de la chaussée. *Indépendant*, 19 janvier 1859.

(78) Consulter les listes d'entreprises de messageries dans les annuaires de Verronnais.

(79) A. Metz, I I 31-71.

général, le Conseil municipal, les journaux, mirent en avant un singulier projet : la voie arriverait dans l'île Saint-Symphorien, au pied de l'Esplanade (80). Les dépôts et annexes y auraient été placés à l'abri d'un ouvrage fortifié dont le Génie traça même les plans ; un souterrain percé sous le jardin Boufflers aurait permis à la ligne de pénétrer en ville, jusqu'à une gare projetée rue Sous-Saint-Arnould, à proximité du quartier des affaires. D'autres propositions envisageaient une station dans l'île du Saulcy. Tous ces projets méconnaissaient complètement l'avenir des voies ferrées et l'importance d'une gare, aussi les ingénieurs n'en tinrent-ils aucun compte. Quand on apprit que la gare terminus serait placée sur le glacis sud de la place, en un site occupé jusqu'alors par le polygone du génie, l'idée première fut de la rapprocher de la porte Saint-Thiebault. Mais les ingénieurs choisirent un emplacement situé plus à l'ouest, entre Metz et Montigny dont la voie ferrée allait faire la grandeur. Un corollaire s'imposait, le percement d'une nouvelle porte qui se trouva être la résurrection de la porte Serpenoise, fermée au ^{xvi}^e siècle lors de la construction de la citadelle, après avoir encore vu l'entrée d'Henri II dans Metz, en 1552. Des inscriptions placées à la nouvelle porte Serpenoise, dont la curieuse voûte courbe fut terminée en 1852, rappelèrent les faits historiques dont l'ancienne avait été le témoin.

L'ouverture de cette percée changea l'axe de la circulation dans la ville : l'avenue Serpenoise reçut son nom, les jardins dont elle était bordée commencèrent à céder la place aux maisons, les trois rues dont il a été question plus haut furent unifiées en une rue Serpenoise, alignée au cordeau, bordée d'immeubles nouveaux, qui devint l'artère principale de la cité et l'est encore après 80 ans. La décadence commença pour la place de Chambre et pour l'hôtel du Nord : l'hôtel de l'Europe, reconstruit dans un goût plus riche, rue des Clercs, hébergea toutes les notabilités de passage en attendant de loger, en juillet 1870, le quartier général de l'Armée du Rhin. Quand on apprit à Metz, en 1852, que les trains pour Thionville partiraient de la même gare que ceux à destination de Sarrebruck et de Nancy, certains crièrent à l'injustice. Les boutiquiers des rues des Jardins et du Pontiffroy rédigèrent une pétition qui recueillit 500 adhésions : ils auraient voulu que la gare pour Thionville fût placée à la porte de ce nom, que chacun reçût sa part du trafic (81). Ils faisaient

(80) *Indépendant*, 10 février 1847. *Enquête sur la gare de Metz* dans A. D. Moselle, 2 S, 260-261. En 1845 le Génie avait admis la gare au pré Saint-Symphorien et dressé même les plans d'un ouvrage destiné à la protéger. En février 1847, le Conseil municipal se résigna au projet Serpenoise, à condition qu'il n'y ait pas de gare à Montigny. Il demanda dès lors l'extension du périmètre de la ville, ce qui ne fut réalisé qu'au ^{xx}^e siècle.

(81) *Indépendant*, 12 août 1852, 8 février 1854.

remarquer que la disparition de l'Hôpital d'instruction privait déjà ces quartiers des élèves chirurgiens. Rien n'y fit, la décadence de la partie nord de la ville s'avérait irrémédiable, tandis que l'ère de grandeur commençait pour la rue Serpenoise unifiée, pour la porte de ce nom qui apparut dès lors, par exemple dans un poème de Verlaine, né à Metz en un temps où elle n'existait pas, comme un symbole de la cité inviolable !

Quant à la gare terminus édiflée devant le glacis, elle n'était qu'une médiocre construction en bois, le Génie ayant interdit de bâtir en dur en zone militaire (82). Son importance fut quand même essentielle pour le développement futur de la ville, car il apparut dès lors qu'elle ne pourrait s'étendre, le jour où elle serait délivrée de ses remparts, que vers le sud, en direction de Montigny. Les fondements de l'avenir étaient donc posés dès cet instant, quoique le démantèlement n'ait été réalisé que cinquante ans après.

Une autre question agita l'opinion messine à la veille de la guerre, celle du tracé du canal de la Moselle. Les uns rêvaient d'établir le port, destiné à être lié vers l'aval à Thionville, vers l'amont à Nancy, en ville sur le petit bras du fleuve, vers ce quartier Chambière où s'arrêtaient avant 1850 les bateaux de Trèves, au temps où les voies ferrées n'avaient pas encore tué la navigation sur la basse Moselle. C'étaient des timorés, des conservateurs qui voulaient éternellement maintenir les anciens centres du trafic et de l'animation. Les journaux messins, et surtout le catholique « Vœu National » défendirent cette thèse, parfois avec talent. D'autres voulaient que le trafic du nouveau canal empruntât le grand bras de la Moselle, qui n'avait jamais été navigable, et vint vivifier ce quartier du Fort où la place ne manquait pas. Le grand marchand de bois Guéden soutenait ce projet, et ses adversaires l'accusaient de n'y voir que son propre intérêt, d'oublier que l'animation du bras intérieur réjouirait les vieux militaires retraités en leurs monotones promenades. Mais les ingénieurs et le Conseil municipal appuyèrent le projet Guéden, qui avait évidemment l'avenir pour lui, puisque, légèrement modifié, il va être terminé en 1932 ! au moment où sera achevée la canalisation de Metz à Thionville que la guerre de 1870 a empêché de réaliser (83).

(82) La gare primitive fut incendiée peu après 1870. Les Allemands la remplacèrent par un édifice en pierre, devenu aujourd'hui l'ancienne gare.

(83) *Indépendant*, 26 décembre 1868, 7 juillet, 9, 31 juillet, 23 octobre, 19, 22 novembre, 11 novembre 1869. Une enquête donna 1865 avis pour le bras intérieur, 1285 pour l'extérieur. Mais le Conseil municipal et la commission d'enquête se prononcèrent en sens inverse. On prévit dès lors que le canal ferait naître une ville nouvelle, à caractère industriel, à Devant-les-Ponts : les mêmes prévisions sont faites en 1931 !

Il est une autre innovation du XIX^e siècle qui a profondément modifié l'aspect des rues de nos villes : c'est l'éclairage au gaz. Metz était jadis éclairée par des lanternes à huile, entretenues à forfait par un adjudicataire. Le cahier des charges prévoyait qu'elle ne seraient pas allumées les soirs de clair de lune, même par temps couvert, et cette restriction n'empêchait pas le Conseil municipal de proclamer que la ville était aussi bien éclairée que Paris. Dès 1824 le commandant retraité Landormy proposa de doter la cité de l'éclairage au gaz. Il en demanda la concession, et le Conseil municipal en discuta longuement : quelques conseillers pensaient qu'une si vive lumière pouvait faire perdre la vue, d'autres craignaient les explosions ; la plupart redoutaient la ruine de la culture du colza et de la corporation des huiliers, dont l'industrie était prospère en France, tandis que la houille venait de la Sarre. Désireux de concilier les divers points de vue, le Conseil autorisa la concession, à condition de n'employer pour la production du gaz que des graines oléagineuses à l'exclusion de la houille. Un mois après, il revint d'ailleurs sur cette singulière décision en accordant une autorisation pure et simple, ce qui n'empêcha pas Metz d'attendre encore douze ans le nouvel éclairage. En 1835 enfin le Conseil municipal, sourd aux plaintes des huiliers, décida le remplacement progressif des lanternes et traita avec la Société Lyonnaise. La transformation ne fut d'ailleurs complète qu'en 1853, et ce couplet, écrit en 1841 au moment où les rues qui joignent la place de la Comédie à la place Saint-Louis furent pour la première fois éclairées au gaz, prouve qu'elle ne satisfait pas tout le monde :

« Revenez, pauvres réverbères,
Chasser le gaz trop incertain.
Il est vrai, vous n'éclairez guère,
Mais vous brûlez jusqu'au matin.

D'ailleurs l'usage de compter sur les clairs de lune pour économiser le gaz subsista encore longtemps. Quoiqu'il en soit, le nouveau mode d'éclairage fut bientôt utilisé dans les cafés, au théâtre, puis dans les maisons particulières, et ses succès relèguèrent dans le passé quelques habitudes de l'ancienne vie (85).

(84) Cons. mun., 5 mars, 26 avril 1824.

(85) En 1835 on faillit établir l'éclairage au gaz de résine Bordier-Marcet, système portatif. Cf. Cons. mun., 12 mai 1835.

V. — La vie urbaine

En dehors des cérémonies militaires, des revues de la garde nationale, les rues de Metz ne s'animaient que par exception. Les jours de marché attiraient place Saint-Jacques et devant la cathédrale les paysans des environs, dont l'affluence était encore plus considérable lors des deux foires aux chevaux et au bétail qui avaient lieu au printemps et à l'automne hors des murs, à l'esplanade de Ban-Saint-Martin. Mais surtout « les foires » de mai (le pluriel est une locution messine) attiraient au chef-lieu de la Moselle un grand nombre de visiteurs. Les baraques s'élevaient en général sur la Place Royale, au grand mécontentement de l'autorité militaire privée d'un terrain commode d'exercice. A partir de la Monarchie de Juillet l'usage prévalut de faire alterner, pour satisfaire à tour de rôle les commerçants de deux quartiers, la Place Royale et celle de la Comédie. On voyait se monter alors des théâtres forains, le grand cirque Franconi, la baraque où l'on montrait Saint-Antoine et son cochon, celle où s'exhibait vers 1830 un enfant dans les yeux duquel on pouvait lire « Napoléon Empereur » et « Empereur Napoléon » ! Les campagnards se dérangeaient à l'occasion des foires qui attiraient jusqu'à ceux des environs de Longuyon et de Spincourt, car même pour ces lointains cantons, malgré la distance, il n'y avait d'autre grande ville que Metz. Les dernières années du Second Empire y virent s'installer un cirque dont le nom est encore familier au xx^{e} siècle, ce cirque Rancy qui a fait complètement oublier Franconi.

Sous la Restauration quelques coutumes, qui plus tard entrèrent en demi-sommeil, s'affirmaient encore très vivantes : les Messins se rendaient, chaque 1^{er} mai, en pèlerinage à la Bonne Fontaine, sur la route de Saulny et de Saint-Privat. Dès le point du jour, les jeunes gens reveillaient à son de trompe les habitants des quartiers populaires, et le tapage du matin annonçait l'animation de la journée. La municipalité s'efforça d'y mettre bon ordre, et finit par avoir gain de cause, comme elle l'avait eu au xviii^{e} siècle en supprimant le feu de la Saint-Jean et la coutume d'y jeter des chats vivants. Mais ce pèlerinage laïque était encore couru sous Napoléon III. L'usage des trimazos, cette promenade dansante et chantante d'un groupe de petites filles, le premier dimanche de mai, se conserva dans les campagnes, tandis qu'à la ville bien des fillettes commençaient à s'y sentir ridicules (86). La Saint-Nicolas demeura une fête très populaire auprès des enfants : chaque année des bandes de

(86) JEAN-JULIEN (Barbé) : *Coutumes populaires du Pays messin (Pays lorrain, 1909, p. 303). POINSIGNON (M.) : Quelques usages messins il y a 40 ans (Austrasie, 1905-06, p. 227 et 351).*

gamins suivaient dans les rues les saints à grande barbe et les Pères Fou-ettards, tandis qu'un marché aux jouets s'installait près de la cathédrale. Les carnavals furent constamment célébrés, et il fut un temps où les journaux citaient le luxe et la variété des masques. Le cortège organisé en 1852 par les officiers-élèves resta mémorable, car on y vit l'horifique dragon messin, le Graouilly, mais vers la fin du Second Empire la décadence de ces mascarades était sensible. Elle prouvait que le goût de la respectabilité descendait progressivement des classes aisées aux classes moyennes ou populaires (87).

Il va de soi que Metz célébra toujours un certain nombre de fêtes officielles, la Saint-Louis, la Saint-Charles, la Saint-Philippe, le 15 août. Les réjouissances n'y subirent guère d'innovations. Les distributions gratuites de victuailles de l'époque de la Restauration disparurent toutefois, mais il resta les bals en plein air, les mâts de cognac, les courses en sacs, et naturellement les revues imposantes et les services à la cathédrale. La promenade du lundi de Pâques à Ban-Saint-Martin, dont la fête patronale était la première en date parmi celles des villages voisins, resta traditionnelle : les élégances ne dédaignaient point de s'y montrer, et l'on ne manquait pas de comparer cette coutume messine à la promenade de Longchamps qui attirait alors tant de Parisiens. Pendant longtemps nul exercice sportif ne fut pratiqué par les Messins, en dehors de la natation, dont le spectacle risquait d'alarmer la pudeur des « personnes du sexe », et du canotage. Mais les « nacelles » que l'on louait sur la Moselle n'étaient guère utilisées que par des jeunes gens trop gais, et le nombre des noyades restait impressionnant. Même pour les enfants aucun exercice n'était organisé, et une tentative de jeux scolaires, sous la Monarchie de Juillet, fit se récrier le journal de l'opposition de gauche, qui déclara que l'on voulait offrir en spectacle les fils des travailleurs, et les démoraliser par les plaisirs du cirque (88). Il est vrai que l'exercice ne manquait pas aux gamins des rues, car les batailles entre enfants des divers quartiers atteignaient, place Saint-Thiébault et Mazelle, des proportions homériques. Les « bégottes » de Saint-Maximin affrontaient les « têtes de moutons » de Saint-Eucaire, et les « martinets » de Saint-Martin combattaient les « chapeaux recousus » de la paroisse Notre-Dame (89).

En l'absence d'autres distractions, il restait aux Messins les charivaris qui ne manquaient pas de souligner par un bruyant tapage de casseroles chaque mariage d'un vieillard avec une jeune fille, et les manifestations

(87) *Indépendant*, 22 février 1868.

(88) *Courrier*, 30 avril 1836.

(89) POINCIGNON (M.), *loc. cit.*

politiques auxquelles ils se complurent pendant les premières années de la Monarchie de Juillet, en un temps où la police municipale, forte de dix-huit agents, ne pouvait guère réagir (90). Il leur restait aussi les spectacles militaires, et la fréquentation des cafés et des cabarets. Sous la Restauration le peuple n'y consommait guère que du vin, comme le prouve cette délibération du Conseil municipal qui date de 1823 (91): « Avant la Révolution, il y avait à Metz quatre brasseries, mais le vin augmentant, il s'en fonda jusqu'à dix-huit. Après 1815, les nouvelles frontières gênèrent l'écoulement des vins dont le prix baissa. Dès lors, le peuple en revint au vin, sa boisson ordinaire, plus saine, convenant mieux à sa constitution et l'on ne but plus de bière, rouge ou blanche, que dans les cafés comme boisson de luxe ». Mais la consommation de la bière alla ensuite en augmentant et, dès la fin du règne de Louis-Philippe, le tennie de brasserie s'appliquait à des tavernes où, dans l'atmosphère enfumée d'une tabagie, des chanteurs ambulants enseignaient aux consommateurs les couplets à la mode, non sans que la police s'inquiât de ces innovations (92). Il restait aussi au petit peuple de Metz la ressource des promenades dominicales en famille, aux environs immédiats de la ville, ou la possibilité de réaliser, à force d'économie, l'ambition suprême de l'artisan des tristes rues de la vieille cité, l'acquisition d'un petit jardin sur les glacis, et d'une logette pour s'y abriter de la pluie ou du soleil.

Quelques événements exceptionnels attirèrent une foule considérable: l'ascension d'un ballon captif dans la cour de la caserne Coislin eut presque autant de succès qu'en avaient les exécutions capitales, place Saint-Thiébault ou au Fort Moselle. Ce dernier « spectacle » attira parfois jusqu'à 10.000 campagnards, autant que la foire en seul jour. Sous le Second Empire, des trains de plaisir amenèrent à Metz, on l'a vu, jusqu'à mille « Parisiens », presque tous originaires de la Moselle, et en sens inverse bien des Messins allèrent visiter la capitale, surtout à l'occasion de l'Exposition de 1867 (93).

D'autres pompes plus imposantes retenaient l'attention, les cérémonies funèbres ou religieuses. Ce n'est que depuis 1830 que l'usage des corbillards s'était introduit à Metz, après une longue résistance des fabriques

(90) Avant la Révolution il y avait à Metz 10 commissaires, 2 inspecteurs, 34 officiers de police, 20 sergents de patrouille. Sous l'Empire le nombre des agents n'était que de 10; il fut porté à 18 en 1815. Cons. mun. 30 novembre 1814, 18 juillet 1816.

(91) Cons. mun. 14 mai 1823.

(92) A. Metz, t I 31-37. Rapport de police, 4 février 1847.

(93) L'impression produite en province par l'Exposition de 1867 est évoquée par BERTRAND (L.): *Mademoiselle de Jessincourt*; l'auteur décrit la vie messine vers la fin de l'Empire et évoque les aspects de Brie (Amermont).

qui craignait d'être frustrées d'une part de leurs revenus (94). D'ailleurs la corporation des porteurs subsista longtemps et bien des familles jugeaient qu'il était plus respectable d'avoir recours à leurs offices. Le corps de Mgr. Besson fut encore porté processionnellement de l'évêché à la cathédrale, en 1842; l'enterrement du sénateur Thouvenel, ancien élève du lycée de Metz, fut au contraire, à la fin du Second Empire, une cérémonie du type nettement moderne. Quant aux processions, elles déroulèrent leurs cortèges dans les rues avec solennité sous la Restauration et sous le règne de Napoléon III, mais restèrent rigoureusement interdites pendant toute la Monarchie de Juillet. Celle de la Fête-Dieu, surtout pendant la réaction religieuse qui suivit le coup d'état du 2 décembre, était particulièrement magnifique. Elle se déroulait dans les rues décorées de feuillages, s'arrêtait aux reposoirs, dont ceux qu'élevaient l'Artillerie et le Génie se distinguaient par les dimensions et l'ornementation, et à chaque bénédiction du Saint-Sacrement les tambours battaient aux champs. La figure, d'une noblesse à la fois aristocratique et ascétique, de Mgr. Dupont des Loges imposait le respect à la foule, et derrière le clergé marchaient le préfet et les fonctionnaires en habits brodés, la Cour dont le prestige était rehaussé par les robes rouges, qu'elle revêtait aussi pour aller processionnellement assister, lors de la rentrée des tribunaux, à la messe du Saint-Esprit (95). Mais ces splendeurs ne durèrent pas, et le concours des autorités commença à leur faire partiellement défaut dès les dernières années de l'Empire (96). Bien qu'exclusivement religieuse, une cérémonie comme le jubilé de Mgr. Dupont des Loges, célébré en 1868, n'en restait pas moins fort imposante. Il faut pourtant observer dès maintenant qu'à la veille de 1870, l'esprit anticlérical, qui était apparu à Metz sous la Monarchie de Juillet, connaissait une nouvelle période de progrès, et que si la masse de la population s'inclinait religieusement lors des processions, quelques têtes restaient couvertes, et quelques paroles malsonnantes étaient prononcées (97).

Le trait le plus nouveau qu'ait apporté le Second Empire dans la vie messine fut la naissance d'un certain nombre de sociétés et de groupements. Leur apparition sembla un signe de réveil pour la cité, qui connaissait au même instant, dans un domaine plus élevé, une sorte de re-

(94) A. Metz, 1 D, cons. mun., 5 et 14 mai 1830. Le service des corbillards a commencé le 1^{er} décembre 1830, cf. *Journal de la Moselle*, 8 novembre 1830. En 1837 encore, le corps de l'abbé Sainsère, jadis proviseur du collège royal, était confié aux porteurs. Cf. *Courrier*, 18 mai 1837.

(95) Le 6 novembre 1852, le *Courrier* parlait de la rentrée de la Cour « préalablement réconfortée par une messe du Saint-Esprit ». Cf. *Indépendant*, 6 juin 1853.

(96) *Indépendant*, 25 juin 1862, 19 juin 1865, 6 juin 1866.

(97) *Indépendant*, 1^{er} juillet 1868 (Journal anticlérical).

naissance spirituelle. Depuis la Révolution, il n'existait à Metz d'autres sociétés que charitables ou intellectuelles. La plupart, ne groupant qu'un nombre restreint de bourgeois aisés, n'exerçaient nulle action sur la vie extérieure de la cité. Mais vers 1858 apparurent deux sociétés de chanteurs, l'Orphéon et la Sainte-Cécile, dûment autorisées, et non plus formées en dehors des règles légales comme le cas s'était présenté pour un groupe d'ouvriers que l'on avait condamnés quelques années auparavant (98). Dès 1859, les orphéonistes allèrent concourir à Paris, et leur deuxième prix leur valut une réception à l'hôtel de ville de Metz, à la « Commune », comme l'on disait encore parfois. L'année suivante les vit à Londres. Puis vint la grande année 1861, qui parut décisive pour l'évolution de la ville : à l'occasion d'un concours agricole organisé pour tous les départements de l'Est, une exposition universelle eut lieu à Metz (99). La Place Royale fut couverte de vastes baraquements ; des souscriptions organisées par un Comité ne laissèrent qu'un déficit de 20.000 francs, et des trains de plaisir amenèrent plus de visiteurs qu'on n'en avait jamais vu. Une société de tir fut alors fondée à l'occasion de la venue à Metz des arquebusiers de Sarrebruck et de Luxembourg : elle compta parmi ses membres le célèbre Gastine-Rénette, qui fonda plus tard à Paris un des stands les plus courus. Elle devint peu après société de Francs-Tireurs, et réunit près de 200 membres. L'exposition amena également la fondation de la Société des Régates. Les années suivantes virent la naissance d'une Société philharmonique, d'une Chorale à Montigny, d'une société de sonneurs de trompe, de deux chorales allemandes, et il fut même question, en 1869, de créer une société de vélocipédistes. Le département suivit l'exemple de son chef-lieu, et chaque fête fut prétexte à des réunions amicales. On vit le clipper à voile du bijoutier Vever, « Reine Gillette », remporter la victoire à Liège, aux sons de la Marseillaise, alors prohibée en France ; on s'habitua à entendre parler de yoles, de périssaires, de podoscaphes, et les noms mêmes des embarcations montraient que les canotiers du Second Empire étaient les frères de ceux de notre temps : la Flemme était rivale de Rigolboche (100). D'autre part, des courses hippiques furent organisées pour la première fois à Metz, dans la plaine de Chambière, par un groupe de notables, dont les noms indiquent à eux

(98) MOUZIN (L.) : *L'école de musique de Metz et l'Orphéon*. BARBÉ (Jean-Julien) : *Dictionnaire des musiciens de la Moselle*. Le père de Gabriel Pierné était directeur de l'Orphéon en 1870.

(99) COLLIGNON (A.) : *L'exposition universelle de Metz en 1861*. (Pays Lorrain 1909, p. 143).

(100) La société des régates fut fondée en 1861 ; les premières courses hippiques eurent lieu en juillet 1866. Metz ne faisait, à ce dernier point de vue, que suivre l'exemple récent de Nancy, celui bien plus ancien de Strasbourg.

seuls que la Société des Courses et celle des Régates ne se recrutaient pas dans les mêmes milieux : MM. de Wendel, de Pange, et le colonel de Vassart, aide de camp de l'Empereur, en étaient les fondateurs.

Une autre innovation, également contemporaine du Second Empire, semble rattacher cette époque à la nôtre. A côté des modestes cafés de province, s'ouvrirent alors des établissements que les contemporains jugèrent d'un luxe inoui, tel ce café du Grand Balcon, situé dans la nouvelle avenue Serpenoise, et entièrement décoré de glaces. Des orchestres cherchèrent à attirer les consommateurs, et des cafés chantants apparurent à Metz, comme le café du Midi qui s'installa dans la même avenue, à côté du jardin de l'évêché, tel ce jardin concert de la Régence, « illuminé à giorno », où l'on put entendre les chœurs pyrénéens en buvant un « cherry-cop », grog américain. C'est vers la même époque que la mode des terrasses précédant les cafés fut introduite à Metz, là où l'étroitesse habituelle des rues ne l'interdisait pas. Une vie nouvelle, assez différente de celle qui avait été traditionnelle depuis le XVIII^e siècle, s'implantait donc dans les domaines les plus divers. La proposition que fit un jour *l'Indépendant de la Moselle* d'établir à Metz un stade à la manière antique en est un dernier témoignage (101).

VI. — La vie intellectuelle

Dans la vie intellectuelle d'une ville de province au XIX^e siècle, le théâtre vient au premier plan (102). Depuis sa construction terminée en 1752, la salle de spectacle de Metz n'avait jamais cessé d'attirer le public, et jusque sous la Restauration le système d'abonnement forcé, imposé aux officiers de la garnison, lui assura une clientèle régulière. Mais cette contrainte, dont l'origine était antérieure à la Révolution, ne préservait pas le théâtre messin de crises périodiques. Bien rares furent les directeurs qui échappèrent à la faillite, malgré la subvention municipale qui atteignait 6.000 francs au début de la Restauration, qui fut élevée à 12.000, réduite au lendemain de 1830, et portée plus tard à près de 25.000 francs. Les désastres financiers furent si fréquents qu'il fallut parfois placer le théâtre en régie municipale, ou le confier à une société d'artistes après le départ brusqué d'un directeur, ou faire appel à un groupement de 40 actionnaires, riches Messins qui perdirent d'ailleurs 40 % du capital en-

(101) *Indépendant*, 8 mars 1802.

(102) BARBÉ (Jean-Julien) : *le Théâtre à Metz*. Les mémoires inédits de Migette sont un document précieux pour l'histoire du théâtre, car leur auteur, peintre de décors, y a réuni de nombreuses anecdotes sur les directeurs et les artistes.

gagé (103). Mais les difficultés pécuniaires n'étaient point les seules qu'eût connues le spectacle à Metz : l'usage traditionnel de soumettre au jugement du public les artistes proposés pour un engagement amena, jusqu'au début du Second Empire, de multiples incidents, les officiers de l'Ecole d'application s'opposant au choix des bourgeois, sifflant, jetant des pommes cuites ou des billets ridicules dont ils exigeaient la lecture. Le commissaire de police intervenait alors, et le tapage devenait tel qu'il ne restait d'autre solution que de baisser le rideau et de rembourser les places. Enfin, surtout aux jours agités de la Monarchie de Juillet, les manifestations politiques ne furent pas rares au théâtre de Metz (104).

Une troupe de comédie alternait avec une troupe de grand opéra, mais en un temps où les tournées étaient inconnues, l'esprit d'économie imagina l'ingénieuse solution de les faire voyager entre Metz et Nancy. Il faut d'ailleurs noter que la valeur et l'intérêt des spectacles furent souvent dignes d'éloges : sous la Restauration, la scène messine vit plusieurs fois Talma et Mlle Mars ; la Juive ou la Muette de Portici, alors dans tout l'éclat de leur nouveauté, étaient au répertoire. Vers 1830, Hernani fut représenté, et en 1846 Mlle Georges, alors énorme, marchant avec une difficulté extrême, mais dont la tête restait noble et expressive, vint jouer Marie-Tudor, Lucrèce Borgia et la Tour de Nesles (105). Les Huguenots, Guillaume Tell, parurent à Metz peu de temps après que la capitale les eût applaudis ; Faust fut monté en 1859, l'année même de la première. Certains opéras remportèrent le plus vif succès, grâce au soin qui avait présidé à leur représentation : ce fut le cas du Songe d'une nuit d'été, comme de la plupart des œuvres d'Ambroise Thomas, né à Metz, fils d'un petit bossu qui était musicien à l'orchestre du théâtre ; ce fut le cas du Prophète, de Meyerbeer, joué 18 fois dans la seule année 1850, et de deux féeries qui semblèrent le dernier cri de la nouveauté, la Biche au bois, qui réunissait 200 figurants, la Chatte Blanche, qui comprenait quinze tableaux. Enfin, on vit même à Metz de véritables premières : en 1861 fut monté un drame historique, d'ailleurs passablement ridicule, le Siège de Metz de 1552, avec ouverture du compositeur Durutte, fils du général qui avait défendu la ville en 1814. Trois ans après, le Luthier de Crémone, ouvrage du même auteur, eut un vif succès (106).

(103) Au lendemain de 1830, il y eut dans la presse locale de nombreuses polémiques sur l'opportunité de la subvention. Cf. *Courrier*, 21 mai 1836.

(104) Cf. les rapports de police dans A. Metz I I.

(105) MIGETTE (A.) : *Mémoires inédits*, I, p. 658.

(106) Le comte Camille Durutte (1803-1881) fut un des meilleurs compositeurs qu'ait compté à Metz, où il résida pendant cinquante ans. Cf. sa *notice nécrologique*, par PROST (A.). (Mémoires de l'Académie, 1881-82).

Certains spectacles de comédie ne furent pas moins intéressants : en 1845, Rachel fut applaudie dans Phèdre et dans Horace ; en 1863, la représentation d'une œuvre alors toute récente d'Emile Augier, le Fils de Giboyer, eut le plus vif succès de curiosité. Les démocrates étaient venus en foule, car ils espéraient voir la noblesse et le clergé ridiculisés ; mais les méchantes langues prétendirent qu'ils furent quelque peu déçus, beaucoup de traits d'esprit restant trop fins pour eux ! Les Mémoires de Migette racontent que les plus mécontents furent les bourgeois enrichis et prétentieux, ceux qui envoyaient leur fils chez les Jésuites pour avoir l'occasion de dire : « Mon garçon est le condisciple et même, je crois, l'ami du fils de M. le Comte de . . . » (107). Mirbeau n'inventait rien en écrivant Sébastien Roch. Quelques années plus tard, les Messins applaudirent Patrie, de Sardou. Des pièces inédites furent montées sur leur scène, comme cet opéra-comique composé par deux amateurs de la ville, Mouzin et de Puymaigre, et dont le titre est digne de Labiche, les Deux Valises (108). Il faut encore noter que, vers la fin de la Monarchie de Juillet, une troupe allemande de passage était venue donner quelques opéras, Freischütz, Roméo et Juliette, et que pour la première fois la scène messine entendit la langue germanique qui devait y triompher presque exclusivement, quarante ans plus tard ! (109).

Ce tableau de l'activité théâtrale serait trop brillant, si l'on ne montrait pas qu'il y eut des périodes de stagnation, de désertion du spectacle par les auditeurs lassés de sa monotonie. Les plus heureuses directions furent postérieures à 1850 : c'est alors que Jourdain, dont l'instruction et les manières contrastaient avec le laisser-aller de trop de ses prédécesseurs, réussit à rénover l'intérêt des représentations, et gagna 30.000 francs en cinq ans ; c'est alors que parut Marck, qui dirigeait également la scène de Nancy, qui jouait lui-même la comédie. Son apparence d'homme du monde éblouit Metz, et ses conférences littéraires à l'Hôtel de Ville lui valurent de nombreux succès ; les applaudissements éclataient quand il entra dans la salle, sûr de son prestige physique, suivi de l'avocat Limbourg, futur préfet de la République, qui s'estimait heureux de porter la serviette d'un tel directeur ! (110). Enfin l'éclat de la scène messine fut relevé par les décors souvent remarquables qu'exécuta pour elle le peintre Migette ; c'est dans cette seule spécialité qu'il montra un véritable talent, qui après quatre-vingts ans semble à peine avoir vieilli.

(107) MIGETTE (A.) : *op. cit.*, I, p. 717. Cf. *Indépendant*, 7 mars 1863.

(108) Edouard Mouzin (1822-1894), fut le fondateur de l'Orphéon. Le comte de Puymaigre (1816-1898), fils d'un préfet de la Restauration, fut un des collaborateurs les plus féconds de *l'Austrasie*.

(109) MIGETTE (A.), *op. cit.*, I, p. 644.

(110) MIGETTE (A.), *op. cit.*, I, p. 719.

Mais en dehors du théâtre, les distractions intellectuelles restèrent longtemps fort rares à Metz, qui ne passait d'ailleurs point pour une ville où le culte des lettres et des arts fût particulièrement en honneur. Bien des Messins n'ont pas hésité à souligner la prédominance en leur cité de l'esprit sans envolée du boutiquier attaché à son comptoir ou de l'esprit scientifique (III). Il y avait bien à Metz une Académie, sœur de ces académies provinciales qui sont un des traits de nos villes, mais sa devise, « l'Utile », semblait lui donner comme mission principale l'organisation de cours industriels pour les ouvriers, d'expositions des produits de l'industrie, et les encouragements à l'agriculture. Elle s'enorgueillissait d'être l'héritière de cette Société royale qui avait récompensé un des premiers écrits de Robespierre et reçu de l'abbé Grégoire un mémoire sur la condition des Juifs. Elle réunissait les plus remarquables des Messins d'origine ou d'occasion, mais dans ses Mémoires les travaux scientifiques, surtout quand ils sont signés de Poncelet, ont plus d'intérêt que les morceaux de littérature. Metz ne manqua jamais, avec la prédominance qu'y exerçaient les armes spéciales, d'hommes de science : elle a vu naître les géologues Delesse et Daubrée, qui furent tous deux membres de l'Institut, et un grand nombre d'ingénieurs civils et militaires. Les travaux géologiques de Victor Simon et de Terquem sur la Lorraine ont une réelle valeur et enrichissent la collection des Mémoires de l'Académie. Mais pendant trop longtemps, l'histoire parut n'être représentée à Metz que par un amateur d'une véracité parfois contestable, le docteur Bégin (II2), et les lettres par le fabuliste Macherez et le vaillant colonel Brosset, qui décrivit en vers de mirliton tous les bals dont il fut le témoin ! La ville avait pourtant donné à la France quelques hommes remarquables par leur culture littéraire et politique, les de Lacretelle, Rœderer, Barbé de Marbois, le comte Emmery, qui forma une collection de manuscrits concernant l'histoire locale que conserve aujourd'hui la Bibliothèque nationale. Mais ces hommes, qui avaient joué un rôle au cours des tempêtes de la Révolution, ne semblaient pas avoir de successeurs dans les générations plus jeunes. Sous la Restauration et la Monarchie de Juillet, la tradition scientifique y dominait entièrement.

(III) La prédominance de l'esprit scientifique à Metz au XIX^e siècle est indiquée par Didion dans son discours à la séance publique de l'Académie (20 mai 1839). Le rapport sur l'exposition de 1822 (Mémoires de l'Académie, 1823) avoue que la ville est peu renommée pour les arts.

(II2) Le docteur E. Bégin, né à Metz en 1802, fut un polygraphe fort prolifique.

Une évolution se dessina aux environs de 1850 (113). Dès 1837, une revue littéraire et historique, *l'Austrasie*, s'était fondée à Metz, où elle ranima le goût du passé. Après le baron Ladoucette, qui fut le « Walter Scott » messin, après la publication par un professeur du Lycée, Huguenin, des Chroniques de Philippe de Vigneulles (d'ailleurs fort médiocrement transcrites), et l'apparition d'un résumé de l'histoire de la ville, œuvre de Justin Worms, un véritable érudit local allait renouveler les méthodes de travail : Auguste Prost. Le comte de Puymaigre entreprit l'étude du folklore lorrain, de Bouteiller commença un dictionnaire historique du département, l'avocat Charles Abel publia d'innombrables notices. Ce réveil fut symbolisé par la fondation de la Société d'archéologie (114).

En même temps qu'elle cessait d'être une marâtre pour les lettres, Metz connut un développement artistique que l'indifférence des débuts du XIX^e siècle ne faisait pas présager (115). Depuis 1833 un conseiller à la Cour, Michel, qui fut l'historien de l'ancien Parlement, et le receveur général Lucy, aquarelliste et homme du monde fort brillant, avaient fondé une société des Amis des Arts qui exposa assez régulièrement et survécut à toutes les crises qu'elle traversa. On y remarquait chaque fois des œuvres de Messins, qui appartenaient souvent à de bonnes familles, comme les peintres Auguste Mennessier, des Robert et A. Rolland. Une vente de quarante pastels de ce dernier rapporta en 1855 la somme de 14.000 francs pour les œuvres de charité et fut un véritable événement dans la société messine. Les noms des sculpteurs Pètre et Fratin ont déjà été cités, mais au dessus de tous, et même du bon peintre Devilly, se tenait Laurent Maréchal, dont la réputation de verrier dépassa largement les limites de la région. Ses ateliers travaillèrent même pour Paris et l'étranger, et la commande qui lui fut faite de deux grands verrières pour le Palais de l'Industrie, lors de l'Exposition de 1855, leur reproduction dans *l'Illustration*, mirent le sceau à sa réputation. Ancien disciple de Saint-Simon, Maréchal ne put qu'être satisfait d'avoir à représenter un

(113) *L'Indépendance belge*, citée par *l'Indépendant*, 21 décembre 1857 : « La ville de Metz, qui n'a été bien longtemps qu'une vaste caserne, où toutes les intelligences étaient tournées vers l'étude des mathématiques et où l'épaulette avait une prédominance exclusive, Metz commence à se ressentir du mouvement général de l'industrie et des arts ».

(114) Cf. *Indépendant*, 29 mars 1855, Auguste Prost (1817-1896), apparenté aux meilleures familles de la bourgeoisie messine, fonda par testament le prix que décerne annuellement l'Académie des Inscriptions et qui perpétue le souvenir de ce grand érudit, qui fut passionnément attaché à sa ville natale.

(115) Dans un rapport rédigé à l'occasion du Congrès scientifique de France en 1837 (*Compte rendu*, p. 465). B. Faivre avouait qu'au début du XIX^e siècle Metz était la marâtre des arts.

sujet digne des théories du Maître: « Les nations soumises aux lois de l'Équité sont unies par l'accroissement des échanges » (116). Metz possédait même sous le Second Empire deux journaux littéraires ou artistiques, *l'Artiste Messin* (plus tard le *Furet*) qui parlait du théâtre, *l'Union des Arts*, où l'on put lire de nombreux articles signés d'un enfant du Pays Messin qui devint professeur à la Sorbonne, Gandar (117). Enfin, grâce à quelques collections privées rassemblées par des originaux, un ancien page de Louis XVI devenu commissaire de police, un professeur de dessin, et légués ou acquises à bon compte par la ville, un Musée se constitua. Il fut installé en 1839 à côté de la Bibliothèque (118).

La musique fit également des progrès très nets au cours du second tiers du XIX^e siècle, après la fondation par Victor Desvignes d'une école qui devint en 1841 une succursale du Conservatoire de Paris. Au lieu des rares concerts donnés jadis dans un but charitable ou par des artistes de passage, on vit se multiplier les manifestations musicales (119). Des compositeurs messins, tels Mouzin, successeur de Desvignes au Conservatoire, ou le comte Camille Durutte, y firent entendre des œuvres inédites. Mais surtout Metz s'enorgueillit de la gloire d'Ambroise Thomas; il n'était pas rare de le voir présider les distributions des prix du Conservatoire de sa ville natale, qui comptait parmi ses plus jeunes élèves, à la veille de l'annexion, le futur chef d'orchestre des Concerts Colonne, Gabriel Pierné.

Mais le réveil de l'activité intellectuelle du chef-lieu de la Moselle ne se limitait pas au domaine de l'art. A la fin du Second Empire, la mode des conférences fut introduite à Metz par le succès qu'obtinrent celles dont l'Exposition universelle de 1861 avait été le prétexte. Tandis qu'un congrès historique sous la Monarchie de Juillet, qu'un congrès géologique en 1853, n'avaient attiré que quelques spécialistes (120), le public

(116) Laurent Maréchal (1802-1886), dont les ateliers étaient installés d'abord rue des Murs, puis rue de Paris au Fort Moselle, décora notamment les chœurs de Notre-Dame de Paris et de Sainte-Clotilde, le cabinet de Viollet-le-Duc, et en trente ans d'activité (1837-67) travailla pour 1.688 églises. Après 1870, il transféra sa maison à Bar-le-Duc. Cf. *La Moselle à l'exposition de 1867*, p. 55.

(117) E. Gandar, né dans la Meuse en 1825, était le neveu de Rolland de Rémy. Il mourut en 1868 professeur à la Sorbonne. Cf. ses *Lettres et souvenirs*, 2 volumes.

(118) MICHEL (E.): *Le Musée de peinture de Metz* (Mémoires de l'Académie, 1867).

(119) La première société musicale qu'ait vue Metz avait été fondée en 1797 par un Allemand du Palatinat, Behmer. Cf. JEAN-JULIEN (Barbé). *La première société philharmonique à Metz* (Pays Lorrain, 1926, p. 368).

(120) En 1837, le préfet Sers prit un arrêté pour supprimer du programme du congrès scientifique la section des séances morales, économiques et législatives. Cf. *Courrier*, 9 septembre 1837.

fut nombreux aux soirées du grand salon de l'Hôtel de Ville, qui avait déjà, quelques années auparavant, abrité un cours de phrénologie, professé par le docteur Scoutetten. A partir de 1862, l'Académie impériale organisa chaque année des conférences, et les sujets les plus divers y furent traités avec une audace et une liberté qui provoquèrent même les foudres épiscopales, lorsqu'un médecin major eût exposé les théories darwiniennes avec une éloquence convaincue (121). La foule se pressa au théâtre pour entendre Gustave Lambert exposer ses projets de voyage au pôle. Enfin, au cours des dernières années qui précédèrent 1870, l'Association scientifique de France eut à Metz un groupe très vivant, qui compta près de 200 membres; elle organisa des congrès intéressants, sous l'impulsion du colonel Goullier et d'Alfred Terquem, professeur de physique au Lycée, qui avait expérimenté publiquement, dès 1865, la bobine de Ruhmkorff. On y vit plusieurs fois l'illustre Le Verrier; on y entendit Marey parler du vol des oiseaux, et l'ingénieur des Ponts et Chaussées de la Meuse, Poincaré, expliquer quelle était dans son département l'organisation du service météorologique, sans prévoir que cinquante après, dans cette même salle, Metz délivrée saluerait son fils Raymond, devenu Président de la République (122).

Vers la même époque, le Palais de Justice vit plusieurs fois la foule des avocats se presser à l'audience pour entendre la voix de quelque illustre confrère parisien, de Jules Favre, de Berryer, d'Emmanuel Arago. Un banquet fut offert à Grévy et à Dufaure quand ils vinrent plaider en 1867, et en presque toutes ces occasions la politique se mêlait à l'amour de l'éloquence. Mais à cette vie intellectuelle, certainement plus active qu'elle ne l'avait été vingt ans auparavant, il manquait un couronnement. Metz n'avait point de facultés, et le haut enseignement n'y était représenté que par les classes de mathématiques spéciales du Lycée et de Saint-Clément et par l'Ecole d'application. Tant que Strasbourg avait seule possédé la série complète des facultés, le chef-lieu de la Moselle s'était résigné, car les deux villes s'ignoraient sans être rivales. Mais Metz se sentit frustrée quand Nancy obtint successivement une école de médecine et un ensemble de trois facultés. Metz admettait bien de laisser la suprématie universitaire à sa voisine, mais à condition de recevoir les Sciences : elle faillit réussir, mais l'intervention directe auprès de Napoléon III d'un grand Nancéien, d'un grand Lorrain, Guerrier de Dumast, l'emporta. L'ancienne capitale des ducs devint aussi en 1858 résidence d'un maréchal de France; elle disputa même à Metz sa manufacture des tabacs. En toute occasion, elle semblait prétendre au rôle

(121) Cf. chapitre XII, paragraphe 7.

(122) *Indépendant*, 16 avril 1866.

de capitale de l'Est, au-dessus de Strasbourg et de Metz (123). La croissance plus rapide de sa population menaçait la supériorité numérique que Metz avait longtemps possédée sans conteste. Malgré les paroles de fraternité prononcées dans les discours officiels, les deux villes voisines demeuraient rivales, sans qu'on pût deviner laquelle l'emporterait.

VII. — La population et l'esprit messins

Pour compléter le tableau de l'ancienne vie messine, il faudrait pénétrer dans les différents milieux de la ville, dans ses divers quartiers (124). Au nord de l'agglomération, vers Chambière ou vers l'Arsenal, s'étendaient les rues les plus pauvres, les plus malsaines. Dans les maisons décrépites, où il n'est pas rare de voir quatre étages reliés par d'ignobles escaliers branlants, vivaient les ouvriers les plus misérables, dans la promiscuité des logements trop étroits. Metz ne comptait pas moins de 4.000 indigents (125), le dixième environ de sa population, et les efforts du bureau de bienfaisance, les distributions de pain, les soupes de l'œuvre du Chauffoir, organisée sous le Second Empire par la conférence de Saint-Vincent de Paul, ne pouvaient suffire à tant de misère. De même l'hospice israélite n'arrivait pas à soulager les détreesses qui existaient dans la population pauvre de l'ancien ghetto, pressée autour de la synagogue, et de civilisation encore arriérée.

Les quartiers des bords de la Seille, avec le pittoresque des tanneries dominant de leur sept ou huit étages l'étroit cours d'eau, n'étaient guère plus fortunés, ni plus sains, car une rivière peu abondante ne peut être qu'un cloaque dans la traversée d'une ville. Il fallait aller vers le haut de Sainte-Croix, au point culminant de la cité, pour voir l'aspect changer, trouver des maisons bourgeoises, d'ailleurs elles aussi hautes et sombres, mais donnant souvent sur de larges cours intérieures, de grands jardins un peu moisissés, des espaces libres dépendant des couvents. Tout le centre de la cité était ainsi formé d'un enchevêtrement de rues où les classes moyennes côtoyaient le peuple des ouvriers et des artisans, sans qu'il y eût toujours une distinction fort nette. La spécialisation des quartiers n'était pas aussi absolue qu'elle l'est devenue dans nos villes contemporaines. Les rues passantes se réservaient naturellement le commerce, et les modestes boutiques s'y succédaient sans intervalle.

(123) Cf. « Affectueuses observations sur la ville de Nancy », *Indépendant*, 10 mars 1855.

(124) La vie sociale de l'ancien Metz est décrite par A. MÉZIÈRES : *Au temps passé*.

(125) A. Metz, I F 5-327.

Cette population, dont la condition sociale variait entre celle de l'ouvrier régulier, de l'artisan et du boutiquier, formait le fond même de l'ancien Metz. Elle était totalement messine par son origine, par ses habitudes, par ses noms : les Poinssotte et les Poinssignon, les Thiriot et les Thiriât, les Hocquard et les Hennequin, s'y retrouvaient fraternellement. Elle formait ces masses qui ne s'étaient jamais élevées à l'électorat, sauf à titre municipal, sous la monarchie censitaire, et dont l'élite avait formé le gros de l'effectif de la garde nationale. Metz n'étant point spécialisée dans sa vie économique, nulle profession n'y dominait nettement. Sauf dans les quelques usines textiles, d'ailleurs peu importantes, chaque patron n'employait qu'un tout petit nombre d'ouvriers, car le chef-lieu de la Moselle ne connut jamais une véritable « grande industrie ». C'est cette population qui constituait à Metz « les couches nouvelles » dont Gambetta a parlé quelques années après 1870. Sa vie était d'ailleurs plus liée à l'ensemble de la vie nationale qu'on ne l'aurait cru, car bien des fils de ces familles modestes parvinrent à s'élever par l'instruction, et acquirent ainsi dans le pays une situation enviable : Ambroise Thomas était le fils du contrebassiste du théâtre, le général Goze d'un fourbisseur de Fournirue ; le général Nassoy naquit dans une caserne, et son père était simple gendarme (126). Les exemples analogues sont trop nombreux pour qu'il soit possible de les citer. Ils montrent qu'il n'y avait point de barrières absolues, et que l'élévation sociale, sans « étape » n'est pas une nouveauté dans une ville française. Mais en général, ces classes moyennes ne jouaient quand même point, dans la ville, le rôle essentiel : ni socialement, ni politiquement, elles ne pouvaient prétendre à la direction, et il fallut la crise de 1871 pour permettre à un simple mercier de la place de la Cathédrale, Paul Bezanson, d'arriver à la mairie de Metz. Trente ans auparavant, c'est à peine si le préfet avait osé y nommer un commerçant fort à l'aise, mais qui possédait une boutique, Barthélémy Bompard (127).

C'est qu'il existait à Metz des milieux d'une bourgeoisie plus aisée, plus élevée dans la hiérarchie sociale, qui assumèrent presque seuls, jusqu'en 1870, la direction de la ville. Pour leur appartenir, il fallait ne pas tenir boutique, mais vivre des revenus de ses propriétés urbaines ou rurales, d'une profession libérale ou d'une charge de haut fonctionnaire. Quelques commerçants particulièrement aisés, quelques industriels pouvaient être rangés dans la même catégorie, mais ils étaient peu nombreux dans une ville dont l'activité économique ne devint jamais in-

(126) Cf. NÈRÉE QUÉPAT : *Dictionnaire biographique de la Moselle*. BARBÉ (Jean-Julien) : *Les maisons historiques*.

(127) A. D. Moselle, 46 M 7, lettre du préfet au ministre, 16 novembre 1831.

tense. Maurice Barrès ne s'était pas trompé en dépeignant la fierté de Mme Baudoche évoquant les 200 millionnaires que la ville comptait jadis. Le nombre est peut-être inexact, mais l'impression générale subsiste que le chef-lieu de la Moselle était une ville d'ancienne bourgeoisie. Ce sont naturellement ces milieux liés par tous leurs intérêts à la vie nationale, indépendants par leur fortune, que l'annexion a le plus complètement éloignés de la ville, qui s'est trouvée ainsi privée de son ancienne élite. Ces classes aisées avaient formé sous le régime censitaire la base du corps électoral, que l'accroissement de la richesse avait d'ailleurs sans cesse élargi : avec le cens de 200 francs, le nombre des électeurs des trois cantons de Metz, dont la grande majorité étaient domiciliés dans la ville même, avait passé de 500 à 800 entre 1833 et 1848, tandis que les chiffres de l'ensemble du département s'élevaient de 1.500 à 2.500 (128). Le chef-lieu possédait donc le tiers du corps électoral, ce qui montre l'importance de sa riche bourgeoisie. Même à la fin du règne de Louis-Philippe, le nombre des patentés n'était pas la moitié du total des électeurs, et encore la patente ne dépassait-elle les autres impôts que pour moins de 15 d'entre eux. Ces chiffres montrent à quel point la propriété foncière était restée la forme essentielle de la fortune, avant que le Second Empire ne commençât à entraîner certains riches Messins vers les spéculations de la Bourse, ne les incitât à souscrire aux emprunts d'Etat, à acheter des titres de Suez ou des chemins de fer espagnols (129).

Mais ce serait une illusion de se représenter la bourgeoisie messine comme une classe unie. On y distinguait des milieux fort différents, et surtout un monde libéral et un monde légitimiste. On y rencontrait des fortunes très inégales, mais une certaine parcimonie, une ignorance volontaire du luxe ostentatoire semblaient garantir à toutes la stabilité. Dans les quartiers riches du sud de la ville, les hôtels particuliers furent toujours rares, et certaines demeures du XVIII^e siècle se trouvaient déjà partagées entre plusieurs locataires. C'est seulement sous le Second Empire que l'on vit certaines familles faire construire pour elles seules des maisons dont les dimensions étonnèrent les contemporains, comme celles du président d'Hannoncelles ou du riche négociant Geisler, rue aux Ours ou avenue Serpenoise, comme l'hôtel Valette, rue des Clercs. Il n'em-

(128) A. D. Moselle, 16 M. 3-17.

(129) Lors de la souscription de Suez, la Moselle occupa le 17^e rang parmi les départements. Cf. *Indépendant*, 29 janvier 1859. Les chemins de fer espagnols furent une affaire malheureuse, cf. *Indépendant*, 17 novembre 1866. La spéculation exerça ses ravages même dans les campagnes : un petit propriétaire de Sainte-Ruffine, près de Metz, se suicida après avoir perdu l'argent qu'il avait obtenu en hypothéquant ses terres (*Indépendant* 8 juin 1857).

pêche que la plupart des familles, même fort à l'aise, continuèrent à habiter par appartements, et à mener une vie réservée. Quelques bals, à l'occasion desquels on se disputait le concours du serveur Auguste, réunissaient au cours de l'hiver chaque catégorie de la société, selon les nuances de la politique et de la hiérarchie mondaine. L'été et l'automne voyaient l'émigration des familles vers les maisons de campagnes des environs, qui méritent rarement le nom de château, et d'où l'on revenait le plus tard possible, souvent en novembre seulement, car la chasse et les vendanges sont l'attrait de l'arrière-saison dans le Pays Messin. Les villegiatures plus lointaines restèrent l'exception, même à l'époque des chemins de fer. On allait pourtant quelquefois faire un séjour dans une ville d'eaux, Baden-Baden, Ems et Wiesbaden, ou, mais seulement à partir du Second Empire, au bord de la mer. La mauvaise saison ramenait les parties de bouillote ou de whist, coupés de conversations dont le ton différait naturellement entre le salon Bouchotte, citadelle du libéralisme, et ceux de la noblesse légitimiste cantonnée dans les environs de la rue des Parmentiers, en ces quartiers que l'on surnommait le Faubourg Saint-Germain de Metz.

Les bals officiels, celui de la Préfecture et plus encore ceux de la Division militaire, réunissaient un plus grand nombre d'invités, parce que des milieux d'ordinaire étrangers l'un à l'autre pouvaient s'y coudoyer, à l'exception de la noblesse obligée de se tenir à l'écart des autorités après 1830. On vit jusqu'à 2.000 personnes à certaines réunions données en l'hôtel de la Prinerie, et même des officiers prussiens y venaient souvent de Luxembourg ou de Sarrelouis (130). Leurs tuniques et leurs casques à pointe, apparus seulement sous le règne de Frédéric-Guillaume IV, après 1840, étonnaient les Messins ainsi que leurs camarades français qui les pilotaient aimablement et leur cédaient leurs tours de danse. Les bals par souscription, organisés chaque année dans le grand salon de l'Hôtel de Ville dans un but charitable, attiraient les familles aisées, bien que l'on y remarquât souvent plus d'hommes que de danseuses, sans doute parce que certains parents hésitaient à conduire leurs filles dans une société que pouvait être « mêlée ». Enfin, la meilleure bourgeoisie, à moins qu'elle n'ait vaincu ces préjugés par son libéralisme politique, dédaignait d'aller au théâtre, sauf lors de la représentation annuelle de bienfaisance. En cette unique occasion, on voyait au spectacle quelques nobles et les nombreux bourgeois enrichis qui cherchaient par tous les moyens, dit Migette qui les détestait, à faire partie du monde aristocratique, qui affectaient la dévotion et fréquentaient le clergé (131). Le vieux professeur

(130) *Indépendant*, 12 janvier 1863.

(131) MIGETTE: *Mémoires inédits*, II, p. 716.

rancunier et jaloux les dépeint dans ses Mémoires sous des traits qui, malgré leur exagération, contiennent sans doute une part de vérité : ils étaient laids, d'une laideur présomptueuse et gourmée ; ils croyaient se distinguer en ne manifestant nul sentiment, en conservant leur dignité réservée sans jamais rire, mais en regardant obliquement si d'autres ne se compromettaient point par quelque trait qui permit de défrayer la conversation des salons.

Mais les remarques que la jalousie dictait à Migette n'empêchaient point qu'il y eût à Metz, dans les divers milieux de la bonne société, bon nombre d'hommes remarquables et des courants intellectuels aussi intéressants que variés. Car la diversité des opinions politiques ou religieuses était un des traits essentiels de l'ancien Metz : si les familles les plus fortunées appartenaient en général à la nuance catholique et conservatrice, elles n'exercèrent jamais sur la cité et sur les masses populaires de véritable domination. Les milieux de la bourgeoisie libérale, recrutés surtout parmi les professions de l'intelligence, appuyés souvent par les classes moyennes, avaient une influence politique bien supérieure à celle de l'aristocratie de naissance ou de fortune, et la coexistence de ces divers courants donnait à la ville une physionomie très vivante, fort éloignée de l'exclusivisme que connaissaient alors tant de villes françaises.

Alfred Mézières n'a-t-il pas pu écrire (132) : « Sous la modestie des apparences, sous le mépris visible de toute ostentation se cachait l'esprit d'initiative qui est le trait caractéristique des populations lorraines, la hardiesse de la pensée qui devance le temps, l'intuition précoce des besoins et des nécessités du monde moderne. Nulle part on n'a mieux compris ni favorisé plus tôt l'ascension inévitable de la démocratie dans la société française ».

Des traits complexes de la cité se dégagait donc une impression générale qu'à résumée Vidal de la Blache en ces termes (133) : « Parmi les villes de Lorraine, Metz a la physionomie la plus tranchée. De fortes traditions municipales y subsistent ; et dans sa bourgeoisie, bien que mutilée par la révocation de l'Edit de Nantes, l'esprit d'examen reste vivace, et s'est dirigé au XVIII^e siècle avec une attention persistante vers les questions d'économie sociale... La modération de ses habitants ne se dément pas dans les rapports ordinaires ; elle s'allie à une rectitude naturelle de jugement et à une simplicité générale des mœurs. Mais elle n'exclut pas, tout au contraire, la fermeté des opinions. Les questions d'instruction publique trouvent chez les bourgeois, « à quelque parti qu'ils

(132) MÉZIÈRES (A.), *op. cit.*, p. 9.

(133) VIDAL DE LA BLACHE : *La France de l'Est*, p. 96.

appartiennent », des adeptes convaincus, et à l'occasion une tendance instinctive à réagir contre une cléricisme trop militant ».

Pour exacte que soit cette appréciation du grand géographe, pour justifiée que soit l'idée du caractère d'indépendance qui appartenait à l'ancien Metz, il convient peut-être de chercher en dehors du vocabulaire politique une définition de la cité. Car dans tous les aspects de la vie messine un trait se retrouvait identique, l'intime participation à la vie nationale par laquelle le chef-lieu de la Moselle semblait résumer en lui l'ensemble de la France. Il possédait toutes les forces, toutes les faiblesses de l'esprit français, comme le montreront les chapitres consacrés à l'histoire politique. Les souvenirs lointains de la République Messine, de son indépendance sous la suzeraineté des Empereurs, étaient profondément oubliés, bien plus profondément que ceux de l'époque ducal ne l'étaient à Nancy. Il faut répéter ici, en la soulignant, cette expression du préfet Darcy : les Messins étaient habitués à montrer la France à l'Alsace et à la Lorraine.

Ce caractère exclusivement français n'avait rien d'étonnant de la part d'une population dont la vie privée était depuis plusieurs siècles étroitement solidaire de la vie du pays. On a déjà souligné l'importance sociale de l'union qui existait à Metz entre les habitants et la garnison, recrutée dans les régions les plus diverses de la France. Un nombre considérable de Messins, divers par leur origine sociale, servaient dans l'armée où il n'était pas rare de rencontrer des fils du petit peuple parvenus aux plus hauts grades. Il n'était pas jusqu'à la famille Bazaine qui ne fût originaire d'un village des environs immédiats de la ville, et il est émouvant de voir au cimetière de Scy, sur les flancs du Saint-Quentin, les plaques funéraires marquées de ce nom qui fut tant exécré des Messins (135). C'était une des plus chères traditions de la bonne bourgeoisie que de servir l'Etat : de vieilles familles messines, les Pidancet, les Gougeon, les Pyrot, avaient constamment leurs représentants à la Cour royale ; d'autres donnaient à la France des ingénieurs sortis de Polytechnique, des fonctionnaires de toutes catégories qui au cours de leur carrière s'efforçaient de revenir dans leur ville natale, où ils avaient conservé parents et intérêts. La famille Bouchotte, qui peut passer pour fort représentative de l'ancien Metz, compte parmi ses membres un ministre de la Guerre, un colonel d'artillerie, un ordonnateur de l'armée. Dans une tradition politique toute différente, le nom de Mangin fut porté par le

(134) *L'Indépendant* du 8 mai 1837 signalait le passage à Metz d'un de ses plus honorables enfants, le général ingénieur russe Bazaine, né à Scy en 1786. C'était — du moins légalement — le père du maréchal. Mais cette paternité officielle paraît douteuse.

préfet de Police de 1830, et par ses trois fils, officiers ou inspecteurs des forêts (135). Le cas d'un riche Messin qui, comme le négociant Aerts, refusait constamment les fonctions officielles pour conserver la tranquillité de sa vie, était tout à fait exceptionnel.

Enfin les familles de l'aristocratie de naissance étaient, elles aussi, étroitement mêlées à la vie nationale, même après que leurs membres, par loyalisme légitimiste, eurent cessé en 1830 de servir l'Etat. Il faut d'ailleurs remarquer que la plupart des maisons nobles représentées à Metz n'étaient point originaires du pays : elles descendaient d'officiers des armées du roi, mariés à Metz où ils avaient tenu garnison, de magistrats de l'ancien Parlement, mais elles s'étaient naturalisées messines dès avant la Révolution par l'acquisition de terres dans les environs de la ville, et par un amour du pays natal qui les porta à y revenir après l'émigration. Il n'en restait pas moins que le nom de Coëtlosquet était originaire de Bretagne, celui de Puymaigre du Berry, que les Gargan venaient de l'Artois et les de Wendel des Pays rhénans, que les de Tschudy étaient d'origine suisse et que les d'Hunolstein avaient appartenu à la noblesse immédiate de l'Empire. Mais avant toutes choses, qu'elles vinssent de Vendée comme les de Marin, de Versailles comme de Turgy, petit-fils du valet de chambre de Louis XVI, ou de Belgique comme le comte Van der Straten-Ponthoz, ces familles étaient françaises par tout leur parentage comme par leur vie matérielle. Combien de Lardemelle, de Franchessin, n'ont-ils pas servi la France, même sous le Second Empire, dans l'armée. Combien de ces familles aux beaux noms aristocratiques, devenues presque toutes alliées par le réseau des mariages, n'ont elles pas quitté la ville après 1870, en même temps que disparaissaient de Metz les noms bourgeois des Sérot, des Woirhayé, des Piquemal, et que portaient pour l'exil le vieux bâtonnier Dommanget, légitimiste fervent, ou les rédacteurs du journal de gauche, Blanc et son successeur Réau. Un dernier trait caractérisait l'ancien Metz, son aptitude à adopter comme siens les Français originaires de toutes nos provinces qui venaient s'y fixer par les hasards de leur carrière. Il n'existait nul exclusivisme caractérisé : on vit la garde nationale messine, citadelle du patriotisme le plus indépendant, commandée par un Toulousain, le général Campariol ; l'avocat Billaudel, qui fut un des chefs républicains les plus écoutés, était originaire des Ardennes ; le maire Dufour était né dans la Haute-Marne et l'historien Prost était d'origine franc-comtoise. Le charme de Metz retenait souvent des militaires

(135) Mangin (Claude), le dernier préfet de Police de Charles X, était né à Metz en 1786. Il y revint en 1834, un an avant sa mort, exercer sa profession d'avocat. Deux de ses filles, l'une des plus célèbres des généraux Mangin, vécurent à Metz jusqu'aux premières années de notre siècle.

ou des fonctionnaires qui y prenaient leur retraite, comme des observateurs l'avaient remarqué dès le XVIII^e siècle (136). Les mariages entre Messins d'origine et immigrés, dans la noblesse, la riche bourgeoisie ou le peuple, étaient si nombreux depuis deux siècles que rien n'était plus intégralement français que la population de cette ville d'un département frontière.

Le contact entre la vie messine et celle de l'ensemble du pays était tellement immédiat qu'au moment même où le préfet de Police interdisait, en août 1866, de crier dans les rues cette scie alors à la mode, « Ohé! Lambert », elle retentissait déjà dans le chef-lieu de la Moselle, au Polygone comme aux fêtes de village (137). Cette anecdote, qui ne porte que sur un détail insignifiant, mais peut être plus significatif que des réflexions pédantes, peut être rapprochée de la définition que Jules Claretie, passant à Metz trois ans avant la guerre de 1870, en donnait dans *l'Illustration* (138): « C'est une ville séduisante; elle a l'air farouche avec sa ceinture de remparts et le hérissément de ses redoutes. Au fond elle est gaie, d'humeur avenante, toute bruyante, toute française... Parlez d'invasion à Metz: on relève la tête. Chacun se ferait tuer plutôt que de voir perdre à Metz le surnom qu'elle partage avec la Jeanne la Bonne Lorraine ». Et trois ans après, le 18 septembre 1870, le commandant Mojon écrivait, pendant les jours douloureux du blocus (139): « L'attitude des bourgeois de Metz devant l'éventualité d'un bombardement est d'autant plus remarquable que je la crois sincère. Ils se résignent à tout sans broncher, préparant les seaux à incendie et les réserves d'eau; les pompes sont toutes disposées pour l'action. Enfin ils ne veulent à aucun prix que l'ennemi entre dans une ville où jamais l'étranger n'a mis les pieds et, quant à la guerre, malgré les pertes énormes qu'elle leur a fait subir, ils en désirent la continuation avec des illusions que personne ne partage dans l'armée ». De ces citations, que bien d'autres ne feraient que répéter, se dégage une conclusion: par sa vie militaire, par l'animation de ses rues et de ses cafés, Metz était plus gaie que la plupart des villes de France, souvent endormies dans le calme régulier de la province, mais surtout elle possédait une personnalité vraiment forte, du patriotisme et du tempérament.

(136) *Metz en 1770*, d'après les Mémoires de Mautort, Feuilles d'histoire, 1909, II, p. 81.

(137) *Indépendant*, 29 août 1864.

(138) *Ibidem*, 13 août 1866.

(139) MOJON (Commandant): *Metz en 1870* (Revue de Paris, 1930).

CHAPITRE III

PETITES VILLES ET CAMPAGNES

I. - Les petites villes

Si la comparaison entre Paris et une de nos grandes villes ne révèle pas un contraste aussi accentué qu'on ne serait tenté de le croire, si l'histoire d'une de nos capitales régionales reste au XIX^e siècle pleine de vie et d'intérêt, d'autres conclusions s'imposent à quiconque examine les petits centres urbains et plus encore les campagnes. Ce que l'on appelle parfois l'opposition entre Paris et la Province n'est sans doute que celle qu'il est facile d'observer entre les villes et les villages, entre la complexité de vie des premières et l'uniformité des habitudes rurales. Bien avant 1870, Metz était séparée du reste du département de la Moselle, par des différences profondes, aussi bien politiques qu'intellectuelles ou matérielles. Le chef-lieu, avec ses 40.000 habitants et sa garnison, apparaît comme un organisme complet, où se superposent les classes sociales les plus diverses, depuis le ghetto de la rue de l'Arsenal et les misérables taudis de Chambière jusqu'aux hôtels de la rue des Parmentiers. Il serait possible d'écrire une histoire littéraire et artistique de Metz au XIX^e siècle, à côté d'une histoire politique ou religieuse : de pareilles tentatives resteraient vaines pour les autres petites villes de la Moselle.

Il faut se les représenter telles que les a connues le XIX^e siècle, avant que leur essor industriel ne les eût transformées jusqu'à les rendre parfois méconnaissables. Thionville en était la principale, car elle pouvait se vanter de son individualité historique : Charlemagne y résida, et tint des assemblées à Yutz, dont on montrait encore, avant le blocus de 1815, l'église qui en était contemporaine ; les ordres du général Hugo la firent alors démolir (1). Lorsque le grand Condé enleva aux Espagnols la capitale du Luxembourg français, la capitulation prévint que ses privilèges et franchises seraient respectées, et en 1789 les cahiers du Tiers-Etat s'appuyaient encore sur cette promesse (2). Devenue place de guerre de premier ordre, entourée d'une enceinte bastionnée et précédée sur la

(1) Cf. TEISSIER (G.-F.) : *Histoire de Thionville*. HUGO (Général) : *Journal historique du blocus de Thionville*.

(2) Cf. DORVAUX et LESPRAND : *Cahiers de doléances du bailliage de Thionville*.

rive droite de la Moselle de l'ouvrage de Basse-Yutz, Thionville se transforma profondément (3) : la garnison et la justice du roi y amenèrent de nouveaux éléments de population, qui formèrent l'élite de la cité ; des commerçants suivirent ces nobles de robe et d'épée, qui devinrent seigneurs de maints villages environnants, tels les Palteau de Veymerange, les des Robert de Lommerange, les de Gargan d'Inglange (4). C'est pourquoi plus de la moitié des notables qui signèrent le cahier du Tiers en 1789 portaient des noms de consonance française, le célèbre Merlin entre autres, dont le nom primitif de Merlinger s'était récemment francisé (5). La ville fut dès lors vraiment bilingue, car si l'ancien patois germanique y était toujours parlé, le français était compris de tous, et exclusivement employé par la bourgeoisie (6).

Après avoir résisté aux Emigrés en 1792, et fermé ses portes aux Alliés en 1814 et 1815, Thionville fut occupée par les Prussiens pendant trois ans : elle vit même Wellington passer dans la plaine voisine une revue de ses alliés de Waterloo (7). Elle abrita ensuite une petite garnison, forte d'un régiment d'infanterie qui détachait souvent un bataillon à Longwy, et d'un régiment de cavalerie. A côté de l'immense place d'Armes de 150 mètres de long, à côté des casernes, la ville n'occupait qu'un espace restreint : une vingtaine de rues étroites, quelque 400 maisons, se serraient sur 400 mètres de long et 250 de large. Un vieux beffroi sans caractère, un collège installé dans un couvent désaffecté, quelques bâtiments administratifs, formaient avec la Tour aux Pucés, construction médiévale de peu d'intérêt, les édifices publics de la ville. Une église du XVIII^e siècle, précédée de deux tours géométriques (8), et un minuscule théâtre s'y ajoutaient. Entre les deux portes, toujours fermées le soir, de Metz et de Luxembourg, s'étendait l'axe de la cité : de la place du Marché, qui en formait le centre, on pouvait gagner le Pont-Couvert, respectable par sa vétusté branlante ; après trente ans de tergiversations et de désaccord entre l'armée, la ville et le département, qui se rejetaient la dépense de l'un à l'autre, un nouveau pont finit par être construit en 1846 (9) : ce fut la transformation essentielle que

(3) A. D. MOSELLE. Cartes et Plans, 69. Plan manuscrit de Thionville en 1811.

(4) Cf. *Généalogie historique de la maison de Gargan*.

(5) MERLIN (R.) : *Merlin de Thionville*. Tome I.

(6) HECKMANN (P.) : *La langue parlée à Thionville* (dans *Marches de l'Est*, tome I, p. 103). LÉVY (P.) : *Histoire linguistique d'Alsace et de Lorraine*. Tome II, p. 200.

(7) *Journal de la Moselle*, 15 septembre 1816.

(8) Cabinet des Estampes Va 121 : Plan de Thionville sous la Restauration. Vue de Thionville prise du bois d'Inglange. Eglise de Thionville en 1828.

(9) *Indépendant*, 4 novembre 1846. Le pont couvert datait de 1684.

connut Thionville au XIX^e siècle, avec l'édification à Beauregard, sur les glacis de la place, au milieu des jardins des maraîchers, de la station du chemin de fer de Luxembourg, livré à la circulation en 1854.

La stagnation de la population thionvilloise et des aspects de la petite cité guerrière ne la privait pas d'un certain caractère : comme Metz, elle avait l'esprit militaire, et nombreux étaient ses fils qui servaient le pays. N'étaient-ils point les premiers de ces « Enfants de la Fentsch », fiers de leur valeur, qui avaient donné à la France le maréchal Molitor ? (10). Thionville avait essaimé d'assez nombreux émigrants vers Paris, et vivait en contact étroit avec l'ensemble de la France. Sa garde nationale avait, comme celle de Metz, fort belle contenance, et quelques familles bourgeoises y formaient un milieu capable de s'intéresser à la politique. La garnison était un élément essentiel d'animation : bals de société, concerts d'amateurs, représentations de bienfaisance organisées par des militaires, venaient couper la monotonie des hivers. Le passage des diligences de Bruxelles ou de Luxembourg, le croisement de deux voies ferrées dans une gare que surveillait avant 1870 le commissaire spécial Schnœbelé, plusieurs visites princières, y secouaient la torpeur provinciale. Sous le Second Empire, Thionville vit même des régates se dérouler sur la Moselle. Eclairée au gaz depuis 1862, elle était, fort loin en arrière de Metz, la plus attrayante des petites villes de la Moselle, celle où l'esprit local était le moins synonyme de querelles ridicules.

Il n'en était pas de même des deux autres centres de langue française du département, Longwy et Briey. Le premier était essentiellement une place forte montant la garde sur le plateau, aux frontières du Luxembourg (11). Vauban l'avait dessinée toute entière, avec ses bastions, ses deux portes, sa place d'Armes plantée en quinconces ; ses rues tracées au cordeau ne possédaient pas encore de trottoirs en 1870 et conservaient un aspect villageois. L'église, avec son haut clocher qui fut détruit en cette année, le magasin aux vivres, le noble hôtel de ville, formaient la parure de cette cité qui portait profondément l'empreinte de nos siècles classiques. Une petite garnison, en général forte d'un bataillon, quelques huissiers ou notaires, un juge de paix et son greffier, ne réussissaient point à lui donner beaucoup d'animation. Longwy ne se consolait pas de n'être qu'un chef-lieu de canton, de n'avoir ni tribunal, ni sous-préfet, et de

(10) Le maréchal Molitor, né à Hayange en 1770, avait été avant la Révolution élève au séminaire de Metz.

(11) Cabinet des Estampes, Va 121. Plan de Longwy en 1736. CLauteaux : *Essai sur l'histoire de Longwy*. Je dois de nombreux renseignements sur Longwy à l'obligeance de feu M. L. Hubert, mort en 1931 sans avoir achevé les immenses recherches qu'il poursuivait sur l'histoire de sa ville natale.

ne jouer par conséquent aucun rôle politique. D'autre part, Longwy-Bas s'étendait le long de la Chiers, avec quelques maisons, un ancien couvent des Carmes devenu faïencerie, un moulin : à partir du Second Empire le développement métallurgique de ses environs amena sa croissance, qu'explique aussi le passage de la voie ferrée ; la ville basse finira, au xx^e siècle, par dépasser la ville haute, ruinée par la guerre, privée de sa garnison. Longwy-Bas arrachera à Longwy-Haut l'hôtel de ville, et cette victoire sera la conclusion, au moins momentanée, d'une longue lutte soutenue, à l'intérieur de la même commune, entre la vallée et le plateau.

Briey connaissait une situation analogue, encore compliquée du fait que des rues, grimpant la côte, unissaient les deux parties de la cité en créant une catégorie intermédiaire parmi ses habitants (12). La ville haute possédait l'église, l'hôtel de ville, le tribunal, la sous-préfecture, héritière des terrasses du château féodal (13). C'est là, dans les vieilles demeures du $xviii^e$ siècle, que vivaient les quelques familles de la société briotine, l'aristocratie dont Louis Bertrand a dépeint dans son roman, *Mlle de Jessincourt*, la vie simple dont la dignité se relevait de la conviction d'appartenir à l'élite. Si Briey était ville administrative, elle n'avait ni garnison, ni activité économique, à l'exception de quelques médiocres manufactures qui ne firent que décliner. A l'écart des routes fréquentées, elle était la plus calme des petites villes, et l'éloignement des voies ferrées ne lui permettait guère l'espoir d'un relèvement. Tandis que l'annexion a profondément transformé Thionville, dont la majeure partie de la population a fini par émigrer vers les pays restés français, et dont la démolition des remparts a bouleversé les aspects, tandis que Longwy-Bas est devenu un grand centre industriel, Briey n'a point changé depuis un siècle : cette sous-préfecture à demi-morte est restée ce qu'elle était jadis, une ville d'hommes de loi et de respectables familles bourgeoises.

Les autres centres urbains de la Moselle appartenaient aux régions de langue allemande, et seule la bourgeoisie y connaissait le français. Parmi ces petites villes, Sierck était la première qui fût entrée dans l'unité nationale : elle rachetait sa faible population par la beauté de son site et par le pittoresque de ses rues étroites, délaissées au xix^e siècle au profit d'un quai édifié sur les rives de la Moselle (14). Les vieilles maisons curieuses restaient le témoignage de son histoire, qu'évoquait mieux encore la silhouette de son château-fort, dominant les toits aigus des hautes

(12) Pour les querelles entre ville haute et ville basse, cf. A. D. MOSELLE, 34 M 4, rapport du sous-préfet du 14 mai 1865.

(13) A. D. MOSELLE, Cartes et Plans, 105. Plan manuscrit de Briey en 1809.

(14) *Ibidem*. Cartes et Plans, 71. Plan de Sierck en 1855. 218, projet d'alignement du quai de Sierck, 1825.

maisons bourgeoises de l'ensemble imposant de ses tours et de ses bastions. Le projet, que l'on avait formé sous le Premier Empire, d'installer un dépôt de mendicité dans cette forteresse, demeurée jusqu'alors place de guerre, ne fut jamais exécuté; les seules innovations que connut Sierck au XIX^e siècle furent l'établissement d'un collège ecclésiastique, où les fils de sa bourgeoisie moyenne apprirent le latin et le français, et la construction d'un nouvel hôtel de ville. Ses tanneries et, du moins avant l'ère des chemins de fer, la batellerie de la Moselle, lui conféraient quelque activité économique.

Malgré un chiffre de population au moins égal, ni Bouzonville, ni Boulay n'offraient les mêmes éléments d'intérêt. La première de ces villes ne comprenait guère qu'une grand' rue unissant la mairie à l'ancienne abbaye, devenue église paroissiale (15); la seconde, que quelques industries vivifièrent d'ailleurs, groupait ses rues et ses maisons autour d'une place centrale (16). Elle avait perdu la société polie dont elle s'enorgueillissait avant la Révolution, alors que Charles de Villers y jouait la comédie (17). L'édification d'une fontaine y parut un événement considérable, ainsi que celle d'une caserne de gendarmerie qui, vers 1820, en était de beaucoup l'édifice le plus imposant. Saint-Avold avait un caractère urbain plus marqué, et sa rue principale s'anima longtemps au passage des diligences de Sarrebruck et de Mayence. Une belle maison du XVIII^e siècle, en pierre de taille, abritait la poste aux chevaux où relayaient les lourdes voitures. D'autres demeures aux façades souvent curieuses, une belle église rococo, héritage d'une riche abbaye bénédictine, une petite place pittoresque composaient un ensemble assez curieux, moins purement rural qu'à Boulay ou qu'à Bouzonville (18). Le paysage environnant, les collines gréseuses et les grands bois, achevaient un tableau qui évoquait plutôt les petites villes allemandes que celles de la Lorraine. Enfin Saint-Avold avait une garnison, réduite il est vrai à un escadron. Mais la voie ferrée le laissa à l'écart, si bien que la révolution des moyens de transport lui fut défavorable. Une catastrophe fut le principal événement de son histoire au XIX^e siècle, entre l'époque où Blucher y installa son quartier général, et celle où Bazaine et le roi Guillaume y logèrent successivement: en 1832 un incendie ravagea le centre de la ville, détruisant en une nuit cinquante maisons, réduisant 150 familles à la misère. Les couvertures en bardeaux de bois, encore fréquemment employées dans les pays forestiers, expli-

(15) *Ibidem*. Cartes et Plans, 104. Plan de Bouzonville, Premier Empire.

(16) *Ibidem*. Cartes et Plans, 106. Plan de Boulay, 1822.

(17) BONY (de): *Un court voyage à Plombières*, p. 427.

(18) *Ibidem*. Cartes et Plans, 103. Plan de Saint-Avold, 1810. BRONDER (Ph.): *Histoire de Saint-Avold*.

quaient l'étendue du sinistre. L'alarme fut telle que les pompiers de Metz se mirent en route, sans poursuivre d'ailleurs leur course jusqu'au bout ! Le préfet leur fit rebrousser chemin, et tous obéirent, à l'exception d'un groupe de sapeurs républicains qui refusa d'écouter un représentant de Louis-Philippe (19).

L'une et l'autre éloignées de Sarrebruck de quelques lieues seulement, Forbach et Sarreguemines étaient les portes de la Moselle vers l'Allemagne. Elles étaient habituées à voir passer, en chaise de poste ou en diligence, les courriers diplomatiques, les princes russes et les seigneurs allemands qui gagnaient Paris, et la première ne perdit pas entièrement son rôle d'étape après la construction des chemins de fer, malgré la concurrence que la ligne de Cologne et de Bruxelles apporta à l'ancienne route de Mayence. Au pied de la colline boisée du Schlossberg, Forbach alignait ses maisons le long de la voie impériale, qui avait eu tant d'importance sous Napoléon I^{er}, et d'une quinzaine de rues. Après l'église et la synagogue, son principal édifice était l'ensemble que formait depuis 1843 l'hôtel de ville et deux écoles, face à la place du Marché : c'était une création du XIX^e siècle dont les habitants pouvaient être particulièrement fiers, car elle révélait un centre en plein développement industriel et commercial (20).

Sarreguemines, en dépit de son prestige historique supérieur — des remparts y avaient subsisté jusqu'au XVIII^e siècle — et de son titre de sous-préfecture, était à peine plus important (21). Séparée de la Prusse par la largeur de la Sarre, que traversait seulement un bac, la ville était construite à la rencontre de la route de Nancy à Deux-Ponts et de celle de Sarrebruck par la rive gauche. Sa topographie indiquait qu'elle regardait la Bavière et l'ancienne capitale de la Lorraine ducal plutôt que la Prusse et que Metz. Ses rues étroites, ses maisons couvertes de hauts toits de pannes, s'étendaient entre les prés qui bordent la Sarre, lente et paisible, et une colline où les ruines d'un château féodal abritaient une

(19) *Indépendant*, 16 avril 1832. Un incendie avait déjà détruit 40 maisons en 1817. Même en 1832 peu d'immeubles étaient assurés, et les souscriptions publiques ne couvrirent qu'une faible part des 600.000 francs de dégâts.

(20) A. D. Moselle. Cartes et Plans, 2.093, Plan de Forbach, 1859. Cabinet des Etampes, Va 123. Vue de Forbach sous le Second Empire. BESLER (M.) : *Geschichte des Schlosses und der Stadt Forbach*.

(21) A. D. MOSELLE. Cartes et Plans, 139-140-141, Plan de Sarreguemines, 1823. 213, avant-projet du canal des houillères, 1860.

THOMIRE (A.) : *Notes sur Sarreguemines*, avec plan de 1837.

HUBER (E.) : *Notes sur le Château de Sarreguemines* (Annuaire de la Société d'histoire et d'archéologie, 1901). BOX (N.) : *Notice sur les Pays de la Sarre*, I, donne une médiocre lithographie de la ville en 1836.

prison et la gendarmerie. Hôtel de ville, église, collège installé dans l'ancien château Chamborant, immense quartier de cavalerie, tout portait, comme dans toutes les petites villes de la Moselle, la marque du XVIII^e siècle, de la grande époque de la maçonnerie française. On avait installé le tribunal et la sous-préfecture dans le même bâtiment, fort modeste; magistrats et sous-préfet pouvaient s'estimer privilégiés, car à Briey et à Thionville leurs collègues restèrent, jusqu'en 1870, abrités sous le même toit que les prisonniers, les gendarmes et les services municipaux! Une fontaine, ornée d'une Diane chasserresse de fonte, était la grande innovation du XIX^e siècle, qui apparaît dans ces petits centres extraordinairement économe des deniers publics. Sarreguemines avait pourtant vu deux transformations plus importantes: la ruine définitive de l'ancien pont fut suivie, après de longues hésitations, de la reconstruction d'un nouvel ouvrage, situé en amont du précédent, et du détournement de la route de Deux-Ponts (22); enfin l'extension de la faïencerie amena la progression de la ville, que la voie ferrée atteignit en 1865 (23). C'est seulement après 1870 que de nouvelles rues couvrirent la rive nord de la Sarre, et au XX^e siècle que la démolition du quartier des Hussards de Chamborant bouleversa l'équilibre de l'ancienne ville.

Quant à Bitche, la plus pittoresque avec Sierck des petites agglomérations de la Moselle, c'était avant tout un fort de grès rouge, édifié au XVIII^e siècle sur une colline, à la place d'un château féodal (24). De ses bastions, la vue portait sur la mer de verdure des prés humides et des sapinières de la Hardt. Mais le fort était réservé à la garnison, composée d'un bataillon — le reste du régiment occupant souvent Phalsbourg —. Des prisonniers Anglais, expulsés de Verdun pour indiscipline, y avaient été détenus sous le Premier Empire; des condamnés militaires y furent ensuite relégués, et le mauvais renom des cachots de Bitche — la Sibérie de la Moselle — contrastait vivement avec les douceurs de la vie que les Britanniques avaient su se composer sur les bords de la Meuse, où même à Longwy. Le fort avait été attaqué par surprise en 1793 par un détachement prussien, que les volontaires du 2^e bataillon du Cher avaient énergiquement repoussé: c'était le plus glorieux souvenir français que conservât la petite capitale d'un comté forestier. Au pied de la colline, une rue alignait en un demi-cercle les maisons couvertes de hauts toits

(22) Procès-verbaux du Conseil général, 23 août 1827. Le pont a été détruit en 1828.

(23) *Indépendant*, 25 juin 1864. Cabinet des Estampes, Va 123, inauguration de la voie ferrée de Sarreguemines à Merlebach.

(24) GUESQUIN (E.): *Bitche et ses défenseurs*. A. D. MOSELLE, cartes et plans, 1640, plan de Bitche, 1816. Box (N.) *op. cit.*, donne une vue de Bitche en 1836.

à pignons, si différents des tuiles rondes et des toits plats de Briey et de la Lorraine occidentale. Un couvent nationalisé abritait une école latine, analogue à celle de Sierck, et quelques bâtiments militaires, quelques médiocres édifices publics complétaient l'ensemble. A dater de la Monarchie de Juillet, la ville fut protégée par une petite enceinte, qui permit la résistance qu'elle offrit en 1870. Sans la garnison et quelques fonctionnaires des Eaux-et-Forêts, perdue qu'elle était aux frontières du Palatinat, à l'écart des routes animées, Bitche n'aurait guère participé à la vie nationale : mais le développement industriel de sa région, l'achèvement d'une voie ferrée la reliant à Sarreguemines et à l'Alsace, venait de transformer la situation de cette avant-garde de la France quand éclata la guerre de 1870, au cours de laquelle elle maintint les trois couleurs jusqu'au delà de l'armistice !

Au confluent des deux rivières dont elle porte le nom, Sarralbe, qui avait une école latine et comptait parmi ses habitants quelques familles de bourgeoisie, pouvait encore passer pour une ville (25) : mais combien ces centres apparaissent-ils médiocres et sans intérêt, à l'exception peut-être de Thionville, quand on les compare à Metz, à la grande cité fière de ses riches familles, de ses agitations politiques et intellectuelles. Malgré la construction de quelques écoles, d'une mairie, de maisons bourgeoises bien modestes, elles avaient conservé presque intégralement leur aspect du XVIII^e siècle. Une église, les ruines d'un château-fort, y rappelaient seules le moyen-âge. Pendant 150 ans environ elles ont paru cristallisées, tandis que le XX^e siècle retrouve certaines d'entre elles profondément transformées : Longwy-Bas, Thionville, Forbach, Sarreguemines. Moins favorisées, les autres ont gardé jusqu'à nos jours le cadre de leur ancienne vie.

II. — Bourgs et villages

Au delà de cette douzaine d'agglomérations dont l'individualité historique plus que les chiffres de population justifiait le titre de ville, il n'y avait plus que des bourgs ou des villages, groupant les quatre cinquièmes du nombre total des habitants. Longuyon, qui deviendra un nœud de voies ferrées — Gorze, groupé autour de son château abbatial devenu dépôt de mendicité et d'un sévère hôtel de ville édifié en 1844 (26) — des localités industrielles comme Ars, Hayange, Moyeuvre — des chefs-lieux

(25) A. D. MOSELLE, Cartes et Plans, 138, plan de Sarralbe, Premier Empire. TOUBA (abbé) : *Sarralben*.

(26) CHAUSSIER (F.) : *L'abbaye de Gorze*. Il ne reste de l'abbaye, sécularisée vers 1600, que l'église. Le château abbatial a été bâti en 1696. NIMSGERN (J.-B.) : *Histoire de Gorze*.

de canton qui abritaient quelques familles bourgeoises, comme Courcelles-Chaussy, Faulquemont, Morhange, méritaient d'être classées dans la première catégorie. On peut y ajouter Villers-la-Montagne, chef-lieu de baille avant 1789 — Puttelange-les-Sarralbe, centre textile assez vivant — Rodemack, qui était place de guerre avant la Révolution et dut à sa résistance de 1815 l'honneur d'être demantelée en même temps qu'Huningue — Longeville-les-Saint-Avold et son ancienne abbaye, belle construction du XVIII^e siècle; mais certains chefs-lieux de canton tels Pange, Verny, Volmunster, ne furent jamais que des villages honorés d'un titre qui les écrasait.

Le reste ne vaut pas la peine d'être cité: le département de la Moselle comptait environ 750 villages, localités pour ainsi dire anonymes et sans histoire, où vivaient, à la veille de la guerre de 1870, les trois quarts de la population. Il ne s'agit pas ici de hameaux, mais de groupements d'une trentaine de maisons au moins, car il n'est guère de pays où la dispersion des habitants soit plus rare. Les fermes isolées sont en effet l'exception dans la région lorraine: on en trouve quelques unes dans le pays forestier de Bitche, mais, si l'on excepte les marais asséchés du Bischwald, entre Gros-Tenquin et Saint-Avold, elles sont très peu nombreuses dans le reste de la Lorraine allemande. Elles sont à peine plus fréquentes dans le Pays Messin et sur les plateaux de Briey ou de Longwy. Aux environs de Metz, quelques unes ont une personnalité historique marquée; d'autres sont apparues au XIX^e siècle et leurs noms de Leipzig, de Moscou, de Mazagran, montrent leur origine récente. Il en est qui comme Manderen, au nord de Sierck, sont d'anciens châteaux déchus (27).

Il va de soi que les 750 villages de la Moselle, quoique nettement séparés les uns des autres par des distances moyennes de trois à cinq kilomètres, n'ont jamais formé un nombre égal de communes. La réunion de plusieurs d'entre eux en une seule mairie fut une règle presque constamment appliquée, du moins à partir de la fin du Premier Empire. Mais ces réunions, si elles ont simplifié la tâche de l'administration supérieure, amenèrent maintes querelles locales entre ces petites agglomérations qui croyaient avoir chacune leur personnalité propre: un autre chapitre étudiera ces questions complexes de l'organisation communale. Qu'il fût ou non le siège d'une municipalité, chaque village vivait de sa vie particulière; il n'était pas rare de voir le régime des biens communaux ou les usages judiciaires locaux différer de l'un à l'autre: ceci n'a rien d'éton-

(27) C'est le château de Marlborough, puissante construction médiévale, dont le nom rappelle le séjour des armées coalisées dans la région, en 1708. Villars s'opposa à leur avance.

nant quand on connaît la diversité d'origine historique des territoires qui ont formé le département de la Moselle. La limite des langues allemande et française, celle des divers patois romans et germaniques, venaient encore les différencier; bien plus, il ne serait pas exagéré de dire que les dialectes variaient d'un village à l'autre. On sait d'ailleurs que les patois romans, aujourd'hui rarement utilisés, étaient encore très vivants au cours de la première partie du XIX^e siècle, quoique la langue nationale eût déjà pénétré dans l'usage courant (28).

L'individualité des villages était encore accentuée par la difficulté des communications: avant la Monarchie de Juillet ni les routes départementales, ni les chemins vicinaux n'étaient régulièrement entretenus. En hiver, et en toutes saisons après de fortes pluies, elles devenaient de vraies fondrières, à tel point que l'on vit un jour le recteur arrêter une tournée d'inspection tant les chemins étaient impraticables, et une compagnie d'infanterie manquer de s'enliser aux environs d'Audun-le-Tiche: des paysans vinrent rechercher les soldats perdus dans la boue, et, la lanterne à la main, les conduisirent au village (29). Ajoutons que le service postal ne devint quotidien qu'à la fin de la Restauration, qu'alors seulement apparurent les boîtes aux lettres — à Metz même il n'y en eut longtemps qu'une seule — et que vers 1830 les relations entre le chef-lieu et la sous-préfecture de Briey n'étaient assurées que par un piéton (30). Des progrès considérables furent d'ailleurs réalisés dans tous ces domaines bien avant 1870, et l'ancien isolement des villages avait pris fin dès le Second Empire.

Mais l'individualisme de la vie des centres ruraux n'empêche pas de classer leurs aspects en quelques grandes catégories, et de constater qu'il n'est rien de plus immuable que la silhouette des maisons paysannes, que la topographie des campagnes. Après plus d'un siècle, la comparaison des plans cadastraux, dressés sous Napoléon I^{er}, avec les levés récents, révèle de bien faibles différences, à moins que l'industrie ne soit intervenue pour tout modifier (31). L'essentiel du village lorrain demeure une grand'

(28) A. D. Moselle, 2 T., Conseil départemental: au cours de la séance du Conseil départemental de l'instruction publique, le colonel de Verneuil dénonça l'abus du patois de la Seille à l'école.

(29) A. D. Moselle, 2 T., Conseil départemental.

(30) Cf. chapitre XVI, paragraphe 5.

(31) La comparaison est facile car les archives de la Moselle conservent un grand nombre de plans cadastraux dressés sous le Premier Empire ou après 1870. La topographie du village lorrain a suscité quelques controverses. Cf. VAULGRENANT (Général de): *Essai sur la topographie du village lorrain*. (Mémoires de l'Académie, 1923.) L'auteur croit au rôle défensif de l'agglomération rurale et ses explications sont contestées par GROSDIDIER DE MATONS (M.): *Sur le village lorrain* (Pays Lorrain, 1925).

rue, assez large pour que les fumiers y occupent l'intervalle compris entre la chaussée et les maisons, dont les façades sont contigües. Cette voie centrale est parfois unique, parfois accompagnée d'un enchevêtrement irrégulier de voies secondaires. Jardins et vergers, derrière les maisons, entourent l'agglomération de leur ceinture de verdure. Il n'y a point de cours, et les granges sont rares : c'est sur la voie publique que le paysan abandonne, en désordre, une bonne partie des instruments agricoles, ainsi que les longs chariots à quatre roues, bordés d'échelles, qui sont partout employés dans le Nord-Est de la France.

De tous ces aspects se dégage une extraordinaire impression de force conservatrice : il n'est pas rare de rencontrer des maisons portant leur date de construction, et l'on peut voir que du XVIII^e siècle jusqu'aux environs de 1850 rien n'avait été changé dans les traditions des maçons de village. Dans les campagnes comme dans les villes, les règnes de Louis XV et de Louis XVI semblent avoir été une grande époque pour l'industrie du bâtiment, surtout en ces pays lorrains que les guerres du XVII^e siècle avaient ravagés. Bien plus, les maisons de l'époque de Louis XIII et d'Henri IV que l'on voit encore dans quelques villages du vignoble messin, montrent que le type de construction en usage jusque vers la moitié du XIX^e siècle était d'origine fort ancienne (32). Les traditions se conservaient rigoureusement, et l'époque précise d'une maison ne peut se déchiffrer que par quelques détails qui ont varié avec le temps : au-dessus de la porte, un macaron Louis XV, un feston Restauration, révèle seul qu'il y eut une évolution dans le « style » rural.

Dans le village primitif, tel qu'il était demeuré intact jusque sous la Monarchie de Juillet, il n'y avait en dehors de l'église, du presbytère, et quelquefois de maisons d'apparence presque bourgeoise, aucun édifice public. La mairie, l'école, étaient installées dans des maisons exactement semblables à leurs voisines. Même l'église, qu'elle datât du moyen-âge ou du XVIII^e siècle, ou qu'elle fût bâtie sous la Restauration, ne possédait point de caractère architectural, à quelques rares exceptions près. Il n'est pas de pays moins monumental que la Lorraine rurale : le bel appareil de pierres de taille qui fait un petit chef-d'œuvre de la moindre bâtisse, laïque ou religieuse, de l'Ile-de-France, de la moindre église picarde un témoignage du génie médiéval, ne s'y rencontre presque jamais. Les moellons mal équarris y sont simplement recouverts de plâtre, et cette parcimonie resta de règle pendant des siècles. Les seules monuments, combien humbles, étaient les calvaires de pierre, avec leurs sculp-

(32) Les maisons du début du XVII^e siècle sont notamment nombreuses à Roziérieulles, dans la banlieue sud-ouest de Metz. Des bourgs tels que Gorze présentent un type de construction presque italien.

tures naïves, l'habituelle trilogie de la Vierge entourée de deux saints. La Lorraine allemande surtout en possède à profusion, et toutes ces œuvres de simples ouvriers du pays révèlent la force de la tradition, à tel point que leur aspect ne permet pas leur attribuer une date : tel groupe qui semble contemporain des grands calvaires bretons du ^{xvi}^e siècle a été fait sous Louis-Philippe, ou en l'an VII de la République Française (33), car même la Révolution n'arrêta pas le zèle religieux des campagnes de la Lorraine allemande !

Dans la plupart des villages, l'église et le presbytère étaient les monuments essentiels, symboles de la puissante influence que le clergé y exerçait. Il s'y ajoutait parfois les anciens bâtiments d'un couvent, désaffectés depuis la Révolution, transformés en ferme comme l'abbaye de Saint-Pierremont ou celle de Justemont, parfois même ruinés comme les abbayes de Villers-Bettnach et de Sturzelbronn, toutes deux bâties au milieu des bois (35). Mais à côté de ces témoignages de la puissance ecclésiastique, une maison bourgeoise de meilleure apparence, un château, montraient quelquefois que le cultivateur n'était point le seul maître du sol. Il faut d'ailleurs ajouter que rien n'était plus rare en Lorraine allemande que ces habitations d'une classe supérieure : c'est à peine si l'on pourrait y citer une demi-douzaine de châteaux, tels ceux de Merten, de Varsberg ou de Furst. La plupart des villages y ont un caractère presque exclusivement rural, et l'exemple de l'église qui dresse sa tour massive entre les agglomérations de Lixing et de Laning, du presbytère imposant qui l'accompagne en son isolement, est particulièrement expressif de la vie de ces cantons. Mais dans le Pays Messin, aux environs de Thionville, et même sur le plateau du Pays-Haut, les belles demeures de la riche bourgeoisie ou de la noblesse sont nombreuses, et révèlent un état social assez différent. Aux environs du chef-lieu, et surtout dans les campagnes privilégiées du vignoble, sur les rives de la Moselle, au pied des côtes aux profils pittoresques, les maisons bourgeoises prouvent combien les Messins, les vieux militaires retraités, les commerçants enrichis, aimaient passer la belle saison hors des murs de leur étroite cité (36). Mais ces demeures n'ont guère de faste architectural : ce que l'on appelle un château n'est ici qu'une grande maison, construction sans style, entourée d'un parc. C'est aussi parfois une maison forte à demi

(33) C'est le cas d'un calvaire de Beuvange-sous-Saint-Michel, à l'ouest de Thionville.

(35) *Saint-Pierremont* se trouve au nord de Briey, *Justemont* à mi-distance entre Metz et Thionville, *Villers-Bettnach* à une vingtaine de kilomètres au nord-est de Metz, *Starzelbronn* à l'est de Bitche.

(36) Pour la banlieue de Thionville, cf. HECKMANN (Abbé) : *Guentrange*.

médiévale, avec des tourelles à pignons. La pierre bien appareillée était encore inconnue dans ces habitations, dont le site fait tout le charme. Tels étaient Grosyeux, qui appartient au comte Emmery, successivement sénateur et pair de France — le château d'Antilly, propriété de M. de Turmel, qui fut longtemps maire de Metz — Arry, où le général Jacquinot passa ses dernières années — Inglinge, qui vit le comte de Puymaigre étudier le folklore lorrain. — Bertrange, qui de la famille des comtes de Gestas passa, comme bien national, dans celle du général Bertrand, qu'une telle propriété, assez irrégulièrement acquise, classa comme libéral (37). — Puxe, domaine des de Lardemelle — et tant d'autres (38).

Toutes ces demeures étaient héritage du passé, et le plus souvent, du du moins en leur état actuel, du XVIII^e siècle. Il en était quelques autres, plus fastueuses : le comte d'Hunolstein, le plus grand propriétaire foncier de la Moselle, habitait le château d'Hombourg, construit sur une butte d'allure féodale, érigeant au dessus de sa terrasse ses tourelles Renaissance et sa robuste façade du grand siècle (39). La famille de Wendel et ses alliés les de Gargan possédaient les châteaux d'Hayange et de Florange ; elle avait acheté la belle terre de Preisch, dont le jardin anglais était célèbre, et que le député Milleret, libéral très fortuné, avait dû vendre après une faillite retentissante. La puissante dynastie des maîtres de forges avait réalisé dans ces domaines de nombreux embellissements, édifiant une chapelle gothique à Preisch. Elle avait acquis avant 1870 le château-fort de Rodemack, et songeait à le remanier. Le vicomte de Bertier possédait à La Grange, aux portes de Thionville, une résidence de grand seigneur, et le marquis de Lambertye habitait à Cons-la-Grandville, non loin de Longwy, une vaste construction du XVI^e siècle, sans doute la plus intéressante de la Moselle au point de vue architectural.

Mais le contraste social qui existait entre l'arrondissement de Sarreguemines, presque totalement dépourvu de belles habitations rurales, et la partie occidentale du département, n'était point le seul que révélât l'aspect des villages. On peut en effet distinguer dans ces régions deux types de maisons : l'un règne dans la Lorraine allemande proprement dite, à l'ouest de Saint-Avold, de Gros-Tenquin et de Loudrefing — l'autre domine jusqu'aux confins de la Champagne et de la Bourgogne. Le premier

(37) GAIN (A.) : *De la Lorraine au Brésil. Les derniers seigneurs de Bertrange.*

(38) CHAISE (de la) : *Les maisons fortes de la Moselle* (Mémoires de l'Académie, 1929).

(39) Hombourg est à une vingtaine de kilomètres au sud-est de Thionville. Il ne faut pas confondre ce village avec le centre métallurgique de Hombourg, près de Saint-Avold.

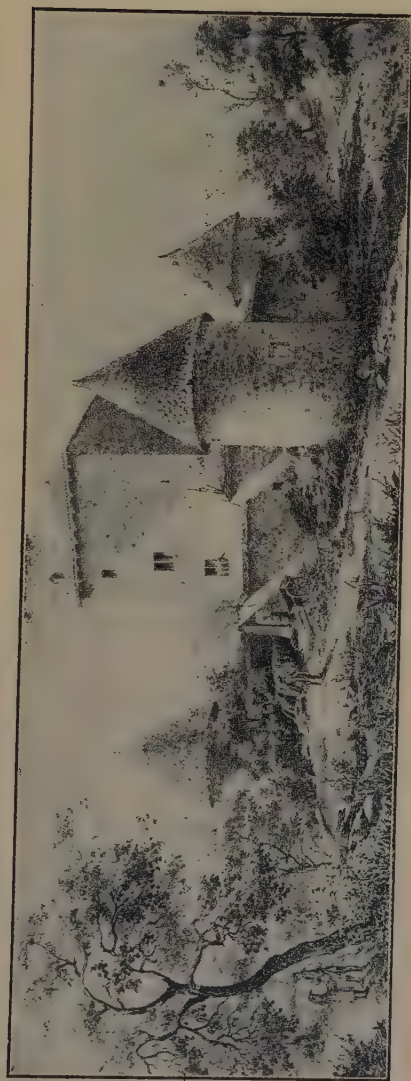
montre des maisons assez élevées, presque toujours à un étage, avec des portes cochères arrondies, des toits imposants, aux fortes pentes, couverts de petites tuiles plates — le second, plus typiquement lorrain, est celui de la maison basse, du toit faiblement incliné, des tuiles romaines aux concavités emboîtées. Mais à côté de ces contrastes essentiels, que de différences locales : le village du plateau, triste, souvent sale, avec ses pompes qui lui donnent trop peu d'eau, paraît bien morose en comparaison de celui des côtes, groupé au milieu du vignoble, évoquant avec ses toits plats un paysage méridional.

Si ces types de vie rurale sont restés d'une étonnante fixité jusqu'aux temps contemporains, quelques transformations doivent pourtant être signalées. La première est la disparition progressive des toits de chaume qui étaient encore très nombreux vers 1850, 10.000 environ sur un total de 70.000 maisons rurales (40). Ils se rencontraient surtout dans les cantons d'Audun, de Cattenom, de Bouzonville, tandis qu'ils avaient complètement disparu depuis longtemps du Pays Messin. L'aspect, aujourd'hui traditionnel, des villages lorrains en était profondément modifié : tels d'entre eux, Creutzwald, Escherange, Aumetz, avaient encore la moitié de leurs maisons couvertes en chaume, et les risques d'incendie y étaient terribles. Aussi des catastrophes furent-elles très fréquentes sous la Restauration et la Monarchie de Juillet. Il n'est pas rare de rencontrer des exemples de plus de vingt maisons détruites par un seul sinistre, que l'on ne pouvait guère combattre, puisque la plupart des communes ne possédaient point de pompe. Or les maisons n'étaient pas toujours assurées, et ne l'étaient jamais avant 1820. Même quand les Compagnies parisiennes eurent commencé leur propagande, quand une assurance mutuelle groupa les départements lorrains, de nombreux paysans négligèrent toute précaution (41). Certaines communes avaient adopté l'assurance en bloc de toutes leurs maisons, et dans ce cas la Compagnie mutuelle leur donnait gratuitement une pompe à incendie pour tenter de diminuer un fardeau qui risquait d'être écrasant pour ses finances. La distribution de quelques secours sur les maigres fonds du gouvernement n'arrivait pas à remédier à tant de misères, bien qu'une maison de village n'ait souvent valu que quelques milliers de francs, quelquefois moins.

Mais dès le Second Empire les assurances contre l'incendie couvraient la plupart des sinistres et d'autre part l'autorité, remettant en vigueur en

(40) A. D. MOSELLI, 119 M 1-2, 120 M, 121 M.

(41) Cf., avis de Chédeaux, représentant de la Compagnie d'assurances générales contre l'incendie, *Journal de la Moselle*, 31 mai 1819. Avis de Woirhaye (Le Phénix), *ibidem*, 15 novembre 1819. Pour les assurances mutuelles, *ibidem*, 15 juin 1819, 16 novembre 1821, 1^{er} février et 28 juillet 1822. Cf. COLON (E.): *La Messime, société d'assurances mutuelles*.



Lorraine allemande et Pays messin
 Le village de Roth et la maison forte de Woippy, d'après Migette.

1853 des dispositions qui remontaient à 1818, engagea la lutte contre les toits de chaume. Il fut dès lors interdit de les réparer, et des primes vinrent aider à leur remplacement par des couvertures en tuiles. Le préfet se mit d'accord avec le procureur général pour faire poursuivre par les juges de paix les infractions à son arrêté. Des habitants qui avaient réparé des chaumes furent punis d'amende, et la démolition des travaux neufs fut ordonnée. En quelques années le nombre de ces toitures dangereuses diminua de 4.000, et à la veille de la guerre de 1870 elles étaient devenues fort rares. Elles ont complètement disparu vers 1880.

Une autre modification de l'aspect des villages fut l'apparition aux environs de l'année 1850 d'un nouveau type de bâtiments dans les campagnes : sous l'impulsion de l'administration supérieure et de quelques maires partisans du progrès, on vit construire des mairies, des écoles, en belles pierres de taille, et leurs dimensions imposantes, leur aspect architectural, contrastèrent avec les édifices plus anciens. Des lavoirs publics, des fontaines plus ou moins monumentales, furent établis dans maintes communes. Le cas de Rémilly, qui se transforma sous l'impulsion d'une grande famille libérale, celle des Rolland-Valette, le cas de Landroff qui subit l'impulsion de leur parent, le conseiller général Pougnet, sont typiques (42). C'est à la même époque qu'apparurent les premières églises de style néo-gothique, avec leurs hauts clochers, leur portails sculptés : elles étaient l'œuvre d'architectes ou d'entrepreneurs messins, de Gautiez, de Racine. Celles de Peltre, de Woippy, de Noisseville, en sont de bons exemples (43). Elles montrent que dès le Second Empire, et même un peu avant, un mouvement de rénovation s'accomplissait dans les campagnes. L'aspect des calvaires édifiés à cette époque en est une autre preuve, car ils échappent au type traditionnel pour revêtir une correction géométrique dépourvue de naïveté autant que d'originalité. Les maisons évoluèrent parallèlement, et la plupart de celles qui furent bâties après 1845 montrent la froide régularité des œuvres de la grande entreprise. Les maçons de village semblèrent dès lors détrônés de leur monopole par des dessinateurs en série, qui construisirent plus grand, plus impersonnel. Ces signes annonçaient des temps nouveaux, et l'apparition de l'architecte dans les villages indiquait la lente extension aux campagnes de la transformation que connaissaient alors les bâtiments messins.

C'est également cette époque qui vit s'élever les premières colonies ouvrières, celles d'Ars-sur-Moselle par exemple ; elle connut aussi la naissance d'une agglomération conçue par la volonté d'un grand industriel : à côté des forges installées par lui à l'extrême frontière, au plus près de

(42) Voir chapitre XVII, paragraphe 5.

(43) MIGETTE : *Mémoires inédits*, tome I, p. 389.

Sarrebruck, M. de Wendel fit établir une cité complète, avec ses rues, son église, ses maisons régulièrement alignées (44). Ce fut Stiring-Wendel, type que le développement de la métallurgie allait bientôt multiplier. C'est ainsi que malgré les aspects essentiellement conservateurs qui dominaient la vie des campagnes, des forces nouvelles annonçaient une transformation partielle des conditions qui avaient paru longtemps immuables.

III. — La vie rurale

En dépit des quelques innovations apparues après 1850, le cadre de la vie dans des petites villes de la Moselle et dans les villages était resté presque immuable jusqu'à la fin du Second Empire. Les habitudes sociales avaient évolué encore moins rapidement, et quiconque connaît l'attachement des paysans à leurs traditions est amené à constater que la Révolution n'avait été qu'un incident dans la vie rurale de la Moselle. Presque rien ne semblait subsister du mouvement qui avait bouleversé les campagnes à la fin du XVIII^e siècle, qui leur avait fait connaître les ventes de biens nationaux, les réquisitions et les charrois militaires, qui avait fermé les églises et instauré de nouvelles cérémonies. De cette activité dont témoignent les registres des municipalités de canton, le souvenir même paraissait aboli (45). C'est seulement la crainte du rétablissement de la dime et des droits féodaux, joint au sentiment confus d'appartenir à la Nation, qui pouvait faire de ces cultivateurs sans préoccupations politiques des fils spirituels de la Révolution (46). Dans l'ensemble ils n'en restaient pas moins profondément conservateurs, parce qu'ils étaient aussi profondément indifférents. Cette force de stabilité des campagnes ne fut d'ailleurs découverte, en Moselle comme dans tant d'autres départements, qu'en 1849, lors de la seconde application générale du suffrage universel.

Les anciennes coutumes de la vie rurale s'étaient intégralement maintenues en Lorraine pendant la première partie du XIX^e siècle, et certaines d'entre elles subsistent même de nos jours. Les fêtes patronales y sont restées prétextes aux longues beuveries, coupées de séances de jeux de quilles. Le zèle d'un clergé pourtant très influent n'a jamais empêché les danses d'entraîner la jeunesse. On vit un jour, à Zoufftgen, une religieuse, indignée de ces divertissements profanateurs du dimanche, venir réciter

(44) HOFFMANN (P.): *Chronik der Gemeinde Stiringen-Wendel*. — Le village fut commencé le 1^{er} juin 1854.

(45) Des sondages dans les registres des municipalités de cantons, A. D. Moselle, L 943-1.112, révèlent une vie révolutionnaire toute différente de celle que connut le XIX^e siècle.

(46) Cf., chapitres VIII et IX.

ses prières, les genoux en terre, dans la salle enfumée d'un cabaret ; mais ses efforts ne triomphèrent point de la passion des jeunes gens ! (47). D'une paroisse à l'autre, on se donnait rendez-vous à l'occasion des fêtes dont la belle saison amène chaque année le retour et des « relèves-selle » qui les répètent le dimanche suivant. Les foires de Metz, celles des petites villes, ont toujours attiré les campagnards endimanchés. A partir de la Monarchie de Juillet, les concours organisés par les Comices agricoles, avec banquets et distributions des récompenses, ont réuni, tantôt dans un chef-lieu d'arrondissement, tantôt dans de simples bourgs, des foules considérables. Mais ces gais rassemblements n'ont jamais eu l'attrait que présentaient les exécutions capitales : pour voir guillotiner un criminel, jusqu'à 10.000 paysans étaient capables de se rendre à Metz, ou dans la commune qui avait la chance de voir se dresser la fatale machine (48). La plupart des visites princières, et surtout celle de Napoléon III en 1857, attiraient également en ville les masses rurales, dont la vie habituelle s'arrêtait alors pour une journée.

D'autre part, quelle variété dans les formes des coutumes locales ! L'une des plus singulières se rencontre encore aujourd'hui au village de Failly : une confrérie de fous y subsiste, et le jour de la Purification, son « maire de Châty », une lance du XVI^e siècle à la main, attend les fidèles à la sortie des vêpres ; le « queulot » y barbouille tous les paroissiens avec un torchon porté au bout d'une perche. Quelque temps après, l'élection des nouveaux « dignitaires » est l'occasion d'une joute oratoire en patois. Dans ce même village, les jeunes gens se faisaient accompagner par l'orateur public pour demander une fille en mariage ; une salve de mousqueterie annonçait la réponse favorable, et en l'entendant chacun s'écriait : « Voilà la chèvre qui est liée » (49). A Chieulles, les mariés allaient à l'offrande en tenant une volaille à la main, tandis qu'à Sainte-Barbe les jeunes gens devaient puiser dans une jatte de lait posée sur les genoux de l'épousée. Les noces étaient partout l'occasion de repas plantureux : souvent pendant plusieurs jours, les invités se régalaient aux frais des parents qui oublièrent pour les éblouir les habitudes parcimonieuses de la vie rurale (50).

Le conseil de révision était l'occasion de réjouissances prolongées ! C'est alors que la jeunesse de Mouterhouse choisissait par acclamation ou par adjudication son « maestibourch », dont un tablier blanc symbolisait la souveraineté ; il avait le privilège d'ouvrir le bal lors de la fête pa-

(47) Zoufftgen, canton de Cattenom. *Indépendant*, 24 mars 1862.

(48) Cf. l'exécution de deux assassins à Olley, canton de Conflans. *Indépendant*, 12 février 1847.

(49) BÉGIN (E.) : *Promenade archéologique à Failly*.

(50) A Failly, vers 1837, 150 convives se régalerent pendant trois jours à l'occasion d'un mariage.

tronale, comme le faisaient d'ailleurs les « maîtres jeunesse » de nombreux villages et même d'une petite ville comme Longwy (51). Toutes ces réunions étaient égayées par la verve des conteurs de « fiaux », et la littérature patoise aurait pu alors s'enrichir facilement de maints textes traditionnels, à moins qu'elle ne préférât recueillir les récits de la veillée, du « couarail ». On y retrouve souvent les mêmes thèmes, dont l'un des plus courant est la naïveté des villageois de Puxieux, de Mécleuves ou de Marspich (52). Sous le Second Empire, le comte de Puymaigre a rassemblé des chansons françaises ou patoises, parmi lesquelles on retrouve de nombreux sujets communs à plusieurs provinces, traités avec quelques différences d'un village à l'autre (53). En Lorraine allemande, les chansons et les contes n'étaient pas moins populaires, mais cette littérature paysanne, comme celle des régions de langue française, ne se transmettait que par la tradition orale (54). Les campagnards lisaient peu, écrivaient encore moins : sans la patience de quelques érudits, leurs traditions auraient encore plus complètement disparu qu'elles ne l'ont fait. Ce fut d'ailleurs un fait nouveau de voir une revue messine, l'Austrasie, s'intéresser à ces questions que pendant longtemps les milieux intellectuels avaient complètement ignorés.

Parmi les coutumes lorraines, celle des trimazos était une des plus généralement répandue (55). Quêtant de porte porte, des fillettes s'en allaient par groupes, le premier dimanche de mai, chantant de vieux refrains patois, corrigés souvent par les sœurs institutrices effrayées de la verve paysanne de certains mots, parfois même traduits en français littéraire. Non moins répandue était la ronde des crécelles, des trérelles, des klepper du pays de Thionville, qui parcourait les villages pendant la semaine sainte, quand les cloches se taisent (56). Le tapage était assourdissant, et ne cessait que lorsque les jeunes garçons avaient reçu les œufs de Pâques qu'ils quémendaient. Le premier dimanche de carême voyait reparaître chaque année les valentins : la jeunesse dansait autour

(51) GILBERT (L.) : *Un usage de fête au Pays de Bitche* (Pays Lorrain 1906).

(52) SADOUL (Ch.) : *Les gens de Puxieux*. (Pays Lorrain, 1904.)

(53) PUYMAIGRE (Comte de) : *Chants populaires recueillis dans le Pays messin*. Pour ces questions de folkore, cf. ZELIQUON (L.) : *Zur lothringische Volkskunde* (Annuaire de la Société d'histoire et d'archéologie, 1913). THIRIOT (G.) : *La chanson des sabots* (*ibidem*, 1913). BRUNEAU (Ch.) : *La chanson populaire lorraine* (Pays Lorrain, 1931.)

(54) PINCK (Abbé) : *Lothringer Volkslieder*.

(55) DE WESTPHALEN : *Les trimazos*.

(56) GILBERT (L.) : *La ronde des crécelles au Pays Messin* (Pays Lorrain, 1907). ABEL (Ch.) : *La ronde des crécelles et les œufs de Pâques*.

des feux de joie, et mille moqueries égayaient les assistants aux dépens de quelques uns (57).

Bien d'autres coutumes plus ou moins mêlées de superstition avaient un caractère exclusivement local. Tel était l'usage, traditionnel à Sierck, de précipiter sur les pentes du Stromberg, dévalant à travers les vignes jusqu'à la Moselle, une immense roue garnie de torches de paille : chaque Saint-Jean voyait toute la petite ville, le maire en tête, gravir la colline et se demander avec inquiétude si dans sa marche que guidait les jeunes gens, la roue enflammée atteindrait les flots de la rivière, heureux présage d'une vendange abondante (58). Dans certains villages de la Lorraine allemande l'on conservait la coutume de manger le jeudi saint un plat d'herbes nouvelles, ce qui valait à ce jour d'être appelé le gründonnerstag (59). Dans le canton de Cattenom les valentins étaient remplacés par le dimanche des brandons : au milieu des danses on proclamait le nom des couples qui étaient supposés devoir se marier dans l'année, et les jeunes gens satisfaits de l'épouse que leur destinait la voix publique tiraient des coups de pistolet (60). Il faudrait aussi noter le caractère assez particulier des contes, des légendes, que l'on se racontait pendant les veillées du Pays de Bitche, dont le caractère romantique était encore accentué par les burgs ruinés, le Falkenstein, le Waldeck, qui dominaient les forêts de sapins : les souterrains d'un de ces châteaux passaient pour la résidence de deux chevaliers qui jouaient aux dés le salut de leur âme, le diable étant témoin de la partie — un chevalier félon était gardé par un dragon dans le gouffre de Lichtenberg — un géant hantait le Hochfelsen et un génie des pierres le menhir du Breitenstein ! (61). Avec ses graves anabaptistes, ses rudes bûcherons habitués à la contrebande et au braconnage, avec ses bohémiens de Bærenthal, le Pays de Bitche rappelle d'ailleurs irrésistiblement les aspects des environs de Phalsbourg et de Dabo, dans la Meurthe, qu'ont évoqués Erckmann-Chatrion et Théophile Schuler. Quel contraste avec les horizons largement découverts du plateau, avec les riantes côtes de la Moselle, dont les vignerons fêtaient chaque année leur patron, Saint-Vincent, dans une atmosphère de gaieté que ne venait troubler le rappel d'aucune légende (62).

(57) BARBÉ (Jean-Julien) : *Les valentins* (Pays Lorrain, 1909).

(58) LEDAIN (Abbé) : *Les feux et la roue de la Saint-Jean*, à Sierck (Mémoires de l'Académie, 1867).

(59) AURICOSTE DE LAZARQUE (E.) : *Le gründonnerstag*.

(60) *Indépendant*, 14 mars 1857.

(61) GILBERT (L.) : *Le géant du Hochfelsen. Les bohémiens au Pays de Bitche. Les damnés du château de Waldeck* (Pays Lorrain, 1904). *Au pays des légendes* (ibidem, 1905). *Le génie des pierres* (ibidem, 1906).

(62) La Saint-Vincent tombe le 22 janvier. Cf., BARBÉ (Jean-Julien) : *Coutumes du Pays Messin* (Pays Lorrain, 1909).

Partout les campagnards continuaient à redouter les sorciers, « les sotrets », et le juge de paix de Vigy eut à trancher en 1834 un singulier procès de translation magique du lait d'une vache dans les pis d'une autre (63). Trente ans plus tard, une paysanne de L'Hôpital enterrait dans l'écurie son cheval mort, car c'était, dit-on, le seul moyen de détruire le maléfice des sorciers qui lui avaient en vingt ans tué huit chevaux par envoûtements ! (64). Les rebouteux trouvaient naturellement une nombreuse clientèle : en 1869, un domestique de ferme de Gravelotte fut arrêté pour exercice illégal de la médecine alors que la foule le suivait partout, car il annonçait la guérison des aveugles, des sourds et des estropiés (65). Le seul monument que l'on ait édifié dans un village de la Moselle est celui du guérisseur Varis : sa statue se dresse depuis 1854 à Berig, où il était mort quatre ans auparavant, et son socle porte l'inscription suivante : « Sa mort a mis en deuil la contrée ». On croyait généralement que si l'on négligeait de les prévenir du décès de leur propriétaire, les abeilles quittaient leurs ruches plutôt que de changer de maître. Dans les environs de Malancourt, de Jœuf et d'Homécourt — aujourd'hui cités industrielles essentiellement cosmopolites — subsistait la coutume de la holmée : au début de mai, deux jeunes gens saisissaient un camarade par les pieds et la tête et le soulevaient pendant qu'un enfant se glissait par dessous ; celui qui avait été « holmé » était sûr de souffrir des reins lors de la moisson, à moins qu'une seconde épreuve, que tous avaient soin de lui refuser, ne vint détruire l'effet de la première (66). Sous des formes à peine différentes, cet usage se retrouvait dans de nombreux villages : il s'est longtemps maintenu par exemple dans les communes de dialecte germanique du nord-ouest de Thionville, sous le nom de heipeln.

La religion était souvent mêlée aux coutumes plus ou moins superstitieuses des campagnes : c'est ainsi qu'au début de la Restauration les préfets durent prendre plusieurs arrêtés contre l'usage de sonner les cloches pour éloigner les orages d'une paroisse (67). Jusque vers 1860, la chapelle de Saint-Eloi de Flastroff resta un lieu de pèlerinage fort connu des paysans de la Lorraine allemande : une procession de chevaux s'y rendait le jour de la fête du saint qui passait pour les guérir de toutes

(63) BÉGIN (E.), *op. cit.*

(64) *Indépendant*, 14 juin 1865.

(65) *Ibidem*, 8 septembre 1869.

(66) MAUJEAN : *La holmée* (Mémoires de l'Académie, 1911). KIFFER (E.-P.) : *Une coutume lorraine disparue* (Annuaire de la Société d'histoire et d'archéologie, 1925).

(67) *Recueil des actes administratifs*, 1816, p. 228. 1819, p. 197 et 276.

les maladies. Une foire de mercerie se tenait en même temps, et certains campagnards se contentaient d'amener avec eux une poignée de crins des bêtes à préserver (68). Saint Iwin, dont la crypte de Malancourt renfermait l'image, avait le privilège de guérir les porcs, tandis que le pain enfourné à Amanvillers entre les élévations de la messe de minuit passait pour préserver le bétail de la morsure des loups (69). Paysans et citadins venaient le 3 février en l'église de Saint-Eucaire de Metz acheter le pain bénit de Saint-Blaise, dont on conservait un morceau toute l'année pour protéger la maison de la peur et du mal de gorge (70).

A côté de ces dévotions, variables d'un canton à l'autre, les formes traditionnelles du culte des morts s'était maintenues dans les campagnes de la Moselle: on disait une messe à leur intention le lundi qui suivait la fête du village, et à chaque lendemain de noce; les repas funèbres à l'occasion des funérailles réunissaient autour d'une table bien garnie, largement pourvue de bon vin, les parents, les voisins, les porteurs. Dans les environs de Sierck, on ne manquait pas d'apporter au dessert un cierge allumé, tandis que tous les convives récitaient un *De profundis* pour le défunt et cinq pater pour le premier d'entre eux qui mourrait (71).

Dans le rythme de la vie rurale, les processions revenaient comme une des principales cérémonies de l'année. En quelques circonstances, de grands pèlerinages attirèrent des foules immenses: l'affluence à la fontaine miraculeuse de Host fut si considérable au lendemain de la crise révolutionnaire, sous le Directoire, que les autorités s'en inquiétèrent (72); les épidémies de choléra, et surtout celle de 1832, entraînèrent des villages entiers à la chapelle de Saint-Roch qui se trouve près de Valmont (73). Les journaux de gauche du chef-lieu se moquèrent en vain de ces marques de la foi populaire: les sourires de la bourgeoisie voltairienne restaient sans influence, surtout dans les cantons de langue allemande, et ils n'empêchèrent point les fidèles de se porter en masse à Trèves, lors de l'exposition de la Sainte Tunique qui y fut organisée en 1844 (74). A partir de 1836, le pèlerinage de Saint-Thiébauld recommença à attirer à

(68) AURICOSTE DE LAZARQUE (E.): *Saint-Eloi et le pèlerinage de Flastroff*.

(69) LADoucETTE (J.-C.-F.): *La Moselle*.

(70) BARBÉ (Jean-Julien): *Coutumes populaires du Pays Messin* (Pays Lorrain, 1909).

(71) *Nos traditions: le culte des morts*. (Austrasie, 1905-06).

(72) GAIN (A.): *Les processions en Moselle pendant la Révolution et l'Empire*. (Annuaire de la Fédération historique lorraine, 1930). TOUBA (Abbé): *Heimat-bilden, région Saint-Avold*.

(73) *Indépendant*, 6 août 1832.

(74) *Gazette*, 22 août, 10 octobre 1844.

Gorze, chaque 1^{er} juillet, une foule qui atteignit parfois 10.000 personnes (75).

Il serait facile de composer avec les traits divers du traditionalisme rural une description enchanteresse de la vie rurale : on y montrerait le paysan heureux dans son attachement à la terre natale, fortement enraciné dans le pays de ses ancêtres, religieux et moral — on y dépeindrait sa vie saine, ses travaux rythmés par l'alternance des saisons et le retour des fêtes locales. La silhouette de quelque grand propriétaire généreux, ami du progrès à moins qu'il n'ait été ami de la religion, apparaîtrait dans le fond comme une seconde providence, ouvrant son parc les jours de comice agricole, distribuant de larges aumônes ou des manuels d'agriculture, montrant par son exemple la voie des améliorations rurales. L'action bienfaisante de quelques propriétaires, de la famille Rolland à Rémyilly ou de M. du Coëtlosquet à Mercy-les-Metz, pour ne citer que les représentants les plus typiques du libéralisme ou de l'esprit religieux et conservateur, a été en effet réelle : il n'en resté pas moins qu'un tableau idyllique des campagnes serait une déformation de la réalité.

Car voici la contre-partie : les beuveries brutales des fêtes villageoises, dégénérant fréquemment en rixes, en Lorraine allemande surtout — la dureté de caractère de la plupart des paysans, à qui manquait presque complètement l'esprit de solidarité — le travail imposé aux enfants, dans les campagnes comme d'ailleurs dans les centres industriels, et l'école trop souvent désertée — la condition précaire du journalier agricole — les querelles locales développées à l'infini (76). Il est d'ailleurs indéniable que bien des différences seraient à signaler : les environs de Metz, le Pays Haut, étaient de mœurs plus douces, plus humaines, que la Lorraine allemande où l'isolement rural était absolu. Au début du XIX^e siècle, les descriptions du Pays de Bitche, avec la misère de ses habitants habitués à braver les gardes forestiers, à se livrer à la contrebande, à combattre — voire à main armée — le douanier, n'ont rien d'encourageant, et même sous le Second Empire les statistiques judiciaires y révélaient une brutalité assez inquiétante (77). A côté des calmes évocations de la paix des champs, il faut se rappeler que la Lorraine était encore traversée par des bandes de loups, dont la destruction était encouragée par des primes départementales. Les carnassiers affamés venaient rôder parfois jusque

(75) NIMSGERN (J.-B.) et CHAUSSIER *op. cit.*

(76) Ces traits sont fréquemment notés dans des rapports d'administrateurs ou d'inspecteurs primaires.

(77) COLCHEN : *Mémoire statistique du département de la Moselle*, p. 104. Cf. l'opinion du procureur général de Gérando, séance du Conseil départemental de l'instruction publique, mars 1865.

sur les glaciis de Metz ; on les vit même attaquer un jour une porte de Thionville (78). Il faut évoquer les déprédations des sangliers, les grandes battues organisées par tel ardent chasseur, M. de Cured ou le comte d'Hunolstein (79). Moralement et matériellement le tableau des campagnes apparaît donc formé de traits opposés ; l'exemple du contraste entre tel village du vignoble messin, riant sur les pentes de la côte, et tel autre enserré par les grandes forêts de Bitche, isolé de tout centre urbain, aide à comprendre la complexité d'un département.

Pour achever la peinture de la vie dans les campagnes, rien n'est plus utile que de consulter le Mémoire statistique que le préfet Colchen fit imprimer en l'an IX : son auteur, Viville, était un Messin bien au courant de la situation. Après avoir montré comment les campagnes avaient profité de la Révolution qui avait restreint l'activité des villes, appauvri leur bourgeoisie et leurs métiers, il indique nettement que la condition du journalier agricole était meilleure qu'en 1789. « Un certain luxe s'insinue dans son humble réduit. Ses vêtements sont meilleurs et plus propres. Ses aliments sont quelquefois moins grossiers : il use plus fréquemment de la viande dont il ne mangeait presque jamais... Mais dans le Pays de Bitche, les hommes sont aussi misérables que le sol est ingrat. Leur nourriture habituelle consiste en pommes de terre mêlées avec du lait caillé. Leurs vêtements sont des étoffes grossières de toile ou de laine qu'ils fabriquent chez eux. Ils ont des sabots pour chaussures et pour habitations des cabanes faites en clayonnage et en torchis... Enclins à l'ivrognerie, l'argent qu'ils reçoivent, ils sont impatients de le dépenser pour satisfaire cette passion. » Mais à mesure qu'on se rapproche de la Nied, Viville observe des mœurs plus douces, de meilleurs aliments, des maisons meublées avec plus de goût et de propreté (80.)

Les mêmes contrastes se retrouvaient lors de l'enquête qui fut prescrite en 1848, enquête dont les résultats montrent combien peu de progrès avaient été réalisés en cinquante ans (81). Serrés dans de médiocres logements, un ménage n'occupant souvent que deux ou trois pièces en contrebas de la route, les paysans des cantons de Sarralbe ou de Gros-Tenquin ne se nourrissaient encore que de pain, de pommes de terre et de lait caillé. Ils s'habillaient toujours d'étoffes grossières, de toile ou de lai-

(78) *Indépendant*, 2 janvier 1854.

(79) *L'Indépendant* du 18 février 1860 évoque un retour de chasse à Thionville, les voitures chargées de dix sangliers et de deux chevreuils rentrant aux sons des trompes. La passion de la chasse semble avoir été héréditaire chez les de Cured.

(80) COLCHEN, *op. cit.*, p.

(81) A. D. MOSELLE, 262 M 1, enquêtes de Sarralbe et de Gros-Tenquin.

nages de leur fabrication, mais ils portaient en général des souliers. L'enquête agricole de 1867 prouve d'ailleurs que le Second Empire vit une amélioration notable des conditions de vie, demeurées longtemps très médiocres, tant chez les journaliers agricoles que chez les ouvriers des petites villes de la Moselle, ou que chez les Messins des quartiers Chambière et de l'Arsenal ! Il ne faut donc pas se laisser trop séduire par le mirage rural, par le regret des anciens usages, des costumes disparus — de la blouse et des hautes guêtres boutonnées du paysan, du corselet serré fort au dessus de la taille, du bonnet emboitant les cheveux de la paysanne lorraine, dont la charlotte ne fut jamais la coiffure traditionnelle (82). Dans les villages longtemps isolés les uns des autres, sous les chaumes ou ses les tuiles neuves, la vie était dure en sa monotonie rarement progressive. Le conservatisme des campagnes était trop souvent synonyme de routine et de préjugés, d'inertie et d'âpreté du gain immédiat pour que les signes d'évolution dont fut témoin le Second Empire ne puissent être considérés comme les débuts d'un progrès nécessaire, progrès qui vint d'en haut, de l'initiative de l'administration, de l'impulsion de la bourgeoisie urbaine, et qui transforma lentement l'ancienne paysannerie qui avait survécu au choc de la Révolution.

IV. — La société des campagnes

L'indifférence des classes rurales à toutes les questions intellectuelles et politiques a si souvent été signalée, même sous le Second Empire, par les préfets et les procureurs généraux, qu'il est assez difficile de découvrir ce qui donnait aux campagnes de la Moselle leur cohésion et leur caractère. Il est pourtant certain qu'il y régnait un esprit national absolument différent de celui que des administrateurs de la Restauration rencontraient dans le Midi et l'Ouest. Partout, même dans les cantons les plus isolés de la Lorraine allemande, le paysan était fier de se proclamer Français (83). L'étranger, et même le plus rapproché par la langue

(82) Une aquarelle de V. de Bouillé, reproduite dans le *Pays Lorrain*, 1905, p. 160, montre le costume de la paysanne lorraine au début du XIX^e siècle. Voir aussi, au Cabinet des Estampes, Va 121, la lithographie du château de Pépinville en 1828 : une paysanne a un corselet serré, la taille très haute, un fichu sur la tête — un paysan porte une blouse, un bonnet, et des guêtres. Tous deux vont au marché, une hotte d'osier sur le dos. Un cantonnier porte un chapeau haut de forme, sur lequel sa profession est indiquée. Voir également *La Lorraine* (Prost, Larchez, Theuriet...), p. 180.

(83) Voir en particulier les rapports politiques du procureur général de Gérando. Archives Nationales, BB 30-380.

ou par les habitudes, était suspect dans les villages de la frontière. Le service militaire était accepté sans peine par ces populations à qui ses servitudes ne pesaient point. La Lorraine allemande, en particulier, donnait toujours de nombreux volontaires, bons soldats, disciplinés et braves, et chaque crise extérieure vit le recrutement s'intensifier (84). Sarrelouis, quoique soumise depuis quinze ans à la Prusse, en donna l'exemple en 1830 (85). Contrastant avec les instincts profondément conservateurs, et par la même pacifiques, du paysan, l'esprit national revêtait facilement en Moselle des aspects napoléoniens et presque belliqueux. Le contraste entre la Moselle et les départements de l'Ouest et du Midi est absolument net à cet égard : ce pays de ruraux fidèles à leurs usages, inertes devant les complications de la politique, attachés à la religion — et en Lorraine allemande, fortement soumis à l'influence cléricale — ne regrettait nullement l'Ancien Régime. La fidélité monarchique était une idée trop abstraite pour ces paysans, au fond assez indépendants, qui refusaient de se laisser conduire politiquement par les quelques familles nobles restées fixées dans les campagnes.

Comme la Lorraine, comme l'Alsace, le département de la Moselle était pour le drapeau tricolore : dans ses *Souvenirs*, l'avocat nancéen d'Arbois de Jubainville a très justement observé que si « les populations étaient tout disposées à faire une large place à la considération locale... pas un seul noble n'aurait réussi à engager les habitants à la moindre manifestation hostile à Louis-Philippe » (86). A plus forte raison eût-il été impossible de détacher les paysans de leur attachement irraisonné à Napoléon III. La force de ce sentiment des masses explique également que l'influence du clergé n'ait guère pu s'exercer en faveur de la monarchie légitime : fils de paysans lorrains, les curés de campagne étaient plus exclusivement attachés à la Religion que ceux d'autres régions où le roi en semblait l'indispensable protecteur. Il faut également observer que dans les villages de l'ancienne Lorraine ducal, réunis à la France seulement au XVIII^e siècle, la dynastie des Bourbons ne représentait point une véritable tradition locale (87). De ces observations se dégage la conclusion suivante : malgré leur traditionalisme, malgré leur inertie politique, les campagnes de la Moselle, diverses par la langue, étaient animées d'un

(84) A. N. F 9 223 et 278. — VELVING (Lieutenant-colonel) : *La région de la Sarre et l'armée française* (Sarre française, 1924).

(85) *Travaux du Comité d'Etudes* : Tome I. AULARD (A.) : *Un témoignage de la persistance du sentiment français à Sarrelouis*.

(86) ARBOIS DE JUBAINVILLE (Ch.-J. d') : *Souvenirs d'un avocat de Nancy* (Pays Lorrain, 1925).

(87) Cf., BARRÈS (M.) : *Mes cahiers*, II, p. 162.

sentiment national très net, sentiment que symbolisaient pour elles les Trois Couleurs. L'idéologie de la Révolution n'y avait pourtant point laissé de trace, et la grande idée d'une rénovation politique et sociale que partageaient quelques ouvriers messins, quelques bourgeois du chef-lieu, n'y fut jamais connue que de rares instituteurs : il n'y eut pas de partageux en Moselle, même en 1848, et le grand propriétaire était respecté, le clergé aimé. Mais ni l'un ni l'autre n'étaient absolument le maître, car il y avait dans le fond de l'esprit paysan on ne sait quelle force d'indépendance qui fait découvrir une certaine analogie entre Metz et les campagnes, en apparence si profondément différentes. Il faut d'ailleurs ajouter que cet esprit n'était pas indemne d'une certaine propension, fort paysanne d'ailleurs, à la jalousie dirigée contre quiconque veut trop s'élever ou cherche à diriger les autres. Le clergé même n'a jamais été à l'abri des moqueries frondeuses des campagnards : il y a toujours eu en Moselle quelques traits de psychologie analogues à ceux que M. Albert Renard analyse en ces termes dans son récent ouvrage sur Malmédy : « Le Malmédien est frondeur, satirique ; ici, on est contre, rarement pour. On est unanimement pour la religion : on est catholique comme on est protestant en Angleterre, on ignore le cléricanisme » (88).

Le cas de Malmédy est celui d'un coin de terre wallonne que la domination prussienne a longtemps écarté des courants intellectuels, et c'est en cela qu'il évoque l'ancien isolement des campagnes. Mais naturellement l'isolement n'était en Moselle que relatif, car le département appartenait à un grand pays auquel il était profondément attaché ; il subissait l'influence de son chef-lieu, de ses petites villes, de ses classes dirigeantes. Les analogies entre le pays malmédien et les villages lorrains ne sont donc sensibles que si l'on cherche à ne point quitter du regard le fond même de la paysannerie, de ces milieux ruraux dont l'esprit de fronde et d'indépendance n'a jamais revêtu l'apparence de la lutte politique, sans doute par l'effet des circonstances plutôt que par suite d'une disposition innée de l'âme populaire. Il faut d'ailleurs observer que ces traits se retrouvent dans la plupart des régions où les paysans propriétaires sont nombreux : il en était justement ainsi de la Moselle, car Viville y dénombrait en l'an IX plus de 50.000 propriétaires, et remarquait l'extrême division des parcelles. La Révolution avait contribué à en accroître encore le nombre, car il ne semble pas douteux que la plupart des biens nationaux avaient été achetés par des paysans : (89) dans la seule commune de Pange, on avait vu 24 villageois se rendre acquéreurs des terres du châtelain, et dans le

(88) RENARD (A.) : *Malmédy*.

(89) A. D. Moselle, Q 17 etc., 205. Vente de biens nationaux.

district de Briey 274 habitants du pays se partagèrent 434 lots. C'est seulement sous le régime de la loi du 28 ventôse an IV que les bourgeois messins semblent avoir acquis la prépondérance dans les ventes, que l'on vit revenir sans cesse les noms de quelques uns d'entre eux, et qu'apparurent des prête-noms, des courtiers israélites, un Samuel Cahen, un Cerf Worms. Il semble que la capacité d'achat des paysans était dès lors presque éteinte, car dans les ventes de biens communaux qui eurent lieu en 1813 au profit de la Caisse d'amortissement, les gros acquéreurs du chef-lieu l'emportèrent aisément, un Charles Auburtin accaparant à lui seul une soixantaine de lots, le dixième du nombre total! (90).

Il n'en demeure pas moins certain que la vente des biens nationaux avait largement contribué à attacher le paysan mosellan aux résultats matériels de la Révolution. De nombreux noms de propriétaires nobles dont l'influence avait pu jadis s'exercer sur les fermiers, disparurent complètement du département, et la région messine, qui avait vu les grandes familles du Parlement se créer au XVIII^e siècle de magnifiques domaines, en fut plus transformée qu'aucune autre. Comme la Lorraine allemande était déjà un pays de propriété paysanne, l'évolution de la Moselle en fut accentuée, et les supériorités locales y perdirent une partie de leur ancienne influence (91). Il subsista pourtant dans quelques régions des grands propriétaires dont la résidence à Metz ou sur leurs terres aurait pu faire de véritables suzerains dans un pays moins indépendant : tels étaient les de Wendel autour d'Hayange, famille de maîtres de forges dont l'avenir dépassait singulièrement la fortune présente, pourtant déjà considérable — les comtes d'Hunolstein à Hombourg, où se déroula une fête d'allure féodale lorsque l'héritier du nom épousa Mlle d'Uzès (92) — les marquis de Pange en leur château érigé dans le village de ce nom — les de Jobal à Hayes — les de Turgy à Sillegny — les comtes de Thémignes-Lauzières à Luttange — les Tschudy à Colombey — les d'Helmstatt

(90) A. D. Moselle, Q 1.113.

(91) Le Dr KÖNIG, dans un ouvrage publié en 1923, *Deutschlothringen*, indique que la Révolution a surtout transformé la Lorraine allemande, d'où le noble propriétaire allemand aurait disparu tandis que le paysan aurait acquis ses biens. Cette affirmation paraît des plus contestables, car à côté d'un prince de Löwenstein, d'un prince de Wied, d'une comtesse de Forbach, on relève dans cette région les noms de propriétaires français, tels Vergennes et le duc d'Havré. Il semble que la noblesse était plus nombreuse et plus influente à Metz et à Thionville qu'en Lorraine allemande. Les actes de ventes de biens d'émigrés confirment cette impression.

(92) *Indépendant*, 16 septembre 1857.

à Morhange (93). Il faut d'ailleurs remarquer que c'est surtout aux environs de Metz que ces grands propriétaires possédaient des terres, partageant leur vie mondaine entre les châteaux et les hôtels du quartier aristocratique du chef-lieu.

Mais ces quelques familles restèrent toujours l'exception en Moselle, où la bourgeoisie possédait plus de terres que la noblesse. Tel notaire messin, telle famille de hauts fonctionnaires de Napoléon comme les Ladoucette, tel magistrat à la Cour, venait au premier rang parmi les propriétaires fonciers (94). Leur résidence ordinaire à Metz, coupée de brefs séjours à la campagne, les écartait souvent du patronage qu'ils auraient pu exercer sur leurs fermiers et qui semble avoir correspondu aux goûts de l'aristocratie de naissance plutôt que de la riche bourgeoisie, satisfaite de toucher ses revenus. A côté d'un Emile Bouchotte, jeune bourgeois libéral qui s'essaya à l'agronomie dans son domaine de Moncel, d'un Vallette, qui se fixa à Rémyilly après avoir été avocat à Metz, de quelques militaires retraités qui résidaient toute l'année à la campagne, combien de propriétaires restaient indifférents à tout ce qui n'était point leur intérêt direct, et n'exerçaient nulle influence sur les campagnes.

Les listes électorales de la monarchie censitaire révèlent d'ailleurs de profondes différences dans la structure sociale des cantons : en 1848 Metz comptait 800 électeurs, et parmi eux 200 éligibles payaient 500 francs d'impôts. Les campagnes voisines, autour de Gorze, de Verny, de Pange, avaient encore plus de 100 électeurs par canton, chiffre qu'atteignait également Thionville. Mais partout ailleurs le censitaire devenait un personnage aussi imposant que rare : on n'en comptait qu'une trentaine dans les cantons de Sierck, de Bitche, de Rohrbach et de Volmunster, et le nombre des éligibles s'y abaissait à quelques unités ! (95). Quel contraste aussi entre le nombre des propriétaires de vieille noblesse : tandis que toute liste reste forcément incomplète pour le Pays Messin et le Pays Haut, qu'aux noms déjà cités il faudrait ajouter ceux des comtes de Gourcy et d'Hoffelize, seigneurs respectifs de Ville-sur-Yron et de Longuyon, ceux des Carey d'Asnières, propriétaires du château de Villers-aux-Bois, proche de Rézonville, ceux du comte de Rozières et du marquis de Chérissey, établis tous deux sur les bords de la Seille, l'arrondissement

(93) Cf., MAUJEAN (L.) : *Histoire de Morhange* (Annuaire de la Société d'histoire et d'archéologie, 1930, p. 49).

(94) Cf., les listes électorales de la Monarchie censitaire, A. D. Moselle, Série 16 M.

(95) A. MÉZIÈRES note que sous la Monarchie de Juillet le village de Rehon, aujourd'hui centre industriel très actif, ne comptait que deux familles vivant bourgeoisement.

de Sarreguemines ne comptait guère qu'une comte d'Helmstatt, grand propriétaire à Morhange, qu'un d'Hausen, maître de forge à Hombourg (96).

Mais à côté de la noblesse, si inégalement répartie, et des bourgeois de Metz ou de Thionville, il y avait dans les campagnes un certain nombre de propriétaires résidant sur leurs terres, ou de demi-bourgeois restés établis au village dont ils étaient originaires. Quelques officiers retraités, tel le baron Richter à Saint-Avold, le maréchal de camp Creutzer à Bitche, étaient rentrés au pays natal; ils formaient en Moselle un élément important de l'élite de la population. Les notaires, les juges de paix, les quelques docteurs ou officiers de santé, même les rares pharmaciens, exerçaient aussi une grande influence dans les campagnes ou dans les petites villes. Les trois chefs-lieux d'arrondissement comptaient en outre quelques fonctionnaires originaires du pays; leurs tribunaux étaient presque entièrement composés de magistrats recrutés sur place, tel les Roget de Belloquet et les Lallemand qui jouèrent à Sarreguemines, par le prestige de leurs propriétés autant que par leurs fonctions, un rôle considérable. Quelques avocats, quelques avoués, venaient compléter les milieux intellectuels de petites villes dont les cercles, comme le Casino de Sarreguemines, n'avaient certes rien de littéraire, ni même, sauf pendant les périodes de crise que la France traversa en 1830 et en 1848, rien de politique. Boutiquiers, rentiers ou fonctionnaires, se réunissaient dans une salle réservée d'un café pour y jouer aux cartes, en écoutant les derniers commérages de la cité (97). C'est à cela que se réduisait la vie sociale d'une petite ville, et la fondation, vers la fin du Second Empire, de quelques orphéons, de quelques sociétés philharmoniques, y parut le dernier mot de l'évolution morale (98), au moment où l'apparition d'un trottoir d'asphalte dans la grand' rue de Thionville, et du gaz dans les deux chefs-lieux d'arrondissement — Briey restant en retard — symbolisait le progrès matériel (99).

Ces milieux de bourgeoisie urbaine ou rurale, malgré la monotonie fort rangée de leur existence, n'en demeuraient pas moins l'un des élé-

(96) Le château de Varsberg, près de Saint-Avold, longtemps propriété des barons de ce nom, émigrés en Autriche, fut acheté en 1834 par un riche Messin, Stoffels. Cf., CHATELAIN (Abbé): *Le château de Varsberg* (Mémoires de l'Académie, 1882).

(97) A. N. F7 6697. Autorisation des cercles de Bitche, Briey et Sarreguemines, 1829.

(98) *Société Sainte-Cécile de Sarreguemines*, fondée en 1868 (Cahiers lorrains, 1929, p. 32).

(99) Sarreguemines a été doté du gaz en 1863 (*Indépendant*, 10 octobre 1863). Des trottoirs y avaient été construits dans trois rues six ans auparavant (*ibidem*, 26 décembre 1857).

ments directeurs du département : leur influence sur les classes paysannes dépassait certainement celle des grands propriétaires ou des riches aristocrates de Metz. Eparses dans les villages, encore très proche de la terre, la bourgeoisie moyenne représentait une force essentielle : elle seule pouvait établir le contact entre la paysannerie et les courants d'idées qui dominaient les villes, le chef-lieu en particulier. En Lorraine allemande, c'est par elle que le pays communiquait avec l'ensemble de la France, car elle était seule capable de parler les deux langues. Or dans ces milieux régnait un certain esprit d'indépendance en même temps qu'un patriotisme ardent : même dans l'arrondissement de Sarreguemines, le cléricalisme ne les accaparait point. Un sentiment assez complexe unissait dans la bourgeoisie mosellane les idées libérales aux instincts conservateurs : avec un bon sens parfois un peu terre à terre, sans grands penchants à l'idéologie, elle était profondément attachée au drapeau tricolore et à l'ensemble de faits qu'il symbolisait. Un mot suffit d'ailleurs pour résumer le caractère des populations lorraines : elles étaient profondément patriotes, en prenant ce terme dans le sens qu'il avait au cours du demi-siècle qui suivit la Révolution. Fierté d'être Français, vif sentiment d'honneur militaire et de discipline nationale, profond et indestructible instinct démocratique, voilà le monde complexe que renfermait ce vocable ! (100).

V. — La Moselle dans la Nation

En dépit de l'isolement de la vie rurale et du demi-sommeil dans lequel étaient plongés les petites villes, le département de la Moselle n'était pas sans communier largement avec l'ensemble de la vie nationale. Même la Lorraine allemande était orientée nettement vers l'Ouest, vers Metz et vers Paris : pour un Charles de Villers, originaire de Boulay, dont l'émigration fit un intermédiaire passionné entre son pays et la littérature allemande, et dont l'entrevue qu'il eut à la préfecture de Metz avec Mme de Stael, fut le point de départ d'un livre fameux, combien de Mosellans ne connurent d'autre culture que la française (101). Strasbourg a pu jouer

(100) Ces sentiments ont été décrits avec beaucoup de pénétration par VIDAL DE LA BLACHE : *La France de l'Est*. On sait quelles luttes les autorités allemandes ont dû soutenir après 1870 contre les « notables » dont l'attachement, plus ou moins ouvertement affiché, à la France, était incontestable.

(101) Cf., WITTMER (L.) : *Charles de Villers*, Genève-Paris, 1908 et *Quelques mots sur Charles de Villers*, Genève, 1909. BALDENNE (F.) : *Charles de Villers* (Pays Lorrain 1909). Né à Boulay en 1765, Charles de Villers fit ses études à Metz. Officier d'artillerie, il revenait chaque année dans sa ville natale, où il

le rôle d'une ville de civilisation composite : ni Metz, exclusivement française de langue, ni les petites villes de la Lorraine allemande, trop médiocres pour être des foyers intellectuels, n'ont jamais connu rien de semblable. Il faut d'ailleurs noter que le département de la Moselle ne s'ouvrait que sur une Allemagne industrielle et forestière, qui ne comptait aucun centre universitaire. Les relations entre Metz et Sarrebruck ne pouvaient guère sortir du domaine commercial. Les campagnes de la Lorraine allemande n'appartenaient au monde germanique que par leur fonds de traditions populaires, de coutumes héréditaires : le français n'en demeurerait pas moins, bien plus qu'en Alsace, la seule langue des classes cultivées, la seule langue écrite — à l'exception de quelques almanachs populaires, de quelques *Messagers boîteux*. Il faut d'ailleurs ajouter que cette situation linguistique accentuait l'isolement des ruraux (102).

D'autre part, pour un Charles de Bauer, originaire de Forbach, qui fit une brillante carrière administrative dans une petite cour allemande, combien de Lorrains entrés au service de l'Etat parvinrent en France aux

existait une vie de société qui disparut à la Révolution. Il émigra en 1792 et finit par devenir professeur à Göttingen. Fervent admirateur de la culture germanique, il séjourna en octobre-novembre 1803 à Metz, où son beau-frère était magistrat. Il rencontra Mme de Stael chez le préfet Colchen et son influence ne fut pas étrangère à la composition de son livre sur l'Allemagne. Mais ni son exemple, ni celui de son ami l'imprimeur messin Collignon qui publia une Revue Germanique, ni celui d'un autre émigré, le baron de Bock, ne permettent de dire que la Lorraine servit d'intermédiaire entre la pensée française et la pensée allemande, comme l'a fait M. P. Lévy (*Histoire linguistique*, II p. 123). Chamisso n'était-il pas champenois ! Ce n'est absolument vrai que de l'Alsace.

Cf., *Indépendant*, 30 août 1862, article exprimant l'espoir d'un prochain développement du goût des langues vivantes à Metz. A. Mézières a repris la même idée. Le cas du baron de Bock, né à Thionville en 1747, mort conseiller de préfecture à Luxembourg en 1809, est peut-être plus curieux que celui de Villers car il publia, à Metz même, plusieurs traductions de l'allemand, avant 1789. Ce n'est donc pas l'émigration qui l'orienta vers les études germaniques.

(102) Dans le compte rendu qu'il a donné des *Lothringer Volkslieder* de l'abbé Pinck (*Cahiers lorrains*, 1929, p. 154), M. Ch. Bruneau, professeur à la Faculté des lettres de Nancy, a écrit, à propos des chansons recueillies à Viller, près de Morhange : « Entouré presque de tous les côtés par des localités de langue française, ce village, écarté des voies de communications, a en quelque sorte vécu sur lui-même. Il a été isolé du côté de la France par la frontière des langues — qui constitue pour les chansons une barrière insurmontable — et du côté de l'Allemagne par la frontière politique, et surtout par l'éloignement des grands centres intellectuels ». Ces lignes expliquent ce qu'il faut entendre par l'isolement de la Lorraine allemande.

plus hautes destinées (103). Il est impossible de les citer tous : la légion des officiers mosellans est à elle seule innombrable, depuis Ney, qui s'engagea après avoir été employé aux forges de Falck, près de sa ville natale de Sarrelouis, Eblé, que vit naître Saint-Jean-Rohrbach, jusqu'à ce général Crémer, qui combattit énergiquement dans les Vosges en 1870 et qui resta jusqu'aux derniers jours partisan de la guerre à outrance ! (104). Si la Moselle n'a guère donné au pays d'hommes politiques de premier plan, combien faudrait-il citer de hauts fonctionnaires qui en furent originaires, un Bouvier-Dumolard, qui fut préfet sous Napoléon et Louis-Philippe, un Bexon d'Ormescheville, un comte de Montalivet (105). Mais à côté des succès d'un Alfred Mézières, devenu membre de l'Académie française, d'un Barth appelé à l'Académie de Médecine, d'un Paul Albert entré au Collège de France, et respectivement originaires de Rehon, de Sarreguemines et de Thionville, à côté de la tradition militaire conservée dans les familles Putz ou Deville, les plus humbles carrières accomplies au service de l'Etat paraissent un signe intéressant (106) : comme gardes-forestiers, comme gendarmes ou douaniers, des milliers d'hommes du peuple ont donné au pays leur discipline traditionnelle. La Lorraine allemande fut toujours une pépinière pour les armes, et l'exemple du sergent Hoff, dont les exploits furent un moment populaires en 1870, est absolument typique (107). Revenus au village, les anciens soldats y gardaient le culte de leur

(103) Charles de Bauer mourut, vers 1835, conseiller du prince d'Hohenzollern-Hechingen. Il légua une partie de sa fortune à sa ville natale, qui put alors fonder un hospice. Son testament est d'ailleurs rédigé en français.

(104) Eblé, le héros de la Bérésina, était né en 1758, à Saint-Jean-Rohrbach, canton de Sarralbe. Camille Crémer, né en 1840, était capitaine en 1870 ; évadé de Metz, il combattit autour de Dijon, avec un corps qu'il commandait comme général de division. Rétrogradé au rang de chef de bataillon, il démissionna, tenta de se lancer dans la politique la plus radicale et mourut en 1876, quatre ans après qu'un conseil de guerre l'eût condamné pour l'exécution sommaire d'un épicier de Dijon, prévenu d'espionnage.

(105) Bouvier-Dumolard, né à Bouzonville en 1781, mort en 1860, est surtout célèbre par sa révocation de la préfecture du Rhône en 1831. Le comte de Montalivet, né en 1766 près de Sarreguemines où son père tenait garnison, fut ministre de Napoléon I^{er} et mourut en 1823.

(106) Alfred Mézières, fils du recteur de l'Académie de Metz, naquit et mourut à Rehon (1826-1916). Barth (J.-B.), né à Sarreguemines en 1806, mort à Paris en 1877, survécut seulement de quelques mois à Thiers, le plus illustre de ses clients. Albert (P.), né à Thionville en 1827, venait d'être nommé professeur au Collège de France quand il mourut en 1880. Le premier colonel Deville mourut à Plappeville en 1846 ; le premier général Putz, d'origine thionilloise, naquit à Metz en 1824 ; leurs descendants ont conservé la tradition militaire et leurs propriétés familiales jusqu'à nos jours.

(107) Le sergent Hoff, qui fut célèbre pendant le siège de Paris pour avoir abattu une trentaine de Prussiens, était originaire de Sarreguemines.

drapeau, la fierté d'avoir combattu en Algérie ou en Crimée, et dès l'an IX, Viville montrait combien leur séjour contribuait à rendre la France présente dans les campagnes de la Moselle.

Toutes les classes de la société étaient ainsi orientées vers le pays dont notre département se vantait d'être un bastion. C'est vers Paris qu'émigraient les israélites des ghettos willageois, abandonnant leurs habitudes traditionnelles, leur misère pailleuse, et la réputation d'usurier qui les faisait trop souvent détester des paysans. C'est à Paris que les plus capables s'élevaient, parfois très rapidement comme cet Halphen qui, arrivé dans la capitale sous Napoléon I^{er} avec 15 francs en poche, mourut en 1840 multimillionnaire. Au pôle opposé, l'aristocratie de la Moselle était liée par ses alliances avec les meilleures familles de la noblesse française : les de Turmel étaient originaires de Bretagne, les de Lardemelle de l'Artois, et il suffit de consulter les généalogies des de Wendel, des de Pange, des d'Hunolstein, pour comprendre les liens étroits qui y avaient brisé depuis des siècles tout particularisme local. On retrouverait dans la bourgeoisie des petites villes, dans celle des campagnes, les mêmes réseaux d'alliances. Fonctionnaires de passage, militaires en garnisons épousaient des filles du pays et le cas bien connu de la famille Barrès se retrouverait sans peine dans toutes les petites villes de la Moselle.

C'est pourquoi, malgré l'inertie politique des campagnes et des centres urbains de second ordre, malgré les contrastes entre Metz et l'ensemble du département, et en dépit de la division linguistique, il y avait en Moselle un trait caractéristique qui dominait toutes les complexités que présentait la diversité des milieux et des régions : la vie locale et la vie nationale s'y pénétraient profondément, si profondément qu'elles apparaissent inséparables l'une de l'autre, du moins au cours de la période qu'étudie cet ouvrage. Cette constatation permet de mesurer quelle fut la profondeur du choc que la Moselle ressentit en 1871. Elle se trouva décapitée, ne gardant trop souvent, après l'émigration progressive de ses anciennes élites, que les plus rudimentaires de ses formes de vie. Elle risqua de se réduire, et surtout en Lorraine allemande, à une paysannerie presque pure de tout mélange, privée des influences bourgeoises et intellectuelles qui la vivifiaient jadis. Elle se replia sur elle-même pendant que les plus éminents de ses fils, un Père Scheil, un Gentil, le conquérant du Tchad, un Gabriel Pierné, un François de Curel, montraient que seule la France était capable de les attirer à elle (108). Mais à côté des

(108) Le P. Scheil, membre de l'Académie des Inscriptions, est originaire des environs de Sierck. Metz vit naître G. Pierné et F. de Curel. Volmunster vient d'ériger un monument à Gentil, le plus illustre de ses enfants.

campagnes plus isolées, en dépit des progrès des communications, qu'elles ne l'avaient jamais été, des forces nouvelles se levaient dans les agglomérations industrielles sans cesse accrues : l'ancienne Moselle en fut profondément transformée, et le tableau de son équilibre passé semble parfois ne plus appartenir qu'au domaine de l'histoire. Il en est surtout ainsi des anciennes descriptions de la Lorraine allemande, où la réintroduction de la culture germanique a bouleversé la situation antérieure : le ^{xx}^e siècle y semble bien éloigné du temps où l'on n'y imprimait en allemand que des almanachs naïfs ! Les changements sont naturellement moins nets dans le Pays Messin et la ville de Metz, où le fonds purement français est demeuré suffisamment intact pour qu'un historien allemand ait pu exprimer en 1902 ce souhait qui constituait un aveu : « Puisse-t-on bientôt dire, non seulement du vieux Metz, mais aussi de ses habitants : Regardez, les anciens aspects ont disparu et tout s'est renouvelé » (109).

(109) ALBERS (Docteur J.-H.) : *Geschichte der Stadt Metz*, p. 187. C'est la conclusion de l'ouvrage.

DEUXIÈME PARTIE

LA VIE ÉCONOMIQUE

CHAPITRE IV

L'AGRICULTURE

I. — Les conditions générales (1)

Dans le rapport qu'il soumit en 1850 au Conseil général, le préfet présentait encore la Moselle comme un département essentiellement agricole. Cette définition allait justement cesser d'être exacte, et le Second Empire vit les questions industrielles passer au premier plan dans les exposés préfectoraux comme dans les délibérations de l'assemblée départementale, auparavant surtout préoccupée de la protection des intérêts ruraux. Il ne s'agissait d'ailleurs pas d'une brusque révolution, mais c'est seulement vers 1850 que la rupture de l'ancien équilibre économique de la Moselle devint évidente, et que les transformations qui entraînaient le département vers de nouvelles destinées s'affirmèrent irrésistibles.

Il serait facile de multiplier les exemples et les citations qui prouvent combien puissante était demeurée jusqu'alors la prédominance des intérêts agricoles : dans sa statistique de l'an IX, Viville indique que la production viticole de la Moselle dépasse en valeur celle des forges. Or, notre département venait derrière la Meuse et la Meurthe quant à la richesse de son vignoble, et devant ses voisins pour la métallurgie. Trois ans après, le Conseil général déclarait que la région qu'il représentait était « sans commerce et sans industrie » (2). Il n'est pas rare de voir revenir dans ses délibérations, par exemple en 1822, l'affirmation que les vins constituent la principale ressource du département. En 1831, le sous-préfet de Thionville, qui connaissait parfaitement cet arrondissement dont il était originaire, écrivait que c'était un pays « essentiellement agricole » — en dépit des forges d'Hayange et de Moyeuvre ! (3). La Chambre de commerce de Metz, élue, il est vrai, par les seuls notables du chef-lieu, se plaignait à la même époque du système prohibitif de douanes « que le

(1) Pour tout ce chapitre cf. les deux *Statistiques de la Moselle*, publiées par Verronnais en 1844 et 1852.

(2) Cf. Conseil général, séance du 29 germinal an IX.

(3) A. D. Moselle, 262 M. 1, rapport du sous-préfet, 22 mars 1831.

précédent gouvernement s'est obstiné à maintenir pour favoriser les forges à l'exclusion de toutes les branches d'industrie, de commerce et d'agriculture : grâce à ce fatal système nous sommes à peu près sans relations avec l'étranger, et les vins notamment, qui sont la principale branche de revenus de notre département, et qui avant 1814 trouvaient un écoulement facile et avantageux dans les Provinces du Rhin, restent aujourd'hui dans la cave du propriétaire, qui peut à peine suffire au paiement des frais de culture » (4). On voit donc qu'au début de la Monarchie de Juillet, les négociants notables de Metz ne jugeaient pas que l'avenir de leur département fût étroitement solidaire des progrès de la métallurgie.

Ces citations confirment la profonde vérité d'une observation qui a souvent été faite, et notamment par M. Hottenger : « Si le cadre de la vie moderne date de la Révolution, la vie elle-même qui le remplit et l'anime de son activité et de son travail n'a pas été renouvelée à la même époque. La révolution politique n'a été ni accompagnée, ni immédiatement suivie de la révolution économique » (5). L'exemple de la Moselle montrera d'ailleurs, une fois de plus, qu'il y eut une évolution progressive plutôt qu'une révolution, car, même sous le Second Empire, la propriété foncière restait la forme essentielle de la fortune d'un département pourtant nettement industriel. Metz fut presque seule à donner alors des souscripteurs pour les emprunts français, pour le canal de Suez ou les chemins de fer espagnols. C'est ainsi que lors de l'emprunt de 1859, lancé au taux fort avantageux de 4 1/2 pour cent, la seule bourgeoisie messine s'inscrivit pour un capital de 13 millions, alors que le reste du département réunissait seulement 1.500.000 francs (6). L'enquête agricole de 1867 confirmait d'ailleurs le fait que l'influence des valeurs mobilières, partout inconnues avant le Second Empire, n'était sensible que dans les environs du chef-lieu (7).

L'ancienne suprématie des intérêts agricoles est également évidente pour quiconque étudie les chiffres d'impôts payés par les électeurs censitaires. Même en 1848, après les progrès notables que le commerce et l'industrie avaient accomplis sous la Monarchie de Juillet, la Moselle ne comptait pas 200 électeurs dont la patente formât la moitié des contributions. Un grand propriétaire foncier, le comte d'Hunolstein, passa longtemps pour posséder la plus grosse fortune du département, avant que la

(4) *Ibidem*. Avis de la Chambre de commerce, 27 avril 1831.

(5) HOTTENGER (G.) : *La Lorraine économique au lendemain de la Révolution*. p. 31.

(6) *Indépendant*, 4 juin 1859.

(7) *Enquête agricole de 1867, Moselle*, réponse à la 22^e question.

constante progression des forges de la famille de Wendel ne le reléguât définitivement au second plan (8).

La prédominance de l'agriculture sur toutes les formes d'activité était d'autant plus nette, au début du XIX^e siècle, que la Révolution avait certainement profité aux campagnes, émancipées des droits féodaux et de la dîme, tandis que le commerce en avait souffert, et que l'activité des villes, de Metz en particulier, s'était réduite en même temps que leur population (9). Il faut d'ailleurs préciser que c'est le paysan qui avait le plus bénéficié de la crise : il avait acheté des biens nationaux à bas prix, souvent par très petits lots, et la propriété, déjà morcelée avant 1789, du moins en Lorraine allemande, n'avait cessé de se diviser davantage par l'effet de la législation, car à la mort du père la vente du bien restait l'exception, la division entre les héritiers le mode généralement employé. Les échanges ne suffisaient point à réagir contre ce morcellement successif des parcelles, qui augmentait les frais de culture, mais cette infinité de partages avait du moins énormément étendu le nombre des propriétaires : vers la fin du Second Empire, on pouvait évaluer que les trois quarts au moins des ouvriers agricoles étaient en même temps propriétaires d'un lopin de terre, d'ailleurs insuffisant pour leur permettre de vivre avec leur famille. La petite propriété de moins de 15 hectares, exploitée par le cultivateur, couvrait alors 45 % de la surface du département, tandis que les pourcentages respectifs de la moyenne et de la grande propriété — de 15 à 60 hectares et au delà de 60 hectares — étaient de 40 et de 15 % (10).

La moyenne propriété, cultivée directement par un paysan à qui ses ressources suffisaient, constituait la forme fondamentale de l'exploitation agricole en Lorraine, surtout dans l'arrondissement de Sarreguemines. Mais elle ne fut jamais la plus intéressante au point de vue des améliorations. D'autre part, il ne faut pas oublier que si en Moselle une ferme d'une cinquantaine d'hectares, voire d'une trentaine, était déjà qualifiée de belle, il y existait quelques domaines autrement considérables (11) : tels étaient la ferme de Colombey, avec ses 230 hectares, le château de Puxe qui ajoutait à ses 245 hectares de terres labourables, 45 de prés et 40 de bois. La famille Spinga posséda longtemps à Valmont un domaine de 200 hectares, et le riche conseiller général Polti, un château à Barst

(8) A. D. Moselle, série 16 M.

(9) COLCHEN : *Mémoire statistique*.

(10) *Enquête agricole de 1867, Moselle*, réponses aux questions 1, 2, 3. Voir également : *Die landwirtschaftlichen Verhältnisse in Lothringen*, p. 7.

(11) Ces renseignements sont tirés des annonces judiciaires des journaux locaux.

entouré de deux fermes qui en couvraient 150. Dans les environs de Metz, la Grange d'Envie, Saint-Eloi, Moscou, Montigny-la-Grange, possédaient des superficies analogues (12). La valeur de ces domaines se chiffrait par centaines de milliers de francs, et leurs fermages constituaient le revenu essentiel de la haute bourgeoisie messine. Car leur exploitation directe par le propriétaire était l'exception, la grande majorité des fermes étant louées à des fermiers par baux de 9 ou de 18 ans. Le taux des fermages, longtemps stationnaire, augmenta de 25 % entre 1836 et 1856; la hausse ne continua au delà de cette date que dans l'arrondissement de Sarreguemines (13). Sous le Second Empire, les prix de location à l'hectare variaient entre 40 et 80 francs: ce dernier taux était considéré comme un maximum. Il était atteint dans les plus riches fermes du Pays Messin, à la Grange d'Envie par exemple, dont les 150 hectares valaient 400.000 francs et en rapportaient 12.000, le loyer de l'argent étant estimé à environ 3 %. Les impôts restaient d'ordinaire à la charge du fermier; les fermages étaient payés d'avance, par année, le plus souvent en argent. Les redevances en nature devinrent de plus en plus rares avec le temps, comme les dernières traces d'un régime patriarcal.

Ces immenses domaines, dont l'un des plus beaux était celui de Tichémont, avec ses 400 hectares en terre, prés et bois, avec son avenue seigneuriale plantée d'ormes, avec sa ferme, son château, sa chapelle, restaient l'exception en Moselle. Sous le Second Empire, l'on vit souvent les anciens propriétaires les mettre en vente, réaliser leur fortune et chercher à la placer dans les entreprises industrielles plus rémunératrices. Mais l'exemple des cantons de Sarralbe et de Bitche montre que ce n'était pas le type le plus ordinaire de l'exploitation rurale (14): dans le premier, sur un total de 7.700 hectares cultivés, 900 seulement appartenaient à des fermes de plus de 30 hectares, dont la plus belle était l'ancien Haras de Sarralbe. Cette douzaine de fermes appartenaient à des bourgeois des petites villes voisines, voire à des industriels: seul un notable légitimiste, M. de Schmid, exploitait lui-même son petit domaine. Dans le canton de Bitche les propriétés de plus de 20 hectares n'englobaient qu'un millier d'hectares, le cinquième environ de la superficie des terres et des prés; la plupart appartenaient à des notables des petites villes voisines, et certains possesseurs habitaient même Paris ou Strasbourg. On voit donc que la petite exploitation était de beaucoup la forme la plus répandue, tout au moins dans l'arrondissement de Sarreguemines.

(12) Montigny-la-Grange, commune d'Amanvillers; cf. WEYLAND : *Amanvillers*.

(13) *Enquête agricole de 1867*, réponse aux questions 11, 12 et 13.

(14) CREUTZER : *Statistique du canton de Sarralbe, Statistique du canton de Bitche* (Mémoires de l'Académie, 1851 et 1852).

Jusqu'au début du Second Empire, la valeur de la terre avait été sans cesse en augmentant, mais l'accentuation de l'émigration rurale, les premières difficultés de recrutement de la main d'œuvre, la mise en vente de nombreux grands domaines arrêtaient alors le mouvement de hausse, sauf pour la petite propriété qui continua à trouver plus d'acquéreurs que de vendeurs (15). C'est donc aux environs de 1850, à la veille des mauvaises récoltes qui marquèrent les débuts du règne de Napoléon III, que l'ancienne vie agricole connut en Moselle son apogée. Alors que la grande propriété se vendait vers 1830 souvent moins de 1.000 francs l'hectare, il n'était pas rare de trouver, 25 ans plus tard, des prix deux fois plus élevés, du moins aux environs de Metz. Les lopins de terre que s'arrachaient si volontiers les paysans atteignaient naturellement des valeurs beaucoup plus considérables, qui pouvaient aller pour les vignes jusqu'à 4.000 francs l'hectare. Le prix des terres avait d'ailleurs augmenté plus vite que le revenu ou que les baux, et le placement risquait, surtout quand il s'agissait de la petite propriété paysanne, de ne plus être rémunérateur.

Cette véritable course à la possession, qui caractérisait le cultivateur, n'était pas sans inconvénients : « L'esprit de propriété domine bien plus que l'esprit d'amélioration qu'il faut tâcher de répandre », disait en 1845 le Conseil général de la Moselle. Or le paysan était presque assuré de trouver des prêteurs pour lui avancer l'argent dont il avait besoin pour ses acquisitions (16) : il n'hésitait pas à conclure des emprunts à court terme, remboursables en quelques années, à des taux variant de 4 à 5 %. Ces emprunts étaient conclus par des contrats hypothécaires, et les frais considérables venaient encore s'ajouter aux intérêts qu'ils comportaient. Or le petit cultivateur n'empruntait en général qu'après avoir épuisé ses ressources, diminué son bétail, et réduit par cela même la faculté de fumer convenablement ses terres ; il se trouvait donc empêché de rembourser à échéance et devait à nouveau emprunter (17). Ce mécanisme menaçait de précipiter vers la ruine un grand nombre de paysans, qui se trouvaient un jour réduits à la condition de journaliers ou contraints à l'émigration vers les villes, voire vers l'Amérique. Le créancier était ordinairement un notaire, qui engageait soit ses propres capitaux, soit ceux des bourgeois dont il était l'intermédiaire. La propriété aurait fini par s'accumuler entre leurs mains, si le plus souvent le créancier n'avait préféré faire procéder à la vente des biens, que s'arrachaient à nouveau

(15) *Enquête agricole de 1867*, réponse à la 8^e question.

(16) L'arrondissement de Sarreguemines était d'ailleurs plus hypothéqué que les autres ; l'usure juive — ou chrétienne — y subsistait toujours.

(17) *Ibidem*, questions 15 et 18. Conseil général, 30 août 1845.

des paysans qui y engageaient le fruit de leurs économies : c'est vraiment le mécanisme de la chaîne sans fin. En Lorraine allemande, le Juif était souvent le prêteur, à des taux parfois usuraires, et les plaintes, sans jamais égaler celles que connut l'Alsace, n'en étaient pas moins partiellement justifiées.

Vingt ans après, à la veille de la guerre de 1870, la situation n'avait guère changé, malgré les tentatives faites par l'Empire en faveur du crédit agricole. La situation hypothécaire s'était toutefois un peu améliorée, mais les capitaux dont disposaient la propriété paysanne ou les fermiers n'en demeuraient pas moins insuffisants pour permettre des progrès rapides. Ne comptait-on pas que le capital de première installation d'un fermier atteignait près de 200 francs par hectare ? Peu d'exploitants disposaient de sommes aussi considérables, et les bourgeois propriétaires des plus belles fermes préféraient toucher leurs fermages sans s'inquiéter des progrès agricoles. L'alliance du capital et du travail des champs paraît avoir été en Moselle, avant 1870, un problème à peu près insoluble. Il faut pourtant remarquer que la situation générale était loin de s'être aggravée après 1850 : la baisse ou la stagnation de la grande propriété n'avait pas nui au paysan, dont la position financière était moins critique qu'elle ne l'avait été. Mais la transformation que commençait à connaître la vie rurale fit parfois croire à une crise agricole, dont le symptôme le plus alarmant semblait le manque de main d'œuvre.

Car sur un total de 50.000 à 60.000 personnes qui s'adonnaient activement en Moselle aux travaux de l'agriculture, la proportion des fermiers louant les terres de la bourgeoisie n'excédait pas 5 %, celles des cultivateurs de leurs propres domaines atteignait environ 35 %, et le reste, soit au moins 60 % des travailleurs des champs, était formé de domestiques ou de journaliers, souvent d'ailleurs propriétaires de quelques parcelles, d'un jardin et de leur maison (18). Ces quelque 35.000 travailleurs n'avaient aucun capital, à l'exception de leurs bras et de leurs médiocres chaumières — dont la valeur n'excédait pas souvent un millier de francs. Ils étaient des auxiliaires indispensables que l'on payait fort peu, du moins tant que la main d'œuvre fut abondante : au début du XIX^e siècle, un salaire d'un franc par jour suffisait à la vie d'un manoeuvre, qui se trouvait encore avantagé par rapport aux ouvriers des villes, fort ébranlées par la crise révolutionnaire (19). Vers 1848, ce taux se trouvait à peine augmenté, et les enquêteurs jugeaient que 300 francs, voire même 200, permettaient à un célibataire de se nourrir et de s'habil-

(18) Voir les recensements du Second Empire, A. D. Moselle, 190 M.

(19) COLCHEN : *Mémoire statistique*.

ler, que 400 à 500 francs suffisaient à un ménage (20). Mais sous le Second Empire, les débuts de la raréfaction de la main d'œuvre firent monter les salaires d'environ 35 %. Des pessimistes jugèrent dès lors que les exigences des travailleurs devenaient intolérables, que leur esprit d'indépendance était nuisible à l'agriculture. Des observateurs plus raisonnables ne s'alarmèrent pas à ce point, et refusèrent de dénoncer, comme certains commençaient à le faire, les habitudes de « luxe » qui étaient censées s'introduire dans les campagnes. Ils payèrent mieux leurs ouvriers, en prirent en moins grand nombre qu'au temps où le prix de la main d'œuvre était considéré comme négligeable, et ne s'en trouvèrent pas plus mal (21). La question du livret des travailleurs agricoles revint une fois de plus à l'ordre du jour : par assimilation avec le règlement de police qui pesait depuis le Premier Empire sur l'ouvrier des villes, et qui permettait de contrôler son passé, de connaître ses états de service, le Conseil général de la Moselle, composé de grands propriétaires, avait demandé plusieurs fois la création d'un livret agricole (22). L'enquête de 1867 reprit cette vieille idée, qui ne fut jamais suivie d'effet.

C'est également sous le Second Empire que commencèrent à tomber en désuétude quelques vieux usages de la vie rurale, par exemple le dîner en commun des ouvriers dans la grande salle, à la table du maître qui récitait le bénédicité et, le soir, la prière commune (23). Malgré l'évolution postérieure à 1850, il n'en restait pas moins que les traits essentiels de la vie agricole étaient demeurés fort stables depuis la Révolution. Vers 1870, on pouvait répéter sans anachronisme ce qu'écrivait Viville en l'an IX : « il faut considérer que dans ce département, il n'y a ni grandes fermes, ni grandes exploitations — affirmation un peu simpliste, on l'a vu — que la plupart des vigneronns sont devenus propriétaires, qu'il n'est pas un habitant dans la campagne qui ne soit incessamment tourmenté du désir de posséder un champ, une chenevière, un jardin. Cette disposition qui existait dans les esprits avant la Révolution s'est fortifiée depuis. Aussi beaucoup de corps de biens se sont dispersés entre mille mains et les reventes de détail sont devenues un objet de spéculation pour des gens qui achètent uniquement dans cette vue et qui souvent font un bénéfice considérable par la grande concurrence qui s'établit entre les paysans ». Et pour achever la peinture de la vie agricole, Viville concluait : « Cette passion d'acquérir, en attachant trop l'homme

(20) A. D. Moselle, 262 M 1, enquête de Forbach, Saint-Avold, Sarralbe, Gros-Tenquin.

(21) *Enquête agricole de 1867*, questions 23, 26, et dépositions.

(22) Par exemple en 1819, 1836, et réponse 39 de l'*Enquête agricole*.

(23) Cf. BERTRAND (L.) : *Ma Lorraine*, p. 233.

à ses foyers, à la terre, a été un obstacle aux progrès de l'industrie ». Cette conclusion resta juste pendant une bonne partie du XIX^e siècle, tant que la propriété foncière demeura la forme essentielle de la richesse, et l'agriculture l'activité principale de la Lorraine : mais dès le Second Empire elle était nettement périmée, et c'est en cela que consistait l'évolution qui avait transformé l'ancien équilibre économique du département.

II. — La collectivité rurale

Dans la pénétrante étude que le *Mémoire statistique* de l'an IX faisait de la condition du travailleur des campagnes, une remarque vaut d'être citée : « Les droits de parcours, de vaine pâture, les communaux, sont, avec la passion d'acquérir, des obstacles aux progrès de l'industrie parce qu'ils fournissent aux prolétaires les moyens d'élever et d'entretenir du bétail dont ils obtiennent une partie de leur nourriture et de leurs vêtements, sans que le besoin les contraigne d'y pourvoir par le travail ». C'est évidemment l'opinion des grands propriétaires, soucieux d'une agronomie scientifique, qu'expose ici un de leurs amis : à ce point de vue, le système anglais des enclosures semble l'idéal, car il ne laisse aux campagnes que la main d'œuvre strictement nécessaire, favorise l'exploitation intensive, et rejette vers l'industrie la foule des journaliers et des paysans à qui de minuscules propriétés ne permettent point l'entretien d'une famille. Mais cette opinion d'agronome aurait entraîné, si elle avait reçu une sanction légale, un bouleversement complet des conditions de l'agriculture lorraine.

L'extrême division de la propriété ne peut en effet se comprendre qu'au sein de l'ancienne communauté rurale qu'était le village lorrain (24) : droits de vaine pâture à travers les friches et au lendemain de la récolte ou de la fenaison, droits de glandée dans les forêts, droits de maronage mettant à la disposition du cultivateur les bois de construction nécessaires à ses besoins, droits de ramassage des feuilles mortes qui servaient de litière au bétail, affouages qui permettaient au paysan de se chauffer l'hiver, droit de faire paître les troupeaux dans telle forêt de l'Etat, mille droits d'usage en un mot, variés et compliqués, expliquaient que tant d'habitants pussent vivre des revenus que leur assuraient de si médiocres lopins de terre. Une autre ressource venait s'y ajouter, celle qu'offraient les biens communaux.

L'administration avait tendance à réduire le plus possible ces divers droits, car ils semblaient limiter au profit de la communauté la jouissance

(24) HOTTENGER (G.) : *Le Pays de Briey. L'agriculture dans le département de Meurthe-et-Moselle*.

souveraine que la loi accorde au propriétaire. En cela l'autorité ne faisait que traduire les sentiments de la bourgeoisie et des notables qui siégeaient au Conseil général: en 1818, par exemple, l'assemblée départementale de la Moselle proclamait que la vaine pâture était nuisible à l'agriculture, que sa suppression était le vœu de tout cultivateur éclairé — c'est-à-dire assez riche pour l'être. Elle réclamait son abolition, d'ailleurs progressivement pour les terrains cultivés, afin de laisser le temps aux prolétaires de trouver d'autres ressources, mais immédiatement pour les prés; elle conseillait le rachat des droits d'usage dans les forêts, puisque l'antiquité des traditions n'en permettait point la suppression. Sans prendre en considération l'avis d'un de ses membres, qui observait que la vaine pâture était nécessaire aux pauvres et à l'entretien du troupeau communal, le Conseil général réclamait en 1838 une mesure analogue. Enfin, la même idée se retrouve exprimée dans les dépositions de l'Enquête agricole de 1867.

Mais ces vœux ne furent suivis que de bien maigres résultats, car les velléités d'action de l'administration furent toujours limitées par la crainte de mécontenter les masses en modifiant leurs habitudes traditionnelles. On vit seulement les préfets de la Restauration introduire l'usage de l'interdiction, renouvelée chaque année, de la pâture dans les prés, régulièrement mis en réserve après la première fenaïson. La pâture de nuit fut définitivement (?) interdite en 1819 (25). D'autre part, l'application du Code forestier permit à l'administration de réduire les droits d'usage dans les forêts de l'Etat, en particulier dans le Pays de Bitche dont les habitants se trouvèrent désavantagés par une telle politique. La méthode du cantonnement, en échangeant les droits que possédaient les communautés rurales contre un certain nombre d'hectares de bois, permit dans la plupart des cas de décharger les forêts domaniales de l'hypothèque qui empêchait souvent d'y réaliser une exploitation rationnelle (27).

Mais, dans les grandes lignes, ce qui subsistait au début du XIX^e siècle de communisme agraire fut respecté en Moselle: même l'usage des bans de vendanges qui interdisait au vigneron de commencer sa récolte avant son voisin, qui fixait une date commune pour éviter la concurrence, fut maintenu jusque sous le Second Empire, bien que sa légitimité et son opportunité aient été souvent discutées (27). On songea même parfois à l'étendre en établissant des bans de moisson. Mainte commune persista à entretenir des « bêtes mâles » pour les troupeaux de ses habitants, et

(25) *Actes administratifs*, 1817, p. 173, p. 274.

(26) Voir chapitre XVI, paragraphe 5.

(27) *Indépendant*, 30 novembre 1864, 6 novembre 1865; il s'agit d'une polémique contre les bans de vendanges.

l'administration préfectorale se mêla même de réglementer en ces matières, de fixer la taille minima des taureaux communaux (28). Des pâtres continuèrent à être payés sur les revenus municipaux et à assumer la surveillance d'un troupeau collectif, où chaque habitant avait le droit d'envoyer tel nombre de têtes de bétail. Enfin et surtout, dans un grand nombre de villages fut conservée la jouissance personnelle ou indivise des biens communaux.

Ces biens ne laissaient pas d'avoir en Moselle une assez grande importance (29) : ils couvraient, sans tenir compte des bois, 22.000 hectares, dispersés dans plus de 500 communes. Leur répartition était d'ailleurs fort inégale : tandis que tel village possédait cent hectares de terres, plus de la moitié de ceux de la Lorraine allemande n'en avaient même pas une dizaine. Les cantons orientaux du département étaient nettement les plus désavantagés ; la surface des communaux n'atteignait pas le centième de celle du sol productif autour de Bitche, de Rohrbach et de Volmunster, alors que la proportion était dix fois supérieure dans le canton de Verny. Les diverses origines historiques des paroisses de la Moselle expliquaient en partie ces inégalités, que les mesures successives prises depuis la Révolution pouvaient avoir encore renforcées. Un décret du 5 août 1791 avait ordonné aux communes endettées de vendre leurs biens pour s'acquitter, et avant que la loi du 24 août 1793 n'ait rapporté cette mesure, elle avait été exécutée dans quelques villages, tels Rozérieulles ou Noisseville (30). Cette dernière commune se trouva ainsi totalement dépourvue. D'autre part, la loi du 10 juin 1793 autorisa le partage définitif des lots entre les habitants, et son application menaça de faire complètement disparaître la propriété communale. Mais, en général, cette mesure resta lettre morte, et une loi du 21 prairial an IV vint en suspendre définitivement l'exécution. On en resta donc aux partages temporaires, et la Moselle est un des départements où cette procédure fut le plus généralement appliquée à partir de la Révolution (31). Puis intervint la loi du 20 mars 1813, qui déclara cédés à la Caisse d'amortissement, pour être vendus au profit de l'Etat, une grande partie des biens communaux ; les lots partagés, les bois et les terres incultes destinées au parcours des troupeaux restaient exceptées (32). Les communes devaient recevoir en compensation des inscriptions de rente 5 % proportionnées au revenu des biens cédés.

(28) *Actes administratifs*, 1818, p. 149 ; 1822, p. 125 ; 1827, p. 17.

(29) SAINT-MARTIN (de) : *Atlas de la Moselle*.

(30) A. D. Moselle, 1 L 325.

(31) SAGNAC (Ph.) : *La division du sol pendant la Révolution* (Revue d'Histoire moderne, V, p. 461).

(32) A. D. Moselle, Q 1.113.



Paysannes de la région de Sarreguemines

d'après des dessins de Migette, 1866.



Fermier des environs de Thionville

C'est alors que s'engagea la plus importante série de ventes foncières que l'on eût vu depuis celle des biens nationaux : en Moselle, 300 acheteurs acquirent ainsi près de 600 lots situés dans 380 communes différentes. Le total des ventes monta à plus de trois millions de francs, et porta sur plusieurs milliers d'hectares de bonnes terres (33). Telle commune, Briey, vit ses biens réduits de 80 à 12 hectares. Mais la répartition de ce type de propriété à travers la Moselle n'en fut pas modifiée, la plupart des ventes ayant été faites dans la partie occidentale du département, pour la bonne raison que la Lorraine allemande n'avait pas de grandes surfaces à aliéner.

L'opération ordonnée en 1813 n'avait probablement pas trop lésé les intérêts de la caisse municipale des villages, mais elle était préjudiciable à la communauté de leurs habitants, et surtout aux plus pauvres. Elle s'était accomplie rapidement, dès l'année où elle fut prescrite, bien qu'on puisse signaler quelques ventes en mai 1815. Enfin la loi du 28 avril 1816 remit aux communes les biens non vendus, et on revint dès lors aux anciens usages. Délivrées à la fois des droits que les ci-devant seigneurs prétendaient avoir sur tout ou partie de leurs biens, et des lois révolutionnaires et impériales, les communes conservèrent dès lors leurs propriétés sans qu'aucun changement n'intervînt dans leur sort. Les quelques ventes qui furent autorisées par ordonnances ou décrets restèrent une exception.

Le problème du mode de jouissance des biens communaux ne cessa d'ailleurs pas de se poser en Moselle, d'autant plus que les conditions variaient selon l'origine historique des villages (34). Dans l'ensemble du département 14.090 hectares étaient partagés en lots individuels, 5.000 étaient loués et le reste, soit 3.000 hectares, était abandonné à la vaine pâture. Avant la Révolution, la proportion des prés était fort supérieure, car les seigneurs et les abbayes, qui possédaient de grands troupeaux, avaient avantage à les envoyer paître sur les communaux. Le mouvement démocratique amena, après 1790 et même au lendemain de 1830, de nombreux partages ; la plupart furent d'ailleurs effectués suivant les modes traditionnels et non selon les dispositions de la loi du 10 juin 1793, qui regardait les lots comme des propriétés analogues aux autres. Malgré l'administration supérieure, on continua à effectuer de nouveaux partages

(33) Cette vente est notamment l'origine des grandes fermes de Leipzig et de Moscou, près de Gravelotte. Leurs noms rappellent l'époque de leur création. Cf. NIMSGERN (J.-B.) : *Histoire de Gorze*.

(34) A. N. F^{2e} III Moselle 1 : rapport de Viville du 3 décembre 1823. A. D. Moselle, 8 N 1, séance du conseil d'arrondissement de Briey du 21 juillet 1826. COURCELLES (de) : *Mémoire sur les moyens de tirer parti des biens communaux* (Mémoires de l'Académie 1845). Conseil général, séance du 29 août 1844 et rapport du préfet.

sans la tenir au courant, d'autant plus que la loi de 1813 avait exclu de la vente les biens lotis, et que de nombreuses municipalités, craignant le retour d'un législaire analogue, prirent la précaution de réduire la proportion de leurs terres louées. Les partages se firent souvent sans qu'aucun titre régulier n'eût été dressé. Il faut ajouter que tandis que dans les villages lorrains ou barrois la jouissance des lots était viagère, et qu'au décès du titulaire ils étaient donnés au plus ancien habitant marié, les communes des Trois-Evêchés continuaient à être régies par l'Edit de juin 1769, qui établissait l'hérédité en ligne directe. C'était seulement en cas d'extinction de la descendance qu'un lot s'y trouvait disponible. Enfin, malgré l'article 542 du code civil et même en dépit de l'avis du Conseil d'Etat du 12 janvier 1838, les conseils municipaux continuèrent longtemps à exiger des nouveaux arrivés divers droits d'entrée, afin de réserver aux anciens habitants la jouissance des lots.

Sur toutes ces questions les avis restèrent partagés : en 1821, le Conseil général souhaitait l'extension à tout le département de l'édit de Marly de 1769, parce qu'il trouvait la transmission héréditaire favorable à l'autorité du père de famille et avantageuse à l'agriculture qui souffrait du morcellement des parcelles. Cinq ans après, il reconnaissait qu'il était bien difficile de modifier par une mesure générale des usages et des coutumes séculaires, et il comptait sur le préfet pour y arriver graduellement : ces deux opinions émanaient de grands propriétaires, évidemment peu favorables à ce demi-communisme qui subsistait dans les campagnes, mais persuadés d'autre part de l'impuissance de la législation à combattre les traditions, à introduire par exemple l'usage des mesures métriques, alors complètement ignorées en Moselle, où l'on comptait par nouées pour les vignes, par jours pour les terres arables, par arpents pour les bois (35). En 1837 au contraire, le Conseil général se déclara favorable aux partages renouvelés tous les dix ans, et en même temps à l'établissement d'une redevance au profit des communes. Ce dernier point semblait l'essentiel pour l'administration, soucieuse avant tout d'augmenter les ressources municipales : or, si les biens loués rapportaient en 1844 plus de 50.000 francs, les biens partagés, trois fois plus étendus, étaient souvent concédés à titre gratuit. Il faut d'ailleurs ajouter que, sous l'impulsion de la Préfecture, les municipalités établirent à partir de la Monarchie de Juillet des redevances assez élevées, qui montaient déjà à 70.000 francs en 1844 ; cette nouvelle tendance enleva progressivement aux communaux leur caractère de propriété du pauvre et ne fut pas sans amener quelques pro-

(35) Pour les mesures anciennes, voir le tableau publié par RIOUCOUR (de) : *Les monnaies lorraines* (Mémoires de la Société d'archéologie lorraine, 1884, p. 36).

testations. En voici un exemple (36) : Ancy-sur-Moselle avait en l'an X partagé 22 lots de près de deux ares chacun, qui passaient le plus souvent au fils de l'usufruitier défunt. Mais il y avait moins de lots que de chefs de famille : pour faire cesser cette inégalité, le Conseil municipal décida en 1861 de louer pour neuf ans les lots dont le nombre serait augmenté. Une protestation fut envoyée au préfet : elle faisait observer que le Conseil, composé de gens aisés, ne pouvait pas comprendre l'utilité des parcelles communales, les jardins du pauvre. Le maire répondit qu'il s'agissait d'une intrigue de candidats battus aux élections ; il obtint aisément gain de cause. La commune d'Ancy vit les recettes de son budget augmenter de 1.300 francs, au détriment des habitants les moins fortunés.

Enfin il existait en Moselle 45.000 hectares de bois communaux, dont les affouages étaient délivrés aux habitants. Cette question concerne d'ailleurs les budgets municipaux plutôt que la vie agricole : l'étude de leur gestion montrerait la même tendance administrative à ne plus distribuer le bois à titre gratuit mais à exiger une redevance au profit de la caisse de la commune (37). C'est par ce système que se transformèrent, d'ailleurs lentement et partiellement, les anciennes conditions de la communauté rurale, dont le mécanisme avait tant d'importance dans la vie des journaliers des campagnes et des très petits propriétaires, si nombreux en Moselle.

III. — Les principales cultures

La répartition des cultures n'a point subi en Moselle de profonde transformation au cours du XIX^e siècle. Défalcation faite de la surface occupée par les chemins, les bâtiments et les eaux, le département couvrait 520.000 hectares (38). Près du quart de cette superficie, 125.000 hectares, était vers 1860 couvert de forêts, dont 45.000 hectares appartenaient à l'Etat, 48.000 aux communes et 31.000 à des particuliers, toujours grands propriétaires, bourgeois et aristocrates de Metz ou des petites villes. Les noms du comte d'Hunolstein et de M. de Curel, grands chasseurs devant l'Eternel, rappellent que la noblesse avait gardé l'amour des bois. On lui avait d'ailleurs restitué en 1815, et même sous Napoléon I^{er}, une partie des forêts confisquées par l'Etat pendant la Révolution (39).

(36) A. D. Moselle, O. Ancy.

(37) Voir chapitre XVII, paragraphe 5.

(38) CHASTELLUX (de) : *Statistique de la Moselle*.

(39) A. D. Moselle, Q 491. GAIN (A.) : *La Restauration et les biens des Emigrés*, I, p. 42 et ss. et chapitre VI de la Première partie.

A côté de quelques plateaux découverts comme ceux de Rohrbach, du Pays Messin et du Pays Haut, il existait en Moselle de véritables marches forestières : le Pays de Bitche n'était formé que d'une immense forêt domaniale ; les environs de Saint-Avold, ceux du château de Hombourg, à l'est de la Canner, l'égalaien presque. De Moyeuvre à Hayange, les plateaux oolithiques ne forment encore aujourd'hui qu'une immense forêt de hêtres et de chênes, que les anciennes forges n'ont pas réussi à détruire, pas plus qu'elles n'ont fait disparaître les bois qui couvrent les pentes des vallées de la Crusnes ou de la Chiers. Depuis 1870, la répartition des forêts n'a d'ailleurs guère changé en Moselle. Il n'en fut pas toujours ainsi, et entre 1830 et 1860 on avait défriché près de 20.000 hectares (40), car les progrès de la consommation de la houille avaient supprimé toute inquiétude pour le ravitaillement en combustible ; mais les défrichements se révélèrent moins productifs que les propriétaires ne l'avaient escompté, et sous le Second Empire le Conseil général et l'administration leur devinrent nettement hostiles. Des tentatives de reboisement furent alors encouragées, notamment sur les pentes incultes et sur les terrains communaux (41) : c'est de cette époque que date l'aspect actuel des collines qui dominent Metz ; c'est depuis lors que le Mont Saint-Quentin et la côte de Plappeville sont plantées en pins au lieu d'être couverts d'herbe rase. Dès le Second Empire, le problème du déboisement revêtit en Moselle la forme qu'il a conservée : depuis lors les craintes portèrent sur le régime des eaux, tandis que les cahiers de 1789, fort opposés aux défrichements, n'envisageaient que la hausse des bois de chauffage, raréfiés par les besoins de l'ancienne métallurgie (42). Il faut noter à ce propos que la diminution de la consommation du charbon de bois transforma rapidement, après 1850, les conditions de l'exploitation des forêts, du moins dans la région nord-ouest de la Moselle, entre Moyeuvre et Longuyon : un type allait disparaître, celui du charbonnier, et le chiffre de 1.800 ouvriers que le recensement de 1866 indique pour cette profession et celle de bûcheron, marque déjà une régression sur celui constaté dix ans auparavant.

Comme la Moselle ne comptait que quelques milliers d'hectares de sol inculte, les terres et prés y couvraient en 1860 environ 390.000 hectares, les trois quarts de la superficie. L'intérêt qu'y attacha longtemps la Chambre de commerce de Metz conduisit à parler d'abord du vignoble mosellan,

(40) A. D. Moselle, 5 P 9 à 17.

(41) Conseil général, 27 août 1864.

(42) DORVAUX et LESPRAND : *Cahiers de doléances du bailliage de Thionville*.

qui comprenait sous le Second Empire 5.000 hectares (43). Il semble que sa surface ait peu varié au cours du XIX^e siècle : après une lente progression, elle diminua de 400 hectares environ après la Monarchie de Juillet. En dépit de l'attachement des Messins à leurs vignobles, honneur de leurs coteaux, ces chiffres ne laissaient pas d'être minimes. La Moselle ne venait qu'au soixantième rang parmi les départements viticoles, et autour d'elle la Meurthe, la Meuse, et plus encore l'Alsace, dépassaient largement ses chiffres de production, d'ailleurs prodigieusement variables : telles années favorables avaient donné 90 hectolitres par hectare, tandis que la moyenne n'était que de 33 et que la funeste année 1816 n'avait permis aucune vendange. Bon an mal an, la production atteignait donc 170.000 hectolitres, dont la valeur moyenne, assez différente selon les crus et les années, était vers 1860 de 22 francs l'un. On peut donc estimer que la viticulture mosellane assurait au département une ressource de plus de 3.500.000 francs, après tout assez peu considérable si on la compare aux 40 millions de francs que valait la récolte des céréales. Mais les prix de vente étaient très nettement supérieurs à ceux des terres arables — une étude de 1852 indiquait 2.500 francs l'hectare contre 1.600 et une valeur locative de 85 francs contre 40 — et comme le vignoble s'étendait dans près de 2.000 communes, plus de 100.000 personnes étaient partiellement intéressées à sa prospérité. Les vins de Moselle se divisaient en rouges ou gris, les plus abondants, et en vins blancs ; ils n'étaient jamais distillés, et seuls les marcs donnaient une petite production d'eau-de-vie.

Malgré sa dissémination en un grand nombre de villages, le vignoble n'atteignait à une réelle importance qu'en quelques régions favorisées, qui se trouvaient être les plus riches et les plus peuplées du département : il faut d'abord observer que l'arrondissement de Sarreguemines n'avait que 75 hectares de vignes, dont les coteaux de Morhange possédaient la moitié. Le Pays Haut en montrait moins encore, tandis que les pentes calcaires de la côte oolithique formaient le centre de la viticulture : au sud de Metz, celles qui dominaient la Moselle ou la Seille possédaient près de 2.000 hectares, et certaines communes, Ancy, Dornot, Ars, Novéant, Scy, n'y vivaient guère que de la vigne. A l'est de Metz, les collines de Plan-tières et de Saint-Julien, de Vantoux et de Vallières, montraient encore plus de 350 hectares, tandis qu'au nord du chef-lieu la côte de Moselle, entre Plappeville et Rombas, en cultivait près de 600. Le vignoble thion-villois, situé à l'ouest de la ville, en comptait 400 au nord de l'Orne, et celui de Sierck environ 300 dans la dernière boucle que décrit la Moselle

(43) Sur le vignoble voir ANDRÉ : *La culture de la vigne en Moselle* (Mémoires de l'Académie, 1860). CHASTELLUX (de) ; *op. cit.*, donne le tableau du vignoble par commune.

avant de quitter la France. On peut y ajouter les 100 hectares de vignes de Kœnigsmacker. Le reste se répartissait par petites surfaces entre les arrondissements de Metz et de Thionville. L'intérêt de cette description est d'évoquer un passé bien différent de la situation présente : de ces 5.000 hectares jadis couverts de vignes, il n'en subsiste au ^{xx}e siècle qu'un millier à peine, presque tous concentrés au sud de Metz et près de Sierck (44).

La destruction du vignoble reste néanmoins en Moselle moins complète qu'elle ne l'a été dans d'autres régions de la Lorraine : quiconque connaît l'histoire commerciale ne peut s'en étonner. Les vins du Pays Messin se vendaient surtout, avant 1814, en Allemagne et en Belgique. Avant la Révolution, aucune barrière douanière ne séparait de l'Empire la Lorraine et les Evêchés, et les conquêtes commencées en 1792 rattachèrent à la France ces pays acheteurs. Les vins s'écoulèrent donc facilement, tandis que les droits de douane établis après 1815 par la Prusse et les Pays-Bas, les tarifs plus réduits qu'ils consentirent aux vins importés par voie maritime, limitèrent les débouchés de la viticulture lorraine (45). La consommation du département devint dès lors l'unique ressource du vignoble. Les anciens édits qui interdisaient la culture des cépages grossiers étant tombés en désuétude, la production fut plus abondante et plus médiocre qu'elle ne l'était avant 1789. Sous le Second Empire, on essaya, avec succès, d'en expédier une partie vers Paris. La champanisation rémoise offrit quelques débouchés, mais l'heure de la concurrence des vins du Midi approchait, et seule l'annexion à l'Allemagne en a préservé le Pays Messin, plus avantage à ce point de vue que le reste de la Lorraine.

Sauf pour quelques communes privilégiées, plus riches et plus coquettes que les autres, la vigne n'a jamais constitué en Moselle qu'une ressource accessoire, et la vie agricole y a toujours reposé essentiellement sur la culture des céréales, dont l'étendue atteignait sous le Second Em-

(44) Voir les *Comptes rendus* de l'Office de Statistique d'Alsace et de Lorraine, depuis 1919.

(45) Cf. le rapport d'une commission d'enquête, 24 août 1829. A. D. Moselle, 68 M 1. Les plaintes portent sur la concurrence de la Meurthe, sur la production plus forte qu'avant 1789, cause de mévente, sur le manque de débouchés. Avant la Révolution, Metz achetait ses denrées coloniales en Hollande par l'intermédiaire de Liégeois qui étaient amateurs de ses vins. Ce trafic disparut, et depuis que la ville avait cessé d'être un pivot pour les armées, la viticulture souffrait.

pire environ 200.000 hectares (46). On comptait qu'en moyenne le blé seul formait la moitié de la recette du cultivateur, et certains jugeaient que le pays s'adonnait trop exclusivement, par routine ou par un singulier point d'honneur, à cette production dominante. La surface cultivée en céréales n'avait guère varié au cours du XIX^e siècle, mais les rendements par hectare avaient nettement augmenté, passant de 6 à 12 quintaux pour le froment, atteignant même jusqu'à 28 quintaux dans les meilleures terres, celles du Pays Haut par exemple, ce grenier de Metz. La production de blé oscilla ainsi entre 800.000 et 1.300.000 hectolitres : les arrondissements de Metz et de Briey venaient en tête, avec leurs cantons types d'Audun et de Verny, tandis que la région de Sarreguemines ne suffisait pas à sa consommation, et que le canton de Bitche ne produisait guère de céréales. Dans l'ensemble, la Moselle suffisait à ses besoins, et elle parvint même à devenir, vers la fin de la Monarchie de Juillet, exportatrice d'environ 150.000 hectolitres. Les prix y étaient en général inférieurs à ceux de l'ensemble de la France : la moyenne fut d'environ 16 francs l'hectolitre de froment dans la période qui s'étend entre 1800 et 1850 ; elle dépassa 19 francs sous le Second Empire (47). Il faut d'ailleurs observer que les prix moyens étaient la résultante d'extraordinaires variations annuelles et même saisonnières : l'hectolitre a valu moins de 11 francs en 1809, 42 en 1817 — avec un maximum de 61 francs en juin de cette année de famine — il est descendu à moins de 12 francs vers 1825 pour remonter à 20 avant et après 1830. Les cours de 12 francs ont été encore pratiqués vers 1835 comme en 1840 et en 1850, tandis que l'année 1847, qui fut la dernière d'une longue période de cherté, vit un taux moyen de 30 francs. Les premières récoltes du Second Empire furent encore très chères, et par la suite les prix ne s'abaissèrent jamais au dessous de 15 francs.

À côté de quelque 90.000 hectares de froment, la Moselle en possédait 70.000 d'avoine, et sa production atteignait de 500.000 à 1.300.000 hectolitres. Sa valeur était très inférieure à celle du blé, mais un important commerce d'exportation vers les départements voisins ou l'étranger en put être alimenté. L'orge couvrait environ 15.000 hectares, et sa production de plus de 200.000 hectolitres suffisait au département, qui possédait d'assez nombreuses brasseries dont l'activité ne fit que croître, à mesure que l'usage de la bière se répandait dans ce pays qui primi-

(46) Voir les statistiques agricoles, A. D. Moselle, 255 M, 256 M, 257 M 1-2. ANDRÉ : *Renseignements sur la production agricole de la Moselle* (Mémoires de l'Académie, 1848). KRZYMOWSKI (R.) : *Die landwirtschaftlichen Wirtschaftssysteme Elsass-Lothringens*.

(47) BOUCHOTTE (E.) : *Prix des blés à Metz de 1800 à 1830*. (Mémoires de l'Académie, 1836) et mercuriales des journaux.

tivement lui préférait le vin. Les surfaces cultivées en seigle et en méteil diminuèrent nettement avec les progrès de l'agriculture : de 300.000 hectolitres qu'elle atteignait sous le Premier Empire, la production descendit à 100.000, avec prédominance très nette de l'arrondissement de Sarreguemines, dont le canton de Bitche donnait à lui seul le dixième de la récolte du département. Les rendements et les valeurs des céréales avaient changé au cours du XIX^e siècle, mais un fait était demeuré constant : leur culture dominait les autres modes d'exploitation du sol, au double point de vue de la surface et de la valeur. Vers 1858, on évaluait à 70 millions de francs la production de l'agriculture mosellane — chiffre à comparer à la vingtaine de millions indiquée par Chaptal cinquante ans auparavant — or, sur ce total, une quarantaine de millions revenait aux céréales, et 25 au froment seul (48). Depuis 1870, l'évolution agricole a assez largement affaibli cette ancienne prédominance des céréales, surtout dans le Pays Messin où les surfaces semées en blé ont subi une forte réduction, tandis que l'avoine se maintient beaucoup mieux. Par contre les rendements n'ont cessé d'augmenter, et leur progression a largement compensé la réduction des surfaces.

Les autres cultures de la Moselle ne possédaient ni la réputation de la vigne, ni l'importance des céréales. Les pommes de terre couvraient pourtant 20.000 hectares, et ce chiffre ne semble pas avoir beaucoup changé, car le département venait, dès le Premier Empire, au tout premier rang pour la culture de ce tubercule. L'amélioration des rendements finit par donner une production de près de 2 millions de quintaux, dont la valeur moyenne n'excédait pas cinq francs l'un. La consommation locale l'absorbait presque tout entière, car le paysan lorrain, surtout dans l'arrondissement de Sarreguemines, le principal producteur, trouvait en la pomme de terre la base même de son alimentation. Pour le canton de Bitche, c'était la production essentielle, et l'on comprend avec quelle inquiétude y fut observée en 1847 la maladie de la pomme de terre. Les tubercules alimentaient largement 250 distilleries à domicile qui existaient en Moselle, et les rares distilleries d'un type industriel qui s'y établirent, par exemple à Longeville-lès-Saint-Avold. Les quelques sucreries qui s'étaient fondées pour utiliser la betterave, dont celles de Talange et de Beauregard furent les principales, ne purent résister à la législation désavantageuse qui fut adoptée sous la Monarchie de Juillet : elles se transformèrent l'une et l'autre en distilleries. On peut encore citer la culture du colza, introduite sous la Restauration et pratiquée principalement dans les environs de Metz. Comme elle servait à la production de l'huile

(48) RAILLART : *Le comté de Lincoln et le département de la Moselle* (Mémoires de l'Académie, 1858). CHAPTAL : *De l'industrie française*.

d'éclairage, l'adoption du gaz par les villes de Metz, de Thionville et de Sarreguemines, lui porta un coup funeste et les quelques milliers d'hectares qu'elle avait occupés ne se retrouvèrent plus sous le Second Empire. Quant aux cultures textiles, elles n'eurent jamais grande importance en Moselle : le chanvre occupait seul quelques milliers d'hectares, les filasses étant destinées à la confection à domicile de toiles grossières.

A ces ressources il faut ajouter celles des jardins et des vergers, qui couvraient environ 12.000 hectares, et dont l'importance était très considérable pour certains villages des côtes, qui se trouvaient être en même temps des villages de viticulture. Aux environs de Metz, dans le riche val de Moselle, c'est par centaines d'hectares que les vergers et les jardins occupaient les meilleures terres. La plaine de Thionville était également le centre d'une culture maraîchère très prospère. Quetsches, mirabelles, étaient produits en grandes quantités, et la distillation en était largement pratiquée par de nombreux bouilleurs de cru. A partir du Second Empire, les voies ferrées permirent l'exportation vers Paris des mirabelles fraîches, qui jusque là étaient consommées dans le pays ou préparées par les confiseurs de Metz, dont c'était une spécialité (49). Viticulture, jardinage, récolte de fruits, pépinières célèbres Simon Louis, donnaient ainsi au terroir messin un caractère extrêmement différent de celui que la prédominance des céréales imprimait à l'ensemble du département ; le Pays de Bitche, si exclusivement forestier ainsi que les environs de Saint-Avold, restait par ailleurs un monde à part. On peut enfin signaler que c'est en 1869 que la culture du fraisier fut introduite dans la banlieue de Metz, dans la plaine de Woippy où elle était appelée à un brillant développement, qui au ^{xx}^e siècle semble parallèle à la décadence quasi-irrémédiable du vignoble.

IV. — Les progrès agricoles

Si, dans l'ensemble, la culture des céréales était demeurée le fondement même de la vie agricole de la Moselle, l'augmentation des rendements n'était point la seule modification qu'eût connue le département. Il en est une autre, plus importante, et qui en est d'ailleurs inséparable : c'est la réduction des jachères et les progrès réalisés par les cultures fourragères. Sous le Premier Empire, en dépit des affirmations optimistes de Chaptal, de Viville et des annuaires, qui indiquaient que les jachères couvraient 10.000 hectares de moins qu'avant la Révolution, l'assolement

(49) *Indépendant* 18 septembre 1861.

biennal restait fréquemment employé en Moselle, avec son alternance blé-jachère. Ce mode primitif n'avait pas encore totalement disparu en 1858; il restait alors employé pour une quinzaine de milliers d'hectares. Mais l'assolement le plus ordinaire avait toujours été le triennal, qui faisait suivre le blé, l'orge ou l'avoine, et la mise en jachère. Encore en 1858, 93 % des terres arables de la Moselle ne connaissaient point d'autre alternance, ce qui explique qu'on ait pu compter à cette époque près de 35.000 hectares de jachères. On ne pratiquait alors des assolements plus perfectionnés que sur 6.000 hectares, qui représentaient 2 % seulement des terres arables. Tout indique qu'il y avait eu, depuis la Monarchie de Juillet, une réduction des jachères, mais qu'elle était loin d'être aussi nette qu'on ne le croirait à la lecture de certaines études qui se contentaient d'observer les plus belles fermes, grandes propriétés exceptionnelles en Lorraine. L'assolement triennal restait encore la règle vers la fin du Second Empire, en dépit des conseils des agronomes et des exemples que donnaient quelques exploitations, ou mieux encore la célèbre ferme de Roville, située dans le département de la Meurthe et illustrée par Mathieu de Dombasle. Il n'y a d'ailleurs pas lieu d'incriminer trop vivement la routine paysanne, car dans les terres marneuses et argileuses, l'année de jachère appelée versaine était indispensable tant qu'on ne répandait d'autre engrais que le fumier (50).

Si la diminution des jachères ne s'accomplit que très lentement, un autre progrès fut réalisé, le développement du cheptel, grâce auquel le cultivateur disposa d'une quantité d'engrais toujours supérieure. Sous la Restauration et sous la Monarchie de Juillet, les observateurs s'accordaient à constater que la qualité du bétail laissait grandement à désirer en Moselle, et que le nombre de têtes y était nettement insuffisant pour permettre une fumure convenable des terres, en un temps où nul autre engrais n'était employé — le chaulage et le marnage étant d'autre part trop rarement pratiqués. En 1847 par exemple, une vingtaine des principaux fermiers de l'arrondissement de Briey, dont les 1.600 hectares étaient cultivés d'une manière vraiment moderne puisque la proportion des jachères y avait été réduite de 33 à 11 %, n'avaient que 750 têtes de bétail, alors que les agronomes jugeaient qu'il en aurait fallu le double, une par hectare (51). La situation s'était pourtant déjà sensiblement améliorée depuis trente ans. Tandis que le nombre des chevaux restait d'environ 60.000, nettement plus élevé dans les arrondissements de Metz et de

(50) HAUSHALTER (G.) : *Etudes sur les races bovines en Lorraine*, p. 37.

(51) ANDRÉ : *Cultures de l'arrondissement de Briey* (Mémoires de l'Académie, 1847). ANDRÉ : *L'appréciation des exploitations agricoles* (Mémoires de l'Académie, 1830).

Briey qu'en Lorraine allemande, tandis que le département comptait en moyenne 140.000 ovins, 90.000 porcins, le cheptel bovin s'éleva de 90.000 à plus de 160.000 têtes au cours de la période 1815-1860. Le département, qui longtemps ne suffisait pas à ses besoins en viande, y réussissait facilement dès le Second Empire. Il faut d'autre part observer que la consommation de la viande par tête d'habitant avait progressé rapidement au cours du XIX^e siècle, dans les villes surtout : entre 1846 et 1856, n'était-elle point passée à Metz de 50 à 62 kilogs (52). De nouveaux débouchés s'étaient ainsi ouverts, et ils expliquent pourquoi l'arrondissement chef-lieu avait profité des progrès de l'élevage plus encore que les autres. Il faut pourtant remarquer que la Moselle ne pouvait passer pour un département d'élevage intensif : les produits laitiers, uniquement destinés à la consommation locale, n'y avaient point de réputation ; les races, malgré quelques efforts d'amélioration, restaient médiocres. Les chevaux, employés au labour beaucoup plus fréquemment que les bœufs, étaient rarement achetés par la remonte de l'armée, au grand regret des éleveurs. Parmi les 140.000 ovins, on n'en comptait pas plus de 5.000 de race améliorée, même sous Napoléon III. Telle était, après un demi-siècle de progrès, la condition d'un pays qui mettait les céréales au premier plan de son système agricole.

Il faut d'ailleurs ajouter que, soixante ans après la guerre de 1870, on peut observer que le nombre des chevaux et des moutons n'a fait que diminuer dans la région qui constituait l'ancienne Moselle, le dernier dans des proportions considérables. Les porcs sont au contraire environ deux fois plus nombreux qu'ils ne l'étaient. Quant au cheptel bovin, il n'a guère évolué en quantité, mais l'introduction de vaches laitières de race hollandaise a complètement transformé les anciennes conditions ; elle a fait de l'actuelle Moselle un pays exportateur de lait, ce qu'elle n'avait jamais été auparavant. Mais d'autre part, la multiplication du bétail n'offre plus au XX^e siècle l'intérêt agronomique qu'elle présentait jadis : l'utilisation des engrais chimiques permet d'obtenir de meilleurs rendements sans augmenter la production du fumier, tandis que sous le Second Empire les engrais artificiels semblaient trop chers et n'étaient guère connus en Lorraine ; les prix du guano dépassaient également les moyens de la plupart des petits cultivateurs (53). Aussi les fumiers restaient-ils indispensables, au point que les régiments d'artillerie et de cavalerie vendaient ceux qu'ils produisaient à des conditions avantageuses.

(52) ANDRÉ : *La consommation de la viande à Metz* (Mémoires de l'Académie, 1848, 1850, 1856).

(53) *Enquête agricole de 1867*, question 42.

Il paraissait donc nécessaire d'augmenter le nombre de têtes de bétail. Or la superficie des prés naturels restait insuffisante en Moselle, malgré l'importante ressource qu'offraient pour la vache du pauvre les pâtis communaux et la vaine pâture. Le département n'en comptait pas tout à fait 50.000 hectares, dont une partie était trop humide, faute d'un assèchement méthodique. Ces pâturages, à l'exception de ceux qui se trouvaient, avec leur médiocre herbe rase, au sommet des côtes de Moselle, s'étendaient ordinairement le long des rivières, de la Sarre, de la Nied, de la Seille, de l'Orne. C'est en Lorraine allemande — le pays forestier de Bitche excepté — qu'ils atteignaient la plus vaste superficie, par exemple dans le canton de Sarralbe, dont ils formaient 18 % de l'étendue. Au contraire, dans le Pays Haut, la proportion tombait à 5 % dans les cantons d'Audun, de Longwy et de Longuyon, où triomphait la culture des céréales. Peu à peu cette situation fondamentale fut modifiée, non par la mise en herbe de terres arables, phénomène dont le ^{xx}^e siècle est le témoin, mais par l'apparition des cultures fourragères, trèfles, luzerne, betteraves, alternant dans les assolements perfectionnés avec les céréales. Ce fut le progrès le plus important qu'ait réalisé, en ses éléments les plus éclairés, l'agriculture de la Moselle au ^{xix}^e siècle. Mais la transformation fut très lente, quoique l'exemple de la culture de la betterave fourragère ait été donné par un Lorrain, l'abbé de Commerel, qui en fut le propagateur dès la fin du ^{xviii}^e siècle (54). Au cours des dernières années de la Monarchie de Juillet, dans les plus belles exploitations de l'arrondissement de Briey, 19 % de la surface était réservée aux fourrages artificiels, mais c'était là des chiffres absolument exceptionnels. En effet, au début du Second Empire, dans l'ensemble du département, il y avait à peine 10 % de cultures fourragères, et lors de l'Enquête agricole de 1867 la proportion atteignait encore seulement 12 % des terres arables, après 15 ans de progrès constants. En ce domaine comme en tant d'autres, les arrondissements de Metz et de Briey tenaient la tête, surtout parce que la grande propriété y était plus répandue que dans la Lorraine allemande. Or il est certain que c'est par les plus vastes exploitations qu'ont été introduites en Moselle toutes les améliorations agricoles (55). C'est en matière de cultures fourragères qu'ont été réalisés depuis 1870 les plus grand pro-

(54) L'abbé de Commerel, aumônier de la princesse de Loewenstein, puis président du district de Sarreguemines, s'efforça, quelques années avant la Révolution, de propager en France la betterave fourragère ou racine de disette, déjà connue en Allemagne.

(55) EMM. D'HUART, dans sa *Notice sur le Comté de Forbach*, cite le cas de la cense de Ditschviller, dont les 13 hectares nourrissaient, en 1817, huit chevaux et six vaches, et se louaient 1.000 francs. Un grand propriétaire y introduisit une rotation scientifique des cultures et en obtint, vingt ans après, un revenu de 22.000 francs.

grès, surtout en Lorraine allemande où les superficies qui leur sont consacrées sont le double de ce qu'elle étaient jadis. Ces résultats montrent quel a été le mérite des agronomes qui ont ouvert la voie avec persévérance, au cours des 70 premières années du XIX^e siècle.

V. — Les artisans du progrès

Pour étudier les améliorations agricoles qu'a connues la Moselle pendant la première partie du XIX^e siècle, il faut chercher quels en furent les artisans (56). L'initiative est constamment venue d'en haut : c'est ainsi qu'en l'an X, le préfet Colchen créa une Société d'agriculture, qui comprenait la plupart des grands propriétaires du département, et dont les principaux actes furent l'impression d'un unique volume de Mémoires, la rédaction d'une pétition contre les abus du défrichement, et, d'accord avec le Conseil général, le vote de vœux en faveur du renforcement de la police rurale, d'une répression vigoureuse des délits champêtres. En 1806, cette société organisa une remise solennelle de récompenses à quelques agriculteurs, puis elle entra en sommeil et disparut avant la fin de l'Empire. C'est vers la même époque que l'administration tenta, d'ailleurs sans résultats, d'introduire le mérinos en Moselle, en même temps que la betterave à sucre, dont la culture fut entièrement abandonnée après 1814, reprise peu après, et disparut définitivement après les lois de 1837. On espéra aussi améliorer la race des chevaux indigènes par le haras impérial de Deux-Ponts, qui fut remplacé sous la Restauration par celui de Rosières, au sud de Nancy, qui détacha après 1830 quelques trop rares étalons en Moselle.

En 1817, le préfet de Tocqueville rétablit la Société d'agriculture. à la demande du Conseil général, où les questions agricoles retenaient souvent l'attention, mais elle disparut dès que l'ordonnance du 28 janvier 1819 eût créé un organisme officiel, avec une section centrale à Paris, des correspondants départementaux, un groupement par arrondissement. En fait ce système hiérarchisé ne fonctionna point. Mais du moins les efforts de l'administration permirent de rétribuer des vétérinaires d'arrondissement, qui firent même des tournées d'inspection, d'accorder quelques récompenses à des cultivateurs méritants, par exemple une médaille d'argent à M. de Franchessin qui avait réussi à établir, dès 1819, une sucrerie à Talange, des primes aux douze plus beaux attelages de bœufs

(56) BARBÉ (Jean-Julien) : *Les institutions agricoles de la Moselle* (Pays Lorrain 1929). Pour l'Alsace, à titre de comparaison, cf. MARTZLOFF : *Die Landwirtschaft in Elsass...*

et surtout aux meilleurs étalons. Mais ces efforts, vivement appuyés par le Conseil général, ne donnèrent pas des résultats très remarquables : la fonction de vétérinaire départemental fut supprimée en 1827, et l'administration reconnut elle-même, dès l'année suivante, que les primes n'avaient point amélioré la race chevaline. On était arrivé à posséder 18 étalons approuvés pour 21.406 juments ! et on se borna à conseiller aux communes d'en acheter de bonne race, conseil tout platonique qu'elles ne suivirent pas. Par ailleurs, la Société d'agriculture, en sa courte période d'activité, avait fait venir en 1818 deux charrues anglaises qui furent exposées à la Bibliothèque de Metz (57) ; en 1820, elle avait fait vendre de la semence de trèfle rouge de Flandre, et quelques années plus tard le préfet avait offert des semences gratuites aux communes qui voudraient reboiser leurs terrains incultes. Tout cela ne constituait pas d'immenses progrès, et la présence du préfet à quelques distributions de primes n'avait pas changé les vieilles routines. La plus heureuse amélioration avait donc été, sous la Restauration, l'introduction dans les campagnes de la Moselle des assurances contre la grêle et contre l'incendie, toutes deux vivement recommandées par l'administration (58) ; à côté de la Société mutuelle pour les départements lorrains, les compagnies parisiennes eurent dès lors, peu après leur fondation, des représentants dans le département, dont le plus actif fut le grand négociant messin Chédeaux. On peut noter aussi l'intérêt que présenta la création à Ban-Saint-Martin, hors des murs de Metz, de deux foires au bétail, foire d'automne et foire de printemps.

Mais à côté de ces progrès peu considérables réalisés avec le concours de l'autorité, il en est qui sont le fait de quelques particuliers éclairés. La future Académie de Metz, établie en 1819, n'avait pas tardé à s'occuper activement des améliorations agricoles. En 1826, elle organisait un concours de charrues, et le modèle de Mathieu de Dombasle emportait le prix. Un de ses membres, Emile Bouchotte, exploitait depuis 1822 le domaine de Moncel, qui comprenait 400 hectares aux environs de Conflans. Il y introduisait de nouveaux assolements et, en 1826, une machine à battre et un pétrin mobile (59). Il créait à Conflans une société d'agriculture, qui se montra active tant que son président n'eût pas vendu Moncel pour assumer, en 1830, les fonctions de maire de Metz, et devenir bientôt le chef de l'opposition libérale dans le chef-lieu de la Moselle. D'autre part, une société d'agriculture avait fonctionné à la même époque à Mai-

(57) Le *Journal de la Moselle* donne quelques renseignements sur le progrès agricole.

(58) *Actes administratifs*, 1821, p. 135.

(59) *Mémoires de l'Académie*, 1827, 1828, 1829. On vit aussi le général Thomas tenter la culture de la garance à Ars-Laquenéxy.

zières-Amelange, sous l'impulsion d'un cultivateur du pays. Enfin l'exposition organisée à Metz en 1828, lors de la visite de Charles X, avait permis de décerner, grâce aux efforts d'Emile Bouchotte, une médaille d'or à un agriculteur des environs de Metz, Leroy, de la ferme de Château-Bas à Augny, qui avait amélioré les assolements, supprimé la jachère et introduit le colza dans le département.

Dans l'ensemble, ces progrès n'en restaient pas moins sporadiques, presque uniquement individuels. Il n'en fut pas de même sous la Monarchie de Juillet, dont le plus grand mérite, au point de vue agricole, fut la construction des chemins vicinaux; ils transformèrent les conditions de transport pour les villages qui n'avaient pas la chance d'être situés sur une route plus importante. Mais ce bienfait indirect fut pendant longtemps le seul dont l'agriculture ait été redevable à l'administration. D'autre part, les progrès considérables réalisés par le colza compensaient les pertes que la législation sucrière de 1837 fit subir à la Moselle; la loi du 20 juillet de la même année mettait 500.000 francs à la disposition du ministre pour encouragements à l'agriculture. C'est alors que le Conseil général se lança dans la voie des achats de taureaux de Durham, d'étalons percherons, de porcs du Hampshire, qu'il revendit aux éleveurs pour tenter une amélioration des races indigènes: ces diverses opérations commerciales ne furent peut-être pas fort judicieuses, car les races choisies ne pouvaient guère s'adapter dans un pays dont ni le climat ni le sol n'étaient favorables. Elles témoignent du moins d'une réelle bonne volonté (60).

D'autre part, l'Académie de Metz continua à s'occuper des améliorations agricoles. Elle s'intéressa à tous les perfectionnements introduits, aux débuts de la charrue Grangé en 1833, au développement des machines à battre, dont on comptait 500 exemplaires, actionnés par des chevaux, dès l'année 1840. Elle organisa en 1843 un concours de reboisement qui ne donna que de maigres résultats; elle encouragea les initiatives de quelques propriétaires, alarmés par la diminution du rapport des vignes, pour introduire la sériciculture sur les pentes de la côte oolithique: vers 1845, on avait planté au sud de Metz 25.000 mûriers, et la magnanerie Adam, à Moulins, arrivait à écouler ses soies vers la capitale (61). Cette curieuse tentative ne fut d'ailleurs pas suivie d'une réussite durable.

Mais de tous les efforts accomplis sous la Monarchie de Juillet en faveur du progrès agricole, le plus important fut la création des comices. L'institution existait déjà dans les départements du Midi, et dès 1840 le pré-

(60) Voir chapitre XV, paragraphe 3.

(61) VAULTRIN : *La sériciculture en Moselle* (Mémoires de l'Académie, 1845).

fet proposait au Conseil général d'en suivre l'exemple. C'est pourtant seulement cinq ans plus tard que l'Académie de Metz chargea une de ses commissions de cette organisation, et en l'année 1846 les comices agricoles fonctionnaient dans les quatre arrondissements (62). Au début, la liaison était étroite entre les comices et l'Académie. C'est ainsi que son président distribua les primes accordées par le gouvernement, au cours d'une séance solennelle qui eut lieu le 26 décembre 1845 à l'hôtel de ville de Metz. Pelte, dont l'exploitation de la Grange-d'Envie était un modèle, reçut à cette occasion une médaille d'argent. C'est ainsi que l'Académie participa à la fête agricole que vit, le 12 novembre 1846, le bourg de Villers-la-Montagne, avec musique militaire, discours, remise de médailles d'honneur, dont l'une fut décernée à M. de Nothomb, propriétaire à Longlaville, qui n'avait pas hésité à accomplir un voyage d'études en Angleterre. La voie était dès lors ouverte, et les fêtes de ce type devinrent fréquentes, bientôt annuelles dans chaque arrondissement. L'Académie finit, sous le Second Empire, par n'y plus jouer de rôle, les comices étant devenus une institution officielle. Dès 1846, ils avaient publié un bulletin d'un réel intérêt, et les réunions, du moins pour le comice de Metz qui fut naturellement le plus vivant, étaient régulièrement tenues. Ce fut un lien entre les cultivateurs éclairés, soucieux du progrès, qui restaient quand même une infime minorité dans ce département où la division de la terre était poussée à l'extrême.

Le Second Empire trouva le département de la Moselle nettement engagé dans la voie des améliorations agricoles. On avait même vu, en 1849, des boursiers aller se perfectionner dans la ferme modèle de Sainte-Genève, située aux environs de Nancy, qui disparut d'ailleurs peu de temps après sa fondation (63). La loi du 20 mars 1851 avait établi une chambre départementale d'agriculture, élue par les quatre comices, et l'activité de ces divers organismes ne cessa de s'accroître, surtout grâce à la distribution régulière de primes ou de récompenses aux vieux serviteurs. Plus que jamais, on célébrait, au début du Second Empire, la vertu des travailleurs agricoles, leur dévouement aux maîtres : c'est que l'on s'inquiétait déjà de la raréfaction de la main d'œuvre rurale, et que l'autorité aimait à se proclamer dévouée aux intérêts du paysan, le plus fidèle des électeurs. C'est ainsi qu'en 1855, le préfet déclarait au Conseil général : « L'enseignement de l'agriculture dans les écoles aura pour précieux effet de produire, par l'éducation de la jeunesse, cet heureux retour des hommes éclairés vers notre profession par excellence, et c'est ainsi que nous

(62) Voir les Mémoires de l'Académie et la collection des Bulletins du Comice.

(63) Conseil général, 26 septembre 1849.

préviendrons, au sein des populations rurales, la décadence des mœurs et l'affaiblissement des sentiments religieux ».

Les progrès des moyens de communication, l'achèvement des chemins vicinaux, la construction des premières voies ferrées, avaient partiellement mis fin à l'ancien isolement des campagnes. Tantôt par ses primes, qui ne donnèrent que de médiocres résultats, tantôt par l'achat d'étalons ou de taurillons revendus aux cultivateurs, le Conseil général soutenait l'élevage. Les comices restaient l'intermédiaire obligé de tout progrès : les fêtes agricoles inaugurées sous la Monarchie de Juillet se multiplièrent d'autant plus qu'elles étaient accompagnées de maintes réjouissances, banquets de plusieurs centaines de couverts — par exemple à Rémilly en 1853, dans la propriété Rolland — feux d'artifice. On y venait de tout l'arrondissement. A la réunion de Grimont, en 1856, les cultivateurs du Pays Messin virent pour la première fois une faneuse mécanique, acquisition que M. du Coëtlosquet venait de faire en Angleterre (64). Les bulletins du comice de Metz, qui finit par comprendre près de 600 membres, dont près de la moitié étaient d'ailleurs des bourgeois messins, devinrent un document toujours plus intéressant. Ce comice, de beaucoup le plus actif du département, organisa même, à partir de 1868, des conférences agricoles à Boulay, Faulquemont, et en diverses localités.

Mais d'autres manifestations parurent plus nouvelles : des concours agricoles régionaux eurent lieu chaque année, à partir de 1857, pour l'ensemble des départements de l'Est. Il y en eut à Bar-le-Duc, à Strasbourg, à Colmar, à Nancy, et la Moselle y fut souvent médiocrement représentée, mais celui qui, en 1861, coïncida avec l'exposition universelle de Metz, fut très brillant (65). L'Esplanade était un cadre admirable, et le succès répondit entièrement aux efforts des organisateurs. Le public assista avec étonnement aux premiers essais des moissonneuses, aux expériences de labourage à vapeur qui eurent lieu à Frescati, un soir, à la lumière de lampes électriques. Depuis 1857 les premières locomobiles destinées à actionner les batteuses étaient apparues dans le département (66). D'autre part, la Société d'horticulture de Metz organisa plusieurs expositions florales, et reprit la tradition des cours qui avaient été professés dès la Restauration au jardin botanique, transféré maintenant hors des murs. Enfin le concours régional de boucherie, qui se tenait primitivement à Nancy, alterna entre les deux centres de la Lorraine à partir de 1866, et Metz l'organisa alors sous les ombrages du Jardin d'Amour. La création d'une Société lorraine d'encouragement de la race chevaline était due

(64) *Indépendant*, 23 juillet 1856.

(65) *Ibidem*, 15 juillet et 31 août 1861.

(66) *Ibidem*, 21 septembre 1857.

à une initiative nancéienne et datait de 1862, mais trois ans après l'exemple était suivi à Metz ; à cette époque le département comptait 23 étalons anglo-normands, grâce à l'action de quelques grands propriétaires. Enfin l'année 1868 revit le concours régional agricole se tenir sur la Place Royale de Metz.

Il faut d'ailleurs ajouter que les efforts du comice intéressaient surtout une minorité de cultivateurs ou de propriétaires éclairés, car la routine agricole est difficile à déraciner des masses paysannes. C'est donc leur initiative qui engagea les milieux ruraux dans la voie du progrès, mais l'évolution fut lente. Un exemple le montre : dès les débuts du Second Empire, le drainage des terres trop lourdes de la Lorraine était à l'ordre du jour (67). En 1855, l'Académie se félicitait de la vente de 230.000 drains effectuée en un an par la tuilerie de Saint-Julien, vente qui avait permis de drainer 14 hectares de plus, ce qui portait à 77 hectares la superficie ainsi améliorée ! Des expériences prouvaient que le revenu d'un hectare était augmenté de 100 francs par cette opération qui absorbait un capital quatre fois plus élevé : il semblait donc que le placement fût merveilleux. Mais où le paysan aurait-il trouvé les fonds nécessaires ? Aussi ne faut-il pas s'étonner qu'en 1859, en dépit de l'aide administrative, il n'y ait eu que 1.200 hectares drainés. Tout progrès agricole risque d'être limité par la force de l'habitude : c'est ainsi que le maire de Rémilly, après avoir largement amélioré la mise en valeur des biens communaux de ce bourg, se vit intenter un procès par un percepteur révoqué qui trouva un appui dans une partie des habitants. Toute son administration fut suspectée, et le ministre dut le défendre du haut de la tribune du Corps législatif contre les attaques de Jules Favre, qui se trouva même amené à plaider à Metz contre ce maire libéral, partisan du progrès dans tous les domaines (68).

Enfin, parmi les améliorations que connut l'agriculture mosellane sous l'Empire, il en est une qui dépendait étroitement de l'administration. La culture du tabac, jadis pratiquée avec succès dans les domaines des prin-

(67) BLANC : *Le mouvement agricole en Moselle en 1855* (Mémoires de l'Académie, 1856). GUILLEMARD : *Mémoire sur quelques drainages exécutés à Hincange* (*Ibidem*, 1859).

(68) Un énorme dossier conservé dans A. N. F¹e III Moselle 16, permet d'épuiser la controverse entre Valette, soutenu par le préfet Jeanin, dont le libéralisme était connu, par les journaux de gauche de Metz, et le clan que dirigeaient le percepteur Dorat, le curé de Rémilly, avec l'appui de l'organe légitimiste du chef-lieu. Il était d'autant plus étrange de voir Jules Favre plaider contre Valette et l'administration le soutenir, que ce maire libéral n'avait jamais assisté au Te Deum du 15 août avant 1861 ! Encore s'y était-il rendu en chapeau de paille ! Voir *Moniteur Universel*, 19 juin 1861.

ces souverains, tel le comté de Créhange, était interdite depuis que Napoléon I^{er} avait créé la Régie. Les vœux du Conseil général n'avaient jamais été entendus quand, en 1855, grâce à l'influence du directeur général des Tabacs, le Messin Rolland, l'interdiction fut levée pour les arrondissements de Metz et de Sarreguemines (69). En quelques années on vit des centaines d'hectares plantés en tabac, une manufacture provisoire établie à Faulquemont jusqu'au jour où Metz reçut une usine définitive. La production atteignit en 1865 plus de 7.000 quintaux, récoltés par 2.900 cultivateurs, mais cette culture nécessitait une main d'œuvre trop abondante et les quantités livrées à l'administration descendirent de moitié au cours des années suivantes.

Quant aux débouchés de l'agriculture, ils étaient nettement plus avantageux à la veille de la guerre de 1870 qu'ils ne l'avaient été avant les traités de commerce de 1860 (70). La suppression de l'échelle mobile ne pouvait nuire au département, car l'importation des blés étrangers n'était possible que lorsque les prix indigènes dépassaient 22 francs le quintal, comme ils l'avaient fait en 1861. L'augmentation des rendements donnait à la Moselle la possibilité d'exporter le surplus de sa production, et le traité avec le Zollverein avait permis en 1865-1866 de vendre en Allemagne et en Belgique 400.000 quintaux de froment, ce qui avait maintenu le prix de l'hectolitre à 16 francs. Le nouveau régime commercial, concluait en 1867 la commission d'enquête, était donc nettement avantageux. Malgré la liberté d'importation, les prix du bétail avaient augmenté, grâce au développement de la consommation. D'autre part, les vins du Midi avaient trouvé à l'étranger de nouveaux débouchés, et ils concurrençaient moins qu'auparavant les vins du pays. Enfin les voies ferrées permettaient la vente des fruits, mirabelles de Metz, cerises de Thionville, à Paris, ainsi que l'expédition des œufs en Angleterre.

L'agriculture était donc plus prospère en Moselle sous le Second Empire que dans les périodes précédentes. La condition générale du paysan s'était améliorée, en dépit des bruits de crise que les débats parlementaires avaient amplifiés. Seuls quelques grands propriétaires regrettaient le temps où la main d'œuvre était surabondante, où à la loue des ouvriers agricoles, qui avait lieu à Metz le lendemain de Noël, sur la place d'Austerlitz, l'offre dépassait largement la demande. Ils regrettaient aussi les nouvelles habitudes d'indépendance du travailleur, l'augmentation du nombre des cabarets, les dépenses excessives des villes, les grands tra

(69) DIEU (S.): *La culture du tabac en Moselle* (Mémoires de l'Académie, 1860).

(70) *Enquête agricole de 1867*, question 147, 126, 136.

vaux qui leur paraissaient multipliés à l'excès. Il leur semblait que les campagnes étaient lésées, et cette impression créait dans l'opinion agricole un certain pessimisme, sans doute injustifié. Certes, l'ancien équilibre qui mettait au premier plan la fortune foncière, était rompu, et le développement industriel de la Moselle apparaissait plus triomphal que ses progrès agricoles. Ils n'en étaient pas moins réels : dès avant 1870 le département possédait 2.600 machines à battre, 15.000 charrues à avant-train en face de 850 charrues sans roues, 300 scarificateurs. On pouvait espérer ne jamais revoir les désastres qu'avaient été, surtout en Lorraine allemande, la grande disette de 1817, et celles, moins graves, de 1846 et de 1854 (71). Les chemins de fer rendaient leur retour impossible. Un fait ressort d'ailleurs de toutes les discussions que suscita l'enquête de 1867 : l'ancienne vie agricole, avec ses formes traditionnelles et immuables, était encore intacte sous la Restauration. Battue en brèche par une série de transformations, de progrès partiels, réalisés à des dates diverses et jamais unanimement, elle cédait de toutes parts, surtout depuis la fin de la Monarchie de Juillet, aux formes nouvelles qui devaient triompher sur toute la ligne, après 1870. C'est par là que le Second Empire apparaît comme une époque de transition, largement ouverte vers l'avenir. Mais il faut avouer que cette conclusion est encore plus vraie dans le domaine industriel, où le progrès est plus rapide, l'action plus concentrée, que dans le monde agricole, infiniment complexe dans un pays de petite propriété.

(71) Voir chapitre XXI, paragraphe 3.

CHAPITRE V.

LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE AVANT LES VOIES FERRÉES

I. — Les conditions générales

Dans sa session de l'an IX, le Conseil général de la Moselle, constatant combien faible était le commerce du département, se demandait si cette infériorité, d'autant plus sensible qu'elle contrastait avec l'activité de l'Alsace, tenait au caractère de la population. Il ajoutait sagement que seul l'avenir pourrait résoudre la question. Cinquante ans s'étaient écoulés depuis que ces appréciations pessimistes avaient été émises, lorsque le banquier Worms, dans une communication à l'Académie de Metz, signala l'abîme qui séparait la Moselle du Haut-Rhin, devenu par le textile un de nos premiers départements industriels (1) : lors de l'enquête de 1836, le premier comptait 60.000 ouvriers contre 13.000, 102 machines à vapeur contre 20. Si la Moselle possédait un plus grand nombre de patentes, il s'agissait de petits patentés, boutiquiers et artisans. La conclusion était un appel au progrès industriel : « La ville de Metz a perdu beaucoup de son importance et en perd encore tous les jours quelque nouvelle partie ; il n'y a de salut pour elle que dans l'industrie ».

De ces deux plaintes, la première était certainement fondée pour l'ensemble du département, la seconde ne l'était qu'au point de vue messin. Il est en effet certain que la Révolution n'avait point favorisé le développement industriel de la Moselle (2) : à l'exception des forges que les commandes de l'armée favorisaient, toutes les branches d'activité avaient souffert de la crise. La fabrication à domicile de toiles de chanvre, jadis si répandue dans les campagnes, commençait à décliner. A Metz, la production des flanelles et molletons, la chapellerie, la tannerie, étaient moins actives qu'avant 1789. L'industrie, et non l'agriculture, manquait de bras et de capitaux. Quand il le pouvait, l'ouvrier quittait la ville pour la campagne, où il était à peine moins payé et trouvait des ressources en

(1) WORMS (J.) : *Considérations statistiques sur la Moselle et le Haut-Rhin* (Mémoires de l'Académie, 1850).

(2) COLCHEN : *Mémoire statistique*. SCHMIDT (Ch.) : *Statistique industrielle de la Moselle en l'an V*. HOTTENGER (G.) : *La Lorraine économique au lendemain de la Révolution*.

nature. Dans le Mémoire statistique de l'an IX, Viville pouvait écrire « On ne peut citer aucune profession à laquelle on se soit adonné de préférence depuis la Révolution, si ce n'est celle de brasseur ou de fabricant d'eau de vie ». Alors qu'avant 1789 la fabrication de la bière était le privilège de trois fabricants en Lorraine, il se trouvait dix ans plus tard près de 200 brasseries, d'ailleurs minuscules, en Moselle, et la consommation de cette boisson commençait à se répandre dans le peuple.

Il faut d'ailleurs reconnaître que Metz, pas plus que les petites villes voisines, n'était au XVIII^e siècle un centre commercial fort animé. Le souvenir de la riche place de banque qu'elle avait été au moyen-âge était bien lointain, et l'émigration d'une partie de ses artisans lors de la révocation de l'Edit de Nantes avait achevé une décadence séculaire. Metz s'était habituée à vivre surtout par l'armée et elle était devenue une ville de boutiquiers. La vie n'y était pas chère, et la réputation de ses auberges était bien établie : Young s'était étonné de l'abondance de la table (3), et encore en 1806 un voyageur allemand s'émerveillait qu'on lui eût servi pour trois francs douze plats et une bouteille de Bourgogne ! (4). Thionville, Longwy, et même Sarreguemines, étaient des villes qu'aurait ruinées la disparition des garnisons, et la première partie du XIX^e siècle ne les vit guère changer de caractère.

Il est donc certain que la Moselle n'était à aucun degré un pays industriel ni commerçant. Il y existait au début du siècle un grand nombre d'activités qui faisaient vivre ceux des habitants qui n'étaient ni riches bourgeois, ni cultivateurs, mais l'étude des professions de boulanger, de bourrelier, de charron, de cordonnier, de maçon, de meunier ou de tailleur, échappe presque complètement au domaine de l'histoire. C'est la foule anonyme des petits patentés des villes et des campagnes, dont le nombre atteignait près de 20.000. Artisans dans leurs échoppes, commerçants dans leurs boutiques, ouvertes même le dimanche, employaient parfois quelques compagnons ou commis, mais plus souvent encore travaillaient seuls avec leur famille. Pour décrire cette activité partout répandue, il suffit de penser aux 680 moulins à eau que possédait le département, alignés sur toutes les rivières, chacun vivant de sa clientèle locale (5). Voici aussi les 450 charrons des villages, seuls fabricants des voitures rurales et des charrues — les boulangers qui pendant longtemps ne vendaient qu'aux bourgeois des villes ou des bourgs, puisque

(3) YOUNG (A.) : *Voyages en France*, traduction H. Sée (Colin), p. 333.

(4) BARBÉ (Jean-Julien) : *Le professeur Niemeyer dans le Pays Messin en 1806* (Pays Lorrain, 1920).

(5) A. D. Moselle, cartes et plans, n° 1.856. Carte hydrographique de la Moselle en 1863.

l'usage de cuire son pain se maintint dans les campagnes jusque sous le Second Empire — les mille cabaretiers, dont le nombre ne cessa d'augmenter en même temps que celui des cafés à Metz (6). Nulle évolution ne transforma ce monde complexe du petit commerce ou de l'artisanat, qui demeura, même après 1850, privé de toute organisation du type syndical, à l'exception de la boulangerie ou de la boucherie que l'administration, contrairement au principe de la liberté commerciale, continuait à réglementer étroitement, comme on le verra dans un chapitre ultérieur (7).

Pour achever ce rapide tableau, l'examen des listes électorales de la monarchie censitaire peut être intéressant (8). En 1833, sur un total de 1.600 électeurs, 450 environ étaient patentés, mais la grande majorité payait également, et même avant tout, l'impôt foncier. La moitié d'entre eux appartenait aux trois cantons de Metz, et les arrondissements de Briey et de Thionville n'en comptaient chacun qu'une cinquantaine. Beaucoup de patentés n'étaient taxés que pour de faibles sommes, et le nombre de ceux dont la profession industrielle ou commerciale entraînait une cote de 200 francs, n'était que de 90, dont 75 pour la seule ville de Metz. Dans le canton de Volmunster, le plus gros patenté était un marchand de bois qui payait 52 francs; dans celui de Rohrbach c'était un meunier. Il faudrait encore citer un tanneur à Morhange, un petit brasseur à Conflans, un meunier à Metzervisse, pour montrer combien la forme essentielle des activités non agricoles restait éloignée de la grande industrie. La prospérité de tous ces métiers fut d'ailleurs si certaine sous la Monarchie de Juillet que le nombre des patentés électeurs atteignit 750 en 1848; son augmentation avait été plus rapide que celle du nombre total des électeurs.

La prédominance des formes traditionnelles dans les entreprises commerciales et industrielles explique le faible rôle que jouait encore en Moselle le capital, presque tout entier placé en biens fonds. Il y avait bien à Metz quelques banquiers, tels Gabriel et Mathieu Simon, mais leur rayon d'action restait peu étendu, et leurs moyens n'auraient pu suffire aux besoins, en une autre place ou à une époque plus entreprenante. Il y avait aussi, depuis le Consulat, des agents de change, mais la fondation de la bourse, qu'avait pourtant prévue un arrêté consulaire, ne fut point réa-

(6) Voir les recensements du Second Empire. En 1853, dans les seules petites villes de plus de 2.000 habitants, près d'un tiers des ménages cuisait encore le pain à domicile. A. D. Moselle, 172 M 2.

(7) Chapitre XVI, paragraphe 4.

(8) A. D. Moselle, 16 M 1-17.

lisée (9). Les fortunes privées de quelques bourgeois, de quelques notaires, semblaient suffire aux besoins du pays. Ces capitaux n'étaient d'ailleurs employés que dans des entreprises sûres, car l'esprit d'aventure financier était étranger à la bourgeoisie messine. C'est seulement à la fin de la Monarchie de Juillet que des traits nouveaux apparurent, qui coïncidèrent avec la fondation à Metz d'une succursale de la Banque de France (10).

Quant à la main d'œuvre employée dans les petites industries traditionnelles, elle se montrait en Moselle d'une facilité exemplaire. Ces travailleurs dispersés semblent avoir ignoré le compagnonnage et la grève. Les salaires restaient bas, variant selon la difficulté du métier entre un franc et deux francs 50 pour des journées de onze et douze heures (11). Les femmes étaient encore moins payées. La tendance à la hausse était insensible. Même à Metz, la plupart des salariés se contentaient d'un gain quotidien de 1 franc 50. Ils étaient disciplinés et soumis, satisfaits de s'évader de leur vie monotone par quelques beuveries, notamment le jour de leur fête patronale, qu'une messe corporative — par exemple celle des tanneurs, à la Saint-Simon — soulignait encore sous la Restauration. L'apprentissage n'était point organisé et le jeune garçon avait souvent à payer le maître qui le formait. Dans les campagnes, dans les bourgs où se trouvaient les forges, l'ouvrier possédait presque toujours un lopin de terre qui l'aidait à nourrir sa famille. Il se montrait respectueux du patron, votant pour lui s'il se présentait aux élections — notamment en 1848 — et l'on a pu écrire que les vieux ouvriers d'Hayange se souviennent encore du temps où il était inutile de se présenter chez les de Wendel sans être muni d'un certificat de bonne vie et mœurs du curé de son village (12). Dans cette Lorraine aujourd'hui envahie par un prolétariat où dominent les éléments étrangers, la situation de l'ancienne industrie nous semble le témoignage d'une civilisation presque patriarcale.

Même à Metz, toute forme d'opposition sociale et corporative paraît avoir été ignorée par les ouvriers, qui ne manquaient pas au contraire, surtout au lendemain de 1830, de se mêler aux vives agitations politiques de la

(9) Arrêté des Consuls du 25 pluviôse au X. A. D. Moselle, 263 M 1.

(10) Une succursale de la Banque de France fut établie à Metz par un arrêté de septembre 1848.

(11) A. D. Moselle, 262 M 1. LEVASSEUR: *Histoire des classes ouvrières*, tome II, p. 320, donne une statistique de 1848 dont l'original est aux archives de la Chambre des députés.

(12) SOMME (A.): *La Lorraine métallurgique*, p. III.

cité. Un exemple le montrera (13) : en novembre 1833 des compagnons tailleurs se réunirent dans une brasserie pour organiser, à l'instigation d'un meneur venu de Strasbourg, une coalition en vue de la hausse des salaires. Le lendemain, une soixantaine de leurs camarades, abandonnant les ateliers, tinrent une réunion générale dans une auberge, et il fut convenu que l'acte de coalition serait signé de tous. Mais le commissaire de police survint, montra aux ouvriers l'illégalité de leur conduite ; ils s'excusèrent de leur ignorance et reprirent aussitôt le travail. Il est vrai que quelques jours après, quatre ouvriers cordiers, qui s'étaient concertés pour résister à une diminution de salaire, furent déférés au procureur du roi : une législation aussi sévère rendait la résistance bien difficile dans un pays de petits ateliers.

D'autres faits indiquent qu'à Metz les conceptions commerciales n'étaient pas plus avancées que les idées de solidarité ouvrière. En février 1840, un israélite, Lewit, régulièrement patenté pour le commerce des nouveautés, vit la foule se presser dans les deux boutiques qu'il avait ouvertes devant la cathédrale et rue Fournirue (14) : il avait annoncé par affiches multicolores, par prospectus, qu'il vendrait meilleur marché qu'on ne l'avait jamais fait à Metz, et ses étalages somptueux étonnèrent les clients accoutumés à la parcimonie messine. Le commerce de la ville se plaignit de ces négociants, à demi-colporteurs, qui profitaient d'occasions en achetant à Paris, lors des faillites, et le maire prit prétexte de troubles sans gravité qui éclatèrent chez Lewit, en raison même de l'affluence, pour lui prescrire par arrêté de fermer ses boutiques. Si douteux que fût la légalité de cette mesure, le préfet ne la ratifia pas moins, appuyant sa décision sur le fait que Lewit, qui avait également ouvert un magasin à Nancy, n'était pas réellement domicilié à Metz. Deux mois plus tard, le maire l'autorisa à vendre à la foire, puis à rouvrir ses boutiques, à condition d'éviter toute manifestation extérieure. Cette conclusion permit au préfet de prier le ministre, qui avait été saisi de l'affaire, de ne point examiner quant au fond l'arrêté du maire, de laisser sans solution le débat qui pouvait s'élever au sujet de la liberté commerciale, grand principe souvent peu respecté. Dans le même ordre d'idées, en 1844, la venue à Metz d'un marchand d'habits confectionnés qui s'installa à l'hôtel de la Poste, rue des Clercs, souleva une vive émotion parmi les ouvriers tailleurs qui pillèrent le magasin (15). Quelques arrestations réprimèrent le désordre, mais la vente cessa. Ces exemples montrent qu'à la fin de la Monarchie de Juillet, le chef-lieu de la Moselle, et à plus forte

(13) A. Metz, I I 31-71.

(14) A. D. Moselle, 262 M 1.

(15) *Indépendant*, 22 novembre et 4 décembre 1844.

raison l'ensemble du département, vivaient encore dans le respect instinctif des anciennes habitudes économiques.

II. — Les ambitions commerciales de Metz

Il serait quand même inexact de croire que l'activité de Metz et de la Moselle resta limitée pendant la première moitié du XIX^e siècle à ces mille métiers anonymes que l'on retrouve partout, avec leurs échoppes, leurs boutiques ou leurs minuscules ateliers. Ils étaient l'essentiel quant aux nombres de bras employés, mais ils ne retiennent pas longtemps l'attention de l'observateur : l'avenir réservé aux forges, aux faïenceries et aux verreries, oblige au contraire de les étudier plus longuement. D'autre part, si Metz vivait avant tout de son commerce de détail, de sa garnison et des paysans attirés par les étalages de la ville, elle n'était pas sans avoir eu un rêve d'avenir commercial, rêve toujours déçu. Dès l'an IX, le Conseil général observait que dans l'immense empire français nulle ville n'était mieux placée pour servir d'entrepôt entre le Nord et le Midi, entre la Hollande et l'Allemagne d'une part et les pays méditerranéens de l'autre. Avant la Révolution, l'existence de douanes intérieures, de péages, le fait que Metz et la Lorraine étaient pays à l'instar de l'étranger effectif, avaient entravé ce grand dessein auquel la Société royale des Lettres et des Arts — la future Académie du XIX^e siècle — et l'intendant Calonne avaient songé. Un voyage de découverte sur la Moselle inférieure avait même été entrepris en 1769 pour étudier les conditions de la navigation, et il en était résulté la gravure d'une magnifique carte (16).

La suppression des douanes intérieures, l'acquisition de la frontière du Rhin, qui fut si nettement avantageuse à Metz, permettaient de mieux augurer de l'avenir : ne serait-il pas facile d'unir la Saône à la Moselle, et intéressant de préférer cette voie à celle du Rhin ? Mais Napoléon I^{er} n'accorda point la liberté de navigation sur le grand fleuve : Cologne et Mayence demeurèrent villes d'étape, avec obligation pour les bateaux d'y rompre charge, à l'exception de ceux qui se rendaient à Strasbourg, et des péages subsistèrent sur la basse Moselle. Metz se plaignit vivement de ces restrictions, des avantages accordés à la métropole alsacienne, mais malgré quelques paroles d'espoir tombées de la bouche de Sa Majesté, lors d'un de ses voyages, elle n'obtint nulle modification au régime. L'a-

(16) A. D. Moselle, cartes et plans, n° 970. *La Chambre de commerce de Metz*, p. 17 et ss.

chèvement du sas de Metz, terminé en 1810, facilita évidemment le passage des bateaux de la basse Moselle à la moyenne, mais comme la rivière était encore plus difficilement navigable en amont qu'en aval, l'intérêt commercial de cette innovation fut assez médiocre (17).

C'est pourtant par la voie d'eau que commençait sous l'Empire à se développer une importation nouvelle, celle des houilles de la Sarre, qui descendaient cette rivière jusqu'à son confluent avec la Moselle, qu'elles remontaient ensuite. Avant l'année 1800 le combustible minéral n'était connu à Metz que de nom, lorsque Thomas et Worms, seuls concessionnaires des mines, en établirent un dépôt dans l'île Chambière. Le Conseil général, très soucieux alors de la rareté du bois, de sa cherté, s'intéressa à cette tentative, et décida l'impression d'un mémoire dialogué que le citoyen Thomas avait rédigé pour convaincre ses compatriotes des avantages de la houille (18). La consommation augmenta lentement, et en 1806 elle atteignait 50.000 quintaux pour la région, dont le cinquième était utilisé par les forges d'Hayange, qui marchaient ainsi en tête du progrès. Mais les salines de Dieuze consommaient à cette époque beaucoup plus de houille que les forges, environ 150.000 quintaux, la partie la plus importante de l'exportation sarroise (19). On s'explique donc que, dès 1806, un décret impérial ait prescrit la construction d'un canal des Salines, qui fut effectivement commencé, que les événements de 1815 empêchèrent d'achever et dont, après plus d'un siècle, les déblais sont encore visibles. C'est donc par voie de terre que se faisait la plus grande partie de l'exportation des houilles sarroises, et dès lors les paysans de la Lorraine allemande prirent l'habitude, que les agronomes jugeaient funeste aux progrès des cultures, d'utiliser leurs voitures à ce trafic profitable, qui mit naturellement à mal les routes du pays (20).

Mais la naissance de ces nouveaux courants d'échange ne put satisfaire l'ambition messine. Constatant que le commerce de commission, complètement ignoré avant la Révolution, s'était développé dans leur ville, des Messins revenaient à leur rêve d'unir dans leurs mains le Nord et le Midi. Mais le retour aux anciennes frontières, la proximité de la ligne des douanes, avaient profondément modifié la situation: on vit, au début de la Restauration, Metz tenter de devenir une sorte de port franc qui aurait déversé en France les denrées coloniales importées par la Hollande, par le Rhin et par la Moselle. On s'y plaignit des faveurs accordées aux ports de mer, d'autant plus que l'impulsion qu'avaient amenée

(17) Conseil général, an X à 1810.

(18) *Indépendant*, 29 août 1845.

(19) CAPOT-REY (R.): *Quand la Sarre était française*, chapitre V.

(20) A. D. Moselle, 262 M 1.

le ravitaillement des armées et la facile exportation des vins du pays vers l'Allemagne, avait pris fin, et que le commerce se retrouvait dans un marasme presque complet. Le Conseil général se plaisait à imaginer toutes sortes de mirifiques liaisons par canaux, qui furent effectivement réalisées un jour, mais quand cinquante ans — ou plus — se furent écoulés. Un négociant plus entreprenant que ne l'étaient la plupart des Messins, Chédeaux, proposa alors d'établir à Metz une foire européenne. Le projet, vivement recommandé par le Conseil général, n'eut naturellement aucune suite (21).

Son auteur se rejeta alors sur l'idée de doter Metz d'un entrepôt qui permettrait d'y grouper des marchandises destinées à être réexportées sans avoir eu à payer de droits de douanes. Chédeaux ne faisait d'ailleurs que reprendre une idée que le Conseil général avait soutenue dès 1814, quand la réouverture des frontières maritimes avait bouleversé la situation, au détriment de Metz et de biens des villes de l'Est, à l'avantage des ports. L'assemblée départementale avait même envoyé, d'accord avec la Chambre de commerce, une députation à Paris en 1817 et le gouvernement avait temporairement concédé aux commerçants de Metz le droit de revendre, sous le régime des acquits à caution, les marchandises coloniales importées par Le Havre (22). Enfin, en 1832, Chédeaux, devenu maire, obtint la fondation de l'entrepôt réel qu'il désirait, et qui fut installé dans le pavillon de la Douane, à côté du théâtre. Le budget municipal eut la charge des frais d'entretien et de gardiennage. Mais la mort du grand négociant qui concentrait en ses mains presque tout le commerce de commission de Metz, suspendit l'essor de l'entrepôt, et la presse locale se fit l'écho des vives attaques qui furent dirigées, au sein du Conseil municipal, contre une institution que l'on disait onéreuse à la ville pour le bénéfice de la maison Chédeaux (23). Pourtant les quantités de marchandises entreposées se relevèrent peu à peu, atteignant 600 tonnes en 1839, 1.200 en 1841, dont 150 étaient vendues à l'étranger. Ces marchandises valaient alors sept millions de francs et consistaient en cuirs, laines, café et indigo (24). Sans avoir réussi à faire de Metz une grande place de commerce, la tentative n'en était pas moins intéressante et digne d'être poursuivie.

(21) Chédeaux a proposé la création d'un port franc dès le 3 mai 1814 (Conseil municipal, 3 mai 1814). Voir son Mémoire en faveur d'une foire européenne. Mémoires de l'Académie, 1823. *La Chambre de commerce*, p. 49.

(22) *Journal de la Moselle*, 10 février 1817.

(23) Conseil municipal, 20 janvier 1832. *La Chambre de commerce*, p. 15 et ss.

(24) *Indépendant*, 17 janvier 1842.

III. — Les courants d'échange

Deux voies principales s'offraient au commerce de Metz, celle de terre par les bureaux de douane de Forbach et de Sarreguemines, seuls ouverts au transit des marchandises, celle de la Moselle, par Sierck (25). Le développement du trafic sur le fleuve fut un des traits caractéristiques de la première moitié du XIX^e siècle (26). Il était presque insignifiant vers 1815, et jusqu'en 1823 les houilles de la Sarre ne remontaient jamais au delà de Metz. Elles formaient d'ailleurs l'essentiel du transport : leur importation par voie d'eau n'excédait pas 5.000 tonnes en 1806 ; vingt ans après, le poids de combustible minéral qui remontait la Moselle jusqu'à Metz, ou mieux encore jusqu'au port d'Uckange qui desservait les forges d'Hayange et de Moyeuvre, atteignait 11.000 tonnes. En 1833, il s'élevait à 24.000 tonnes et, vers la fin de la Monarchie de Juillet, à 70.000. Dans l'ensemble, ces chiffres représentaient un peu moins du tiers du tonnage total de houille importé dans le département, tonnage qui était passé de 60.000 tonnes en 1830 à 200.000 vers 1848. La plus grande quantité de ces importations, plus de la moitié, était débarquée à Thionville ou à Uckange ; une partie était destinée à la consommation messine, et le reste, souvent une vingtaine de milliers de tonnes à la fin de la période envisagée, remontant en amont, atteignait Pont-à-Mousson d'où le roulage se chargeait du transport vers les forges de Champagne.

Mais la houille n'était pas le seul objet du trafic fluvial : en amont de Metz, la Moselle voyait descendre des Vosges des trains de bois, planches, bois de construction ou de chauffage, dont une partie continuait vers l'aval. Elle voyait aussi transporter quelques milliers de tonnes de marchandises diverses entre Pont-à-Mousson et Metz, mais ce trafic ne cessa de diminuer : son recul s'explique aisément du fait que l'état des routes alla sans cesse en s'améliorant, et que d'autre part les travaux de rectification du cours de la Moselle, réalisés sous la Monarchie de Juillet, ne le furent qu'entre Sierck et la Lobe, à l'entrée du département de la Meurthe, à mi-distance de Metz et de Pont-à-Mousson. Quant à la remontée des bateaux jusqu'à Nancy, ou même jusqu'à Frouard, elle demeurerait absolument exceptionnelle.

(25) C'est seulement en 1824 que le bureau de Sarreguemines fut ouvert au transit.

(26) LEMASSON et LE JOINDRÉ : *La navigation de la Moselle* (Mémoires de l'Académie, 1835). De nombreux documents émanant de ces mêmes ingénieurs sont dans A. D. Moselle, 2 S. Les journaux locaux donnent souvent des détails sur l'activité du port Chambière.

C'est donc en aval de Metz que, pour les houilles comme pour le reste, se faisait l'essentiel du trafic. Mais tandis que le transport du combustible se développait, celui des marchandises diverses resta sensiblement stationnaire, aux environs de 4.000 à 5.000 tonnes, tant à la descente qu'à la montée. C'était bien peu de chose en face des 70.000 tonnes de houille. On voyait néanmoins embarquer, au port Chambière de Metz, des garances d'Avignon, des huiles d'olive, des chardons de Florence, des vins du Midi, et l'on y voyait arriver d'Allemagne des chargements de terre de pipe, de quincaillerie, de mine de plomb, d'acier en barres, que l'on réexpédiait par roulage vers Paris ou Lyon. On vit aussi arriver à Metz, du moins en période de disette, des blés étrangers — ou parfois en partir des grains qu'exportait le département. D'autre part, Sierck envoyait par voie fluviale ses pavés, utilisés pour les rues de la ville, ainsi que Kœnigsmacker son plâtre. Enfin Uckange expédiait quelques centaines de tonnes de minerai de fer à destination des forges de la Quint, situées sur la Moselle même, en aval de Trèves. Le tonnage importé n'en dépassait pas moins de beaucoup le chiffre des exportations, par le fait qu'aucune contre-partie ne pouvait équilibrer les houilles : la plupart des bateaux descendaient donc à vide.

Ce trafic, environ trois fois moins actif que celui qui animait alors le canal du Midi, apparaît d'autant plus étrange que la Moselle n'est plus navigable aujourd'hui. Il existe bien, en amont de Metz, un canal latéral, construit aux environs de 1870, mais en aval le fleuve, avec ses tirants d'eau de 60 centimètres, n'est sillonné d'aucun bateau. Ce n'est pourtant pas que son régime ait changé depuis un siècle, mais avant les voies ferrées le commerce n'hésitait pas à utiliser des cours d'eaux médiocres, tant les prix de roulage étaient élevés. Le transport d'une tonne revenait par voie de terre à 17 centimes le kilomètre, contre 6 centimes par voie d'eau, et même 4 après que le cours de la Moselle eût été amélioré. Ces chiffres expliquent que le port Chambière, aujourd'hui désert, ait pu être jadis un foyer d'activité. Le trafic se faisait par des bateaux d'une vingtaine de mètres de long, tirant 35 centimètres à vide, et capables de porter 85 tonnes. Ils allaient par trois, hâlés par des attelages de six à douze chevaux. A la remontée, le trajet de Coblenz à Trèves demandait une semaine ; il fallait cinq à six jours pour aller de Trèves à Metz et encore trois jours pour gagner Pont-à-Mousson. Les basses eaux ou les crues arrêtaient le trafic environ trois ou quatre mois par an. Le transport était assuré surtout par des bateliers prussiens, dont Sarrebourg était le principal port d'attache ; en général les français allaient seulement chercher la houille à Uckange et l'amenaient à Metz et à Pont-à-Mousson. Quant aux trains de bois flottés, ils descendaient de

Raon-l'Étape, suivant la Meurthe jusqu'à son confluent avec la Moselle. Il s'en formait encore plus de 200 chaque année, dont une quarantaine seulement dépassaient Uckange et Metz. Si le rêve messin de voir arriver à Chambière les denrées coloniales débarquées à Amsterdam n'était point réalisé — ni réalisable sans porter atteinte au commerce du Havre — la navigation de la Moselle n'en avait pas moins pris vers 1848 une importance notable. Des pourparlers étaient en cours avec la Prusse pour obtenir un règlement international du trafic du fleuve, conformément à une clause des traités de Vienne dont l'application avait été fort retardée (27).

En même temps que l'importance de la navigation fluviale se développait sans cesse, le roulage avait vu tripler sous la Monarchie de Juillet les chiffres de ses transports (28). Pour le commerce lointain, les principales directions étaient celles de Paris et de Mayence, que l'on atteignait en une semaine environ, avec une forte diminution dans la durée du trajet vers la capitale pour le roulage accéléré. Mais, en ce domaine comme en celui de la batellerie, les houilles de la Sarre à destination des départements de l'Est formèrent toujours l'essentiel. On peut estimer que vers 1845 les routes les plus animées étaient celles de Paris à Metz par Verdun, avec un trafic de 25.000 à 30.000 tonnes par an, de Metz à Sarrebruck avec un trafic au moins égal sur l'ensemble du trajet, très supérieur sur la section de Forbach à Saint-Avold. La route Metz-Nancy avait un mouvement de 35.000 tonnes; celles de Strasbourg par Dieuze et par Saint-Avold se partageaient par moitié le trafic vers l'Alsace, dont le total n'atteignait pas 10.000 tonnes. Il va de soi que la route qui d'Uckange mène vers Longwy et les forges du nord-ouest du département, était une des plus animées de la région. Ces chiffres ne tiennent naturellement pas compte du transport à courte distance des produits agricoles vers les villes, qui explique que le trafic local ait été considérable dans la banlieue de Metz, qu'il ait pu atteindre 90.000 tonnes sur la route de Moulin au chef-lieu. Les chemins qui de Sarreguemines et de Saint-Avold mènent à Dieuze, c'est-à-dire aux salines, et à Sarralbe, vers l'Alsace, étaient également animés par un trafic considérable, d'au moins 20.000 tonnes, dont les houilles constituaient l'essentiel. La voie qui joint Sarreguemines au Bas-Rhin par Bitche était nettement moins active.

On a vu que vers la fin de la Monarchie de Juillet l'importation des houilles de la Sarre s'élevait environ à 200.000 tonnes par an, représentant le tiers de la production du bassin, et que 130.000 tonnes étaient amenées

(27) Conseil général, 4 septembre 1844.

(28) A. D. Moselle, 2 S 258.

par voie de terre. Environ 25.000 tonnes entraient par Boulay et Bouzonville, la majeure partie de ces houilles étant destinée à Metz ; 45.000 tonnes arrivaient par Forbach, moitié pour Dieuze et Château-Salins, un tiers pour Metz et le reste pour la consommation du pays frontière ; plus de 50.000 tonnes étaient importées par Sarreguemines, qui en consommait un cinquième et envoyait le reste vers le Bas-Rhin et vers Dieuze. Bitche en introduisait seulement 2.500 tonnes, à destination de l'Alsace. Ce trafic était certes intéressant pour les rouliers, pour les paysans de la Lorraine allemande qui y employaient leurs attelages, mais l'importation des houilles restait le monopole de quelques maisons de commerce de Metz et ne formait nullement un négoce généralisé capable de faire de la ville autre chose qu'un centre de boutiques.

Le transport des voyageurs était au contraire une activité fort complexe, dispersée aux mains de nombreuses entreprises concurrentes ; elles se multiplièrent avec l'augmentation du trafic, qui tripla entre 1830 et 1848 (29). Vers la fin de la Monarchie de Juillet, il n'existait pas moins de cinq compagnies pour le transport de Metz à Paris ; les Messageries royales, Laffite et Caillard, en étaient les plus connues parce qu'elles s'étendaient à toute la France, mais des maisons messines, Jacob, Lippmann, les concurrençaient. Le trafic vers l'Allemagne se faisait essentiellement par les Messageries royales, la malle-poste, Laffite et Caillard, qui empruntaient respectivement les directions de Sarrelouis, de Forbach et de Sarreguemines, pour continuer ensuite sur Mayence. Une dizaine d'entreprises locales assuraient la liaison avec toutes les petites villes de la frontière. Metz-Nancy se partageait entre six concurrents, Metz-Thionville-Luxembourg entre cinq. On comprend à l'examen de ces chiffres que la place de Chambre, centre du trafic messin des diligences, ait été fort animée. Il s'ajoutait d'ailleurs à ces transports essentiels et réguliers de nombreux services d'intérêt local, assurés par les rouliers qui de telle auberge de la rue des Allemands partaient pour Boulay, Bouzonville, Faulquemont, ou de tel hôtel du quartier Saint-Vincent gagnaient Briey ou Longuyon.

Vers la fin de la Monarchie de Juillet, au moment où le transport des voyageurs avait atteint la plus grande activité qu'il connut avant les voies ferrées, voici qu'elles étaient les principales directions du trafic en Moselle : la route Metz-Paris voyait par an plus de 40.000 voyageurs ; de Metz à Nancy les voitures publiques transportaient 45.000 personnes contre seulement 12.000 dans la direction de Strasbourg. De Metz à

(29) *Ibidem*. Voir les *Annuaire de Verronnais*. A. D. Moselle, cartes et plans, n° 938 : carte de la Moselle avec les relais de poste (1844).

Thionville, avec prolongement vers Luxembourg, circulaient 50.000 voyageurs. Le trafic vers l'Allemagne se répartissait entre les directions de Sarrelouis, avec 15.000 personnes, de Sarrebruck et de Sarreguemines qui comptaient respectivement 10.000 et 13.000 voyageurs. La route de Metz à Longwy, avec prolongement vers Bruxelles, était parcourue par 7.000 passagers, celle de Briey-Longuyon-Sedan par 15.000. Mais naturellement la plupart des usagers des diligences descendaient en cours de route, et le trafic local dépassait largement le trafic à longue distance. Pour compléter ce tableau, il faut indiquer la fréquence des départs : il y en avait neuf par jour pour Paris, quatre pour Strasbourg, six pour Mayence, deux pour Bruxelles, Sedan et Luxembourg. Ces chiffres étaient bien faibles en comparaison de ceux du trafic à courte distance, des seize départs quotidiens pour Nancy, des dix-huit à destination de Thionville. Pour l'activité messine, l'essentiel était le transit des voyageurs qui se rendaient de Paris à Mayence : beaucoup étaient riches, tels des attachés d'ambassade de toutes nationalités, des Allemands ou des Russes porteurs des plus beaux noms aristocratiques (30). Cette clientèle internationale fit longtemps la fortune des hôtels messins, hôtel du Nord, hôtel de l'Europe, mais elle commença à se raréfier dès la construction de la voie ferrée Bruxelles-Cologne, qui détourna de l'ancienne route le trafic de l'Allemagne du Nord. Déjà à la fin de la Monarchie de Juillet, la décadence était sensible (31).

Le transport des voyageurs faisait vivre non seulement les entrepreneurs de messageries établis à Metz ou dans les petites villes, mais encore les maîtres de poste qui tenaient les relais sur les principales routes. Sur la voie de Paris à Mayence par exemple, on en trouvait successivement à Mars-la-Tour, Gravelotte, et, au delà de Metz, à Courcelles-Chaussy, Fouligny, Saint-Avoid et Forbach. Au total une vingtaine de relais suffisaient pour les routes royales de la Moselle, les seules que parcourussent des services réguliers. La distance de l'un à l'autre variait de 10 à 15 kilomètres. Il faut rappeler aussi qu'un certain nombre de maisons installées à Sierck, à Sarreguemines, et surtout à Forbach, vivaient du passage des émigrants allemands qui traversaient la France par convois pour gagner Le Havre et l'Amérique : il n'était pas rare de les voir passer à Metz, avec leurs chariots et leurs familles, parfois au nombre de 200 personnes (32).

(30) C'est ainsi que sous la Restauration on vit à Metz : M. de la Ferronnays allant à Saint-Pétersbourg, le duc de Saxe-Cobourg, le prince de Metternich allant à Paris, le roi de Prusse voyageant incognito, Don Miguel (1823 à 1825).

(31) *Indépendant*, 10 juillet 1840.

(32) Cf. chapitre I, p. 20.

Le transport des voyageurs n'était pas sans avoir réalisé de notables progrès sous la Restauration et la Monarchie de Juillet. La malle-poste, qui en plus du courrier pouvait accepter deux passagers, avait fini par ne plus mettre que 24 heures de Paris à Metz, par arriver le soir et ne plus rester qu'une nuit en route. Les diligences, munies de coupés à partir de 1822, arrivèrent à accomplir en 30 heures le trajet Metz-Paris qui nécessitait encore 36 heures en 1843, 42 vers 1830 et 50 en 1813 (33). Leur service était quotidien depuis 1823 et c'est à partir de 1834 que les voyageurs ne restèrent plus qu'une nuit en route entre le Palais Français et la rue Notre-Dame des Victoires. Vers la même époque les diligences furent chauffées l'hiver et leurs usagers n'eurent plus besoin d'emporter avec eux un cruchon pour éviter de trop souffrir du froid. Les prix baissèrent par suite des progrès réalisés et de la concurrence, surtout vive sur le trajet Metz-Nancy dont les maîtres de poste cherchaient à avoir le monopole en éliminant leurs rivaux par un véritable « dumping », qui explique qu'on put quelquefois aller d'une ville à l'autre pour 1 fr. 50. Le parcours du chef-lieu de la Moselle à la capitale finit par coûter de 40 à 22 francs selon que le voyageur choisissait sa place dans le coupé, l'intérieur, la rotonde ou sur la banquette. On pouvait gagner Thionville pour 1 fr. 25, Longwy pour six francs, Strasbourg pour 15, Forbach pour trois. Les prix n'étaient pas rigoureusement proportionnels aux distances, mais dépendaient des directions et de l'intensité du trafic ; ils étaient parfois moins élevés l'hiver que l'été.

Les dernières années de la Monarchie de Juillet virent l'introduction d'un nouveau mode de transport des voyageurs, l'apparition de bateaux à vapeur sur la Moselle. Déjà en 1824 un Messin en avait construit un à Chambière ; il le destinait au trafic de Coblentz, mais la tentative ne réussit point, faute de moyens techniques suffisants (34). Elle ne fut reprise qu'en 1839, sur l'initiative de quelques Messins parmi lesquels on remarquait le commandant Landormy qui avait déjà rêvé de doter sa ville natale, dès la Restauration, de l'éclairage au gaz (35). Des constructeurs parisiens lancèrent donc sur la Moselle le vapeur « Ville de Metz » qui fut baptisé devant la Préfecture, en présence d'une foule immense, par le curé de Saint-Vincent. Il mesurait trente mètres de long, quatre de large, et sa machine développait une puissance de quarante chevaux : il parvint à remonter de Trèves à Metz en quatorze heures de navigation,

(33) *Les anciennes voitures publiques de Metz à Paris* (Croix de Lorraine, 1892-1893).

(34) *Journal de la Moselle*, 28 septembre 1824.

(35) *Indépendant*, 21 octobre, 25 octobre, 18 novembre, 11 décembre, 20 décembre 1839. 24 avril 1840.

arrêts déduits, mais il fallut bientôt constater que sa machine était trop faible. C'est alors qu'en 1840 intervint la Compagnie des vapeurs inexplosibles — on craignait beaucoup les catastrophes et ce titre était destiné à rassurer les passagers (36) —. Elle avait été fondée par M. de la Rochejaquelin, et eut comme représentant à Metz M. de Rességuier. Elle envoya de Nantes à Metz, en passant par Paris, l'Oise, les canaux belges, le Rhin et la Moselle, le vapeur « l'Austrasien », dont le nom était un programme. Béni par le clergé au Jardin d'Amour, il emmena les autorités faire une promenade à Moulins, fit le trajet de Metz à Nancy. Puis la « Providence » fut bénie à Thionville, et des services réguliers commencèrent à fonctionner vers Trèves et vers Nancy à partir de 1841. La réussite fut immédiate, surtout dans la direction de Nancy où, dès 1843, on signalait que le nombre des passagers entre Metz et Champigneulle s'était élevé à 27.000. Si la circulation était moins considérable entre Metz et Trèves, les vapeurs n'en relièrent pas moins pour la première fois deux villes que n'unissait aucun service régulier de diligences, et les bateaux qui circulaient de Trèves à Coblenz permirent de gagner le Rhin et ses villes d'eaux, Ems surtout, plus commodément qu'on n'avait pu le faire jusqu'alors.

Dans l'ensemble, Metz était parvenue à devenir le centre d'un trafic assez important de voyageurs et de marchandises. Ses rêves de grand développement commercial semblaient oubliés depuis la mort de Chédeaux, et elle se contentait de ce qu'elle avait acquis par le roulage, les diligences et la navigation de la Moselle. On espérait pourtant en 1841 que le traité commercial du 25 juillet 1840 activerait le trafic avec la Hollande (37). A tort ou à raison, un esprit fort conservateur animait ses classes dirigeantes, du moins en matière économique. La Chambre de commerce de Metz ne s'était pourtant pas prononcée contre le projet d'union douanière avec la Belgique, qu'elle croyait conforme aux intérêts du département, mais l'unanimité était loin d'être réalisée autour de cette question (38) : les maîtres de forges déclaraient que l'union les ruinerait, et la maison Chédeaux montrait qu'elle serait un coup mortel pour le transit entre la France et l'Allemagne. Metz redoutait surtout d'être privée d'une partie de son activité commerciale par les voies ferrées, dont le tracé risquait de ne pas correspondre à ses désirs. Sa situation n'était déjà pas fort brillante, et elle craignait le pire ! C'est pourquoi on peut

(36) *Ibidem*, 27 juillet, 24 août, 2 octobre 1840. 10 et 15 mars 1841.

(37) *Ibidem*, 13 août 1841. Appel de la Chambre de commerce qui souhaitait le transbordement des marchandises hollandaises à Coblenz.

(38) *Ibidem*, 9, 11, 14 novembre ; 16, 22 décembre 1842. *La Chambre de commerce*, p. 74.

considérer que l'avis exprimé par le préfet Germeau, lors de la session du Conseil général de 1842, correspondait aux inquiétudes de ses administrés : « Nul ne peut dire quel sera l'avenir des chemins de fer ; selon des opinions fort soutenables, si l'on eût employé au perfectionnement des voies anciennes les fonds que va coûter l'immense réseau de fer qui va sillonner la France, on eût obtenu des avantages plus sûrs, plus également partagés, on eût surtout évité l'immense perturbation qui doit nécessairement en résulter dans les relations et les intérêts existants ».

IV. — Les industries,'secondaires

Quoique le département de la Moselle ni son chef-lieu n'aient jamais passé pour fort industriels pendant la première moitié du XIX^e siècle, un certain nombre de leurs activités méritent d'être mentionnées, même en reléguant dans un autre paragraphe les forges, les verreries et les faïenceries. Il faut d'ailleurs observer qu'à l'exception de ces trois dernières, la plupart ont décliné depuis un siècle et que le souvenir même en est parfois perdu. Ces diverses industries utilisaient le plus souvent la force des cours d'eaux ou celle des hommes, et les machines à vapeur restèrent rares en Moselle au cours de la période qu'étudie ce chapitre (39). Les premières parurent entre 1820 et 1825 : à cette date, elles étaient au nombre de huit, développant une force de 37 chevaux. En 1832, leur nombre ne s'élevait encore qu'à onze ; il était de 16 en 1841. A la fin du règne de Louis-Philippe, on trouvait en Moselle 48 machines, d'une puissance de 800 chevaux. Sur ce nombre, 18 machines appartenaient aux forges, et représentaient près de 600 chevaux, car c'est dans cette branche qu'on rencontrait les types les plus puissants, telle machine de Moyeuivre atteignant déjà 60 chevaux. Le reste était partagé entre des moulins et des filatures. Quelques unes avaient été construites à Metz même par le mécanicien Glavet, qui en 1825 avait déjà réalisé dans ses propres ateliers une machine, dont la puissance, il est vrai, n'excédait pas un cheval !

De toutes les anciennes industries qui animèrent le département de la Moselle, la plus complètement déchue est certainement le textile (40). Il y

(39) A. D. Moselle, 143 M 1 et 144 M. La première machine à vapeur qu'ait connue la Moselle fonctionna en 1821 dans la filature Collin-Comble, à Vaux, à 2 lieues au sud-ouest de Metz.

(40) Les renseignements concernant les anciennes industries de la Moselle sont extraits des documents suivants : A. D. Moselle, 227 M (Statistique de

avait jadis dans l'arrondissement de Sarreguemines de nombreux métiers répartis dans les campagnes, et pendant l'hiver des milliers de paysans tissaient des toiles de chanvre. Une partie de la production servait à leurs propres besoins, le reste était centralisé par le commerce messin, et surtout par la maison Dorr ; on en fabriquait des chemises grossières pour l'armée et les colonies, et l'exportation en était facile avant la Révolution. Mais jamais cette industrie rurale ne recouvra son ancienne prospérité. Surtout à partir de la Monarchie de Juillet, les conditions nouvelles des adjudications militaires, en favorisant les entreprises d'un type plus considérable, d'un travail plus méthodique, que l'on rencontrait dans le Nord de la France, privèrent de débouchés les toiles de Lorraine allemande. Les métiers commencèrent à disparaître des villages, d'où l'émigration s'accrut.

Un autre centre d'industrie textile existait au nord-ouest du département, où plus de 300 métiers étaient, au début du XIX^e siècle, répartis dans 28 villages, autour de Briey, Mercy-le-Bas, Pierrepont, Cons-la-Grandville. On y fabriquait des draps grossiers dont une partie était exportée. Cette industrie dispersée subsista presque intacte jusqu'en 1848, tandis que quelques fabriques perfectionnaient les méthodes et révélaient un type de production capitaliste : tels étaient les tissages de Pierrepont, propriété du baron Seillière, qui en 1847 employaient 370 ouvriers, 421 ouvrières, et dont la production, achetée surtout par l'armée, atteignait près d'un million et demi de francs. Telles étaient aussi les filatures de Mercy, avec 65 ouvriers, de Mouliers, avec 125. On peut y ajouter une filature de coton qui s'était créée à Briey et dont le personnel était de 50 travailleurs. Tandis que la plupart de ces établissements ont disparu, le tissage de Pierrepont s'est maintenu en activité jusqu'à nos jours, comme le témoignage d'un passé où la métallurgie n'était point la seule activité de ces régions.

La ville de Metz était également un centre textile assez important. Sous la Restauration, il s'y trouvait 200 métiers qui travaillaient à la fabrication des draps, flanelles et molletons, et certaines entreprises groupaient plus d'une centaine d'ouvriers. C'était le cas pour Collin-Comble, dont

1849), 229 M (Sucreries, tabatières, tanneries), 141 M (Aiguilles, allumettes) 262 M 1 (Statistiques de 1826, 1831, 1832, 1839, 1848).

Voire également : *Statistique de la France*, X, 1847. PEUCHET et CHANLAIRE : *Description de la France*, Moselle ; CHAPTAL : *de l'Industrie française*, tome II, 1819. La collection des *Annuaire de Verronnais*, les palmarès des expositions départementales (Mémoires de l'Académie, 1823, 1826, 1828, 1834, 1837, 1843, 1849). Les *Statistiques de la Moselle* publiées par Verronnais en 1844 et 1852. On peut aussi consulter, ARDOUIN-DUMAZET : *Voyage en France*, 2 vol. sur la Lorraine délivrée.

le tissage de Vaux posséda la première machine à vapeur que l'on vit en Moselle, pour Dreyfus, pour Schwabe. Mais les flanelles et molletons de Metz ne purent résister à la concurrence, et cette industrie disparut presque entièrement dès la Monarchie de Juillet. L'écoulement vers les Pays Rhénans était devenu impossible depuis que les barrières douanières limitaient l'horizon commercial de Metz, et la vente à l'armée difficile depuis que l'administration de la guerre, au lieu d'acheter sur place l'équipement des troupes, centralisait les adjudications dans la capitale. De même l'industrie de la broderie, à laquelle Chédeaux, qui l'avait créée sous le Premier Empire, avait employé jusqu'à 1.200 ouvrières à domicile dans la ville et ses environs, leur assurant un salaire qui monta jusqu'à 1 franc 20, entra en décadence au lendemain de 1830, après la mort du grand négociant. Elle avait notablement décliné en 1848, tandis qu'elle s'était victorieusement maintenue dans le sud de la Lorraine.

Parmi les industries messines dont on doit signaler la régression, il faut citer aussi la chapellerie, qui avait été réputée avant la Révolution, qui vendait encore 10.000 shakos vers 1820, et à qui la suppression des coiffures militaires en feutre porta un coup mortel. L'amidonnerie, qui avait jadis compté une trentaine d'entreprises, subit également une profonde décadence. Quant à la filature de coton, introduite vers 1820 par Mayot-Costé, elle ne prospéra guère : le principal tissage fut celui que fonda Emile Bouchotte, l'entrepreneur agronome dont on retrouve également le nom dans la transformation des moulins à eau, qui étaient propriété municipale et dont il fut longtemps le fermier. On y vit jusqu'à 150 ouvriers, et l'ingéniosité du fabricant permettait d'alimenter des bains chauds avec l'eau de la machine à vapeur, par le même procédé qui explique que les moulins Virlet-Forfer aient été la première entreprise de bains à domicile que connut Metz, vers 1825. Mais l'industrie cotonnière ne se développa point en Moselle, et en 1847 la filature Bouchotte n'occupait plus que 65 ouvriers.

Parmi les activités de la ville de Metz, il faut encore mentionner les fabriques de papiers peints, au nombre de trois en 1847, qui réussirent à exporter une partie de leur production — les imprimeries, dont la principale, celle de Verronnais, livrait un grand nombre de manuels militaires et d'almanachs populaires, inondant la région de ses Messagers boiteux — la lithographie Dembour et Gaugel, qui, vers la fin de la Monarchie de Juillet, permit de parler d'une imagerie de Metz — la tannerie, concentrée dans les hautes maisons pittoresques qui bordaient la Seille, puisqu'un décret impérial avait refoulé tous les établissements de ce genre dans leur quartier traditionnel. Sous Louis-Philippe, on vit s'établir à Metz une manufacture d'aiguilles dont les propriétaires étaient venus implanter cette industrie en France après l'avoir pratiquée dans sa capitale,

Aix-la-Chapelle (41). On vit aussi la fondation d'une fabrique de pointes de Paris, la maison Westermann, qui fut bientôt transférée à Ars-sur-Moselle, où se trouvait déjà une papeterie assez importante. Enfin il y a lieu de signaler la prospérité de deux manufactures de peluches, dont l'origine remontait à 1822. Ce sont les affaires Walter et Schmaltz, qui occupaient près de 500 ouvriers vers 1847 et dont la production valait 1.800.000 francs. C'était la plus prospère des industries de Metz, et son succès compensait en partie la décadence de tant d'autres, de la fabrication des cannes, dont on avait vendu jadis jusqu'à 200.000 par an, de celle des brosses ou de l'exportation des chaises vers l'Allemagne, qui avait fait sous le Premier Empire la fortune des ébénistes messins.

Pour le reste du département, il y a peu de chose à noter. Dans l'arrondissement de Metz, Boulay possédait depuis la Restauration deux quincailleries assez prospères qui avaient réussi à concurrencer les produits du pays de Berg — nous dirions de la Ruhr —; elles avaient d'ailleurs fait venir des ouvriers de cette région de l'Allemagne pour connaître leurs méthodes. Varize avait une fabrique de molletons qui comptait jusqu'à 90 ouvriers.

Dans l'arrondissement de Thionville, le plus agricole, Sierck avait des tanneries, et M. de Bornschlegel y introduisit vers 1820 la fabrication de l'eau de Cologne. Sous la Restauration, l'ancien préfet Bouvier-Dumolard avait monté à Valmunster une petite usine qui produisait de l'alun et de la couperose. Apach vendait des pipes en terre, que l'on fabriquait également dans la banlieue de Metz avec des matières premières importées d'Allemagne. L'arrondissement de Briey avait la papeterie de Mainbotel, sur la Crusnes, et à partir de 1820 Longwy vendit des plumes d'oie.

Tout cela était assez peu important, tandis que le caractère industriel de l'arrondissement de Sarreguemines allait toujours s'accroissant : sous la Restauration, la fabrication des tabatières de carton verni, introduite au XVIII^e siècle par un Bavaïois, avait encore une grande importance comme industrie à domicile. Jusqu'à 800 familles y travaillèrent parfois, du moins pendant l'hiver; mais la décadence atteignit cette activité comme le tissage du chanvre; elle finit par se concentrer à Forbach dans les établissements Adt, qui existent encore. Une autre industrie à domicile s'introduisit alors dans ces régions surpeuplées où la main d'œuvre était si bon marché, celle de la fabrication des chapeaux de paille en feuilles de latanier importées d'Amérique centrale. On vit bientôt 150 hommes, 500 femmes, 650 enfants s'y adonner dans le seul canton de Sarralbe qui en fut le centre. Les négociants en gros étaient la plupart Nancéiens, et c'est dans le chef-lieu de la Meurthe qu'ils concentraient les produits de l'activité

(41) *La fabrique d'aiguilles Massun* (Mémoires de l'Académie, 1844).

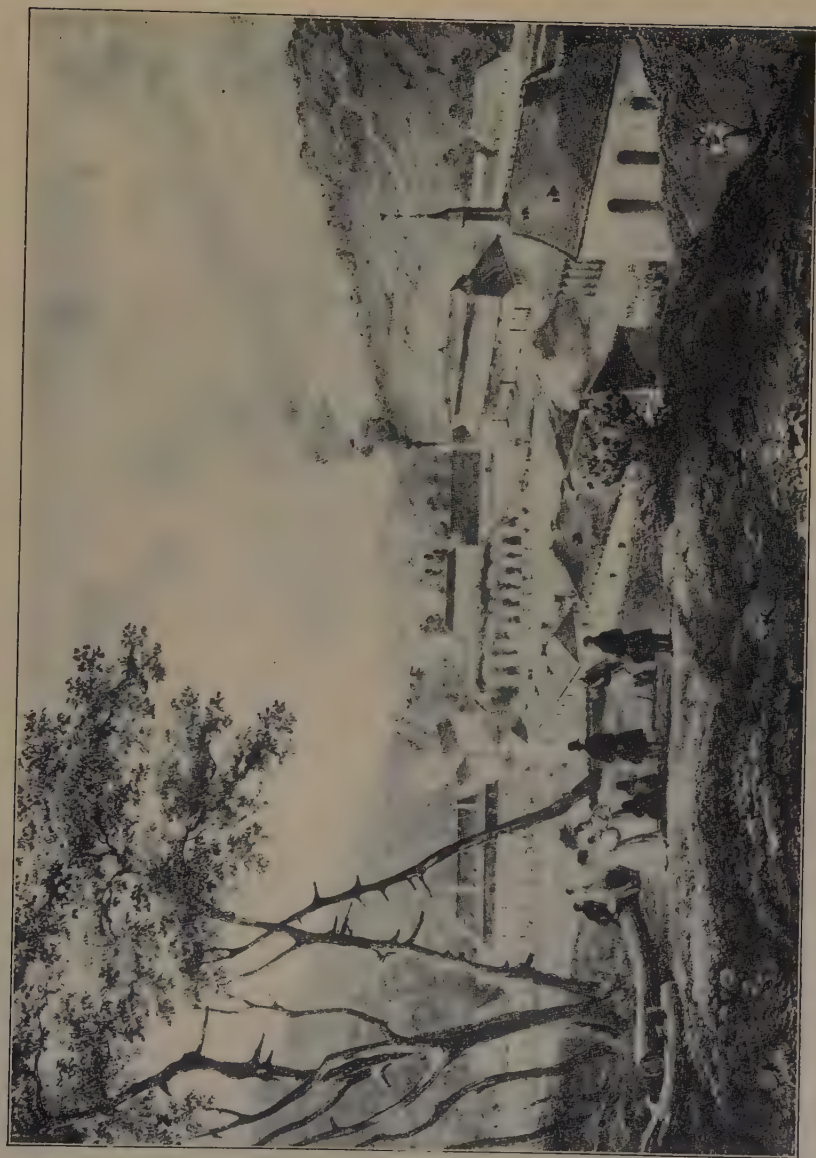
rurale. D'autre part, la fabrication des allumettes chimiques fut introduite dans les environs de Sarreguemines, dans l'ancien château de Remelfing. Celle des peluches, destinées surtout à la confection des chapeaux haut de forme, prit vers la fin de la Monarchie de Juillet, une extension encore plus considérable qu'à Metz. On y vit dès lors plus de 400 personnes employées à Sarreguemines et 590 hommes, 350 femmes, 720 enfants occupés à Puttelange par la seule maison Massing dont la production valait 1.360.000 francs. L'initiative en ce domaine était due à la firme Huber, établie à Sarreguemines en 1828.

Pour être complet, il faudrait encore citer les petites verreries qui existèrent alors à Pépinville et à Uckange, au sud de Thionville, à Forbach et à Schoeneck — il faudrait mentionner les tuileries, les fours à chaux, les manufactures de cruchons de grès — et mille petites entreprises disséminées dans le département. Elles n'ont eu aucune importance durable, et dans cet océan de petits faits il semble qu'il ne surnage que quelques remarques dignes d'être retenues. Metz connut pendant la première moitié du XIX^e siècle une stagnation industrielle presque absolue, et dans l'ensemble du département n'émergent que quelques entreprises d'avenir : manufactures de Pierrepont, de Puttelange, de Sarreguemines, industrie des chapeaux de paille de Sarralbe. La statistique de 1847 indique pour la Moselle le chiffre de 23.306 patentés ; elle n'en cite qu'une centaine dont l'importance industrielle permette une notice individuelle. Pour l'ensemble de ces activités principales, on constate que l'arrondissement de Metz groupait 1.800 ouvriers, celui de Thionville le même nombre, Briey 1.500 et Sarreguemines plus de 4.000. Mais sur ce total de 9.400 travailleurs, 4.400, soit près de la moitié, étaient au service des entreprises dont l'intérêt historique est infiniment supérieur à ce qui a été étudié jusqu'ici : les forges, les faïenceries et cristalleries, dont certaines appartenaient déjà avant 1848 au domaine de grande industrie.

V. — Verreries, faïenceries et salines

L'industrie du verre se résume pour le département de la Moselle dans les trois noms de Meisenthal, de Goetzenbruck et de Saint-Louis, qui aujourd'hui encore la définissent toute entière (42). Ces trois manufactures ont été fondées au XVIII^e siècle dans le comté de Bitche, où des verreries

(42) Outre les sources indiquées note 39, voir MARCUS : *Les anciennes verreries du comté de Bitche*. FLORY (Docteur O.) : *Geschichte der Glasindustrie in Lothringen* (Annuaire de la Société d'histoire et d'archéologie, 1911). A. D. Moselle, 5 P. Cabinet des Estampes, Va 123 : 2 lithographies de la manufacture de Saint-Louis.



Les Cristalleries de Saint-Louis sous la Monarchie de Juillet.

avaient existé dès le xvi^e siècle ; toutes trois avaient reçu de l'autorité ducale ou royale certains privilèges et des facilités d'approvisionnement en bois dans les immenses forêts domaniales de cette région. Seulement quelques kilomètres séparent ces trois usines dont le site est presque identique, sur le plateau gréseux ou dans ses replis. Ce ne sont d'ailleurs pas les seules verreries que possédait la région Lorraine : le département de la Meurthe avait déjà Baccarat, Cirey, Saint-Quirin, Portieux et Trois-Fontaines ; Vallerysthal y fut créée en 1836. Mais ce groupe sud, quoique également établi dans la zone des grès vosgiens, est séparé du groupe nord par plus de quarante kilomètres, et le fractionnement départemental correspond ici à de réelles différences dans l'histoire économique. Primitivement, les verreries du comté de Bitche utilisaient les sables du pays, même comme terres réfractaires ; mais au xix^e siècle elles en importaient du Palatinat Bavaïois. L'usage de se procurer la potasse par le brûlement des buissons disparut également, et on en fit venir du département des Vosges, de même que l'on importait d'Allemagne, que l'on achetait à Paris, à Strasbourg ou à Metz, les produits chimiques indispensables, arsenic, manganèse, salpêtre, cobalt, minium.

Mais pendant la première moitié du xix^e siècle, c'est sur place que les verreries continuèrent à s'approvisionner en bois. La consommation de Meisenthal était restée stationnaire aux environs de 5.000 stères, celle de Götzenbruck avait passé de 4.000 environ à 6.000 stères et celle de Saint-Louis de 10.000 à 24.600. Or les arrêts du Conseil d'Etat avaient, dès le xviii^e siècle, fixé pour chaque verrerie des affectations qui leur permettaient les coupes sur une certaine étendue de forêts. Meisenthal sur 2.000 arpents, Saint-Louis sur 8.000, chiffres qui correspondent à 400 et 1.600 hectares. Ce système d'affectations sur les bois de l'Etat fut conservé pendant la Révolution et bien au delà, mais l'application du Code forestier menaça les droits des verreries. Meisenthal dut soutenir un long procès contre le préfet de la Moselle, et après l'avoir gagné devant le tribunal de Sarreguemines en 1830, devant la Cour royale de Metz en 1832, elle finit par triompher également en cassation, en 1836. Les coupes annuelles furent naturellement le prétexte de mille chicanes de la part de l'administration, jusqu'au jour où une convention de cantonnement supprima les anciennes affectations, pour Meisenthal comme pour les autres établissements. Mais ces accords ne furent conclus que sous le Second Empire et leur étude relève d'un autre chapitre.

Si l'on passe à l'examen de chacune des trois verreries, Meisenthal vient en tête, par le privilège de l'ancienneté. Elle avait été fondée en 1702 par les trois frères Burgun, et elle demeura entre les mains de leurs descendants. A partir de 1830, sa raison sociale fut Burgun-Schwerer et Cie, tandis que Götzenbruck, qui avait été fondée par la même famille

en 1721, prit celle de Burgun-Walter et Cie. Les deux affaires restèrent d'ailleurs étroitement solidaires. L'une et l'autre se livraient à la fabrication de la gobeletterie et des verres de montre, qui sortaient par millions de leurs ateliers. Elles étaient très largement tournées vers l'exportation, et Götzenbruck en particulier avait des relations avec toute l'Europe, des dépôts à Paris, Genève, Londres et la Chaux-de-Fonds. Hilaire Walter avait même fondé un dépôt à New-York en 1830, et l'on comprend que la crise américaine de 1837 ait eu ses répercussions sur l'activité de ce village écarté de la Moselle. Vers 1825, Meisenthal employait 200 ouvriers, dont la moitié occupée à domicile; Götzenbruck en avait près de 300, dont la majorité travaillait hors des ateliers. Les salaires étaient élevés dans la verrerie et dépassaient souvent 1 franc 50. En se spécialisant toujours davantage dans la fabrication des verres de montre et de pendule, Götzenbruck prit une importance toujours plus grande. A la fin de la Monarchie de Juillet, 500 ouvriers, dont 150 femmes, et une soixantaine d'enfants, dépendaient de cette entreprise prospère. Naturellement ils étaient loin d'être groupés dans les ateliers et le travail à domicile restait encore très développé.

Saint-Louis dépassait de beaucoup les deux verreries, ne serait-ce que par la noblesse de ses produits et leur intérêt artistique. Elle était la plus ancienne cristallerie qui eût été établie en France et qui eût enlevé à la Bohême et à l'Angleterre le monopole qu'elles avaient jadis (43). Elle avait été fondée en 1767 comme verrerie royale, et la fabrication du cristal avait commencé en 1784. Vendue comme bien national, après l'émigration de M. du Coëtlosquet qui en était devenu le propriétaire, la cristallerie fut acquise par un groupe de capitalistes messins, qui la louèrent d'ailleurs à des verriers du Pays de Bitche qui l'exploitaient depuis 1797. Ces baillistes rachetèrent peu à peu les parts du consortium messin et devinrent seuls propriétaires sous la raison sociale Seiler, Walter et Cie. Vingt ans après, en 1829, une ordonnance royale confirma la formation en société anonyme de la Compagnie des Verreries de Saint-Louis qui n'en resta pas moins essentiellement une affaire de famille, aux mains des deux Seiler, Jacques et Antoine, qui s'y succédèrent comme administrateurs, de leur neveu le polytechnicien Marcus qui en fut sous-directeur, de leur parent Lorin qui la dirigea longtemps.

Le développement de la cristallerie, qui depuis 1822 avait complètement abandonné la fabrication du verre ordinaire, fut rapide. En 1825, elle occupait 250 ouvriers dans ses ateliers et 450 au dehors, et vers la fin de la Monarchie de Juillet elle donnait du travail à près d'un millier

(43) Vers la même date une cristallerie s'établit au Creusot. Vers 1800 fut créée la cristallerie de Vonèche, transférée en 1810 à Baccarat.

de personnes. Les salaires étaient plus élevés que dans les autres entreprises, en raison du caractère artistique que présentait la taille du cristal. De plus les conditions de la vie ouvrière y apparaissaient nettement plus favorables qu'elles ne l'étaient en général: comme la manufacture avait été installée dans le vallon écarté de Munzthal, au milieu des bois, les ouvriers venaient primitivement des villages voisins, et surtout de Lemberg. Dès la Restauration, l'établissement se chargea de loger une partie d'entre eux, et Saint-Louis devint ainsi une sorte de colonie industrielle d'un type nouveau. La cristallerie se préoccupait même de la direction morale de son personnel: une chapelle formait le centre de ses bâtiments, et les enfants étaient instruits obligatoirement dans une école spéciale (44). Une soupe chaude était distribuée à midi, et les ouvriers qui travaillaient le minium recevaient tous les jours deux litres de lait, afin de combattre l'empoisonnement par le plomb. Vers 1830, une caisse de retraites avait été fondée à Saint-Louis. La cristallerie était évidemment celle des usines de la Moselle qui se souciait le plus de ses travailleurs; elle y avait d'ailleurs avantage, comme l'avouait Seiler lorsqu'un journal de Metz le félicitait d'avoir fait installer un réfectoire: les femmes des ouvriers cessaient de perdre leur temps à apporter la soupe à leurs maris, dont le rendement était plus élevé que jadis (45). Ce régime restait purement patriarcal, en ce sens que toutes les faveurs étaient un don gratuit du patron, et que l'ouvrier ne pouvait arguer d'aucun droit contre l'employeur.

La cristallerie de Saint-Louis était nettement favorable au progrès; c'est elle qui introduisit la première la fabrication de cristaux colorés, dans ses verres dits malachite, et qui, vers 1837, fit venir de Bohême des graveurs sur cristal. Elle était orientée avant tout vers Paris, où elle possédait, en commun avec Baccarat, un comptoir de vente, et la France était le débouché essentiel de ses produits. Un service de roulage accéléré la reliait à la capitale. Sans que l'exportation jouât un rôle aussi considérable que dans le commerce des verres de montre, spécialité de Goetzenbruck, elle n'en était pas moins assez importante. On vit par exemple Saint-Louis fabriquer en 1842 un service de 850 pièces pour l'empereur du Brésil et livrer l'année suivante à l'impératrice un ensemble encore plus riche. Comme toutes les industries d'art, celle-ci avait donc une réputation qui dépassait les limites de la France.

Sans avoir des débouchés aussi étendus et des relations aussi lointaines, les faïenceries de Longwy et de Sarreguemines, et même celle d'Audun-

(44) Visitant Saint-Louis en 1844, le duc de Nemours laissa 500 francs aux ouvriers qui consacrèrent cette somme à la fondation d'une bibliothèque. *Indépendant*, 7 octobre 1844.

(45) *Ibidem*, 27 avril et 6 mai 1846.

le-Tiche, méritent une mention particulière. La première avait été fondée en 1798 dans l'ancien couvent des Carmes, à Longwy-Bas. Sous l'impulsion de MM. de Nothomb et d'Huart, elle arriva à occuper en 1847 une centaine d'ouvriers. C'était peu en comparaison du brillant développement que connut l'établissement de Sarreguemines, dont le Bavarois Utzschneider était devenu propriétaire en 1791 ; il y introduisit la fabrication des poteries noires et vernissées, imitées de celles que l'on importait d'Angleterre (46). A partir de 1836 la faïencerie de Sarreguemines fut dirigée par le baron de Geiger, gendre du fondateur. Les matières premières étaient surtout importées d'Allemagne, notamment la terre de pipe ; pour obtenir une pâte presque vitrifiée, le cailloutage, on la mêlait à des silex broyés, que l'on trouvait sur les bords de la Sarre. Déjà sous le Premier Empire, l'entreprise, à laquelle s'était adjointe la production du minium, était prospère. En 1826, elle comptait environ 230 ouvriers et sa production atteignait 330.000 francs ; en 1847, le nombre des salariés était de 400 et la fabrication valait 450.000 francs.

Comparés à ceux d'autres départements, ces chiffres montrent que la Moselle pouvait être fière de ses verreries, de ses faïenceries et surtout de leur groupe essentiel concentré dans l'arrondissement de Sarreguemines : parmi les départements du Nord-Est, elle tenait le premier rang dans les industries de la terre, avec 625.000 francs de produits, plus que la Nièvre — elle venait au quatrième rang pour le verre, derrière la Meurthe, le Nord et l'Aisne, avec 1.569.000 francs de produits. C'était une base de départ assurée pour l'avenir, mais il ne faut pas oublier que c'est en cela, et non pas en la valeur absolue de leur production, que résidait l'intérêt de ces établissements. Car lors de l'enquête de 1847, l'industrie textile de la Moselle faisait certainement vivre plus d'ouvriers que l'ensemble des verreries et faïenceries qui viennent d'être étudiées.

C'est non loin des verreries et faïenceries qu'apparut la première en date des nouvelles industries qui soient nées d'une connaissance plus complète du sous-sol de la Moselle, celle des salines de Sarralbe (47). Il exis-

(46) SCHMIDT (Ch.) : *Les Utzschneider sous l'Empire* (Sarre française, 1924, n° 2). En l'an IX, les produits de Sarreguemines furent remarqués à l'exposition organisée à Paris. Les efforts du préfet Colchen et de son successeur permirent à Utzschneider d'obtenir la concession de bois d'affouage et une commande importante, d'autant plus que la nouvelle faïencerie concurrençait l'Angleterre. Deux vases en cailloutage sont aujourd'hui conservés au Grand-Trianon.

(47) GRÉAU (E.) : *Le sel en Lorraine*. HOTTENGER (G.) : *Les anciennes salines domaniales de l'Est*. A. D. Moselle, 1 S, statistiques de 1837 et 1847.

CREUTZER : *Statistique du canton de Sarralbe* (Mémoires de l'Académie, 1851).

tait à Salzbronn une source salée dont il est fait mention dès le ^{xiii}^e siècle, mais dont l'exploitation avait cessé avant la Révolution. En 1825 une ordonnance royale permit de reprendre le travail, et une compagnie fondée par MM. Thon et Dorr devint concessionnaire. Mais il lui était interdit d'atteindre la couche de sel gemme dont l'existence avait déjà été reconnue par les sondages et que l'on croyait être le prolongement de celles qui avaient été atteintes en 1818 dans le département de la Meurthe, à Vic-sur-Seille. Il n'en était d'ailleurs rien, les formations salines de Sarralbe appartenant au muschelkak et non au keuper comme celles de la Meurthe. En 1827, l'exploitation, autorisée jusqu'à concurrence de 2.400 tonnes par an, avait commencé, malgré les réclamations des fermiers des Salines domaniales de Dieuze, menacés dans leur monopole (48).

De nouvelles tracasseries administratives survinrent encore au début de la Monarchie de Juillet, et d'autre part la compagnie de Thon et Dorr cherchait à conserver le monopole dans la région de Sarralbe (49). Elle prétendait y avoir découvert le sel gemme, et en dépit d'un arrêt de la Cour de Cassation rendu à propos d'une affaire analogue, celle de Gouhenans, le ministre des Finances, Humann, lui donnait raison. Il est vrai qu'il était un des principaux actionnaires de Dieuze, et que ses ennemis politiques prétendaient qu'il avait l'intérêt à restreindre la production du sel. Quoiqu'il en fût, il fit procéder par le sous-préfet de Sarreguemines, accompagné d'une compagnie d'infanterie, à la fermeture d'une saline concurrente ouverte à Sarralbe par Aubert, Gouvy et leurs associés. L'opposition qualifia cet acte de brigandage politique, et on releva comme une preuve des bénéfices scandaleux que le régime du monopole permettait, le fait que les actions de Salzbronn étaient passées en quelques années de 4.800 à 25.000 francs quoique la production n'y eût jamais excédée 2.000 tonnes.

Les conditions ne changèrent qu'en 1842, lors de l'abolition du monopole et de la vente des établissements de Dieuze. On put alors appliquer sans crainte la méthode de dissolution du sel gemme et du pompage des eaux à l'aide d'une machine à vapeur. En dépit des efforts de la compagnie de Thon, qui voulait obtenir pour elle seule une concession de 18 kilomètres carrés, le gouvernement en accorda trois en 1843, au profit de Salzbronn qui jusque là n'exploitait que sa source, d'Aubert et Gouvy —

(48) Une messe fut célébrée lors de l'inauguration de la saline. *Journal de la Moselle*, 28 octobre 1827.

(49) *Du monopole et de l'impôt du sel*, Metz 1833. *Mémoire à l'appui de la concession Aubert, Gouvy*, Paris, 1843. *Du monopole du sel dans les départements de l'Est*, Metz 1836.

le métallurgiste — à Sarralbe, de Burgun, Sonis et Lorin — les verriers — à la ferme voisine du Haras. Ces trois exploitations employèrent bientôt 125 ouvriers et instituèrent une caisse de retraites pour leur personnel. En 1849, elles produisirent 11.000 tonnes de sel, le tiers de ce que donnait alors le département de la Meurthe. Ce fut d'ailleurs, du moins avant 1870, leur apogée.

VI. — Les forges de la Moselle orientale

Ce n'est pas sans étonnement que l'historien constate qu'encore en 1847, dans ce département de la Moselle dont l'industrie textile semblait bien médiocre en face de celle des grandes régions de filature ou de tissage, plus d'hommes vivaient de la fabrication des étoffes que de la métallurgie, environ 4.000 personnes contre 2.800 — 1.700 travailleurs étant occupés par les verreries et les faïenceries. Mais tandis que le textile y restait dans une très large mesure pratiqué à domicile, avec les métiers primitifs, les progrès du travail du fer étaient déjà très nets, et l'avenir apparaissait clairement à tout observateur sérieux. A cette date, la richesse prodigieuse du gisement ferrifère lorrain était enfin connue, du moins dans ses grandes lignes, et de nouvelles formes d'industrie métallurgique s'imposaient.

L'intérêt particulier de l'histoire des forges de la Moselle doit être souligné : en ses anciennes limites — qu'à ce point de vue on est en droit d'appeler ses limites naturelles — le département de la Moselle produit aujourd'hui 40 millions de tonnes de minerai de fer, les 2/7 du tonnage mondial, plus de 6 millions de tonnes de fonte et autant d'acier. Il constitue, avec le bassin de Nancy qui lui est très inférieur, la première région ferrifère de l'Europe, et sa suprématie en France est incontestée. Quand un pays a acquis un tel développement industriel, son passé mérite d'être connu, même quand il n'annonçait point encore les succès futurs.

Or le passé de la métallurgie mosellane conduit à l'étude de deux groupes distincts d'établissements, ceux de l'est et ceux de l'ouest du département, ceux dont l'avenir n'a été que moyennement brillant parce qu'ils n'étaient pas établis sur le minerai, ceux qui, de transformation en transformation, sont devenus les centres de la sidérurgie lorraine (50). Un troi-

(50) Pour l'étude de la métallurgie lorraine voir : HOTTENGER (G.) : *L'ancienne industrie du fer en Lorraine*. GRÉAU (E.) : *Le fer en Lorraine*. LAFFITE (L.) : *Rapport général de l'exposition de Nancy en 1909*. Les *annuaires* et les *statistiques* de Verronnais, les palmarès des expositions départementales contiennent de nombreux renseignements.

sième groupe peut être immédiatement éliminé; c'est celui des forges de Dilling, qui furent célèbres sous le Premier Empire pour leur production de fers blancs, et des aciéries Gouvy, de Goffontaine; toutes deux furent annexées par la Prusse en 1815. Quant au groupe oriental, il se résume dans les noms de Bærenthal, de Mouterhouse, qui relèvent plutôt de l'économie alsacienne que de la Lorraine, de Hombourg-Haut de Sainte-Fontaine, de Saint-Louis, de Sarralbe, de Creutzwald, sans compter les minuscules fabriques d'instruments aratoires de Remelsdorf et de Falck ni la quincaillerie de Boulay. Il faut remarquer qu'à l'exception de l'aciérie de Sarralbe qui a été fondée sous la Restauration, ces établissements existaient tous avant la Révolution, et qu'ils apparaissent aujourd'hui, pour ceux du moins qui ont subsisté, comme les témoignages d'un passé lointain.

Ces forges étaient fort bien placées pour le ravitaillement en charbon de bois, puisqu'elles étaient situées soit au milieu des forêts de Bitche, soit au voisinage immédiat de cette marche forestière du Warndt, près de Saint-Avold. Le jour où la houille eût pris la première place, la proximité de la Sarre leur conserva des conditions favorables. Mais le minerai leur faisait presque totalement défaut. On l'avait longtemps amené de la région sarroise, puis, vers la fin du XVIII^e siècle, on avait tenté d'exploiter pour Mouterhouse des minerais d'alluvion des environs de Sarralbe; en 1841, on fit des recherches analogues dans les forêts du Pays de Bitche. La seule ressource resta l'hématite en filons que l'on rencontrait à Creutzwald, dans le grès vosgien (51). Une dizaine d'ouvriers extrayaient ainsi de puits peu profonds 300 à 400 tonnes d'un minerai à très forte teneur qu'utilisait le haut-fourneau de cette localité; le combustible employé était un mélange de bois et de charbon de bois. La production fut loin d'augmenter au cours du XIX^e siècle, et vers 1847 elle n'était que de 360 tonnes de fonte par an. C'est que le manque de minerai empêchait tout développement; on en avait exploité entre 1815 et 1825 dans les marnes irisées des environs de Bouzonville, puis dans les marnes du lias de Saint-Julien lès Metz. Mais ces rognons ferrugineux ne pouvaient suffire: aussi n'est-il pas étonnant que Creutzwald ait été une des premières forges à utiliser le minerai en couches, la fameuse minette lorraine que lui vendait M. de Wendel. Dès 1817, des marchés de ce genre avaient été conclus. Les fontes ainsi produites étaient traitées au charbon de bois, selon la méthode conitoise, et le reste du travail du fer, déjà sous la Restauration, se faisait à la houille. Mais la décadence survint vite, et avant 1848 cette entreprise, qui n'avait jamais compté qu'une trentaine d'ou-

(51) LANGLOIS et JACQUOT : *Les minerais de fer de la Moselle* (Mémoires de l'Académie, 1851). A. N. F¹⁴, 4.424.

vriers, se contentait de vendre ses fontes de deuxième fusion sans les traiter.

Les forges de Mouterhouse connurent une évolution plus complexe et moins désastreuse (52) : comme les précédentes, elles avaient été créées, ou du moins rétablies, au XVIII^e siècle. Elles avaient reçu alors des affectations dans les forêts domaniales, aux mêmes conditions que les verreries voisines, et leurs droits se trouvèrent également contestés à partir de 1827, en conséquence de l'application du Code forestier. Un procès s'engagea alors entre les forges et l'administration, qui dut renoncer à ses prétentions. Mouterhouse avait été, sous la Restauration, une entreprise prospère, employant plusieurs centaines d'ouvriers et présentant, fait exceptionnel en Moselle, le cycle complet des opérations sidérurgiques. Deux hauts-fourneaux y traitaient des minerais d'alluvion venus du Bas-Rhin, tandis que des fontes étaient achetées également en Allemagne et en Franche-Comté pour y être affinées. En 1825, l'usine produisait 780 tonnes de fer et 31 d'acier. Mais la décadence fut rapide, et dès 1834 l'ancienne société exploitante se trouvait en liquidation. C'est alors qu'un substitut du procureur de Saverne, le bordelais Sonis, devenu le gendre du directeur de Saint-Louis, Lorin, réorganisa l'affaire. Il espérait qu'une voie ferrée viendrait bientôt vivifier cette entreprise qui se trouvait assez mal placée, à l'écart des routes importantes, et il créa une société anonyme dont les principaux actionnaires furent ses parents, les verriers de Saint-Louis, et les propriétaires de Goetzenbruck et de Meisenthal. En 1837, les deux hauts-fourneaux de Mouterhouse donnaient 1.400 tonnes de fonte au bois, et l'ensemble des forges occupait 135 ouvriers. C'est alors qu'en 1843 survint le rachat par la puissante maison de Dietrich, dont les forges de Niederbronn et de Mertzwiller étaient déjà célèbres. Mouterhouse se trouva ainsi engagée plus complètement que jamais dans l'économie alsacienne, et ses nouvelles destinées appartiennent à une autre époque industrielle.

Berenthal se trouvait encore plus près de la plaine d'Alsace (53) : elle ne fut jamais qu'une petite aciérie qui traitait les fontes de Franche-Comté ou celles de Bendorf, importées d'Allemagne. Elle appartenait aux Couleaux, propriétaires de la manufacture de sabres du Klingenthal, au pied du mont Sainte-Odile. Une quarantaine d'ouvriers y produisaient environ 160 tonnes d'acier, et l'Alsace était le principal débouché de cette entreprise presque extérieure à la Moselle. Quant à l'autre aciérie du département, celle de Sarralbe, elle avait été fondée vers 1825 comme

(52) WALBOCK (Abbé) : *Mouterhouse de 1614 à 1900* (Annuaire de la Société d'histoire et d'archéologie, 1907). A. N. F¹⁴ 4.432.

(53) F¹⁴ 4.425.

une succursale de Goffontaine, devenue prussienne par le second traité de Paris (54). C'était une affaire peu considérable, qui n'employa guère qu'une dizaine d'ouvriers, et qui, en traitant à la houille et au bois des fontes venues du Rhin, ne produisit jamais plus de 70 tonnes d'acier par an.

Les autres forges de la moitié orientale de la Moselle n'étaient guère plus intéressantes : Hombourg-Haut, fondée au XVIII^e siècle par Charles de Wendel, était devenue depuis la Révolution la propriété de la maison d'Hausen et Cie (55). Une trentaine d'ouvriers y travaillaient des fontes achetées dans l'ouest du département, exactement comme on le faisait dans les forges voisines de Sainte-Fontaine et de Saint-Louis, dont le personnel était encore moindre, et qui appartenaient à la même famille. Ces petites entreprises, elles aussi démembrées des propriétés des de Wendel, n'ont point progressé au cours de la première moitié du XIX^e siècle.

Toutes ces forges ou aciéries étaient établies de la même manière, sur un cours d'eau dont quelques barrages retenaient l'écoulement, afin d'actionner des roues à aube, force motrice essentielle pour la marche des soufflets de forge et des marteaux (56). Elles ne comprenaient d'ailleurs que des bâtiments minuscules, souvent éloignés les uns des autres le long de la rivière, et leurs ateliers n'étaient pas imposants : l'aciérie de Sarralbe avait remplacé un moulin, et une salle de douze mètres de carré lui suffisait ; les autres forges étaient à peine plus largement installées. Leur système d'achats de minerai ou de fontes hors de leur région, en Alsace ou en Allemagne plus encore que dans l'ouest du département, les faisait vivre en dehors de la métallurgie mosellane. Leur production, qui atteignait en 1837 environ 1.800 tonnes de fonte et 2.000 de gros fer, ne constituait qu'une faible part de celle de l'ensemble du département. Enfin, bien que dès la Restauration la houille y concurrençât le charbon de bois — pour l'affinage des fontes mais non pour les hauts-fourneaux — ces forges ne représentaient guère une force progressive.

(54) A. N. F¹⁴ 4.425-4.431.

(55) A. N. F¹⁴ 4.428. GOUVY (P.) : *Les forges de Hombourg-Haut*, p. 12. C'est en 1799 que M^{me} de Wendel, qu'un partage en présuccession avait laissée propriétaire de Creutzwald, de Hombourg, de Saint-Louis et de Sainte-Fontaine, vendit ces établissements pour la somme de 135.000 francs. La vente fut faite en son nom par les commissaires de ses créanciers : Mme de Wendel mourut en 1802, avant que son petit-fils n'ait racheté les forges d'Hayange, devenues bien national, et n'ait ainsi posé les bases de la nouvelle fortune de sa famille.

(56) Les plans manuscrits de la plupart des forges sont conservés aux Archives nationales, F¹⁴ 4.424-4.435 et aux Archives de la Moselle, cartes et plans, 345-346.

VI. — Les fondementsⁿ⁾ de la^{m)} métallurgie lorraine

Le groupe principal des établissements métallurgiques de la Moselle était situé à l'ouest du fleuve qui donne son nom au département, dans les vallées qui entaillent le plateau calcaire de l'oolithe. Leurs sites étaient tous semblables : le long d'une rivière, de l'Orne, de la Fentsch, de la Chiers ou de leurs affluents, les forges s'étaient installées de façon à utiliser les chutes d'eau qui faisaient mouvoir leurs roues à aube. Les forêts qui couvrent les pentes leur assuraient un facile ravitaillement en combustible, tandis que sur les larges horizons des plateaux ondulaient les moissons. Aucune de ces usines n'était, il y a un siècle, assez importante pour que la physionomie du pays eût été altérée par leur activité. En leurs aspects fondamentaux, les arrondissements de Briey et de Thionville n'en demeuraient pas moins ruraux, et même les villages proches des usines comptaient plus de cultivateurs que d'ouvriers, sans que le contraste entre eux fût fort accentué, car chaque travailleur de la forge s'efforçait de rester en même temps un travailleur des champs, et surtout du sien propre.

Pourquoi donc des forges étaient-elles établies, et souvent depuis des siècles, en ce coin de terre lorraine ? C'est que les ressources en minerai y étaient aussi considérables que variées (57). Pour l'ancienne métallurgie, les minerais de fer fort d'Aumetz et de Saint-Pancré constituaient l'essentiel. Il s'agissait d'un oxyde hydraté dont la teneur en fer variait de 40 à 50 %. On trouvait ce minerai d'alluvion en grains, à la surface des plateaux et le plus souvent dans des poches d'argile situées au milieu des forêts. Il était enrobé dans l'argile, et si l'extraction, par tranchées ou puits très peu profonds, était facile, le lavage était une opération coûteuse : l'exemple de l'année 1837 montre que 210.000 tonnes de terre n'en donnaient que 32.000 de minerai ; dix ans après, les chiffres de production s'élevaient à 284.000 et 42.000 tonnes (58). Depuis la Restauration l'augmentation n'avait pas été bien considérable, limitée qu'elle restait par la rareté de ce précieux minerai qui donnait des fers excellents.

L'exploitation de ces ressources était dispersée en une vingtaine de centres dont Aumetz et Saint-Pancré étaient les principaux ; ils sont les

(57) JACQUOT (E.) : *Description géologique de la Moselle*. WEHMANN (Docteur A.) : *Histoire de l'ancienne industrie du fer en Lorraine* (Annuaire de la Société d'histoire et d'archéologie, 1905). *Ibidem* : *La borne de fer près d'Aumetz* (*Ibidem*, 1911). HOTTENGER (G.) : *Les anciennes minières de fer fort de Saint-Pancré et d'Aumetz*.

(58) Statistiques de 1837 et 1847, A. D. Moselle, 1 S.

plus intéressants à étudier en raison de leur singulier régime légal (59). On avait en effet jugé qu'il était impossible de concéder des minières qui se trouvaient sur le territoire de plusieurs communes. Déjà avant la Révolution, Saint-Pancré avait reçu des ducs de Lorraine une réglementation précise qui réservait ses produits à cinq forges de la région. Au contraire, après 1789, on vit jusqu'à quatorze maîtres de forges venir s'y approvisionner, et l'on s'inquiéta en haut-lieu. Sous le Consulat et l'Empire, une série d'arrêtés et de décrets fixa un système de répartition. Un garde-mine fut chargé de percevoir 75 centimes par voiture de minerais lavé, et les propriétaires des bois — en fait les communes pour la majeure partie — touchèrent les deux tiers de ces sommes. Ces droits, dits de toquage, furent relevés après 1834. A partir de 1814, les affectations de minerais allèrent aux forges de Longuyon, de Dorlon, d'Herseange, et dans le département de la Meuse, à celles de Chauvency et de Stenay. En 1836, un nouveau haut-fourneau, celui de Gorcy, obtint sa part dans la distribution, malgré les demandes en concurrence présentées par ses rivaux. L'extraction de Saint-Pancré baissa d'ailleurs dès la Monarchie de Juillet, et les conditions du travail y devinrent toujours plus onéreuses.

Le régime d'Aumetz était également une exception à la loi sur les mines de 1810: deux maîtres de forges du pays, MM. d'Hunolstein et de la Vieuville, le second chambellan de l'Empereur, avaient tenté d'obtenir la concession de ces minerais, à charge d'en revendre à leurs voisins. Mais le duc de Feltre, ministre de la Guerre, fit observer que les forges de Wendel travaillaient exclusivement pour l'armée, et qu'elles avaient besoin des meilleurs minerais. C'est ainsi que fut décidée une répartition entre les usines d'Herseange, de Villerupt, d'Ottange, de Moyeuvre et d'Hayange (60). Ce régime était d'autant plus singulier que d'Hunolstein et la Vieuville étaient propriétaires d'une partie des bois où l'on exploitait les minières: la réglementation les mettait hors du droit commun et restreignait singulièrement leur liberté d'action. Ils s'en plaignirent souvent, et loin d'obtenir gain de cause, ils virent plusieurs nouvelles forges admises en 1842 au bénéfice du partage. Il y eut aussi maintes discussions au sujet des droits de toquage, dont une grande partie alimentait les caisses des communes propriétaires, le reste étant réservé, comme d'ailleurs à Saint-Pancré, à l'amélioration des minières.

Mais ce régime de réglementation, entrave à la liberté de l'exploitation industrielle, existait seulement pour Aumetz et Saint-Pancré. Partout ailleurs, la loi du 21 avril 1810 était appliquée sans modification; or

(59) Aumetz se trouve à mi-chemin entre Thionville et Longwy, Saint-Pancré à l'ouest de cette localité.

(60) A. D. Moselle, 1 S, recherches de minerais, 1^{er} dossier.

elle laissait le propriétaire du terrain libre d'exploiter les minières qu'il pourrait rencontrer, en l'astreignant à une simple déclaration (61). Il n'y avait nulle assimilation entre elles et les mines, pour lesquelles était prévu un système de concessions qui distinguait le propriétaire du sol de celui du sous-sol. Dans tous les bois de la région nord-ouest de la Moselle, la rareté du minerai fit donc rechercher les minières. Vers 1840 on en comptait ainsi plus de vingt en exploitation pour le compte de particuliers ou de communes qui en étaient propriétaires. Si celles de la région d'Audun-le-Tiche étaient les plus prospères, il s'en trouvait même au sud de l'Orne, à Malancourt et Pierrepont par exemple, et à côté de celles du plateau, on en rencontrait dans des dépôts quaternaires de la forêt de Florange, à l'ouest de Thionville. Les plus occidentales étaient celles de Vezin, qui, à la limite même de la Moselle, ravitaillaient les hauts-fourneaux des départements voisins, Meuse et Ardennes. Enfin une mine était exploitée à Berveiler, à l'est de Thionville, pour le compte de la forge de Creutzwald. Il n'y avait pas moins de 160 lavoirs à bras pour débarrasser le minerai de l'argile. Il s'y ajoutait six bocards qui faisaient mécaniquement, par la force d'une roue à aube, le même travail. Près de 500 ouvriers étaient employés à ces diverses opérations d'extraction et de lavage; Aumetz et Audun en comptaient 200, Saint-Pancré 130. Dix ans plus tard, le nombre des travailleurs atteignait 600. La production s'était élevée de 31.000 à 42.000 tonnes, au prix moyen de plus de 15 francs l'üne.

Mais les minières de fer fort n'étaient point la seule ressource dont bénéficiât la métallurgie mosellane. L'existence d'un minerai disposé en couches profondes sous le calcaire oolithique était connue depuis plusieurs siècles et son exploitation se trouvait à l'origine des forges d'Hayange et de Moyeuvre (62). Il affleurait en quelques points sur les flancs des vallées de l'Orne ou de la Fentsch, mais il avait l'inconvénient de ne donner, étant phosphoreux, qu'un fer cassant. Au début du XIX^e siècle, nul ne soupçonnait encore que cette pierre rougeâtre, de faible teneur en fer, la minette lorraine, révolutionnerait un jour les conditions de l'industrie européenne, et que pour sa possession s'élèveraient les plus redoutables convoitises internationales. Elle n'en était pas moins connue, et sa découverte ne date pas du milieu du XIX^e siècle, comme l'ont cru certains auteurs mal informés. La preuve en est que, dès 1816, le propriétaire des forges d'Hayange et de Moyeuvre, François de Wendel, était autorisé par le ministre à exploiter la roche en mine, et qu'en 1818 il demandait une concession du sous-sol du plateau qui s'étendait de l'Orne

(61) A. D. Moselle, 1 S, recherches de minerai, 2^e dossier.

(62) WEHMANN: *Ancienne industrie du fer*.

à la Fentsch, entre ses deux établissements. L'année suivante, il précisait que cette concession devait couvrir neuf kilomètres carrés, et ce n'est que par suite des lenteurs administratives que son octroi définitif intervint seulement par l'ordonnance royale du 18 juillet 1834, la première en date d'une longue série d'actes analogues (63). Il y avait néanmoins de longues années que les galeries permettaient l'extraction de la roche : celle de la mine d'Hayange aboutissait juste devant les hauts-fourneaux et plusieurs autres existaient aux environs. L'une des galeries de Moyeuve avait été ouverte dans les temps anciens. Aucune d'elles ne dépassait 250 mètres de long, et il n'y travaillait que quelques mineurs ; la roche était sortie à dos d'hommes : à Hayange une femme et deux enfants se chargeaient de ce travail. Ce n'est que vers 1841 que des wagonnets servirent à la sortie du minerai. Les mineurs étaient payés à la tâche, et une tonne de minerai ramenée au jour leur rapportait 1 franc 20 à 1 franc 60 (64).

Ces deux mines avaient donné en 1817 environ 4.500 tonnes de minette, dont 400 étaient expédiées aux forges de la Quint, en aval de Trèves, 800 à Creutzwald, le reste étant consommé dans les établissements de Wendel. Vingt ans après, leur production atteignait 23.500 tonnes et en 1847 plus de 48.000. La meilleure organisation de la sortie du minerai avait permis de ne pas augmenter entre ces deux dates le nombre des mineurs, qui était de 90. Le prix moyen de la tonne s'abaissa au cours de cette période de 1 franc 95 à 1 franc 30. On voit que, compte tenu de sa moindre teneur en fer, la minette coûtait environ six fois moins que le minerai de fer fort ! Pourtant l'exploitation était grevée, conformément à la loi de 1810, d'une taxe qui était perçue au bénéfice des propriétaires du sol et qui ne dépassait pas cinq francs par hectare de concession, et d'une redevance d'Etat (65). Cette dernière comprenait un droit fixe, minime, et un droit proportionnel au produit de l'extraction. Or cette dernière taxe, de par un décret du 6 mai 1811, était assise sur le bénéfice des forges et non de la mine. C'était d'autant plus injuste que les minières n'avaient rien de tel à payer, et en 1823 François de Wen-

(63) A. D. Moselle, 1 S, Concessions, 7^e dossier. Cartes et plans, n° 366. Il s'agissait primitivement de la demande d'une concession unique, mais l'ordonnance de 1834 accorda deux concessions distinctes, l'une au nord d'Hayange, l'autre près de Moyeuve. Un décret de 1863 modifia cette situation et créa l'immense concession actuelle qui s'étend entre les deux forges, de l'Orne à la Fentsch.

(64) WEHMANN (Docteur A.) : *Befahrungsprotokolle der Eisennersbergwerke Hayange and Moyeuve* (Annuaire de la Société d'histoire et d'archéologie, 1912).

(65) GERMAIN (H.) : *Die natürlichen Grundlagen der lothringische Eisenindustrie* (*Ibidem*, 1912).

del s'en était vivement plaint à la tribune de la Chambre des députés. Il montrait quel inconvénient il y avait à faire des ingénieurs des mines des répartiteurs d'impôt, ajoutant « que bientôt la bonne intelligence entre eux et les manufacturiers serait rompue, et que le noble but auquel aspire le corps des ingénieurs, celui d'éclairer, de diriger l'industrie, n'était pas toujours atteint ». Cela n'empêcha pas l'ingénieur de Gargan d'épouser Mlle de Wendel, ni les plaintes de continuer (66). En 1838 les forges d'Hayange et de Moyeuvre payaient ainsi 1.700 francs, et dix ans plus tard, jugeant les taxes exagérées, elles demandaient communication à la Préfecture des états dressés par les ingénieurs (67).

Pendant longtemps, Hayange et Moyeuvre restèrent, avec Creutzwald, les seuls hauts-fourneaux qui utilisaient la minette. Mais l'octroi officiel d'une concession semble avoir poussé à l'imitation (68). En 1834, la commune de Cosnes, située à l'ouest de Longwy, demandait à exploiter par galeries la roche de ses forêts. Sa requête fut rejetée, et deux particuliers la reprirent à leur compte. En 1837, dans la même région, apparurent les demandes de concessions de Coulmy et de Cosnes-Romain, qui finirent par être accordées en 1844 et 1848. La seconde concernait trois kilomètres carrés et appartenait à une forge importante, celle de Gorcy. La même année 1837 vit formuler, d'ailleurs en vain car il ne s'agissait point d'entreprises sérieuses, les premières demandes de concessions au sud de Metz, sur les bords de la Mance, à Vaux, et plus au nord à Lessy, Lorry, Plappeville. Tout cela était l'annonce de temps nouveaux, et prouvait que les travaux des géologues commençaient à préciser l'importance du minerai oolithique.

Il faut d'ailleurs remarquer que l'absence de concession régulière n'empêchait pas l'exploitation : dès 1837 les mines de Coulmy donnaient 1.700 tonnes de minette. De plus, un simple avis permettait l'exploitation à ciel ouvert, que l'on pratiquait dès lors à Saulnes, Villerupt, Ottange, et qui donnait un millier de tonnes. Dix ans plus tard, vers la fin du règne de Louis-Philippe, l'exploitation de ces quelques centres, auxquels il convient d'ajouter Herserange, produisait déjà 23.000 tonnes, près du tiers des 77.000 tonnes de minette extraites en Moselle, le reste venant des mines d'Hayange et de Moyeuvre. La production était sept fois plus forte qu'au début de la Monarchie de Juillet, et l'on peut dire que dès lors la métallurgie mosellane reposait sur la double base de ses 42.000 tonnes de minerai de fer fort et de ses 77.000 de minette, représentant, par leurs teneurs différentes, des ressources sensiblement égales. La pro-

(66) Opinion de M. de Wendel sur le budget de 1824.

(67) A. D. Moselle, 1 S, Concessions, 6^e dossier.

(68) *Ibidem*.

duction locale ne suffisait pas toujours à l'industrie, et les forges achetaient parfois des minerais riches de Nassau, du Luxembourg, ou des débris de fonte. Mais ces importations étaient gênées par le droit d'entrée d'un franc la tonne, et elles ne furent jamais considérables.

Il reste à examiner la question du combustible. On a vu que c'est sous le Premier Empire que François de Wendel commença à utiliser couramment la houille pour le traitement des fers (69); mais ce n'est qu'en 1822 qu'il fit les premiers essais d'un haut-fourneau au coke. Cette dernière initiative resta isolée jusqu'à la fin de la Monarchie de Juillet. Ce n'est d'ailleurs qu'à partir de 1826 — les statistiques le prouvent — que la fabrication de la fonte au coke devint à Moyeuvre et à Hayange une réalité. A cette époque les forges de la Moselle occidentale consommaient environ 14.600 tonnes de houille, dont 13.800 pour les seuls établissements de Wendel; le reste allait aux entreprises d'Ottange, de Villerupt et d'Herseange. Les prix, qui étaient d'environ 10 francs la tonne sur le carreau des mines sarroises, de 15 francs dans la région de Creutzwald et d'Hombourg, atteignaient 28 francs à Hayange, 34 à Herseange, tant les frais de transport étaient lourds. Quant à la consommation de coke, elle était de 630 tonnes en 1825 et s'élevait à 4.000 en 1828, avant que la crise qui marqua les dernières années de la Restauration ne vînt en réduire sensiblement l'importance. Dix ans plus tard, on ne constatait aucun progrès dans la consommation des combustibles minéraux. En 1847 au contraire, les seuls hauts-fourneaux de Wendel utilisaient 15.000 tonnes de coke, les forges en employaient 32.000 de houille et l'amélioration des transports par eau avait permis de réduire de 25 % le prix du combustible minéral.

Mais pour les établissements qui n'appartenaient pas à la famille de Wendel, le charbon de bois resta la ressource principale. Il venait soit des forêts du pays, soit de celles de Belgique et de Luxembourg, et sa rareté était la plus grande crainte de l'ancienne métallurgie. En 1826, les forges occidentales de la Moselle en consommaient 20.000 tonnes, au prix de neuf francs l'une, prix très supérieur à ceux qui étaient pratiqués dans l'est du département où il y avait plus de forêts et moins de demandes. La consommation des mêmes établissements s'éleva à 28.000

(69) Ch. Ballot, dans « L'Introduction du machinisme dans l'industrie française », indique toutefois que dès 1775 la houille était employée à Sainte-Fontaine et à Hombourg, dès 1787 à Hayange (p. 437). Mais les progrès furent arrêtés par la Révolution. De même les expériences de fonte au coke tentées à Hayange en 1769 par G. Jars, membre de l'Académie des Sciences (p. 440), celles réalisées au Creusot sous l'impulsion d'Ignace de Wendel, furent sans lendemain (p. 451).

tonnes en 1837 et resta dès lors stationnaire. On voit donc que dès la Monarchie de Juillet les quantités de combustible minéral consommées dépassaient largement celles de charbon de bois, dont la valeur était pourtant très supérieure. Enfin la castine, employée comme fondant dans les hauts-fourneaux, était extraite de quelques carrières voisines des forges.

La métallurgie mosellane aurait donc entièrement reposé sur les ressources locales — y compris le capital et la main d'œuvre — si le coke et la houille n'avaient pas été importés de la Sarre. Dès 1815, au lendemain du second traité de Paris qui avait enlevé à la France toutes les mines alors connues, on s'était efforcé de remédier à cette situation. On pensait, d'ailleurs à juste titre, que les couches du bassin de la Sarre se prolongeaient sous le sol français, et sur l'initiative de quelques capitalistes, Villeroy, le propriétaire de la faïencerie de Mettlach, récemment annexée à la Prusse, de Wendel, Rupied, dernier maire français de Sarrebruck, Lasalle de Vaudrevange, une société se forma pour essayer des sondages (70). Le Conseil général acheta une sonde départementale et subventionna ces efforts. On travailla donc près de Creutzwald, de Teterchen, au Glockenhof près de Merten, sans aucun succès. On fit même un sondage à Thionville, ce qui était parfaitement absurde. La seule tentative sérieuse fut celle qui se poursuivit longtemps, en dépit de plusieurs interruptions, à Schoeneck, près de Forbach, d'où l'on ramena enfin un échantillon de houille qui fut présenté à l'Académie de Metz en janvier 1830. Cela n'empêcha pas la compagnie de Schoeneck de manquer d'argent, et l'exploitation des houillères de la Moselle ne devint une réalité qu'après 1850. Le principe de la découverte remonte seul à la Restauration.

VIII. — Les forges de la Moselle occidentale

Parmi les forges de la Moselle, les principales étaient sans contredit — et sont encore aujourd'hui — celles de la famille de Wendel, véritable dynastie dont Hayange était la capitale (71). C'est en 1704 que Jean-Martin Wendel, petit-fils d'un colonel de Croates originaire de Coblentz, devint seigneur de ce village où l'on traitait déjà le fer. Quinze ans plus tard, il fit construire le château qui existe encore, et quand le duc Léopold lui conféra des lettres de noblesse, il reçut ces armes parlantes : « de gueules à trois martinets émouchés d'or, liés d'azur, au canon d'or en face à la pointe, l'écu bordé d'argent » (72). Le fils de Martin de

(70) A. D. Moselle, 1 S, recherches, concessions, 3^e dossier, 1818, 1823, 1825. *Notice sur les gisements houillers de Schœneck.*

(71) *Généalogie de la maison de Gargan.*

(72) Ces lettres de noblesse, A. D. Meurthe-et-Moselle, B 618, sont reproduites dans le tome VII du *Nobiliaire de Longwy*, manuscrit de L. HUBERT. Elles

Wendel fonda les forges d'Hombourg, son petit-fils participa à la création du Creusot et d'Indret (73) : c'est alors que survint la Révolution, au cours de laquelle faillit sombrer la fortune de la famille. La République confisqua les forges comme biens d'émigrés, et d'un partage en présuccession la vieille dame de Wendel, âgée de 80 ans, ne garda qu'Hombourg, Creutzwald et Sainte-Fontaine, qu'elle dut d'ailleurs vendre en 1799. C'est en vain que sous le Consulat les héritiers, amnistiés et rentrés en France, protestèrent (74) : le Conseil de préfecture les débouta de leurs réclamations. Mais il se trouva que l'acquéreur des forges d'Hayange ne put jamais s'acquitter du prix d'achat, et qu'une nouvelle adjudication eut lieu le 27 juin 1803 : grâce à un emprunt contracté auprès d'un banquier de Mulhouse, la famille de Wendel put rentrer en possession de son bien patrimonial, pour le prix, peu élevé, de 222.000 francs. En 1810 suivit l'achat des forges de la Quint, qui, ayant cessé d'être françaises, furent revendues en 1826. Enfin, en 1811, l'acquisition de Moyeuve vint compléter le domaine industriel de la famille, que les commandes de l'armée rendirent plus prospère qu'elle ne l'avait jamais été (75).

Quant aux forges de Creutzwald, d'Hombourg, de Saint-Louis et de Sainte-Fontaine, qui avaient appartenu au XVIII^e siècle à la même dynastie, elles changèrent de mains dès le Premier Empire.

Au cours de cette période, le grand animateur de l'entreprise familiale fut François de Wendel, l'ami du comte de Serre (76). Après sa disparition prématurée, survenue en 1825, l'affaire resta entre les mains moins expérimentées de sa veuve : mais elle trouva en son gendre, l'ingénieur des mines de Gargan, polytechnicien et élève de l'école de Moutiers, un conseiller qui à partir de 1830, démissionnaire de ses fonctions administratives, se consacra entièrement ainsi que son jeune beau-frère, Charles de Wendel, au développement des forges. C'est ainsi que sous l'impulsion de trois hommes éminents, Hayange et Moyeuve furent les plus hardiment novatrices des usines de la Moselle. L'une et l'autre comprenaient une

indiquent que les auteurs de Martin Wendel paraissent avoir déjà été honorés de la noblesse. Que faut-il penser de cette formule parfois toute protocolaire ?

(73) Il s'agit d'Ignace de Wendel, né à Thionville en 1741, mort en émigration, en 1795.

(74) A. D. Moselle, 17 K 4-6, arrêtés des 12 frimaire IX, 2 ventôse IX, 4 et 11 pluviôse XI, 8 messidor XI.

(75) GRANDET (H.) : *Monographie d'un établissement industriel...*

(76) François de Wendel naquit en 1778, à Charleville où son père, Ignace, avait créé une manufacture d'armes. Il fut élève dans la marine royale, émigra et fit campagne contre les armées républicaines. Il rentra en France en 1803. Sa veuve, née Fischer de Dicourt, mourut en 1872 dans l'hôtel qu'elle possédait à Metz, 2 rue des Parmentiers.

série d'établissements alignés le long de la Fentsch et de l'Orne, et dès 1826 deux hauts-fourneaux marchant alternativement au charbon et au « coak ». Jamailles travaillait les tôles, Suzange le fer blanc, et 325 ouvriers dépendaient vers 1827 de la maison de Wendel (77). Vers la fin de la Restauration, la production de fonte atteignait 6.000 tonnes, dont le tiers était obtenu au coke. Les mêmes forges donnaient 4.000 tonnes de fers « anglais » produits par l'affinage à la houille, et 1.000 de fers au bois. En 1837, le nombre des ouvriers atteignait 500 et dix ans après il dépassait 600. A la première de ces dates, la production de fonte était de 9.000 tonnes, mais toute l'augmentation portait sur la production au bois. Au contraire en 1847 on atteignait 17.000 tonnes de fonte au coke, contre 6.000 obtenues par l'ancien procédé. Le pas décisif était dès lors franchi.

Les établissements de Wendel s'étaient sans cesse étendus au cours de cette période (78) : en 1820, une ordonnance royale avait autorisé la fenderie de Moulin-Neuf, sise à Vitry-sur-Orne, et les laminoirs de Suzange. En 1833 était venu un laminoir à la Frapouille, près de Moyeuvre, et en 1834 le troisième haut-fourneau d'Hayange, haut de neuf mètres et capable de produire 60 tonnes par mois. En cette occasion le Conseil général des mines s'était montré plus libéral que le préfet, qui avait voulu imposer des restrictions à la consommation du charbon de bois : « Ce serait contraire, avait-il répondu, aux principes d'après lesquels le gouvernement a cru devoir, depuis quelques années, abandonner les produits des forêts à la libre concurrence des maîtres de forges ». Dix ans après, le quatrième haut-fourneau d'Hayange avait été autorisé : même alors la plus importante des usines de cette localité n'avait, il faut l'avouer, rien qui annonçât notre conception actuelle de la métallurgie lourde. Les roues à aube conservaient plus d'importance que les machines à vapeur ; l'ensemble des bâtiments et des cours ne couvrait que 250 mètres de long sur 80 — la grand' halle où s'alignaient les quatre hauts-fourneaux mesurant 60 sur 35. Enfin une plus importante modification est à signaler : depuis que la production des rails devenait un des objets principaux des forges de Wendel, deux voies ferrées privées, achevées vers 1840, reliaient Hayange et Moyeuvre aux ports de la Moselle.

A côté de ces établissements, les autres forges de la région semblaient bien médiocres. Située dans un vallon qui descend vers le Luxembourg,

(77) Jamailles est en aval de Moyeuvre, Suzange en aval d'Hayange.

(78) A. N. F¹¹ 4.424, 4.426, 4.428, 4.430, 4.431. Plusieurs plans des forges sont conservés dans ces dossiers. Voir également A. D. Moselle, cartes et plans, n^{os} 356, 358, 362, 363, 364, 365.

Ottange n'avait guère changé depuis 1733 (79). Le comte d'Hunolstein, qui en était propriétaire, en avait confié la direction à un bailliste, Co-chard et Cie. Une cinquantaine d'ouvriers y travaillaient le fer, autour d'un haut-fourneau qui en 1847 ne produisait que 1.400 tonnes par an, exclusivement au bois. Villerupt, qui appartenait à la comtesse de la Vieuville, était exploitée également par un fermier, Paquotte (80). Ses deux hauts-fourneaux donnaient alors 2.500 tonnes de fonte au bois. Au voisinage immédiat de Longwy-Bas, Herserange avait appartenu jusqu'en 1828 aux d'Huart, également propriétaires des forges de la Sauvage, situées en territoire luxembourgeois (81). Acquisées par Aubé et Tronchon, elles avaient un haut-fourneau qui produisait 1.400 tonnes en 1837. Un deuxième haut-fourneau fut autorisé en 1843, sur une demande déposée six ans auparavant; le propriétaire de la faïencerie de Longwy, d'Huart de Nothomb, s'était vivement plaint de cette extension qui risquait de raréfier encore le charbon de bois; il avait menacé de fermer ses usines et avait poussé ses ouvriers à pétitionner: c'est pourquoi Aubé et Tronchon durent promettre de tirer de l'étranger leurs approvisionnements en combustible. Puis le nombre des hauts-fourneaux fut porté à quatre, et la production de fonte au bois atteignait 4.000 tonnes en 1847. En aval de Longwy, la petite forge de Cons-la-Grandville s'était établie sans autorisation régulière sous le Premier Empire; aussi les métallurgistes des environs tentèrent-ils de la faire supprimer vers 1818, arguant qu'il y avait trop d'usines à fer dans le pays, que le tracé de la nouvelle frontière rendait le bois plus rare que jamais. Le haut-fourneau fut néanmoins mis à feu en 1821, à condition de s'approvisionner en combustible à l'étranger (82). Cette restriction fut levée en 1842, en un temps où le gouvernement se montrait plus respectueux que jadis du principe de la liberté industrielle. Enfin deux petits hauts-fourneaux existaient à Longuyon et au Dorlon, tout à fait à l'ouest du département.

Mais la production de la fonte était loin d'être la seule activité des forges de la Moselle: elles la transformaient en fers de diverses sortes, et Longuyon, propriété de la famille d'Hoffelize, avait la spécialité de fabriquer des canons de fusils. Certains établissements, d'importance d'ailleurs minime, se contentaient de traiter des fontes produites ailleurs: c'était le cas de Vezin et de Lopigneux, aux environs de Longuyon. Il s'en créa quelques autres au XIX^e siècle, tels la platinerie de Russange, la forge de Buré, l'affinerie de Chénières. Cette dernière traitait des fontes luxem-

(79) A. N. F¹⁴ 4.428.

(80) A. N. F¹⁴ 4.427.

(81) A. N. F¹⁴ 4.427-4.430.

(82) A. N. F¹⁴ 4.424.

bourgeoises ; elle n'avait été autorisée, en dépit des efforts des industriels voisins, qu'à la condition de se ravitailler exclusivement en charbon de bois étranger (83).

Enfin quelques nouveaux hauts-fourneaux s'établirent à côté de ceux qui existaient dès le XVIII^e siècle : la première tentative remontait à l'année 1825 et émanait d'un habitant de Longwy qui voulait créer un établissement à Cosnes. Mais l'autorisation fut refusée par le ministre, en raison de l'opposition que l'administration des douanes mettait à la création d'une forge si près de la frontière (84). Par contre une ordonnance de 1836 permit la fondation du haut-fourneau de Gorcy, au profit d'un notaire messin, Labbé, et de son associé Legendre (85). Le gouvernement ne tint pas compte en cette occurrence de l'opposition formulée par six maîtres de forges : résolu à favoriser la concurrence, il leva même en 1839 la condition d'approvisionnement en charbon de bois étranger. Un deuxième haut-fourneau fut ajouté à la fin de la Monarchie de Juillet et en 1847 cette entreprise, située à la frontière belge, produisait 2.500 tonnes de fonte au bois. On vit aussi un haut-fourneau s'installer vers 1837 à la Caulre, près de Briey, malgré la résistance des concurrents — un autre s'établir à Buré — un autre au moulin de Senelle, près de Longwy, en 1846 (86). Ces deux derniers ne réussirent guère. Enfin en 1835, un, puis deux hauts-fourneaux furent établis à Villerupt-Sainte-Claire, malgré une longue opposition des maîtres de forges voisins. Avec 3.000 tonnes de production, c'était un des établissements importants du pays, aux mains de l'architecte messin Gautiez et de son frère (87). Audun-le-Tiche vit aussi s'établir un petit haut-fourneau en 1845. Toutes ces forges ne consommaient que du bois pour le traitement des minerais ; le coke restait inconnu en dehors des établissements de Wendel.

IX. — La métallurgie lorraine en 1847

En résumé, le groupe occidental des forges de la Moselle comprenait en 1825 dix hauts-fourneaux répartis entre huit établissements (88) : telle était la situation léguée par le XVIII^e siècle. A la fin de la Monarchie de Juillet, ce nombre s'élevait à 25, partagés entre 14 entreprises. Les chif-

(83) A. N. F¹⁴ 4.425.

(84) A. N. F¹⁴ 4.425.

(85) A. N. F¹⁴ 4.426-4.427.

(86) A. N. F¹⁴ 4.426-4.429.

(87) A. N. F¹⁴ 4.426-4.427.

(88) Statistiques de 1837 et 1847. A. D. Moselle 1 S. Compte rendu des ingénieurs des mines.

fres de production de fonte au bois étaient passés de 11.000 tonnes en 1825 à 16.000 en 1837, et 21.000 en 1847. Ceux de fonte au coke s'étaient élevés de 260 à 1.800 puis 15.000 tonnes. On voit donc que si les progrès avaient été très lents sous la Restauration, le règne de Louis-Philippe, surtout au cours de ses dix dernières années, avait été une époque prospère. Les productions des fers marchands, des tôles, du fer blanc, avaient connu une progression parallèle. Les prix des produits métallurgiques n'avaient cessé de baisser depuis la fin de la Restauration, grâce aux progrès incessants apportés dans les méthodes, et surtout dans l'affinage des fontes : le procédé anglais par puddlage et corroyage, qui n'était pratiqué en 1847 que dans les établissements de Wendel, à Herserange et à Moutierhouse, avait alors ramené la valeur des fers marchands à 320 francs la tonne. Ces prix étaient pratiqués par exemple pour les rails et les cornières qui sortaient de Jamailles, près de Moyeuvre : or ceux de 1826 et de 1837 étaient respectivement, pour les fers à la houille, de 470 et de 350 francs. Ceux des fers au bois avaient baissé de 620 francs en 1825 à moins de 500 vers 1830, à 430 à la fin de la Monarchie de Juillet. Les fontes au bois étaient passées de 210 à 190 francs, celles au coke de 150 à 120. On voit que M. de Gargan s'était montré mauvais prophète quand il avait affirmé, devant la Commission d'enquête de 1828, que si une baisse de cinq francs arrivait sur les fers, c'en serait fait de l'industrie métallurgique en France (89). Grâce à la protection des tarifs douaniers, l'industrie lorraine n'avait rien à craindre de l'étranger, d'autant que les forges luxembourgeoises étaient presque totalement ruinées à cette époque.

Les débouchés ne manquaient d'ailleurs pas : les fontes moulées étaient vendues dans les Ardennes et à l'artillerie ; les fers marchands, qui formaient l'essentiel de la production, allaient vers la Meuse, vers Charleville, vers Metz, Nancy, Paris ; les tôles et fers blancs, que produisaient les seuls établissements de Wendel, partaient également vers l'Ouest : si les capitaux étaient locaux, les débouchés étaient exclusivement français, et à aucun degré la métallurgie mosellane n'était devenue exportatrice. Elle aurait d'ailleurs craint l'union douanière avec la Belgique qui lui semblait supérieurement outillée. A la fin du règne de Louis-Philippe, les commandes de rails pour les compagnies de chemins de fer, étaient devenues une des ressources des usines de Wendel, tandis que Gorcy s'était spécialisé dans la fabrication du fil de fer.

Mais il ne suffit pas d'étudier en elle-même la métallurgie de la Moselle. Il faut voir quelle était son importance dans l'ensemble de la France. Le département ne produisait que 6 % des fontes que livraient les 400 hauts-fourneaux au bois et les vingt au coke que possédait la France sous

(89) *Enquêtes sur les fers*, 1829.

Louis-Philippe. Ce pourcentage se releva à 8 % vers 1847, et la sidérurgie française était alors tellement dispersée qu'il suffisait pour assurer à la Moselle le deuxième rang, immédiatement derrière la Haute-Marne; au cours des dix dernières années, elle avait devancé la Haute-Saône, la Côte-d'Or, les Ardennes et la Meuse, qui jadis se trouvaient placées avant elle. Combien différente est la situation que connaît le xx^e siècle: la Moselle, en ses anciennes limites, première région métallurgique, avec 80 % de la production nationale de fonte! Pour le gros fer, elle ne venait en 1847 qu'au troisième rang, derrière la Haute-Marne et la Haute-Loire — pour la petite métallurgie elle était battue par la Nièvre, dont les forges de Fourchambault étaient les plus belles du pays, par le Nord, le Haut-Rhin et la Seine. Pour l'acier, elle ne venait qu'au huitième rang. Mais dans tous les domaines, elle était en progrès constants, et semblait appelée à dépasser successivement tous ses rivaux: d'ailleurs, pour l'ensemble de la valeur créée par les forges, celles de la Moselle tenaient dès lors le deuxième rang, derrière la Haute-Marne, devant le Nord, alors que dix ans auparavant elle était encore au sixième. Les ingénieurs des mines évaluaient que ses chiffres de production étaient passés de 6 à 13 millions de francs.

Mais si brillant qu'ait été le rang tenu en France, dès la fin de la Monarchie de Juillet, par la métallurgie mosellane, pourtant demeurée, à l'exception des établissements de Wendel, fidèle aux techniques anciennes qui excluaient le coke, il convient de la laisser à sa place dans l'économie du département. Elle n'occupait encore que 2.500 ouvriers, dont moins de 2.000 pour le groupe occidental des forges, alors que la statistique industrielle de 1847 dénombrait 13.000 travailleurs employés dans les principaux établissements industriels. Enfin il faut reconnaître que ses progrès n'avaient pas suffi à faire de la Moselle un grand département manufacturier, comparable au Nord, aux Ardennes, au Haut-Rhin. Il était réservé à la période de 25 ans qui précéda la guerre de 1870 de transformer à cet égard la situation, et de rendre évidente l'évolution qui s'était déjà accomplie partiellement sous la Restauration et surtout sous le règne de Louis-Philippe.

CHAPITRE VI

LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE AU TEMPS DES VOIES FERRÉES

I. — Les conditions générales

C'est en 1849 que pour la première fois un préfet de la Moselle, dans son rapport au Conseil général, fit ressortir que l'agriculture et la métallurgie constituaient les deux grands intérêts du département. Deux ans après, l'exposé préfectoral, montrant l'avenir du minerai oolithique, ajoutait : « Peu de localités, non seulement en France, mais encore en Europe, présentent un minerai ayant une valeur aussi grande comparée au prix extrêmement modéré auquel il revient. L'ouverture prochaine de la ligne de fer qui mettra ce gîte précieux en communication directe avec le riche bassin de Sarrebruck, est destinée à produire une grande révolution dans l'industrie du fer ». Et dès lors les questions industrielles tinrent la première place dans les préoccupations du Conseil général de la Moselle, devenue décidément un département en pleine transformation économique, dont la spécialisation allait s'affirmer toujours davantage.

L'un des caractères de la grande industrie est en effet son extrême différenciation régionale : la métallurgie mosellane, en passant au premier rang, sembla entraîner la décadence de plusieurs activités qui s'étaient maintenues autour d'elle. La certitude que l'on avait de posséder une ressource qui assurait l'avenir du département, compensa les inquiétudes qui pouvaient naître de la stagnation prolongée du chef-lieu. Car l'espoir de faire de Metz le centre d'un commerce de transit prospère parut plus définitivement ruiné que jamais : le tracé des voies ferrées n'avait pas été avantageux pour la cité, et les voyageurs qui empruntaient pour gagner Paris la ligne de Sarrebruck ne s'arrêtaient plus guère dans les hôtels (1). Nancy et Strasbourg progressaient plus rapidement qu'elle, et le chef-lieu de la Moselle restait ainsi un marché régional, une ville de boutiques et de militaires exactement du même type que Thionville.

(1) Cf. chapitre XX, paragraphe 5.

Quelques aspects de la vie commerciale commencèrent pourtant à changer : répondant à l'appel de Mgr. Dupont des Loges, un certain nombre de boutiquiers s'engagèrent à fermer leurs magasins le dimanche, et fondèrent ainsi une association pour le repos dominical qui s'étendit même à quelques chefs-lieux de canton. Mais cet usage, qui avait vivement alarmé le *Courrier de la Moselle*, organe des républicains, parce qu'il craignait que les paysans ne perdissent l'habitude de venir s'approvisionner dans une ville « morte », ne se répandit que lentement et partiellement (2). Une autre modification fut l'apparition de quelques magasins de nouveautés qui, à côté des anciennes boutiques, parurent considérables ; il convient aussi de noter les progrès de la réclame — n'avait-on pas vu une affiche monstre inviter les Messins à lire les Misérables ! Les quatrièmes pages des journaux n'étaient-elles pas occupées par des annonces alléchantes sur la pogonotomie, ou art de la coupe des cheveux et des barbes, par des attestations de guérison signées des noms les plus connus de la ville, du préfet ou du vicaire général. On vit aussi les Grands Magasins du Louvre, de Paris, louer d'un coup une page entière et des déballages improvisés attirer l'œil par la même débauche de réclame.

Quelques tentatives nouvelles sont à signaler à l'actif de cette période. En 1848, lors de la crise des affaires qui suivit la Révolution, une caisse d'escompte départementale fut créée à Metz, avec un capital de 800.000 francs, mais la loi du 10 juin 1853, en interdisant le maintien de la garantie du département, amena la liquidation de cette entreprise (3).

Le comptoir d'escompte Justin Worms n'en subsista pas moins jusqu'en 1871. D'autre part la Chambre de commerce chargea Emile Bouchotte de se rendre à Paris pour demander la fondation d'une banque d'émission départementale, au moment même où l'on supprimait partout ailleurs les institutions analogues. Le ministre Goudchaux ne put y consentir, mais promit l'établissement à Metz d'une succursale de la Banque de France, qui s'installa rue des Parmentiers. Sous la direction successive d'un fonctionnaire venu de Paris puis des frères Blondin, notabilités messines dont l'un était réputé comme « la meilleure fourchette de la ville », cette succursale prit un grand développement, atteignant un chiffre d'affaires de 150 millions de francs. Le Crédit Foncier eut un représentant en la personne du receveur général, tandis qu'à

(2) *Courrier*, 26 août 1852.

(3) *Courrier*, 30 mars, 1^{er} avril, 6 avril, 6 mai 1848. Le comptoir départemental fonctionnait dès cette époque. *Indépendant*, 22 juin 1853. GREFF (E.) : *Justin Worms* (Mémoires de l'Académie, 1896). Pour la Banque de France nous avons trouvé de précieuses indications dans un mémoire lu par son directeur actuel, M. Geist, à l'Académie de Metz, le 3 décembre 1931.

côté des banquiers de la période précédente, des Simon et des Purnot, apparaissait Mathieu Goudchaux dont la maison survécut à l'annexion. Ainsi s'étaient singulièrement élargies les conditions du crédit.

En 1853, une bourse de commerce, où l'on négociait également les fonds publics, fut ouverte dans une salle du rez-de-chaussée de l'Hôtel de Ville (4); d'autre part des capitalistes messins prirent l'habitude de rechercher des bénéfices supérieurs à ceux qu'assuraient la propriété foncière: lors de la souscription pour la compagnie de Suez, organisée à Metz par Emile Bouchotte, la Moselle s'inscrivit pour plus de 800.000 francs, et se classa 17^e parmi les départements français, derrière la Meurthe et les Vosges, bien loin devant le Bas-Rhin (5). Le capital messin s'intéressa également à bon nombre d'entreprises minières de la région, ainsi qu'à la construction de toutes les voies ferrées qui pourraient lui être avantageuses. On vit même quelques négociants s'associer pour faire construire à La Rochelle un vaisseau, la « Ville de Metz », qui fit le commerce des mers de l'Inde. C'est également sous le Second Empire que les compagnies d'assurance sur la vie commencèrent à étendre leur clientèle en Moselle, une quarantaine d'années après le développement des assurances contre l'incendie et la grêle. Enfin l'exposition universelle de 1861 parut un signe du réveil de vitalité du pays, car elle contrastait brillamment avec celles qu'avait jadis organisées l'Académie de Metz dans une simple salle de l'Hôtel de Ville ou à l'orangerie du Jardin botanique.

Mais ces quelques traits n'empêchaient pas que ni Metz ni le département ne fussent devenus des centres commerciaux importants. En demandant un traité de commerce avec le Zollverein, qui semblait un rival industriel moins redoutable que l'Angleterre, la Chambre de commerce de Metz pouvait encore répéter en 1860: « Nous croyons qu'il aurait pour effet de rendre à nos contrées une partie des avantages dont elles jouissaient alors que la Belgique et les Provinces Rhénanes faisaient partie de l'Empire Français » (6). Un an après, le journal *l'Indépendant*, en réclamant la création de docks dans les magasins qui avaient contenu la réserve légale de la boulangerie, écrivait que cette mesure était nécessaire pour relever le commerce messin, qui avait bien baissé depuis trente ans. Il est vrai que les négociants proclament très souvent, sans qu'on soit obligé de les croire, que les affaires vont mal: les appréciations pessimistes montrent donc seulement que Metz demeurait une ville

(4) *Indépendant*, 5 janvier 1853.

(5) *Ibidem*, 29 janvier 1859.

(6) Adresse de la Chambre de commerce du 3 février 1860. *Ibidem*, 8 février 1860.

de détaillants, incapable d'un large rayon d'action. Sous la Restauration, elle avait rendu les barrières douanières, les difficultés de navigation de la Moselle, responsables de cette situation décevante; sous Napoléon III, elle l'attribua au tracé défectueux des voies ferrées, et plaça ses espoirs dans la construction d'une ligne Dunkerque-Karlsruhe-Vienne, qui aurait été la plus courte entre Londres et Constantinople! L'avenir de la ville était d'ailleurs assuré, en dehors de ces chimères, par le développement de la métallurgie. Mais il est évident que l'industrie lourde, établie dans les vallons écartés qui entaillent les côtes de Moselle, ne pouvait profiter qu'indirectement au chef-lieu; il n'en resterait pas moins une ville de boutiquiers, attirant d'ailleurs, à côté des paysans, des bourgeois et des militaires, une nouvelle clientèle d'ingénieurs et d'ouvriers.

II. — La révolution des moyens de transport

L'année 1850 fut celle de l'inauguration de la première voie ferrée de la région lorraine, celle de Metz à Nancy; dès lors l'ouverture de nouvelles lignes se renouvela fréquemment (7): en 1852, le chef-lieu de la Moselle se trouva uni à Paris, à Strasbourg et à Sarrebruck, devenue tête de ligne vers Ludwigshafen; en 1854, Metz-Thionville fut ouvert à la circulation, en 1859 Thionville-Luxembourg; en 1863 Longwy fut relié à la frontière belge, à Longuyon et à Sedan ainsi qu'à Thionville. Sarreguemines fut atteint par le rail en 1865, relié à Niederbronn et à Strasbourg en 1869. En outre, le canal de la Marne au Rhin, qui coupait la Moselle à Frouard, fut livré à la navigation en 1853 et son embranchement vers Sarrebruck, dit canal des houillères, en 1866. En quelques années se trouva donc réalisé le plus complet bouleversement des conditions anciennes qui se puisse imaginer.

Alors que la diligence parcourait en trente heures la distance qui sépare Metz de la capitale, les express unirent les deux villes en neuf heures et demie dès 1854, en huit quelques années plus tard (8). Il est vrai qu'il n'y eut jamais qu'un seul express par jour, et qu'il ne comprenait que des voitures de première classe: dans ces conditions le prix du trajet fut, à partir de 1858, de 44 francs, légèrement supérieur à celui du coupé des diligences. Ajoutons qu'un arrêt de vingt minutes était prévu au buffet d'Epernay. Quant au train semi-direct, le meilleur qui comportât des troisièmes, il lui fallait encore une douzaine d'heures pour gagner Paris, et le prix du parcours était également supérieur à celui des places de rotondes de la diligence. D'autre part Metz se trouva à moins de sept heures de Mannheim, à deux de Luxembourg, à une heu-

(7) Cf. chapitre XX, paragraphe 8.

(8) *Guides des Chemins de fer de l'Est*, entre 1856 et 1869.

re et demie de Nancy, tandis que Strasbourg demeurait à six heures de trajet. Depuis 1870, ces délais de route ont été notablement abaissés; en particulier les meilleurs trains mettent aujourd'hui Metz à moins de cinq heures de Paris. Enfin pendant longtemps les billets d'aller et retour furent inconnus, sauf à l'occasion des trains de plaisir ou de circonstances exceptionnelles, telles l'exposition de Metz de 1861, celle de Paris de 1867. Pourtant, pour d'assez courtes distances, de tels billets apparurent vers 1862, mais comme leur validité n'était que d'une journée, leur emploi restait limité.

Il va de soi que les chemins de fer firent disparaître dès leur construction les transports par diligences, du moins pour les longues distances. Il ne subsista de l'ancien trafic qui animait la place de Chambre, que les voitures à destination des environs de Metz, de Briey par exemple, seule sous-préfecture restée à l'écart des voies ferrées. Les gares virent des chiffres de voyageurs qui dépassaient tous les exemples du passé: celle de Forbach en comptait 38.000 en 1865, et celle de Metz, devenue la neuvième du réseau de l'Est, 230.000 (9). On vit des trains de plaisir amener en un jour 1.500 Parisiens, tandis que des voyages circulaires étaient organisés dans les Vosges dès 1865, des billets à prix réduits pour les étudiants des facultés de Nancy créés en 1864.

Les voies ferrées entraînèrent de profondes transformations dans les communications postales. C'est à partir de 1853 que le courrier de Paris fut distribué à Metz deux fois par jour; la télégraphie électrique y fut mise en 1851 à la disposition du public, alors que la télégraphie aérienne était toujours restée l'apanage du gouvernement. Le bureau de Metz vit ses recettes passer de 1.100 à 12.000 francs entre 1852 et 1856 (10). Mais le télégraphe ne desservit sous le Second Empire que les centres les plus importants, et presque exclusivement ceux qui étaient placés le long d'une voie ferrée. C'est ainsi que le bureau de Longuyon ne fut ouvert qu'en 1864, celui de Sierck qu'en 1866, celui de Longwy que l'année suivante. Les villages restèrent complètement à l'écart de ces communications rapides.

Les chemins de fer bouleversèrent le transport des marchandises plus encore que celui des voyageurs, car il y eut en ce domaine économie de temps et d'argent. Le tarif de neuf centimes par tonne et par kilomètre était en effet inférieur de près de moitié à celui du roulage, et d'autre part la voie ferrée était tellement plus directe que la voie d'eau entre Sarrebruck et les forges, qu'elle permettait de réaliser une économie sur

(9) FOHLINGER (O.): *Geschichte der Eisenbahnen in Elsass-Lothringen*. *Indépendant*, 18 septembre 1865.

(10) *Indépendant*, 9 novembre 1858.

cette dernière. C'est ce qui explique que dès 1853 on put constater le ralentissement de la navigation sur la Moselle (11). Les travaux d'amélioration qui avaient été entrepris sous la Monarchie de Juillet n'étaient pas suffisants pour sauver l'ancienne batellerie, car la lutte contre le rail n'eût été possible qu'en employant des péniches d'un tonnage supérieur à celui que pouvait porter la rivière, même rectifiée. Le port Chambière et celui d'Uckange virent leur activité décroître rapidement, et leurs quais devinrent déserts. Dès 1860 on n'y signalait plus que l'arrivée de quelques cruchons d'eau de Seltz, que la descente de trains de bois flottés. Les houilles en avaient disparu, de même qu'avait cessé l'exportation des blés, qui venait d'être considérable en 1851. Il va de soi que les bateaux à vapeur renoncèrent à transporter les voyageurs entre Metz et Nancy, puis entre Metz et Trèves. La Moselle ne porta plus que « le Montebello », qui conduisait les promeneurs du dimanche et les pêcheurs à la ligne aux environs immédiats de la ville.

Quant au canal des houillères, s'il fut dès 1866 parcouru par un trafic intense, c'est qu'il était la voie la plus économique pour amener les charbons sarrois en Alsace, vers Nancy, ou même vers les forges de Champagne. Mais il n'intéressait pas le département de la Moselle : on vit bien quelques péniches de houille, venues par la nouvelle voie d'eau, descendre de Frouard à Metz, mais la navigation de cette partie du fleuve était si médiocre qu'une telle tentative ne pouvait se généraliser (12). Il apparaissait donc que la seule chance de ranimer la batellerie messine était de réaliser la canalisation de la Moselle de Frouard à Thionville : les travaux étaient en cours lorsque survint la guerre de 1870, et si le canal atteignit Metz quelques années après, il ne fut pas prolongé au delà et demeura parfaitement inutile. Il faudra attendre l'année 1932 pour que l'ouverture de la section Metz-Thionville vienne ranimer la lutte entre la voie de fer et le canal, lutte qui est provisoirement close dans la région mosellane, depuis la victoire que le rail a remportée en 1852.

La circulation sur les routes diminua dès l'apparition des voies ferrées, et les transports de houille par roulage continuèrent seulement de Sarrebruck vers le Bas-Rhin ou vers Dieuze, pour disparaître à leur tour quand fut ouvert le canal des houillères (13). Le roulage subsista

(11) Conseil général, rapport du préfet, 1850. LÉVY (J.) : *Notice sur le bassin houiller de la Moselle* ; p. 54, indique comme trafic maximum des houilles 109.000 tonnes en 1851, alors qu'en 1857 le chiffre s'était abaissé à 9.000.

(12) *Indépendant*, 11 septembre 1865. Voir au chapitre XX, paragraphe 7.

(13) A. D. Moselle cartes et plans, n° 221 : carte de la circulation observée en 1857 — n° 1.810, carte des recettes du réseau de l'Est en 1863. Il existe aussi une carte de la circulation en 1869.

pour les messageries de ville à ville, mais cessa d'avoir une importance industrielle. Tandis qu'avec les 607.000 voyageurs partis des gares et 1.665.500 francs de recettes qu'ils assuraient, la Moselle ne venait en 1863 qu'au neuvième rang parmi les départements du réseau de l'Est, elle avait conquis la première place pour les expéditions en petite vitesse: plus d'un million de tonnes expédiées, 8.400.000 francs de recettes.

Comme au temps du roulage, la plus large part de ce trafic était constituée par les houilles sarroises, dont l'importation s'éleva progressivement, entre 1847 et 1859, de 200.000 à un million de tonnes. La seule voie ferrée de Forbach finit par en transporter 900.000 tonnes, et ce chiffre est à comparer à ceux qu'avaient jadis connus les routes les plus animées et qui lui étaient dix-huit fois inférieurs! Vers 1860 la Moselle n'amenait plus que 6.000 tonnes, tandis que les cantons frontiers en recevaient encore 100.000 par voie de terre. La progression se ralentit au cours des années suivantes: en 1864 l'importation de la Sarre était de 1.150.000 tonnes, dont 240.000 étaient expédiées hors du département, pour les besoins de la compagnie de l'Est, de la Meuse et de la Meurthe, du Bas-Rhin. Mais ce dernier département recevait surtout, du moins avant 1866, les houilles bavares de Bexbach, qui arrivaient du Palatinat par Spire et Wissembourg. D'autre part, depuis 1859, le coke belge commençait à arriver de Charleroi vers la partie occidentale de la Moselle, et en 1864 son importation atteignait déjà 86.000 tonnes. Enfin, en 1869, les arrivages de Sarre et de Belgique atteignaient 1.675.000 tonnes, dont un tiers de coke. Il faut d'ailleurs remarquer que le canal des houillères avait enlevé à Forbach son monopole, car son trafic atteignait déjà près de 600.000 tonnes, dont les trois quarts en charbon. La consommation du département n'avait guère augmenté depuis plusieurs années, car le transit des houilles sarroises vers Strasbourg, la Suisse, le Pays de Bade, avait pris une importance qu'il n'avait jamais atteinte.

Avec de pareils éléments de trafic, auxquels venaient s'ajouter l'expédition des produits de la métallurgie, il n'est pas étonnant que le rapport kilométrique des lignes de la région ait dépassé toutes les prévisions: entre Frouard et Forbach, il s'éleva de 21.000 francs en 1853 à 49.000 en 1861, et 61.000 en 1869. A cette dernière date le rapport de Metz-Luxembourg s'élevait à 40.000 francs et égalait celui de Strasbourg-Bâle. Forbach devint la première gare du réseau de l'Est, avec Paris-La-Villette, et concentra presque la moitié des recettes perçues

(14) Rapports de l'ingénieur des mines, A. D. Moselle, 1 S.

dans le département. Metz venait ensuite, grâce à l'affluence des voyageurs, mais des stations purement industrielles comme Stiring, Thionville, Ars, Hagondage, avaient déjà atteint à cette époque des chiffres de recettes considérables, qui prouvent l'importance qu'avait prise dans la vie économique de la Moselle son industrie essentielle, la métallurgie.

III. — Les industries secondaires

Les succès de la sidérurgie mosellane ne peuvent faire oublier qu'elle restait concentrée en quelques points, et que cent autres activités subsistaient à côté d'elle (15). Même en 1870, la moitié au moins des 28.000 ouvriers qu'indiquaient les rapports préfectoraux — en négligeant naturellement les artisans et leurs compagnons — étaient occupés par les autres industries du département. Les formes anciennes d'activité s'étaient maintenues pour l'artisanat, pour les meuniers, tailleurs, cordonniers, charrons, et pour tant d'autres professions qui restaient fatalement dispersées. On n'en observait pas moins une concentration très nette, dont l'exemple le plus frappant était le chiffre de 8.000 salariés occupés par les seuls établissements de Wendel. Même des métiers demeurés sous la direction de nombreux patrons connaissaient des tendances analogues : c'est ainsi que la fabrication mécanique des chaussures arrivait à occuper à Metz plusieurs centaines d'ouvriers des deux sexes, sous les ordres de trois manufacturiers (16). C'est ainsi que, tandis que les vieilles tanneries pittoresques des bords de la Seille entraient en décadence, un établissement plus moderne, celui de Sendret, à Saint-Julien-les-Metz, arrivait à occuper 200 personnes. De même les moulins de la ville de Metz, dont Emile Bouchotte était le bailliste depuis 1837, recevaient de nouveaux perfectionnements ; les voies ferrées leur permettaient d'étendre leur rayon d'action au moment où le département devenait exportateur de farines et de grains. Cent mille quintaux de blé y étaient moulus annuellement par quinze roues à aube, et le système mixte, qui les obligeait de travailler partie à façon, partie pour le compte du fermier, avait fait place, depuis 1858, au mode essentiellement capitaliste qui laissait Bouchotte seul vendeur du produit de ses usines (17).

D'autre part, les métiers pratiqués à domicile dans les campagnes voyaient alors s'achever leur décadence ; c'était le cas de la draperie

(15) Les documents essentiels sont : les *Annuaire de Verronnais*, sa *Statistique* de 1852, une statistique de 1870 (A. N. F^m 4.520), d'autres de 1856, 1860, 1865, 1868 (A. D. Moselle, 262 M 2-3-4-5), les rapports administratifs de 1859 à 1870 (A. N. F^{te} III Moselle 16).

(16) AUBERTIN (J.-P.) : *Les tanneries à Metz* (Austrasie, 1906-07).

(17) *La Moselle à l'exposition de 1867*.

grossière de l'arrondissement de Briey et des toiles de chanvre de la région de Sarreguemines. La maison qui en avait longtemps centralisé le commerce, Dorr et Cie, fit même en 1857 une des plus importantes faillites que l'on eût encore vue à Metz, avec un passif de 400.000 francs (18). De même, la concentration s'était achevée dans la fabrication des tabatières en carton, réunie presque entièrement dans la maison Adt Frères, fondée en 1842 à Forbach, et qui ne cessait de varier sa production depuis que l'usage de priser se perdait : plaques de brosses, plateaux peints à la chinoise, coffrets à bijoux et à gants, constituaient l'essentiel pour cette manufacture qui avait pris depuis 1860 une extension remarquable, élevant le nombre de ses ouvriers de 200 à 700.

Les nouvelles tendances de l'industrie n'avaient guère changé le caractère de l'ouvrier lorrain : malgré l'apparition d'éléments étrangers parfois assez difficiles, Belges, Luxembourgeois, Allemands, sur les chantiers de voies ferrées, malgré les débuts de l'immigration alsacienne vers les usines situées à l'ouest des Vosges, le recrutement régional de la main d'œuvre restait la ressource principale. Pas plus qu'avant 1848, il n'existait en Moselle de groupements corporatifs, et, même après la loi de 1864, les coalitions ouvrières demeurèrent excessivement rares. Outre une brève interruption du travail à Meisenthal en 1855, on ne peut guère signaler qu'une grève aux faïenceries de Sarreguemines en 1862, une autre aux chantiers du canal des houillères la même année. En 1868 les mineurs d'Hayange se croisèrent les bras pendant trois jours, et les portefaix des moulins Bouchotte obtinrent en cessant le travail dix centimes au lieu de sept par sac chargé ! (19). La vie sociale de la Moselle restait donc, en dépit de la transformation du pays, profondément calme. Les salaires avaient d'ailleurs augmenté depuis 1850, à la ville comme à la campagne, et vers 1860 ils descendaient rarement, à Metz, au-dessous de deux francs par jour. Mais le prix de la vie avait haussé dans une proportion à peu près semblable.

C'est pendant les années qui suivirent 1848 que survinrent en Moselle les progrès décisifs dans l'emploi des machines à vapeur (20). En dix ans, leur nombre passa de 48 à 180, leur puissance de 800 à 4.800 chevaux. A la fin du règne de Napoléon III, le département disposait ainsi d'une force de 10.000 chevaux, mais la suprématie des mines et des forges restait considérable en ce domaine ; les autres industries n'occupaient

(18) *Indépendant*, 11 juillet 1857. Le passif fut d'ailleurs entièrement remboursé.

(19) *Ibidem*, 31 août 1868, 25 août 1869. A. N. F¹⁹ 4.652. A. N. BB¹⁸ 1.546, coalition à Meisenthal, lettre du procureur général du 19 août 1865.

(20) A. D. Moselle, 143 M 2.

qu'une place secondaire dans les statistiques des ingénieurs chargés d'autoriser les nouvelles installations. De plus en plus, et surtout pour la métallurgie, la force des cours d'eau fut négligée, abandonnée aux petits moulins, dont le nombre était de plusieurs centaines.

Si l'on passe à l'examen des différentes régions du département et d'abord du chef-lieu, on est frappé du fait que la cordonnerie était devenue la plus importante des industries messines, avec un millier d'ouvriers. La ganterie, la confection d'équipements militaires et de blouses de toile, venaient ensuite. C'était des métiers qui pouvaient être pratiqués à domicile, et c'est pourquoi ils convenaient parfaitement à cette ville où il semblait que les grands ateliers ne pouvaient réussir. Lors de la guerre de Crimée on vit jusqu'à 1.100 ouvrières occupées à fabriquer des guêtres pour l'armée. La ville comptait beaucoup sur l'aide des pouvoirs publics, sur les commandes de l'Etat : la manufacture des Tabacs, créée à la fin du Second Empire, occupa ainsi jusqu'à 400 personnes, et les ateliers de chemins de fer de Montigny, qui ne peuvent passer pour une entreprise privée, comptèrent quelques centaines d'ouvriers, plus avancés d'opinion que les autres, parce qu'ils étaient les seuls qui fussent enrégimentés dans une organisation anonyme, les seuls à sentir leur solidarité. Quel contraste formaient avec ces grosses affaires les dix petites tanneries qui subsistaient, les treize manufactures de flanelles et de molletons qui occupaient 200 ouvriers, ou même celles de papiers peints, pourtant plus importantes.

Tout le reste, la broderie, les fabriques de brosses, les imageries, les manufactures de peluches, qui avaient eu leur beau moment vers la fin de la Monarchie de Juillet, était en pleine régression, comme s'il eût été impossible à la ville de Metz de faire prospérer continuellement ses activités : quelques capitalistes y créaient une affaire qui, après avoir atteint un point culminant, descendait la pente plus vite qu'elle ne l'avait gravie, et c'est ainsi que dans l'arsenal des métiers qui avaient échoué, se trouvaient les manufactures d'aiguilles, de cannes, de chapeaux. En un mot, Metz ne parvenait point à se spécialiser. Elle n'y est point encore parvenue au ^{xx}e siècle, d'autant plus que l'annexion a fait disparaître quelques-unes de ses activités passées, que les ateliers de vitraux du peintre Maréchal, les fonderies de cloches Jaclard et Goussel, établissements prospères sous l'Empire, renommés dans un rayon fort étendu, ont disparu à leur tour (22). La cordonnerie mécanique a seule survécu tandis

(21) *Indépendant*, 12 novembre 1855.

(22) BARBÉ (Jean-Julien) : *Les anciens fondeurs de cloches messins* (Pays lorrain, 1912). Dans ses Mémoires inédits, Migette donne de nombreux détails sur l'activité de Maréchal, dont l'entreprise, financièrement parlant, n'a point réussi.

que les conserves de fruits et de légumes, dont l'apparition remonte à l'année 1858 et à l'initiative du confiseur Rieutort, n'ont pris une réelle importance qu'après l'annexion, sous l'impulsion de la firme Moitrier, dont le fondateur était un restaurateur établi peu d'années avant la guerre: l'excellence de sa cuisine était d'ailleurs reconnue puisqu'en parlant d'un banquet servi par lui, on disait déjà en 1868: « C'est tout dire » (23).

A l'exception d'Ars-sur-Moselle, où des forges prospères s'étaient établies à côté de la papeterie toujours active, l'arrondissement de Metz n'était guère industriel. Boulay conservait la spécialité de sa quincaillerie, à laquelle s'ajoutait une fabrique de prussiate de potasse. Varize maintenait sa manufacture de flanelles, et une taillanderie s'était établie à Châtel-Saint-Germain: ces établissements n'occupaient que 250 ouvriers! L'arrondissement de Thionville, ses forges exceptées, était encore plus exclusivement rural, car à côté de ses verreries de Pépinville et d'Uckange — la première remise en marche après un long chômage, la seconde de création récente — à côté des petites tanneries de Sierck, on ne peut guère citer qu'une faïencerie établie dans cette ville: ces entreprises n'occupaient pas 400 personnes à la fin de l'Empire, et nul métier à domicile ne venait s'y ajouter. Thionville ne pouvait donc vivre que de sa garnison et de sa gare.

La situation du Pays Haut révélait une activité industrielle moins exclusivement métallurgique que celle de la région thionilloise. Brierre conservait une petite filature de coton, et dans ses environs la manufacture de drap de Moutiers groupait cent ouvriers. Mais c'est surtout sur les bords de la Crusnes que plusieurs entreprises restaient prospères: on voyait y voisiner la papeterie de Mainbottel, le tissage de cheveux de Boismont, et surtout les manufactures de draps de Pierrepont, qui donnaient du travail à plus d'un millier de personnes, dont 800 pour la seule firme Seillière. Lors de la guerre d'Italie la commande de 75.000 couvertures de campagne permit à cette dernière entreprise d'embaucher plus de 1.200 ouvriers, dont certains travaillaient d'ailleurs à domicile. Pour Pierrepont et les villages voisins, la manufacture était devenue une ressource plus importante que la culture.

Mais c'est surtout dans l'arrondissement de Sarreguemines que le système mixte qui amenait le salarié à se partager entre la terre et le métier industriel, s'était largement développé sous l'Empire. La main d'œuvre y était restée abondante et meilleur marché que dans le reste du départe-

(23) *Indépendant*, 6 janvier 1858, 31 octobre 1868. Le restaurant Moitrier, le plus célèbre de Metz, n'appartient d'ailleurs plus aux héritiers du fondateur, qui n'ont conservé que la direction de la manufacture de conserves de ce nom.

ment, et le propriétaire d'une chaumière et d'un lopin de terre était naturellement conduit, pour compléter ses ressources, à préférer un travail industriel à l'emploi plus précaire de journalier agricole. Ces conditions expliquent le développement des manufactures de peluches de Sarreguemines et de Putteltange, qui finirent par occuper près de 3.000 ouvriers. La seule maison Massing, de Putteltange, en compta jusqu'à 1.200 groupés dans de vastes ateliers établis en 1850, avec métiers mûs par la vapeur. Leur production annuelle s'éleva à 220.000 mètres de peluches, d'une valeur de deux millions de francs. L'Angleterre et l'Amérique en étaient les meilleurs clients. A Sarreguemines, la maison Huber-Pauly et Cie restait fidèle aux métiers à bras et occupait un millier d'ouvriers. D'autres métiers analogues existaient dans les villages des environs de Saint-Avold, et tous étaient prospères, car le règne du chapeau haut de forme était à son apogée. D'autre part la fabrication à domicile des chapeaux de panama avait pris dans la région de Sarrethalbe une extension considérable, pour le plus grand profit des négociants nancéiens qui centralisaient la production. Un entrepreneur de Sarrethalbe se rendit en Amérique du Sud pour nouer des relations directes avec les vendeurs de feuilles de lataniers et tenta de répandre le chapeau « Saïda », en fibres importées d'Algérie. On vit jusqu'à 1.800 personnes, hommes, femmes, enfants, occupées à cette confection, et se contenter d'un gain de cinquante centimes la pièce, alors qu'il fallait être habile pour en fabriquer deux par jour.

A côté de ces industries qui demeuraient quelque peu dispersées, Sarreguemines possédait depuis 1852 la fabrique de coffres-forts Haffner, qui employa bientôt 200 travailleurs. La production des allumettes était répartie entre la ville même et le village voisin de Rémelfing. Forbach avait, en outre des établissements Adt, une verrerie, et diverses industries secondaires, boissellerie, clouterie, quincaillerie, restaient éparses dans les villages de l'arrondissement. Le canton de Bitche comptait un grand nombre de scieries mues par les chutes d'eau. Si l'on ajoute à cette énumération les manufactures plus importantes encore dont traitera la suite de ce chapitre, il apparaît que l'arrondissement de Sarreguemines, longtemps considéré comme le plus pauvre, était devenu le plus industriel : il groupait la moitié des ouvriers de la Moselle, 14.000 travailleurs que se partageaient, en les citant par ordre d'importance, la métallurgie, le textile, les verreries et faïenceries, la fabrication des cartons laqués. Il y avait là une diversité qui ne se rencontrait pas au même degré dans l'arrondissement de Briey, dont le fer et la laine étaient les seules ressources, ni surtout dans celui de Thionville, exclusivement sidérurgique. Les industriels de la région eurent évidemment raison de souligner le développement auquel ils présidaient en organisant en 1857, lors du passage de

Napoléon III à Forbach, un défilé de chars symboliques de leurs succès (24).

Metz ne pouvait présenter rien d'analogue: le chef-lieu demeurait ainsi, à la fin du Second Empire, la ville la plus étrangère à la révolution économique qu'il fût possible d'observer dans la région lorraine. Au contraire, les progrès accomplis dans l'arrondissement de Sarreguemines, avanta-gé par sa nombreuse population comme par la proximité des houillères, allaient transformer l'ancien équilibre du département, l'émanciper en quelque sorte de la tutelle messine. La bourgeoisie du chef-lieu risquait de perdre la prééminence de fortune qu'elle avait si longtemps possédée: l'annexion à l'Allemagne, l'émigration qui en fut la conséquence, précipitèrent un mouvement dont l'origine se place sous le Second Empire. Enfin il faut souligner l'importance des forces qui tendaient à ne laisser subsister en Moselle qu'un petit nombre d'industries essentielles, celles que les conditions locales avaient favorisées. Au contraire l'échec de certaines tentatives contemporaines de la première moitié du XIX^e siècle s'avérait irrémédiable: il suffit de comparer les expositions départementales organisées sous la Restauration, et les envois de la Moselle à Londres en 1851 et 1865, à Paris en 1855 et 1867, pour remarquer que Metz n'était pas seule à connaître la ruine de quelques-unes des industries qui s'y étaient établies avant 1850: l'alun de Valmunster, la colle forte de Sierck, les plumes d'oies de Longwy, avaient disparu à jamais. Quelques réussites incontestables s'imposaient au contraire avec force, et l'avenir leur était assuré. On peut donc conclure qu'après une longue période de tâtonnements, c'est entre 1845 et 1860, à l'époque de la construction des premières voies ferrées, que la Moselle revêtit la physionomie industrielle qu'elle a gardée jusqu'à l'heure présente. Les chiffres de production ont pu prodigieusement changer, les bases de son activité n'en sont pas moins restées identiques depuis soixante ans.

IV. — Verreries et faïenceries

Dans l'histoire des verreries et cristalleries du Pays de Bitche, le fait primordial du Second Empire est le cantonnement de leurs ressources en bois (25). Après trente ans de querelles et de procès entre les manufactures et l'administration, l'ancien système des affectations disparut enfin: les forêts domaniales furent délivrées de l'hypothèque qui les grevait depuis le XVIII^e siècle, et en échange des droits que leur avaient concédés

(24) A. D. Moselle, 56 M.

(25) Cf. chapitre V, paragraphe 5 et chapitre XVI, paragraphe 5. Voir aussi *la Moselle à l'exposition de 1867*.

les ducs de Lorraine, les usines obtinrent en toute propriété un certain nombre d'hectares. Le cantonnement eut lieu en 1859 pour Meisenthal, qui reçut 17 hectares de bois en remplacement de ses droits qui portaient sur une surface 23 fois supérieure. Deux ans après, Saint-Louis obtint des conditions bien plus avantageuses, 830 hectares compensant les coupes qu'elle pouvait faire sur une surface seulement deux fois plus considérable. Enfin le cantonnement de Goetzenbruck fut réalisé en 1865.

Mais le bois allait cesser d'être le seul combustible employé dans les verreries : peu après 1850, Forbach, puis la nouvelle entreprise d'Uckange, donnaient l'exemple de l'utilisation de la houille, exemple que l'on retrouvait dans la Meurthe à Vallerysthal et à Saint-Quirin. Enfin en 1858 le premier four Boetius fut installé à Saint-Louis, et en 1860 Goetzenbruck, l'année suivante Meisenthal, s'engagèrent dans la même voie. Cette dernière verrerie venait d'être détruite par un incendie et sa reconstruction permit d'y apporter les derniers perfectionnements.

Meisenthal était ainsi arrivée à chauffer ses fours à la houille, d'après le procédé Siemens, et à actionner par trois machines à vapeur les tours de sa taillerie. Elle employait 400 ouvriers, pour lesquels avait été organisée une caisse de secours et de prévoyance, alimentée par une retenue de un pour cent sur les salaires. Sa production était plus variée qu'elle ne l'avait jamais été ; elle allait du verre de lampe à la lourde chope alsacienne, des garnitures de toilette gravées et dorées aux services à bière, tel celui que daigna choisir, lors de l'exposition de 1867, l'empereur Napoléon III. Enfin elle avait abordé la fabrication de la lustrerie, moins coûteuse que celle en cristal.

Goetzenbruck, à côté de sa spécialité des verres de montre et de pendule, avait entrepris vers 1850 la fabrication des verres de lunette et des boules argentées qui plaisaient tant aux petits propriétaires de la banlieue parisienne. Les salaires y atteignaient facilement trois francs par jour, et 1.500 ouvriers étaient occupés, soit dans les ateliers, soit à domicile dans les villages voisins. La production de verres de montre atteignait 130.000 pièces par jour, et le rayon d'exportation demeurait considérable. Là aussi les directeurs vendaient facultativement aux travailleurs tous les objets de consommation journalière, et ce système d'économats, s'il n'a pas toujours été populaire auprès des salariés, n'en était pas moins l'indice de conceptions nouvelles de la part du patronat.

Quant aux cristalleries de Saint-Louis, leurs succès ne s'étaient point interrompus sous la direction de M. Didierjean qui avait succédé à Marcus. Dans les procédés de fabrication au four Siemens, dans la technique de la gravure, bien des progrès avaient été accomplis. Services de table en cristal, coupes gravées, grands vases en blanc ou en couleurs, étaient

envoyés vers le dépôt parisien, qui avait cessé d'être commun à Saint-Louis et à Baccarat. Près de la moitié de la production, dont la valeur annuelle dépassait trois millions de francs, était exportée. Les matières premières venaient plus que jamais de régions éloignées, le sable de Fontainebleau, le carbonate de potasse de Toscane et de Hongrie, le plomb d'Espagne et de Belgique. C'est aux usines mêmes qu'étaient préparées les 400 tonnes de minium nécessaires. Enfin plusieurs machines à vapeur actionnaient les 500 tours à tailler. Dans ces conditions, Saint-Louis occupait jusqu'à 1.500 ouvriers à qui elle conférait plus d'avantages qu'aucune entreprise de la Moselle : système scolaire complet, caisse de prévoyance alimentée par prélèvement sur les salaires, pensions de retraites assurées aux travailleurs âgés et à leurs veuves, logements gratuits avec jouissance d'un jardin, soins médicaux gratuits, telles étaient les institutions dont s'enorgueillissaient sous le Second Empire les cristalleries de Saint-Louis. En leur recherche continue des perfectionnements, elles n'avaient pas hésité à envoyer successivement tous les contremaîtres et chefs d'atelier à Paris, lors de l'exposition de 1855. On voit donc quelle était à cette époque la prospérité des verreries du comté de Bitche : elles groupaient près de 3.500 ouvriers et vivifiaient une des régions les plus écartées des voies de communications, une des dernières qui ait été atteinte par les voies ferrées. Quant à la verrerie de Forbach, elle était entièrement consacrée à la fabrication du verre à vitre, tandis que celle d'Uckange livrait annuellement deux millions de bouteilles, dont une partie était vendue à la viticulture champenoise.

Dans l'industrie de la céramique, la grande transformation fut celle qui rénova la faïencerie de Sarreguemines, car celle de Longwy demeura d'importance secondaire, avec seulement 150 ouvriers. Sous la direction du baron de Geiger, Sarreguemines devint au contraire une entreprise de premier ordre, reconstituée en 1857 sous le titre de société Utzschneider et Cie, au capital de 2.223.000 francs, avec participation des grands céramistes de Vaudrevange, Villeroy et Boch, dont la manufacture, essentiellement française par ses origines, se trouvait en territoire prussien depuis 1815. Les faïenceries de Sarreguemines varièrent la nature et la qualité de leur production, qui comprit aussi bien les terrines de foie gras destinées à Strasbourg que les services en cailloutage et les grès fins. Toutes les combinaisons décoratives y étaient employées. De Geiger en vint à occuper plus de 2.000 ouvriers, abaissant constamment ses prix de revient, malgré l'élévation progressive de la main d'œuvre. Son chiffre d'affaires atteignit quatre millions, et l'acquisition d'une usine à Limoges devait le développer. Le rayon d'exportation de cette entreprise était fort étendu, de même que celui des achats de matières premières :

les deux groupes; elle remonta ainsi à 8.000 tonnes, mais ce chiffre venir des argiles de Gannat. La prospérité de cette entreprise transforma la ville de Sarreguemines, qui, privée de garnison pendant les dernières années de l'Empire, voyait son avenir industriel assuré. Car de même que les verreries du Pays de Bitche, la faïencerie n'a point cessé de prospérer. Mais l'importance relative de ces manufactures dans le département n'est plus aujourd'hui ce qu'elle fut sous Napoléon III, du fait des progrès inouis de la métallurgie, du fait aussi que ces industries, et surtout la cristallerie de Saint-Louis, étaient largement orientées vers le marché intérieur français et l'exportation vers l'ouest. Il n'est donc pas étonnant que l'annexion à l'Allemagne leur ait fait traverser une période difficile. Enfin, si leurs chiffres de production dépassent à l'heure actuelle ceux de 1870, elles n'occupent qu'un nombre d'ouvriers équivalent, tandis que d'autres activités n'ont cessé d'accroître leurs effectifs.

V. — Salines et houillères

C'est vers la fin de la Monarchie de Juillet et sous l'Empire qu'a pu se généraliser l'exploitation des richesses que renferme le sous-sol de la Moselle. Les ressources minières furent dès lors bien connues, et la description géologique du département, la carte géologique au 1/80.000, parues en 1868 et 1866, restent aujourd'hui encore de précieux documents qui font honneur à la science des ingénieurs Jacquot et Reverchon, de même que les travaux de détail des Messins V. Simon et O. Terquem, entrepris dès le début de la Monarchie de Juillet, montrent que les savants du chef-lieu ont largement contribué à la prospection de leur pays (26).

On a vu qu'en 1849 la production des salines de Sarralbe avait atteint 11.000 tonnes: ce fut leur apogée, car la concurrence devint trop redoutable du jour où l'exploitation du sel gemme eût commencé à Varangéville, au sud de Nancy (27). A partir de 1853, l'équilibre fut rompu entre les deux départements et la production de la Moselle tomba à 5.000 tonnes. Elle se releva après 1865 grâce à un accord qui fut conclu entre

(26) Victor Simon, né à Metz en 1797, était magistrat dans sa ville natale. Ses premiers travaux géologiques, parus dans les Mémoires de l'Académie de Metz, remontent à l'année 1828. A la fin de sa vie (1865) il s'occupa surtout d'archéologie. Olry Terquem, son contemporain, était pharmacien à Metz. Il fut le collaborateur de l'ingénieur Jacquot et un spécialiste éminent de l'étude des fossiles. Cf. *Société géologique de France. Réunion extraordinaire à Metz*, (5-12 septembre 1852).

(27) Rapports de l'ingénieur des mines, A. D. Moselle, 1 S.

les deux groupes; elle remonta ainsi à 8.000 tonnes, mais ce chiffre était bien faible en comparaison des 150.000 tonnes extraites dès lors en Meurthe. Ce n'est que bien après 1870 que sous l'impulsion de la Société Solvay les salines de Sarralbe sont entrées dans le domaine de la grande industrie.

Une révélation industrielle autrement décisive fut le début de l'exploitation de la houille dans le département de la Moselle (28). On a vu que des sondages avaient été entrepris, dès le lendemain de 1815, aux environs de Forbach et de Creutzwald, et que les découvertes faites n'avaient donné aucun résultat pratique. Tout changea à partir du jour où une nouvelle société se fût constituée pour exploiter la concession de Schoeneck, accordée depuis 1820. Elle avait pour principaux actionnaires MM. de Wendel et de Gargan, le banquier Hainguerlot et le maître de forges d'Hombourg, d'Hausen. Stimulée par la prochaine ouverture de la voie ferrée de Sarrebruck, qui traversait la concession, elle atteignit la houille à Petite-Rosselle, à l'extrême frontière et à quelques kilomètres des mines prussiennes. Cette découverte se plaçait en décembre 1847, et ce n'est que neuf ans après que l'exploitation industrielle put commencer. En 1857, la production atteignait 6.000 tonnes; en 1861, elle était déjà dix fois supérieure. A la fin de l'Empire plus de 1.000 ouvriers extrayaient 160.000 tonnes des trois puits qui avaient été forés, et l'ancien village de Petite-Rosselle, perdu dans les immenses forêts du Warndt, avait changé de physionomie. Un puits ouvert à Stiring, à côté des forges que M. de Wendel y avait établies vers 1850, n'avait encore rien donné. Ces houillères ne jouaient d'ailleurs aucun rôle dans l'ensemble de l'économie mosellane, car leur production était presque entièrement réservée aux établissements métallurgiques dont elles dépendaient.

Les terrains gréseux, sous lesquels on trouve la houille, ne forment autour de Forbach qu'une bande étroite entre la frontière et la côte de calcaire coquillier qui les domine; il était donc impossible de multiplier dans cette région les sondages et les concessions, tandis que l'immense forêt plate qui s'étend de Creutzwald à Saint-Avold semblait offrir un magnifique champ d'expériences. C'est pourquoi en 1853 se fonda une société qui demanda la concession de Carling: l'animateur en était un propriétaire des environs de Morhange, Maximilien Pougnet, conseiller général, allié à la grande famille des Rolland de Rémilly (29). Avec

(28) *Ibidem* et JACQUOT (E.): *Description géologique de la Moselle*. LÉVY (J.): *Notice sur le bassin houiller de la Moselle*. JACQUOT (E.): *Découverte de la houille à Creutzwald* (Mémoires de l'Académie, 1855).

(29) Maximilien Pougnet, né à Strasbourg en 1818, mort à Landroff (canton de Gros-Tenquin) en 1873, eut deux fils ingénieurs, sortis l'un et l'autre de Polytechnique et des Mines, qui continuèrent après sa mort à diriger ses entrepri-

le concours de l'ingénieur des mines Jacquot, il fit entreprendre un sondage qui, dès 1854, atteignit la houille. On crut au succès immédiat, et de nombreuses demandes de concessions furent lancées, tant par des industriels de la Moselle que par des capitalistes nancéiens, voire parisiens comme les Péreire. C'est ainsi que de 1856 à 1863 furent créées dix sociétés nouvelles, propriétaires d'autant de concessions. Presque toute la zone exploitable se trouva ainsi partagée, et le bassin houiller de la Moselle couvrit 217 kilomètres carrés.

Mais la présence de nappes aquifères rendit l'exploitation difficile. Ce n'est qu'en 1860 que le puits de Carling recoupa la houille, et que l'on put promener dans les rues de Metz et de Sarreguemines, aux sons d'une musique militaire, un bloc que l'on avait réussi à en extraire. A partir de 1862 commença la production industrielle, qui ne dépassa pas 15.000 tonnes, tant étaient fréquentes les invasions d'eau. La société Pougnet se décida alors à faire revêtir le puits Saint-Max d'un cuvelage de fonte, et cette transformation entraîna un assez long chômage. Dans la concession de L'Hôpital, on fit appel au même spécialiste belge qui avait réussi à Petite-Rosselle, Kind. Grâce à sa technique supérieure, il parvint à forer deux puits qui, à partir de 1865, livrèrent quelques milliers de tonnes de houille. On atteignit ainsi, en 1869, à une production régionale de 200.000 tonnes de houille, à l'emploi de plus de 2.000 ouvriers. Les autres concessions restèrent inexploitées, et la Moselle n'en demeura pas moins tributaire des mines prussiennes pour les quatre cinquièmes au moins de ses besoins. D'ailleurs le charbon français n'était pas meilleur marché que le prussien, son prix étant de plus de dix francs la tonne. La Moselle resta le meilleur client de la Sarre, dont elle consommait 40 % de la production. Il faut d'ailleurs remarquer que l'indépendance de notre département n'est pas davantage assurée au xx^e siècle en dépit d'une production qui atteint cinq millions de tonnes, 25 fois plus qu'à la fin du Second Empire. C'est quand même cette période, dont les chiffres statistiques paraissent aujourd'hui dérisoires, qui ouvrit la voie à l'avenir.

Enfin parmi les initiatives de Maximilien Pougnet, qui, comme Bouchotte, s'occupa tour à tour d'agriculture dans sa ferme de Landroff, d'industrie et de politique, il faut signaler les nouvelles méthodes qu'il appliqua à l'exploitation des carrières de Jaumont, situées sur le plateau oolithique, au nord-ouest de Metz. Elles étaient connues depuis des siècles,

notamment les carrières de Jaumont (près de Metz), de Savonnières (Meuse). Le second, Eugène, élu en 1877 député au Reichstag par Forbach et Sarreguemines, n'y parut que comme protestataire. Il fut le fondateur des hauts-fourneaux de Maizières-les-Metz, créés après 1870, près d'une concession acquise par son père.

cles; leur calcaire jaune avait servi à construire la plupart des monuments messins, mais leurs pierres n'étaient jamais expédiées au loin. Pougnet les fit relier en 1863 à la station de Maizières par un chemin de fer américain, posé sur route. Il fit établir un plan incliné de 375 mètres de long, avec des pentes de 40 centimètres par mètre; un ingénieux dispositif permettait aux wagons pleins de faire remonter les vides. Le calcaire de Jaumont fut dès lors employé non seulement à Metz, où le luxe de la construction augmentait les demandes, mais aussi exporté en Belgique, en Hollande, en Prusse. Les carrières employèrent 150 ouvriers, pour qui fut organisée une caisse de secours, avec soins médicaux gratuits, subvention pendant la durée de la maladie, paiement de l'écolage des enfants.

Les houillères furent la grande nouveauté que le Second Empire apporta à l'économie de la Moselle; par ailleurs, on ne trouve guère que des tentatives avortées, comme celle de la reprise des exploitations de minerai de cuivre aux environs de Saint-Avold. Un Allemand avait obtenu en 1862 une immense concession, et il fit extraire l'année suivante près de 10.000 tonnes de carbonate de cuivre, qui, traitées sur les bords du Rhin, donnèrent une trentaine de tonnes de métal. Mais la teneur des minerais baissa rapidement, et l'exploitation cessa. Des mines diverses qui ont exploité dans les siècles passés les gîtes métalliques de cette région, il ne reste aujourd'hui que de vieilles galeries à demi éboulées et le surnom que continue à porter le village d'Hargarten-aux-Mines. On peut encore citer l'exploitation des minerais de fer en rognons que l'on trouve dans les marnes du lias comme ayant donné naissance à une petite industrie: à partir de 1864, une usine de Corny les transforma en peroxyde, ou minium de fer, produit utilisé pour la peinture des métaux, exporté surtout en Belgique ou vendu à la Compagnie de l'Est. Mais ce ne furent là que des curiosités sans avenir économique.

VI. — Les aciéries de la Moselle orientale

Beaucoup des industries les plus prospères que connut la Moselle sous le Second Empire n'avaient point été bouleversées par l'apparition des voies ferrées: c'est le cas pour les verreries, pour les faïenceries, comme pour les peluches et les salines. Leur exemple montre que de très puissantes manufactures pouvaient même continuer à se développer à l'écart des voies nouvelles, puisque le rail n'atteignit avant 1870 ni les verreries du Pays de Bitche, ni le bourg de Puttrelange. La situation de la métallurgie fut profondément différente, et ses progrès sont inséparables de ceux des chemins de fer. C'est d'ailleurs un fait très naturel, puisque l'industrie du fer est le type même de l'industrie lourde, obligée de transporter des tonnages considérables de houille et de minerai, tandis que

le textile et la cristallerie ont pu s'accommoder plus longtemps du roulage. Il faut d'ailleurs observer que, même avant que le rail n'atteignît la région lorraine, il avait été un élément de progrès pour la sidérurgie, puisque les commandes des compagnies de chemins de fer étaient devenues, dès les dernières années de la Monarchie de Juillet, une des ressources essentielles des établissements de Wendel.

La distinction qui, pour la clarté de l'exposé, avait été indiquée au chapitre précédent entre les forges orientales de la Moselle et celles du plateau oolithique, ne peut plus être maintenue intégralement à partir de 1850. La création, à mi-distance entre Forbach et Sarrebruck, des usines de Stiring, alimentées en minerais oolithiques transportés par voie ferrée, vint en effet bouleverser l'ancien équilibre (30). Mais les vieilles forges de ces régions conservèrent des caractères assez particuliers pour qu'il soit préférable de les étudier à part. Le haut-fourneau de Creutzwald, qui avait déjà suppléé à l'insuffisance des minerais en filon du voisinage par l'achat de minerais oolithiques, fut éteint définitivement en 1861 et il ne resta en ce lieu qu'une forge sans importance, aussi insignifiante que celles qui subsistèrent à Saint-Louis et Sainte-Fontaine. Hombourg survécut en modifiant complètement son ancien caractère (31). Rachetée à la famille d'Hausen par le maître de forges de Goffontaine, Gouvy, dont l'ancienne entreprise se trouvait depuis 1815 en territoire prussien, elle devint une aciérie au début du Second Empire. Cette transformation entraîna en 1861 la disparition de la forge de Sarralbe, éloignée de la voie ferrée qui desservait au contraire directement Hombourg. La nouvelle usine fut très supérieure à l'ancienne : elle faisait venir ses fontes de l'ouest du département ou, pour celles de meilleure qualité, d'Allemagne ; elle produisit annuellement 1.500 tonnes d'acier, consistant surtout en essieux et ressorts pour wagons, en tiges de piston, en outils. Elle employa près de 250 ouvriers, pour qui étaient prévues des pensions d'invalidité et une caisse de secours. Après 1870, une nouvelle entreprise Gouvy fut établie à Dieulouard, en territoire français, en même temps que Goffontaine était vendue à des Allemands. L'on a souvent fait de l'histoire de cette trilogie, Goffontaine, Hombourg, Dieulouard, le symbole du recul de la France au cours du XIX^e siècle entre Sarre et Moselle.

Mais les progrès d'Hombourg ne sont point comparables à ceux de

(30) Pour la documentation, voir p. 190, note 50. En outre : Rapports de l'ingénieur des mines, A. D. Moselle 1 S. *Résumés des travaux statistiques de l'administration des mines* (1853-59) (1860-64) (1865-69). Statistiques de 1860-61-67, A. D. Moselle, 1 S. Sans parler d'études plus techniques, VIDAL DE LA BLACHE : *La France de l'Est*, chap. XII et XIII, se révèle fort bien informé.

(31) GOUVY (P.) : *op. cit.*, A. N. F¹⁴ 4.433-4.434.

Mouterhouse (32). La maison de Dietrich, devenue en 1842 propriétaire des forges, en fit essentiellement une aciérie. Elle fit venir des fontes d'Alsace, des Pays Rhénans, de l'ouest du département et continua même à produire, avec des minerais de Nassau, environ 2.000 tonnes de fontes au bois. Des machines à vapeur furent établies, et un réservoir, créé sur la Zinzel pour actionner les roues hydrauliques, devint en outre un centre de pisciculture. Dès 1850 l'usine comptait 650 ouvriers, chiffre qui ne s'éleva guère par la suite. En 1862, un des premiers convertisseurs Bessemer qui ait fonctionné en France y fut installé, bientôt suivi d'un second. La production atteignit alors 2.500 tonnes d'acier, consistant surtout en bandages de roues pour wagons et locomotives, articles dont Mouterhouse eut alors à peu près le monopole en France. Cette situation avantageuse ne se maintint que quelques années après 1870, et une période de décadence s'ouvrit bientôt pour ces forges qu'un embranchement de voie ferrée avait atteintes en 1870, quelques jours avant la guerre. Mouterhouse fut un des types d'établissements les plus intéressants que la grande industrie eût établi en Moselle: ses institutions sociales comprenaient une caisse de secours et un service de soins gratuits fondés en 1856, des logements pour les ménages, une caserne avec réfectoire pour les isolés, des écoles subventionnées. C'est ainsi que dans ce vallon écarté des Basses Vosges, autour de la chapelle qui contient un si curieux bas-relief de la Vierge protégeant ses fidèles, s'était développée une agglomération prospère. Mais elle était tournée vers l'Alsace, siège des autres établissements de Dietrich, origine d'une partie de ses fontes, bien plus que vers la grande région métallurgique lorraine. Il en était de même de l'aciérie de Baerenthal, dont l'importance allait d'ailleurs diminuant, puisqu'elle n'occupait plus que trente ouvriers et que sa production, toujours envoyée vers les fabriques de sabres qui appartenaient en Alsace à la même société Couleaux, n'était que de 300 tonnes à la fin de l'Empire.

Les chiffres de production des trois aciéries de la Moselle orientale paraîtraient aujourd'hui ridiculement faibles. Mais ils n'en dénotaient pas moins de réels progrès: en 1842, le département n'avait donné que 220 tonnes d'acier, en 1847 que 275, ce qui le classait néanmoins au huitième rang. Dix ans après, on atteignait 1.100 tonnes et environ 4.000 en 1866. Ce fut une sorte d'apogée, car la France ne produisait encore que 37.000 tonnes du précieux métal, ce qui plaçait la Moselle au deuxième rang, derrière la Loire: mais la région de Saint-Etienne connut alors un prodigieux développement des convertisseurs Bessemer et des fours Martin, et un bond en avant sembla ouvrir l'ère de l'acier: la produc-

(32) WALBOCK (Abbé): *op. cit.*, A. N. F¹⁴ 4.432-4.435.

tion nationale atteignait plus de 100.000 tonnes en 1869, et la Moselle était restée à peu près stationnaire. La baisse des prix avait été parallèle au développement de la production de l'acier, dont la tonne passa de 1.000 à 600 francs entre 1842 et 1865, les aciers Bessemer descendant même à 460 francs (33).

VII. — La fin de l'ancienne métallurgie

L'industrie de l'acier, qui n'employait guère que des fontes au bois ou des minerais de fer fort puisque ce n'est qu'après 1880 que le procédé Thomas-Gilchrist permit la déphosphorisation des fontes, ne peut passer pour représenter la grande métallurgie mosellane. On sait en effet que les minerais oolithiques, qui constituèrent dès le Second Empire sa ressource principale, donnent des fontes phosphoreuses. Il semble donc que leur utilisation aurait dû rester assez limitée tant que le procédé Thomas ne fut pas appliqué, c'est-à-dire jusqu'après 1881, et que c'est seulement à cette date que devrait commencer la grande expansion du bassin lorrain. Certains auteurs ont en effet raisonné ainsi, en oubliant simplement que sous le Second Empire l'acier n'était qu'un produit rare, dont l'emploi était réservé à des cas particuliers, et que l'on était encore sous le règne du fer (34). Le problème de la déphosphorisation des fontes n'avait donc pas alors l'importance qu'il a prise depuis que l'acier s'est substitué au fer, ce qui explique que le département de la Moselle ait pu conquérir la première place parmi les départements métallurgiques un quart de siècle avant l'application des techniques nouvelles. Il faut seulement remarquer que sans le procédé Thomas les résultats obtenus entre 1850 et 1870 auraient été compromis du jour où triompha l'acier : lui seul permit de conserver le rang déjà acquis, et de faire de nouveaux progrès.

L'étude des résultats obtenus par les établissements de Wendel entre 1825 et 1848 indique clairement quelle fut la véritable cause du triomphe de la métallurgie mosellane (35) : elle disposait de minerais bon mar-

(33) *La sidérurgie française*, 1864-1914, p. 160-172. En 1855, la Moselle produisait 4 % des aciers français. Le pourcentage s'éleva à 9 en 1865 et descendit à 5 en 1869.

(34) Voici un exemple de cette interprétation inexacte des faits : « Avant 1870, la Lorraine française n'avait, pour ainsi dire, aucune industrie... L'existence des minerais de fer abondants était connue dans la région de Briey, mais jusqu'alors on n'avait pu les employer, parce que ces minerais de fer sont très phosphoreux et que l'on ne savait pas en ce temps là faire la fonte de ces sortes de minerais... ». Survint alors 1880 et le procédé Thomas. Il est vrai que le même ouvrage attribue le développement de la métallurgie lorraine à l'afflux, après 1870, des capitaux alsaciens !

(35) Les rapports de l'ingénieur des mines Jacquot et de son successeur Barré sont parfaitement explicites sur ce point.

ché, faciles à extraire, et dont les réserves apparaissent illimitées. Elle était relativement proche des houillères de la Sarre, par conséquent bien placée pour généraliser l'emploi du coke dans ses hauts-fourneaux. La construction des voies ferrées devait encore faciliter ces transports indispensables, permettre l'arrivée du coke belge et même la création d'une usine établie sur le combustible, celle de Stiring. Dès l'instant où les perfectionnements apportés à la technique du puddlage et du corroyage permettaient d'obtenir avec des fontes oolithiques des fers de qualité suffisante, les cas où seules les fontes supérieures pourraient être employées, allaient devenir plus rares. Dans ces conditions, aucune région française ne pouvait rivaliser avec la Lorraine: la Haute-Marne et la Côte-d'Or, avec leurs fourneaux au bois, leurs minerais chers, allaient se trouver hors d'état de lutter. Seul le Nord, par son coke, pourrait tenir tête, quoique dans des conditions moins avantageuses.

Puisque le minerai bon marché et abondant fut, dès la fin de la Monarchie de Juillet, la cause des succès de la métallurgie mosellane, on comprend que l'importance relative des minières de fer fort n'ait pu que décroître (36). L'une d'elle finit même par disparaître: Saint-Pancré s'épuisait et le prix de la tonne y était monté à 16 francs 50! L'exploitation cessa en 1865, alors qu'elle n'était plus que de 2.000 tonnes par an, et l'abolition du système des affectations, décidée par un décret du 5 juin 1867, ne put la ranimer. Ce type d'exploitation avait d'ailleurs pris fin à Aumetz dès 1851, et depuis lors la répartition était simplement faite chaque année par arrêté préfectoral, sans limitation du nombre des bénéficiaires. La commune avait d'abord exploité elle-même, puis une association de maîtres de forges prit en mains les minières. Des progrès techniques furent réalisés, notamment le lavage sur place à l'aide d'une machine à vapeur, et en 1865 le record fut atteint avec 22.000 tonnes. Mais la décadence survint aussitôt et en 1869 la baisse était de moitié. D'autre part les minières des bois de Butte et de Bockholtz, propriété des héritiers de la comtesse de la Vieuville, donnaient près de 14.000 tonnes.

C'est l'occasion de citer un exemple curieux des nombreuses limitations au droit de propriété qui existaient dans l'ancienne industrie métallurgique. L'article 65 de la loi du 21 avril 1810 prévoyait que les minerais devaient être vendus au prix estimé par les ingénieurs des mines: en 1861, les maîtres de forges, au lendemain des traités de commerce, désiraient que les prix de la matière première fussent aussi faibles que possible, alors que les propriétaires de minières voulaient le

(36) HOTTENGER (G.): *Les anciennes minières de fer fort de Saint-Pancré et d'Aumetz.*

contraire (37). Or parmi les héritiers La Vieuville se trouvait un personnage bien en cour, le marquis de Galliffet. Sur papier portant l'entête prestigieuse : « Maison de l'Empereur — Service de l'aide de camp — Palais de Compiègne », ce dernier écrivit donc au ministre des Travaux Publics en se plaignant de la partialité des ingénieurs qui avaient fixé des prix qu'il jugeait trop faibles. Il annonçait son intention de faire appel à l'Empereur, les accusait d'être gagnés à la cause des forges. Le ministre avertit le préfet, qui couvrit entièrement les ingénieurs des mines, et l'affaire en resta là. D'autres discussions furent maintes fois soulevées sous le Second Empire à propos des droits de toquage perçus au profit des communes.

Au total, la production des minières de la Moselle, qui avait atteint en 1857 le chiffre maximum de 47.000 tonnes, descendit à 26.000 dix ans après, les ouvriers passant de 300 à 200; les prix avaient également diminué pour finir par n'être plus que de neuf francs la tonne, ce qui était encore quatre fois la valeur du minerai oolithique. La décadence était irrémédiable et, en 1881, la mine d'Aumetz cessa à son tour toute exploitation.

Les minerais de fer fort étaient presque entièrement utilisés par les hauts-fourneaux au bois dont l'importance alla sans cesse en diminuant. Leur nombre se réduisait d'année en année, surtout après la crise de 1860 qu'avaient provoquée les traités de commerce. En outre du haut-fourneau de Moutherhouse, il ne restait plus en 1867 pour employer le charbon de bois que les usines de Villerupt, de Sainte-Claire et d'Audun-le-Tiche. Gorcy et Hayange conservaient toutefois, à côté de leurs installations au coke, deux anciens hauts-fourneaux; mais on avait vu en quelques années les transformations d'Ottange, la disparition du fourneau au bois que les forges Saint-Paul et Saint-Benoît avaient conservé à Ars-sur-Moselle. Creutzwald, le Buré et Dorlon, Cons-la-Grandville (38), avaient éteint leurs feux entre 1862 et 1867, et à cette dernière date la Moselle ne produisait plus que 12.000 tonnes de fontes au bois, la moitié environ du chiffre maximum qui avait été atteint vingt ans plus tôt. La décadence des forges de l'ancien type, dont celle de Longuyon était un bon exemple, s'avérait irrésistible. Leur nombre d'ouvriers n'atteignait plus 200. Ni la meilleure qualité de leurs produits, ni la baisse qui avait ramené le prix de leurs fontes de 190 francs la tonne en 1847 à 134 vingt ans après, n'avaient pu enrayer cette régression à la fois relative et absolue. Il faut d'ailleurs remarquer que la décadence des fontes au bois

(37) Lettre du marquis de Galliffet au ministre des Travaux Publics, 9 octobre 1861. A. D. Moselle, 1 S, affaires générales, 2^e dossier.

(38) Les ruines des hauts-fourneaux de Cons-la-Grandville subsistent encore.

était un phénomène général, puisque les chiffres de production nationale étaient tombés en quelques années de 350.000 à 125.000 tonnes. Certains départements, tel la Haute-Marne, en avaient souffert bien plus gravement que la Moselle, parce que la transformation de l'ancienne industrie y était irréalisable. C'est ainsi que prit fin l'histoire des anciennes forges de la Moselle. Elle peut se résumer en trois phases : croissance jusqu'en 1848, apogée et stagnation à partir de la crise que provoqua la Révolution, chute rapide après la conclusion des traités de commerce de 1860.

VIII. — Les bases de la nouvelle métallurgie

C'est vers la fin de la Monarchie de Juillet que se place le début de la progression qui allait faire de la Moselle le premier département métallurgique de France. La raison essentielle en est que depuis 1844 une loi avait décidé la construction d'une voie ferrée de Paris à Strasbourg par Frouard, avec embranchement de cette station vers Metz et Sarrebruck (39). Les travaux étaient en cours, et les capitalistes songèrent aussitôt à profiter de ces nouvelles conditions de transport pour imiter l'exemple que leur donnait depuis longtemps la maison de Wendel et traiter comme elle les minerais oolithiques par le coke importé de la Sarre. Les demandes de concessions se multiplièrent donc à partir de cette époque et près d'une trentaine furent accordées entre 1844 et 1870 (40). Les premières en date furent celles de Coulmy, du Châtelet, de Romain, toutes trois situées aux environs de Longwy. Les deux dernières appartenaient respectivement à un maître de forges des Ardennes, Boutmy, dont les hauts-fourneaux étaient situés à Bazeilles, Margut et Chauvency, et au propriétaire de Gorcy, Labbé. Puis vinrent en 1848 la concession d'Ottange accordée à M. d'Hunolstein, celle de Rosselange dont le détenteur fit faillite.

Mais déjà des demandes visaient les terrains situés au sud de Metz, et en 1846 un industriel allemand, Puricelli, ne demandait pas moins de 65 kilomètres carrés dans cette région. Il renonça d'ailleurs vite à ses prétentions, tandis que des décrets instituaient entre 1848 et 1860 les concessions de la Charbonnière et des Varraines, en faveur des forges

(39) Voir chapitre XX.

(40) Outre A. D. Moselle, 1 S, Concessions, et JACQUOT (E.) : *op. cit.*, qui donne la liste complète des concessions accordées en 1867, voir BRACONNIER (A.) : *Les richesses minières de la Meurthe-et-Moselle*, Paris, 1872, p. 107. Aujourd'hui les deux bassins ferrifères de Nancy et de Metz-Longwy sont entièrement concédés, comme le montre la carte au 1/50.000 publiée par G. Peltier en 1920.

Dupont-Dreyfus, d'Ars-sur-Moselle, dont elles étaient proches, de Gorgimont en faveur des de Wendel, de Vaux en faveur de la forge de Creutzwald, de Novéant en faveur des établissements que venait d'y installer Puricelli; toutes ces concessions allaient alimenter des hauts-fourneaux existants, mais la dernière nommée se révéla d'une telle pauvreté qu'il fallut renoncer à l'exploiter et déplacer l'usine de Novéant-Basse dont la création avait été inconsiderée. C'est alors seulement que l'on découvrit que les couches d'oolithe allaient en s'appauvrissant au sud de Metz pour disparaître totalement vers Novéant. Une autre concession, celle de Varimont, près de Longwy, ne fut jamais exploitée sous l'Empire.

D'autre part, des capitalistes obtinrent en 1859 et 1860 des concessions sans être propriétaires de forges: ils avaient l'intention d'exporter les minerais vers la Prusse, mais les circonstances et la position géographique ne leur furent guère favorables, et toute exploitation y cessa. C'étaient les concessions d'Arry, à M. de Fréhaut, et de Marange, à Maximilien Pougnet. Enfin, en 1863, M. de Wendel obtint la substitution à ses deux concessions instituées en 1834 autour de Moyeuve et d'Hayange d'une délimitation d'un seul tenant, qui couvrit 42 kilomètres carrés entre les vallées de l'Orne et de la Fentsch. A cette époque l'ensemble des treize autres concessions ne couvrait encore que 39 kilomètres carrés; mais seulement quatre d'entre elles, à savoir Ottange, Mance, Charbonnière et Varraines, étaient exploitées, et leur surface n'atteignait pas quinze kilomètres carrés.

Mais les années qui suivirent les traités de commerce, dont la conclusion avait porté à la sidérurgie champenoise un coup terrible, virent une recrudescence des demandes. Presque toutes concernèrent la région de Longwy, qui s'était révélée la plus riche en minerais facilement exploitables. De plus l'achèvement de la voie ferrée qui relie le Nord de la France à Thionville et à Longwy se place en 1863, et la région d'Ars-sur-Moselle perdit ainsi le monopole des communications faciles. C'est pourquoi les exemples de rivalité entre concurrents pressés d'acquérir les meilleurs emplacements furent dès lors fréquents. En 1863, le baron d'Adelsward entra ainsi en lutte avec Labbé, de Gorcy, pour une concession de cinq kilomètres carrés que tous deux demandaient à Mont-Saint-Martin (41). Il y eut échange de brochures, et finalement les deux rivaux se mirent d'accord pour exploiter en commun. En 1869, d'Adelsward entra en conflit avec le maître de forges de l'usine luxembourgeoise

(41) ADELSWARD (O. d') : *Concessions de mines de fer d'Herseange*, Paris 1869. Réponse de MM. Labbé et Legendre au mémoire présenté par M. d'Adelsward, Metz 1863.

de la Sauvage, Giraud, au sujet d'une concession disputée à Herserange. Son appel à la défense des intérêts français fut entendu, et il obtint l'année suivante les quatre kilomètres carrés qu'il réclamait. Autour d'Audun-le-Tiche et de Rédange, il y eut rivalité entre Villerupt, Otange, un propriétaire du pays, et le maître de forges prussien de la Quint, Kremer, qui soutenait qu'un étranger ne pouvait être exclu, d'autant plus que son pays vendait la houille en échange de la minette (42).

L'exclusion des étrangers n'était d'ailleurs nullement un principe établi : Giraud lui-même avait obtenu la concession de Mexy, et dans les années qui précédèrent 1870 on vit des recherches entreprises par les forges de Dilling, par les hauts-fourneaux de Sarrebruck, et des demandes présentées, sans avoir le temps d'être résolues, par un banquier bruxellois, par des maîtres de forges luxembourgeois. Cette immixtion du capital étranger dans les affaires de la métallurgie mosellane montrait assez l'importance qu'elle avait prise, car c'était un fait nouveau : pendant la première partie du XIX^e siècle, seuls des gens du pays s'y étaient intéressés.

C'est également à la fin de l'Empire que des établissements éloignés obtinrent des concessions dans la région : en 1868, des maîtres de forges de Vireux-Molain, dans les Ardennes, en recevaient une près d'Herserange ; l'année suivante vit la même faveur accordée aux hauts-fourneaux de Maubeuge, jusque là approvisionnés en minerais des environs d'Avesnes. Denain-Anzin obtint aussi en 1869 cinq kilomètres carrés près de Fontoy, et enfin les forges de la Providence, qui possédaient déjà une concession pour approvisionner les hauts-fourneaux qu'elles avaient établis à Rehon, étaient en instance d'en ajouter une autre pour le ravitaillement de leurs établissements principaux, ceux d'Haumont dans le Nord et de Marchiennes en Belgique.

Il s'agissait là de puissantes sociétés et l'administration n'avait fait aucune difficulté pour leur accorder satisfaction. Mais il n'en était pas toujours ainsi, car elle restait libre de refuser toute concession quand elle le jugeait utile : le ministre avait bien précisé en 1865 que nul principe n'interdisait de répondre favorablement à des demandeurs non propriétaires de hauts-fourneaux (43), il n'en restait pas moins qu'en fait la possession d'une usine consommatrice était une condition presque indispensable. En outre l'établissement devait être jugé viable par les ingénieurs et le gîte, préalablement reconnu par des sondages entrepris sur simple autorisation préfectorale, devait paraître susceptible d'un rendement industriel. Plusieurs exemples montrent que si ces conditions n'é-

(42) A. D. Moselle, 1^{er} S, concessions, 2^e dossier.

(43) A. D. Moselle, 1^{er} S, concessions, 3^e dossier. Lettre ministérielle du 4 juillet 1865 : le refus ou l'acceptation dépendent des circonstances.

taient point réalisées, le rejet suivait bientôt la demande. C'est ainsi qu'aucun des maîtres de forges du sud de la Meuse ou de la Haute-Marne qui recherchèrent une concession de minerai oolithique, ne put obtenir satisfaction. Les ingénieurs jugeaient que leurs vieilles entreprises étaient condamnées par l'évolution industrielle et les traités de commerce, et se refusaient à lier le sort des mines lorraines à des forges en décadence qui auraient fini par revendre leurs concessions. Or l'administration voulait réserver le sous-sol de la Moselle aux entreprises assurées de l'avenir, et l'empêcher de devenir un objet d'échange aux mains de propriétaires menacés de ruine.

Telle était donc la situation en 1870 : environ 120 kilomètres carrés concédés, dont le tiers au cours des six dernières années, et un autre tiers aux mains des seuls établissements de Wendel. La majeure partie des rebords de la côte oolithique et des vallées qui l'entaillent, Mance, Orne, Fentsch, Chiers, était déjà partagée. Si les environs de Metz ne l'étaient pas, c'est que les couches de minerai y avaient été reconnues plus pauvres ; mais une région, pourtant très riche et déjà réputée telle, restait presque vierge de concessions : c'était le plateau qui s'étend au nord de la Fentsch jusqu'à la frontière du Luxembourg, dont seule la mine d'Ottange avait commencé l'exploitation. Lorsqu'il avait projeté de créer une usine à Hettange-Grande, au nord de Thionville, M. d'Hunolstein avait demandé une concession dans cette région, autour de Volmerange, mais il avait renoncé à ses desseins (44). Enfin il va de soi que nul n'avait encore songé à reconnaître l'extension des couches de minerai vers l'ouest, sous le plateau de Briey. On les voyait affleurer le long des vallées, et l'on savait en quel endroit précis, sur les bords de la Fentsch ou de l'Orne, elles disparaissaient en profondeur, du fait de leur inclinaison qui avait été mesurée en de nombreux points. Mais les besoins en minerai n'étaient pas encore tels qu'il fût utile d'aller chercher la minette par des puits profonds alors que des galeries suffisaient.

On comprend donc pourquoi la prospection du plateau ne fut entreprise par sondages qu'après 1870 et la perte de la majeure partie de la côte oolithique ; c'est exactement dans les mêmes conditions que l'on avait, au lendemain de 1815, recherché en Moselle le prolongement du bassin de la Sarre. La découverte qui fut alors faite est donc simplement d'ordre pratique, car la connaissance géologique du sous-sol lorrain était déjà assez avancée en 1870 pour qu'il fût fa-

(44) A. N. F⁴⁴ 4.435 donne même les plans de l'usine projetée à Hettange-Grande.

cile de la prévoir. On voit donc que si les Allemands vainqueurs avaient voulu enlever à la France toutes ses ressources en minerai lorrain, ils auraient dû étendre leurs conquêtes vers l'ouest (45). Mais ils désiraient si peu obtenir ce résultat que les préliminaires de Versailles nous avaient laissé Audun-le-Tiche, Aumetz et Fontoy : c'est Thiers qui, pour conserver un rayon plus étendu autour de Belfort, céda une partie d'un plateau dont la richesse en fer était parfaitement connue. Il est vrai que

(45) Dans un ouvrage paru en 1915, M. Engerand a insisté sur le rôle des questions minières dans la fixation de la frontière. (*Les frontières lorraines et la force allemande*). Peut-être a-t-il même dépassé la mesure et insuffisamment ménagé les nuances. Il semble avoir confondu (p. 173) les minerais d'alluvion avec les affleurements de l'oolithe ; il paraît avoir cru que le liseré vert, limite primitive des annexions (cf. DELAHACHE (G.) : *Alsace-Lorraine. La carte au liseré vert*) avait été tracé en tenant compte de la richesse minière du sous-sol ; or le texte des préliminaires de Versailles indique qu'il suivait la limite ouest des cantons de Cattenom et de Thionville, ce qui suffisait d'ailleurs à assurer à l'Allemagne les forges d'Ottange, d'Hayange, de Moyeuvre. Mais, plus préoccupés de stratégie que d'intérêts industriels, les vainqueurs nous laissaient les concessions de Fontoy, les minières d'Aumetz. Leur conception se modifia quand Thiers prescrivit aux négociateurs envoyés à Bruxelles puis à Francfort de lutter pour l'élargissement du rayon laissé à la France autour de Belfort. L'état-major prussien avait vu avec regret la rétrocession de cette place, et pour obtenir de l'Allemagne de nouvelles concessions, il fallut l'attrait des richesses minières. Alors commença le rôle de l'ingénieur Hauchecorn ; alors le vainqueur réclama une bande de terrain s'étendant jusqu'aux abords de Longwy. Comme l'a indiqué M. Emile Bourgeois (*Manuel de politique étrangère*, III, p. 176), Bismarck voulait enserrer étroitement le Luxembourg, réduire presque à rien son contact avec la France. Mais J. Favre et Pouyer-Quertier obtinrent un tracé moins désavantageux, sans essayer de défendre la thèse du colonel Laussedat qui voulait obtenir tout l'arrondissement de Belfort sans rien céder en Lorraine. Finalement la France conserva une surface de terrains miniers plus étendue qu'on ne le croit souvent (Vidal de la Blache, *la France de l'Est*, ne parle-t-il pas de miettes) : 79 kilomètres carrés autour de Nancy, 33 autour de Longwy. Elle gardait également la moitié des hauts-fourneaux de Meurthe et de Moselle. Un exemple montre que les conceptions de 1871 n'étaient pas les nôtres : le colonel Laussedat (*La délimitation de la frontière franco-allemande*, p. 45) cite ses propres paroles à Pouyer-Quertier : « Du fer oolithique, l'on en trouve partout ; mais tout le district du fer d'alluvion, entre Aumetz, Villerupt, Ottange, resterait à l'Allemagne ; je vous en conjure, ne consentez pas à cela ». D'autre part les efforts de MM. de Gargan et Robert de Wendel pour conserver Moyeuvre, cédé par les préliminaires, restèrent vains, et Laussedat les qualifie même d'intempestifs. K. Jacob (*Bismarck und die Erwerbung Elsass-Lothringens*, notes, p. 29), tout en indiquant la valeur industrielle des communes cédées à Francfort, a soin de n'attribuer à cette question qu'un rôle secondaire. En résumé, il nous semble que depuis une quinzaine d'années, on a été tenté, sous l'empire des préoccupations actuelles, d'exagérer l'importance des questions minières dans le traité de Francfort. (Cf. MAY (G.) : *Le traité de Francfort*, chapitre VIII).

les territoires rétrocédés autour de Belfort comptaient 27.000 habitants, la région abandonnée seulement 7.000 : au point de vue économique l'échange n'en était pas moins contestable, et sa réalisation prouve que les intérêts métallurgiques ne jouaient pas encore le rôle qui est devenu le leur au ^{xx}^e siècle. Enfin, à Francfort, Pouyer-Quertier obtint de conserver Villerupt à la France, en faisant valoir à Bismarck, amusé et séduit par la solidité normande du ministre des Finances, qu'il était actionnaire de cette forge. Il n'en restait pas moins que la France gardait deux régions minières importantes, celle de Longwy et celle de Nancy, en même temps que des possibilités d'avenir considérables. Il faut renoncer à voir dans le traité de Francfort le modèle d'une paix dictée par les ambitions industrielles, qui y ont d'ailleurs exercé quelque influence : il est plutôt le résultat des conceptions universitaires de solidarité germanique et de la volonté des militaires partisans du glâcis d'Empire. D'ailleurs les métallurgistes allemands de cette époque ne désiraient pas ardemment l'annexion de régions qui viendraient les concurrencer : les principaux d'entre eux, ceux de la Ruhr, n'avaient pas encore besoin des minerais lorrains, et pour leurs compatriotes sarrois la production du rebord des côtes semblait largement suffisante. En tout ceci, il importe de ne pas oublier que les conceptions de 1914 n'avaient point cours en 1870 !

Mais les concessions accordées par le gouvernement n'étaient pas seules productrices de minerai oolithique. En plusieurs endroits, et surtout aux environs de Longwy, les couches étaient exploitées sur le flanc des vallées, en tant que carrières. Une simple déclaration de la part du propriétaire suffisait en ce cas pour le mettre en règle vis à vis de l'administration. Ce type très économique de production se développa surtout après 1860, et ses centres principaux furent Mont-Saint-Martin et Ottange (46). On comprendra aisément combien l'exploitation à ciel ouvert était plus avantageuse que celle par galeries ; la longueur de ces dernières dépassait déjà à Moyeuvre deux kilomètres en ligne droite, sans compter trois kilomètres de percées latérales. Dans ces mines où l'on risquait de perdre les couches exploitables, et notamment à Hayange, le prix de revient du minerai était plus élevé que partout ailleurs ; dans ces conditions la tonne valait trois francs, alors que les minières oolithiques la produisaient deux fois moins cher. (47).

(46) Pourtant l'administration préfectorale pouvait empêcher l'exploitation dans des terrains communaux lorsque la redevance acceptée par le conseil municipal lui semblait insuffisante (Cas de Knutange, 1866. A. D. Moselle, 1 S, recherches de minerai, 3^e dossier).

(47) WEHMANN (D^r A.) : *Die Befahrungsprotokolle... von Moyeuvre und Hayange.*

Enfin il ne faut pas oublier qu'en même temps que le bassin mosellan, ceux de la Meurthe et du Luxembourg commençaient à être prospectés et divisés en concessions. Le dernier nommé, occupant l'étroite bande qui prolonge au nord le plateau du Pays Haut, était immédiatement contigu à la Moselle. L'autre en était séparé par la région de Pont-à-Mousson, dans laquelle le minerai disparaît. La Meurthe, où la métallurgie était presque complètement inconnue auparavant, vit les forges se multiplier à partir de 1847, des sociétés de la Sarre y obtinrent même des concessions, et les frères Puricelli, après leur échec de Novéant, en demandèrent une à Marbach, trente kilomètres plus au sud. Le bassin nancéen allait se trouver très avantageusement situé pour l'exportation, du fait de l'achèvement du canal des houillères ; il est même probable que ce trafic serait devenu l'un de ses éléments essentiels de prospérité, si l'annexion de la Moselle à l'Allemagne n'avait pas incité les métallurgistes sarrois à se pourvoir dans une région qui avait cessé de leur être étrangère (48).

L'exploitation des nouvelles concessions, les progrès de Moyeuvre et d'Hayange, amenèrent une rapide augmentation de la production de minette. De 77.000 tonnes en 1847, elle atteignit les chiffres suivants : 170.000 tonnes en 1855, 236.000 en 1860, pour les mines seules. En 1865, l'extraction montait à près de 600.000 tonnes, dont un sixième pour les minières oolithiques ; en 1867, elle était de 770.000 tonnes, dix fois plus que vingt ans auparavant. Enfin le million de tonnes était dépassé en 1869. La part des mines de Wendel, qui avaient jadis monopolisé la production de minette, était encore des 5/7 en 1855, alors qu'elle n'excédait guère le tiers vers la fin de l'Empire. Dans ces conditions la Moselle était passée au premier rang parmi les départements producteurs de minerai : c'est en 1863 qu'elle avait distancé la Haute-Marne, dont la production n'était plus que de 300.000 tonnes à la veille de la guerre. Puis le Cher avait été vaincu à son tour. D'autre part, la Meurthe en vint à extraire 450.000 tonnes, dont 120.000 étaient exportées vers la Sarre. Le prix de revient de la minette, inférieur à trois francs la tonne, lui assurait la prééminence, et si la Moselle était loin d'avoir atteint le quasi-monopole dont elle jouit de nos jours, sa primauté n'en était pas moins incontestable et son avenir assuré. Ses mines occupaient plus de 1.500 ouvriers, dont la moitié pour Hayange et Moyeuvre, où l'on commençait à recruter de la main-d'œuvre

(48) BRACONNIER (A.) : *Richesses du département de Meurthe-et-Moselle*. C'est en 1835 qu'avait commencé l'exploitation du minerai oolithique près de Nancy (p. 102).

allemande. C'était le début d'une immigration que l'annexion favorisait et qui a fini par transformer le caractère linguistique de cette région, jadis purement française.

Pendant longtemps le minerai oolithique n'avait pas été transporté au loin. Un droit de sortie de 1 franc 20 la tonne venait en gêner considérablement l'exportation, qui restait en outre soumise à une autorisation administrative. On était pourtant parvenu, vers 1859, à vendre aux métallurgistes sarrois 30.000 tonnes de minerai par an, mais l'inauguration de la voie ferrée Luxembourg-Sarrebruck supprima cette ressource dès l'année suivante (49). Or deux concessionnaires de la Moselle, Pougnet et de Fréhaut, ne destinaient leur minerais qu'à l'exportation, et c'est pourquoi ils pétitionnèrent pour la suppression de la taxe de sortie : ils faisaient valoir que la Sarre comptait 17 haut-fourneaux, que les ressources de la Moselle ne seraient épuisées qu'après des siècles, que le géologue Daubrée avait calculé que les concessions renfermaient 280 millions de tonnes de minerai. Mais les rapports des ingénieurs furent peu favorables à cette demande : l'un observait que l'on dissiperait ainsi au profit d'étrangers les gîtes les plus facilement exploitables, l'autre montrait que la construction prochaine du canal des houillères rendrait impossible l'exportation par voie ferrée, et enfin le directeur du commerce extérieur au ministère réclamait, en échange, la suppression du droit d'exportation établi sur les houilles prussiennes, afin d'assurer à nos métallurgistes de meilleures conditions, au moment où les traités de commerce faisaient redouter la concurrence anglaise.

Pourtant, en 1861, une mesure générale supprima le droit de 1 franc 20, qui fut remplacé par une simple taxe de statistique de 10 centimes. L'exportation se développa aussitôt vers la Belgique et vers la Sarre. A la fin de l'Empire, la Moselle envoyait ainsi 120.000 tonnes, moitié vers le Nord, les Ardennes, la Belgique, moitié vers la Prusse. La mine d'Ottange, reliée par un embranchement au réseau luxembourgeois, s'était spécialisée dans ce dernier trafic. Comme d'autre part le département achetait en Luxembourg et en Belgique, pour les forges de Gorcy et de Rehon, 10.000 tonnes de minette et 30.000 tonnes de minerais en grains de qualité médiocre, ses propres hauts-fourneaux consommaient environ les 6/7 de sa production (50).

(49) A. D. Moselle, 1 S, affaires générales, 2^e dossier. C'est sous le Second Empire que se créèrent en Sarre les entreprises métallurgiques d'un type moderne. Cf. HERLY (R.) : *Les conditions de la production de la métallurgie sarroise depuis 1815*.

(50) Voir le rapport de l'ingénieur prussien Hauchecorn, dans ENGERAND, *op. cit.*, p. 289.

Quant au ravitaillement des forges en combustible, un paragraphe précédent a montré l'importance qu'avaient prise les importations. Les intérêts de la France en Sarre étaient devenus tels que le bruit avait même couru en 1865 que le gouvernement impérial voulait acheter à la Prusse une partie de ses houillères. C'est que la consommation du coke avait passé de 15.000 à 300.000 tonnes entre 1847 et 1864. Depuis l'achèvement de la voie ferrée de Longwy, près d'un quart de ce tonnage venait de Belgique, car Charleroi pouvait concurrencer Sarrebruck : le prix de la tonne de coke prussien était en effet de 21 francs à Stiring, mais atteignait 27 francs à Ars, 32 à Gorcy, tandis que les importations belges revenaient à 29 francs pour les forges situées à l'ouest de la Moselle. La consommation de houille avait en vingt ans passé de 32.000 à 250.000 tonnes et les voies ferrées avaient abaissé les prix de 21 à 17 francs pour cette même région. En 1867, les trois établissements de Wendel avaient consommé 160.000 tonnes de coke, venues par moitié de Belgique et de Sarre. Ils possédaient dans ces deux pays des cokeries montées par eux, Hirschbach et Seraing, et des 175.000 tonnes de houille qu'ils brûlaient, 160.000 leur étaient fournies par les mines de Petite-Rosselle : ces participations des métallurgistes à l'industrie houillère sont un exemple qui montre combien la Moselle avait déjà atteint le type de la grande industrie. Quant au charbon de bois, jadis l'objet des convoitises rivales des maîtres de forges, sa consommation était alors tombée à 15.000 tonnes et les années suivantes la virent encore baisser : l'ancien équilibre était définitivement rompu.

IX. — Les progrès métallurgiques de 1848 à 1860

Dans l'histoire des établissements métallurgiques que la grande industrie multiplia en Lorraine à partir de 1844, on peut distinguer deux périodes. L'une s'étend jusqu'aux traités de commerce de 1860 ; la seconde, qui vit une évolution encore plus décisive, leur est postérieure. La première, dont les débuts furent marqués par la crise économique de 1848, par une baisse verticale des prix — les fers marchands tombèrent de 320 à 250 francs la tonne — fut signalée par d'assez nombreux échecs (51). Ce fut le cas notamment pour les trois hauts-fourneaux que la société en commandite Aubé et Tronchon avait installés près de Longwy, à Moulaire, entre 1845 et 1850 (52). Avec ses treize mètres de hau-

(51) Cf. HOTTENGER (G.) : *L'ancienne industrie du fer en Lorraine*, chapitre IV, p. 145.

(52) A. N. F¹⁴ 4.429-4.430.

teur, l'un d'eux avait été un moment le plus puissant de la région: en 1847, il avait produit 2.500 tonnes de fonte au coke, première concurrence à la maison de Wendel qui avait possédé jusqu'alors le monopole de cette technique. Mais dès 1854 la société Aubé et Tronchon, qui possédait aussi les forges d'Herseange, se vit obligée d'éteindre ses feux et d'entrer en liquidation. Le sort des deux hauts-fourneaux que les frères Puricelli, maîtres de forges rhénans, firent édifier vers la même époque à Novéant ne fut pas plus brillant (53): faute de minerai assez abondant, le matériel finit par être réinstallé à Liverdun, dans la Meurthe. De même le haut-fourneau monté dans cette localité par la société Corr-Gautier ne fut à feu que pendant quelques mois en 1857 (54): l'exploitation cessa quand les propriétaires eurent perdu leur capital de 870.000 francs! Une société qui comprenait le même Gautier avait commencé les travaux d'une forge dite Saint-Paul, à Ars-sur-Moselle (55): elle les abandonna dès 1849. Il serait exagéré de rendre la révolution de 1848 seule responsable de ces échecs qui lui sont souvent nettement postérieurs: l'insuffisance des capitaux engagés, le choix malencontreux de l'emplacement, en étaient les raisons essentielles.

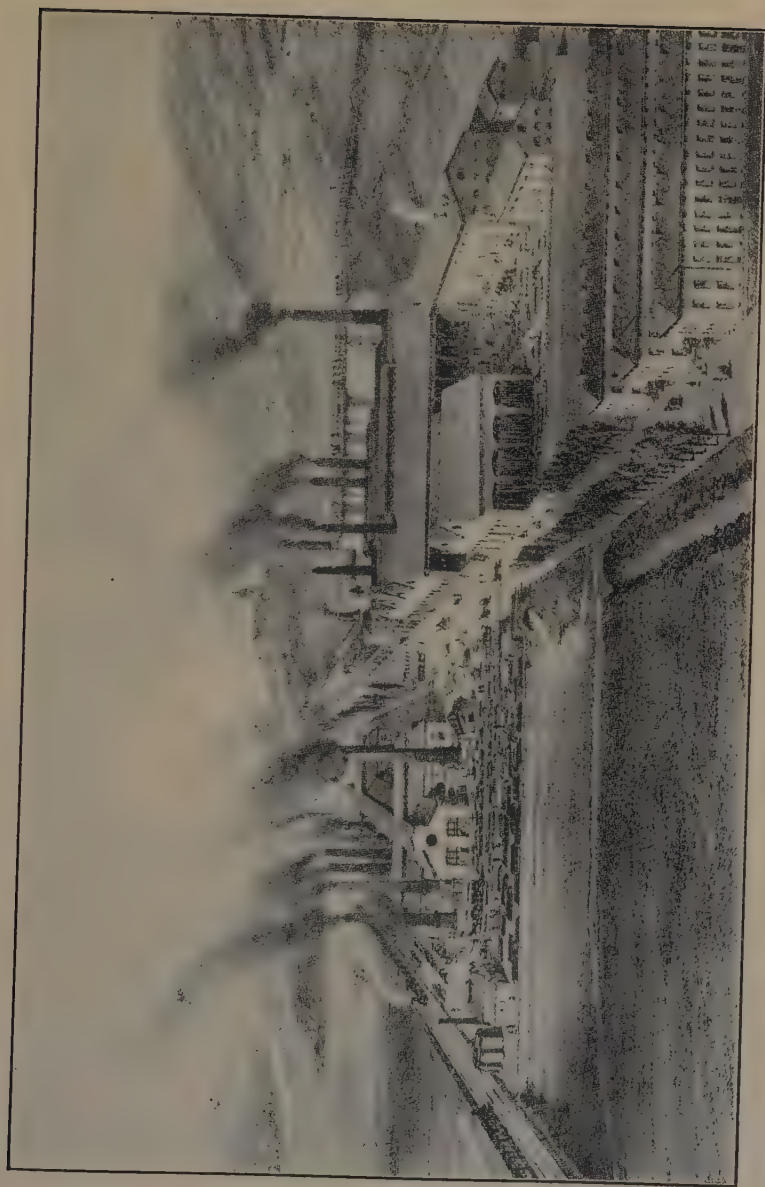
Il n'en est pas moins certain que la crise de 1848 retarda l'évolution de la métallurgie mosellane, car même les affaires les plus solides ralentirent alors leur programme d'action. Leurs inquiétudes sont traduites dans un curieux document, le procès-verbal de la réunion des maîtres de forges des arrondissements de Briey et de Thionville, tenue à Longwy le 28 août 1848, sous la présidence de l'ingénieur des mines du département. Ces messieurs jugeaient que l'accroissement de la production avait été trop rapide, qu'il était indispensable de ne laisser construire de nouvelles usines que si elles étaient autorisées par l'administration, comme le prévoyait d'ailleurs la loi, que l'on tournait généralement en présentant l'édification comme un fait accompli. Les maîtres de forges, parmi lesquels Mme de Wendel n'était pas représentée, « n'osant espérer une augmentation des droits protecteurs », insistaient vivement pour qu'aucune diminution n'y fût apportée. Ces vœux restrictifs se retrouvaient encore en 1850 sous la plume de l'ingénieur Jacquot qui jugeait que les moyens de production avaient pris en Moselle une extension exagérée (56).

(53) A. N. F³⁴ 3.331.

(54) A. N. F³⁴ 4.434. Les lenteurs administratives firent que les hauts-fourneaux, mis à feu après une messe du Saint-Esprit en mars 1857, étaient déjà éteints quand le décret du 20 septembre 1858 vint autoriser leur construction. *Indépendant*, 23 mars 1857.

(55) A. N. F³⁴ 4.429.

(56) HOTTENGER (G.): *op. cit.*, p. 146.



Les forges Saint-Paul, d'Ars-sur-Moselle
sous le Second Empire.

Cette appréciation allait bientôt paraître définitivement périmée, car le réveil industriel du Second Empire fut très favorable à un certain nombre d'entreprises. La plus considérable des installations nouvelles fut l'usine de Stiring (57) : c'est en 1846 que Charles de Wendel (58) et le baron de Gargan entreprirent la construction de ces forges, situées à l'extrême frontière, à une lieue de Sarrebruck, sur un terrain acheté vingt ans auparavant. Elles devaient comprendre quatre hauts-fourneaux de quinze mètres de haut, installés à l'extrémité d'une halle de 200 mètres de long sur 50 de large (59). Chacun était prévu pour une production de 3.300 tonnes de fonte ; seize fours à puddler, huit fours à réverbère, devaient y être adjoints. Ce fut la plus belle entreprise du département. La crise retarda sa mise en marche, qui n'eut lieu qu'en 1853. Sa proximité des cokeries et plus encore des charbonnages de Petite-Rosselle, son éloignement du minerai, lui conférèrent un caractère très particulier : elle devint d'ailleurs la plus importante des trois usines de Wendel, surtout pour la fabrication des rails. La compagnie du chemin de fer de Paris à Strasbourg avait aidé à son édification, en prêtant une partie du capital nécessaire et en garantissant un tarif des plus réduits pour le transport des minerais par les wagons qui revenaient vers Sarrebrück après avoir transporté les houilles au-delà de Metz. Les Allemands refusèrent de maintenir cet avantage, et ce refus est une des raisons de l'extinction des hauts-fourneaux de Stiring après l'annexion (60). C'est également au début du Second Empire que deux nouveaux hauts-fourneaux au coke furent installés à Hayange en remplacement de deux de l'ancien type à base carrée : il y eut dès lors six hauts-fourneaux dans le plus ancien des établissements de Wendel (61). L'un d'eux continuait à marcher au bois, tandis que les quatre de Moyeuvre employaient le coke.

(57) A. N. F⁴⁴ 4.428. Cf. HOFFMANN (P.) : *Chronik der Gemeinde Stieringen-Wendel*. BESLER (M.) : *Geschichte der Stadt Forbach*, indique que les bois de Stiring, rendus par Louis XVIII aux héritiers de la comtesse de Forbach, épouse morganatique de Christian de Deux-Ponts, furent achetés 36.000 francs en 1824 par François de Wendel. Leur contenance était de 1.252 hectares. (p. 67.)

(58) Charles de Wendel, fils de François, naquit à Metz en 1809. Reçu à Polytechnique, il devint le collaborateur de son beau-frère de Gargan, puis du fils de celui-ci. Il mourut en 1870, deux ans avant sa mère, après avoir représenté pendant 18 ans la Moselle à l'Assemblée législative et au Corps législatif.

(59) Stiring est éteinte depuis longtemps : avec ses cheminées carrées, elle présente encore de nos jours le type de l'entreprise de 1850.

(60) Renseignements communiqués par M. Jouffroy, inspecteur à la Compagnie de l'Est, qui prépare une thèse de doctorat sur l'origine de la ligne Paris-Strasbourg. Charles de Wendel était un des administrateurs de la Compagnie.

(61) A. N. F⁴⁴ 4.434. GRANDET (H.) : *op. cit.*

En même temps que s'étendaient ainsi les forges de la plus illustre et de la plus entreprenante des familles industrielles de la Moselle, un métallurgiste ardennais, Dupont - Dreyfus, créait les établissements Saint-Paul et Saint-Benoit à Ars-sur-Moselle, au sud de Metz, fusion de sa première entreprise et de celle qui n'avait point réussi en d'autres mains (62). Il y eut bientôt là, le long de la route de Metz à Pont-à-Mousson, à proximité immédiate de la voie ferrée et d'une mine ouverte à flanc de coteau, six hauts-fourneaux, dont trois marchaient encore au bois. Des trains de laminoirs livraient les fers à T destinés à la construction métallique, les diverses pièces nécessaires aux wagons de chemins de fer. L'entreprise du maître de forges israélite avait été couronnée d'un succès complet.

Elle n'était pas seule à Ars-sur-Moselle, car la tréfilerie Karcher et Westermann, primitivement établie à Metz, s'y était transportée dès le règne de Louis-Philippe. En 1855 un haut-fourneau y fut adjoint, et un second suivit bientôt. Cette nouvelle entreprise, située sur la route de Gravelotte, faisait venir ses minerais et expédiait ses produits par deux chemins de fer américains, établis sur la route (63).

D'autre part deux des anciennes forges au bois se transformèrent avant 1860 (64) : Ottange et Gorcy eurent dès lors, à côté de leurs anciennes installations, respectivement un et deux hauts-fourneaux marchant au coke. C'est ainsi qu'au moment de la conclusion des traités de commerce, la Moselle comptait vingt-trois hauts-fourneaux au coke en activité. Treize appartenaient aux de Wendel, qui, quinze ans auparavant, n'en possédaient encore que six, alors les seuls du département.

Mais la progression de la métallurgie n'avait pas été telle que notre département eût définitivement éliminé ses concurrents. La production nationale de fonte atteignait alors près de 900.000 tonnes, et la part de la Moselle n'était encore que d'un neuvième. La Haute-Marne l'égalait encore, et un nouveau rival s'était dressé, le Nord, qui tenait le premier rang grâce à l'abondance de ses houilles. La stagnation de la production mosellane des fontes au bois avait augmenté l'écart qui existait entre elle et la Haute-Marne pour ce type de fabrication, et la progression des fontes au coke, dont les quantités étaient passées

(62) A. N. F¹⁴ 4.428-4.434-4.435. Notice détaillée dans la *Moselle à l'exposition de 1867*. Mayer Dupont, dont les premières entreprises se trouvaient près de Vouziers, était d'ailleurs né à Metz en 1816. Il fonda les forges de Pompey au lendemain de l'annexion et se fixa à Nancy.

(63) A. N. F¹⁴ 4.434-4.432.

(64) A. N. F¹⁴ 4.434.

de 15.000 à 90.000 tonnes, n'était point encore suffisante pour assurer le triomphe définitif de la métallurgie lorraine, même avec l'appoint de la Meurthe, réduite encore à une centaine de milliers de tonnes. Mais la Moselle possédait un facteur décisif de succès : ses fontes étaient les moins chères de France, leurs prix étant au dessous de 100 francs la tonne !

X. — Le triomphe de la métallurgie lorraine

En supprimant le régime des prohibitions — déjà fortement entamé par le décret du 17 octobre 1855 qui avait autorisé l'entrée en franchise des fers destinés aux constructions navales — en réduisant progressivement les droits établis à l'importation, les traités de commerce qui furent signés à partir de 1860, portèrent un coup fatal à la vieille métallurgie : mais il est certain que les succès de la fonte au coke contribuèrent plus encore à sa ruine. C'est ainsi que la nouvelle situation commerciale et les progrès techniques agirent dans le même sens et précipitèrent l'évolution. Dans un département resté fidèle aux vieux mode de production, tel la Haute-Marne, 1860 fut donc une date funeste, mais dans les régions déjà équipées d'une façon moderne, le choc fut infiniment moins rude, et il n'est pas certain qu'il fut désavantageux. Certes Charles de Wendel, pas plus que ses pareils, n'avait désiré la conclusion des traités de commerce. Il ne le cacha pas au Corps législatif, car il jugeait que le libre échange n'aurait dû être introduit que graduellement. Il racontait volontiers l'entretien qu'il avait eu avec Napoléon III, et concluait par ces mots : « J'ai dit à l'Empereur que je ne regrettais qu'une chose, c'est que M. Schneider eût été consulté avant moi, et moi après le fait accompli seulement. » (65). Sa déposition devant la Commission d'enquête ne contient d'ailleurs nulle vaine récrimination : elle se borne à souhaiter une diminution du prix des transports, qui fut bientôt accordée, le tarif de la tonne kilométrique ayant été alors abaissé à quatre centimes, une réduction des dépenses de combustible, qui survint également du fait de la suppression de la taxe d'entrée de 1 franc 20. Il reconnaissait d'ailleurs que nul fer étranger ne pouvait le concurrencer, et que s'il avait baissé ses prix, c'était pour vendre toujours davantage, même à perte, et pour donner du travail à ses 6.000 ouvriers.

C'était parce que Charles de Wendel, aussi novateur que l'avait été,

(65) NÉRÉE QUÉPAT : *Dictionnaire biographique de la Moselle*, p. 526. *Enquête sur le traité de commerce*, Industrie métallurgique, I. *La sidérurgie française*, 1864-1914.

vers 1820, son père François, avait compris que l'on ne pouvait lutter, dans les nouvelles conditions de tarifs douaniers et de concurrence intérieure, qu'en augmentant la production de façon à abaisser les frais généraux, qu'en s'orientant résolument vers un type de très grande industrie (66). C'est lui qui prit l'initiative, imitée aussitôt par les principaux maîtres de forges de la région, de baisser d'un coup le prix de ses fers de 50 francs, soit de 20 % de leur valeur. Malgré cette réduction hardie, il restait aux usines lorraines, à celles du moins qui étaient avantageusement placées, une marge de bénéfice qui leur permettait de tenir, tandis que la décadence se révélait irrémédiable dans d'autres régions de la France, en Champagne notamment. C'est pourquoi les traités de commerce furent le point de départ d'une nouvelle progression de la métallurgie mosellane, qui prit dès lors une plus grande puissance absolue. Mais si le développement des hauts-fourneaux fut continu jusqu'à la guerre, il n'en reste pas moins que les dangers de crise n'avaient été surmontés que grâce à un effort considérable, grâce à une transformation complète de plusieurs entreprises, qui avait nécessité des capitaux plus importants que jamais. Enfin la situation politique, les inquiétudes d'avenir, amenèrent, vers le milieu de l'année 1866, une stagnation des affaires qui se prolongea jusqu'en avril 1868. Il y eut alors reprise, et la guerre de 1870 s'ouvrit après une période assez prospère (67).

Parmi les établissements qui se transformèrent après 1860, ceux de la famille de Wendel restèrent au premier rang. Ils furent mis en 1863 et 1864 en chômage partiel pour permettre des remaniements importants, et quand leur 17 hauts-fourneaux — Hayange en conservait un au bois — furent prêts, leur production pouvait atteindre 140.000 tonnes de fonte et 80.000 de fers. Stiring avait la spécialité des rails, qu'elle partageait d'ailleurs avec le groupe de Moyeuvre qui s'allongeait le long de l'Orne. Hayange, qui comprenait toujours plusieurs centres séparés sur les bords de la Fentsch, livrait notamment les tôles et les fers blancs. L'ensemble des trois établissements groupait près de 6.000 ouvriers.

A Ars-sur-Moselle, les forges de Saint-Paul et Saint-Benoit arrivè-

(66) Voir notamment: Rapport de l'ingénieur des mines, 1864. A. D. Moselle, 1 S.

(67) Pour l'étude de la situation économique sous l'Empire, cf. les rapports des préfets et des sous-préfets, A. N. F^o III Moselle, 9, et les rapports des préfets de la Moselle aux maréchaux commandant à Nancy, A. D. Moselle, M. Le développement de la métallurgie lorraine nécessita un gros effort de la part des maîtres de forges, dont le Comité pouvait dire, le 11 mai 1867: « L'industrie se développe, les industriels ne prospèrent pas ».

rent à comprendre huit hauts-fourneaux qui depuis 1867 consummaient exclusivement du coke. Avec 1.300 ouvriers, elles produisaient 30.000 tonnes de fonte, deux fois plus qu'en 1859, et 24.000 de fers, poutres et cornières, matériel de chemin de fer. Dans la même commune, les deux hauts-fourneaux de Karcher et Westermann, avec la fabrication des ustensiles de ménage, du fil de fer et des pointes de Paris, occupaient 650 travailleurs.

A l'extrême frontière, deux forges qui avaient jadis employé le bois, achevèrent de se transformer : Gorcy avec deux hauts-fourneaux et Ottange avec cinq. La première, restée propriété de son fondateur Labbé, touchait à la Belgique, la seconde au Luxembourg (68). Avec ses 500 ouvriers, cette dernière, que le comte d'Hunolstein louait à des bailistes, était devenue une des grandes productrices de fonte du département, avec une capacité de 18.000 tonnes, presque toutes vendues à l'état brut, dans les Ardennes par exemple. D'autre part les deux anciennes forges qui existaient à Villerupt étaient réunies sous la direction d'une société unique, et un premier haut-fourneau au coke y était installé (69).

Après les transformations, voici les résurrections : la société de Vezin-Aulnoye, ayant racheté les deux hauts-fourneaux de Novéant, les remit en marche en 1862, et leur production atteignit bientôt 12.000 tonnes. Un maître de forges des Ardennes, Muaux et Cie, acquit Moulaine, qui commença à produire en 1865, pour atteindre l'année suivante 10.000 tonnes. Le haut-fourneau jadis installé par M. d'Huart à Senelle fut mis en marche à la même époque. Puis le maître de forges Giraud, qui possédait déjà l'établissement luxembourgeois de la Sauvage, ralluma à Longwy-Bas un vieux haut-fourneau qui n'avait jamais prospéré, et lui en adjoignit un second. C'est une des premières entreprises qui ait fait venir du coke de Westphalie, type d'importation qui était destiné au plus grand avenir.

Voici enfin les créations nouvelles : entre 1863 et 1865 le propriétaire de Gorcy, Labbé, fonda à Mont-Saint-Martin, en une situation très avantageuse, une usine qui groupa trois hauts-fourneaux et produisit bientôt 20.000 tonnes de fonte (70). Non loin de là, le baron d'Adelsward, fils d'un officier suédois qui, étant prisonnier à Longwy sous le Premier Empire, s'y était marié, créa le Prieuré, qu'il unit bientôt aux forges d'Herserange dont il se rendit acquéreur après la li-

(68) A. N. F¹⁴ 4.434-4.435.

(69) Sainte-Claire fut rachetée 150.000 francs par les héritiers la Vieuville en 1865. A. D. Moselle, 1 S, concessions, 3^e dossier.

(70) Pour Longwy-Bas, Mont-Saint-Martin et le Prieuré, voir, A. N. F¹⁴ 4.435, de même pour la Providence.

quidation de l'ancienne société: il se trouva ainsi posséder trois hauts-fourneaux, producteurs de 17.000 tonnes. Enfin la société belge de la Providence, dont les lointains hauts-fourneaux de Marchiennes et d'Hau-mont se ravitaillaient déjà en Moselle, créa à Rehon une nouvelle affaire qui vint s'ajouter en 1866 à toutes celles qui prospéraient déjà autour de Longwy.

On voit donc de quel développement métallurgique fut témoin après 1860 la petite place forte qui monte la garde sur le plateau, immuable en ses remparts tracés par Vauban. A ses pieds, dans les vallées de la Chiers et de ses affluents, il y avait en 1870 déjà seize hauts-fourneaux, qui produisaient plus de 75.000 tonnes de fonte. Mais il importe de remarquer qu'ils ne produisaient guère que cela : contrairement aux établissements de Wendel ou Dupont et Dreyfus, les forges du nord de la Moselle ne traitaient guère leurs fontes, mais les écoulaient brutes vers les Ardennes, vers Paris ou vers le Nord. D'anciennes entreprises, telles Gorcy, Herserange, faisaient seules exception, mais tout ce qui était de création nouvelle ne comprenait encore que des hauts-fourneaux. Ce fait explique que le nombre des ouvriers employés dans cette région restait assez réduit: il n'était que d'un millier vers 1870.

L'avenir des établissements qui viennent d'être décrits a presque toujours été fort brillant: il suffit d'indiquer que la fusion de Mont-Saint-Martin et du Prieuré a formé en 1880 les Aciéries de Longwy, que la Providence prospère toujours à Rehon et que la société de Saint-tignon est née des hauts-fourneaux de Longwy-Bas. Gorcy, Ottange, Villerupt, n'ont jamais éteint leurs feux, et les dernières sont devenues d'immenses usines. Par contre les forges qui s'étaient établies au sud de Metz, à Novéant et Ars, ont disparu, ou sont devenues de simples fonderies, comme les établissements Saint-Paul et Saint-Benoit, dont les installations demeurent inchangées depuis plus d'un demi-siècle, et permettent de se rendre compte que, malgré les progrès déjà réalisés, une usine métallurgique du Second Empire ne peut être comparée à celles du ^{xx}^e siècle (71). La société Dupont et Dreyfus, ayant vendu cette forge après 1870, a créé plus au sud les hauts-fourneaux de Pompey, et dans la vallée de la Mance, en arrière d'Ars, seuls les anciens crassiers rappellent qu'il fut un temps où l'on traitait le minerai même au sud de Metz. Enfin les hauts-fourneaux de Stiring furent éteints vers 1880, les nouvelles conditions de transport ayant déterminé le groupement des établissements de Wendel autour de Moyeuvre, d'Hayange et de Jœuf, dont la fondation en territoire resté français est une

(71) Cf. une vue de ces établissements. Cabinet des Estampes, Va 122.

conséquence de la guerre. C'est ainsi que la frontière se trouva séparer les usines d'une même société, jusqu'au jour où la victoire rendit à la région métallurgique lorraine son unité naturelle. Il faut à ce propos signaler un fait curieux : en 1873, des pourparlers furent engagés entre un groupe d'industriels allemands et la société de Wendel pour l'acquisition de Moyeuvre et d'Hayange. On ne put s'entendre, le prix demandé — 20 millions — ayant paru trop élevé (72). Les établissements de la plus vieille famille de maîtres de forges de Lorraine restèrent donc entre ses mains, sans qu'une émigration comparable à celle de la société Dupont-Dreyfus ait été nécessaire. Il est permis de dire que ce fut pour le plus grand bien des propriétaires, dont les affaires étaient appelées aux plus brillantes destinées, comme pour le plus grand bien de la France, car la puissante maison autochtone limita toujours l'emprise des métallurgistes westphaliens en pays conquis.

XI. — La métallurgie lorraine en 1870

Après qu'eût été accomplie l'évolution qui suivit les traités de commerce, la métallurgie mosellane se trouva avoir définitivement conquis la première place en France. Ses 350.000 tonnes de fonte représentaient en 1869 le quart de la production nationale, et la Meurthe, où s'étaient déjà fondés les hauts-fourneaux de Pont-à-Mousson, de Frouard, de Maxéville, de Jarville, y ajoutait 70.000 tonnes. Derrière la Moselle venait le Nord, et la Haute-Marne était complètement distancée. Pour les fers, la position de notre département était un peu moins forte, car la Loire, le Nord et la Saône-et-Loire étaient de redoutables concurrents (73). L'avenir était assuré grâce aux prix de revient qui demeureraient plus faibles que partout ailleurs : 80 francs la tonne pour la fonte, 180 francs pour les rails. Il est vrai qu'une légère hausse avait été constatée à la fin de l'Empire et que l'on avait vu M. de Wendel refuser en 1866 une commande de rails que la Compagnie du Nord lui offrait à ce prix. La seule menace inquiétante pour les maîtres de forges de la Lorraine était le développement de la production de l'acier : seul le procédé Thomas élimina ce dernier risque.

Avec ses cinquante hauts-fourneaux au coke, la métallurgie mosellane était devenue de la très grande industrie. Elle restait néanmoins presque toute entière entre les mains de capitalistes du département,

(72) A. D. Moselle, 6 P 2.

(73) En 1869 la Moselle produisit 16 % des fers français, alors qu'en 1855 son pourcentage n'était que de 9. (*La sidérurgie française*, p. 172).

unis le plus souvent en sociétés en commandite, dont la plus connue était celle des Fils de François de Wendel, qui groupait depuis 1855 les héritiers de ce grand maître de forges et de son gendre, le baron de Gargan. Les noms qui reviennent sans cesse au cours de cette étude, Labbé, d'Adelsward, d'Hunolstein, d'Huart, sont ceux de familles du pays, bien connues à Metz. Le fondateur des forges d'Ars, Dupont, était né dans le chef-lieu de la Moselle, et c'est en son lycée qu'il avait fait ses études. Après avoir dirigé les usines d'Apremont et de Champigneulles, dans les Ardennes, il revint dans son département d'origine, dont il présida le Consistoire israélite. On ne trouve guère que la comtesse de la Vieuville et ses héritiers, propriétaires de Villerupt, qui aient résidé fort loin de leurs forges. Enfin, on avait vu, sous le Second Empire, l'intervention en Moselle d'industriels ardennais et même de sociétés anonymes, les premières de ce type appelé à une si grande extension : c'était le cas de Vezin-Aulnoye et de la Providence, qui avaient toutes deux leur siège en Belgique.

Pour l'organisation des ventes, l'ère de la grande industrie était nettement atteinte, car depuis le 15 février 1864 un certain nombre de métallurgistes s'étaient réunis à Paris pour fonder le Comité des Forges (74) : on comptait naturellement parmi eux Charles de Wendel et Mayer Dupont. On vit dès lors plusieurs exemples de fixation des prix régionaux par un accord des principales entreprises (75). Enfin, en 1866, le Comité obtint l'abrogation des dispositions légales qui rendaient l'autorisation administrative nécessaire à la création ou à la transformation d'une usine à fer. Il faut d'ailleurs reconnaître que cette tutelle des ingénieurs n'avait pas été fort gênante, car le plus souvent les travaux étaient réalisés avant la fin de l'enquête officielle. Elle était un vestige des anciens temps, de l'époque où les maîtres de forges voisins d'une nouvelle entreprise cherchaient à l'empêcher de naître. C'est en 1854 que l'on avait vu en Moselle un des derniers exemples de cet état d'esprit (76) : les héritiers la Vieuville, dont M. de Gallifet, avaient alors cherché à s'opposer à la création d'un haut-fourneau à Villerupt-Sainte-Claire. Ils se fondaient sur l'existence dans la contrée d'un nombre d'usines bien supérieur aux besoins, sur l'épuisement prochain des ressources en minerais de fer fort, sur l'impossibilité du ravitaillement en charbon de bois. Leur tentative fut d'ailleurs vaine, et l'évolution continua vers le régime de la liberté industrielle.

(74) HOTTENGER (G.) : *op. cit.*, p. 185. *La sidérurgie française, 1864-1914*.

(75) *L'Indépendant*, 28 juin et 8 novembre 1865, 13 janvier 1866, signale plusieurs réunions à Metz des principaux métallurgistes de la région.

(76) A. D. Moselle, 1 S, concession, 4^e dossier.

Enfin le règne de la grande industrie avait également commencé dans le domaine de la vie ouvrière : les forges de la Moselle groupaient déjà 10.000 travailleurs, et plusieurs entreprises avaient fondé des institutions sociales dont l'idée même était jadis inconnue. Les forges d'Ars avaient créé des cités ouvrières, remède partiel à la terrible crise du logement qui avait sévi dans ce village de vigneron devenu tout à coup un centre de peuplement ; de nouvelles écoles avaient peu à peu réduit le vagabondage de l'enfance qui avait signalé, au début du Second Empire, cette commune en trop rapide croissance. Charles de Wendel avait alors créé de toutes pièces l'agglomération de Stiring ; il avait fait installer des boulangeries modèles, et s'était enfin décidé à établir, en dépit des plaintes des commerçants, une société coopérative de consommation. Il assurait le logement et l'alimentation des travailleurs célibataires, et depuis 1856 ses ouvriers âgés et les blessés recevaient des pensions. Au total, le sort de l'ouvrier des grandes entreprises apparaissait moins précaire que celui du travailleur des quartiers pauvres de Metz, et dans ces forges, situées à la campagne, la condition du salarié était certainement meilleure que dans les grandes agglomérations urbaines de Lille ou de Lyon. Il serait quand même inexact d'en tracer un tableau idyllique.

Charles de Wendel mourut en avril 1870 : à cette date, par l'effort de deux générations, les établissements dont il avait été l'un des animateurs, dont ses fils et son neveu Théodore de Gargan allaient assumer la direction, étaient devenus les plus importants du Nord-Est. Ils se trouvaient au premier plan de la métallurgie lourde française, et à côté d'eux les autres forges de la Moselle étaient en plein développement. Metz pouvait rester une ville de militaires et de bourgeois, de boutiquiers et de propriétaires fonciers : il n'en restait pas moins que le département avait trouvé la voie de ses véritables destinées économiques. Les progrès prodigieux réalisés depuis lors, tant dans la partie de la Moselle qui fut annexée à l'Allemagne que dans celle qui est aujourd'hui rattachée administrativement à Nancy, ne doivent pas faire oublier ce que fut l'effort et la réussite des devanciers. Quelque soit le contraste entre les statistiques actuelles et celles du Second Empire — la production du minerai quarante fois plus forte, celle de la fonte vingt fois supérieure — un fait n'en demeure pas moins évident : les bases de la prospérité lorraine étaient posées avant 1870, et le département de la Moselle avait déjà conquis le premier rang dans la métallurgie lourde française.

TROISIÈME PARTIE

LA VIE POLITIQUE

CHAPITRE VII

LES FACTEURS DE L'OPINION

I. — Le problème de l'opinion publique

L'analyse de l'esprit public d'une région se heurte à de nombreuses difficultés, car l'observation porte sur un ensemble fort complexe de faits et d'idées. Voici, en effet, un département qui compte plusieurs centaines de milliers d'habitants, répartis entre près de 700 agglomérations, divisés en deux groupes linguistiques, et dont la condition sociale et intellectuelle varie à l'infini : on conçoit aisément combien précaire reste l'effort de reconstruction de son histoire politique. Les témoignages qui nous ont été conservés, émanant le plus souvent des administrateurs qui se sont succédés à la Préfecture ou de leurs subordonnés, ne sont certes pas au dessus de toute critique. Ils présentent d'ailleurs des lacunes assez fréquentes : ils nous donnent, en général, peu de renseignements sur les relations qui ont existé de tout temps entre la bourgeoisie libérale de Metz et les milieux politiques de la capitale. Il faudrait retrouver des correspondances particulières pour connaître le détail de l'action de Paris sur la Province. Les élections, même à l'époque du suffrage universel, n'ont jamais traduit tous les sentiments d'un pays, et les jugements que les contemporains ont portés sur leur temps, ne révèlent trop souvent que la pensée de leur auteur et des milieux qu'il fréquentait. La tâche est donc aussi compliquée que l'étude de la vie agricole, pareillement éparse, diffuse ; il est évidemment plus simple de porter ses regards sur quelques grands établissements métallurgiques, observés année par année par ces statisticiens professionnels qu'étaient les ingénieurs des mines. Dans le domaine de la vie politique, une attraction presque irrésistible conduit à placer Metz au premier plan, car les documents sont infiniment plus nombreux pour le chef-lieu que pour le reste du département. C'est un écueil presque inévitable, et cette remarque conduit à penser qu'il y a une déformation de l'histoire régionale comme il en existe une de l'histoire nationale : souhaitons que cet aveu spontané limite, dans une certaine mesure, un mal qu'il est difficile de supprimer radicalement.

Quelques traits généraux se dégagent d'ailleurs de la masse d'obser-

ventions qu'il est possible de faire à propos de l'esprit public d'un département. La prééminence du chef-lieu n'est pas le résultat d'une vision totalement déformée. Elle fut très réelle, du moins au cours de la première moitié du XIX^e siècle. Metz seule avait une bourgeoisie cultivée assez nombreuse pour que les courants d'idées y fussent féconds et variés, pour que des milieux politiques puissent s'y constituer. Elle resta toujours seule à posséder une presse locale, car les trois chefs-lieux d'arrondissement n'eurent jamais que des feuilles d'annonces sans portée. Sauf en de très courts instants, nulle autre ville ne connut de groupements politiques organisés. Le fait même que la moitié du département parlait un dialecte germanique, contribuait encore à placer Metz au premier plan, car nulle vie intellectuelle n'avait pu se développer dans les campagnes de cette Lorraine allemande dont la bourgeoisie, seule francisée, considérait la grande ville, avec son Collège royal et son prestige incomparable, comme le foyer des lumières. Ceci explique comment des personnalités messines, telles le colonel Paixhans, le général Sémellé, purent se faire élire, vers 1830, députés de Sarreguemines, où ils étaient peu connus.

Mais la prééminence du chef-lieu, longtemps plus forte dans le département que celle de Paris dans l'ensemble du pays, commença à décliner sous la Monarchie de Juillet, en même temps que l'emprise exercée jadis par les villes sur les campagnes. En 1830, le Cercle constitutionnel de Metz avait encore pu pousser celui de Sarreguemines dans la lutte contre Polignac, alors que, vingt ans plus tard, l'action des meneurs du chef-lieu avait perdu toute efficacité. Voici d'autre part un exemple de l'influence urbaine dans les campagnes : le jugement pessimiste que les préfets de la Restauration portaient sur la Lorraine allemande, vient de ce qu'ils observaient seulement les milieux bourgeois de Sarreguemines, fort peu dévoués à la cause des Bourbons (1) ; un raisonnement analogue aurait permis de qualifier la Vendée de département libéral, parce que ses électeurs censitaires avaient fait triompher Manuel. En mettant en mouvement les masses rurales, le suffrage universel rendit impossible le retour de ces illusions d'optique. Metz conserva pourtant l'apanage de la vie politique organisée, car, dans les petites villes comme dans les villages, l'opinion demeura quelque chose de diffus et d'imprécis. Mais, à chaque élection, les candidats et l'administration surent dès lors utiliser les passions latentes que recevait l'ensemble du pays.

Il s'agissait d'ailleurs de sentiments très simples, dont l'existence était

(1) Rapport de Tocqueville, 8 août 1820, A. D. Moselle 28 M 5.

souvent antérieure au XIX^e siècle. Le paysan redoutait la guerre, la révolution, les charges militaires et fiscales, mais ses craintes s'alliaient à un vif attachement à la grandeur nationale. Il réagissait vivement contre toute menace envers le statut de la propriété, qu'elle vint des émigrés en 1820 ou des partageux en 1848 (2). Son dévouement à l'ordre, sa discipline habituelle, ne l'empêchaient pas de se révéler jaloux des supériorités sociales trop marquées, de posséder un vieux fonds démocratique, en dehors de toute propagande idéologique. Sa foi traditionnelle n'était incompatible ni avec les vieilles plaisanteries gauloises dont le clergé était l'objet, ni avec le sentiment de l'indépendance des laïques. Mais aucune des forces d'opinion qui existaient à l'état latent dans les campagnes, ne fut organisée avant 1870. C'est là un contraste évident avec la situation actuelle de beaucoup de nos départements : au chef-lieu s'affirmait déjà une véritable vie politique, une opposition continue de partis, et c'est en vain que la période autoritaire du Second Empire tenta d'en nier la réalité, de proclamer que les anciennes luttes étaient définitivement oubliées ; au contraire, dans l'ensemble de la Moselle, il existait certes un esprit public, variable suivant les circonstances extérieures, mais il n'était pas contrôlé par l'incessante propagande dont nous sommes aujourd'hui les témoins.

En ce domaine deux écueils doivent être évités : l'on risque parfois de transférer dans la première moitié du XIX^e siècle les conceptions qu'une plus longue pratique de la démocratie a imposées au vingtième ; plus souvent encore l'on est tenté de nier qu'il y ait eu avant 1870 une histoire politique de nos départements, de leurs campagnes et même de leurs chefs-lieux. Or il ne faut pas oublier qu'une opinion publique peut exister, avec ses réactions, en dehors d'une vie politique méthodique ; enfin une ville aussi importante que Metz connaissait depuis longtemps le choc des idées opposées, et son histoire n'est en ce domaine ni l'imitation servile de celle de la capitale, ni l'affirmation d'un particularisme local. Elle est bien plutôt faite d'un mystérieux équilibre entre les courants généraux de la pensée française et les tendances personnelles de la cité.

II. — Le corps électoral

Parmi les éléments qui permettent d'apprécier les variations de l'esprit public, le plus simple est évidemment le résultat des élections. Il importe donc de préciser ce que fut, aux différentes périodes du siècle, le corps électoral de la Moselle. Sous le régime censitaire, il ne comprit

(2) Rapport de Tocqueville, 1^{er} mai 1818, A. N. F^o III Moselle 9.

jamais qu'un infime minorité de citoyens, mais l'importance de leur position sociale explique que les contrastes entre les deux époques séparées par l'année 1848 ont été plus faibles que le seul examen des chiffres n'inciterait à le croire.

Les élections des Cent Jours, celles d'août 1815 et de septembre 1816 se firent encore avec les collèges électoraux formés sous l'Empire (3). C'est ainsi que l'ordonnance royale du 21 juillet 1815, en autorisant les préfets à adjoindre aux collèges dix ou vingt électeurs pris parmi les plus imposés ou parmi les citoyens ayant rendu des services à l'Etat, rappelait l'article 27 de l'acte du 16 thermidor an X, « fidèle en cela à la règle que nous nous sommes imposé de nous rapprocher toujours, autant qu'il sera possible, tant de la Charte que des formes précédemment en usage ». Les transitions, on le voit, avaient été ménagées d'un régime à l'autre, à tel point que l'âge de l'électorat se trouva maintenu à 21 ans, alors que la Restauration le porta plus tard à 25. Dans ces conditions, les quatre collèges d'arrondissement de la Moselle, chargés d'ailleurs de présenter des candidats et non de les élire, comprenaient 660 inscrits, et la supériorité numérique de la ville de Metz n'était nullement ce qu'elle fut sous le véritable régime censitaire. Quant au collège de département, le seul dont les choix eurent une importance réelle, il comprenait 276 membres en 1815, 244 l'année suivante. La décision appartient donc, lors de l'élection de la Chambre introuvable et de celle qui la remplaça, à moins de 300 personnes, solidement encadrées par l'administration, présidées par un notable nommé par le Roi. Le régime des Cent Jours, qui avait confié les choix aux collèges d'arrondissement, avait été beaucoup plus libéral.

La loi électorale du 5 février 1817 vint enfin organiser le système prévu par la Charte. Le vote eut lieu dès lors en un collège unique par département, et le nombre des inscrits atteignit 1.100 (4). L'administration avait opéré avec beaucoup de largeur d'esprit et de régularité, et tous les citoyens qui payaient 300 francs d'impôts directs se trouvèrent cette fois être électeurs. Mais ce libéralisme s'atténua rapidement, et, de réduction en réduction, les électeurs censitaires furent ramenés vers la fin de la Restauration au nombre de 739. Ce chiffre eût d'ailleurs été encore plus faible si, d'abord en 1822, puis régulièrement à partir de 1827, n'avait fonctionné à Metz, sous la direction d'un avocat libéral, un comité qui se chargeait de faire inscrire tous les ayants-droit, de protester contre les irrégularités et les lenteurs d'une administration sou-

(3) A. D. Moselle, 28 M 2 et 3.

(4) A. D. Moselle, 28 M 4.

cieuse d'écarter du scrutin le plus grand nombre possible d'électeurs de l'opposition (5).

D'ailleurs, depuis qu'était appliquée la loi électorale de 1820, les inscrits n'étaient plus réunis en un collège unique, trop nombreux pour qu'il fût aisé de le diriger (6). Ils étaient répartis en quatre collèges d'arrondissement, et trois d'entre eux ne comptaient pas 200 membres. Au dessus d'eux, le collège de département groupait le quart le plus imposé des électeurs, au nombre de 252 en 1820, de 184 seulement à la veille de 1830. On voit donc qu'environ 200 personnes, dont la moins fortunée payait encore 800 francs d'impôts, finirent par élire près de la moitié des députés de la Moselle, trois sur sept.

Lorsqu'on examine la composition des collèges d'arrondissement sous le régime de la loi du double vote, on est frappé du fait que celui de Metz présentait un contraste absolu avec ceux des petites villes : il comptait à lui seul plus de la moitié des électeurs du département, 514 inscrits en 1820, 400 à la fin du règne de Charles X. C'est que la suprématie de la fortune messine était alors très nette, puisque la ville comptait à elle seule presque autant de censitaires à 300 francs que le reste de la Moselle. On voit donc que, sous le régime de la loi de 1817, la bourgeoisie messine était devenue l'élément directeur, tandis que l'établissement du vote par collèges distincts réduisit son rôle. Elle garda naturellement la direction dans le collège départemental tel qu'il fut formé en 1820, et comme le chef-lieu restait le foyer de l'indépendance des opinions, il n'est pas étonnant que les deux types de collèges n'aient pas présenté un contraste fort vif. Les électeurs départementaux étaient plus riches, mais plus influencés par les agitations messines, ceux des arrondissements étaient moins haut placés dans la hiérarchie sociale, mais aussi plus indifférents à la politique, plus soumis à l'influence administrative.

Alors que le système des collèges électoraux de l'Empire laissait à chaque canton une représentation à peu près égale, forte en moyenne d'une trentaine de personnes, l'application qui fut faite, à partir de 1817, des dispositions de la Charte, aboutit aux plus singulières inégalités (7) : on a vu combien largement la ville de Metz était représentée, alors que certains cantons où l'aisance se trouvait peu répandue l'étaient à peine : en 1830, ceux de Vigy, de Sierck, de Forbach, de Volmunster

(5) *Journal de la Moselle*, 1^{er} novembre 1822.

(6) A. D. Moselle, 28 M 5 à 10, 16 M 1.

(7) *Ibidem*.

comptaient chacun moins de dix électeurs; celui de Rohrbach n'en avait que deux ! La grande majorité des censitaires étaient évidemment des propriétaires fonciers, riches de leurs fermages, mais ils ne résidaient point sur leurs terres et ne les exploitaient pas eux-mêmes. Ils habitaient la ville, et représentaient les sentiments de la bourgeoisie urbaine bien plus que ceux des campagnes. Le système de l'Empire avait une base rurale plus forte et se serait sans doute révélé plus nettement conservateur. La même inégalité de répartition se retrouve pour les éligibles, censitaires à 1.000 francs de contributions dont le nombre oscillait, sans qu'on puisse noter d'accroissement, entre 125 et 150: la suprématie du chef-lieu était naturellement très forte à cet égard et plusieurs cantons pauvres ne comptaient pas un seul éligible. En ce qui concerne le grand collège, une dizaine de cantons n'y étaient représentés que par un ou deux noms, tandis que Metz et ses environs possédaient 104 membres sur un total de 195 !

De toutes les contributions qui entraient dans le décompte du cens, la foncière était de beaucoup la plus importante, et l'application de l'ordonnance de juillet 1830 qui prescrivait de ne plus tenir compte des patentes, n'aurait pas changé grand'chose, numériquement du moins, dans la Moselle : elle n'aurait fait rayer que 58 des 739 électeurs, mais il est vrai que 45 d'entre eux habitaient Metz et que cette modification eût peut-être suffi à changer la majorité du collège de cet arrondissement. Mais la prédominance de l'impôt foncier ne doit pas faire croire que la majorité des électeurs fût formée de propriétaires indépendants, n'exerçant nulle autre profession. En 1830, sur cent contribuables qui payaient le cens de 300 francs, on comptait en Moselle quatre officiers en activité, douze fonctionnaires, sept maires dont la nomination dépendait du préfet, soit vingt-trois personnes que l'administration influençait facilement. Il s'y ajoutait sept officiers retraités, deux anciens fonctionnaires, cinq hommes de loi. Les professions actives n'étaient représentées que par six agriculteurs, quatorze commerçants et dix industriels. Les autres électeurs, soit une proportion de 33 %, étaient qualifiés de propriétaires. On voit donc que le corps électoral de cette époque représentait admirablement cette ancienne bourgeoisie française qui mettait son point d'honneur à vivre de ses revenus fonciers et à servir l'Etat, et qui dédaignait volontiers, du moins après fortune faite, l'activité du négoce ou de la manufacture. Dans le grand collège, la proportion des électeurs soumis à l'autorité directe de l'administration était d'un tiers, et celle des professions actives tombait à 17 %. Il n'est donc pas étonnant que les collèges d'arrondissement aient compris, à la fin de la Restauration, un dixième de représentants de la vieille noblesse,

même dans un département où elle ne passait ni pour nombreuse, ni pour influente (8).

On sait que le premier effet de la révolution de Juillet fut d'abaisser le cens de 300 francs à 200, de supprimer cette institution contraire à la lettre de la Charte qu'était le collège de département, et de confier l'élection aux assemblées d'arrondissement, qui furent en Moselle au nombre de six (9). Le total des électeurs passa de 739 à 1534, et dès lors une progression continue, que l'on n'avait nullement observée sous la Restauration, finit par porter leur effectif à 2.500 en 1848, trois fois plus qu'en 1830. Les opérations d'inscription se firent avec une régularité telle qu'aucune plainte ne fut désormais dirigée contre l'administration.

Comme l'on s'efforça de répartir à peu près également le total des électeurs entre les six collèges, sans tenir compte des chiffres de population, l'arrondissement de Metz, qui groupait le plus grand nombre de censitaires, se trouva posséder trois députés, tandis que chacun des autres n'en eut qu'un seul. Le chef-lieu demeura donc plus avantagé que jamais, un de ses députés y représentant 30.000 habitants, alors que son collègue de Sarreguemines était l' élu d'une région peuplée de 100.000 âmes. Ce contraste s'explique facilement, car les trois cantons de Metz possédèrent toujours le tiers au moins des électeurs du département. Au contraire, les cantons les plus pauvres ne comptaient pas vingt électeurs en 1834, et guère plus d'une trentaine à la fin de la Monarchie de Juillet. L'exemple du canton de Rohrbach, qui vit le nombre de ses censitaires passer de deux sous la Restauration à quatre après l'abaissement à 200 francs de la franchise, à vingt en 1848, est absolument typique. Quant au cens d'éligibilité, on sait qu'il avait été réduit à 500 francs : à la veille de la révolution de Février il n'y avait en Moselle que 480 personnes pour payer une somme de contributions aussi élevée, et 200 d'entre elles habitaient Metz.

Des quatre contributions qui entraient dans le calcul du cens, la foncière garda naturellement la première place, mais la proportion des patentés fut plus forte après 1830 qu'elle n'avait été sous la Restauration. Du cinquième, elle passa au tiers, et dès le début de la Monarchie de Juillet la composition des collèges fut assez différente de ce qu'elle avait été précédemment. Sur cent électeurs, on ne compta plus que quinze officiers ou fonctionnaires en activité, huit en retraite. La proportion

(8) La faible influence de la noblesse est notée par le préfet Tocqueville, rapport du 8 août 1818, A. N. F^{co} III Moselle 9.

(9) Voir les listes électorales, A. D. Moselle 16 M 2 à 17. Il y eut trois collèges à Metz et un dans chacun des autres arrondissements.

des propriétaires sans autre profession descendit de 33 à 26 %, tandis que celle des commerçants et des industriels s'éleva de 24 à 28, celle des cultivateurs de 6 à 10. A côté des hommes de loi, notaires et avocats, on vit apparaître quelques pharmaciens ou médecins dont la présence dans les collèges de la Restauration était absolument exceptionnelle. A la veille de 1848, ces modifications apparurent plus nettement, car alors que la part des fonctionnaires et des officiers avait encore diminué, que celle des propriétaires restait constante, ainsi que celle des médecins et des légistes, les professions actives étaient passées au premier plan : elles formaient 45 % des collèges électoraux, contre 30 % sous la Restauration. Les progrès des agriculteurs étaient particulièrement remarquables, car dans l'ensemble du département ils formaient 17 % du total des électeurs. Le caractère de certains collèges en avait été profondément modifié : celui de Sarreguemines comptait en 1848 une forte majorité de commerçants, d'industriels et de cultivateurs ; ces derniers formaient le groupe le plus nombreux, dépassant même celui des propriétaires. Or, il s'agissait en l'espèce de vrais paysans de langue allemande, très différents de la bourgeoisie du chef-lieu, et beaucoup plus unanimement conservateurs et dévoués au clergé. C'est ainsi que des contrastes apparaissaient entre les collèges de Metz et ceux des petites villes, contrastes qui n'existaient guère au temps de la Restauration. On peut remarquer à ce propos que l'extension du corps électoral a sans cesse accentué les différenciations locales, car la classe la plus uniforme d'un bout à l'autre du département, d'une extrémité à l'autre de la France, c'était évidemment la bourgeoisie, formée par un système intellectuel étranger aux variations régionales.

A côté du collège électoral appelé à élire les députés, il en exista quelques autres sous la Monarchie de Juillet. Celui à qui fut dès lors confié le choix des conseillers généraux ne présentait quelques différences que dans les cantons qui comptaient moins de cinquante censitaires à 200 francs, et d'ailleurs ce type d'élections n'eut guère de signification politique (10). Il n'en est pas de même des élections municipales messines, qui furent souvent très disputées : dans ce cas, le droit de vote était exercé par un nombre de citoyens nettement supérieur à celui qui était appelé aux collèges qui choisissaient les députés (11). Il s'élevait à Metz à 1900 électeurs et se trouvait être près de trois fois plus nombreux que celui des censitaires à 200 francs. Dans l'ensemble du département, il atteignait le chiffre de 38.000 citoyens, dont 27.000 pour les communes de moins de 1.000 habitants. La compo-

(10) Cf. chapitre XIV.

(11) A. D. Moselle 34 M 2. Exemples de diverses communes, série 40 M.

sition de ces collègues électoraux était fixée par des règles qui variaient avec la population de la commune : c'est ce qui explique qu'à Metz le cens minimum des électeurs municipaux ait été de 67 francs, alors que pour les villages il s'abaissait jusqu'à 17 francs en moyenne, et même jusqu'à moins de trois francs dans les cantons les plus pauvres. En résumé, on peut noter que le tiers des citoyens majeurs étaient électeurs municipaux sous la Monarchie de Juillet, et que dans les campagnes cette proportion s'élevait jusqu'à la moitié. Mais il faut reconnaître qu'en dehors de Metz les élections municipales n'avaient point alors de caractère politique ; il faut donc renoncer à en tirer des conclusions sur les variations de l'esprit public.

Enfin le corps électoral le plus nombreux qui ait existé sous Louis-Philippe fut évidemment celui des gardes nationaux appelés à choisir leurs officiers (12). Les 79 bataillons du département groupaient environ 50.000 hommes, et si les élections de cet ordre avaient eu partout l'importance qu'elles avaient dans les villes, et surtout à Metz, elle auraient mis en mouvement des masses considérables. Mais ce n'est qu'au chef-lieu et parfois à Thionville, que le choix des officiers déclencha des luttes ardentes, dont le résultat fut constamment le triomphe des chefs de l'opposition de gauche. Les votes d'un corps électoral qui comptait au chef-lieu 3.400 citoyens, incitaient les républicains à penser que l'élargissement des collègues, l'abaissement du cens, et plus encore le suffrage universel, leur donneraient une majorité formidable. Les événements de 1848 révélèrent combien cette espérance était peu fondée.

A partir du moment où fut appliqué le suffrage universel, l'analyse de la composition du corps électoral cesse d'être distincte de l'histoire sociale. La Moselle se trouva compter en 1848 plus de 100.000 électeurs, non compris les militaires originaires du département, et l'inscription fut même accordée à des habitants dont la nationalité était douteuse, mais qui résidaient depuis longtemps dans le pays (13). L'application de la loi du 15 mai 1849 porta le total des inscrits à 115.000. La législation votée le 31 mai 1850 réduisit ce chiffre de plus de 17.000 unités, soit de 14 %. Cette diminution ne pouvait avoir aucune influence dans l'ensemble de la Moselle, car les masses rurales y étaient devenues l'élément décisif de tout scrutin. Mais dans certains cantons elle était susceptible de modifier la situation politique : c'était le cas des trois cantons de Metz, qui avaient vu le nombre de leurs électeurs diminuer de 24, 41 et 26 %, de celui de Sarreguemines, où la réduction atteignait 20 %, de Sierck, où elle était de 30 %

(12) A. D. Moselle, cartes et plans, 2.060.

(13) A. D. Moselle, 28 M 17-18-19.

Il s'agissait, en général, de régions où existait une population ouvrière flottante, ou de pays frontières qui comptaient un grand nombre d'habitants qui avaient négligé de se faire naturaliser Français et que l'on avait admis en 1848. L'exécution de la loi du 31 mai n'avait que fort peu éveillé l'attention des populations, et le sous-préfet de Briey en concluait que ses administrés n'attachaient guère d'intérêt à la possession du droit de suffrage (14). Les opérations des commissions cantonales où collaboraient, pour la rédaction des listes, les délégués des juges de paix et l'autorité municipale, avaient été faciles, et dans les cas douteux on y avait remarqué une tendance à maintenir la capacité électorale. Le nombre des affaires contentieuses avait été extrêmement minime. Il importe d'ailleurs de remarquer que la loi du 31 mai n'eut point de conséquence politique, puisqu'aucune élection n'eut lieu pendant la période de son application.

Dès le coup d'état, le suffrage universel fut rétabli, et le nombre des inscrits se trouva relevé à 113.000. Il demeura à peu près invariable pendant toute la durée de l'Empire, et les masses rurales conservèrent dès lors la suprématie qu'elles possédaient depuis 1848. C'est là un contraste important avec la supériorité de nombre et d'influence dont avait joui la bourgeoisie messine au temps du suffrage censitaire; ce fait explique que le triomphe du mode le plus démocratique ait pu décevoir ceux qui, sous Louis-Philippe, avaient cru qu'il leur donnerait la victoire, et réjouir les conservateurs qui l'avaient si longtemps considéré, avec Guizot, comme l'arme la plus dangereuse dont pût disposer l'opposition de gauche.

III. — La Presse

Après la composition du corps électoral, il convient d'examiner un autre élément qui traduisit certains aspects de l'esprit public, la presse locale. A l'exception de quelques feuilles d'annonces, elle fut toujours uniquement messine et ne connut jamais d'autre langue que la française, ce qui n'a rien d'étonnant, car elle ne s'adressait qu'à un public bourgeois (15). L'abonnement était la règle, et la vente au numéro resta constamment ignorée avant la fin du Second Empire. Or, sous la Monarchie de Juillet, les trois journaux de Metz n'avaient pas un mil-

(14) Rapport du sous-préfet de Briey, 26 septembre 1850. En août 1851, le Conseil général demanda l'abrogation de la loi du 31 mai. Cf. chapitre XIV.

(15) Parmi les feuilles d'annonces, il faut citer *le Petit Glaneur*, de Sarreguemines, hebdomadaire et bilingue. *La Sentinelle de Thionville* parut en 1861-1862. A la fin de l'Empire, il y avait un *Moniteur de Thionville*.

lier d'abonnés, et en 1852, ils ne vendaient encore que 2.500 exemplaires (16). Mais la situation changea vers la fin de l'Empire, d'autant plus que depuis 1863 le préfet avait autorisé la vente des journaux à la gare. La fréquentation des cabinets de lecture et des cafés explique d'ailleurs qu'un public assez nombreux ait pu être atteint par un nombre restreint d'exemplaires. C'est naturellement la ville de Metz qui lisait le plus, tandis que l'arrondissement de Sarreguemines restait fort réfractaire à l'influence de la presse.

L'ancêtre des journaux locaux, successeur des *Affiches des Trois-Évêchés* qui paraissaient avant la Révolution, était le *Journal de la Moselle* (17). Sous le Premier Empire et au début de la Restauration, il n'avait aucun concurrent, et, sauf pendant une brève période, il resta l'organe officiel de l'administration. Imprimé en un format des plus réduits, il paraissait tous les cinq jours, et son abonnement était de seize francs par an. A partir de 1820, le nombre des numéros mensuels passa de six à huit, sans qu'il y ait eu augmentation de prix. Le *Journal de la Moselle*, comme d'ailleurs ses contemporains des autres départements, relatait principalement les séances des Chambres, résumait les actes du gouvernement et les nouvelles de l'étranger qu'il puisait dans la presse parisienne. Il dédaignait les événements locaux beaucoup plus qu'on ne le fait aujourd'hui, et il fallut la naissance d'un rival pour qu'il s'abaissât parfois aux polémiques des partis. Les faits divers et les annonces étaient naturellement réduits à de très rares entrefilets dans un organe aussi sérieux. *L'Abeille*, qui fut à partir de 1819 le journal de l'opposition, ne différait guère de son confrère. Puisque la presse départementale avait un caractère local infiniment moins marqué que de nos jours, c'est dans les brochures lancées par des particuliers que se retrouve souvent l'écho des querelles politiques de cette époque : elles sont la survivance des factums que le XVIII^e siècle avait multipliés.

Le système de la presse locale, encore fort rudimentaire sous la Restauration, apparut au contraire, sous la Monarchie de Juillet, constitué sur les bases qu'il conserva jusqu'en 1870. Metz compta dès lors trois journaux, parmi lesquels *l'Indépendant* représentait les idées du juste-milieu et de la Préfecture, le *Courrier* celles de l'opposition républicaine (18) et la *Gazette*, qui deviendra en 1848 le *Vœu National*, les principes de la légitimité et les intérêts catholiques. Le Second Empire sera signalé par la fondation d'un nouveau journal of-

(16) A. N. F¹⁰ III Moselle 15.

(17) BARBÉ (Jean-Julien) : *Les journaux de la Moselle*.

(18) *Le Courrier* a remplacé *l'Abeille* en 1829.

ficients, le *Moniteur*, et par l'évolution de l'*Indépendant* qui deviendra un organe anticlérical. Mais, dans les grandes lignes, il n'y eut guère de changements : ces journaux ne parurent jamais que de deux jours l'un, et sous la Monarchie de Juillet leur abonnement fut fixé à 24 francs par an. En 1848 la suppression du timbre permit de le réduire à 20 francs. Il remonta sous l'Empire, et en 1870 il était de 24 francs.

L'intérêt de ces divers journaux alla toujours croissant, car s'ils empruntèrent constamment une bonne partie de leurs articles à la presse parisienne, à la *Gazette de France* pour la *Gazette de Metz*, à l'*Univers* pour le *Vœu*, au *National* pour le *Courrier* au lendemain de 1830, au *Sidèle* et à l'*Opinion Nationale* pour ce même journal sous l'Empire — les articles des rédacteurs du cru y prirent plus d'importance. Vers la fin de la Monarchie de Juillet, les feuilletons apparurent, tandis que se maintenait l'usage de la chronique théâtrale, qui datait de la Restauration. Les annonces couvrirent dès lors une page entière, et les faits divers cessèrent d'être complètement omis, bien que jamais les crimes et les interventions de la police n'aient connu les honneurs de longs articles descriptifs. On vit ainsi se dégager de l'ancien anonymat du journaliste de province quelques talents réels, qui s'employèrent dans des articles de polémique locale comme d'idées générales, et les intérêts de Metz et du département furent, surtout sous Napoléon III, discutés non sans passion.

Parmi les écrivains qui réussirent à faire de la presse messine non plus une compilation, mais quelque chose de vivant et de personnel, il faut citer d'abord Blanc, rédacteur-propriétaire du *Courrier de la Moselle*, qui, entre ses mains, demeura de 1831 à 1869 l'organe de l'opposition démocratique. Dans le parti légitimiste et catholique, le meilleur journaliste fut Victor Vaillant, qui de 1849 à 1883 fut le principal rédacteur du *Vœu National*, dont il fit un des journaux les plus répandus de la Moselle. A la fin du Second Empire, l'*Indépendant* devint un organe de combat sous la direction de Mayer, dont un des collaborateurs imita l'exemple d'Alphonse Karr en publiant ses acerbes « Guêpes messines ». C'est dans ses colonnes qu'écrivait alors le docteur Bamberger, qui fut en 1871 élu représentant de la Moselle, devint plus tard député de Neuilly, fréquenta le salon de Mme Adam et les milieux gambettistes. Il est d'ailleurs évident que si l'intérêt de la presse messine alla en s'affirmant à partir de la Monarchie de Juillet, la période autoritaire du Second Empire avait constitué une exception qu'explique facilement la législation alors en vigueur.

A côté de ces journaux dont la vie fut longue et féconde, quelques tentatives faites en 1830, celle de l'*Indicateur de l'Est*, ou en 1848, celle du *Républicain* et de l'*Ami du Peuple*, n'eurent qu'un caractère éphé-

mère. Plus intéressantes sont les publications périodiques qui furent entreprises sous la Monarchie de Juillet, telles *la Gerbe*, journal hebdomadaire des intérêts populaires, qui parut de 1833 à 1835, sous la direction de l'avocat Valette; le *Messenger de la Moselle*, qui lui fit suite de 1842 à 1848; *l'Utile*, qui eut jusqu'à 1.500 abonnés vers 1833 et dont l'influence ne se limita pas à la région de l'Est (19). Il faudrait citer également les almanachs qui furent répandus jusque dans les classes paysannes, et qui faisaient œuvre de propagande démocratique, comme *le Messenger Patriote* de l'imprimeur Lamort. Enfin, dans un autre ordre d'idées, Metz connut depuis la Monarchie de Juillet des périodiques qui ne s'occupaient que d'histoire, de littérature ou de critique artistique. Tels furent *l'Austrasie*, *l'Artiste Messin* et *le Furet*, *l'Union des Arts* et plusieurs autres publications, qui contribuèrent toutes à attirer l'attention du public cultivé sur les questions locales, à le détacher quelque peu de l'amour presque exclusif des idées générales qui avait caractérisé les générations précédentes (20). Il n'est d'ailleurs pas certain que cette évolution intellectuelle ait toujours été un progrès, car les vastes problèmes que la Société royale des Arts et des Lettres aimait à soulever à la veille de la Révolution, valaient bien les discussions archéologiques, les études sur le folklore, que le Second Empire vit se multiplier. Mais il est évident que l'accentuation du ton local des journaux les rend plus intéressants, comme sources de l'histoire d'un département, qu'ils ne l'étaient au temps où les nouvelles régionales n'y occupaient qu'une place fort réduite.

IV. — Les milieux politiques

L'étude de la presse locale ne constitue qu'un des éléments du problème que pose l'histoire politique du département. Il s'y exerçait des influences plus personnelles, et très probablement plus efficaces que celles des écrits périodiques: pour les connaître, un examen des milieux dirigeants et de leurs personnalités les plus marquantes est nécessaire. À la veille de la Révolution, un groupe assez étroit avait ainsi préparé les voies aux profondes transformations qui allaient s'accomplir, et son action explique que Metz ait vibré immédiatement à l'unisson de la capitale et de l'ensemble du pays. Des avocats ou des magistrats,

(19) Lettre de Dornès à la *Tribune* (14 septembre 1832), citée par WEILL (G.) : *Histoire du parti républicain en France*, p. 79.

(20) L'Austrasie avait toutefois des attaches légitimistes et traditionalistes; elle put avoir parfois une certaine influence politique.

tels Roederer et Emmery, avaient exercé dans leur ville natale une influence profonde avant de jouer un rôle sur un plus vaste théâtre (21). Lorsque la Société royale des Lettres et des Arts avait proposé comme sujet de concours l'amélioration du sort des Juifs et qu'elle avait récompensé les mémoires de l'abbé Grégoire et de Lacretelle ; lorsqu'elle avait, en dépit des remontrances de son protecteur, le maréchal de Broglie, maintenu sa question sur la flétrissure héréditaire des peines infâmantes et couronné Robespierre, elle avait montré que ces groupes de lettrés provinciaux de la fin du XVIII^e siècle étaient prêts à réaliser de plus vastes réformes (22). On retrouve au XIX^e siècle des milieux analogues qui ont préparé les évolutions de l'esprit public, et si aucun des hommes qui en firent partie n'arriva à jouer un rôle dans la politique nationale, ils n'en furent pas moins des acteurs importants de l'histoire locale. Il faut enfin noter que Metz avait hérité de son passé des traditions d'indépendance municipale qui en firent, pendant la Révolution et jusqu'en 1870, un centre plus avancé que Nancy (23).

Il n'existait point en Moselle, vers 1815, de vétérans combattifs de la Révolution : Roederer et le comte Emmery, devenu châtelain de

(21) Emmery, né à Metz en 1742, était avocat au Parlement de Metz. Il fut membre de la Constituante, magistrat, sénateur et pair de France. Roederer, né en 1754, était conseiller au Parlement. Il fit une brillante carrière administrative sous l'Empire, après avoir siégé à la Constituante et exercé en 1792 les fonctions de procureur-syndic de Paris.

(22) C'est en 1782 que la Société royale des Sciences, Lettres et Arts de Metz proposa comme sujet de concours la question suivante : « Quelle est l'origine de l'opinion qui étend sur tous les individus d'une même famille une partie de la honte attachée aux peines infâmantes que subit un coupable ? Cette opinion est-elle plus nuisible qu'utile ». Une communication faite par M. Fleur à l'Académie, en juin 1931, a révélé que le maréchal de Broglie, estimant que cette question critiquait la législation en vigueur et annonçait un dangereux esprit philosophique, s'efforça en vain de la faire retirer. En 1784, deux médailles d'or furent décernées à Lacretelle aîné, enfant de Metz, et à M. de Robespierre, avocat à Arras, dont le mémoire (réimprimé dans *Mémoires de l'Académie*, 1839, et dans les *Œuvres Complètes*, tome I, p. 20) est conservé aux archives de l'ancienne Académie. En 1785 la Société royale proposa la question : « Est-il des moyens de rendre les Juifs plus utiles et plus heureux en France ». Parmi les mémoires récompensés en 1788, le plus connu est celui de l'abbé Grégoire (cf. CAHEN (Ab.) : *L'émancipation des Juifs devant la Société des Sciences, Lettres et Arts de Metz*. Revue des Etudes Juives, 1880).

Au XIX^e siècle, l'Académie, reconstituée, reprit la tradition des concours, mais elle fut loin d'obtenir des réponses aussi intéressantes.

(23) Cf. PARISOT (R.) : *Histoire de Lorraine*, tome III, p. 3.

Grosyeux (24), étaient trop largement nantis pour ne point s'être définitivement rangés. Leur concitoyen Barbé de Marbois, président de la Cour des Comptes, avait servi tous les régimes avec le même zèle. L'Empire avait désarmé tous les groupes politiques, qui ne reparurent lentement que sous la Restauration. Il y eut dès lors des milieux d'opposition qui comprirent avant tout des avocats messins, quelques riches bourgeois acquéreurs de biens nationaux et des officiers retraités. C'est parmi eux que les ventes de carbonaris recrutèrent leurs membres, et que vers la fin du règne de Charles X se formèrent à Metz et dans les chefs-lieux d'arrondissement les comités constitutionnels. Dès 1830 le groupe essentiel des meneurs de l'opposition de gauche était formé, et pour le connaître il suffit d'évoquer ce que fut, pendant une quarantaine d'années, jusqu'au désastre qui arracha Metz à la France, le salon d'Emile Bouchotte, neveu de l'ancien ministre de la Guerre de 1793 qui vivait encore à Ban-Saint-Martin, où il mourut en 1840. Autour du maître de la maison, qui fut un homme d'affaires aussi entreprenant qu'un politique passionné, se groupaient les chefs de la bourgeoisie libérale. On y rencontrait Auguste Dornès, disciple du comte Grégoire, dont le caractère était si énergique qu'il blessa en duel un de ses adversaires politiques et qu'il fut héroïquement tué en conduisant les troupes à l'assaut d'une barricade lors des luttes fratricides — ce sont ses propres paroles d'agonisant — de juin 1848 (25). A ses côtés, il faudrait citer le premier président Charpentier, que la carrière des honneurs ne détacha jamais de la cause libérale ; l'avocat Woïrhaye, défenseur éloquent des républicains poursuivis pour procès de presse ; le docteur Scoutetten, qui avait fait de l'Ecole de chirurgie militaire un tel centre de libéralisme qu'elle fut supprimée en 1850 ; le pasteur Lafitte, qui fut professeur à la Faculté des Lettres de Strasbourg ; le polytechnicien Bardin, qui devint répétiteur à l'Ecole ; le docteur Félix Maréchal, qui dans sa vieillesse fut le plus remarquable des maires de Metz, le dernier du régime français. Ce sont ces mêmes milieux qu'avait fréquentés Laure Grouvelle, l'héroïne républicaine, lorsqu'elle habitait Metz peu avant la révolution de 1830 (26). C'est dans le salon

(24) Grosyeux est une maison forte à deux lieues au sud de Metz, commune d'Augny ; le comte Emmery y mourut en 1823.

(25) Emile Bouchotte, né à Metz en 1796, mourut à Nancy en 1878. Auguste Dornès, né à Lyon en 1799, était fils d'un général mort pendant la campagne de Russie.

(26) Cf. BARBÉ (Jean-Julien) : *Les maisons historiques*. C'est un ouvrage essentiel pour la connaissance de l'ancienne société messine.

Bouchotte que l'on pouvait rencontrer les visiteurs de marque de passage à Metz, tels le docteur Lallemand, Messin devenu professeur à la Faculté de médecine de Montpellier, aussi célèbre par sa science que par l'originalité de son caractère, Arago, que les examens de l'Ecole d'application ramenaient chaque année à Metz, le grand avocat Crémieux. En ce quartier général de l'esprit de liberté s'établissait ainsi le contact entre la Province et la Capitale.

Au pôle opposé de la politique, les salons de la rue des Parmentiers, ce faubourg Saint-Germain de Metz, réunirent pendant cinquante ans les représentants de la société légitimiste et catholique. C'est en ce milieu que, sous la Restauration, les ultras donnèrent le ton à la vieille noblesse et aux ralliés, poussant si loin l'ardeur de leurs principes que des hommes comme François de Wendel hésitaient à les suivre (27). C'est dans ces mêmes salons qu'en 1852 circulèrent les copies manuscrites du manifeste du comte de Chambord (28) et que l'on refusa toujours de s'incliner devant les succès apparents que remportait Napoléon III. L'aristocratie de naissance, de fortune et de ton, ne cessa de s'y donner rendez-vous et les parties de whist ou de bouillotte s'interrompaient parfois pour une conversation politique. Les vétérans de l'émigration s'y retrouvaient autour de M. de Jobal, qui fut major général des gardes du corps après 1815 et dont le zèle royaliste explique, sans les justifier, les dénonciations qu'il envoyait aux ministres contre presque tous les fonctionnaires et magistrats du département (29). Parmi les représentants des générations plus jeunes, il faut citer M. du Coëtlosquet, que sa charité et l'élévation de son caractère rendirent populaire dans tous les milieux; son ami Hyppolite Mennessier, intimement mêlé à la fondation de toutes les œuvres catholiques de la ville; M. de Lardemelle, qui pour n'avoir point émigré et pour être entré en 1801 dans l'administration de la guerre, n'en re-

(27) François de Wendel était l'ami du comte de Serre, qui, né à Pagny-sur-Moselle en 1776, s'était fixé à Metz lors de son retour d'émigration. La mère de ce dernier appartenait d'ailleurs à une famille berrichonne d'origine, mais devenue messine, celle des de Maud'huy. Il épousa en 1809 la fille du baron d'Huart, dont le château de la Sauvage se trouvait à la frontière du Luxembourg — alors des Forêts — et de la France. Il fut successivement avocat général à la cour de Metz, premier président à Hambourg (1811) et à Colmar (1814), garde des sceaux et ambassadeur à Naples. De Wendel et lui étaient des royalistes convaincus, mais modérés. Cf. sa *Correspondance*, 6 vol. in-8°, Paris, 1876-77 et BARBÉ (Jean-Julien): *Le comte de Serre à Metz* (Pays Lorrain, 1924).

(28) Lettres du préfet, 1-6-27 janvier 1853, A. N. F¹^c III Moselle 9.

(29) Cf. chapitre IX.

présentait pas moins les principes royalistes les plus fermes, ce qui ne l'empêcha point de conserver une influence réelle tant à Metz qu'à Puxe, où se trouvait son château. C'est en pensant à ces milieux qu'Alfred Mézières a pu écrire : « Un groupe peu nombreux, mais compact, composé de quelques gentilshommes authentiques, de nobles qui s'étaient anoblis eux-mêmes, et de bourgeois flattés de faire figure à côté de la noblesse, restait fidèle aux idées de la Restauration et de l'Ancien Régime » (30). A côté de la société libérale ou légitimiste venaient enfin les « gros bataillons des propriétaires », qui furent tour à tour dévoués au Roi-Citoyen et à l'Empereur !

La vie de la société aristocratique ne se passait point toute entière en ville, et autour de chacune de ses résidences d'été elle exerçait un patronage qui, en Moselle, ne revêtit guère, par suite des défiances paysannes, un caractère politique. Il faudrait montrer comment rayonnaient les Coëtlosquet autour de Mercy, les Puymaigre autour d'Inglange, les de Bertier autour de La Grange, où la police de Louis-Philippe perquisitionna un jour sans découvrir les traces d'un complot imaginaire, les de Wendel autour d'Hayange et de Moyeuvre. Mais ce rayonnement n'était point l'apanage de la noblesse, car de grandes familles libérales savaient parfaitement l'exercer : la « tribu » des Roland, des Valette, des Pougnet, jouissait ainsi entre Rémilly et Morhange d'un droit de patronat assez étendu pour que ses ennemis aient pu l'accuser de s'y comporter en pachas (31). Il ne serait pas difficile de retrouver dans tel village l'influence d'un bourgeois qui s'y était retiré, après avoir servi l'Etat dans l'armée ou l'administration, tel le général Thomas à Ars-Laquenexy où il tenta d'introduire la culture de la garance, les colonels Lapointe à Maizery (32). Ailleurs s'exerçait l'action de quelques manufacturiers, des verriers dans le comté de Bitche, des Utzschneider et du baron de Geiger autour de Sarreguemines. Enfin on trouve dans l'arrondissement de Briey la prédominance d'une véritable dynastie, celle des Ladoucette, grands proprié-

(30) MÉZIÈRES (A.) : *op. cit.*, p. 6.

(31) L'expression est de Sers, fils d'un ancien préfet de la Moselle, devenu châtelain d'Urville, propriété située près de Courcelles-Chaussy qui avait appartenu au général Semellé et fut plus tard acquise par Guillaume II. Candidat au Conseil général en 1868, il redoutait d'une part le « Pacha » de Rémilly, Valette, et de l'autre l'influence du propriétaire de Mercy, du Coëtlosquet, sur les bûcherons de ses forêts. A. D. Moselle, 31 M 22.

(32) Les frères Lapointe, nés à Rémilly en 1767 et 1773, entrèrent tous deux en 1791 au 1^{er} bataillon de la Moselle. Retraités comme colonels en 1811 et 1815, ils se fixèrent tous deux à Maizery, non loin de leur village natal.

taires fonciers et fonctionnaires, aussi bien sous Napoléon I^{er} et Napoléon III que sous Louis-Philippe, mais dont l'inspiration politique était au fond bonapartiste, comme elle le restait encore quand Etienne de Ladoucette fut élu député de Briey en 1876 (33). On peut dire que depuis plus d'un siècle, l'histoire politique de la région de Briey-Longwy se résume en trois noms : les Ladoucette en furent maîtres jusqu'en 1881; Alfred Mézières et M. Lebrun, aujourd'hui président de la République, en ont été depuis lors les grands hommes, toujours assurés de leur réélection. Cet exemple montre avec évidence que la vie politique n'est point seulement faite du choc des idées, mais que les personnes y jouent un rôle considérable, par l'action de leur prestige et de l'influence qu'elles peuvent exercer sur leur entourage.

Il s'en faut d'ailleurs que les grands propriétaires, bourgeois ou aristocrates, libéraux ou conservateurs, aient été les maîtres incontestés de la politique départementale: déjà sous Louis-Philippe, après l'élargissement du régime censitaire, et plus encore sous le Second Empire, les cultivateurs aisés, les maires de villages, les notaires des campagnes, apparurent comme les conducteurs les plus ordinaires du corps électoral. L'étude de la candidature officielle sous Napoléon III montrera que l'administrateur ne pouvait entraîner les masses que par leur intermédiaire et que la bourgeoisie messine, en dépit du prestige de sa fortune et de sa culture, comptait moins que ces notabilités de canton, dont l'évolution démocratique ne fit qu'augmenter l'influence.

V. — Les groupements politiques

Une étude de la vie politique doit enfin noter ce que fut l'action des forces organisées qui tentèrent de la diriger. Car l'individu isolé ne peut rien en ce domaine, alors que l'influence d'une collectivité y est souvent décisive. L'exemple des diverses réunions politiques ou littéraires que connurent le département et surtout la ville de Metz, celui de l'administration et du clergé, le montrent nettement.

Si l'on excepte certains groupements purement temporaires dont il

(33) François Ladoucette, né à Nancy en 1770, était petit-fils du chirurgien qui sauva Louis XV, lors du séjour du roi à Metz en 1744, par une saignée opportune. Préfet des Hautes-Alpes, de la Roer, de la Moselle, il ne servit jamais la Restauration. Il fut député de Briey de 1834 à 1848. Son fils Charles fut successivement auditeur au Conseil d'Etat, représentant de la Moselle en 1849, sénateur en 1852. Il mourut en 1869. Son neveu Etienne fut député de Briey de 1876 à 1881, date du premier succès d'Alfred Mézières.

sera question au cours des chapitres suivants — les ventes de carbonaris ou le cercle ultra de la Restauration, la Société patriotique et populaire de 1830, et tant d'autres — la forme de réunion la plus durable a été le cercle qui réunissait dans les principales villes de la Moselle, Metz, Thionville et Sarreguemines, les bourgeois et les boutiquiers. La société aristocratique dédaignait en général cette forme de groupement, que ses salons rendaient inutile, mais pour les notables des classes moyennes, à qui la vie mondaine restait inconnue et dont les femmes étaient souvent mal préparées à prendre part aux conversations politiques (34), le cercle était indispensable. La rituelle partie de cartes y attirait les mêmes habitués, et les derniers événements de la vie locale y étaient commentés avec passion. C'est une de ces scènes de la vie de province que décrit Rossel dans sa brochure : « Les derniers jours de Metz » (35) : le 26 octobre 1870, dans la salle de l'hôtel du Nord où se réunissent les libéraux de la ville, quelques officiers exaspérés par l'inertie de Bazaine se concertent pour manifester contre la capitulation prochaine ; l'instigateur du mouvement est un capitaine de carabiniers, qui semble très exalté et décidé à tout, et les vieux joueurs de dominos, abandonnant un instant leur partie, se retournant pour lui serrer la main. Ces vétérans des luttes politiques étaient évidemment quelques-uns de ces bourgeois de l'opposition qui, depuis quarante ans, avaient été mêlés à toutes les agitations de la cité, et qui dans leur jeunesse avaient préparé la révolution de 1830. Quel contraste tragique ne découvre-t-on pas dans la vie de ces notables d'une ville de province, entre les généreux enthousiasmes des Trois Glorieuses et les jours désespérés de la capitulation, de l'exil où s'en alla mourir, hors de sa ville natale, l'octogénaire infirme qu'était devenu Emile Bouchotte.

Sous la Restauration, il n'existait à Metz qu'un seul cercle, dit littéraire, qui se trouvait installé en face de la cathédrale, dans un vaste bâtiment que l'on appelait le Palais Français (36). Il n'avait pas de couleur politique bien nette, et après 1830 il servit de lieu de réunion à la bourgeoisie du juste-milieu. Mais lors de la révolution de Juillet un cercle constitutionnel s'établit rue des Clercs, et sa nuance fortement prononcée en faveur du Mouvement et des idées républi-

(34) Dans ses Mémoires inédits, le peintre Migette prétend, avec sa méchanceté habituelle, que bien des femmes des meilleures familles échangeaient des propos de ce genre : « Je coule aujourd'hui (la lessive) — Eh ! bien moi j'entasse (la lessive). — Et moi je viens de tuer (un porc) — p. 256, Tome II.

(35) La brochure de Rossel a été réimprimée dans *Marches de l'Est*, 1912-13.

(36) *Moselle administrative*, 1858, p. 494 et 1859, p. 713.

caines, explique que l'administration en ait seulement toléré l'existence. Il compta jusqu'à 200 membres et fut intimement mêlé aux agitations de cette époque : ses fenêtres étaient régulièrement illuminées et décorées de drapeaux aux dates anniversaires des succès des Polonais, et les manifestants se groupaient souvent devant elles, certains d'être encouragés par les chefs du libéralisme messin. D'autre part, en 1832, le Casino, qui groupait les légitimistes, avait été fondé au premier étage du café du Heaume, lieu de réunion des officiers de l'Ecole d'application. Il ne comprit guère que 80 membres. En 1849 eut lieu la fusion des trois cercles, et l'ouverture du cercle dit de la Réunion, installé dans une maison nouvellement construite rue des Clercs, à côté de l'hôtel de l'Europe, parut marquer la fin des dissentiments politiques qui avaient si longtemps divisé la bourgeoisie messine. Pourtant un certain nombre de membres du Cercle constitutionnel refusèrent de se joindre aux représentants des partis modérés, et ils fondèrent alors un nouveau groupement, au Palais Français, qui compta jusqu'à 450 adhérents. La police le suspectait particulièrement, observant par exemple que, lors des illuminations, il allumait plus de lampions rouges que de blancs et de bleus. Ce cercle fut dissous en décembre 1851, et ce n'est qu'en 1870 que reparut une réunion animée de l'esprit d'opposition républicaine.

C'est seulement à Metz que les cercles connurent des divisions et un rôle politiques, car les bourgeois des autres villes se contentaient d'y jouer aux cartes. Mais à côté de ces groupements assez inoffensifs, il exista des loges maçonniques au chef-lieu, à Thionville, à Sarreguemines et même à Longwy. Metz en comptait même deux sous la Restauration, les Inséparables et l'Ecole de la Sagesse et du Triple Accord. Leur inspiration était évidemment libérale, mais il ne semble pas que leur activité ait été bien importante ; elles ne manquaient pas de souscrire pour les Grecs et pour les écoles mutuelles, mais elles s'occupaient de charité autant que de politique ; les noms des vénérables, depuis le doux numismate qu'était le baron Marchant, ancien maire de Metz et conseiller de préfecture, jusqu'au libraire Devilly, ne sont pas ceux de personnalités combatives. La plupart de leurs membres étaient des officiers de passage ou d'humbles boutiquiers. La loge de la Double Union, de Thionville, n'était pas plus dangereuse pour le gouvernement.

La fusion des deux groupements messins, sous le titre distinctif des

(37) *Inauguration du nouveau temple de l'Ecole de la Sagesse, Metz, 1827.*

Règlement particulier de... la Réunion Philantrophique, Metz, 1831, (Loge créée alors à Longwy).

Amis de la Vérité, marqua, en septembre 1829, une première évolution (38). Plusieurs des chefs du mouvement démocratique en furent membres sous la Monarchie de Juillet, où l'on vit la loge souscrire généreusement pour les Polonais. Mais ce n'était pas les plus marquants : on relève parmi eux les noms de Lambry, lieutenant-colonel de la garde nationale, du libraire Verronnais, du vétérinaire Watrin, du marchand de papiers peints Niclausse, de l'instituteur Taratte, à qui était confiée l'école supérieure ; mais ces meneurs restaient loin derrière les grands bourgeois qui étaient les coryphées du libéralisme messin. Une cérémonie qui eut lieu le 50^e jour du mois d'Elul 5846, c'est-à-dire le 20 septembre 1846, révèle assez bien l'esprit de la loge messine (39). Il s'agissait d'une pompe funèbre en l'honneur du F*** Fournel, ancien véné*** : c'était un précurseur qui rêvait de la fraternité universelle, qui chérissait la Pologne en même temps qu'il avait noué des relations avec les loges allemandes, notamment avec celle de Sarrebruck dont un délégué se rendit à Metz à l'occasion de cette cérémonie funèbre.

C'est surtout à la fin du Second Empire que la loge des Amis de la Vérité devint un centre d'action politique. Un congrès des maçons de l'Est se réunit à Metz en août 1869 (40). La municipalité avait mis à sa disposition le foyer du théâtre, où un banquet groupa les frères et amis venus de onze villes, au nombre d'une centaine. En dehors du chef-lieu, Sarreguemines était la seule de la Moselle à être représentée, par les délégués des Vrais Amis. Les débats furent dirigés par les FF*** Vacca, professeur au lycée de Metz, et Jean Macé, fondateur de cette ligue de l'enseignement qui venait d'être dénoncée par Mgr. Dupont des Loges, et à qui tous les maçons furent invités à s'inscrire. On rédigea une adresse aux FF*** allemands, pour les supplier de répudier le préjugé qui les empêchaient d'admettre les israélites parmi eux ; on parla de la paix universelle. Jean Macé introduisit un débat sur l'article de la constitution maçonnique qui affirmait l'existence de Dieu et l'immortalité de l'âme : à l'unanimité, le congrès déclara que ces problèmes ne regardaient pas les maçons et leur conseilla de s'occuper uniquement des questions sociales. Des vœux demandèrent une profonde réforme de la maçonnerie, la suppression des rites étranges, des serments prononcés sur les glaives, des invoca-

(38) *Statuts et règlements de la loge des Amis de la Vérité*, Metz, 1829.

(39) *Pompe funèbre à la mémoire du F. Fournier*. Metz, 1843.

(40) *Congrès des Loges de l'Est*, Metz, 1870. On peut noter par contre que l'un des maçons les plus actifs de Metz au début du Second Empire fut le brasseur Reinert, bonapartiste fort ardent dès 1848.

tions au Grand Architecte de l'Univers, Les loges devenaient ainsi un groupement essentiellement politique et anticlérical : l'exemple du congrès de 1869 montrait combien on était alors éloigné du type de cérémonies que connaissait la maçonnerie du début du siècle, avec ses hymnes au Dieu créateur, ses glaives tendus, ses serments : « Houzé ! Houzé ! Houzé ! Nous le jurons ! » et les discours philanthropiques mêlés de quelques allusions aux Jésuites (41). Telle qu'elle apparaissait à la fin du Second Empire, la loge de Metz semblait prête à prendre part aux luttes que les problèmes de la laïcité soulevèrent après 1870 dans les départements qui restèrent français.

Mais il convient de ne rien exagérer et de ne pas croire que nulle force ne balançait en Moselle celle des groupements de gauche. La grande bourgeoisie conservatrice, l'administration, le clergé, étaient infiniment mieux armés que l'opposition libérale. Les chapitres suivants montreront que sous tous les régimes l'autorité du préfet fut fréquemment employée à des fins purement politiques, et que la pression administrative sur les fonctionnaires de toutes catégories, maires, agents-voyers, instituteurs, juges de paix, n'était point une accusation calomnieuse des partis de gauche (42). Mais ils montreront également que cette action des pouvoirs publics rencontrait souvent une limite, et que les mouvements les plus importants de l'esprit public, le courant libéral de 1830, le courant réactionnaire de 1850, échappèrent à leur direction.

Quant à l'influence du clergé, elle s'est toujours exercée sur des milieux très étendus, très divers, qui allaient de l'aristocratie messine à ces paysans de la Lorraine allemande pour qui le curé, fortement attaché à ce coin de province, supérieur au campagnard par l'instruction, mais son égal par l'origine sociale, était la plus réelle des autorités. L'action de l'Eglise, si elle a toujours favorisé les intérêts conservateurs, n'a jamais été en Moselle dans le sillage d'un parti politique (43). Dans l'ensemble, on ne peut dire que le clergé y ait été légitimiste, car il était prêt à soutenir n'importe quel régime dévoué aux intérêts religieux. En dépit de sa fidélité personnelle à la branche aînée des Bourbons, le plus célèbre des évêques de Metz, Mgr. Dupont des Loges, eut

(41) *Pompe funèbre en l'honneur du comte de Valence*, Metz, 1822.

(42) Citons par exemple une circulaire du préfet Tocqueville, du 7 août 1829 : « Quand on accepte des fonctions publiques, on contracte, par cela seul, l'obligation, non seulement de l'obéissance, mais encore d'un concours effectif à toutes les vues du gouvernement... Désormais, aucune des carrières publiques ne sera ouverte qu'à ceux qui confondent, dans un même dévouement, la Monarchie et la Charte, la liberté et la légitimité ». (Actes administratifs, 1820, p. 161).

(43) Cf. chapitre XXII.

soin de ne jamais descendre dans l'arène politique, et son 'clergé suivit la même ligne de conduite. Il n'en reste pas moins que les répercussions de la position conservatrice de l'Eglise furent immenses, même dans le domaine politique, mais plus encore à propos des controverses scolaires.

Mais, par dessus la variété des milieux et des groupements qui s'efforcèrent de diriger la vie publique de la Moselle, il y avait place pour de plus larges courants d'opinion, d'ordre vraiment national, capables d'émouvoir même les masses, en général inertes, du département. Ce sont ces grands mouvements de l'esprit public qui rattachent étroitement l'histoire de la Moselle à celle de la France, et qui permettent de dire que rien de ce qui émut la Nation ne lui fut étranger.

CHAPITRE VIII

LA PREMIÈRE RESTAURATION ET LES CENT-JOURS

I. — La Moselle sous l'Empire

Les années 1814 et 1815 ont une importance particulière pour l'histoire du département de la Moselle. En effet, à la fin de l'Empire, toute vie politique y était éteinte et les souvenirs de la Révolution semblaient tombés dans le plus profond oubli. Les invasions successives et les deux Restaurations secouèrent cette torpeur, et leur choc classa pour longtemps les hommes et les partis dans cette région frontière. On a vu que ces mêmes événements, en fixant les limites de la France, dictèrent les conditions de la vie économique : leur étude est donc une introduction nécessaire à l'histoire de l'évolution politique de la Moselle entre 1814 et 1870.

Les départements de l'Est, animés d'un bon esprit, presque dépourvus de traditions royalistes, étaient sous l'Empire particulièrement faciles à administrer (1). La Moselle ne faisait pas exception, et le premier de ses préfets, Colchen, l'avait constaté dès le Consulat (2). La tâche de son successeur, M. de Vaublanc, ne fut pas plus compliquée : les impôts rentraient facilement, et, même aux derniers jours de 1813, les conscrits répondaient sans hésitation à l'appel des autorités (3). Le département avait l'esprit militaire, comme en témoignent les noms de Ney, de Molitor, d'Eblé, et de plus de vingt autres généraux des guerres napoléoniennes. La noblesse d'ancien régime, peu nombreuse, n'y avait guère d'influence et plusieurs de ses représentants semblaient ralliés au gouvernement de l'Empereur : le comte de Pange, chambellan de Sa Majesté, eut même l'honneur de recevoir l'impératrice

(1) PARISOT (R.) : *Histoire de Lorraine*, III, p. 3, indique qu'en 1792 l'immense majorité des habitants de la région lorraine étaient favorables aux idées de la Révolution.

(2) COLCHEN : *Mémoire statistique* et A. N. F^{1c} III Moselle 8, rapport de Colchen du 23 ventôse X.

(3) A. N. F⁹ 223.

Marie-Louise dans son château et de combattre comme colonel d'un régiment de Gardes d'honneur. Si M. de Wendel gardait au fond du cœur des sentiments royalistes, les commandes de l'artillerie contribuaient largement à la prospérité de ses forges et l'incitaient à la patience (4). D'ailleurs M. de Vaublanc, qui administra le département de 1805 à 1815, était un ancien feuillant, une victime du 18 fructidor, et son ralliement avait eu plus d'éclat que de sincérité. Il entretint toujours les meilleures relations avec les notables du pays : il évita à leurs fils l'enrôlement dans les Gardes d'honneur, protégea MM. de Tschudy, de Fouquet et l'abbé de Tournefort, qu'il avait reçu ordre de faire arrêter, réservant au contraire ses rigueurs à un mystérieux Italien dont les lettres, saisies à Thionville, révélaient le projet de bâtir une église immense qui symbolisait évidemment la République Universelle dans ses rêves de carbonaro (5).

Dans l'arrondissement de Sarreguemines, des querelles entre les curés et leurs ouailles divisaient souvent les villages, et le préfet était parfois obligé d'intervenir dans ces conflits : mais ces incidents n'avaient guère de caractère politique et, dans l'ensemble, le clergé ne faisait pas d'opposition. Le fait que le second des évêques concordataires de Metz, Mgr Jauffret, était un des grands-aumôniers de l'Empereur, avait sans doute contribué à ce calme. Quand, en 1811, ce prélat bonapartiste eût été nommé archevêque d'Aix-en-Provence, il fut remplacé par l'abbé Laurent, qui administra le diocèse sans avoir reçu l'institution canonique et se montra plus fidèle à l'Empereur qu'au Pape (6).

Le calme du département ne doit pourtant pas faire naître trop d'illusions sur les résultats obtenus par le régime impérial (7). Il suffit de consulter les délibérations du Conseil général pour découvrir que les finances départementales étaient singulièrement embrouillées, que les routes étaient mal entretenues et les travaux publics délaissés, si l'on excepte la grande voie stratégique de Metz à Mayence. Au printemps de 1812, Vaublanc vantait la résignation que montrait le peuple devant la disette et la misère (8). Deux mauvaises récoltes, des achats de blés pour Paris et le Midi, avaient alors fait monter le prix de l'hectolitre de 12 à 34 francs. Si les rentiers, vivant de revenus fixes, souffrirent

(4) *Correspondance du comte de Serre*, Tome I, lettre de Serre à de Wendel, 14 avril 1814, p. 475.

(5) VAUBLANC (de) : *Mémoires*, Tome III, p. 103 à 121.

(6) Cf. Chapitre XXII.

(7) CONTAMINE (H.) : *L'administration de la Moselle sous le Consulat et l'Empire* (Annuaire de la Fédération historique lorraine, 1930).

(8) A. N. F^{se} III Moselle 9. Rapport de Vaublanc, 27 avril 1812.

davantage que les artisans et les négociants, la stagnation du commerce, si longtemps prospère dans les départements de l'Est, n'en était pas moins réelle. La situation s'améliora d'ailleurs en 1813, les cours du blé baissèrent, et le passage de nombreuses colonnes de troupes anima le commerce de détail. La guerre contribuait à la prospérité des forges, le blocus à celle de la faïencerie de Sarreguemines, et les vins de Moselle s'écoulaient facilement dans les départements rhénans. La région se trouvait donc dans une situation plus favorable que beaucoup d'autres qui supportaient les mêmes charges sans bénéficier des mêmes avantages ; c'est pourquoi, pour rassurer les paysans alarmés des mauvaises nouvelles et des bruits d'augmentation d'impôts ou d'appel de conscrits, il suffisait à M. de Vaublanc, fervent cavalier, de parcourir à cheval les villages du Pays Messin. Mais ce rôle convenait-il à un préfet qui ne péchait certes pas par excès de confiance : un de ses amis lui avait écrit, avant la campagne de Russie, une lettre raisonnée annonçant les désastres, et quand Napoléon passa à Metz, en juin 1812, les salons de la Préfecture furent le théâtre d'une curieuse conversation entre le maître et son serviteur (9). S'il faut en croire ses Mémoires, Vaublanc ne dissimula pas ses craintes et l'animation de l'Empereur sembla présager la disgrâce du préfet de la Moselle, au moment même où il obtenait de Sa Majesté une nouvelle marque de faveur. En résumé, si quelque lassitude de la guerre se révélait à la fin de l'Empire en même temps qu'une certaine inertie du patriotisme, il s'en fallait de beaucoup que le régime fût devenu impopulaire. Même la Meurthe demeurait fidèle à Napoléon et Metz était certainement d'esprit plus militaire et plus bonapartiste que Nancy. Dans son livre de souvenirs lorrains, M. Louis Bertrand, évoquant la vie à Briey et à Spincourt au lendemain de 1870, s'étonne que dans un pays qu'il juge aussi fortement traditionaliste, l'opinion publique ne se soit pas orientée dans le même sens qu'en Bretagne ou qu'en Vendée (10) : or l'esprit qui anima les départements de l'Est en 1814 et en 1815, comme pendant la Révolution, ne permet aucune assimilation entre eux et les terres royalistes de l'Ouest.

Il convient d'ailleurs d'observer que même dans ce département « patriote », le régime impérial ne faisait guère figure, vers 1814, de successeur de la Révolution. Le préfet comme les notables semblaient les serviteurs d'une monarchie conservatrice dont bien des traits annonçaient la Restauration, et leur ralliement aux Bourbons sera la consé-

(9) VAUBLANC (de) : *op. cit.*, p. 155 à 157.

(10) BERTRAND (L.) : *Ma Lorraine*, p. 177.

quence logique de leur conduite passée. Il fallut le choc des deux invasions pour réveiller l'esprit de liberté et d'opposition dans la bourgeoisie et dans une partie des classes populaires (11).

II. — L'invasion

Novembre 1813 fut le premier des mois tragiques (12). Les chariots de réquisition, ces longues voitures à quatre roues de la Lorraine, amenèrent à Metz 25.000 blessés et malades, victimes du désastre de Leipzig. Les typhiques surtout étaient nombreux. Ravitaillés sous le péristyle de l'Hôtel de Ville, la plupart des malheureux soldats continuaient ensuite leur voyage. Seuls les plus gravement atteints étaient hospitalisés en ville, à l'hôpital militaire, l'un des plus vastes de France, ou dans les hôpitaux civils, dans les églises Saint-Vincent et Saint-Simon, au temple protestant, au séminaire, au lycée et chez l'habitant. Il y eut en janvier 1814 plus de 6000 typhiques à Metz, et en six mois 9.000 soldats de la Grande Armée y succombèrent (13). La contagion fut redoutable en cette place forte serrée dans ses remparts et surpeuplée. Aux 40.000 Messins s'ajoutaient en effet les réfugiés venus des environs, les fonctionnaires fuyant les départements du Rhin, leurs familles, et, du moins avant le blocus, 30.000 soldats dont un tiers dut loger chez l'habitant. En décembre 1813, il y eut à Metz 24 dépôts de la Garde, 32 d'autres corps, le Grand Quartier Impérial, le maréchal duc de Valmy et son état-major, 36 généraux et 1.800 officiers. Malgré la présence de Larrey, 1300 Messins furent victimes du typhus ; le maire dut interdire de tendre les maisons de noir et de sonner les cloches pour les enterrements. Le préfet lui-même faillit être victime de l'épidémie qui enleva plusieurs religieuses et le pasteur protestant. Toutes les petites villes du département souffrirent plus

(11) L'étude de la Moselle conduit à des conclusions analogues à celles qu'a indiquées M. René Durand (*Le département des Côtes-du-Nord sous le Consulat et l'Empire*, p. 121-124). Il est intéressant de les rapprocher de l'affirmation émise par MM. Chavanon et Saint-Yves. (*Le Pas-de-Calais de 1800 à 1810*, p. 61) : « La Restauration est faite moralement avant l'île d'Elbe ». Ceci semble vrai en Moselle, du moins pour les classes dirigeantes : le fait semble avoir été général, car la thèse de M. Benaerts (*Le département d'Ille-et-Villaine sous le Consulat*) le constate aussi.

(12) KNOEPLER : *Le blocus de Metz en 1814* (Marches de l'Est, 1909-10). L'auteur a eu en mains les papiers du comte Durutte. *Annuaire Verronnais de 1815. Fragment d'une histoire de Metz*. Cf. également BARBÉ (Jean-Julien) : *Metz en 1813-1814* (Pays Lorrain, 1913, c'est le récit du directeur des Postes Michel). *Journal de la Moselle*, 21 avril 1814.

(13) A. D. Moselle, 190 M 1.

ou moins ; les localités situées sur la route de Mayence, Saint-Avold, Courcelles-Chaussy, Mars-la-Tour, furent particulièrement frappées, ainsi que Gorze dont le dépôt de mendicité devint un hôpital militaire. L'épidémie explique que les décès aient dépassé les naissances, en 1813 de 1.000 unités, en 1814 de 2700, alors qu'en général la Moselle gagnait 4.000 âmes chaque année.

L'invasion se joignit à ces malheurs (14) : le 6 janvier 1814, l'armée de Silésie, qui avait passé le Rhin près de Coblenze, parut dans le canton de Tholey, devant Bitche et Sierck. Dans la nuit du 7 au 8, le corps de York von Wartemburg bombarda Sarrelouis, d'ailleurs sans résultat, et passa la Sarre à Relling pendant que Sacken la franchissait à Sarralbe. Pour faire face à cette double menace, Marmont ne disposait que de 10.000 hommes du 6^e corps, en retraite depuis huit jours, renforcés des divisions Durutte et Ricard qui arrivaient de Bingen. Après un combat à Saint-Avold, où Blucher installa aussitôt son quartier-général, le maréchal se replia sur la Nied, puis sur le plateau de Borny. Le 12 janvier, Marmont vint coucher à la Préfecture pendant que ses troupes, désorganisées, commettaient mille dégâts dans les villages où elles cantonnaient. Dès le lendemain, les Prussiens les attaquèrent et les obligèrent à se replier sous le canon de la place : depuis plus de deux siècles Metz n'avait pas entendu le roulement d'une canonnade aussi proche. Les dépôts, le quartier impérial, le vieux Kellermann, quittèrent alors la ville qui allait être investie ; puis à son tour le 6^e corps traversa, les 15 et 16 janvier, les rues étroites de la cité. Marmont espérait encore tenir les hauteurs de Gravelotte, mais déjà les avant-gardes de Sacken avaient franchi la Moselle à Pont-à-Mousson et menaçaient sa retraite par Verdun, selon la manœuvre que les Prussiens renouvelèrent en 1870. La similitude entre les deux invasions est d'ailleurs très nette. Le 17 janvier, Metz fut bloquée par le corps du prince Guillaume, que relevèrent successivement les Russes de Langeron et de Youséfovitch. Les autres places du département, Sarrelouis, Thionville, où commandait le général Hugo, Longwy, le fort de Bitche, furent également encerclées, comme Verdun dans la Meuse, comme Phalsbourg dans la Meurthe ; cette dernière ville fut seule serrée de près.

La population était restée inerte devant l'invasion. Le décret impérial du 26 décembre 1813 avait pourtant nommé des commissaires extraordinaires chargés de diriger la résistance, mais ces dignitaires mon-

(14) On peut suivre au jour le jour la marche de l'invasion grâce à la correspondance conservée dans A. D. Moselle, R 408.

trèrent peu d'énergie pour organiser la lutte à outrance (15). Le comte Chasset, titulaire de la sénatorerie de la Moselle, ne semble pas avoir fait exception : ni lui, ni le baron de Vaublanc ne songèrent à appliquer les conseils qu'au début de janvier leur donnait le ministre de l'Intérieur en montrant que l'idéal serait de laisser à l'ennemi une terre sans habitants. On se contenta d'organiser la garde nationale des places assiégées, de former à Thionville un bataillon de volontaires, les « Chasseurs de la Fentsch », placés sous le commandement d'un beau-frère de M. de Wendel, Fischer, parent du célèbre chef de partisans des guerres de Louis XV. Ces mesures ne répondaient nullement aux ordres du ministre de la Guerre, qui, sans escompter d'ailleurs l'obéissance, prescrivait d'envoyer 2400 gardes nationaux de la Moselle défendre les Vosges, d'organiser la levée en masse, de commencer une guerre d'extermination dans les gorges et dans les bois, de massacrer les Cosaques, les Kalmouks, à coups de fourches, de haches, de fléaux, car il affirmait que ces sauvages n'étaient dangereux qu'aux peuples sans énergie.

En fait les campagnes restèrent calmes et toute la résistance se concentra dans les places. Or leur situation était précaire, car la puissance du grand Empire avait fait délaisser les travaux de fortification. Moyennant une solde de 2 francs par jour, 200 gardes nationaux travaillèrent en hâte aux remparts de Metz, palissadèrent les abords des portes, pendant qu'on rentrait en ville 52.000 livres de sel et le bois coupé autour du château de Grimont. Les garnisons manquaient naturellement de cohésion. Le général Durutte disposait à Metz de 10.000 hommes, de trois batteries de campagne, de 300 pièces de remparts sorties de l'immense arsenal. A ces forces, faibles pour une enceinte aussi étendue, s'ajoutait la garde nationale, avec ses cinq cohortes, dont les seules compagnies d'élite avaient des fusils de chasse, les autres se contentant de piques et de sabres. La milice citoyenne comprenait aussi une compagnie de voltigeurs à cheval et deux compagnies d'artillerie, formées d'hommes du peuple, anciens militaires d'ailleurs soldés. Cette force bourgeoise rendit service, en gardant l'enceinte, les avancées des portes et même les ouvrages détachés. Sa ferme contenance devant l'ennemi resta pendant cinquante-cinq ans un sujet d'orgueil pour les Messins, et les derniers survivants du blocus de 1814 ne furent pas les

(15) BENAERTS (L.) : *Les commissaires extraordinaires de Napoléon I^{er} en 1814*. Thèse lettres, Paris 1914. L'auteur cite trois rapports, A. N. F⁷ 7.021, qui montrent le contraste entre le bon esprit de la Moselle et la situation des Forêts, « où la moindre étincelle pourrait agiter les habitants et leur faire tourner les armes contre la France ».

moins indignés de l'inertie de Bazaine ! Alors que trop souvent l'attitude de la population paralyse la défense des places, la fierté municipale et patriotique des Messins facilita la tâche de Durutte. Les souvenirs de cette résistance ne contribuèrent évidemment pas à la popularité des Bourbons rétablis ; ils ne furent point étrangers à l'exaltation belliqueuse et libérale qui s'empara de Metz au lendemain de la révolution de Juillet.

La place n'avait d'ailleurs à redouter que le découragement, car le corps de blocus était moins nombreux encore que la garnison. Pourtant l'épidémie et les difficultés de ravitaillement auraient pu excuser une crise d'abattement : si le pain et le vin ne manquèrent jamais, la viande fraîche était rare. On ramena 700 bœufs et vaches réquisitionnés aux environs, dans les villages que l'ennemi n'occupait point. Mais la question financière surtout fut difficile, car les 800.000 francs laissés dans les caisses publiques au départ de Marmont ne pouvaient suffire à payer la solde, les traitements, et les 85.000 francs de lard, les 2.000 hectolitres de vin, les 150 hectolitres d'eau de vie, les 600 tonnes de houille, les 300 cordes de bois que l'autorité dut réquisitionner (16). Le préfet commença par demander aux contribuables, par lettres personnelles, d'avancer volontairement une partie de leurs impôts ; mais cette démarche resta vaine et il fallut qu'un arrêté du sénateur Chasset vînt prescrire le paiement anticipé des contributions, même de celles perçues au titre de biens ruraux occupés par les Alliés, qui de leur côté montraient les mêmes exigences. Une centaine de milliers de francs rentrèrent ainsi, mais 350.000 francs restaient impayés, et bien des notables riches, bonapartistes, comme la baronne Sémellé, le colonel Lapointe ou le notaire Rolland, royalistes, comme MM. de Jobal et de Courten, avaient obtenus des délais. Chasset ordonna alors un emprunt forcé de 315.000 francs sur les citoyens aisés de Metz, qu'une première répartition distribuait en six classes taxées de 500 à 5.000 francs. L'échec ayant été complet, un nouvel arrêté réclama 200.000 francs à sept notaires et 100.000 à six banquiers, à charge pour eux d'appeler confidentiellement à l'emprunt leurs clients, puisqu'ils connaissaient l'état des fortunes, et de les dénoncer en cas de refus. Ce fut une protestation générale ; les notaires ne consentirent jamais à révéler le secret des familles ; trois des banquiers déclarèrent qu'ils n'exerçaient point cette profession, et l'attitude de Chédeaux, négociant bonapartiste, ne différa point en cette affaire de celle du receveur général Possel et de M. de Jobal.

(16) A. D. Moselle R 408. Pour tout ce qui concerne l'histoire financière de cette période cf. notre thèse complémentaire.

D'autre part il devenait difficile de percevoir les droits réunis, car, en dépit du blocus, l'on savait qu'à Nancy, le 17 janvier, Blücher avait promis de les supprimer, de revenir au bon vieux temps des ducs (17). Sur les murs de l'hôtel de la Régie, on avait pu lire, un matin de février, une inscription menaçante : « Bureau de voleurs, à la lanterne les droits réunis, Cosaques de l'intérieur ; les droits réunis supprimés le 25 janvier ». Vaublanc dut prendre des mesures de rigueur, envoyer des garnisaires chez les récalcitrants. Toutes ces difficultés ne cessèrent qu'avec la fin du blocus ; elles montrent que le patriotisme fiscal des Messins, et surtout de la riche bourgeoisie, n'était pas au niveau de leur patriotisme militaire. Les autres places connurent naturellement les mêmes embarras ; à Thionville, le général Hugo mécontenta les habitants en prescrivant des réquisitions en dehors du sous-préfet et de la municipalité, en tentant de lever un emprunt forcé qui ne put être perçu (18).

Le souvenir de ces difficultés financières et de l'absence de zèle fiscal disparut très vite, et Metz garda seulement celui des exploits de la garnison, qui, surtout après le 10 mars, fut loin d'être inactive. Après deux mois de silence complet, des dépêches de l'Empereur arrivèrent alors. Elles annonçaient les victoires de Montmirail et de Vauchamps, et leur lecture déclencha l'enthousiasme. Puis, le 16 mars, fut connu le succès remporté à Craonne, et le 26 un gendarme d'élite apporta l'ordre par lequel trois jours auparavant, des environs de Saint-Dizier, Napoléon avait prescrit la levée en masse. Une guerre de partisans était peut-être possible à cette date, car les souffrances de l'invasion avaient secoué l'inertie des campagnes. C'est à cette époque qu'Oudinot pouvait écrire : « Il est incompréhensible qu'on ne profite pas de l'élan des paysans de la Lorraine et du Barrois. Il ne faut pas laisser refroidir la chaleur de ce peuple qui ne respire que la vengeance » (19). Mais Vaublanc ne partageait point les illusions patriotiques des masses et il avoue qu'il modéra l'ardeur des habitants, car il craignait, dit-il, que leurs tentatives de résistance n'incitassent l'ennemi au pillage et à l'incendie. Un exemple montre que ces craintes n'étaient pas dépourvues de fondement : pour escorter un officier porteur de dépêches, trente

(17) MORIZET (G.) : *Histoire de Lorraine*, p. 293. G. MANGUIN : *Le maréchal Ney et le maréchal Blücher à Nancy*.

(18) C'est du moins ce qu'affirme Vaublanc dans le rapport qu'il rédigea le 22 avril 1814 et qui contient d'intéressants détails sur l'invasion.

Il va de soi que le général Hugo n'en dit rien dans son *Journal historique du blocus de Thionville en 1814*.

(19) Cité par MORIZET (G.) : *op. cit.*, p. 294.

gardes nationaux de Mars-la-Tour avaient été réquisitionnés (20). Ayant rencontré à Conflans une patrouille de Cosaques, ils la mirent en fuite, tuèrent l'officier, ramenèrent en leur village son cheval et son équipement. Quatre cents Russes occupèrent aussitôt Mars-la-Tour qui dut payer mille francs d'amende : la promptitude de la punition montre à quel point l'ennemi redoutait l'énergie patriotique des paysans.

A l'arrivée de la dépêche impériale du 23 mars, le général Durutte n'était plus à Metz. Obéissant aux ordres qui lui prescrivaient de réunir sur les derrières de l'ennemi toutes les garnisons de l'Est, il avait, dès le 15 mars, ramené de Thionville un renfort de 700 hommes. Le 22, une sortie poussée jusqu'à Arnaville, à seize kilomètres de la place, avait capturé 130 prisonniers russes. Les compagnies d'élite de la garde nationale messine avaient soutenu cette petite expédition, et quelques grenadiers citoyens avaient fait le coup de feu. La ferme attitude de cette milice, commandée par d'anciens officiers de l'armée, permit à Durutte de lui confier la garde de la place et d'emmener avec lui, le 24 mars, la moitié de la garnison ; les blocus étaient si peu rigoureux que ce corps put aller à Sarrelouis, à Thionville, rejeter les Hessois au combat de Manom, et continuer sur Luxembourg, Montmédy et Verdun. Le 4 avril, en rentrant à Metz par la route de Gravelotte, Durutte repoussa les Hessois qui venaient de relever les Russes, et le lendemain rentra en ville avec 250 prisonniers et deux fois plus de troupes qu'il n'en avait emmené : on devine quel fut l'enthousiasme des habitants. L'heure semblait donc venue d'exécuter la jonction avec Napoléon, que l'on supposait à Saint-Dizier, et le 6 avril, 12.000 hommes se mettaient en marche vers Nancy. Le surlendemain une canonnade entendue dans cette direction fit espérer l'approche d'une puissante armée de secours, tant Metz était éloignée de soupçonner la situation réelle !

III. — Du drapeau tricolore au drapeau blanc

C'est le 7 avril 1814 que Durutte, parvenu au contact des Russes à mi-chemin entre Metz et Pont-à-Mousson, apprit la vérité. Le général Youséfovich lui fit en effet parvenir une lettre du comte d'Alopeus, grand seigneur finlandais, très strict sous des dehors aimables, dont les Alliés avaient fait un gouverneur-général de la Lorraine et du Barrois, rétablissant ainsi les anciennes dénominations. Durutte connut donc l'entrée des vainqueurs dans Paris, la déchéance de Napoléon, le retour prochain du souverain légitime et la présence

(20) A. D. Moselle, M supplément.

à Nancy, ville ouverte dont d'Alopeus avait fait sa résidence, de Monsieur, lieutenant général du royaume. Il rentra à Metz sans avoir répondu, et le 9 avril les coureurs ennemis communiquèrent à nos avant-postes ces nouvelles qui se répandirent dès lors dans le public.

Les hésitations de Durutte inquiétèrent les chefs ennemis, qui joignirent à son égard la menace à la flatterie. En annonçant le ralliement de Ney et de Marmont à la monarchie, le *Journal de Lorraine*, publié par ordre de d'Alopeus, ne disait-il pas que quiconque restait fidèle à Napoléon n'était plus Français ? Une lettre du gouverneur-général expliquait à Durutte qu'il voulait lui laisser le mérite d'agir sans ordres positifs des autorités légitimes, et d'entraîner par son exemple les commandants des autres places ; elle lui montrait en même temps que seul le ralliement de tous permettrait d'arrêter la marche des renforts considérables qui allaient devenir une nouvelle charge pour la Lorraine. Le 10 avril venait la menace d'une attaque de vive force, tandis que le comte de Damas, resté à Nancy après le départ pour Paris du comte d'Artois, écrivait à Durutte « avec l'espoir que son initiative lui permettrait de le présenter à la confiance de Sa Majesté » ; il lui promettait la conservation des grades et ajoutait que si la Légion d'honneur ne pouvait évidemment plus être portée, le Roi, la regardant comme un témoignage de bravoure sans approfondir les motifs, la remplacerait par une autre croix.

Cette correspondance n'eut aucune part dans la décision de Durutte, qui attendait seulement les nouvelles de Paris. Elles arrivèrent à Metz le 10 avril, et le jour même fut signée entre les généraux russe et français une convention qui mit fin aux hostilités, en laissant autour de la place une large zone vide d'ennemis. Toutes les villes bloquées suivirent aussitôt cet exemple et obtinrent des conditions aussi avantageuses. Mais le règlement des rapports avec les Alliés ne changea point immédiatement la situation politique du chef-lieu de la Moselle. La ville fut le témoin de la colère exaltée de la garnison, et il suffit de penser à la description du blocus de Phalsbourg par Erckmann-Chatrian pour évoquer ces jours de sombre fureur.

Tandis que Durutte avait accepté sans empressement le retour des Bourbons, en homme résigné à l'inévitable, la Restauration ne pouvait embarrasser M. de Vaublanc, qui si longtemps avait combattu dans les assemblées révolutionnaires pour la cause de la monarchie constitutionnelle. Il était probablement sincère, quand, en écrivant à Beugnot le 12 avril, il se félicitait du retour du Roi ; mais s'il répondait des habitants du département, il s'avouait inquiet de la garnison et surtout des officiers. « L'état de Metz, disait-il, est fort alarmant. Les cris de « Vive l'Empereur, à bas les Bourbons », et même l'affreuse

chanson du peuple ont retenti hier au théâtre et dans la ville. » (21). C'est pourquoi il suppliait le prince de Bénévent d'envoyer, sans perdre un moment, un homme très considéré, très ferme, et de l'argent, en cette ville agitée par 15.000 soldats. « Au nom de Dieu, ajoutait-il dans son affolement, qu'on envoie quelqu'un. Etouffez les premiers germes de dissension... Ne perdez pas un instant. Je suis environné de places fortes qui ne se sont pas encore déclarées. »

Il était inévitable qu'en une ville aussi militaire que Metz l'exaltation de la garnison réagisse sur la population et surtout sur les classes populaires, dont le patriotisme restait spontané autant qu'irréfléchi. Bien qu'elle annonçât non seulement le retour du Roi, mais aussi celui des prisonniers et la paix générale, la proclamation du préfet ne satisfit point la majorité, d'autant plus qu'une seconde affiche invitait les citoyens à remettre au receveur général les sommes dont ils pourraient disposer, avec promesse de remboursement à la rentrée des contributions. De son côté, le conseil municipal avait adhéré à l'unanimité, le 11 avril, aux actes du Sénat, et le lendemain les Messins purent lire une proclamation du baron Marchant, maire de la « bonne ville impériale ». Le texte n'en était pas exempt de quelque ambiguïté, car, après l'inévitable couplet sur le petit-fils d'Henri IV, elle annonçait l'abdication volontaire de « l'empereur Napoléon », soucieux d'éviter la guerre civile, et se terminait par ces mots : « Laissons rédiger la constitution libre qui doit consolider la France. Préparons-nous à servir le nouveau souverain avec une fidélité égale à celle que nous avons conservée jusqu'au dernier moment à celui qui ne restera dans notre mémoire que parce que son nom est inséparable de la gloire nationale. » (22). Les termes de cette proclamation montrent que l'opinion messine n'était point particulièrement favorable au retour des Bourbons.

L'arrivée d'un aide de camp du général Dupont, ministre de la Guerre, avait un instant rassuré le préfet, mais la journée du 13 avril déçut ses espoirs. Des militaires parcoururent la ville en déchirant ses proclamations ; une scène terrible eut lieu chez Durutte : des officiers menacèrent de mettre en pièces un général russe invité à la Préfecture et qu'il fallut prier de ne point venir. Les chefs de corps avaient consenti à adhérer par écrit au nouveau gouvernement, mais Vaublanc n'en demandait pas moins instamment que l'on envoyât à Metz un homme capable d'arrêter le mal. Son aveu d'impuissance fut entendu et le prince de Bénévent en personne pria Beugnot de dépêcher en

(21) A. N. F¹^e III Moselle 14. Ce qui n'empêche pas Vaublanc de dire dans ses Mémoires, Tome III, p. 189, que la nouvelle du retour des Bourbons fut en général accueillie avec plaisir à Metz.

(22) *Journal de la Moselle*, 14 et 17 avril 1814.

Moselle un personnage « de rang et de caractère imposant ». (23) Une mesure générale pourvut d'ailleurs à cette nécessité : ce fut le décret du 22 avril qui nomma des commissaires extraordinaires dans toutes les divisions militaires. Le maréchal Kellermann, duc de Valmy, fut envoyé dans la 3^e division, dont Metz était le chef-lieu.

C'était un choix heureux que celui de ce guerrier octogénaire qui n'était pas un inconnu pour les Messins : c'est dans leur ville qu'il tenait garnison en 1770, quand y était né son fils, le général de cavalerie ; il y avait, en 1792, commandé l'armée qu'il emmena défendre contre Brunswick les passages de l'Argonne ; il venait enfin d'y séjourner pendant les deux mois qui précédèrent le blocus. Quand il arriva à son poste, le 23 avril, il trouva la situation déjà améliorée, car depuis l'avant-veille la garde nationale et les troupes avaient pris la cocarde blanche et le drapeau blanc flottait à la tour de Mutte (24). Dix jours avaient été nécessaires pour amener l'opinion militaire et messine à accepter le symbole de la monarchie restaurée. A cette date, les autres places de la Moselle avaient également adhéré au nouveau gouvernement ; le duc de Valmy put donc faire célébrer un « Te Deum » à la cathédrale et prescrire des illuminations (25). Dans son premier rapport au ministre, il avouait d'ailleurs que les esprits étaient encore inquiets, que quelque levain de l'ancien ordre de choses subsistait dans l'esprit des habitants et surtout de la garde nationale.

La Restauration était donc un fait accompli dans le département de la Moselle, comme dans les régions voisines. A l'exception du général Hugo, nul fonctionnaire, nul officier ne fut déplacé : dans l'ordre civil comme dans l'ordre militaire ceux qu'avaient nommés l'Empereur conservèrent leurs places. La résignation avait vite succédé à l'exaltation patriotique qu'avait un instant connue le chef-lieu. Les campagnes étaient restées calmes, mais on ne pouvait signaler nulle manifestation spontanée d'un sentiment royaliste presque complètement inconnu dans le département.

(23) A. N. F^o III Moselle 14. Billet envoyé par le prince de Bénévent à Beugnot.

(24) Tout ce qui concerne la mission de Kellermann est dans A. N. F^o, 7.027.

(25) Le général Hugo affirme que Thionville adhéra au nouveau gouvernement le 14 avril, c'est-à-dire dès qu'il eût reçu de Metz un avis officiel. Mais on douta en haut lieu de son empressement, et il fut privé de son commandement. M. de Wendel était venu le 17 avril lui offrir une transaction au nom du Roi (*Journal historique*, p. 102). Une proclamation de Vaublanc du 17 avril confirme les dires du général.

IV. — Le retour de la paix

Dès la levée du blocus des places, M. de Vaublanc s'enquit de la situation du territoire qu'il administrait (26). Elle n'avait rien de brillante, car tant de bataillons français ou alliés avaient foulé le pays depuis cinq mois qu'il ne restait plus grand'chose à réquisitionner. A la fin d'avril, les Russes de Youséfovitch occupaient encore les cantons de Verny et de Gorze, les Hessois cantonnaient autour de Thionville et de Longwy. Ces derniers surtout étaient exigeants, et le duc de Valmy dut se plaindre de leur conduite qui poussait les paysans à l'exaspération. Sous les ordres de d'Alopeus fonctionnait à Sarreguemines une intendance, confiée à un baron allemand d'un caractère estimable (27). Des subdélégués, choisis parmi les notables du pays, l'assistaient à Bouzonville et à Faulquemont. Une seconde intendance avait été prévue à Briey, mais son titulaire s'était fait enlever par une patrouille sortie de Longwy. Malgré ses efforts, cette organisation ne put éviter aux campagnes la souffrance des réquisitions multiples et contradictoires : tel village, dit un rapport de Vaublanc, fut frappé tour à tour par les Russes, les Prussiens, les Hessois et la garnison de Metz. L'intendance s'efforçait en vain d'empêcher les réquisitions exigées par les officiers isolés. Le préfet demandait le départ immédiat des Alliés, l'envoi d'un secours du trésor royal et la répartition des trop nombreuses garnisons de la Moselle entre toutes les places de l'Est. Cette dernière mesure fut d'ailleurs prise dès la fin d'avril. Au milieu de ses plaintes, M. de Vaublanc avait toujours soin de ne point suspecter les intentions des chefs alliés, qui semblent avoir réellement désiré ne point trop charger le pays. Les Russes surtout se firent remarquer par leur bonne conduite (28), tandis que les Prussiens pillèrent plusieurs villages après la fin des hostilités. Les misères particulières restaient pourtant inséparables de l'invasion, et les dossiers de réclamations adressées à l'autorité au cours des années suivantes en montrent bien des exemples. Voici un aubergiste de Mars-la-Tour condamné à payer 600 francs d'amende parce que son fils avait pris part au petit combat de Conflans ; voici un cultivateur de Silly qui dut fournir une voiture et quatre chevaux, qui, pas plus que le conducteur, ne revinrent de

(26) CONTAMINE (H.): *Le département de la Moselle en avril 1814* (Cahiers lorrains, 1928, p. 113).

(27) Décision de l'intendant de la Moselle orientale, baron de Graenzenstein, nommant subdélégués de Faulquemont et de Bouzonville deux propriétaires du pays. A. D. Moselle, M supplément.

(28) Cf. TOURGUENEFF (N.): *Mémoires d'un proscrit*, p. 69. Cité dans *Textes d'histoire lorraine*, p. 296.

Champagne où les avaient entraînés les convois alliés ; voici une usine qui fut brûlée par les Français dans la banlieue de Metz (29). Les cas analogues sont très nombreux, et les pertes ne furent couvertes que par de maigres secours accordés après 1815 par le gouvernement royal. Il arriva même souvent que nulle compensation ne fût allouée, car le trésor public était loin en 1814 d'être aussi généreux qu'il le sera en 1918.

La Restauration semblait apporter en don de joyeux avènement l'abolition des droits réunis, la Charte et la paix. La première de ces promesses d'une ère nouvelle avait été accueillie avec joie par l'unanimité de la population. Le 10 avril, dès l'arrivée du courrier de Paris annonçant le retour des Bourbons, la perception des droits sur les boissons avait cessé à Metz, seule ville où elle eût été maintenue jusqu'alors. Le zèle apportée à l'exécution de cette mesure, alors qu'on ne pouvait se décider à arborer la cocarde blanche, permettait de prévoir que l'ordonnance qui, presque aussitôt, rétablit ces droits détestés, serait fort mal accueillie. Une fermentation sourde fut signalée à Metz dès le 10 mai, et l'autorité fit afficher une lettre du duc de Valmy au préfet : « La volonté royale n'exige point de ses sujets le sacrifice des espérances qu'ils ont pu former pour l'abolition d'un impôt qu'ils réprouvent ; elle leur demande seulement un effort momentané de patience et de résignation » (30). M. de Vaublanc ajoutait, sans en rien savoir, que dès sa réunion le Corps législatif tiendrait la promesse du comte d'Artois en supprimant ces droits. Dans les premiers jours de juin, le duc de Valmy prescrivit de faire recouvrer, en envoyant des garnisaires chez les récalcitrants, les 120.000 francs que devaient les débitants de boisson ; le préfet envoya aux maires une circulaire impérative. L'exécution de ces mesures amena quelques troubles, notamment à Metz, à Sarrelouis où se rendit le colonel de gendarmerie, à Boulay où fut envoyé un bataillon d'infanterie (31). En même temps les villages forestiers du canton de Bitche se soulevèrent contre les agents des Eaux-et-Forêts ; leur impopularité était traditionnelle en ces pays écartés, parmi ces populations ennemies des réglemens qui les privaient des ressources de la forêt. Il fallut faire appuyer l'autorité civile par la troupe et l'ordre était partout rétabli au moment où prit fin la mission extraordinaire du vieux Kellermann, le 20 juin 1814 (32).

(29) A. D. Moselle, M supplément. Voir CONTAMINE (H.) : *Les Russes à Mars-la-Tour en 1814* (Cahiers lorrains, 1930, p. 90).

(30) *Journal de la Moselle*, 20 mai 1814.

(31) A. N. BB¹⁸ 944.

(32) Lettre de Kellermann, 14 et 20 juin 1814. A. N. F¹, 7.027.

Les Mosellans, après un choc assez rude, étaient dès lors rentrés dans leurs habitudes d'obéissance.

Tandis que le rétablissement des droits réunis décevait des populations qui avaient pris au mot les promesses du comte d'Artois, la Charte satisfait l'opinion éclairée. M. de Vaublanc, qui savait flatter les sentiments de ses administrés, fit insérer dans le *Journal de la Moselle* une épître qui, en célébrant le retour des lys, proclamait la nécessité d'une constitution, raillait l'exalté qui « Plus que le roi veut être royaliste » (33), car l'esprit ultra n'était guère représenté dans l'Est de la France.

Quand au troisième des dons de joyeux avènement de la Restauration, ce fut la convention d'armistice du 23 avril, que suivit un mois après le traité de Paris. La lassitude de la guerre ne suffit pas à faire accepter sans émotion les actes qui scellaient nos désastres. Les Messins craignaient par-dessus tout de voir les Alliés traverser leur ville au moment de l'évacuation de la France. Le maire Marchant traduisit leurs sentiments dans une lettre qu'il adressa à Kellermann le 28 avril (34) : « Metz n'a jamais vu d'étrangers dans ses murs. Elle se défendrait plutôt, voilà le cri général. » Le passage de quelques officiers isolés causa une telle émotion qu'une proclamation dut affirmer que toutes les dispositions étaient prises pour que les colonnes alliées puissent traverser la Moselle en dehors de l'enceinte, sur des ponts provisoires construits aux frais de la municipalité. Enfin les clauses de la convention du 23 avril glacèrent les cœurs, car les Messins comptaient au moins sur la frontière du Rhin. On a vu que le retour aux limites de 1792 portait à leur commerce un coup sensible, et la conjonction des blessures du patriotisme et de l'intérêt permettait à Marchant d'écrire : « Tous ces motifs s'opposent véritablement à l'enthousiasme. Les Messins sont bons Français, fidèles sujets du Roi, mais ils haïssent l'étranger. » (35).

L'évacuation du territoire et la fixation de la nouvelle frontière sui-

(33) *Journal de la Moselle*, 10 mai 1814. PARISOT (R.): *op. cit.*, p. 256, note que seuls quelques nobles et quelques prêtres regrettaient l'Ancien Régime, et que pour l'ancien duché de Lorraine les Bourbons étaient presque des étrangers.

(34) Lettre du baron Marchant à Kellermann, 28 avril 1814. A. N. F⁷ 9.134.

(35) Dans son étude sur *Marseille depuis 1789*, M. Paul Masson a fait remarquer que l'opposition des Marseillais à Napoléon s'explique avant tout par la ruine de leur commerce. La prospérité économique dont Metz bénéficia sous l'Empire agit en sens inverse sur l'opinion de ses habitants. Dans un article paru dans la *Revue d'Alsace* en 1928, M. Paul Leuilliot a noté que Strasbourg, prospère jusqu'en 1814, connut une période difficile de réadaptation économique, qui explique en partie le succès qu'y obtinrent les libéraux.

virent rapidement la paix. Dès les premiers jours de mai, les garnisons françaises de Luxembourg et de Mayence abandonnèrent ces deux villes, et les dernières colonnes alliées avaient quitté notre territoire le 2 juin. Le retour aux limites de 1792 rendait à la Moselle son rôle de marche, mais on a vu qu'il en modifia assez sensiblement les limites. Si elle perdit les environs de Merzig et de Mettlach, elle acquit la région de Sarrebruck, seul lambeau du département de la Sarre qui ne fut point cédé aux Alliés. L'importance économique de ce petit district a été soulignée en un autre chapitre ; il ne reste à examiner que l'aspect politique de cette question. La ville de Sarrebruck n'était point française avant la Révolution et elle se souvenait encore de son ancien rôle de capitale d'un comté (36). Elle vivait du commerce plus que des mines, exploitées par une régie d'Etat, et ses intérêts immédiats semblaient se joindre au sentiment allemand pour l'amener à déplorer le maintien de son union avec la France. Sans hésitation, Ferdinand Stumm avait accepté de Blucher, son hôte en janvier 1814, les fonctions de sous-préfet et Böcking, gendre du grand métallurgiste Stumm, celles de maire. Une société patriotique avait été fondée ; mais les efforts des Allemands de Sarrebruck étaient restés vains, et le traité de Paris l'avait conservée à la France, dont la reprise de possession eut lieu le 8 juin 1814.

Dès le lendemain, le maire Lauckhard, d'ailleurs nommé par l'autorité prussienne, écrivait à l'abbé de Montesquiou, ministre de l'Intérieur, une lettre qu'il faut citer (37) : « Les habitants de cette ville n'ont pu se réjouir (du retour des Français). Le souvenir des vexations inouïes auxquelles ils étaient exposés sous l'ancien gouvernement français, l'idée que tous ces prêtres défroqués, tous ces jacobins enragés, que la France a vomis dans ces contrées durant la Révolution, pourraient regagner leur influence, a porté l'épouvante et la terreur dans le cœur de ces bons et paisibles Allemands ». Pourtant, par une habile distinction entre ce « tas de gueux » et « les vrais Français », Lauckhard répondait de la fidélité de ses concitoyens. « Je leur ai dit que le Roi aime les Allemands et que nous jouirons à l'avenir d'un parfait repos sous la protection du Père des Français qui nous a réunis à sa famille. » Cette adhésion manquait évidemment de chaleur, et lorsqu'on compare Sarrebruck et les villes si voisines de Sarrelouis et de Sarreguemines, cette dernière pourtant de langue allemande, le vif contraste des sentiments montre que seule la France de 1792 constituait la Nation.

Un officier retraité établi à Sarrebruck signala d'autre part au préfet

(36) CAPOT-REY (A.) : *op. cit.*, p. 275.

(37) A. N. F⁷, 9.134.

les vexations et les menaces de massacre qu'éprouvèrent, au début de juin 1814, les Français fixés dans cette ville (38). Un mois plus tard, Vaublanc notait des propos inquiétants tenus dans les auberges, des bruits de retour prochain de la maison de Nassau, des mémoires adressés au Congrès de Vienne par les mécontents. Si, probablement par prudence plutôt que par conviction, la classe aisée restait étrangère à ces menées, le bas peuple paraissait les goûter et les courses nocturnes d'officiers bavares à Saint-Jean et dans les auberges suspectes accréditaient ces rumeurs (39). A cette date il y avait encore un sous-préfet de Sarrebruck pour signaler ces faits à l'autorité supérieure, mais la maladroite ordonnance royale du 18 août 1814 supprima ce poste et rattacha à l'arrondissement de Sarreguemines les deux cantons qui nous restaient du département de la Sarre. Peu après, les affouages de charbon aux établissements publics furent supprimés. Petites économies que signale M. Capot-Rey dans son livre « Quand la Sarre était française », en écrivant : « Injure gratuite dont souffrit moins le sentiment royaliste, inné chez la plupart et hors d'atteinte, que le sentiment français, qui, chez beaucoup, déjà, n'existait plus » (40).

Il est enfin un résultat de la Restauration dont il ne faut point méconnaître l'importance, bien qu'il n'ait peut-être pas été aussi joyeusement ressenti qu'il aurait dû l'être. C'est le retour de la paix, de la sécurité des vies et des biens. C'est la rentrée au foyer des soldats des armées impériales, légalement libérés ou ayant quitté prématurément leurs drapeaux. Dans quelques villages, lors de la fête locale ou à la Saint-Louis, la commune leur offrit un banquet, et les verres furent vidés en l'honneur du Roi et des Bourbons par ces hommes à qui le sentiment royaliste était inconnu (41). Nulle statistique ne fait connaître le nombre des militaires qui furent alors libérés : il fut sans doute moins considérable qu'on ne pourrait le croire ; 1814 n'est point 1919, et depuis vingt ans bien des soldats avaient déjà regagné leurs villages par libération successive. On peut évaluer approximativement à 6.000 le nombre de ceux qui rentrèrent à la paix (42). Il s'y joignit d'assez nombreux officiers retraités, la plupart mécontents, et des fonctionnaires que le grand Empire avait employés en de lointains départements, tel le père du peintre Migette, ci-devant à Trèves, tel le vétérinaire Collaine, qui,

(38) *Ibidem*. Lettre du capitaine Algan au ministre.

(39) *Ibidem*. Lettre de Vaublanc au ministre, 13 juillet 1814.

(40) CAPOT-REY (A.) : *op. cit.*, p. 275.

(41) Un tel banquet est signalé à Saint-Julien-les-Metz, *Journal de la Moselle*, 29 août 1814.

(42) Voir les tableaux de recensement, A. D. Moselle 188 M.

après avoir dirigé l'Ecole royale de Milan, en fut réduit à former des élèves en sa ville natale; tel aussi Mgr. Jauffret qui abandonna le siège archiépiscopal d'Aix, qu'il occupait sans avoir reçu l'institution canonique, et se retrouva régulièrement évêque de Metz; tel de Serre, qui avait été premier président à la Cour impériale de Hambourg. Par contre presque tous les émigrés du département étaient rentrés depuis longtemps, et beaucoup d'entre eux occupaient déjà des fonctions publiques (43).

C'est ainsi que, trois mois après la chute de Napoléon, tout était ramené au calme et à l'obéissance, sans qu'un souffle de véritable royalisme puisse être signalé, en dehors de milieux étroits de la vieille noblesse ou de la très riche bourgeoisie. La paix, si longtemps désirée, avait apporté trop de déceptions et la Charte n'intéressait pas les masses. Metz regrettait les frontières du Rhin, Sarrebruck n'était guère satisfaite d'être restée française. La Restauration s'était accomplie en Moselle sous des auspices défavorables et quelques erreurs de ses dirigeants avaient encore compliqué une situation dont, dans l'ensemble, elle n'était évidemment pas responsable. La fallacieuse promesse de supprimer les droits réunis, le rattachement de Sarrebruck à la sous-préfecture de Sarreguemines, sont des maladresses d'une importance inégale, mais qui l'une et l'autre auraient pu être évitées.

V. — Neuf mois d'ordre monarchique

Il faut maintenant examiner ce que furent les neuf mois de calme presque complet qui précédèrent le retour de Napoléon. Rien ne fut changé dans l'administration, dans son personnel ni dans ses méthodes. M. de Vaublanc, plus sincèrement attaché au Roi qu'à l'Empereur, demeura préfet; même Rolly, qui avait été maire de Thionville lors du siège de 1792 et avait alors tenu tête aux Emigrés, encouragés par la présence du futur Louis XVIII, continua d'administrer son arrondissement natal. Le baron Marchant resta maire de Metz, Durutte fut maintenu à la tête de la division militaire. Le seul nom nouveau fut celui du comte d'Arros, nommé au poste, depuis deux ans vacant, de sous-préfet de Metz. Le Conseil général, dont la composition ne fut point bouleversée, l'ancienne noblesse y étant déjà largement représentée, se réunit en octobre: en dehors de l'inévitable augmentation des centimes additionnels, passés de 26 à 50, le seul trait nouveau fut la générosité que l'assemblée montra pour les dépenses du culte diocésain, pour l'évêque, pour ses vicaires généraux et la maîtrise. Ce chapitre du budget passa de 22.000 à 79.000 francs. On peut encore relever la curieuse formule du ser-

(43) GAIN (A.): *Listes des émigrés de la Moselle.*

ment que prêtèrent, comme tous les fonctionnaires, les conseillers généraux. En sa forme retrouvée de l'Ancien Régime, elle parut un anachronisme et fut supprimée dès 1815: « Je jure et promets à Dieu de garder fidélité et obéissance au Roi, de n'avoir aucune intelligence, de n'assister à aucun conseil, de n'entretenir aucune brigue qui serait contraire à son autorité; et si j'apprends qu'il se trame quelque chose à son préjudice, je le ferai connaître au Roi ». Il n'en reste pas moins que, dans l'ensemble, rien n'avait été modifié à l'administration napoléonienne.

Il est difficile d'analyser avec sûreté ce que fut l'esprit public de la Moselle pendant la première Restauration. Les documents font presque complètement défaut, et la lecture de l'unique journal du département, purement officieux, ne peut suppléer à leur absence. Le calme semble avoir été complet et les campagnes surtout s'occupèrent fort peu de politique. Une certaine résignation indifférente paraît avoir vite succédé à l'exaltation, que d'ailleurs le chef-lieu avait seul vraiment connue. Tous les grands personnages originaires du département, Ney le premier, s'étaient ralliés au gouvernement royal. Leur exemple était imité par la riche bourgeoisie, par presque tous les notables, qui avaient d'ailleurs conservé les fonctions qu'ils occupaient sous l'Empire. Ce qui faisait défaut à la Moselle, c'était le véritable esprit royaliste, le levain ultra, que ne représentait même pas l'unanimité de la noblesse locale. L'ardeur d'un Jobal de Lue, maréchal de camp, major des gardes du corps, était l'exception. Une lettre de M. de Serre à son ami de Wendel, datée de Paris le 14 avril 1814, traduit en sa modération les sentiments de cette aristocratie qui avait accepté de servir l'Empereur: « Nos grands changements politiques vous auront satisfait comme moi: ils nous ramènent à nos premiers sentiments. Mais je ne sais s'ils seront avantageux à vos entreprises. L'introduction vraisemblable des fers de Suède et de Russie vous serait fâcheuse ». On ne retrouve à Metz rien qui rappelle le zèle de ce gentilhomme nancéien, Perrin de Brichambeau, qui alla chercher à Vesoul le comte d'Artois et l'amena dans l'ancienne capitale de la Lorraine, rien qui rappelle les excès de langage de l'avocat Mique, devenu maire de cette ville par la grâce du comte d'Alopeus (44).

Par contre, le rôle que joua en 1814 le député Durbach dans les délibérations de la Chambre, montre qu'il y avait en Moselle des éléments libéraux assez puissants pour appuyer leur mandataire et lui permettre d'oser (45). Cet ancien maire de Cattenom, bourg dont il était originaire,

(44) PERRIN (A.): *L'esprit public dans le département de la Meurthe de 1814 à 1816*.

(45) BÉGIN (E.): *Biographie de la Moselle*, II, et GAIN (A.): *La Restauration et les biens des Emigrés*, I p. 159.

avait été administrateur du département en 1792. Son attitude lui avait valu d'être condamné à mort pendant la Terreur, et seule l'émigration l'avait préservé de la guillotine. Membre du Corps législatif sous l'Empire, il n'y avait joué qu'un rôle effacé. En 1814 au contraire, ses interventions à la tribune furent fréquentes et hardies : il parla contre les lois sur la presse, protesta contre la saisie d'une de ses brochures, dans laquelle il s'élevait contre l'idée de la Charte octroyée. Enfin, dans son discours du 5 octobre, il combattit le projet de restitution aux émigrés des biens non vendus, proposa un système d'indemnités partielles et égales pour tous comme une solution définitive du problème que résolut plus tard la loi du milliard. L'intervention de Durbach en cette discussion eut certainement son retentissement en Moselle, où la question des biens d'émigrés inquiétait déjà l'opinion, comme le montre une lettre de Vaublanc du 6 mars 1815 : « Beaucoup d'habitants de la campagne, acquéreurs de biens de cette nature, sont toujours persuadés qu'on les reprendra. C'est la maladie de leur position particulière. Le temps seul peut la guérir. Elle ne produit aucun effet contraire à l'ordre public ». La réélection de Durbach pendant les Cent Jours n'eut donc rien que de très naturel.

Dans toute tentative d'analyse de l'esprit public, il est un ordre de faits que l'on peut presque entièrement négliger : ce sont les fêtes officielles. M. de Vaublanc avoue lui-même dans ses Mémoires, à propos de la visite du duc de Berry à Metz, que les acclamations populaires ne prouvent rien, tandis que le silence de la foule, tel celui qui accueillit Napoléon en 1812, exprime un véritable mécontentement (46). Un autre exemple montre bien qu'il ne faut pas attacher d'importance aux relations dithyrambiques de l'unique journal du département : à l'en croire, le plus vif enthousiasme marqua la célébration de la Saint-Louis à Metz, le 25 août 1814 (47). Il décrit avec complaisance la messe militaire à la cathédrale, le spectacle gratuit où fut exécuté une cantate du père d'Ambroise Thomas, les bals en plein air, les mâts de cocagne, les distributions de vivres et la joie de la garde nationale qui reçut toute entière la décoration du Lys. Un banquet eut lieu dans la cour de la caserne Coislin ; les tables entouraient une tente décorée du portrait du Roi et de trophées de musique, « emblèmes de l'harmonie qu'il a fait renaître en France et en Europe ». Les convives chantèrent « Vive Henri IV » et « Où peut-on être mieux qu'au sein de sa famille ». Quatorze toasts furent portés, dont l'un s'adressait galamment « Aux dames » qui garnissaient toutes les fenêtres de la caserne. La santé du Roi suscita l'enthousiasme général. C'est un tableau idyllique, mais l'on se demande à quelle réalité il corres-

(46) VAUBLANC (de) : *Mémoires*, III, p. 191.

(47) *Journal de la Moselle*, 29 août 1814.

pond quand on sait que les organisateurs de ce banquet, ces soldats, ces officiers si royalistes, n'étaient autres que les grenadiers de France, dont le nouveau nom ne pouvait faire oublier que, du général Friant jusqu'au dernier troupier, ils étaient les grenadiers de la garde impériale! Il faut enfin noter que la première Saint-Louis fut fêtée dans un grand nombre de villages. A Corny par exemple, on chanta une grand' messe au bruit des pétards tirés par la jeunesse, on dansa dans un pré autour d'un feu de joie. Sur l'autre rive de la Moselle, à Novéant, un feu rival fut allumé et le maire assura qu'il était deux fois plus haut que celui de la localité voisine (48).

C'est un mois après ces fêtes qu'arriva le duc de Berry, poursuivant une longue tournée qu'il avait entreprise dans les places du Nord, et dont l'autorité escomptait les plus grands résultats (49). Le prince entra le 26 septembre dans Longwy, où le préfet lui présenta un vase de cristal orné du portrait du Roi. M. de Vaublanc certifiait que cet objet était dans la ville depuis plusieurs années et y voyait la preuve que le souvenir des Bourbons n'avait jamais disparu de la place forte où le futur Louis XVIII avait résidé quelques jours, à l'époque de Valmy. L'interprétation était assez singulière! Le duc fut ensuite reçu à Hayange, et M. de Wendel lui fit visiter ses forges; Thionville offrit un banquet et un bal. Enfin, le 27 septembre, eut lieu l'entrée à Metz, qui n'avait pas vu de prince de la maison de Bourbon depuis la visite de Monsieur en 1786. Le maire Marchant avait l'expérience de ces cérémonies, puisque le dernier passage de Leurs Majestés Impériales et Royales datait de juillet 1813. Il alla rituellement haranguer le duc à cinq cents pas au devant de la porte, puis le cortège entra en ville, M. de Vaublanc chevauchant à la gauche du prince et le maréchal Oudinot à sa droite. « En passant dans la grande rue du Fort, le préfet remarqua que les élèves de l'Ecole d'application d'Artillerie et du Génie, donnaient quelques signes de mécontentement, qu'ils balançaient pour ôter leurs chapeaux; il observa même des gestes contraires à la plus simple bienséance » (50). Descendu à la Préfecture, dont les appartements avaient été restaurés lors de la dernière visite impériale, Berry reçut la traditionnelle boîte de mirabelles, puis les autorités lui furent présentées. De nouveau, plusieurs élèves de l'Ecole prononcèrent dans le premier salon des phrases très inconvenantes.

(48) Le maire de Novéant, M. de Neuvry, protesta contre le compte rendu insuffisant qui avait d'abord paru. *Journal de la Moselle*, 5 septembre 1814.

(49) Outre les Mémoires de Vaublanc, le *Journal de la Moselle*, les délibérations du Conseil municipal, cf. BARBÉ (Jean-Julien): *le Duc de Berry à Metz en 1814* (Pays Lorrain, 1912).

(50) VAUBLANC (de): *op. cit.*, p. 190.

Le prince présida à la bénédiction des drapeaux dans la plaine de Frescati, visita tous les établissements publics, assista une fois de plus à la représentation de l'inévitable « Partie de chasse d'Henri IV » et ouvrit le bal de l'Hôtel de Ville. Comme tous les gardes nationaux avaient déjà reçu la décoration du Lys, comme les meilleurs élèves du Lycée en avaient été gratifiés lors de la distribution des prix, il ne resta au duc qu'à l'accorder aux enfants de dix ans qui formèrent en son honneur une compagnie armée. La présence du prince plongea naturellement dans le ravissement les familles de l'ancienne noblesse qui lui furent présentées. Mme du Coëtlosquet n'oublia jamais son affabilité, se grâce toute française; elle avait été surtout sensible au fait que le neveu du Roi n'avait pas oublié le nom de sa famille, et avait daigné se souvenir de Mgr. du Coëtlosquet, qui fut précepteur des petits-fils de Louis XV (51).

Mais si honorables que fussent ces marques de fidélité familiale, elles ne pouvaient être un sentiment général, et dans l'ensemble il apparaît que la visite princière ne satisfait point les Messins. On cite pourtant de lui un mot heureux: au défilé des compagnies d'élite de la garde nationale, s'étonnant de leur belle allure, il s'écria: « Ils ont donc tous servis », flatterie habile pour qui connaissait les sentiments militaires des bourgeois. Mais le duc n'atteignit pas souvent à un pareil bonheur d'expression, si l'on en croit les bruits rapportés par le Journal du maréchal de Castellane: « Il a fait plusieurs sorties ridicules, entre autres à Metz, à l'Ecole du génie, une autre à un colonel à Nancy. Ce prince, est étourdi de son pouvoir; il fait cent sottises; il ressemble à un étudiant sortant du collège, tout étonné d'avoir sa liberté » (52). Vaublanc avoue qu'il y eut un déchaînement contre le prince, qu'on raconta qu'il avait arraché la croix de Saint-Louis à un officier, qu'il avait tenu à l'Ecole des discours outrageants, qu'il s'enivrait — alors qu'il ne buvait que de l'eau — et prétend que toute sa conduite à Metz fut dénaturée. Il n'en reste pas moins certain que la violence du prince, sa grossièreté même, étaient connues, et que le jugement de Mme du Coëtlosquet ne réunit jamais l'unanimité. Le conseil municipal de Metz n'en fit pas moins étalage d'un grand zèle royaliste. Il fit distribuer 10.000 francs aux troupes afin qu'elles puissent boire à la santé des Bourbons, et pour commémorer à jamais la venue « d'un petit-fils d'Henri IV », il décida que le 29 septembre de chaque année serait un jour férié. Le ministre dut lui rappeler que nulle fête n'est populaire si elle n'est religieuse, et qu'une commémoration du retour des Bourbons ne pouvait être que nationale et

(51) *Le duc de Berry à Metz en 1814*, Extrait du journal de la baronne du Coëtlosquet, (Mémoires de l'Académie, 1930).

(52) *Journal du Maréchal de Castellane*, I, p. 477.

non locale. Enfin, quand Monsieur passa à Nancy, au début de septembre, le Conseil envoya une délégation le saluer, en ayant l'adresse d'y faire entrer quatre nobles pris en dehors de son sein.

Le passage du duc de Berry ne fut pas l'unique prétexte à des fêtes ou à des cérémonies. Janvier 1815 vit encore un banquet des cuirassiers de la garnison de Metz à l'occasion de l'Epiphanie; on y porta des toasts royalistes, on y chanta, selon le style du temps, le Roi, l'amour et le vin. Quelques jours après, ce fut la bénédiction des drapeaux, à Thionville comme au chef-lieu du département: le beau sexe occupait naturellement la première place, car la Restauration vivait sous l'image du Vert-Galant. En février, quand le maréchal Oudinot, duc de Reggio, vint prendre à Metz le gouvernement de la 3^e division, un banquet lui fut offert: au centre de la table d'honneur se dressait une pièce montée reproduisant en sucre une forteresse allemande que jadis le maréchal avait conquise. Enfin le 21 janvier vit la première des cérémonies expiatoires à la mémoire de Louis XVI et de Marie-Antoinette. Toutes les autorités se réunirent à la cathédrale, et la lecture du testament du Roi-martyr émut plus ou moins sincèrement les assistants (53). Avec un certain esprit de clan qui fut remarqué, les chevaliers de Saint-Louis firent célébrer, quelques jours après, un service d'expiation auquel n'assistèrent que les royalistes les plus purs (54).

Mais les relations de ces cérémonies ne peuvent évidemment suffire à l'étude de l'esprit public. Les documents administratifs qui permettraient une analyse plus précise sont peu nombreux. Il semble pourtant que la Moselle n'ait point connu de réaction cléricale caractérisée, ce qui provient sans doute de la personnalité de Mgr. Jauffret. Un rapport adressé à Beugnot, directeur de la Police, le 2 décembre 1814, montre d'ailleurs que l'administration préfectorale avait conservé sa pleine liberté de jugement, et n'était point tombée sous l'influence « cléricale » (55). Il est vrai qu'il s'agissait de défendre le bon renom du département, accusé d'insulter journellement les prêtres. Voici l'analyse de ce curieux rapport: la Lorraine allemande est le théâtre de bien des scènes scandaleuses. Par exemple, le curé de Faulquemont a dit à ses paroissiens qu'ils s'approchaient de la table sainte comme des cochons d'une auge. « Les prêtres de ces cantons ont peu de douceur et de charité dans l'exercice de leur ministère, et moins encore dans leurs rapports avec l'autorité civile ». Ils se mêlent de tout, veulent tout ordonner, tout gouverner: de là des dis-

(53) *Journal de la Moselle*, 5 janvier, 15 janvier et 25 février 1815.

(54) A. D. Moselle, M supplément.

(55) A. D. Moselle, 17 V à 26 V. Voir notre étude: *Les plaintes contre le clergé en Moselle* (Annuaire de la Fédération historique lorraine, 1929).

cussions, des luttes. « L'évêque et le préfet ont beaucoup de peine à apaiser ces différends inévitables, car le manque de prêtres oblige d'employer des hommes mal élevés et malheureusement surtout d'anciens moines allemands nés dans la poussière des cloîtres et qui n'ont aucune sorte de culture. » Le brouillon de ce rapport était encore plus net : « Journallement, disait-il, et particulièrement dans les communes qui font partie de l'ancienne Lorraine allemande, les curés et desservants cherchent à lutter contre l'autorité administrative ; ils saisissent avec empressement toutes les occasions de l'affaiblir ; ils voudraient la subordonner à leurs fonctions spirituelles ; les querelles se multiplient de jour en jour, et toujours les desservants coupables parviennent, ou à justifier leur conduite, ou à pallier des torts qui se renouvellent par l'impunité. Des ecclésiastiques leurs voisins, et presque toujours leurs amis, sont chargés par l'Evêché de faire secrètement une enquête, qui toujours est à l'avantage de l'accusé. Ne serait-il pas bien, en cet instant où la tranquillité a besoin de n'être plus troublée, de recommander aux ecclésiastiques une indulgente tolérance lorsqu'on a que faiblement manqué aux égards qu'ils méritent, et l'éloignement total des objets qui appartiennent à l'administration ou à la police ».

On voit donc que M. de Vaublanc était résolu à sauvegarder l'indépendance de son autorité. Il faut d'ailleurs observer que la plupart des querelles locales auxquelles ce rapport fait allusion n'avaient aucun caractère politique, qu'elles ont sévi à toutes les époques dans la Lorraine allemande, et que c'est à peine si la Restauration a vu une légère recrudescence de ces conflits. Un seul cas fait exception, celui du curé d'Herny, dénoncé pour un sermon dirigé contre les acquéreurs de biens nationaux, contre les ordonnances royales qui garantissaient ces propriétés. La situation religieuse de la Moselle n'a donc été que peu modifiée par le retour des Bourbons, et c'est à peine si le mouvement de résurrection des œuvres catholiques, commencé sous l'Empire, en a été accéléré.

La période qui s'étend de juillet 1814 à mars 1815 semble donc avoir été particulièrement calme. Cette remarque est confirmée par l'absence de condamnation pour cris séditieux et par les quelques rapports de Vaublanc qui ont été conservés. Déjà le 14 juillet 1814, le préfet se félicitait de l'esprit public de la ville de Metz ; c'était d'ailleurs de l'optimisme car des royalistes ne cessaient de dénoncer de petits incidents. C'est ainsi que les prisonniers de guerre, rentrant en France, avaient voulu faire crier « Vive l'Empereur », que des soldats avaient crié « Vive Napoléon », que, la veille du 15 août, des officiers de grenadiers avaient empêché l'exécution d'une sérénade qu'ils jugeaient injurieuse pour leur héros. A leur banquet de Sainte-Barbe, les élèves de l'Ecole d'artillerie

burent à la santé de Na... et l'un d'eux insulta le buste du Roi. Un royaliste signala des propos subversifs tenus dans un château des environs de Metz par la veuve d'un général, et le curé de Notre-Dame se plaignit d'avoir été insulté dans la rue par des ennemis de la religion et de l'autorité royale. Ces incidents n'avaient que peu d'importance et concernaient surtout l'armée, ce qui n'était d'ailleurs pas sans gravité dans un département d'esprit militaire, comptant de nombreuses garnisons (56).

M. de Vaublanc n'était donc pas entièrement rassuré sur les dispositions des soldats, notamment des grenadiers de l'ancienne garde impériale. Ces derniers observaient pourtant une très grande discipline, mais un de leurs officiers lui avait dit (47): « C'est comme au couvent; j'aimerais mieux qu'ils fissent des fautes... Ils ne forment qu'une âme, dominée par une influence supérieure ». Le préfet eut entre les mains une lettre envoyée de l'île d'Elbe à un grognard, et sut qu'elle n'était pas unique. Il affirme dans ses Mémoires — mais ces affirmations rétrospectives sont toujours faciles — qu'il était convaincu d'une conspiration, qu'il avait parlé au Roi, aux princes, au ministre de la Police, du retour probable de Napoléon. D'accord avec le maréchal Oudinot, il était rentré à Metz vers le 20 février, et la présence de ce soldat de la Révolution, de l'ancien commandant des grenadiers réunis, le rassurait. Le duc de Reggio était en effet très influent sur l'esprit de la troupe et pleinement rallié au Roi.

Après son retour de la capitale, Vaublanc envoya encore deux rapports, datés des 6 et 8 mars 1815 (58). Il y signalait les dispositions excellentes de l'esprit public, ajoutant que la magnanimité du gouvernement avait rassuré tous ceux qui auraient pu craindre des vengeance. Il reconnaissait que les militaires souffraient du partage des pays arrachés à la France, que quelque inquiétude se répandait chez les acquéreurs de biens nationaux, et qu'à ces deux causes de trouble s'ajoutaient les querelles des ecclésiastiques avec les municipalités, les plaintes perpétuelles des campagnards contre les maires, le mécontentement suscité par le rappel des conscrits. Rien de tout cela n'était grave ni exceptionnel. Quant à Oudinot, il se montrait encore plus optimiste dans une lettre du 1^{er} mars (59): il jugeait les habitants peu démonstratifs, mais d'un bon esprit. « La haute classe, disait-il, est dévouée au Roi; la basse classe est tranquille et la bourgeoisie s'occupe de ses affaires ». Il terminait enfin par une affirmation à tout le moins singulière, qui montre que les

(56) A. N. F 7 9.134.

(57) VAUBLANC (de): *op. cit.*, p. 195.

(58) A. N. F^{te} III Moselle 9.

(59) A. N. F^{te} III Moselle 14.

ministres sont souvent mal renseignés par des informateurs soucieux de ne point répandre l'alarme : « on ne remarque d'enthousiasme que parmi les troupes ; les officiers sont animés du meilleur esprit ». En résumé, le département de la Moselle était resté tranquille depuis de longs mois quand y parvint la nouvelle du débarquement de Napoléon. L'administration n'en était pas plus difficile que sous l'Empire. Mais les passions n'étaient éteintes qu'en apparence ; le choc va les rallumer, et, à la lumière d'une crise nouvelle, il apparaîtra plus nettement que jamais que le véritable esprit royaliste manquait presque complètement à Metz et en Moselle, comme d'ailleurs dans tous les départements de l'Est. On a pu dire que les Alsaciens étaient alors aussi bons Français que mauvais royalistes : à ce point de vue, les Lorrains ne différaient guère de leurs voisins (60).

VI. — Le retour de l'Aigle

Le jour même où M. de Vaublanc signalait au gouvernement les « dispositions excellentes » de l'esprit public, le 8 mars 1815, la police remarquait sur les murs de Metz de nombreuses inscriptions séditieuses. Le bruit courait du débarquement de l'Usurpateur dans le Midi, et des voyageurs en parlaient dans les auberges avant que le préfet ne fût officiellement prévenu. La nouvelle fut rapidement confirmée, et, dès le 10 mars, Vaublanc jugea que le bon esprit des grenadiers pouvait changer d'un instant à l'autre, et que leur exemple entraînerait les 25.000 soldats qui tenaient garnison dans son département (61). Les autorités civiles semblaient d'ailleurs se prononcer nettement contre Napoléon. Le baron Marchant n'avait-il pas fait afficher une proclamation véhémence : « Je suis fondé de penser qu'il n'existe point à Metz d'esprit assez obtus, de cœur assez corrompu, pour faire des vœux en faveur du gouvernement abhorré... Je crois qu'aucun Messin n'est assez poltron pour avoir peur du général de *Cannes* et de son armée... de 1.100 hommes ». Les notables du département s'inquiétaient sincèrement d'un nouveau règne de Napoléon, de nouvelles guerres, et les Mémoires de Vaublanc citent le cas d'un grand propriétaire littéralement affolé à l'idée que le peuple était resté bonapartiste. Le Conseil général siégea du 15 au 24 mars pour organiser la résistance, et son attitude fut franchement royalistes, nobles et roturiers s'unissant dans un même sentiment de crainte. Ses membres soldèrent d'avance toutes leurs contributions, invitèrent les

(60) LEUILLLOT (P.) : *L'Alsace en 1815* (Revue d'Alsace, 1928).

(61) A. N. F^{te} III Moselle 14. Ce dossier contient de nombreux documents concernant cette période.

habitants à les imiter et à former des corps de volontaires nationaux. Un traité fut même passé avec un négociant pour l'achat d'une centaine d'équipements, habits à 21 francs, pantalons à 15, chaussures à 4 fr. 50! Après un moment d'inquiétude, M. de Vaublanc reprit confiance en constatant que, laissée à elle-même après le départ d'une partie des troupes, la ville de Metz montrait un bon esprit. « L'enthousiasme » avait été remarquable, le 19 mars, à la revue de la garde nationale, force essentiellement bourgeoise, et le soir de ce jour vit lire, à la lueur des torches, sous le péristyle de l'Hôtel de Ville, au milieu des acclamations, la proclamation des puissances alliées mettant Napoléon hors la loi! En son optimisme, le préfet songeait à garder la place au Roi, même si l'Empereur parvenait à Paris, et le maréchal Oudinot semblait décidé à l'aider. Dans ses Mémoires, il écrivit encore: « Je crois que nous aurions réussi, si le Roi n'était pas sorti de France » (62).

Tout changea brusquement. Les grenadiers étaient d'abord restés calmes et silencieux, et le duc de Reggio, sincèrement résolu à respecter le serment qu'il avait prêté au Roi, avait réussi à les maintenir dans la discipline (63). Portant leur uniforme, il les avait harangué dans leur caserne: « Vous vous êtes bien trouvés de m'avoir à Fontainebleau, je vous ai épargné des sottises ». Les grenadiers reçurent donc en silence l'ordre de se mettre en marche vers Lyon; mais dès qu'ils furent hors de Metz, ils levèrent leur masque d'impassibilité. Alors que jusque là, par une espèce de conspiration d'un genre nouveau, ils ne faisaient jamais de faute, arrivés à Corny, deux lieues au sud de la place, ils voulurent obliger les habitants et leurs camarades de la ligne de crier « Vive l'Empereur ». Au même instant, le 17 mars, le général Friant se déclarait pour Napoléon à Pont-à-Mousson, et les hussards, malgré leur colonel, le jeune Oudinot, se révoltaient. Aussitôt le préfet, qui s'était si longtemps félicité de ses bons rapports avec les généraux de la garde, découvrit qu'ils étaient tous des « traîtres ». En vain le duc de Reggio, qui avait suivi ses troupes jusqu'à Chaumont, s'efforça-t-il de les ramener à l'obéissance. Même la décision tardive d'incorporer les grenadiers dans la garde royale ne put les influencer. La conduite du maréchal fut entièrement correcte et loyale, et non dissimulée comme celle de Suchet à Strasbourg, mais son impuissance fut complète (64).

(62) VAUBLANC (de): *op. cit.*, p. 204. Le comte de PUYMAIGRE, alors capitaine aux grenadiers royaux, dit qu'Oudinot passa la nuit au milieu des insurrections du peuple et des soldats stationnés sur la place d'Armes, *Souvenirs*, p. 186.

(63) Les lettres presque quotidiennes de Vaublanc sont dans A. N. F⁷ 9.682.

(64) CHUQUET (A.): *L'Alsace et le retour de Napoléon*. Feuilles d'histoire, janvier 1911).

Ces défections et la nouvelle du ralliement de Ney à Napoléon transformèrent la situation. Des Messins parlèrent de s'emparer de la Préfecture, d'y saisir le duc de Berry qui était réputé s'y cacher; on racontait que le préfet voulait livrer la ville aux Prussiens. Dans la nuit du 20 mars, une bande de jeunes gens parcourut les rues en menaçant M. de Vaublanc, qui les rejoignit à cheval, les sermonna et obtint leur dispersion. L'agitation s'accrût encore quand parvint, le 23, la nouvelle de l'arrivée de Napoléon à Paris, du passage de Louis XVIII en Belgique. Le lendemain, les trois couleurs flottaient par ordre du maréchal Oudinot à la tour de Mutte, saluées par des salves et des acclamations, et M. de Vaublanc écrivait à Carnot, devenu ministre de l'Intérieur, pour lui demander un successeur (65). Sa position devenait en effet impossible en Moselle; on l'accusait d'avoir fait vider les caisses publiques, d'avoir envoyé une voiture pleine d'argent, et des mouvements séditieux naissaient de ces bruits absurdes. Par une affiche ornée de l'aigle impériale, le préfet annonçait son départ et sa volonté de faire respecter l'ordre, au nom de l'Empereur, jusqu'à l'arrivée de son successeur. Mais tandis que Carnot lui écrivait une lettre aimable, laissant même entrevoir la possibilité d'un retour en grâce, Davout, ministre de la Guerre, avait donné ordre d'arrêter ce préfet qui avait tenté de conserver Metz au Roi. Vaublanc était sur ses gardes, le général Durutte lui ayant montré un article du *Moniteur* écrit contre lui. En passant devant l'ancien Hôtel du Gouvernement, il vit dans une chaise de poste un officier d'état-major qui venait évidemment pour son arrestation: il rentra aussitôt à la Préfecture, prit un rouleau d'or, et monta à cheval. Durutte eut d'ailleurs l'amabilité de le faire prévenir par un aide de camp des ordres qu'il avait reçus. On était au lundi de Pâques, 27 mars, et les Messins se rendaient en foule à leur promenade traditionnelle de Ban-Saint-Martin: c'est donc au pas que Vaublanc dut franchir le pont des Morts, mais dès qu'il eût dépassé la porte de France, il se lança au galop et gagna Hayange. Chez M. de Wendel, il retrouva M. de Serre, et tous deux se rendirent aussitôt à Luxembourg, d'où l'ancien préfet partit pour Gand. Pendant que sa femme écrivait à Carnot que l'inanité des reproches qui lui étaient adressés serait un jour prouvée, ce voyage montrait clairement que l'ancien royaliste constitutionnel, l'ancien préfet de Napoléon, avait achevé sa conversion aux principes ultras. Après avoir pourvu à la sûreté des places de son commandement en les déclarant en état de siège,

(65) BADER (A.): *Carnot et le comte de Vaublanc*, Lyon 1899. MAUTOUCHET (F.): *Carnot et l'union sacrée en 1815*. (Révolution Française, tome 65, 1915, p. 445).

Oudinot quitta Metz sans reprendre de service pendant les Cent Jours (66).

La crise était terminée, le drapeau tricolore flottait à Metz comme dans tout le département. Si le rôle décisif avait appartenu à l'armée, si la population était dans l'ensemble demeurée inerte, il n'en reste pas moins certain que le rétablissement de l'autorité de Napoléon fut beaucoup mieux accueilli, en Moselle et dans les départements voisins, que ne l'avait été, un an auparavant, la restauration du gouvernement royal (67).

VII. — Les Cent Jours

Neuf mois d'un calme presque complet avaient précédé le retour de Napoléon, et la première Restauration n'avait pas rencontré d'hostilité systématique de la part des populations de la Moselle. Leur inertie dissimulait pourtant plus que l'absence d'un vrai sentiment royaliste, et la crise des Cent Jours prouva que le conflit entre les traditions de l'ancienne monarchie et les souvenirs de la Révolution, était, surtout à Metz, plus profond qu'on ne l'avait d'abord cru. Ces trois mois virent en effet, dans tous les départements de l'Est, une résurrection assez inattendue d'un patriotisme presque révolutionnaire qui avait paru jusque là ne se maintenir que dans l'armée. Le contraste fut vif entre les années 1814 et 1815, entre le degré de résistance opposé aux deux invasions.

Dans la nuit du 1^{er} avril était arrivé à Metz le nouveau préfet, le baron Ladoucette (68). C'était un riche propriétaire du pays, que malgré ses offres de service la Restauration avait refusé d'employer. Il avait été préfet de la Roer, et venait de proposer à Napoléon de soulever cet ancien département rhénan où il avait conservé des intelligences. Le ton chaleureux de ses premiers rapports montre avec quelle facilité avait été accepté le retour de l'Empereur, que seule une faible minorité avait

(66) Cf. NOLLET (J.) : *Histoire du maréchal Oudinot*, p. 207-215. C'est le 23 mars que, d'accord avec les notables, Oudinot mit les places en état de siège, afin de repousser toute menace d'invasion. L'original de cette décision est aux A. D. Moselle, R 408.

(67) Cf. la peinture que Chuquet a donnée de l'Alsace à la veille des Cent Jours, bonapartiste sans désirer le retour de Napoléon (*La Revue*, 1^{er} octobre 1910).

(68) A. N. F¹b 166 (3). Dossier Ladoucette. Il avait d'ailleurs offert ses services à la Restauration par une lettre du 16 octobre 1814, qu'appuyait une recommandation du duc de Gramont.

pourtant désiré (69). Le 10 avril, il montrait ses administrés dévoués et partisans d'une constitution libérale; il rappelait que les Messins avaient toujours aimé la carrière des armes, que 3.600 d'entre eux servaient sous les aigles, et que leurs intérêts étaient d'accord avec leurs sentiments, puisque la guerre n'avait pas nui à leur commerce. Le clergé et la noblesse étaient peu influents; quelques nobles, quelques grands propriétaires, regrettaient les Bourbons, mais dans l'ensemble l'esprit public était plus fort, plus éclairé qu'en 1792.

Ladoucette ne resta qu'un mois seul à la tête du département, car le 24 avril arriva à Metz le commissaire extraordinaire désigné par l'Empereur pour la 3^e division, le baron de Gérando (70). Sa principale mission était de procéder à une épuration des corps de fonctionnaires; pour la remplir, il s'adjoignit un comité consultatif de quatre notables, dont trois continuèrent à servir le gouvernement après la chute de Napoléon. Des imprimés comprenaient des colonnes où devait être indiquée la conduite de chacun en 1792, pendant la Révolution, pendant l'invasion et la Restauration. Les résultats ne se firent pas attendre: Marchant fut remplacé à la mairie de Metz par un très riche négociant, Chédeaux, et les sous-préfets Terneaux et d'Arros furent révoqués. Le Conseil général fut largement épuré, et M. de Wendel se trouva presque seul conservé de l'ancienne noblesse, dont le commissaire impérial se défiait à juste titre. Un fonctionnaire des plus suspects fut pourtant épargné, le secrétaire général Viville, dont la conversion au royalisme était évidente (71).

Enfin, de Gérando fit publier le décret du 30 avril 1815 qui décidait que dans les communes où la municipalité était jusqu'alors nommée par le préfet, les assemblées primaires procéderaient dans les dix jours à l'élection des maires et adjoints, conformément à la loi du 14 décembre 1789. La mesure était d'un libéralisme hardi: le 18 mai, les opérations furent terminées et leurs résultats satisfirent en général les autorités. Ladoucette déplorait pourtant le succès de quelques nobles qui avaient cajolé le peuple, de quelques gens immoraux et de cabaretiers. Il se résignait mal à ces inévitables conséquences de la liberté et se demandait s'il ne serait point utile de proposer à S. M. un mode d'épuration des élections, « ce serait, disait-il, un service à rendre au peuple ».

De Gérando prit encore quelques décisions administratives; il établit

(69) A. N. F 7 9.683.

(70) Tout ce qui concerne la mission de Gérando est dans A. N. F¹ a 554.

(71) A. N. B¹ b¹ 176 (16) Dossier Viville. On y trouve une dénonciation contre ce personnage; Carnot l'a transmise au préfet qui l'a néanmoins conservé auprès de lui.

dans la place forte de Longwy le sous-préfet de Briey, et autorisa le maire de Sarrebruck, le Nancéien Rupied, à correspondre directement avec le préfet pour les affaires des deux cantons de l'ancienne Sarre. Il était satisfait de l'esprit des fonctionnaires, du zèle du préfet, de la sagesse de Mgr. Jauffret, dont témoignait le déplacement des quelques desservants qui avaient tenté de détourner les conscrits de leurs devoirs. Sa tournée dans le département confirma son optimisme, car partout les anciens soldats rejoignaient les drapeaux, les réquisitions s'accomplissaient, et à Sarrebruck douze jeunes gens s'étaient engagés. Quand il fut au moment de rentrer à Paris, vers le 10 mai, le commissaire impérial résuma ainsi son impression : l'esprit de la Moselle est excellent et unanime, il n'y a ni coteries, ni nobles influents. « On n'a qu'une pensée, l'intérêt de la défense commune, celui de la liberté, et l'Empereur est considéré comme la garantie de tous deux. »

Après le départ de Gérando, Ladoucette continua à donner à l'esprit public une vive impulsion. Quelques mesures de police atteignirent des royalistes : M. de Chérissey, dont le château avait abrité des réunions de prêtres et de nobles, fut envoyé dans l'intérieur, et le colonel Prost n'échappa à une exil analogue que grâce à l'amitié du général Belliard (72). Les curés de Launstroff et de Kœnigsmacker, suspectés d'avoir correspondu avec l'ennemi, furent arrêtés, puis relâchés (73). Les derniers jours de mai virent l'organisation d'une Fédération de la Moselle, manifestation symbolique d'union patriotique qui rappelait, comme beaucoup de mesures de cette époque, les jours héroïques et si oubliés de la Révolution. On tenta même de créer une Fédération de l'Est, mais l'entente ne put naturellement se faire entre Metz et Nancy qui s'en voyaient chacune le centre naturel (74). Une lettre que M. de Serre, à peine rentré de sa courte émigration, écrivit d'Hayange à sa femme le 23 juillet 1815, montre admirablement l'esprit nouveau qui anima les Cent Jours : « Partout où les royalistes ne l'emportaient pas, les jacobins avaient le dessus et s'apprétaient à renouveler 93. Metz avait son club, ses fédérés ; Hayange avait aussi son club. Pour échantillon, X..., qui sert encore ici, a dénoncé le curé. » (75). D'autre part, des royalistes adressaient de Gand à des fonctionnaires des lettres pessimistes : deux propagandes, l'une officielle et publique, l'autre sourde, insaisissable, se contrecarraient donc.

(72) A. N. F 7 9.134.

(73) A. N. F 7 9.682.

(74) Rapport de Ladoucette, 27 mai 1815. A. N. F^{ca} III Moselle 14.

(75) *Correspondance du comte de Serre*, II, lettre de Serre à sa femme, 23 juillet 1815, p. 38.

Les différents votes qui eurent lieu sous les Cent Jours confirmèrent le baron Ladoucette dans son optimisme. Le plébiscite destiné à montrer que l'Acte additionnel était approuvé par la France, eut lieu du 4 au 14 mai (76) : chaque citoyen devait inscrire oui ou non sur un des 700 registres déposés dans les mairies, dans les justices de paix, chez les notaires ou dans les divers tribunaux. On releva 33.000 oui et seulement 34 non. Parmi les très rares opposants, il faut noter quelques unes des notabilités du futur parti légitimiste de Metz, le négociant Dorr, l'avocat Dommanget, qui eut le privilège de pouvoir réitérer son vote négatif en 1851 et en 1870, et son confrère Mangin, le futur préfet de Police de Polignac, le grand-père du général. Mais on rencontre avec surprise parmi les acceptants les noms de l'ancien émigré de Turmel et de plusieurs royalistes notables. Quelques citoyens motivèrent leurs votes : Durbach, pour affirmer son libéralisme, écrivit : « L'acte renfermant les moyens de parvenir à tous les perfectionnements nécessaires et désirables, je vote pour son adoption. » Le maire de Longwy et trois de ses concitoyens précisèrent leur opposition à l'hérédité de la pairie. Quel qu'ait été le succès de ce plébiscite, il restait incomplet, car le nombre des abstentions était double de celui des votants. En particulier, l'inertie de l'arrondissement de Briey avait été presque complète ; les bourgs, les petites villes, avaient montré le plus d'élan : c'est le cas de Saint-Avold, de Forbach, de Longuyon, de Sarreguemines, de Sarralbe. Les villages, sauf aux environs de Metz, avaient été très inégaux : autour de Sarrebruck, on en trouve qui n'ont donné qu'une voix, celle du maire, ou que quatre oui, dont trois émanent de fonctionnaires. Mais par contre la ville de Sarrebruck montra un zèle étonnant, alignant 400 noms ; mais cette belle liste ne prouve point l'ardeur de son patriotisme français, car on y peut noter le notaire Lauckhard et le pasteur Zimmermann, tous deux connus pour leurs sentiments allemands ! En résumé, le recul était considérable depuis les 55.000 oui du plébiscite de 1804, mais il était beaucoup moins accentué que dans l'ensemble de la France. La Moselle se classait donc parmi les départements bonapartistes, quoiqu'en moins bon rang que la Meurthe à qui 43.000 oui assuraient la première place dans le résultat du plébiscite (77).

Les élections législatives n'intéressèrent qu'un nombre restreint de citoyens puisque les conditions de cens étaient assez sévères, mais leur résultat n'en fut pas moins significatif. Le collège électoral du départ-

(76) A. N. B II 916 A-B-C, 917 A-B-C.

(77) PARISOT (R.) : *Histoire de Lorraine*, III, p. 120.

tement, réuni le 10 mai à l'hôtel de ville de Metz, choisit comme députés le général Grenier — qui, arrivant de Sarrelouis, sa ville natale, fut élu d'acclamation — Durbach, dont on a vu le rôle pendant la Restauration, et Barthélémy, magistrat qui faisait partie du comité confidentiel formé par le baron de Gérando. Les électeurs de l'arrondissement de Metz donnèrent leur confiance à Rolland, qui avait été membre de la Législative, et dont la fortune de 30.000 francs de rente consistait pour les deux tiers en biens nationaux (78). Thionville désigna Bouvier-Dumolard, que Napoléon venait de nommer préfet de la Meurthe ; Briey choisit un fonctionnaire bonapartiste. Certains des représentants de la Moselle jouèrent, en juin et juillet 1815, un rôle assez important à la Chambre des députés : Grenier fut, aux côtés de Fouché et de Carnot, membre de la Commission exécutive et la seconde Restauration le mit à la retraite ; Durbach, au lendemain de Waterloo, proposa à ses collègues de déclarer les Bourbons ennemis du peuple français ; Bouvier-Dumolard et lui furent compris dans l'ordonnance de proscription du 24 juillet. On voit que les choix de la Moselle furent très prononcés dans le sens patriote et libéral, et que le baron Ladoucette pouvait être satisfait des élections qu'il avait préparées en faisant imprimer, sous forme de brochure, une « Lettre d'un capitaine d'artillerie à son frère, maire d'une commune du département » (79). Les ci-devant nobles y étaient vivement pris à partie, tandis que les acquéreurs de biens nationaux étaient rassurés par l'évocation des souvenirs de 1792 et de 1793, par l'affirmation de la nécessité de sauvegarder l'indépendance nationale.

Mais il est une preuve de patriotisme de la Moselle plus décisive que toutes les élections. C'est l'effort militaire du département (80). Les réquisitions, ordonnées dès le début d'avril pour l'approvisionnement des places fortes, furent menées à bien en un mois. Des centaines d'ouvriers, d'ailleurs généreusement payés de 2 à 4 francs par jour et relevés toutes les semaines, palissadèrent les abords de Metz. On rechercha les bois d'aulne et de bourdaine pour la fabrication de la poudre. Les communes durent fournir des chevaux pour la remonte de la cavalerie ; sur la Moselle et sur la Sarre, les bacs et les nacelles furent ramenés dans les villes fortifiées ; des redoutes furent établies en une trentaine de points stratégiques du département, et 4.500 paysans furent appelés à y travailler. Enfin la Moselle leva 14 bataillons d'élite de la garde

(78) *Journal de la Moselle*, 15 mai 1815.

(79) Cette brochure se trouve dans A. N. F^r 9.683.

(80) A. D. Moselle, K 2.

nationale, qui furent répartis entre ses places. Deux d'entre eux reçurent des drapeaux brodés par les dames de Sarrebruck et de Thionville. On organisa des corps francs, des détachements d'éclaireurs et de lanciers. Cet effort évoquait les temps héroïques de 1793, et pouvait presque être comparé à celui qu'avaient dirigé les représentants en mission (81).

L'armement des gardes nationales d'élite et des bataillons sédentaires était d'autant plus nécessaire que, vers la mi-juin, la région se trouva presque entièrement abandonnée par les troupes régulières (82). Le 4^e corps d'armée s'était pourtant rassemblé en Moselle sous le commandement du général Gérard; le maréchal Ney avait fait, au début d'avril, une tournée d'inspection à Metz et à Sarrelouis, sa ville natale, qu'il revit pour la dernière fois. Puis les régiments, grossis des anciens soldats rappelés sous les Aigles, s'éloignèrent vers le Nord, et les places restèrent sous la protection des dépôts, de quelques bataillons de ligne et des gardes nationales. Des bataillons d'élite de la Meurthe et des Vosges vinrent renforcer ces garnisons, car tous les départements de l'Est avaient été témoins du même effort patriotique. C'étaient décidément tous les souvenirs de la Révolution qui remontaient à la surface quand arriva en Moselle un bataillon meurthois dont le drapeau noir portait une tête de mort entourée de ces inscriptions: La Terreur nous devance, la Mort nous suit; Vaincre ou mourir. (83). Même les élèves du lycée de Metz avaient formé une musique militaire et des escouades pour le service des canons! Cet effort s'était accompli au milieu de la bonne volonté générale des populations: s'il y avait des mécontents, des hésitants, l'esprit public était assez prononcé pour que toutes les dissidences demeuraient cachées, dans l'attente anxieuse des événements décisifs.

VIII. — La seconde invasion

L'invasion et la nouvelle de Waterloo s'abattirent sur la Moselle avec une soudaineté inattendue. Le 23 juin, les Bavares du corps de Wrède entrèrent dans Sarrebruck, malgré la résistance que leur opposèrent les gardes nationaux des Vosges, quelques douaniers et un dé-

(81) A. D. Moselle, R 272-288. Chaque bataillon d'élite devait être fort de 700 hommes, mais dès le mois de juin on comptait environ 10 0/0 de déserteurs.

(82) Pour les préparatifs militaires, voir le *Journal de la Moselle*, 25 avril à 25 juin 1815.

(83) PERRIN (R.): *op. cit.*, p. 73.

tachement d'un corps franc (84). Derrière les Bavaois s'avancait déjà le corps russe de Langeron, et presque aussitôt Sarrelouis fut, d'ailleurs en vain, sommée de se rendre. D'autres colonnes ennemies tentèrent un coup de main sur le bourg fortifié de Rodemack, dominé par un vieux château, mais l'énergique résistance de gardes nationaux de la Meurthe repoussa cette tentative (85). Déjà le préfet avait prescrit aux milices sédentaires d'occuper les redoutes que l'on venait de construire à tous les points stratégiques, mais il était trop tard (86). Malgré un petit combat soutenu à Saint-Avold, les colonnes d'invasion se répandaient dans les campagnes, et la nouvelle de Waterloo, connue dès le 23, confirmée le 24, n'était point faite pour encourager la résistance. On ne voulait pourtant point ni s'abandonner aux ennemis, ni rappeler le Roi. Ladoucette affirmait que son département avait horreur du joug de l'étranger, que ses administrés plaçaient leur espoir dans les Chambres et dans le gouvernement provisoire, dont un de leurs députés, le brave général Grenier, faisait partie. Le public messin s'enthousiasmait encore, si l'on en croit le *Journal de la Moselle*, lors d'une représentation théâtrale du Pont d'Arcole, à l'apparition de Bonaparte sur la scène (87). Mais, dès le 26 juin, Chappe pouvait enregistrer de sa main, en son bureau du Louvre, la dépêche télégraphique qui annonçait l'arrivée de l'ennemi aux portes de Metz. Comme en 1814, les places de la région allaient se trouver bloquées.

Toutes tinrent bon, et les armées bavaoise et russe durent se contenter de les entourer. Les corps francs réussirent même des exploits peu banals : dans la Meurthe, les volontaires du commandant Brice faillirent s'emparer à Sarrebourg du Tsar et de l'empereur d'Autriche (88). En Moselle, plus d'un millier d'hommes, encadrés d'anciens officiers, combattirent sous les colonels Yung et Viriot, tous deux enfants du pays, comme l'était également le général Guillaume de Vaudoncourt que Napoléon avait chargé de l'organisation des corps francs de toute cette frontière (89). Parmi ces patriotes, l'un des plus dévoués fut le capitaine Frantz, avocat au barreau de Metz, qui lors de la vi-

(84) BABELON (E.) : *Sarrelouis et Sarrebruck*, p. 228. Voir une lettre du sous-préfet de Sarrebruck du 9 juin 1815, A. D. Moselle, 17 V à 26 V.

(85) PRUGNEAUX : *Combat de Rodemack*. KLIPFFEL (L.) : *Le siège de Bitche en 1815* (Amis de la Sarre, 1929, p. 205). HUGO (Général), *op. cit.*

(86) Cf. F^t 9.682. Rapport de Ladoucette des 24, 25, 26 juin 1815.

(87) *Journal de la Moselle*, 5 juillet 1815.

(88) BRICE (R.) : *Le général Brice* (Pays Lorrain, 1923).

(89) Voir, en plus des biographies de BÉGIN et de NÉRÉE QUÉPAT, *Journal de la Moselle*, 7, 14, 19 juillet 1815.

site de Ney à leur commune ville natale, avait promis au maréchal de tout sacrifier à la défense de la Patrie. Le plus bel exploit de ces volontaires fut de disperser, dans la nuit du 12 au 13 juillet 1815, le corps bavarois qui bloquait Longwy, et de lui faire 1.200 prisonniers, dont la plupart furent ramenés à Metz. Ce trait héroïque est le témoignage d'un patriotisme renouvelé de l'époque révolutionnaire, d'un esprit de résistance nationale que 1814 n'avait pas connu au même degré. Tout cela explique les difficultés que rencontra la seconde Restauration pour se faire reconnaître à Metz et par contre-coup en Moselle.

Depuis la nouvelle de Waterloo, le chef-lieu avait connu des jours assez mouvementés. Le colonel Chartener, chef de la garde nationale sédentaire, avait rappelé aux soldats-citoyens la tradition de Metz-la-Pucelle ; les corps francs avaient enlevé des postes ennemis à Pange, à Cuvry, à Jouy et Frescati ; un détachement de la ligne avait ramené de Gravelotte quinze prisonniers russes. La ville avait vu passer dans ses murs les négociateurs que la Chambre envoyait à Mannheim traiter de la paix, et avait cru à jamais écarté le spectre d'une restauration. Le 1^{er} juillet, le général Belliard avait annoncé l'abdication de l'Empereur, et sur les murs avait été affichée une proclamation patriotique : « Soldats, soyons toujours tout à l'honneur, tout à la Patrie et à l'Empereur Napoléon II ». (90). Mais bientôt le préfet reçut les ordonnances royales des 8, 9, 10 juillet et il apprit que le retour du Roi dans sa capitale était un fait accompli. Il n'osait pourtant publier ces nouvelles, tant était grande l'exaltation de la ville. Le 14 juillet, Frantz et ses volontaires étaient rentrés vainqueurs de Longwy : partout ils avaient fait arborer les drapeaux tricolores, et au théâtre, le soir, la foule répétait les couplets patriotiques. Le général Guillaume voulait faire arrêter le commandant de la place, Miollis, usurper ses fonctions, et tenir tête : ses projets lui valurent d'être condamné à mort par contumace, en 1816. Belliard et Ladoucette durent faire incarcérer Frantz et les plus violents des agitateurs ; le préfet excusait les sentiments si peu royalistes de ses administrés en écrivant : « Il est un trait caractéristique que les habitants de la Moselle ont hérité de leurs pères, et dont rien ne peut les faire départir : ils redoutent extrêmement d'être démembrés de la France, ou d'avoir des garnisons étrangères. » (91).

Il fallut beaucoup de patience pour convaincre les Messins et la gar-

(90) *Journal de la Moselle*, 7 juillet 1815.

(91) Rapport de Ladoucette du 15 juillet. A. N. F⁷ 9.682.

nison de la nécessité de reconnaître la seconde Restauration. Le Conseil municipal, après avoir décidé, le 15 juillet, d'envoyer une députation auprès de Louis XVIII, n'osait point agir, car il craignait le déchaînement des passions populaires. Le 17, le préfet fit placarder la nouvelle de la soumission au Roi de l'armée de la Loire, et le 20 enfin, en même temps que le maire Chédeaux, il fit afficher un appel aux habitants. Il les invitait à se rallier au Roi, qui seul pouvait rétablir la paix. Tous ces délais n'étaient naturellement pas du goût des royalistes, qui dénonçaient déjà les tergiversations des fonctionnaires nommés par Napoléon. Le secrétaire général Viville, dont le ralliement à l'Empereur n'était qu'une feinte, tenta le 24 juillet d'écarter le baron Ladoucette, en même temps que Marchant essayait de reprendre sa place à la mairie et d'Arros la sienne à la sous-préfecture. Leurs tentatives furent vaines, car l'autorité militaire était décidée à maintenir les fonctionnaires de Napoléon jusqu'à l'arrivée du nouveau préfet, le comte de Bondy, désigné par l'ordonnance royale du 12 juillet comme successeur de Vaublanc envoyé à Marseille (92). C'est en vain que quelques royalistes poussèrent le procureur général à poursuivre Ladoucette et Chédeaux en usurpation de fonctions ; ce magistrat préféra ne pas entamer une lutte contre l'autorité militaire (93). Enfin le 24 juillet vit arborer à la cathédrale le drapeau blanc qui flottait sur Paris depuis deux semaines ; dès lors la Restauration put être considérée comme un fait accompli, car déjà les autres places avaient reconnu le gouvernement royal.

Mais bien des difficultés restaient à résoudre. Pourtant deux conventions, signées par le général Belliard et Langeron les 23 et 24 juillet, avaient réglé le sort de Metz et de Sarrelouis. Ces places restaient libres d'ennemis, comme une trentaine de villages autour du chef-lieu. Les Russes cessaient de les bloquer. Un arrangement analogue fut conclu pour Thionville, mais par contre le prince de Hesse-Hombourg tenait à occuper Longwy, où flottait pourtant le drapeau blanc (94). A la faveur d'un armistice, le maréchal de camp Ducos put envoyer à Paris un officier qui revint avec l'ordre de défendre la place. Les Prussiens, décidément les plus implacables de nos ennemis, reprirent le

(92) Une dénonciation signée Rambourg de Viré fut envoyée au ministre le 23 juillet. A. N. F^r 9.683.

(93) Rapport du procureur général, 25 juillet 1815. A. N. BB³⁰ 191.

(94) Cf. *Annuaire Verronnais*, 1829, p. 197. CLauteaux: *Essai sur l'histoire de Longwy*, p. 58 à 96. Montmédy subit alors un sort analogue (cf. PARISOT (R.), *op. cit.*). Le siège de Longwy entraîna l'incendie du village de Chénières.

siège le 8 septembre ; après un bombardement d'une semaine, Longwy capitula le 16, et les vainqueurs entrèrent dans une ville que 30.000 bombes avaient à moitié détruite. C'est ainsi que les derniers coups de canon furent tirés en Moselle trois mois après Waterloo : cet acharnement des Prussiens indigna à juste titre l'opinion publique, et il est assez singulier que le gouvernement royal n'ait pas réussi à calmer ceux qu'il était obligé d'appeler ses alliés, par une fiction qui était peut-être très diplomatique, mais que les masses, en leur patriotisme instinctif, ne purent jamais admettre.

Quand prit fin ce dernier prolongement de la guerre, il y avait déjà six semaines que Ladoucette avait quitté la préfecture de la Moselle. M. de Bondy était en effet arrivé à Metz le 3 août, au moment où s'opérait, non sans difficultés, le licenciement des bataillons d'élite de la garde nationale (95). La crise n'était certes pas terminée, comme le montrera l'histoire des mois suivants, mais sa période aiguë était passée. Les Cent Jours avaient vu en Moselle, et surtout à Metz, le réveil d'un patriotisme soucieux de la liberté en même temps que de l'indépendance nationale. Le mouvement des esprits, après plus de quinze ans d'inertie, avait reçu une telle secousse que ces trois mois apparaissent à l'origine de tout le développement ultérieur de l'opinion publique. Depuis la Révolution, aucun événement n'avait eu autant d'importance, n'avait marqué les hommes d'une empreinte aussi durable.

Mais 1815 n'est-il pas une sorte de résurrection de la Révolution ? Pendant toute la durée de la Restauration, les partis et les individus conservèrent dans le classement des opinions la place qu'ils avaient occupée pendant les Cent Jours, et 1830 vit l'explosion irrésistible de sentiments longtemps contenus ou assoupis. Ces remarques valent évidemment pour toute la France ; mais leur application à la Moselle, à son chef-lieu, est particulièrement saisissante : l'histoire locale n'y est pas seulement le reflet des événements parisiens, et si elle n'est point indépendante de celle de la capitale et de l'ensemble du pays, elle n'en possède pas moins une certaine autonomie. Or, en 1815, la Moselle s'était classée patriote et libérale ; l'esprit vraiment royaliste ne s'y était guère montré, pas plus que pendant la première Restauration. Tous les départements de l'Est avaient d'ailleurs ressenti de la même façon les espoirs et les deuils de cette année chargée d'événements, et dans tous

(95) Il est curieux de noter à ce propos que certaines compagnies d'artillerie, nécessaires pour le service de la place de Metz pendant la réorganisation de l'armée, ne furent dissoutes qu'en avril 1817 (Renseignement indiqué par M. le commandant Klipffel).

la répercussion en fut d'autant plus durable qu'il s'agissait de faits qui avaient touché tous les habitants en leur vie privée et dont par deux fois l'invasion avait souligné la profonde réalité. Un exemple suffit à prouver de quelle empreinte 1815 marqua l'esprit public en Moselle : dans le livre de raison d'un vigneron de Rozérieulles, village tout voisin de Metz, parmi l'énumération des naissances, des morts familiales ou des dates de vendanges, on ne rencontre que deux événements généraux, les seuls qui aient sans doute frappé l'esprit de bien des paysans : la fête de la Fédération, célébrée si bruyamment en 1790, à l'aube des temps nouveaux, et l'apparition, 25 ans plus tard, des Cosaques dans les campagnes lorraines (96).

(96) Nous devons cet exemple à l'obligeance de M. le commandant Klipffel.

CHAPITRE IX

LA RESTAURATION (1815-1830)

I. — La paix et l'occupation alliée

La seconde Restauration débuta en Moselle sous de malheureux auspices (1). La perte de la rive gauche du Rhin nuisait aux intérêts économiques de la région autant qu'elle blessait le patriotisme de ses habitants; la crise des Cent Jours avait réveillé des sentiments qui semblaient assoupis depuis la Révolution. En 1814, la monarchie légitime avait succédé à une monarchie impériale qui s'était depuis longtemps éloignée de ses origines populaires, qui s'était figée en un nouvel ancien régime, et que servaient MM. de Vaublanc, de Wendel, d'Hunolstein, et tant de leurs amis; en 1815, le gouvernement du Roi avait à contenir les passions ressuscitées, à ramener au calme des populations dont une minorité agissante avait retrouvé l'esprit de 1793, et dont une autre minorité allait porter les opinions royalistes au delà des limites raisonnables. Sa tâche était donc infiniment plus lourde qu'elle ne l'avait été un an auparavant; l'heure était venue où le département de la Moselle, et surtout son chef-lieu, considérés depuis 15 ans comme faciles à administrer, allaient donner aux préfets successifs des embarras qui eussent été bien plus graves si la masse des campagnards n'avait presque toujours échappé à toute agitation. Tous les départements de l'Est connurent d'ailleurs des difficultés analogues, qui se compliquèrent encore du fait qu'il fallut trois ans pour liquider les conséquences du désastreux retour de l'île d'Elbe.

Le premier résultat de l'aventure napoléonienne fut la diminution de territoire qu'imposa à la Moselle le traité de Paris du 20 novembre 1815. On sait ce qu'elle fut : le département perdit Sarrebruck et Sarrelouis, quatre cantons peuplés de 40.000 habitants (2). Ce n'est point ici le moment de revenir sur l'importance économique de ce reculement des frontières, par lequel la région de l'Est perdit ses ressources houillères, y compris celles dont disposait déjà la France de l'Ancien Régime; au point de vue national et moral la distinction s'impose entre Sarrebruck

(1) Pour l'étude des charges que le département supporta après les invasions de 1814 et 1815, voir notre thèse complémentaire.

(2) CHASTELLUX (DE) : *Statistique de la Moselle*, p. 194.

et Sarrelouis, entre l'ancienne capitale des comtes de Nassau, qui n'était pas française avant la Révolution, et la place forte fondée par Louis XIV.

On a vu qu'en 1814 la première de ces villes avait accepté sans grande joie le traité qui la laissait à la France. Elle s'était d'ailleurs accommodée de ce qu'elle ne pouvait éviter, et son attitude pendant les Cent Jours ne causa pas à l'administration de souci particulier. Le sous-préfet d'Andlau, envoyé alors en mission à la frontière, avait eu une impression favorable (3); à son avis, le curé était bon, les ministres protestants tranquilles et silencieux, et même l'un d'eux, qui un an auparavant s'était fait remarquer par sa haine des Français, s'était assagi. Seul le receveur municipal, esprit dangereux, avait été envoyé dans l'intérieur de la France. L'optimisme de d'Andlau était sans doute excessif, puisque le préfet Ladoucette jugea utile d'envoyer une proclamation particulière au maire Rupied, qui la fit afficher dans les deux langues. Tous les bienfaits de l'administration impériale y étaient rappelés, la prospérité du négoce, le rétablissement, qui venait d'avoir lieu, d'une Chambre de commerce, d'un conseil de prud'hommes, d'une sous-préfecture provisoire, et certes toutes ces mesures étaient plus habiles que les malencontreuses économies imposées par le gouvernement de la première Restauration. Mais le calme de Sarrebruck ne pouvait faire illusion sur l'absence complète de patriotisme français, qui se révéla dès l'occupation de la ville par les Alliés, après une courte défense dont l'honneur revient aux gardes nationales des Vosges et aux corps francs bien plus qu'aux habitants. Le comte d'Alopeus, redevenu gouverneur général de la Lorraine, détacha Sarrebruck du reste des territoires occupés, dès le 5 juillet; une nouvelle municipalité eut à sa tête le pasteur Zimmermann et Böcking, revenu après un an d'exil (4). Quand Hardenberg passa dans la ville, une députation lui demanda le rattachement à la Prusse; puis une pétition dans le même sens circula, et réunit d'ailleurs encore moins de signatures que les registres ouverts deux mois auparavant pour l'acceptation de l'acte additionnel. Böcking et le notaire Lauckhard allèrent à Paris suivre les négociations, dont il ne peut être question de refaire ici l'histoire. Ils obtinrent assez facilement gain de cause, puisque Talleyrand céda en principe dès la fin de septembre et que le duc de Richelieu ne se montra pas plus combatif, malgré un mémoire rédigé par les Salines de l'Est et par la direction des Ponts et Chaussées pour démontrer l'importance des mines. Le 26 novembre 1815 vit donc l'entrée solennelle dans Sarrebruck du chancelier Hardenberg: la ville allait dès lors de-

(3) Rapport de d'Andlau, 31 mai 1815. Lettre de Ladoucette à Rupied, 17 juin 1815. A. N. F⁹ 9.682.

(4) CAPOT-REY (R.): *Quand la Sarre était française*, p. 278.

venir ouvertement ce qu'elle était déjà en réalité, le centre du germanisme sur la Sarre moyenne. L'opinion messine ne se fit d'ailleurs aucune illusion à ce sujet, car en aucun temps elle ne considéra Sarrebruck comme une ville française arrachée à sa patrie : pour Metz ce ne fut jamais qu'un centre économique en pays étranger, et les relations entre les deux cités furent purement commerciales, jamais sentimentales.

Il n'en fut pas de même pour Sarrelouis. Colonie de Français venus des provinces de l'intérieur à l'époque de sa fondation par le grand Roi, elle était essentiellement patriote (5). Elle avait ardemment vécu la période révolutionnaire, et donné aux armées des centaines d'officiers, derrière Ney, Grenier, Reneauld. Les familles influentes de la région, les Villeroy, les Lasalle, les Gouvvy, dont le chef se suicida pour ne pas devenir Prussien, étaient purement françaises. Il est vraiment douloureux que la diplomatie de la Restauration n'ait pu conserver cette ville à la France, et que le 30 novembre 1815, la garnison française ait dû évacuer la place forte, devenue officiellement prussienne. Naturellement la perte de Sarrelouis fut douloureusement ressentie par les patriotes de la Moselle, et à chaque crise, en 1830, en 1848, l'opinion messine pensa vivement à la petite ville où les souvenirs français se maintinrent longtemps, de même que la langue nationale, plus ou moins mélangée de patois allemand. Mais l'émigration progressive de bien des familles vers la France, l'afflux des immigrants, finirent par transformer la population, surtout après 1870, et c'est avec quelque mélancolie que Pierre Braun raconte l'impression que lui laissa une visite qu'il fit à Sarrelouis en 1895 : il y rencontra un M. Régnier, petit vieillard cassé, parlant mal le français, qui lui dit que, quelques années auparavant, il existait encore un cercle où l'on conversait dans la langue des aïeux ; mais il restait seul alors, et les mots qu'il n'avait plus l'occasion d'employer lui revenaient difficilement à la mémoire ! (6). Enfin l'installation de la Prusse sur les rives de la Sarre bouleversa la situation qu'avait connue la région lorraine avant la Révolution : au lieu de petites principautés plus ou moins soumises à l'influence française, elle trouva de l'autre côté de la frontière une grande puissance militaire, foncièrement allemande.

Tandis qu'en 1814 les Alliés avaient évacué le territoire français aussitôt la paix conclue, le traité du 20 novembre 1815 prévoit une oc-

(4) BABELON (E.) : *Sarrebruck et Sarrelouis*. Dans *Travaux du Comité d'Etudes*, tome I, voir l'étude d'AULARD : *Un témoignage sur la persistance du sentiment français à Sarrelouis (1815-1880)* — et un article paru dans la *Revue de Paris*, 1919 : *Landau et Sarrelouis, villes françaises*. BALTZER (G.) : *Historische Notizen über die Stadt Saarlouis*.

(6) BRAUN (P.) : *A propos de Sarrelouis* (Pays Lorrain, 1925).

cupation qui pouvait durer cinq ans, mais qui effectivement prit fin au bout de trois. De toutes les places lorraines, Metz seule demeura libre d'ennemis, et put continuer à surmonter ses armes de la Pucelle symbolique. Ce privilège flatta la fierté patriotique des Messins, qui ne furent jamais sevrés de spectacles militaires. Dès janvier 1816, ils assistèrent à la prestation de serment d'un nouveau corps réorganisé avec des éléments des anciens régiments dissous, la légion départementale de la Moselle (7). La garde nationale put alors prendre un repos bien mérité, après avoir fourni pour le service de la place 154.000 hommes en deux ans. L'année 1816 vit encore le serment de la légion des Ardennes, avec promenade en ville du buste du Roi, ascension d'un ballon en ce quartier du Fort où était né Pilâtre de Rozier. Puis vint la remise des drapeaux, bénis par l'évêque à la cathédrale, ornés des cravates attachées par la préfète et sa fille (8). Plusieurs autres unités de la nouvelle armée furent encore organisées à Metz, et la plaine Chambière fut souvent le théâtre de parades rythmées par cet air « chéri des Français », Vive Henri IV, de messes solennelles. Dans les banquets militaires, les nouveaux chevaliers français ne manquaient pas de rendre hommage au beau sexe, pour parler le langage troubadour de ce temps. Des légions changèrent de garnison, rejoignant d'autres places restées libres d'ennemis, Strasbourg, Brisach. Le chef-lieu de la Moselle ne perdit donc pas un instant son caractère de ville militaire.

Pendant ce temps, l'occupation alliée couvrait le reste du département (9). En 1815, la Moselle fut traversée par de nombreuses colonnes prussiennes, russes, bavaoises, dont certaines stationnèrent jusqu'en novembre, afin que leur présence obligeât le gouvernement royal à signer la paix. Les Russes partirent les premiers et on les regretta au point que leur chef, le comte Paravicini, faillit recevoir, sur sa demande d'ailleurs, une épée d'honneur en témoignage de la bonne conduite de ses troupes. De juillet à décembre, le département dut ravitailler des dizaines de milliers de soldats alliés, et cette charge lui créa une lourde dette.

Au cours des années suivantes, en dehors d'un détachement de Cosaques établi à Courcelles-Chaussy, il ne resta que des Bavaois et des Prussiens. Les premiers, dont l'effectif varia de 8.000 à 11.000 hommes, avaient pour chef le général de la Motte, établi à Sarreguemines. En certains moments, ils se trouvèrent dispersés dans 120 villages, depuis Bouzonville et Faulquemont jusqu'à Bitche. Plus tard, ils se concentrèrent dans quelques chefs-lieux de canton, qui se trouvèrent alors abriter

(7) *Journal de la Moselle*, 20 et 25 juillet 1816.

(8) *Ibidem*, 25 mars, 15 avril, 5 avril, 5 juin, 15 et 31 août 1816.

(9) Archives de la Guerre, Occupation par les troupes alliées, 1816-1817.

autant de soldats que d'habitants. Les Prussiens, dont le commandement appartenait à Ziethen, fixé à Sedan, étaient environ 7.000, tantôt dispersés dans une quarantaine de communes, tantôt réunis à Thionville et Longwy. Quelques détachements occupèrent aussi Gorze, Ancy, Rozérieulles, au sud de Metz. Lors d'une inspection passée par le roi de Prusse en août 1817, on vit 12.000 hommes rassemblés à Longwy, 9.000 à Mars-la-Tour, mais ces chiffres exceptionnels descendirent au cours de la dernière année de l'occupation à 4.000 soldats pour les deux places fortes (10). Naturellement, chaque fois qu'un corps de l'armée d'occupation évacua l'intérieur de la France, par exemple les Russes en mai 1817, la Moselle reçut une surcharge temporaire, surtout pour les villages situés sur la route de Paris à Mayence. On vit aussi Wellington, qui venait de visiter Metz, passer la revue des Prussiens aux environs de Thionville en septembre 1816 (11), et traverser Sarreguemines en 1815.

Dans l'ensemble, les troupes alliées étaient disciplinées et leur conduite fut bonne; il est curieux de noter que les querelles entre soldats et habitants furent plus fréquentes dans les villages de langue allemande que dans ceux où l'on ne parlait que français: paysans et troupiers, se comprenant, s'échauffaient par la discussion dans les cabarets. Il ne fut pas rare de voir réunis « fraternellement » les Alliés et les populations à l'occasion de diverses fêtes: c'est ainsi que le mariage du duc de Berry fut célébré à Sarreguemines par un banquet auquel avaient pris place les autorités, des officiers en demi-solde et les chefs bavares; un inspecteur des douanes y chanta des couplets de sa composition. A Bouzonville, en 1817, à l'occasion de la Saint-Louis, se succédèrent les toasts d'un colonel bavarois à Louis XVIII, du maire aux Alliés de la France et au roi Maximilien (12). Il est d'ailleurs évident que ce genre de réjouissances était loin de plaire à tous les assistants.

Des incidents restaient inévitables, et certains portaient indirectement atteinte au prestige des Bourbons, qui n'étaient pourtant point responsables de l'invasion. C'est ainsi que l'arrestation de deux combattants des corps francs à Novéant, accompli par les ordres identiques d'un lieutenant prussien et d'un maire légitimiste, risquait de laisser un souvenir

(10) Le roi de Prusse passa à Thionville le 12 août 1817; il y fut salué par le général Ernouf et le comte de Tocqueville. Il dîna le même jour à la préfecture de Metz, où son fils Guillaume I^{er} devait revenir en vainqueur, et partit pour Ligny. *Indépendant*, 15 août 1817. Frédéric-Guillaume III passa à nouveau à Thionville en juin 1821.

(11) *Indépendant*, 15 septembre 1816, *Annuaire Verrounais*, 1817, p. 34. Wellington traversa encore Metz en août 1821.

(12) A. D. Moselle, M supplément.

durable dans les environs (13). Enfin l'occupation entraîna des charges financières qui pesèrent d'autant plus lourdement sur les populations que la disette fut effroyable en 1816 et 1817 (14). La commission départementale qui fut chargée de régler les comptes, jugeait que 2.500.000 francs de charges de guerre ne seraient pas remboursées; le préfet indiqua en 1818 que la dette départementale avait augmenté de plus de 3 millions de francs, et, qu'en y comprenant les pertes individuelles, la Moselle avait perdu 12 millions! (15). La région de Longwy avait souffert plus qu'aucune autre, car le bombardement de 1815 avait causé aux maisons des dommages évalués à 473.000 francs, dont 40.000 seulement furent indemnisés par un don de la liste civile, absorbé d'ailleurs pour moitié par la réparation de l'église (16)). On voit donc que le principe qui met à la charge de la Nation les dommages de guerre, était inconnu il y a cent ans; bien d'autres exemples d'inutiles réclamations le montreraient, mais il suffit ici d'indiquer que si le trésor de l'Etat trouva son profit en cette indifférence, les malheurs individuels firent bien des mécontents.

Enfin arriva l'heure de la libération du sol national. En quittant Boulay le 31 octobre 1818, chaque soldat bavaïois reçut de la municipalité un litre de vin, en témoignage de bonne conduite (17); puis 10.000 Russes, 5.000 Saxons, traversèrent le département en bon ordre. Dès le 15 novembre, l'arrondissement de Sarreguemines était libre de tout occupant; enfin, le 24 novembre, le duc d'Angoulême entra, à la tête de la légion du Haut-Rhin, dans Thionville pavoisée de drapeaux blancs, et, le 1^{er} décembre, Longwy reçut une garnison d'un bataillon (18). On peut se demander si les populations surent gré de leur délivrance au gouvernement du Roi: on n'en trouve guère de témoignage, et il est à tout le moins certain que l'évacuation ne suscita point un de ces mouvements d'opinion dont l'unanimité balaie toutes les querelles. Divisions et agitations politiques subsistèrent, avec l'image d'une gloire absente, d'une prospérité diminuée. Un an auparavant, M. de Tocqueville, préfet de la Moselle, avait écrit une phrase qui restait vraie: analysant l'esprit public de son département, qui lui semblait n'avoir de chaleur bien vive dans aucun sens et ignorer les haines comme les opinions tranchantes, il disait: « quelque soit la différence des idées, *un sentiment commun réunit*

(13) *Ibidem*, 55 M 3.

(14) Pour l'étude de la disette de 1819, voir chapitre XXI, paragraphe 3.

(15) Conseil général, 18 juin 1818, A. N. F¹^e III, Moselle 9.

(16) A. D. Moselle, 1 P 16. *Annuaire Verronnais*, 1829, p. 198.

(17) *Journal de la Moselle*, 10 novembre 1818.

(18) *Ibidem*, 5, 10, 15, 25 novembre 1818. A. N. F⁷ 6.759.

tous les esprits: c'est la haine des étrangers » (19). Si, matériellement, l'occupation alliée n'avait pas été fort dure — l'année 1815 exceptée — elle ne pouvait néanmoins que renforcer cette disposition naturelle des esprits, d'autant plus que les indemnités accordées par le gouvernement furent loin d'être généreuses. Il reste à voir dans qu'elle mesure ce patriotisme ombrageux et militaire pouvait se concilier avec le sentiment monarchique, dans quelle mesure il allait aider au maintien des idées libérales en Moselle.

II. — La réaction royaliste et les résistances

L'autorité du Roi était à peine reconnue dans tout le département, qu'il fallut déjà songer aux élections. Dès le 14 août 1815 en effet, les collèges d'arrondissement se réunirent pour désigner chacun sept candidats au choix du collège départemental, car le droit d'élection qu'ils venaient d'exercer pendant les Cent Jours ne leur avait pas été maintenu par la Restauration (20). Les résultats furent assez singuliers: la liste de présentation contient les noms de plusieurs des députés élus en mai, nettement libéraux, Rolland, Grenier, Barthélémy, mais aussi ceux de francs royalistes, d'Hausen, de Wendel, de Gourcy. Les élections au grand collège eurent lieu les 22, 23 et 24 août, quelques jours après l'arrivée d'un nouveau préfet, M. de Lachadenède, dont le premier acte avait été de lancer un appel à la conciliation. Sur 276 inscrits, environ 200 se réunirent à l'hôtel de ville de Metz, sous la présidence de l'ancien ministre de la Convention, Beurnonville, devenu pair de France et ministre d'Etat. Après la prestation de serment, le choix des scrutateurs parut déjà un succès royaliste; les électeurs purent les commenter à leur aise, car la séance fut remise au lendemain après ce premier scrutin. Parmi les candidats présentés par les collèges d'arrondissement, furent élus trois anciens émigrés, jadis ralliés à l'Empire, d'Hausen, de Wendel et d'Hunolstein; le quatrième élu était le premier président Voysin de Gartempe, d'opinions modérées. Enfin le troisième jour de vote vit le succès de MM. Pyrot, Mennessier et de Jobal; ces deux derniers étaient des royalistes déterminés, peut-être même exagérés. Beurnonville se déclara très satisfait, car le choix de propriétaires riches à 20 à 100.000 francs de revenus, obtenu malgré « la faction jacobine », était un brillant succès. Mais il ne se faisait point d'illusions: les députés des Cent Jours avaient groupé seulement vingt voix de moins que les vainqueurs, et, pour en-

(19) Rapport de Tocqueville, 9 juin 1817, A. N. F^r 9.683.

(20) A. D. Moselle, 28 M. 2. Le *Journal de la Moselle* garda lors des élections un silence prudent.

traîner les hésitants, il avait fallu que le préfet « y tienne fortement la main », et que le président agisse avec « une noble franchise » (21). Cette fermeté de main, cette noble franchise ressemblent singulièrement à la pression électorale. On conçoit donc que Beurnonville ait jugé que le département était « travaillé de la manière la plus abominable », et qu'il ait écrit : « Il faut y déraciner tous les germes du napoléonisme qui est en vigueur dans la classe moyenne; on ne pourra la faire revenir à l'amour du meilleur des rois qu'en attirant et en sévissant. Il existe un esprit vraiment national parmi les habitants du département de la Moselle qui ont presque tous servi; les sacrifices qu'ils ont fait depuis 25 ans en sont la preuve. Ils sont dévoués à Bonaparte parce qu'il leur a attribué une partie de sa gloire ». Le noble pair signalait encore leur orgueil national humilié et la confiance qu'ils plaçaient dans les militaires comme des causes du mécontentement des habitants (22). Ses rapports avouent donc implicitement que les élections de la Chambre introuvable n'ont pas été, en Moselle du moins, l'expression de l'opinion du pays.

Bien d'autres indices prouvaient que le ralliement des esprits n'était point général. Le bruit courait de la présence de Bonaparte à la tête d'une armée, d'un prochain siège de Thionville, dont le traité du 20 novembre n'avait pas encore ouvert les portes aux Alliés. A la fin de septembre, Lachadenède remarquait à Metz la fermentation sourde et le mauvais esprit du bas peuple, imprudemment introduit dans la garde nationale, notamment dans sa compagnie soldée d'artillerie; seules les classes aisées lui paraissaient animées de bons sentiments. On parlait de complots tramés par d'anciens officiers des corps francs, d'insultes proférées à l'égard des colonnes russes aux environs du chef-lieu (23). En octobre, le préfet s'inquiétait surtout de la présence à Metz de 400 officiers licenciés; il s'efforçait de renvoyer chez eux tous ceux qui n'étaient point originaires de la ville. Mais le remède était dangereux, car précisément des rapports montraient que les soldats libérés répandaient dans les campagnes leur mauvais esprit, et que les maires de villages avaient la faiblesse de tolérer des propos séditieux. Vaublanc, devenu ministre de l'Intérieur, recommandait à Lachadenède la vigueur, et lui écrivait : « Votre département est un de ceux qui demandent une surveillance continue et la plus grande fermeté » (24).

(21) Lettre du préfet Lachadenède, 24 août 1815, A. N. F¹^e III, Moselle 4

(22) Rapport de Beurnonville, 25 et 25 août, A. N. F¹ 9.682.

(23) La source essentielle pour cette période est la correspondance du préfet. A. N. F¹ 9.682.

(24) Lettres ministérielles des 15 et 22 novembre 1815. A. D. Moselle, M supplément.

Le gouvernement avait eu la singulière idée de demander aux curés de cantons des rapports politiques. Les seuls qui soient parvenus jusqu'à nous sont pessimistes : le curé de Sarralbe dénonçait des menées sourdes, des fonctionnaires suspects ; celui d'Ars-sur-Moselle montrait que l'invasion servait de prétexte à des calomnies contre le Roi : « L'impudence est poussée à tel point que les honnêtes gens et les curés sont sans cesse exposés à des insultes depuis plus de cinq mois ». Sa peinture du peuple était fort sombre, car « horrible canaille », « peuple avili », « corruption et impureté des campagnes », « jeunesse corrompue », sont les termes qui reviennent sous sa plume (25).

On voit donc que tous s'accordaient à juger que, vers la fin de l'automne de 1815, le calme des esprits n'était point rétabli en Moselle. Beurnonville avait, dès le mois d'août, indiqué que le rôle de l'autorité était de sévir et d'attirer. Ce n'est guère avant novembre que l'on eut en haut lieu assez d'énergie pour appliquer la première partie de ce programme ; auparavant on s'était borné à condamner deux militaires traités qui avaient brûlé publiquement l'effigie du Roi. Par contre novembre vit prononcer, et afficher par ordre du préfet, 15 condamnations pour cris séditieux poussés par des hommes du peuple ou des soldats (26). Dès lors un général passa en personne, tous les jours, l'inspection de la garde nationale montante, car certains fonctionnaires avaient osé porter la cocarde tricolore. En février 1816, la Cour prévôtale, qui paraît avoir laissé en général agir les tribunaux ordinaires, condamna un factieux à la déportation (27). Le baron de Lachadenède, suivant l'impulsion venue de Paris, affirma aussitôt que l'énergie améliorerait l'esprit public. D'ailleurs ce préfet modéré sentait certainement que nulle hésitation ne lui serait pardonnée. N'avait-il pas un secrétaire général ultra-royaliste, nouveau converti plein d'ardeur, Viville, et ce fonctionnaire ne correspondait-il pas directement avec son protecteur, le ministre Vaublanc ? Il signalait tous les agents de l'autorité dont le changement lui paraissait désirable, et son patron lui promettait souvent satisfaction. Viville était devenu le grand informateur, et ses vingt-sept lettres personnelles au ministre sont un document essentiel (28). On le voit affirmer que le calme n'est qu'apparent, préciser qu'au théâtre, à la représentation d'une pièce de circonstance, « Le roi et la Ligue », on a applaudi

(25) Lettre du curé d'Ars, 16 octobre 1815. A. N. F^r 9,682.

(26) A. D. Moselle, 55 M 3.

(27) A. D. Moselle, 1 U 1.

(28) A. N. F^{te} III Moselle 14. Telle lettre du 15 avril 1816 signale — par erreur — la présence à Sarrebruck du général Hugo « qui a laissé à Thionville de si horribles souvenirs ».

le drapeau ligueur — on le voit s'inquiéter de la présence à Metz de 630 officiers licenciés, des intrigues de Boulay de la Meurthe, réfugié à Sarrebruck, et de Bouvier-Dumolard, rentré à Metz après un rapide exil. On le voit dénoncer un magistrat, un major de la garde nationale, et son ancien chef, le préfet Ladoucette — dénoncer les chefs des corps francs, les francs-maçons — critiquer la marche hésitante du maire Marchant qu'il fit remplacer par M. de Turmel. Il n'épargnait même pas M. de Wendel, à qui il reprochait quelques mauvais choix dans la garde nationale et un système de transaction dangereux !

Les plus petits faits n'échappèrent point à cet observateur vigilant. Quand, en décembre, s'éloigna une partie des troupes alliées, il remarqua aussitôt que les factieux relevaient la tête ; il signala des cris de « Vive l'Empereur », le chant de la Marseillaise dans l'artillerie de la garde nationale. Il ne conseillait point de pactiser avec les factieux, mais de les éloigner de tous les emplois, car il montrait tous ces hommes toujours prêts, malgré les coups qui les frappaient, à agir comme ils avaient fait aux Cent Jours ; il dépeignait les 900 demi-solde de la Moselle unis par de mystérieux signes de ralliement : « Frappés comme les Juifs, ils attendent toujours le Messie, ou plutôt l'Antéchrist, le monstre de l'Apocalypse ». Ses craintes ne se calmèrent qu'en avril 1816, après l'accession de Turmel à la mairie ; alors seulement il déclara que le département était digne de pitié, que le peuple revenait à l'obéissance. L'exécution d'un douanier coupable d'avoir tué un homme qui avait refusé de crier : « Vive l'Empereur », n'était-elle point passée presque inaperçue ? En son nouvel optimisme, M. de Viville, à qui tant de zèle royaliste venait de valoir des lettres de noblesse, déclarait que l'avenir serait assuré si l'on confiait la garde de Metz à la légion du Gard, recrutée en un département dont les sentiments étaient aussi éloignés que possible de ceux de la Moselle, et à un bataillon suisse.

Cet ardent secrétaire général ne fut naturellement pas le seul à surveiller les manifestations de l'esprit public. La police et la gendarmerie furent très actives en 1816, les dénonciations nombreuses. Parmi les suspects que l'autorité fit surveiller, on relève par exemple un bourgeois messin coupable de conserver chez lui un buste de Buonaparte, le secrétaire de l'Association des Polytechniciens, un officier piémontais réfugié à Rombas, l'ancien député Durbach, le général Drouot (29). Le commissaire de police ne manquait pas de signaler les moindres incidents, de noter les cris séditieux ou l'émotion de quelques militaires à

(29) A. D. Moselle, 55 M 3. C'est la source essentielle pour tout ce qui concerne les condamnations. Voir aussi affiche du 23 mars 1816. A. N. F¹⁰ III Moselle 14.

la vue d'un aigle peint sur un décor du théâtre (30). Mais, à vrai dire, cette surveillance manquait d'intérêt, car aucun chef de parti n'osait se montrer. Les bourgeois étaient bien trop prudents, et nul homme marquant de l'époque révolutionnaire n'était demeuré en Moselle. Le seul survivant des quatre régicides du département, Hentz, s'était retiré à Neuilly d'où il partit pour l'Amérique (31); Merlin de Thionville, absent lors du procès de Louis XVI, habitait en Picardie, et son pays natal l'avait oublié.

La bourgeoisie étant ralliée aux Bourbons, ou se confinant dans le silence, seul le peuple, en dehors de toute organisation politique, montrait par des cris séditieux qu'il n'avait pas oublié Napoléon. Cette fidélité, d'une touchante naïveté, fut la cause de 35 condamnations prononcées pendant les six premiers mois de 1816. Si l'on vit un jour un colonel frappé pour avoir porté une cocarde tricolore, le cas le plus ordinaire était celui de petites gens, d'un paysan qui avait dit: « qu'il em... les royalistes », et qu'il les mangerait à la croque au sel, d'une marchande de citronnette punie de cinq ans de prison pour avoir déclaré qu'elle percerait la langue de son fils s'il répétait le cri de « Vive le Roi », d'un militaire qui avait crié « Vive l'Empereur » et que M. de Turmel espérait voir privé de sa pension. Un acquittement devant le tribunal ne clôturait point toujours une affaire: on vit un jour un prévenu, pourtant acquitté, retenu en prison par ordre du préfet jusqu'à décision du ministre de la Police; on vit des témoins placés sous la surveillance du maire pour avoir disculpé un accusé; on vit le préfet prescrire de ne point relâcher deux inculpés avant qu'il ait pris contre eux, en dehors de tout jugement, les mesures administratives que prévoyait la loi du 29 octobre 1815. Toutes ces condamnations furent prononcées par les tribunaux ordinaires et non par la juridiction d'exception des cours prévôtales, mais l'arbitraire de l'administration savait corriger la mansuétude des magistrats. De nombreux dénonciateurs s'ingéniaient d'ailleurs à renseigner l'autorité: le maire de Turmel apporta beaucoup de zèle à ses fonctions de police; le curé de Rézonville dénonça un de ses fabriciens; M. de Wendel révéla les cris séditieux poussés par deux de ses ouvriers. Si Metz fut le théâtre de la plupart de ces incidents, aucun arrondissement ne les ignora complètement. D'ailleurs, s'il faut en croire un rapport anonyme, l'inaction relative d'un tribunal ne prouve pas le calme de son ressort: Sarreguemines était signalé comme « une ville où l'amour du Roi est presque éteint,

(30) A. Metz, I I 31-37.

(31) FLORANGE (J.): *Le conventionnel Hentz*.

où le nom de l'usurpateur est invoqué » ; les autorités étaient, disait-on, responsables de cette situation, car le curé Verdet y aurait refusé de prier pour Louis XVI, le procureur du roi, le maire, un des juges, le substitut, y auraient été mauvais, et le directeur de la poste, atroce ! (32).

Dans son rapport d'août 1815, Beurnonville avait indiqué qu'il ne suffisait point de sévir : il fallait aussi attirer. Il y a d'abord une attraction qu'exerce naturellement l'autorité, quand elle apparaît stable et ferme ; puis vient l'influence des classes riches sur leur clientèle. Le gouvernement du Roi avait certainement profité de ces forces qui travaillaient pour lui, comme il avait bénéficié de l'inertie des masses rurales et de l'action du clergé, restée si considérable dans les campagnes. Des fêtes avaient ramené, dans une certaine mesure, le peuple à l'accoutumance des idées monarchiques (33) : le carnaval de 1816 avait été très gai ; l'on y avait jeté à la rivière un personnage grotesque, Mardi-Gras, revêtu de la livrée de l'usurpateur ; à tout propos, on promenait dans les rues de Metz le buste du Roi, on organisait des banquets, on chantait des couplets. Le mariage du duc de Berry servit de prétexte à de multiples réjouissances, mâts de cocagne, fontaines de vin, danses à l'Esplanade ; à la Saint-Henri, le Jardin d'Amour abrita un banquet de 500 légionnaires, puisque le Vert Galant avait remplacé Napoléon sur la croix d'honneur : on y mangea la poule au pot, et le colonel-prince de Savoie-Cagnan porta le toast aux dames. Même les villages étaient le théâtre de réjouissances variées, et les pétards, les boîtes, détonnaient en l'honneur du Roi comme elles l'ont fait en l'honneur de tous les régimes. Si généreusement répandue qu'elle eût été en 1814, la décoration du Lys faisait encore plaisir à de braves paysans : on vit même des villageois la demander, et l'autorité la refuser à un instituteur, ce qui tend à prouver que cet insigne n'avait pas perdu toute valeur dans les campagnes. Enfin, pour rallier à la monarchie la bourgeoisie du chef-lieu, Viville imagina de fonder une société littéraire. Il y avait déjà, depuis les dernières années de l'Empire, un cercle à Metz, mais l'on n'y faisait guère de politique (34) : le secrétaire général créa donc une réunion vraiment royaliste, non point secrète comme la maçonnerie monarchiste qui existait à Nancy, mais agissant ouvertement. La nouvelle société, qui devint le rendez-vous des ultras et une réplique des meilleurs salons de la noblesse messine, fut inaugurée en avril 1816 par un bal : après la fête, le préfet fut reconduit chez lui aux flambeaux, tandis que quatre officiers por-

(32) A. D. Moselle, 55 M.

(33) Voir le *Journal de la Moselle*, et A. D. Moselle, M supplément.

(34) Correspondance de Viville et *Journal de la Moselle*, 25 avril 1816.

taient une fois de plus en triomphe le buste du Roi, que l'on chantait « Vive Henri IV » et « Vive le Roi » sur l'air du « Galoubet ».

Pour attirer au Roi les cœurs hésitants, ce programme de réjouissances et ce cercle pour la haute bourgeoisie semblent des tentatives un peu insuffisantes, même si l'on y ajoute quelques belles processions, et la messe du Saint-Esprit à laquelle la Cour royale assistait en robes rouges. Il semble que pour faire oublier la gloire napoléonienne, l'invasion de la France, la présence des Alliés dans le département, les souvenirs de la liberté, à des populations que cet immense bienfait, la paix, n'avaient point immédiatement ramenées au Roi, il eût fallu un programme d'activité plus hardi, des vues d'avenir plus larges. Mais les administrateurs de 1816 n'étaient point ceux de 1850, qui surent si habilement faire servir les forces économiques, les intérêts de chaque village et les passions nationales, à la gloire du Prince Président. Sous la Restauration, l'autorité, en Moselle du moins, restait presque impuissante devant les manifestations de l'esprit public, non par la volonté de rester neutre, mais parce que sa conception du rôle de l'administration était rudimentaire : faire rentrer l'impôt, maintenir l'ordre matériel, agir sur les notables pour les élections, c'est à cela qu'elle bornait ses devoirs. Dans ces conditions, il était bien difficile que la direction de l'opinion ne lui échappât point, en un département qui, comme tous ceux de l'Est, était resté patriote et où l'absence de toute vie politique organisée n'avait pas éteint l'esprit public.

III. — Le premier réveil du libéralisme

Si l'impulsion du comte de Vaublanc, de Viville et de son préfet, n'avait pas royalisé la Moselle bien profondément, il n'en est pas moins certain que les esprits y étaient revenus au calme quand fut connue l'ordonnance du 5 septembre 1816, qui dissolvait la Chambre introuvable et convoquait les collèges électoraux. Cet acte ranima aussitôt la vie politique (35) : Lachadenède prit nettement position, car les préfets de la Restauration n'avaient point l'habitude de garder la neutralité, et leurs successeurs du Second Empire n'ont fait que les imiter en intervenant dans les élections. Une circulaire préfectorale indiqua aux électeurs que les vœux du Roi appelaient à la Chambre des hommes purs, mais modérés. Chacun d'eux reçut une brochure reproduisant l'article du *Moniteur* du 17 septembre : c'était un appel à la France royaliste et constitutionnelle, que le préfet soulignait en le commentant, en montrant le

(35) A. N. F¹c III Moselle 4, lettres de Lachadenède des 27 septembre, 1^{er} et 6 octobre 1816. A. D. Moselle, 28 M 3.

danger des opinions extrêmes. Lachadenède prévoyait d'ailleurs que sa modération lui vaudrait bien des ennuis, d'autant que pour écarter de mauvais choix, il s'était « prononcé fortement et nominativement contre plusieurs de nos royalistes anti-royaux et contre de prétendus constitutionnels déconsidérés ». Dans l'ensemble, il fut satisfait des candidats présentés le 25 septembre par les collèges d'arrondissement, et il put écrire que « la modération et l'impartialité ont détruit plus sûrement les influences révolutionnaires que n'aurait pu le faire tout autre système ». Le collège de département se réunit le 4 octobre sous la présidence de M. de Wendel; ses choix tombèrent sur des hommes modérés, le général Ernouf, le premier président Voisyn de Gartempe, qui tous deux avaient servi Napoléon, et deux grands propriétaires, d'Hausen et Ducherray. Le préfet fut satisfait de ce résultat qui mécontenta les ultras.

Ces élections, dont le royalisme constitutionnel avait tout le profit, ouvrirent une période de détente. Pendant l'année 1817, il n'y eut que dix condamnations pour cris séditieux, alors que la famine, la dernière véritable famine qu'ait connue la France, amenait un accroissement considérable des délits de mendicité et de vagabondage (36). Le comte de Tocqueville, qui remplaça, en février 1817, Lachadenède à la préfecture de la Moselle, eut à son arrivée une impression satisfaisante (37): il dépeignit son département comme dépourvu de chaleur, comme politiquement inerte; il jugea que la grande majorité des habitants y avait été dévouée à Bonaparte, mais sans beaucoup d'ardeur, et qu'elle s'accommodait de la légitimité. « La noblesse, disait-il, est nulle, et le nombre des acquéreurs de biens nationaux élevé; ils désirent conserver leurs propriétés, mais cette condition remplie, la forme du gouvernement les occupe peu ». Enfin, sa conviction que la Moselle ne montrait pas d'opinion politique tranchante l'incitait à y pratiquer une politique d'union, sans répression, puisque toute sévérité semblait inutile en un pays où même les officiers retraités étaient soumis. On voit donc que Tocqueville était très optimiste, et que le contraste entre l'agitation de la fin de 1815 et le calme de 1817 était saisissant.

Mais cette tranquillité cachait une renaissance de l'esprit d'opposition, qu'avaient d'abord contenu la fermeté des autorités et les nouvelles de la Terreur blanche qui sévissait dans le Midi. Au début de 1818, Tocqueville avait perdu son optimisme; il signalait l'inquiétude de l'opinion, les gémissements des bons esprits troublés des atteintes portées à l'autorité royale et de la prépondérance que paraissaient obtenir « les idées répu-

(36) A. N. F^r 4.096. Rapport de gendarmerie.

(37) Rapport de Tocqueville du 9 juin 1817. A. N. F^r 9.683.

blicaines » (38). L'expression était singulière, et prouvait que le noble comte ne savait point garder la modération de son prédécesseur, que les émotions ressenties par les royalistes exagérés ne lui étaient point étrangères. Interprétant à sa manière les sentiments des libéraux, tellement attachés à la grandeur de la Patrie, il écrivait que les hommes des Cent Jours avaient espéré que l'invasion détacherait le Pays Messin de la France et que Metz deviendrait ville libre impériale, que les désunions renaissantes rendaient à certains ce coupable espoir. Mille petits faits confirmaient le préfet en ses inquiétudes (39) : la police avait saisi des brochures hostiles, des chansons, « Louis XVIII aux Incurables » ; le bruit courait que Napoléon avait été délivré par les Marocains ; au théâtre on avait applaudi ce vers : « Je ne veux point de lois dictées par une horde étrangère » et une ovation avait souligné ce passage de Tancrède, récité par Mlle Georges, dont les sentiments bonapartistes étaient connus :

« On dépouille Tancrède, on l'exile, on l'outrage,
« C'est le sort d'un héros d'être persécuté. »

Par ailleurs la police s'inquiétait de l'existence d'une coterie ultra-royaliste qui refusait d'aller au bal de l'Hôtel de Ville, qui réservait aux chevaliers de Saint-Louis les invitations au service funèbre du prince de Condé. Ces divisions étaient contraires à la politique du préfet, qui, dans ce département dépourvu de chaleur royaliste, persistait à croire, malgré quelques désillusions, au succès d'une politique de tolérance et d'oubli.

Mais M. de Tocqueville était-il entièrement sincère dans sa correspondance ? (40). Représentait-il vraiment en Moselle, en 1818, les principes du gouvernement, ceux de Lainé, ministre de l'Intérieur, et surtout ceux de Decazes, ministre de la Police ? N'y avait-il pas dans son attitude quelque gêne qui provenait de la dualité de ses supérieurs, de ses origines trop franchement royalistes, de la double surveillance qu'exerçaient sur lui le monde ultra, avec Viville, et un fonctionnaire absolument indépendant de lui, ne relevant que de Decazes, le commissaire général de Police, Babut ? Cette fonction avait été créée par une ordonnance du 15 novembre 1816 ; elle fut supprimée en décembre 1818. Son titulaire était à Metz l'œil du puissant favori de Louis XVIII, mais il n'était point le seul surveillant que cet ingénieux ministre eût placé à côté du

(38) *Ibidem*. Rapport de Tocqueville, 5 janvier 1818.

(39) A. Metz, I, 1, 31-37.

(40) Voir pour ce paragraphe, A. N. F⁷ 4352 A.

préfet. Decazes se faisait également renseigner par une demi-douzaine d'informateurs secrets, dont les noms sont malheureusement inconnus, puisque leurs rapports ne portent que des chiffres dont la signification est perdue. On voit que l'art de l'espionnage avait été porté jusqu'à ses derniers perfectionnements, et que la confiance ne régnait pas dans les sphères gouvernementales. Ce système singulier permet de suivre avec beaucoup de précision la marche de l'esprit public en 1818 ; il ne semble pas d'ailleurs avoir survécu à l'accession de Decazes au ministère de l'Intérieur, en décembre de cette année : c'est très naturel, car tenant en mains les rênes du gouvernement, le noble comte n'eut plus besoin de faire espionner ses collègues et leurs fonctionnaires !

Les agents de Decazes étaient d'accord pour proclamer que l'influence du gouvernement sur les élections devait être prépondérante, mais leurs conseils politiques étaient fort éloignés de cette unanimité. L'un craignait surtout les intrigues libérales, et préconisait l'accord des royalistes modérés et des ultras ; l'autre affirmait que le département était naturellement constitutionnel, et que seule la crainte d'une exagération du royalisme pourrait le jeter dans les bras des révolutionnaires. Un rapport affirmait que la coterie ultra, qui avait en 1816 établi à Metz un bureau de dénonciation et de présentation aux places, avait sombré dans le ridicule ; un autre parlait au contraire d'une dangereuse alliance entre les exagérés de droite et de gauche, et montrait la nécessité de déplacer l'ultra Mennessier, directeur des contributions, et le colonel de gendarmerie que la faction avait conquis en flattant ses goûts de gastronome. Dès le mois de juin, le préfet, le commissaire-général et quelques notables élaboraient en commun des listes de candidats, et l'on parlait de noms désignés par le ministère ; en juillet, un des informateurs écrivait : « Ce serait une grande erreur de compter sur la sincère coopération du préfet ; il n'usera pas de son influence dans le sens du gouvernement », et il représentait la coterie ultra de M. de Turmel comme gouvernant secrètement les cantons et le Conseil général. Puis, vers le milieu de 1818, l'esprit public évolua brusquement : tous les rapports témoignent d'un rapide progrès des idées indépendantes, ultra-libérales, voire révolutionnaires, et rendent responsables de cette nouvelle agitation les exagérations de la droite et une action de la gauche par ses pamphlets, par la presse, surtout par *la Minerve* : les résultats qu'avait obtenus la sage conduite du gouvernement se trouvaient subitement compromis.

Il y avait ainsi plusieurs mois que les bruits les plus divers sur les candidatures et les coterie circulaient dans un département décidément ramené, surtout au chef-lieu, à la vie politique, quand arriva le mo-

ment des élections (41). Pour la première fois, les libéraux avaient fait campagne, distribuant un pamphlet venu de Paris et la brochure rédigée par l'un d'eux, Toussaint d'Ancy (42). Les électeurs n'étaient plus comme précédemment les membres des collèges électoraux de l'Empire, mais les censitaires à 300 francs prévus par la Charte ; ils étaient 1.111 inscrits, et 919 vinrent réellement voter à Metz, en un seul collège divisé pour la commodité en deux sections. Ainsi les patriotes du chef-lieu allaient pouvoir agir sur le corps électoral, que sa masse soustrayait à l'influence jusqu'alors prédominante de l'administration. Le vertueux de Serre écrivait à son ami Wendel : « Que vous et vos amis tiennent table ouverte matin et soir avec abondance, que le vin coule à flots et qu'on crie : Wendel for ever » (43). On raconta que les ultras régalaient les électeurs de la Lorraine allemande, qu'ils votaient contre les ministériels, leur préférant même les libéraux, et que secrètement le préfet, trahissant le gouvernement, soutenait cette tactique. On prétendit que les indépendants avaient organisé une orgie continuelle qui dura trois jours et trois nuits, que l'arrondissement de Sarreguemines avait été très mauvais, c'est-à-dire très libéral. Ainsi les élections censitaires, confiées aux mille plus riches propriétaires du département, avaient connu moins de calme et de décence que n'en connaîtront plus tard les élections du suffrage universel !

Les résultats n'en furent point fort satisfaisants pour le préfet, qui fut accusé d'avoir mal manœuvré : deux députés des Cent Jours, Roland et le général Grenier, furent élus avec de Wendel, royaliste ferme et modéré, et le banquier Simon, que ses opinions classaient au centre. Le demi-succès des libéraux était pour eux un précieux encouragement : il ouvrait une nouvelle période. C'est au moment où l'on épiloquait encore sur le résultat des élections que le duc d'Angoulême passa à Metz, lors de la libération du territoire français (44). Le prince entra en ville le 4 novembre par la porte de la Citadelle, et partit subitement le 7 pour Aix-la-Chapelle, après avoir visité les établissements militaires, passé une revue, tenu à la Préfecture un cercle de dames, dîné à l'Hôtel de Ville. Il revint encore le 11 novembre, pour continuer sur Strasbourg ; puis, le 23, il assista à un simulacre d'atta-

(41) A. D. Moselle, 28 M 4. Lettre de Tocqueville du 7 novembre 1818 dans A. N. F¹⁰ III Moselle 15.

(42) Cf. *le Franc Messin, Réflexions obligées d'un électeur*, brochures rédigées en sens contraire.

(43) *Correspondance du comte de Serre*, II, p. 355, de Serre à de Wendel, 10 octobre 1818.

(44) A. N. F⁷ 6.759.

que d'un ouvrage à cornes, visita le Collège et l'école mutuelle, ouvrit le bal de l'Hôtel de Ville. Après avoir traversé, le 24 novembre, Thionville libérée de sa garnison prussienne et les forges d'Hayange, le duc repartit enfin pour Verdun et Paris, laissant à Metz un bon souvenir de ses trois séjours : la comparaison que chacun fit du voyage de Berry en 1814 et de celui d'Angoulême en 1818 fut tout à l'avantage de ce dernier, et si des visites princières pouvaient avoir quelque action sur l'opinion, que n'aurait-on pu espérer de celle-ci, qui coïncidait avec l'évacuation du territoire ?

IV. — Espoirs et défaites du libéralisme

De 1815 à 1818, le mouvement libéral en Moselle était resté privé d'organisation : il ne possédait pas de chefs reconnus, et des cris séditieux, inutilement poussés par des hommes du peuple, restaient son unique moyen d'expression. L'approche des élections, l'accession de Decazes au premier rang dans les conseils du Roi, le succès partiel remporté au vote d'octobre, transformèrent la situation. Deux cercles groupaient déjà la bourgeoisie messine, l'un modéré qui tenait ses séances chez le député Simon, l'autre ultra qu'avait fondé Viville. De leur côté les libéraux avaient pris l'habitude de se rencontrer au cabinet littéraire de la veuve Verronnais, mais le préfet avait empêché jusqu'alors leurs conciliabules de se transformer en un groupement stable (45). C'est là qu'en avril 1819 fut déposée une pétition contre la présence à Metz d'un régiment suisse et en faveur de la réorganisation de la garde nationale. Le député Rolland et un sieur Crousse étaient les instigateurs de ce mouvement, et parmi les signataires la police signalait même des hommes du peuple. Un conflit éclata aussitôt à Montigny entre les Suisses et les habitants ; des rixes furent signalées autour de la caserne Coislin entre soldats étrangers et français. Les meneurs libéraux tentèrent alors de transformer leur réunion officieuse en une société constitutionnelle. Mais le préfet veillait et conseilla au ministre d'interdire cette association dont les deux tiers des fondateurs étaient des libéraux ardents, en correspondance, par l'intermédiaire des conducteurs de diligences, avec un comité directeur de Paris, avec Lafayette et Benjamin Constant. Mais, contrairement à l'avis du comte de Tocqueville, Decazes autorisa cette société, jugeant qu'il valait mieux la surveiller que l'interdire. Dès lors le « Club Fizaine » devint le centre du mouvement libéral messin : il y avait là, dit Viville, « la lie des frères et

(45) La correspondance échangée à ce propos entre Tocqueville et Decazes est dans A. N. F^r 9.683 et F^r 6.697.

amis, tout ce qu'il y a de plus révolutionnaire ». Ces mêmes hommes fondèrent en 1819 un journal de leur opinion, « L'Abeille de la Moselle », dont le titre ne pouvait que plaire à l'élément bonapartiste uni dans l'opposition à l'élément indépendant. Malgré sa prudence habituelle, le nouvel organe fut poursuivi pour diffamation envers le gouvernement dès le début de 1820 (46).

Un autre chapitre a étudié les éléments de la bourgeoisie libérale en même temps que la société ultra ou modérée; sans qu'il soit nécessaire d'y revenir, il faut montrer quelles furent les péripéties de la lutte politique nettement engagée en Moselle à partir de 1818. Ce fut une période particulièrement critique; même de Wendel, bien qu'il ne fût pas un ultra, jugeait l'avenir compromis lorsqu'il écrivait à de Serre, alors garde des sceaux: « Encore deux années, ou même une, et la France est dans les mains des brigands qui ont assassiné nos pères et nos familles » (47). Tandis que *l'Abeille* commençait ses attaques, le *Journal de la Moselle* s'émancipait de la tutelle préfectorale et ses articles jetaient le trouble dans l'esprit de leurs lecteurs (48). N'osait-il pas se moquer des ultras, critiquer les fondements même du système administratif et de l'autorité des préfets? N'insérait-il pas une lettre qui dépeignait les abus des maires et des juges de paix dans les campagnes, qui parlait d'un curé s'efforçant par la terreur de faire relever la grange aux dimes, d'un desservant exigeant par la menace un supplément de traitement de ses paroissiens? Une autre lettre s'indignait d'un percepteur qui faisait payer les contributions sans montrer les rôles, sous prétexte que sa parole de chevalier de Saint-Louis était une garantie suffisante; le journal insérait des plaintes contre d'injustes persécutions essuyées par des citoyens lors de la réaction de 1815. L'organe officieux du département s'essayait donc à une politique indépendante: cette tentative prit d'ailleurs fin dès que le comte de Tocqueville se fut décidé à le subventionner. Une somme annuelle de 1.200 francs, prélevée sur les fonds secrets, suffit à assurer, vers le 1^{er} janvier 1820, une subite évolution de ses idées, et malgré un refus ministériel en 1824, cette subvention fut maintenue jusqu'en 1830; le préfet s'en excusait en montrant qu'une compensation était due à un journal qui avait perdu bon nombre de ses abonnés depuis qu'il était revenu aux principes du gouvernement (49).

(46) A. N. BB¹⁸ 997.

(47) *Correspondance du comte de Serre*, II, p. 430, de Wendel à de Serre, 30 octobre 1819.

(48) *Journal de la Moselle*, 5, 20, 30 octobre, 5 et 10 novembre 1819.

(49) A. N. F⁷ 6.754, notamment lettre du préfet Balsac du 1^{er} avril 1824.

Ainsi appuyée par une gazette placée dans sa dépendance, l'autorité put entamer en 1820 la lutte contre les progrès du libéralisme, si nets depuis deux ans : la veille du jour où fut connu l'assassinat du duc de Berry, le public n'avait-il pas applaudi les « Vêpres siciliennes » avec tant d'ardeur que le maire prit un arrêté pour interdire la répétition des tirades bissées, arrêté qui causa une telle émotion que M. de Tocqueville le fit rapporter (50). Le crime de Louvel fit en Moselle une profonde impression : l'assassin n'avait-il pas travaillé en 1814 chez un sellier messin, n'avait-il pas conçu dans cette ville patriote sa haine des Bourbons et de l'étranger ? La gendarmerie dut jeter en prison deux villageois qui avaient outragé la victime ; des enquêtes recherchèrent les complicités possibles. La belle-mère d'un officier de la garde nationale avait affirmé qu'avant six mois la race des Bourbons aurait disparu. Ne disait-on pas que la belle-mère d'un « coryphée du parti révolutionnaire », le riche acquéreur de biens nationaux Poncelet, avait avoué, à la nouvelle de l'attentat, qu'elle en était déjà informée par des voies mystérieuses ? Renseignements pris, il se trouva qu'elle avait seulement traité la victime de « gros cochon », ce qui était infiniment moins grave ! Le préfet avait remarqué un mouvement extraordinaire du télégraphe Chappe et soupçonnait le directeur d'opinions subversives. Trois mois plus tard, Tocqueville s'inquiétait encore du départ subit d'un cordonnier, ancien grenadier de la Garde, qu'il jugeait capable d'imiter Louvel, et son collègue du Bas-Rhin faisait arrêter un domestique originaire du Pays Messin à qui l'on prêtait de ténébreux projets.

L'attentat surexcita toutes les opinions : la municipalité de Metz, sous l'impulsion de M. de Turmel, supplia dans son adresse le Roi d'agir contre les artisans de nos troubles (51). ; le Conseil général suivit la même voie, et tous les corps, de la Cour royale au Conseil municipal de Saint-Avold, tinrent un langage analogue lors du complot découvert aux Tuileries au mois d'août (52). Les violences de la droite firent craindre l'inquisition, le massacre des patriotes, et un autodafé des demi-solde ; à Bouzonville, le bruit courut que Bonaparte marchait sur

(50) A. N. F⁷ 9.683, lettre de Tocqueville des 16 et 17 février 1820, etc... ; c'est la source essentielle pour cette période.

(51) Conseil municipal, 18 février 1820. Pour le Conseil général cf. chapitre XIV, paragraphe 4.

(52) *Journal de la Moselle*, 28 août 1820. L'adresse du Conseil municipal de Metz, que signa même le maire des Cent Jours, disait : « Si la clémence des rois est une vertu dans les temps calmes et de prospérité publique, elle est une calamité dans les temps de discorde ».

Paris à la tête de 80.000 étudiants. On surveilla les conducteurs de diligence, et le commissaire de police lui-même fut soupçonné d'indulgence envers les libéraux. Le départ pour la capitale de chefs de l'opposition fut signalé en même temps que les habitudes pernicieuses du 1^{er} génie et de l'artillerie à cheval, régiments organisés à Metz en 1816, recrutés sur place. Le silence des libéraux ne suffisait point à rassurer, car Tocqueville y voyait la preuve qu'ils espéraient une révolution militaire, comme en Espagne. Il expliquait que leur tactique était de répandre des craintes sur la stabilité des biens nationaux, de placer aux ventes des individus qui refusaient d'enchérir, en affirmant qu'ils l'auraient fait s'il s'était agi d'un bien patrimonial. Plusieurs maires et adjoints furent suspendus pour avoir douté de la garantie donnée par la Charte, pour avoir raconté que les biens d'émigrés étaient déjà repris dans les environs de Paris. Une circulaire avait été adressée à tous les maires, réfutant les bruits qui couraient du retour de la féodalité, protestant contre les pétitions qui circulaient, jusque dans les petites villes comme Saint-Avold, contre la loi électorale projetée (53). La police avait remarqué que tous les demi-solde, au lieu de se livrer à leur plaisir habituel de la pêche, étaient venus à Metz depuis juin 1820, et qu'ils ne regagnèrent leurs maisons des environs qu'à la nouvelle de l'attentat manqué du 19 août, dont le préfet les soupçonna aussitôt d'avoir été prévenus avant son exécution.

Toute cette agitation n'aurait sans doute pas autant inquiété des esprits moins troublés, car elle était presque uniquement le fait d'une minorité messine. L'ensemble du département, le préfet le reconnaissait, était calme. A Sarreguemines pourtant, où le *Constitutionnel* comptait beaucoup d'abonnés, l'opinion était fort mauvaise ; une fausse démarche d'un colonel qui avait obligé le procureur du roi à enquêter au sujet d'un complot imaginaire, avait encore aggravé le mécontentement. Il n'en reste pas moins que les petits faits énumérés dans les rapports du préfet risqueraient de donner une impression fautive de l'inquiétude publique en 1820. Une nouvelle visite du duc d'Angoulême à Metz, les 30 mai et 1^{er} juin, s'était assez heureusement passée (54). Arrivant de Nancy, le prince avait trouvé à la limite du département tous les maires du canton de Gorze et une foule de paysans ; à son entrée en ville, malgré la pluie, malgré le mot d'ordre des chefs libéraux qui voulaient faire crier « Vive la Charte », les cris de « Vive le Roi » furent nombreux. Au dîner de la Préfecture, de riches manufacturiers

(53) *Ibidem*, 20 janvier 1820, 16 février. A Saint-Avold la pétition avait été colportée par un simple vitrier qui ne possédait aucune propriété.

(54) A. N. F⁷ 6.759. *Journal de la Moselle*, 1^{er} et 5 juin 1820.

avaient été invités, tels Utzschneider, Seiler, Collin-Comble : cette politesse ne pouvait que plaire à la bourgeoisie. Le lendemain, à l'Hôtel de Ville, la foule put, selon l'étiquette traditionnelle, circuler librement autour des tables. Il y eut manœuvres et revue à Chambière, et seul un peloton de la garde nationale, formé d'anciens soldats, osa crier « Vive la Charte », cri répété par quelques rares spectateurs (55). En reconnaissant que la foule n'avait point montré d'enthousiasme, le préfet précisait que le tempérament messin était froid, que même les gens bien pensants ne savaient point donner l'impulsion. Le cercle de dames n'avait pas été aussi nombreux qu'il aurait pu l'être, certaines ayant préféré économiser une toilette ou rester à la campagne, d'autres, ardemment royalistes, s'étant abstenues pour protester contre le libéralisme du gouvernement. Dans l'ensemble, Tocqueville, qui avait craint des manifestations de l'opposition, s'estimait satisfait, en reconnaissant toutefois que le voyage de 1818 avait été plus heureux, et que depuis dix-huit mois l'opinion messine avait marché constamment en sens inverse de la monarchie. Au début d'octobre, la naissance du duc de Bordeaux, connue aussitôt par le télégraphe, fut le prétexte de fêtes royalistes, avec bal chez le préfet, services religieux, chants et couplets de circonstance, « Le troubadour de la Moselle ». (56). Ces cérémonies furent encore renouvelées en mai 1821 à l'occasion du baptême de « l'enfant du miracle », mais l'importance politique de ce genre de manifestations n'a jamais été bien grande. On avait toutefois remarqué que les élèves de l'Ecole d'artillerie et quelques officiers des armes savantes avaient dédaigné de se réjouir de ces événements.

De nouvelles élections, rendues nécessaires par la loi du double vote, allaient avoir lieu en novembre 1820 (57). Le préfet devait à cette occasion présenter au Conseil général et au ministre une division du département en quatre circonscriptions, et il semblait tout indiqué de conserver les quatre arrondissements. Mais M. de Tocqueville était préoccupé « de composer ces circonscriptions de manière à avoir le plus de chances possible pour l'élection de députés attachés à la légitimité. » Il imagina donc de retrancher de l'arrondissement de Metz trois cantons et de les attribuer à Sarreguemines, dont l'opinion ne pouvait devenir plus mauvaise, tandis que le collège du chef-lieu aurait ainsi une majorité royaliste assurée. Cette ingénieuse combinaison ne fut d'ailleurs point

(55) Ce peloton était commandé par le comte de Puymaigre, qui fut désespéré de cette manifestation (voir ses *Souvenirs*, p. 213).

(56) *Journal de la Moselle*, 5 et 28 octobre 1820, 5 mai 1821.

(57) A. D. Moselle 28 M 5. Lettre de Tocqueville du 8 août 1820, A. N. F¹^c III, Moselle 5.

appliquée en 1820, car les élus de la Moselle n'appartenaient pas à la série sortante, et le département devait seulement choisir trois députés supplémentaires. Le grand collège, formé du quart des censitaires, les plus imposés, se réunit donc seul. Les calculs de M. de Tocqueville permettent pourtant de savoir qu'il évaluait à 459 le total des voix de droite et du centre, à 469 celui des voix de gauche : on voit combien habile était la combinaison qui lui garantissait, par une division judiciaire, l'élection de trois bons députés, en sacrifiant résolument le collège de Sarreguemines, considéré comme perdu d'avance ! Décidément les préfets de la Restauration ne manquaient pas de savoir-faire !

Il y avait plusieurs mois que dans les conciliabules de tous les partis, on préparait les élections. Dès le mois d'août, de Wendel avait réuni chez lui, à Hayange, beaucoup d'électeurs de la région de Thionville (58) ; il s'était aperçu que le sous-préfet Teissier ne suivait pas exactement la ligne de conduite du ministère, dont l'éloignement des idées libérales s'était nettement accusé depuis le départ de Decazes. Il en avait écrit à de Serre, toujours garde des sceaux, dont la réponse avait été nette : « Parlez lui ferme et d'amitié... Servir ou trahir, voilà la question. » On voit donc qu'un député de la majorité royaliste, lié d'amitié avec un ministre, pouvait avoir une action très directe sur les fonctionnaires de son département. D'autre part les élections avaient été précédées du départ de Metz du receveur général Milleret, du président de Malleville, et de la disgrâce du procureur général Périn, qui tous trois appartenaient au libéralisme modéré. M. de Tocqueville adressa une circulaire à tous les électeurs. Enfin, le 13 novembre, les 250 riches notables à qui était réservé le vote, se réunirent à l'Hôtel de Ville, après que l'évêque eût célébré à la cathédrale une messe du Saint-Esprit. M. de Wendel avait été désigné par le Roi comme président du collège. Par 150 voix contre 90, Turmel, Ducherray, d'Hausen, furent élus contre Milleret, Malleville et Chédeaux ; la division des partis était parfaitement nette, et les royalistes les plus ardents comptaient deux succès. Le résultat rendit courage à Tocqueville, qui jugea que la France se rallierait promptement à la cause royale si les royalistes étaient sages, et que seule leur imprudence pouvait encore rejeter vers l'opposition la majorité des Français et surtout des populations de l'Est. Les libéraux messins, vaincus, ne cachaient pas que les violences de l'extrême-droite restaient leur seul espoir (59).

(58) *Correspondance du comte de Serre*, IV, p. 13 et 41, lettre de Wendel à Serre du 1^{er} août 1820, réponse du 7 août.

(59) Cette idée est exprimée par Tocqueville dans une lettre qu'il écrit le 26 novembre 1820 à de Serre (*Correspondance*, IV, p. 147).

En mars 1821, la démission du général Grenier nécessita une élection partielle ; le sort avait désigné le collège de Metz, le plus nombreux du département avec 500 inscrits. Un franc royaliste, le conseiller de préfecture de Maud'huy, l'emporta d'une trentaine de voix sur Mille-ret, et ce succès « presque inespéré » combla d'aise Tocqueville, qui put écrire : « Nous le devons particulièrement à l'habileté avec laquelle le président du collège, M. d'Hannoncelles, a su manier les esprits par des ménagements adroits. La manière dont il a composé son bureau lui a rallié un grand nombre de gens dant il est parvenu à diriger et à maîtriser les suffrages » (60). Cette défaite libérale, quatre mois après celle de novembre, allait montrer à l'opposition que ses chances électorales étaient bien faibles, et que, malgré le vote à bulletins secrets, l'administration et le président du collège, choisi par elle, possédaient une influence presque décisive.

V. — Les dernières luttes politiques

Les succès électoraux des royalistes, le calme profond de l'ensemble du département, ne marquèrent pas la fin du mouvement libéral à Metz. Désespérant de triompher dans les collèges censitaires, ses chefs envisagèrent un mouvement révolutionnaire, avec l'appui des soldats (61). Le maire crut devoir interdire à la troupe l'accès des bals publics, car l'on cherchait à y ébranler sa fidélité. Les moindres événements retentissaient aussitôt dans les milieux indépendants : leur audace s'accrut après la révolution piémontaise ; Bouvier-Dumolard arriva de Paris, et le bruit courut que vingt généraux étaient partis de la capitale pour soulever les garnisons. Le préfet en vint à craindre qu'une tentative n'ait lieu à Metz pour faire arborer la cocarde tricolore ; il avait été informé que le projet de soulever la garnison devait être exécuté à la parade du 25 mars 1821 ; les meneurs, dont quelques officiers d'artillerie et des demi-solde, étaient surveillés par la police. Déjà un libraire avait reçu des exemplaires de la Constitution de 1791, qui devait être rétablie. Des fausses nouvelles alarmaient le patriotisme susceptible des Messins : le bruit d'une prochaine invasion prussienne, d'une marche des Russes vers l'Espagne, d'une menace pour l'indépendance nationale, avait surexcité les esprits. Mais l'échec de l'insurrection de Grenoble, les succès des armées autrichiennes en Italie, firent renoncer à l'exécution immédiate de ces desseins

(60) A. D. Moselle 28 M 5. Lettre de Tocqueville, 17 mars 1821, A. N. F¹⁶ III, Moselle 5.

(61) Correspondance de Tocqueville, A. N. F⁷ 9.683.

plus ou moins réels, peut-être exagérés par une autorité trop facile à émouvoir.

Le point culminant de cette crise avait été le mois de mars, et la fin de l'année fut plus calme. Tocqueville s'inquiétait pourtant du « mal incalculable que la licence de la presse avait fait à Metz et dans la garnison » et réclamait le rétablissement de la censure. Le 25 août, il signalait encore des projets d'insurrection, des bruits absurdes, tel celui de l'entrée en France de Riégo, à la tête d'une armée marchant sous les plis du drapeau tricolore; le général Foy, un frère de Laffitte, étaient passés à Metz, et la police s'inquiétait de leurs entrevues avec les chefs libéraux, soupçonnés, et presque certainement à juste titre, d'y former une vente de carbonaris. Mais vers la fin de 1821 l'amélioration de l'opinion était assez sensible pour que Tocqueville pût écrire un rapport d'ensemble, dont les appréciations dominent les incidents quotidiens (62) : « La population de la Moselle penche en général vers les idées libérales, mais le parti qui veut renverser la dynastie est peu nombreux et ne prendrait pas l'initiative. L'opinion purement royaliste est faible et ne peut compter que quand des circonstances favorables lui servent d'auxiliaires ». Le préfet concluait en affirmant que le système de fermeté du ministère dont Corbière occupait le département de l'Intérieur, finirait par rallier les irrésolus, et que le seul espoir des indépendants était placé dans les révolutions d'Espagne et d'Italie.

Les meneurs de l'opposition étaient certainement en relations suivies avec les chefs libéraux de la capitale, et une ou plusieurs ventes existaient à Metz (63). Des révélations ultérieures firent même savoir que les carbonaris messins avaient projeté une insurrection des dragons de Pont-à-Mousson et embauché des officiers d'artillerie. Il y eut très probablement une liaison entre l'opposition messine et le complot de Belfort, dont la tentative d'exécution se place en janvier 1822. En cas de réussite, les garnisons d'Epinal et de Metz devaient en effet s'associer à la place forte du Haut-Rhin; l'un des prévenus, lieutenant à Neuf-Brisach, fut arrêté chez ses parents, à Woippy, dans la banlieue du chef-lieu de la Moselle (64). Lorsque, six mois plus tard, le colonel Caron tenta de

(62) *Ibidem*, rapport du 27 décembre 1821.

(63) Rapports du procureur général Delaplagne, A. N. B B³⁰ 241. Si l'on devait en croire les innombrables dénonciations que M. de Jobal adressait au garde des sceaux, l'impunité des chefs des sociétés secrètes serait due à la complicité de la magistrature. Le mal, disait-il, vient de M. de Serre: il y a à la Cour de Metz, 13 royalistes et 14 libéraux ou jacobins; le procureur général est un mystificateur, dont le secrétaire est un jacobin enragé. Le parquet du tribunal de Metz comprend trois « jaco », dont le procureur du roi est le chef!

(64) VAULABELLE (DE) : *Histoire des deux Restaurations*, VI, p. 35.

délivrer les prisonniers de Colmar, *l'Abeille* fut condamnée pour avoir publié une relation de cette échauffourée, sans dissimuler son caractère de provocation à la guerre civile; ce procès présentait cette particularité que l'article n'était que la reproduction de celui qu'avait impunément publié un journal parisien (65). Ce fut la cour d'assises de la Moselle qui fut chargée de juger trois des inculpés de l'affaire Caron, Roger, Forel et Jousseaud. Les deux derniers furent acquittés; le premier, condamné à mort, fut grâcié. Avant d'être envoyé au bagne de Toulon, il subit la peine de l'exposition, au pilori de la place Saint-Louis. Une foule immense entoura la plate-forme où se dressait le poteau auquel le bourreau vint attacher Roger en lui mettant un collier de fer au cou; tant que dura l'exposition, la sympathie se manifesta envers le condamné, et un Messin osa poser sur sa tête une couronne de chêne (66). Cette même année 1822 vit la reprise des condamnations pour cris séditieux, ainsi que des poursuites dirigées contre un fabricant de statuettes de Napoléon (67). Ainsi se manifestait la survivance dans les masses, du moins à Metz, de sentiments peu favorables à la monarchie, et il était d'autant plus difficile de les modifier que M. de Tocqueville constatait que les libéraux ne fondaient leurs attaques sur aucun fait contemporain, mais sur des présomptions de l'avenir, sur la crainte d'une résurrection de l'Ancien Régime (68). Cette constatation revient à dire que l'opposition combattait l'esprit même de la Restauration, plutôt que sa politique quotidienne.

La disposition générale des esprits restait d'ailleurs un sujet de préoccupation pour le comte de Tocqueville (69). Déjà en 1818 il avait montré le peu de fondement qu'avait l'amour du Roi dans un pays où les rigueurs de la conscription avaient été compensées par les bénéfices tirés de la guerre, où la division des domaines nationaux en une multitude de propriétés intéressait un grand nombre de personnes au maintien des principes sur lesquels on croyait fondé leur inviolabilité. En 1821, il reprenait cette idée et ajoutait que la classe bourgeoise de la Moselle aimait l'indépendance, détestait les anciennes supériorités et tenait à la Révolution par vanité. Il montrait la jeunesse inquiète et frondeuse, éprise des principes de liberté et d'indépendance, et fortement influencée par les écrits des philosophes. Si, au milieu de ces éléments divers, régnait un sentiment conservateur,

(65) *Défense personnelle du rédacteur de l'Abeille*, Metz, 1822. A. N. BB⁹⁰ 213.

(66) A. N. BB⁹⁰ 213 et 241. Le Messin en question était le vétérinaire Watrin qui, en 1832, tira, sur le Pont des Roches, un coup de fusil en l'air pour menacer le préfet Sers, chef du parti de la Résistance.

(67) A. D. Moselle, 55 M 3.

(68) Rapports de Tocqueville, 1^{er} mai 1818 et 27 décembre 1821. A. N. F¹⁰ III Moselle 9, et F^r 9.683.

(69) Rapports de Tocqueville, 3 mars 1822, A. N. F^r 6.770.

ce n'était que par besoin du repos, et cette situation n'excluait pas la possibilité d'une surprise. Tocqueville, qui trois ans auparavant célébrait le système de modération du ministère Dessolles-Decazes, affirmait pour conclure que le maintien de la fermeté rallierait les irrésolus. Mais il ne comptait par sur une évolution immédiate de la situation.

Une fois même, une élection partielle, rendue nécessaire par la mort de Rolland, donna la victoire aux libéraux. Il s'agissait du collège de Sarreguemines, que les prévisions de Tocqueville considéraient comme sacrifié. En février 1822, le général Sémellé y fut élu par 54 voix contre 38 qu'obtint son adversaire, le très riche conservateur des Forêts, Durand, que le gouvernement avait presque désigné aux électeurs en le nommant président du collège (70). C'est à cette occasion que *l'Abeille de la Moselle* osa conseiller ouvertement de voter pour le candidat libéral, en imprimant son nom, contrairement à l'usage qui voulait que l'on respectât, du moins en apparence, la liberté des votes, en gardant l'anonymat dans les polémiques de presse (71). Cet exemple fut naturellement suivi dès lors à chaque élection.

Mais ce succès fut sans lendemain. Des élections générales eurent en effet lieu en Moselle, dont les députés étaient de la série sortante. L'autorité les avait préparées : prévenu de complot contre la sûreté de l'Etat, l'avocat libéral Salmon avait passé la frontière (72) ; le procureur général avait fait révoquer le juge de paix de Forbach, et le préfet, à la demande de ce magistrat, avait obtenu du garde des sceaux qu'il rappelât aux hésitants, et surtout aux juges du tribunal de Sarreguemines, Lallemand, Roget de Belloquet, que les fonctionnaires devaient concourir aux vues du gouvernement. Un seul juge de paix osa proclamer sa volonté de conserver sa liberté, malgré une circulaire précise du procureur général (73). C'est en vain que *l'Abeille* parlait du principe de l'indépendance politique des fonctionnaires ; le *Journal de la Moselle* la réfutait en écrivant : « Le gouvernement est une machine dont les fonctionnaires sont les rouages ». Il ne leur reconnaissait que le droit de démissionner (74).

(70) A. D. Moselle, 28 M 7.

(71) *Journal de la Moselle*, 9 février 1822.

(72) *Mémoire adressé par M. Salmon, avocat à Metz* (20 avril 1822).

(73) A. N. BB⁹⁰ 213.

(74) *Journal de la Moselle*, 24 octobre 1822. A. D. Moselle, 28 M 7. Le Constitutionnel aurait voulu faire élire d'Helmstatt et de Schonen. Ce dernier, qui jouait un rôle dans les milieux libéraux de la capitale, était natif de Sierck. Il était d'ailleurs peu connu à Metz, et c'est à cette occasion que le *Journal de la Moselle* écrivit dédaigneusement : « Les candidats royalistes n'emprunteront pas le secours de la presse pour se faire valoir » (5 novembre 1822).

Le succès royaliste fut très net devant les collèges d'arrondissement, qui élirent trois députés sortants : de Wendel, Ducherry, de Turmel, et, à Sarreguemines, Durand contre Sémellé. Alors qu'en 1820 Tocqueville jugeait que les deux opinions opposées comptaient le même nombre d'électeurs, les libéraux avaient seulement réuni 300 voix contre 500. Le grand collège fit également triompher trois royalistes sincères, Simon, d'Hoffelize, de Lardemelle. Dès lors, si la Moselle passe encore pour libérale, sa députation ne l'est plus.

Les événements de 1823 allaient encore augmenter le découragement de l'opposition, dont subsistait d'ailleurs un noyau énergique. L'affaire Manuel produisit pourtant une si vive impression que Tocqueville jugea nécessaire de rédiger de sa main un article pour le *Journal de la Moselle*. Puis la guerre d'Espagne vint agiter profondément l'opinion ; à nouveau des cris séditieux furent signalés, en même temps que des menées dans les régiments. A Thionville, un bourgeois libéral fut condamné pour avoir dit que les soldats partant pour l'Espagne allaient à la boucherie. Tocqueville trouvait que le gouvernement avait commis une imprudence en rappelant sous les drapeaux les vétérans territoriaux (75) : 54 désertèrent en un jour d'un régiment caserné à Metz, et quand la maréchalsée poursuivait les réfractaires, la foule prit fait et cause pour eux. L'artillerie et le génie montraient mauvais esprit, et la police surveillait les deux cents officiers en non-activité qui restaient fixés en Moselle. Des malveillants répandaient le bruit d'une levée en masse, d'une invasion imminente. Mais, malgré bien des craintes, le départ pour l'Espagne de plusieurs régiments casernés en Moselle s'accomplit sans difficultés, et le retour des vainqueurs de cette inoffensive campagne, en février et mars 1824, servit de prétexte à quelques fêtes royalistes, dont la plus belle fut une réception solennelle à l'hôtel de ville de Metz (76). Tout s'était donc heureusement passé, et le résultat, presque inespéré, d'une expédition qui avait tant indigné les libéraux, sembla porter à l'opposition un coup mortel. En quittant la Moselle, le comte de Tocqueville laissait donc à son successeur, le baron de Balsac, une situation meilleure que jamais. L'ère des complots, des succès électoraux de la gauche, était passée. M. de Wendel pouvait écrire à son ami de Serre que l'esprit public était fort changé depuis la guerre d'Espagne : les douteux étaient devenus bons, les mauvais étaient devenus douteux, il ne restait d'ennemis que les incurables (77).

(75) Lettres de Tocqueville, 15 et 20 juin 1823. A. N. F¹ 6.702.

(76) *Journal de la Moselle*, 1^{er} mars 1824.

(77) *Correspondance du comte de Serre*, V, p. 372. de Wendel à de Serre, 1^{er} novembre 1823.

VI. — L'apaisement

Les années 1824, 1825 et 1826 furent, en Moselle comme dans toute la France, les plus calmes qu'ait connues la Restauration. L'époque des complots militaires, des sociétés secrètes, était passée, et le *Journal de la Moselle* félicitait les deux loges maçonniques du chef-lieu de ne faire parler que de leur bienfaisance (78). L'occupation par des troupes prussiennes des villages de Merten et de Biebling (79), restés depuis 1815 en litige entre les deux pays, avait bien causé quelque émotion à Metz, comme la crainte d'être privé de garnison en avait suscité à Sarreguemines, que les efforts de l'administration venaient de ramener de l'opposition au bon parti : mais ces impressions se dissipèrent rapidement. Une première souscription en faveur des Grecs, en 1825, avait été surtout couverte par les libéraux, mais elle n'avait rapporté que 2.000 francs, tandis que le comité philhellène organisé l'année suivante par des hommes appartenant à tous les partis, récolta 10.000 francs. La souscription ouverte chez le libraire Devilly et chez le maire des Cent Jours, Chédeaux, pour le monument du général Foy, obtint peu de succès (80). Tout concordait donc à créer un atmosphère d'apaisement et d'oubli.

La mort de Louis XVIII causa une émotion sincère, et lors des deux services qui y furent célébrés pour le repos de l'âme du « Père de la Patrie », la cathédrale vit affluer la foule en même temps que les fonctionnaires en uniforme et que les magistrats en robe. A Sarralbe, les membres de la Légion d'honneur, la plupart anciens officiers, firent dire à leur frais une messe de requiem, comme le fit dans un village un capitaine retraité de l'armée impériale (81). L'ignorance où l'on était de la véritable personnalité de Charles X l'avait rendu assez populaire, et les mesures de grâce prises en faveur des condamnés de 1815 avaient fait bonne impression, d'autant plus que le général Guillaume de Vaudoncourt et d'autres chefs des corps francs se trouvaient parmi les bénéficiaires de la clémence royale. En septembre 1826, le duc d'Angoulême vint visiter Metz pour la troisième fois, sans que l'autorité jugeât nécessaire d'échauffer l'opinion à cette occasion. Le Dauphin fut reçu as-

(78) *Journal de la Moselle*, 20 décembre 1824.

(79) Merten, Biebling, Flatten et Gongelfang furent attribués à la France par un acte du 11 juin 1827. C'est en août, puis en novembre 1826 que les Prussiens étaient venus faire acte de possession des deux premiers villages restés contestés. A. N. F⁷ 4.096.

(80) Pour ces souscriptions, *Journal de la Moselle*, 5 juillet, 9 décembre 1825, 13 mai 1826.

(81) A. D. Moselle, M. supplément et 58 M 1. *Journal de la Moselle*, 20 octobre 1824.

sez simplement ; il accepta des mains du président du tribunal une ode composée par ce magistrat-poète, dina d'un coq de bruyère, d'un saumon et d'un chevreuil que le préfet s'était procurés avec le concours de ses fonctionnaires, et assista à la reconstitution de la prise du Trocadéro, avec forcement des bras de la Moselle au pré Saint-Symphorien et à l'île du Saulcy (82).

Tout était si calme que le *Journal de la Moselle* n'avait plus à parler politique ni à réfuter *l'Abeille*, organe d'une opposition devenue muette. Une seule fois en trois ans, un article inséré évidemment par ordre du préfet pour vanter les actes de l'administration, les travaux publics réalisés ou projetés, prouve qu'il y avait encore quelques mécontents (83). Mais c'est à juste titre que les rapports de gendarmerie notaient les habitudes d'obéissance de la Moselle. Balsac était satisfait de l'esprit de son département (84) : le peuple, un peu froid, disait-il, ne faisait pas de politique ; évidemment le gouvernement représentatif avait dans le pays de profondes racines et les habitants avaient longtemps regretté l'Empire, la gloire et la prépondérance françaises, mais même les milieux du commerce et de l'industrie, les plus attachés aux principes libéraux, ne manifestaient pas leurs sentiments d'opposition, et, dans l'ensemble, la Moselle semblait s'être rattachée aux Bourbons. Sa conversion n'était sans doute ni très profonde, ni très sincère : mais les temps troublés de 1815 ou de 1822 semblaient définitivement révolus.

Pendant cette période d'inertie, c'est entre eux que les royalistes de la Moselle se querellèrent. Leurs divisions apparurent surtout lors des élections de 1824, mais ces luttes n'intéressèrent que des milieux fort restreints. M. de Serre, ayant quitté le ministère en 1821, désirait depuis lors se faire élire député, et c'est seulement parce qu'il ne payait point le cens d'éligibilité qu'il ne s'était pas présenté à Briey en 1822 (85). Il comptait sur l'amitié de M. de Wendel, sur l'influence de son beau-frère d'Huart, pour réussir en 1824, mais depuis longtemps le bruit courait que Villèle était résolu à sacrifier aux rancunes de l'extrême droite ce royaliste aussi sincère que modéré. Wendel en avait parlé au président du conseil, qui ne lui cacha pas que le préfet recevrait des instructions pour combattre l'ancien garde des sceaux ; il jugeait dès lors la partie perdue : « Les dispositions du département, vous les connaissez par ses habitants : il obéira à l'impulsion d'en haut, parce qu'on y fait les élec-

(82) *Ibidem*, 9 et 28 septembre 1826. A. D. Moselle 57 M.

(83) *Journal de la Moselle*, 24 septembre 1826.

(84) Les rapports du baron de Balsac sont dans A. N. F^r 6.670.

(85) Pour l'histoire de l'élection de 1824, voir *Correspondance du Comte de Serre*, tome V.

tions comme la conscription. » (86) La lutte s'engagea donc entre d'excellents royalistes et les ultras soutenus par le préfet. Certains exaltés traitaient Serre plus mal qu'ils n'auraient traité Manuel, et l'administration en arrivait à penser comme eux. La situation de M. de Wendel devint très difficile, car la société royaliste lui jeta la pierre, et il refusait de s'entendre avec les libéraux qui, par esprit d'opposition, étaient décidés à voter pour son ami. Serre avait d'abord espéré passer à Briey, mais le receveur des finances Marchant-Collin y obtint presque l'unanimité : le sous-préfet n'avait pas hésité à menacer de la gendarmerie le baron d'Huart. Enfin l'ancien ministre fut également battu devant le grand collège, mais seulement de quelques voix. En annonçant à de Serre, alors ambassadeur à Naples, cet échec, Wendel écrivait : « L'autorité y a mis un acharnement sans exemple ; les menaces aux fonctionnaires ont été prodiguées.... le délire du parti ultra était au comble, jamais on n'a rien vu de semblable ; Grégoire eût fait moins peur. Vous pouvez être sûr qu'avec les moyens mis en usage, il est impossible de faire passer quelqu'un sans l'attache du gouvernement. A Briey, on a réuni les notaires, les huissiers, les procureurs, les percepteurs, etc... On a demandé le serment ; enfin on a dit aux électeurs : vous nommerez M. un tel, ou vous serez en butte à toutes les vexations » (87). En effet le procureur général, conformément aux instructions ministérielles, avait envoyé une circulaire aux juges de paix pour les inviter à seconder l'action du gouvernement dans les élections ; ce magistrat s'estima satisfait de la conduite de tous ses subordonnés, même du tribunal de Sarreguemines, longtemps refuge de l'opposition, même du président Lallemant dont le fils obtint aussitôt le poste de procureur du roi à Vic (83). On conçoit que dans ces conditions les élections de février-mars 1824 aient été excellentes en Moselle (89) : avec Marchant-Collin, les arrondissements avaient élu de Wendel, de Turmel, Durand ; le grand collège avait réélu les trois députés sortants, d'Hoffelize, de Lardemelle et Simon. Le succès dépassait encore celui de 1822, car aux 580 voix royalistes le département n'opposait plus que 200 voix libérales, toutes concentrées à Metz ! L'opposition n'essaya même pas de protester contre les procédés de pression électorale de l'administration, et le premier président de Chevers pouvait écrire à Serre : « Heureusement les feuilles libérales ne savent rien ; elles n'ont pas pu étaler notre linge sale... Quoique pas un verre d'eau

(86) *Ibidem*, V, p. 412, de Wendel à de Serre, 16 janvier 1824.

(87) *Ibidem*, VI, p. 7, de Wendel à de Serre 12 mars 1824.

(88) Voir les lettres du procureur général Delaplagne, A. N. BB⁹⁰ 261 et 213.

(89) A. D. Moselle, 28 M 8.

n'ait été donné pour vous et que des milliers de verres de vin aient été donnés contre vous, il ne vous a manqué que quatre voix » (90).

Un an après, Thionville vit une élection partielle pour remplacer M. de Wendel, que la maladie venait d'emporter prématurément comme elle avait emporté quelques mois auparavant M. de Serre (91). Le baron du Teil triompha sans peine de l'ancien receveur général Milleret. Ainsi l'administration restait maîtresse de toutes les élections et pouvait espérer que le temps effacerait toujours davantage les souvenirs libéraux laissés en Moselle par la crise patriotique et nationale des Cent Jours.

D'autre part, la renaissance catholique, qui avait commencé dès l'Empire, était parvenue à son apogée apparente, et ses forces soutenaient le gouvernement du Roi. L'Eglise était intimement mêlée à toutes les cérémonies publiques (92) : les processions avaient recouvré depuis longtemps leur éclat ; la Cour et les tribunaux, en robe, assistaient chaque année à la messe du Saint-Esprit ; les anniversaires de la mort de Louis XVI et de Marie-Antoinette étaient célébrés par tous les fonctionnaires à la cathédrale. L'évêque bénissait les drapeaux des nouveaux régiments, comme il le fit en 1821 quand disparurent les légions départementales ; même la fête de la Légion d'honneur, la Saint-Henri, revêtait un caractère religieux. Lors des grandes processions messines, à la Fête-Dieu, au 15 août pour le vœu de Louis XIII, toutes les maisons, même celles des protestants et des israélites, étaient décorées de tentures et de feuillages ; Decazes avait d'ailleurs rappelé au préfet que nul procès-verbal ne pouvait être dressé contre ceux des non-catholiques qui s'abstiendraient de tendre leurs demeures (93). Quand l'évêque se rendait en tournée de confirmation, les populations le recevaient solennellement, le clergé allant au-devant de lui avec ses bannières, et les autorités civiles et militaires l'accompagnaient. C'est ainsi que lorsque le nouvel évêque, Mgr Besson, entra dans sa ville épiscopale en 1824, il fut salué à la porte de France par tout le clergé, par un détachement de troupes, par le premier adjoint : sous un dais, il se rendit processionnellement à la cathédrale, où l'attendaient les autorités en uniforme. On avait vu Mgr. Jauffret donner en 1820 le sacrement de la confirmation à 14.000 habitants de l'arrondissement de Sarreguemines, en une seule journée, et dans le cours

(90) *Correspondance du comte de Serre*, VI, p. 25, de Chevers à de Serre, 18 mars 1824.

(91) A. D. Moselle, 28 M 9.

(92) Voir chapitre XXII.

(93) A. D. Moselle, M supplément.

(94) *Journal de la Moselle*, 13 juin 1824. Voir également, 1^{er} juillet 1820, 13 septembre 1821, 9 avril 1827, 9 janvier 1825.

de la même année à 1700 Thionvillois, à 500 soldats de cette garnison. En 1827, la communion fut donnée, par l'évêque en personne, à 664 soldats des régiments de Metz, préparés par leurs aumôniers. La mission de 1825 dura deux mois et se termina par la plantation d'une croix sur la place Saint-Vincent ; le jubilé de 1826 prévit six mois d'exercices, et toutes les paroisses rurales de la banlieue de Metz se rendirent processionnellement à la cathédrale. Enfin, depuis 1824, l'autorité ecclésiastique dirigeait seule l'instruction primaire, soustraite à l'autorité du recteur. Protestants et israélites n'avaient d'ailleurs pas lieu de se plaindre : à la synagogue comme au temple, des services étaient célébrés à toutes les fêtes publiques ; le maire de Turmel avait soin de présider les distributions des prix de l'école israélite, de rappeler aux Juifs de Metz que le gouvernement du Roi avait laissé de côté les dernières restrictions que Napoléon avait apportées à leur assimilation complète aux citoyens français (95). Dans le consistoire réformé siégeaient un sous-préfet et un général, et leur présence prouvait que l'accession de tous aux fonctions publiques n'était pas un vain mot.

Il n'en restait pas moins que l'influence cléricale s'exerçait toujours davantage et que, malgré la liberté laissée aux minorités religieuses, le catholicisme s'affirmait religion d'Etat. La loi de 1814 qui interdisait l'ouverture des cabarets pendant l'office, même pendant les vêpres, était appliquée strictement ainsi que celle qui empêchait de travailler aux champs le dimanche (96). De tout temps, les desservants, surtout en Lorraine allemande, s'étaient montrés autoritaires et envahissants : le gouvernement de la Restauration, sans le vouloir expressément, n'avait fait que renforcer cette tendance dont M. de Vaublanc s'était déjà plaint (97). On vit en 1816 un curé annoncer le rétablissement de la dîme ; on vit des prêtres entrer en conflit à tout propos avec leurs ouailles et avec l'autorité municipale. Les préfets durent souvent intervenir auprès de l'évêque, sans obtenir d'ailleurs gain de cause. Ces incidents n'étaient au fond que des querelles de personnes, purement locales, sans portée politique, mais ils eurent à la longue des répercussions. En voici un exemple : à Petit-Failly, près de Longwy, le curé entra en conflit avec le maire, le chevalier d'Egremont, soutenu par le préfet ; l'évêque se rangea aussitôt du côté du prêtre. L'autorité infligea une amende au curé, et M. de Bal-

(95) *Ibidem*, 16 octobre 1821. Le décret de 1808 qui établissait une patente spéciale pour les israélites ne fut pas renouvelée en 1818.

(96) Un arrêt de la Cour de Cassation du 26 février 1823 casse la décision qu'un juge de paix avait prise de ne pas condamner deux cabaretiers qui avaient ouvert pendant les vêpres.

(97) A. D. Moselle, 29 V à 36 V.

sac justifia sa conduite énergique en écrivant au ministre : « Je désire ardemment, dans l'intérêt de l'ordre et de la religion qui est le premier besoin des peuples, que le desservant de Petit-Failly soit averti que les délégués du Roi sauront faire respecter leur autorité et que vainement il voudrait substituer sa volonté aux commandements des lois du royaume ». Et pour convaincre le ministre, le sous-préfet précisa que la vraie cause du conflit était la colère du curé empêché de continuer ses dévas-tations dans la pêche de M. d'Egremont ! Un ancien émigré, chevalier de Saint-Louis, dénonça deux ecclésiastiques qui employaient la confession pour servir leurs passions et leurs vengeances : l'autorité administrative entra encore à ce propos en conflit avec l'autorité diocésaine. Ailleurs un prêtre rigide interdisait les danses à la fête patronale, un desservant prêchait contre l'inviolabilité des biens nationaux. Les préfets ont cependant fait de leur mieux pour contenir les prêtres trop autoritaires, mais toute action efficace était impossible à un régime qui se montrait étroitement solidaire de l'Eglise. Evidemment ces querelles de clocher ne traduisaient nul sentiment anticlérical, nulle doctrine laïque : mais l'ensemble de tous ces faits a contribué à dresser une partie de l'opinion, à Metz et dans la bourgeoisie d'ailleurs bien plus que dans les campagnes, contre les excès de l'influence cléricale. Voltaire avait conservé trop d'influence dans les milieux éclairés, l'indifférence avait pénétré trop profondément dans une partie des classes ouvrières, pour qu'il en fût autrement.

VII. — Le réveil définitif du libéralisme

Après trois ans de calme, c'est sur le terrain religieux que reprit l'activité de l'opposition libérale. Les colères patriotiques de 1815 passèrent au second plan. Déjà en 1825, deux missionnaires avaient été insultés devant la cathédrale, et l'année suivante vit afficher à Longwy ce placard : « Eglise à louer, missionnaire à chasser, curés à réformer pour les avoir demandés ». C'était des signes avant-coureurs, et en 1827 M. de Balsac jugea nécessaire de signaler au ministère l'état de l'opinion dans son département : en se félicitant de l'esprit de tolérance de l'ancien clergé, le préfet se plaignait des jeunes prêtres, de leur tendance à confondre les droits de la puissance ecclésiastique et de l'ordre civil, de leur zèle imprudent qui indisposait les fidèles. Une partie toujours plus importante de la population commençait à redouter les Jésuites, symboles de la

puissance cléricale ; observant cette défiance de l'opinion, Balsac écrivait : « Il ne faut pas souffrir, dans l'intérêt du Trône et de la Religion, d'empîètement de la Religion qui fasse croire à un système » (99).

On trouve des indices nombreux de cet état d'esprit. Ne racontait-on pas que le Roi était entré dans les ordres ? que les missionnaires inscrivait sur une liste de réprobation les noms des absents aux services solennels de la cathédrale ? On avait vendu à Metz un acrostiche anti-jésuitique, dont les premières lettres de chaque vers formaient ces mots : *Jesuitæ sunt pestis religionis et terrarum*. Un confiseur avait exposé à la foire un Charles X en pain d'épice, coiffé d'une calotte. Si le préfet pouvait se féliciter de ce qu'une seule maison eût illuminé en mai 1827, lors du retrait de la loi sur la presse, il continuait à signaler l'inquiétude répandue par la mystérieuse « Congrégation », et il jugeait « qu'un avenir peu éloigné verrait la politique des cafés et des lieux publics dominée par des théories en matière de religion ».

Les élections de novembre 1827, après la dissolution de la Chambre par Villèle, montrèrent nettement que l'opposition se réveillait en Moselle (100). Elles furent naturellement un succès pour l'administration qui n'avait pas oublié de joindre aux cartes d'électeur une circulaire dirigée contre « l'esprit de parti ». Mais pour l'ensemble des collèges d'arrondissements, l'écart des voix entre les deux partis était tombé de 375 à 160, et le grand collège, après avoir élu Durand et de Lardemelle, ne fit triompher Simon que de justesse. L'opposition protesta cette fois contre les menées de l'administration, et son Comité constitutionnel, récemment formé, accusa de Turmel de n'être point éligible, de ne payer que 987 francs d'impôts (101).

Le moment était d'ailleurs bien choisi pour reprendre la lutte politique entre bourgeois libéraux et bourgeois royalistes : le prix élevé du pain agitait justement les classes populaires. Les colères des ouvriers messins se tournaient à la fois contre les moulins à vapeur récemment établis à Metz, et contre les curés. Des placards collés sur les murs montraient que les souvenirs révolutionnaires n'étaient point totalement effacés : « Prenons recours aux anciens révolutionnaires de l'an 1792 ; tâchons d'abattre la noblesse et les accapareurs de blé ; il faut les pendre à la lanterne, cette canaille ; mettons le feu aux moulins à vapeur, faisons voir que nous avons du cœur, faisons un rassemblement général sur le marché au blé et mettons nous en révolution. Vive les révolutionnaires du

(99) Lettre de Balsac, 28 février et 2 avril 1827. A. N. F⁷ 6.770. Voir aussi A. Metz, I I 31-71, rapport de police du police mai 1827 et A. N. 6.705.

(100) A. D. Moselle, 28 M 9.

(101) Protestation imprimée, lettre de Balsac du 20 janvier 1828. A. N. F⁷ III, Moselle 5.

Faubourg Saint-Antoine de Paris ». On put lire des inscriptions à la craie : « Vive Napoléon », « A bas les Jésuites », « A bas les moulins à vapeur ». Ces mots, « A mort », furent écrits à la craie rouge sur la porte du maire, et la police releva un placard : « Cathédrale à abattre, maire à pendre, curés à brûler » (102).

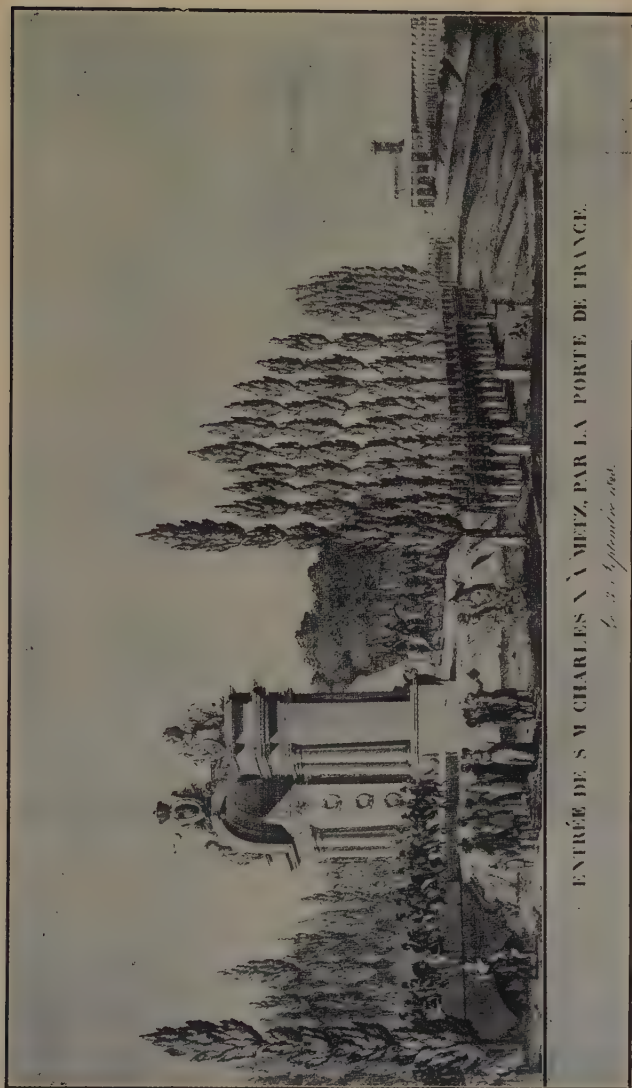
Mais ces signes de colère populaire disparurent vite, car les prix du pain baissèrent, et il ne subsista qu'une crise des affaires, qu'une stagnation du commerce dont la vie économique souffrait encore en 1830. Le libéralisme discret du ministère Martignac, les limites qu'il posa à l'influence cléricalle, rassurèrent ceux qu'avaient alarmés des progrès de la droite. Le nouveau préfet, M. de Suleau, signalait bien qu'un certain esprit de parti subsistait dans les villes, que des groupes libéraux s'organisaient dans les chefs-lieux d'arrondissement pour correspondre avec une réunion centrale siégeant à Paris, et avec le Comité constitutionnel définitivement établi à Metz, mais il pensait que la cohésion était faible entre ces hommes, et qu'ils se sépareraient bientôt si des circonstances étrangères au département ne venaient alimenter des craintes « factices » (103). L'ensemble du pays s'affirmait toujours modéré et tiède, et le préfet se félicitait de voir les hommes respectables s'unir de plus en plus dans ses salons, constatation qui montre le rôle que la vie sociale jouait, au temps de la bourgeoisie censitaire, dans la direction politique de l'opinion.

C'est pendant cette période de détente que Charles X visita les départements de l'Est et le camp de Lunéville. Ce voyage, on le sait, fut un succès qui flatta l'amour-propre du Roi (104). Parti de Paris le 1^{er} septembre 1828, le monarque arriva à Metz le 3, après s'être arrêté à Châlons et à Verdun. L'organisation du séjour princier avait été pour M. de Suleau une lourde charge : c'est que la suite de S. M. comprenait 36 personnes, dont quatre ducs et de nombreux gentilshommes ; le Dauphin était accompagné de son menin, le duc des Cars, et de plusieurs officiers. Il fallut loger le Roi et vingt-deux personnes à la Préfecture, Martignac chez le receveur général ; il fallut dresser chaque jour cinq tables pour une quarantaine de convives, et remiser une vingtaine de voitures. Un commissaire de police vint de Paris pour veiller à la sûreté des princes, et il put constater que si les jalousies locales avaient empêché la formation d'une garde d'honneur à cheval, M. de Turmel n'avait rien oublié, pas même les « provocateurs d'enthousiasme ». Le préfet était

(102) A. D. Moselle, 55 M 5.

(103) Lettres de Suleau, 16 juin et 5 août 1828. A. N. F⁷ 6.770.

(104) *Journal de la Moselle*, 5 septembre 1828. A. D. Moselle, 56 M. — A. N. F⁷ 6.760. *Annuaire Verronnais*, 1828.



ENTRÉE DE S. M. CHARLES N. À METZ, PAR LA PORTE DE FRANCE.

Le 21. Septembre 1864.

allé recevoir le cortège royal à la limite de son département, à Hannonville; par ordre, les maires de tous les villages que traversait le cortège attendaient le Roi aux premières maisons; les curés se tenaient en habits sacerdotaux devant leurs églises; les cloches sonnaient, les boîtes et pétards détonaient. Les paysans étaient accourus en foule, et sept arcs de triomphe avaient été édifiés entre Hannonville et Metz, aux frais du département. Le Roi entra à cheval, comme l'avait fait Louis XV en 1744, par la même porte de France; le maire l'avait reçu 500 pas en avant de la place; la garde nationale et la troupe formaient la haie. A la Préfecture, Charles X honora d'un sourire galant les jeunes filles qui, derrière Mlle du Coëtlosquet, lui offraient des fleurs, et remercia avec son amabilité naturelle M. de Turmel qui lui présentait la traditionnelle boîte de mirabelles. Il écouta les harangues des autorités, sut répondre avec tact, visita les établissements civils et militaires, l'Ecole d'artillerie, le Collège royal (qui n'était pas encore en vacances); il dina en public à la Préfecture comme à l'Hôtel de Ville, au milieu de la foule des badauds. A l'occasion de l'exposition industrielle organisée par la Société des Lettres, Sciences et Arts, il accorda à cette compagnie le titre d'Académie royale que son porte-parole lui avait demandé. Le 5 septembre vit s'éloigner le cortège royal, au milieu des mêmes foules villageoises, des mêmes arcs de triomphe échelonnés sur la route de Strasbourg. Quelques jours plus tard, ce fut au tour de la Dauphine de traverser Metz: ces visites princières se passèrent sans incidents; l'empressement avait été grand autour de S. M. et nulle note discordante n'avait été signalée pendant la fête, dont le coût dépassa 80.000 francs. Il est curieux d'indiquer que parmi les harangues respectueuses qui lui furent adressées, Charles X entendit celle d'Emile Bouchotte, parlant au nom de l'Académie, et du pasteur Laffite, futurs premiers rôles de l'opposition libérale la plus ardente, dont l'attitude intransigeante, lors du voyage de Louis-Philippe en 1831, forme un singulier contraste avec celle, toute déferente, qu'ils avaient adoptée en 1828.

VIII. — Le ministère Polignac et la révolution messine

Mais la détente qu'avaient marquée la formation du ministère Martignac et le voyage du Roi, ne fut pas durable. Les chefs du Comité constitutionnel, précédant les libéraux parisiens, donnant l'exemple au *National* qu'allaient fonder Thiers et Carrel, remplacèrent la timide *Abeille de la Moselle* par le *Courrier*. Cet organe, qui parut à partir d'avril 1829, était inspiré par une nouvelle génération de l'opposition, par des hommes plus jeunes, qui, tel Dornès, n'avaient guère connu l'Empire que par

les regrets de la gloire et de la grandeur nationales. Dès ses premiers articles, il s'affirma anticlérical; il osa même risquer des moqueries au sujet des chasses de Charles X (105). En juin 1829, une élection partielle au grand collège lui permit de soutenir énergiquement le général Sémellé. L'ancien préfet, de Balsac, devenu directeur au ministère, fut élu, mais avec seulement 6 voix de majorité. Quand il sortit de l'Hôtel de Ville, il fut accueilli par des sifflets, par des cris de « Housse », et même d'honorables bourgeois se mêlèrent à cette manifestation. En vain le député de Lardemelle, arrêtant son tilbury, tenta de faire face à l'orage; la foule couvrit sa voix (106).

Mais, comme l'avait si bien prévu le préfet, seuls des événements extérieurs pouvaient donner à l'opposition libérale une véritable influence dans les villes de la Moselle. On voit par là quelle lourde faute commit Charles X en appelant aux affaires le prince de Polignac. Le *Courrier* osa écrire: « Sur six ministres, quatre ont porté les armes contre la patrie, et l'administration de la guerre est confiée à ce déserteur qui passa à l'ennemi avec nos plans de campagne, la veille d'une bataille de douloureuse mémoire » (107). M. de Suleau ne cachait pas ses inquiétudes, car, en notant la satisfaction des royalistes, il ajoutait que la nouvelle administration aurait des difficultés sans nombre à surmonter. Il avouait que la composition du ministère avait fait une mauvaise impression, que le *Courrier*, devenait influent sur la classe industrielle des villes, que les gens dévoués n'étaient point la majorité en Moselle (108).

En octobre, le journal de l'opposition publia le prospectus de l'Association bretonne pour le refus de l'impôt, avec un commentaire très favorable (109). Des poursuites furent engagées, et le gérant fut condamné, mais il se porta en appel. Vers la fin de l'année, des placards menaçants reparurent, et le fait que les moulins à vapeur venaient d'être incendiés par malveillance leur donnait une portée particulièrement grave: on signala des menaces contre la maison du maire, des écrits contre le Séminaire, des injures à l'adresse du Roi et des prêtres, « les corbeaux » (110). Le préfet ne s'inquiétait pas trop; l'ensemble du département demeurerait calme, et l'armée restait sûre; les associations pour le refus de l'impôt, formées dans tous les départements voisins, ne réussirent pas en Moselle. Mais M. de Suleau rappelait encore à son minis-

(105) *Courrier*, 30 avril 1829.

(106) A. D. Moselle, 28 M 10. A. Metz 1 I 31-71. Lettre de Suleau, 19 janvier 1829, A. N. F¹⁰ III Moselle 5 et BB³⁸ 1.173. *Courrier*, 2 juillet 1829.

(107) *Courrier*, 29 août 1829.

(108) Lettre de Suleau, 20 août 1829. A. N. F⁷ 6.770.

(109) *Courrier*, 6 octobre, 24 octobre 1829. A. N. BB³⁸ 1.175-1.181.

(110) A. Metz, 1 I 31-71. A. N. F⁷ 6.770.

tre que les difficultés qui pourraient naître à Paris réagiraient à Metz, et il s'enquérât de ce que ferait l'autorité si les débats parlementaires prouvaient que « nulle entente n'était possible entre la couronne et l'esprit de faction » (111). On voit donc que le préfet envisageait, dès la fin de 1829, l'éventualité d'un coup d'état, mais qu'il n'encourageait pas le ministère à prendre une résolution aussi énergique, qu'il ne lui affirmait pas que la province resterait inerte.

Un nouvel incident enhardit encore l'opposition messine : après six longues audiences, la Cour acquitta en appel le gérant du *Courrier* et l'imprimeur Lamort (112). Ce succès retentit surtout dans le monde des avocats, tous libéraux à l'exception de deux, témoignage qui prouve l'unanimité que Polignac avait su réaliser contre lui. Mais de nouvelles poursuites furent bientôt dirigées contre l'organe libéral, à propos d'un article sur « le parti prêtre » et surtout d'une accusation de trahison lancée contre Polignac. Avec une audace qui ne reculait pas devant le mensonge, le *Courrier* accusait le premier ministre d'être l'instrument de l'Angleterre contre la France, d'avoir rompu une négociation engagée par Martignac avec la Russie pour nous rendre la rive gauche du Rhin. « Déjà d'un autre homme, disait-il, ce serait le fondement d'une accusation capitale. Que sera-ce du héros de la machine infernale qui a puisé dans l'intimité de Wellington cet étrange patriotisme ! » Cette fois la mesure était comble : en mai 1830, le tribunal condamna à la prison le gérant et l'imprimeur, et au début de juin la Cour confirma cet arrêt. Lamort n'avait d'ailleurs pas attendu le jugement pour refuser ses presses à ce terrible journal, et, au moment des élections, l'opposition se trouva réduite au silence.

La tâche du préfet semblait ainsi facilitée. Depuis plusieurs mois, M. de Suleau avait préparé les élections, qu'il considérait « comme le premier acte d'une lutte dans laquelle la couronne maintiendrait tous ses droits » (113). Il avait reçu de M. de Montbel, alors ministre de l'Intérieur, des indications qui lui dictaient une conduite énergique : « Le gouvernement est formellement décidé à arrêter par tous les moyens qui pourront dépendre de lui les progrès et les empiètements audacieux de l'esprit de faction ; dirigé par la volonté inébranlable du Roi, il combattrà ses ennemis avec courage et persévérance ».

C'était donc une partie décisive qui s'engagea lors des élections ; elles

(111) Lettre de Suleau, 2 décembre 1829. A. N. F^r 6.770.

(112) A. N. BB¹⁸ 1.175-1.181. C'est à l'occasion de ce procès que les libéraux applaudirent les plaidoiries de Parant et de Dornès. Ce dernier déclama l'hilarité générale en s'écriant : « Dat veniam corvis vexat censura columbis ». Cf. ABEL (Ch.) : *Notice sur Dommanget* (Mémoires de l'Académie, 1884, p. 116).

(113) Lettre de Suleau, 10 mars 1830.

eurent lieu les 23 et 24 juin pour les arrondissements, le 3 juillet et les jours suivants pour le grand collège (114). Depuis dix ans, la Moselle semblait habituée à suivre en matière électorale l'impulsion de l'autorité, et de tous les départements de l'Est, c'était celui où le suffrage censitaire paraissait le plus maniable. Tandis que le Bas-Rhin, la Meurthe et la Meuse avaient élu, dès 1827, quelques opposants, tels Benjamin Constant à Strasbourg, le baron Louis à Lunéville, Etienne à Bar, la députation de la Moselle était restée entièrement royaliste. Mais il est certain que ce n'était point la véritable opinion de la région, et surtout de Metz : trop de souvenirs de 1815 y subsistaient, le patriotisme quelque peu illogique et irraisonné des pays frontières y était trop fort, pour que les véritables sentiments monarchistes y eussent jamais régné ailleurs que dans les salons de quelques familles nobles, peu influentes, et que dans les antichambres de la Préfecture. De Tocqueville à Suleau, tous les préfets étaient d'accord sur ce point ; tous savaient qu'au fond, malgré l'inertie des masses, malgré les sentiments religieux très vivaces, leur département était libéral. Les élections de 1830 prouvèrent qu'aux jours de crise l'administration cessait d'être maîtresse du suffrage censitaire : ses moyens habituels de pression devenaient insuffisants devant une opinion publique surexcitée par la crainte d'une résurrection de l'Ancien Régime ; il aurait fallu disposer d'armes plus efficaces, par exemple de cet achat de consciences que proposa le ministre de la Marine, d'Haussez, et qu'en leur méconnaissance de la profondeur de l'indignation nationale, le Roi et Polignac jugèrent superflu.

La tactique des présidents des collèges consista à rassurer les électeurs en leur promettant le maintien de la Charte. Leur bonnes paroles restèrent inutiles, et les arrondissements firent triompher quatre libéraux, Milleret, Poulmaire, le général Sémellé et le colonel Paixhans. Même le grand collège, après trois tours de scrutin, fit passer, à côté de Durand et de Lardemelle, un opposant, le colonel Bouchotte. Le mouvement qui entraînait la France politique contre Polignac, s'affirmait donc nettement en Moselle, en même temps d'ailleurs que dans tous les départements de l'Est !

Nulle manifestation ne suivit ce résultat : le mois de juillet fut une période d'attente, pendant laquelle la nouvelle de la prise d'Alger, connue le 10, ne détourna pas les esprits de la scène parisienne. C'est le 28 juillet que parvint à Metz le texte des ordonnances, et dès la nuit suivante, un placard fut collé sur les murs de l'Hôtel de Ville : « Charles X était roi en vertu de la Charte qu'il avait jurée, il a violé son serment ; on doit

(114) A. D. Moselle, 28 M 10.

refuser de payer l'impôt. Vive la Nation » (115). Les jours suivants, l'absence de nouvelles de Paris — le télégraphe aérien ne fonctionnait plus — aggrava l'inquiétude : le comte de Vendevre, depuis trois mois préfet de la Moselle, rentrait à peine d'un voyage à Trèves, et les libéraux l'accusaient d'avoir été conspirer avec les Prussiens. Le 30 juillet, le préfet, le maire et le lieutenant-général Villatte se mirent d'accord pour convoquer la garde nationale. Ils espéraient ainsi apaiser l'agitation, mais les libéraux messins, maîtres de la milice citoyenne, débordèrent aussitôt l'autorité. Deux membres du Comité constitutionnel partirent à cheval pour obtenir des nouvelles et ramenèrent de Gravelotte le courrier de Paris. Les dépêches furent ouvertes à l'Hôtel de Ville, en présence du préfet, du maire et d'un représentant du Comité, dont la puissance était ainsi officiellement reconnue. Les Messins apprirent la constitution d'un gouvernement provisoire, sans connaître encore l'issue de la lutte engagée dans la capitale. Mais le sentiment libéral parlait si haut que les cris de « Vive la liberté » éclatèrent aussitôt, que la Mutte sonna, et que, le 31 juillet à cinq heures du soir, le drapeau tricolore, amené en 1815 en un jour de deuil, flotta à la tour de la cathédrale. On envoya des drapeaux semblables à Pont-à-Mousson, à Briey, à Thionville. Le préfet renonça à toute résistance : par arrêté de ce même jour, « considérant qu'il devait faire une absence illimitée », il délégua ses pouvoirs au baron Marchant, conseiller de préfecture, ancien maire de Metz. Puis le comte de Vendevre et le procureur général s'empressèrent de quitter la ville : le premier acte de la révolution messine était terminé par l'abdication d'une autorité qui avait perdu tout contact avec l'opinion.

Le second acte fut plus complexe : le 1^{er} août, le général Villatte craignit de s'être compromis en laissant arborer les trois couleurs avant d'avoir reçu les ordres de la capitale. Appuyé par une garnison de 10.000 hommes, bien plus fidèle qu'elle ne l'aurait été dix ans auparavant, il était après tout le véritable maître de la ville. Il pensa donc faire amener le drapeau qui flottait à la tour de Mutte ; mais la garde nationale s'émut, la place d'Armes fut envahie par la foule, et deux soldats-citoyens montèrent la garde au pied de la tour. Malgré une proclamation de Villatte, les hommes du peuple se faisaient gloire d'arborer la cocarde tricolore. Mais le lieutenant-général restait décidé à l'action, et refusait de croire aux succès parisiens, que venait pourtant de confirmer un courrier de la maison Rothschild en route vers Francfort. Le soir, malgré les appels au calme des chefs libéraux effrayés de leur responsabilité, l'agitation atteignit son point culminant. Des patriotes couchèrent sur la place pour

(115) A. N. BB¹⁸ 1.175-1.181. Pour le récit des événements de 1830, voir le *Journal de la Moselle*, l'*Annuaire Verrounais* de 1830, l'*Indicateur de l'Est*.

préservé les trois couleurs. Vers deux heures du matin, M. de Turmel et un maréchal de camp tentèrent de persuader à la garde nationale de laisser enlever le drapeau; les officiers, le Comité constitutionnel étaient résignés à ce qui leur paraissait un sacrifice raisonnable, mais les simples gardes maintinrent leur opposition. On renonça donc à afficher une proclamation qui avait été préparée pour calmer l'indignation et l'on attendit le courrier. Le 2 août, un capitaine arriva de Paris et confirma l'existence d'un gouvernement provisoire, puis, à 10 heures du matin, ce fut le tour de quatre polytechniciens, dont deux étaient Messins, dont trois avaient été blessés en combattant pour la liberté. Ils étaient porteurs d'une dépêche de Lafayette et furent conduits en triomphe à l'Hôtel du lieutenant-général. Fidèle au devoir militaire, Villatte hésitait encore à faire reprendre aux troupes cette cocarde tricolore qu'il avait pourtant portée pendant 25 ans. Il aurait voulu attendre des ordres réguliers du ministère de la Guerre, et les chefs libéraux s'impatienzaient; le plus énergique, Dornès, songeait à lui brûler la cervelle s'il hésitait davantage. Après une heure de réflexion, le général céda, et le soir même, accompagnés d'une foule immense, les quatre messagers repartirent pour Paris, avec son adhésion écrite. M. de Turmel, débordé par les exigences du Comité constitutionnel devenu le maître de la situation, démissionna alors de ses fonctions de maire. Le soir, la Mutte sonna, et la plupart des maisons, même celles des fidèles de Charles X, furent illuminées. Le 3 août, il y eut revue de la garde nationale et de la garnison, réconciliées sous la même cocarde; les dépêches officielles annoncèrent l'abdication de Charles X, et firent connaître la proclamation de Louis-Philippe: « La Nation reprend ses couleurs ». C'était chose faite à Metz depuis trois jours.

Ainsi s'était écroulé, sans tenter de résister, un régime qu'en 1815 le chef-lieu de la Moselle avait accepté à conte-cœur, et pour lequel il n'avait jamais ressenti de véritable affection. L'élan royaliste avait toujours manqué aux départements de l'Est, et il était inévitable qu'à un ébranlement venu de Paris, répondît à Metz un mouvement local. En une ville qui avait si vivement ressenti, dans sa vie économique comme dans ses passions patriotiques, la crise de 1815, les Trois Glorieuses, le retour des symboles de la Révolution et de l'Empire, allaient déclencher une longue période d'exaltation. A la lumière de ces événements, il apparaît que ce n'est pas une révolution toute faite, venue de Paris, que Metz accepta en 1830. Autant qu'une ville de province peut le faire, elle prit une part personnelle à l'action de l'opposition (116). Ce n'est pas au

(116) Dans son étude sur *le Havre entre trois révolutions*, M. Roger Lévy a noté que 1830 est le seul instant où les Havrais aient fait acte de révolution entre 1789 et 1848. Le cas de Metz n'est donc pas unique.

chef-lieu de la Moselle que peut s'appliquer cette phrase qu'imprimait en 1832 la légitimiste *Gazette de Metz*, phrase que les partis conservateurs ont souvent reprise depuis lors : « Il ne faut plus que les voitures publiques, pavoisées de drapeaux tricolores, apprennent aux provinces qu'elles ont changé de gouvernement ». On peut d'ailleurs ajouter que le contraste avec les événements de 1848 est saisissant à cet égard.

L'effort poursuivi par la Restauration avait donc échoué en Moselle : les souvenirs de la Révolution et de l'Empire, les regrets assez singulièrement mêlés de la gloire et de la liberté, n'avaient point été effacés. Il est probable qu'ils ne pouvaient point l'être dans un département frontière qui vibrât trop facilement aux rêves du patriotisme révolutionnaire, dans une région où l'influence de la bourgeoisie avait toujours surpassé, même dans les campagnes, celle de la noblesse. Il eût été peut-être possible à l'administration du roi de chercher un appui auprès des masses rurales, inertes en matière politique, ennemies des guerres et des aventures, incapables de s'éprendre des idéologies libérales (117). Puisque cette idée n'est jamais venue aux préfets de la Restauration, puisque leurs rapports n'ont jamais observé que les classes dirigeantes, il est impossible de conclure ce chapitre autrement qu'en répétant encore une fois l'appréciation qui revient le plus souvent sous leur plume : la Moselle, de 1815 à 1830, avait des aspirations libérales que la révolution de Juillet a satisfaites. En ce département comme dans ses voisins, les Trois Glorieuses n'apparaissent pas comme un incident, mais comme un événement naturel, presque inévitable, qui rendit à l'esprit public la liberté qu'il avait perdue, et qui permit l'explosion de sentiments longtemps contenus par l'habileté de l'administration comme par la raison des populations.

(117) Ce n'est qu'en 1833 que le journal légitimiste, la *Gazette de Metz*, commença à affirmer que le suffrage universel amènerait à la Chambre une majorité contre-révolutionnaire (*Gazette*, 27 septembre 1833).

CHAPITRE X

LA MONARCHIE DE JUILLET (1830-1848)

I. — Le renouvellement des autorités

La révolution de Juillet fut, à Metz et même dans l'ensemble du département de la Moselle, l'origine d'une période d'agitation politique dont l'étude montre dans quelle mesure une ville de province était susceptible, il y a cent ans, de jouer un rôle personnel. Cité militaire et libérale — ces termes étaient loin de s'exclure en 1830 — Metz ressentit profondément la fierté d'avoir retrouvé les trois couleurs; elle partagea tous les espoirs de rénovation et de grandeur nationale, qui donnèrent alors à notre vieille patrie une nouvelle jeunesse. Un siècle s'est écoulé depuis ces jours ardents, et dans leur sagesse conservatrice et désabusée, bien des Français ne comprennent plus ce qui fit la grandeur de la crise que vécurent leurs grands-pères. L'exemple de Metz montre pourtant que 1830 ne fut pas un incident qu'auraient aplani quelques modifications de la Charte ou du ministère, mais bien une résurrection de l'esprit de 1792 et de 1815, le point de départ d'une ère nouvelle.

On a vu que, dès le 31 juillet, le drapeau tricolore flottait au chef-lieu. Le département suivit rapidement l'exemple de Metz, et des jeunes gardes nationaux furent envoyés dans les communes pour vérifier l'exécution des ordres du gouvernement (1). Ils trouvèrent partout un calme que les événements parisiens et messins n'avaient point troublé. La garde nationale s'organisa immédiatement dans les villes et dans les bourgs, mais sa formation fut retardée dans les campagnes par les travaux de la moisson et par l'inertie rurale. Pendant qu'il exerçait par intérim les fonctions de préfet, Marchant ne rencontra point de difficultés. Les carlistes étaient trop peu nombreux en Moselle pour que leurs regrets pussent inquiéter l'autorité, et les hommes du Mouvement ne se différenciaient pas encore des libéraux modérés. On si-

(1) A. D. Moselle, 55 M 4. Lettres du baron Marchant des 6 et 9 août 1830.

gnalait seulement l'inquiétude de quelques prêtres que l'évêque fut prié de rassurer sur les intentions du gouvernement.

Le mois d'août vit se dérouler à Metz un certain nombre de cérémonies qui furent la conséquence de la révolution : revue passée par Drouot, arrivé de Nancy où il vivait dans la retraite, salves et illuminations en l'honneur de Louis-Philippe, représentations vivement applaudies de la « Muette de Portici ». Des fêtes analogues eurent lieu dans les autres villes, et partout, à Longwy comme au chef-lieu, revenait l'évocation des jours tragiques de 1815. Même Lafayette y avait fait allusion dans sa réponse à la députation de la garde nationale messine, fière de l'éloge que lui décerna le héros de la liberté des deux mondes (2).

Mais les chefs du Comité constitutionnel, dont le rôle avait été décisif dans la révolution messine, étaient résolus à ne pas borner leur action à ce premier acte. Ils avaient fait signer par 1.500 de leurs concitoyens une adresse au Roi que porta à Paris le docteur Scoutetten : les événements de Juillet, disait-elle, doivent tourner au profit du peuple ; il faut diminuer les gros traitements, réduire les impositions et surtout éliminer, même de la magistrature, les fonctionnaires de Charles X. Cette épuration devint l'article essentiel de l'ancienne opposition victorieuse, dont les efforts furent d'ailleurs couronnés de succès.

L'ancien maire, M. de Turmel, ayant démissionné, le baron Marchant le remplaça par Emile Bouchotte (3) ; seul ce bourgeois libéral, jeune et riche, membre d'une vieille famille messine qui avait donné à la Convention un ministre de la Guerre, eut l'audace d'accepter cette responsabilité. Le lieutenant-général Barrois, l'un des juges du duc d'Enghien, vint prendre le commandement de la division militaire. Les trois sous-préfets furent remplacés, ceux de Thionville et de Sarreguemines par des avocats qui venaient de diriger l'opposition dans ces deux villes, celui de Briey par un combattant de Juillet (4). Le baron Sers devint préfet de la Moselle, mais ses principes d'ordre, sa qualité de préfet du Puy-de-Dôme sous Polignac, sa conduite hésitante à Clermont lors des Ordonnances, ne facilitèrent pas sa tâche à Metz. Le Comité constitutionnel, en correspondance avec les députés qu'il avait fait élire, lui fit adjoindre comme secrétaire général le plus fougueux

(2) Outre le *Journal de la Moselle*, voir l'*Indicateur*, du 16 août, et le *National* des 13 août et 1^{er} septembre 1830.

(3) A. D. Moselle, 46 M 7. A Strasbourg également le maire démissionna et fut remplacé par une commission municipale. Le résultat des élections de juin 1830 avait prouvé le libéralisme de la bourgeoisie alsacienne. Cf. LEUILLOT (P.) : *L'Alsace et la Révolution de 1830* (Vie en Alsace, avril 1930, p. 73-94).

(4) Cf. chapitre XIII, paragraphe 4.

de ses membres, Dornès (5). Les postes de procureur général, d'avocat général, de substituts, furent donnés à des avocats libéraux de Metz. Le directeur des contributions et le receveur général furent remplacés. Bouchotte exigea du préfet l'épuration de son conseil municipal, dont seize membres, « suspects d'attachement à la Congrégation ou d'incapacité », furent révoqués (3). Le Conseil général fut également épuré. En tout ceci, le Comité constitutionnel faisait marcher la députation, et la députation le ministère. Les libéraux ne respectèrent même pas la magistrature inamovible : lors des troubles militaires qui éclatèrent à Metz à la fin d'août, le nouveau procureur général Charpentier persuada au premier président que seule sa présence surexcitait les esprits, expliquait les menaces d'incendie dirigées contre le Palais, et M. d'Hannoncelles s'empessa de quitter la ville. Puis, lors de la prestation de serment de la Cour, les libéraux exaltés insultèrent les vieux magistrats royalistes : le premier président se décida alors à démissionner, et Charpentier lui succéda (7). On voit donc que l'épuration des autorités civiles fut complète.

Dès les premiers jours du mois d'août, quelques officiers royalistes avaient quitté volontairement leur régiments, à Metz ou à Thionville (8)). D'autres, qui dans le premier moment d'inquiétude avaient envoyé leurs démissions, les retirèrent, et leur présence causa bientôt une certaine agitation dans les garnisons. A Sarreguemines, les cavaliers du 6^e cuirassiers enlevèrent la guérite, qui, selon l'usage militaire, était placée à la porte de leur colonel, et confièrent à un autre officier la garde de l'étendard. A Metz, dans l'après-midi du dimanche 29 août, les sous-officiers du 6^e d'artillerie vinrent se plaindre au lieutenant-général de leur colonel, M. d'Etchegoyen, gentilhomme de la Chambre de l'ancien roi. Barrois réunit alors les officiers du régiment, et comme peu d'entre eux étaient favorables à leur chef de corps, il se décida à le renvoyer le lendemain. Il n'en eut pas le temps : à neuf heures du soir, le boute-selle sonna au quartier Chambière, et les canoniers marchèrent pour enlever au colonel la caisse et l'étendard. La maison du quai Saint-Pierre (9) où habitait Etchegoyen fut pillée de fond

(5) Le rôle du Comité est indiqué par SERS, *Mémoires*, p. 246.

(6) A. D. Moselle, 46 M 7. Lettres de Bouchotte au préfet du 2 septembre, du préfet au ministre du 3 septembre 1830.

(7) A. N. BB¹⁸ 1.175-1.187. Lettres de Charpentier au Garde des Sceaux, 31 août, 3 et 5 septembre. SERS, *Mémoires*, p. 259.

(8) Pour les troubles militaires, voir Archives de la guerre, Correspondance militaire générale, août-septembre 1830. A. N. BB¹⁸ 1.175-1.17. F⁷ 4.097. SERS, p. 252.

(9) Aujourd'hui quai Félix-Maréchal.

en comble, et les autres locataires n'échappèrent point à la fureur soldatesque. Une servante sauva la vie du colonel en le cachant dans un grenier. Le préfet Sers, qui venait d'arriver à Metz, assista à ces scènes de pillage de son hôtel, qui n'en était séparé que par un bras de la Moselle. Le lendemain, des canonniers en armes parcoururent encore la ville, sans but précis. Un régiment de dragons s'agita; les 13^e et 19^e de ligne parlèrent de déposer leurs officiers. Le bruit courut que le Palais de Justice, le séminaire, la maison du maire et celles des négociants en grains, allaient être pillés. La résistance s'organisa et les hommes du Mouvement ne se montrèrent pas les moins effrayés. La garde nationale, force essentiellement bourgeoise, patrouilla pour protéger les propriétés. Le procureur général Charpentier supplia le ministre d'envoyer à Metz le général Sémellé, député de la Moselle, avec le pouvoir de destituer les officiers royalistes. Ainsi fut fait, et la mission de ce soldat de l'Empire réussit à rétablir la discipline.

Metz n'eut pas le privilège des troubles militaires: à Thionville, le colonel Jacquinot, vétéran des guerres impériales, avait eu, dès la fin de juillet, bien de la peine à éviter les incidents entre le colonel du 5^e hussards, M. des Moustiers, qui venait précisément de Saint-Cloud où il avait été faire sa cour au Roi, et les bourgeois libéraux, menés par un avocat que l'on vit « pérorer » sur la place de l'Hôtel-de-Ville, debout sur une chaise. Le général Merlin, frère du célèbre conventionnel thionvillois, étant venu en tournée d'inspection dans sa ville natale, avait été obligé de faire démissionner un autre colonel de vieille noblesse qui était accusé de vouloir livrer la place aux Prussiens. La nouvelle des troubles de Metz surexcita encore davantage la garnison de Thionville, et, le 1^{er} septembre, les hussards parcoururent la ville, le sabre à la main, emmenant même à la salle de police le colonel Jacquinot. Pour calmer les susceptibilités patriotiques des troupiers, il fallut effacer les fleurs de lys des monuments, les arracher des uniformes. Le renvoi des officiers carlistes, quelques punitions et changements de garnisons, calmèrent enfin les esprits. Mais l'écho des troubles militaires se retrouva jusque dans *le National*, qui écrivit (10) : « Une minorité privilégiée et oppressive ne peut davantage rester en possession des grades », et qui eut la satisfaction de voir une ordonnance royale rétablir dans leur intégrité les conditions d'avancement de la loi Gouvion-Saint-Cyr.

Cinq semaines avaient donc suffi pour terminer l'épuration des autorités civiles et militaires. Les dirigeants du Comité constitutionnel, appuyés sur leurs amis de Thionville et de Sarreguemines, se trou-

(10) *National*, 3 septembre 1830.

vaient les maîtres du département. Leur correspondance avec les députés libéraux de la Moselle leur avait permis d'exercer leur influence sur toutes les nominations, à l'exception de celle du préfet. Depuis un mois, le gouvernement ne semblait plus avoir d'ordres à donner en Moselle : tout s'était fait sans lui, depuis les destitutions jusqu'à l'organisation de la garde nationale. Mais avec l'arrivée à Metz du baron Sers va s'ouvrir une nouvelle période.

II. — Les premiers efforts d'un préfet énergique

Le nouveau préfet appartenait à une bonne famille de la bourgeoisie bordelaise ; il avait servi l'Empire et la Restauration, et, sous des dehors d'administrateur rigide, avait eu assez de souplesse pour survivre à toutes les évolutions. Il dut sans doute à l'appui de Guizot, son coreligionnaire, la chance d'être conservé par la Monarchie de Juillet. Mais son rôle à Metz s'annonçait difficile (11) : on lui avait dépeint la ville comme livrée à l'anarchie, on lui avait dit que le maire voulait organiser dans la cathédrale les exercices de la garde nationale, que le Comité était tout puissant. Ces descriptions étaient d'un pessimisme exagéré, mais il n'en restait pas moins que la tâche allait être lourde pour un ancien préfet de Polignac, entouré d'un secrétaire général révolutionnaire, d'un lieutenant-général convaincu de la nécessité de suivre le Mouvement, d'un commandant de l'Ecole d'artillerie lié avec les libéraux messins, d'un commandant de place qui depuis 1792 restait convaincu de la toute-puissance du peuple, de l'inutilité de toute résistance. L'administration se trouvait même privée de l'appui d'un journal, car l'ancien organe officieux était discrédité ; le *Courrier*, ressuscité après deux mois de disparition, échappait à toute influence. Sers pensa donc, dès son arrivée à Metz, que seules la longanimité et la prudence lui permettraient un jour d'imposer son autorité en cette ville que la secousse de la révolution avait précipitée hors de ses calmes habitudes.

Dès sa première entrevue avec le conseil municipal du chef-lieu, le préfet fut confirmé dans ses craintes. « Le colonel Chartener, commandant de la garde nationale (qui avait d'ailleurs assisté à Reims au sacre de Charles X), fut chargé de porter la parole. Il était grand et éborgné par une affreuse blessure : sa figure semblait terrible. Il s'avança vers moi d'un air menaçant et me dit des choses qui lui avaient été dictées avec perfidie, pour m'embarrasser sans doute. » En septembre, le Comité constitutionnel vint remettre à Sers une pétition mena-

(11) SERS, *op. cit.*

cante : elle exposait les craintes que suscitait l'attitude de l'étranger, se plaignait de la cherté des subsistances, du maintien de fonctionnaires carlistes ; elle proposait des remèdes d'un caractère révolutionnaire. Cette démarche était d'autant plus grave qu'elle émanait du maire, du procureur général, du colonel de la garde nationale, et d'une quinzaine de bourgeois libéraux les plus notables. Le préfet rendit compte au gouvernement et eut la surprise de voir que, loin d'être réprimandé, Charpentier fut peu après nommé premier président de la Cour royale (12).

Les nouvelles de la frontière contribuaient à agiter les esprits (13) : dès les premiers jours du mois d'août, l'autorité militaire avait entrepris des travaux d'armement des places fortes et avait réuni des approvisionnements de siège. Puis, devant le calme de l'étranger, un ordre ministériel du 24 août avait suspendu l'exécution de ces mesures. Mais bientôt parvinrent des bruits inquiétants : les Prussiens armaient Luxembourg et Sarrelouis, envoyaient des patrouilles à la frontière, interdisaient à leurs musiques militaires d'aller jouer dans les bals de Bouzonville, comme elles en avaient l'habitude. Nombreux furent les patriotes qui crurent que l'heure avait sonné de déchirer les traités de Vienne. On racontait qu'à Virton des bourgeois avaient hissé au clocher un drapeau tricolore et un drapeau belge, qu'à Luxembourg régnait une grande effervescence. Le lieutenant-général Barrois transmettait à Paris tous les renseignements qu'il se procurait et envoyait un brigadier de gendarmerie enquêter secrètement à Sarrelouis. Le commandant du fort de Bitche lui signalait que les habitants de la rive gauche du Rhin semblaient regretter le régime français, et il est certain qu'à Sarrelouis le patriotisme des compatriotes de Ney était encore très vivace en 1830. Tous les souvenirs, tous les espoirs de 1815, revenaient à la surface : la Moselle avait armé, dès le 25 septembre, 5.800 gardes nationaux, dont 3.300 à Metz, 500 à Thionville, 300 à Sarreguemines, les autres dans les bourgs : seuls quelques villages des environs du chef-lieu, Ancy, Jouy avaient suivi cet exemple. Ces circonstances expliquent l'effervescence des esprits, que la décision de reprendre, à partir de la fin d'octobre, les travaux d'armement des places ne put qu'aggraver.

C'est dans ces conditions que les meneurs libéraux se trouvèrent une fois de plus débordés par les passions populaires. Le patriotisme de 1830 était encore si proche de celui de la grande Révolution qu'il était inséparable d'un sentiment de profonde défiance envers le clergé. L'évêque de Metz, Mgr Besson, avait pourtant eu la prudence de rester, of-

(12) *Ibidem*, p. 260 et A. N. BB¹⁸ 1.317-1.318.

(13) Archives de la guerre, loc. cit.

ficiellement du moins, en dehors des luttes électorales. Il ne s'était pas irrémédiablement compromis, comme l'avait fait à Nancy Mgr de Forbin-Janson en lançant, pour célébrer la prise d'Alger, un mandement qui montre jusqu'où pouvait aller, sous la Restauration, l'alliance du « trône et de l'autel » : « Que Dieu daigne ensuite les épuiser, ces traits victorieux, non plus sur les ennemis du dehors, mais au sein même de la patrie, sur tous les cœurs égarés ou coupables, qui ne sauraient demeurer ennemis du Roi sans être aussi les ennemis de Dieu. » (14) La virulence de ces prières explique les événements dont la tranquille capitale de Stanislas fut alors le théâtre : l'émeute menaça l'évêché, le séminaire fut occupé par la garde nationale et le fougueux prélat contraint à l'exil.

Les choses n'allèrent pas aussi loin en Moselle : on reprochait seulement à Mgr Besson de ne point avoir publié de mandement d'adhésion au nouveau gouvernement. On l'accusait de réunir dans son palais un comité carliste dont on désignait même le chef, le comte de Puymaigre, jadis préfet de Charles X (15). Les libéraux soupçonnaient des menées cléricales ; un rapport de gendarmerie déclare gravement que la garde nationale messine arrêta un missionnaire qui se rendait à l'évêché, déguisé, avec de faux favoris et des moustaches postiches. Cinquante fusils furent distribués en hâte à la garde nationale de Sierck, pour protéger le presbytère et le collège ecclésiastique contre les mal intentionnés ; des lettres anonymes menacèrent le collège de Bitche et le grand séminaire fut en danger. C'est pour le protéger que, dès les premiers jours de septembre, l'autorité le fit occuper par la troupe. Mais Mgr Besson se plaignit et finit par obtenir de Paris l'ordre d'évacuation du bâtiment. Aussitôt, le 6 octobre, des gardes nationaux marchèrent sur le Séminaire. Le maire Bouchotte tenta de les retenir, sans grande conviction d'ailleurs, et n'ayant pu y réussir, imagina de se mettre à leur tête, pour diminuer leur culpabilité et légitimer en quelque sorte leur invasion. Un poste de garde fut donc installé au Séminaire, et les élèves ne purent rentrer. L'évêque se plaignit au duc de Broglie, ministre des Cultes, qui souhaitait que force fût rendue à la loi, mais le garde des sceaux préféra la voie de prudence et de persuasion, et les choses demeurèrent en l'état plus d'un an sans que l'autorité osât agir.

L'opinion publique soutenait évidemment les violateurs de la loi, et leur

(14) PARISOT (R.): *Histoire de Lorraine*, III, p. 272.

(15) PUYMAIGRE (Comte de): *Souvenirs*, p. 237.

(16) Voir A. N. BB¹⁸ 1.3171-8 et Archives de la guerre, correspondance militaire, octobre 1830.

impunité encouragea dans toute la Moselle des manifestations analogues, assez curieuses en ce pays qui n'a guère connu depuis lors de crise anticléricale (17). C'est l'arrondissement de Sarreguemines qui vit le plus grand nombre de ces incidents : c'était à la fois le plus religieux et celui dont le clergé se mêlait le plus imprudemment de toutes les querelles locales. On vit ainsi, dès le 8 septembre, le curé de Forbach menacé par la garde nationale, convoquée illégalement; le bruit courait qu'il avait dressé contre ses ennemis une liste de proscription, et il dut s'éloigner pour laisser aux esprits le temps de se calmer. Le baron Sers se décida à agir : d'une part, il demanda à l'évêque le remplacement du curé, sans d'ailleurs l'obtenir, car en ces circonstances la force d'inertie de l'autorité ecclésiastique est plus forte que toutes les prières de l'administration. D'autre part, il fit désarmer, sans en avoir le droit, la garde nationale de Forbach; une fois la mesure exécutée, il en référa à Guizot, qui s'empressa d'approuver la conduite d'un préfet qui osait prendre une décision sans être couvert par les ordres ministériels (18).

Bien d'autres incidents, moins graves, doivent être signalés (19) : le curé de Cocheren annonçait à ses ouailles la prochaine entrée en France des Alliés, décidés à rétablir Charles X; celui de Bitche alarmait les fidèles par ses prédications violentes; celui de Gros-Tenquin était accusé d'avoir enivré un électeur pour capter sa voix! Le préfet s'empressa de demander à l'évêque le déplacement de ces prêtres et de plusieurs autres, mais le prélat refusa de lui donner satisfaction. Il réfutait d'ailleurs toutes les accusations : d'après lui, elles étaient dictées par les motifs les moins honorables, par exemple par la rancune d'un instituteur surpris en flagrant délit d'adultère. Mgr. Besson et le baron Sers différaient également d'avis sur les droits du clergé en période d'élection, et leurs thèses restaient inconciliables.

Le nouveau sous-préfet de Sarreguemines, Coinze, se montra particulièrement ardent dans ses réquisitoires contre le clergé, qu'il connaissait bien, puisqu'il avait été avocat dans son chef-lieu jusqu'à la révolution de Juillet (20). Il remarquait qu'un grand nombre de prêtres refusaient obstinément de prononcer dans les prières le nom du Roi. Dornès et lui

(17) A. D. Moselle, 29 V-36 V. Dossiers classés par ordre alphabétique des communes.

(18) SERS, *op. cit.*, p. 257.

(19) L'Alsace fut également le théâtre d'incidents anticléricaux. Les croix de mission furent enlevées à Metz comme à Strasbourg. Cf. l'article déjà cité de P. LEUILLOT.

(20) A. D. Moselle, 29 V-36 V : en 1830 la correspondance entre le préfet et l'évêque fut particulièrement suivie. Voir notamment une lettre du duc de Broglie, 9 octobre 1830.

s'accordaient à juger que les plaintes étaient si fréquentes dans les campagnes que seuls de nombreux changements de résidence pourraient calmer les esprits. Le duc de Broglie lui-même demanda à Mgr Besson de faciliter ces déplacements, mais le prélat répondit en signalant les calomnies odieuses qui rendaient difficile la position du clergé dans son diocèse : n'accusait-on pas les prêtres d'avoir fourni des sommes considérables pour le rétablissement de la dime, pour le massacre des Parisiens et l'invasion du pays ? Ne les accusait-on pas d'avoir dressé des listes de proscription, d'avoir distribué des poignards aux congréganistes ?

Le désaccord entre les autorités ecclésiastiques et administratives prolongea l'agitation : c'est ainsi qu'à Farschviller, le desservant fut accusé d'avoir annoncé le rétablissement des droits féodaux ; puis le Comité constitutionnel de Sarreguemines révéla gravement au préfet des projets de sédition cléricale, et demanda l'éloignement de huit prêtres. A Brulange, le desservant parla contre les exercices dominicaux de la garde nationale ; à Bining, son confrère remit 20 sols à la quête pour les blessés de Juillet, en précisant qu'il les destinait aux soldats de la Garde qui avaient tiré contre les Parisiens. Sers, qui transmettait toujours ces accusations à l'évêché, reçut cette fois une réponse hautaine du vicaire général. Ce dignitaire affirmait que tous les prêtres avaient adhéré formellement au gouvernement, que tous partageaient les sentiments d'obéissance aux autorités exprimés par une circulaire épiscopale que Mgr. Besson s'était décidé, enfin, à rédiger le 22 septembre (21). Mais cette affirmation correspondait-elle à la réalité ? On peut en douter quand on rencontre encore en décembre 1830 un curé accusé d'annoncer du haut de la chaire la prochaine arrivée des Russes et de l'Antéchrist, quand on voit Sers, homme d'ordre et de modération, attacher assez d'importance à ces querelles pour inviter ses subordonnés à déférer au procureur du roi les prêtres fauteurs d'inquiétude (22).

L'année 1831 vit les derniers incidents de cette agitation anticléricale. On signala encore des desservants coupables de ne point célébrer l'anniversaire des Trois Glorieuses, des prêtres qui omettaient de prononcer dans les prières le nom de Louis-Philippe, bien que l'évêque se fût décidé à le prescrire en février 1831 : il avait d'ailleurs fallu, pour que Mgr Besson s'y résignât, qu'un nouvel incident eût éclaté à Thionville, dont le maire, Arnoult, osa adresser au prélat une lettre de reproches fort peu respectueuse (23). Le calme revint lentement dans les esprits ;

(21) Cette circulaire est rédigée en termes peu chaleureux ; elle conseille de se montrer soumis au gouvernement. A. D. Moselle, 27 V.

(22) Dossier de Hombourg, *ibidem*.

(23) *Courrier*, 24 février 1831, 1^{er} et 5 mars 1831. Arnoult écrivait à l'évêque : « Monsieur... ».

l'oubli se fit sur la participation souvent trop active du clergé à la politique. La plupart des prêtres, sans enthousiasme, se rallièrent au nouveau régime. Seulement une faible minorité resta attachée aux souvenirs et aux espérances de la monarchie légitime. Le clergé garda son influence traditionnelle dans les campagnes, surtout en pays de langue allemande, et ne la fit pas servir, en général, à des fins politiques précises. Dans l'ensemble, quoique nullement persécuté par le gouvernement de Louis-Philippe, il regretta évidemment l'affaiblissement apparent de l'esprit religieux : la direction du département se trouvait appartenir depuis Juillet à une bourgeoisie encore voltairienne; les pieuses familles légitimistes étaient écartées des fonctions publiques et même de l'influence locale. Les processions cessèrent, conformément aux lois, de parcourir les rues de Metz; elles se déroulèrent dès lors à l'intérieur de la cathédrale, et il en fut ainsi jusqu'au Second Empire. L'esprit de la Révolution s'étendit à l'instruction primaire. Il fallut plusieurs années d'obscur dévouement à sa mission pour que le clergé puisse reprendre, avec l'appui des autorités, appui réel quoique moins déclaré qu'il ne l'avait été sous la Restauration, la situation qu'il avait occupée, après 30 ans de progrès, à la veille de la révolution de Juillet.

III. — Le Mouvement et l'Association Nationale

Cette agitation éparse dans les campagnes n'avait pas inquiété outre mesure le baron Sers. Comme il était en tournée à Thionville le jour de l'occupation du Séminaire, il n'avait pas eu à intervenir; sa seule action fut de démontrer aux officiers de la garde nationale, conduits par Bouchotte, que le renvoi de Mgr Besson excédait les pouvoirs du gouvernement. Sa tâche principale fut de contenir les hommes du Mouvement, dont la hardiesse allait s'accroissant à mesure que se tendait la situation extérieure, qu'augmentait l'inquiétude des esprits. Déjà en octobre, l'exagération de cette tendance avait amené la démission d'un des membres du Comité constitutionnel, l'avocat Boulangé, qui s'était retiré en disant : « L'ordre est en péril, la liberté ne l'est pas » (24). Déjà une partie de la bourgeoisie se plaignait du resserrement des capitaux, et revenait à des idées modérées. Le *Journal de la Moselle*, à la veille de disparaître, commençait à reprendre la polémique contre le *Courrier*. A la fin de novembre, Dornès, jugeant que décidément le gouvernement quittait la voie révolutionnaire, démissionna de ses fonctions de secrétaire général pour reprendre sa liberté d'action. L'attitude conservatrice de Boulangé lui

(24) *Journal de la Moselle*, 10 octobre 1830.

valut bientôt d'être nommé procureur du roi à Metz : autant d'indices qui prouvaient que l'action gouvernementale reprenait l'ascendant.

C'est alors que les hommes du Mouvement prononcèrent une offensive hardie ; avec l'appui d'une députation de la garde nationale, ils tentèrent une démarche à Paris pour obtenir le remplacement de Sers par un de leurs amis, l'ancien préfet Bouvier-Dumolard, à qui d'ailleurs le gouvernement allait bientôt confier la préfecture du Rhône. Sers connut la menace : il écrivit une lettre de justification au ministre Montalivet, qui semblait avoir faibli devant l'attaque, montra le danger qu'il y avait à accorder à la Moselle un préfet qui cesserait d'être l'homme du gouvernement pour devenir la créature d'une faction (25). Il semble que le Roi lui-même intervint en sa faveur : Sers fut maintenu à Metz. Il pensait qu'il n'y avait qu'à laisser le terrible Bouchotte, qui avait dit au Comité : « Je suis ici par vous et pour vous », perdre en ses lourdes fonctions le peu d'autorité qu'il avait. « Le ridicule, dit-il, commençait à l'atteindre : rien n'était grotesque comme ce petit homme, décoré d'une écharpe tricolore portée en sautoir comme au temps de la République, se promenant par la ville sur un grand cheval de carrosse » (26).

Le maintien de Sers à la tête du département exaspéra les chefs libéraux. Or les nouvelles de l'insurrection polonaise surexcitaient justement les esprits : le patriotisme messin voyait approcher le jour de la guerre générale, de la guerre révolutionnaire des peuples contre les rois. Le *Courrier de la Moselle*, s'inspirant étroitement du *National*, reproduisant même ses articles, prit une attitude nettement belliqueuse, tandis que le journal qui venait d'être créé, *l'Indépendant*, restait à peine en arrière, en attendant le jour où, conservant un titre devenu dérisoire, il devint l'organe officieux, subventionné par la Préfecture.

L'une des premières manifestations de cet esprit d'opposition et de patriotisme intransigeant fut la rédaction d'une adresse de la garde nationale au Roi. La délégation chargée de recevoir les nouveaux drapeaux la porta à Louis-Philippe, qui apprit ainsi que la population messine « préférerait la mort à l'esclavage », « était prête à se porter en masse à la frontière et à s'ensevelir sous les ruines de la cité ». Une autre adresse avait été envoyée fraternellement à la garde nationale de la capitale. Un conflit avait éclaté à ce propos entre le maire et les officiers supérieurs : le premier voulait insérer dans le texte les mots « monarchie républicaine », les autres trouvaient que « monarchie constitutionnelle » suffisait. Onze des chefs de la milice citoyenne démissionnèrent, et leur retraite

(25) Lettre de Sers du 27 septembre 1830, A. N. F^h I 173 (15). *Mémoires*, p. 261.

(26) SERS, *op. cit.*, p. 257.

jeta un certain trouble sur la cérémonie organisée, le 2 janvier 1831, pour la réception des drapeaux (27).

Au début de l'année nouvelle, les articles belliqueux prirent un ton plus violent que jamais. *L'Indépendant* écrivit alors : « Tous les potentats réunis ne sauraient opposer à la France les forces matérielles dont elle peut disposer, ni surtout les forces d'enthousiasme contre lesquelles les baïonnettes du despotisme s'émousseront dès que les nôtres brilleront des reflets du soleil du Rhin (28) ». Ce journal, qui plus tard devint l'organe du juste milieu, organisa la première souscription polonaise, arme bientôt réservée à l'opposition de gauche. Il montrait les Belges et les Rhénans prêts à acclamer la France, et le *Courrier*, en annonçant que la Belgique se réunirait tôt ou tard à notre pays, menaçait les despotes qui s'y opposeraient d'un soulèvement des ateliers de Londres, de l'Irlande, de l'Inde, de l'Italie, de l'Espagne et de la Pologne ! (29)

Cette unanimité dans le patriotisme cachait d'ailleurs les profondes divisions qui séparaient les hommes jadis unis contre Polignac. L'ancien Comité constitutionnel ne réussit pas à maintenir son unité : le fait que lors des élections d'une députation envoyée à Paris, le tambour-major avait obtenu plus de voix que le colonel, alarma bien des bourgeois ; à leur retour de la capitale, certains gardes regrettaient de n'y avoir point fait une nouvelle révolution, tandis que les modérés protestaient contre cet état d'esprit par le cri de « A bas la République ». L'ancien avocat Parant, devenu procureur général, fonda avec quelques amis aussi calmes que lui une Société constitutionnelle, tandis que le mouvement se préparait à agir sur les masses par une Société patriotique et populaire, qui prit en mains la souscription pour les Polonais, et récolta la somme la plus forte qui eût jamais été réunie en Moselle, 35.000 francs. La loge des Amis de la Vérité, à Metz, versa 1.000 francs ; mais si le chef-lieu surtout fut généreux, même les villages, tirés de leur habituelle inertie, souscrivirent pour la Pologne. Le premier président Charpentier prit la direction d'un Comité polonais qui fit naturellement une ardente opposition au gouvernement royal, trop timoré à son gré. Comme au temps de la grande Révolution, la Société populaire tint ses séances dans une église désaffectée, à la Visitation, rue Mazelle (30).

Les hommes du juste-milieu créèrent alors, pour soumettre à leur influence le mouvement patriotique, une « Union des départements de l'Est

(27) *Journal de la Moselle*, 29 décembre 1830. *Indépendant*, 3 janvier 1831. *Courrier*, 1^{er} et 4 janvier 1831.

(28) *Indépendant*, 19 janvier 1831.

(29) *Courrier*, 27 janvier 1831.

(30) Rapport de Sers du 24 mars 1831. A. N. BB¹⁹ 1. 320.

pour la défense de la Patrie ». Leur but était d'aider le gouvernement, de lui offrir le paiement immédiat des contributions de 1831, comme venait de le faire un groupe de commerçants israélites de Metz. L'Union, dirigée par Parant, par Boulangé, par l'adjoint Bompard, tint une grande réunion à l'hôtel de la Petite Croix d'Or : c'était probablement la première réunion organisée en Moselle depuis la grande Révolution. Le ton des discours montra que la contagion belliqueuse n'épargnait pas les plus fermes soutiens de la politique du Roi ; l'un des orateurs, tout en acceptant une paix honorable, proclamait que la France ne pouvait assister impassible à l'égorgement des peuples (31) : « Un tel égoïsme, ajoutait-il, nous mériterait la haine et le juste mépris des contemporains et de la postérité ; et bientôt vous verriez la liberté, ce fanal de la civilisation, poursuivie jusqu'au sein de notre capitale, expirer sous les coups de la barbarie. Donnons, donnons encore ! Voyez-vous se grouper sur nos frontières les régiments prussiens ! La France, ont-ils dit, est un volcan qu'il faut laisser se consumer de lui-même ! Qu'ils tremblent de heurter ce volcan, car au premier choc, il vomirait un bouillonnement d'innombrables phalanges guidées par le drapeau dont les couleurs sont le symbole de l'affranchissement ; et qui sait si cette bannière une fois déployée ne retrouverait pas les routes de Berlin et de Varsovie ? ».

Mais, en dépit de ce style et de cette inspiration renouvelés de 1793, les plus ardents des libéraux messins ne pouvaient se contenter du loyalisme de l'Union. Le *Courrier* avait déclaré que les ennemis intérieurs étaient plus dangereux que les baïonnettes étrangères. L'opposition messine était résolue à utiliser les passions patriotiques contre le gouvernement, et elle prit alors l'initiative d'un mouvement général : ce fut peut-être le moment le plus extraordinaire de l'histoire de Metz au XIX^e siècle que cet instant où sa bourgeoisie républicaine se mit à la tête d'une agitation qui s'étendit à quarante départements. Paris même ne fit que suivre une ville de province, et le *National* put écrire, le 8 mars 1831 : « Dans ce mouvement général, la ville de Metz donne l'exemple » (32).

C'est en effet le 6 mars que les Messins purent lire sur les murs une

(31) *Indépendant*, 4 mars 1831.

(32) L'importance du mouvement dont l'Association nationale de la Moselle fut le point de départ, est nettement indiquée dans l'*Histoire de la Monarchie de Juillet* de Thureau-Dangin (I, p. 371-374). C'était « une sorte de nouvelle ligue dont Lafayette était le duc de Guise ». D'autres ouvrages en ont à peine parlé, et n'ont pas indiqué son origine messine. M. G. PERREUX (*Au temps des sociétés secrètes*, chap. III, notamment p. 77), a souligné l'importance qu'eut dans l'Est le mouvement républicain, plus ou moins dissimulé dans les Associations nationales. Voir aussi LUCAS-DUBRETON (J.) : *La manière forte*, p. 128 et suivantes.

grande affiche jaune (33) : « Association nationale pour assurer l'Indépendance du pays et l'expulsion perpétuelle de la branche aînée des Bourbons ». Et ces mots « de la branche aînée » étaient imprimés en si petits caractères, que l'on pouvait penser que l'Association aurait volontiers accepté l'expulsion de tous les Bourbons. Les rois arment, proclamait l'affiche, d'accord avec la faction aristocratique qui conspire à l'intérieur. Les antécédents d'un grand nombre de dépositaires du pouvoir (passage qui visait le baron Sers), la faiblesse des autres, font douter de leur énergie patriotique. Une troisième Restauration menace la France : or, après Waterloo, l'action de quelques traîtres n'aurait point ruiné les libertés s'il y avait eu des centres d'action dans chaque département, et c'est pourquoi un appel était adressé à la population guerrière de Metz, boulevard de la France : « Tous les associés s'engagent sur la vie et sur l'honneur à combattre par tous les sacrifices personnels et pécuniaires l'étranger et les Bourbons, et à ne jamais transiger, à quelque extrémité que la Patrie soit réduite ». Cette proclamation était signée par seize chefs de l'opposition messine, parmi lesquels on relevait les noms du maire Bouchotte, du premier président Charpentier, du très riche négociant Aubert, de Dornès, du juge Guénot, du notaire Labbé, du docteur Félix Maréchal, du chirurgien Scoutetten, du substitut Valette, de l'avocat général Woïrhaye ! L'association de la Moselle ne cachait pas son dessein de se propager dans toute la France : Paris et les départements de l'Est suivirent immédiatement l'impulsion, et l'on put s'inscrire dans la capitale à la rédaction de six journaux. Un fougueux chef d'escadrons, le commandant Lennox, annonça qu'il allait lever un corps franc de Seine et Moselle, qu'il allait former à ses frais deux bataillons, quatre escadrons, une batterie ; en quelques jours, 31 associations départementales furent fondées ! (34).

L'inquiétude du baron Sers fut immédiatement mise en éveil. Elle fut encore dépassée par celle de Bouvier-Dumolard, qui passait pourtant pour lié aux hommes du Mouvement : le futur préfet du Rhône écrivit au maréchal Soult que la situation à Metz était affreuse, que l'Association était dirigée par le parti anarchiste ! (35). Sers adressa immédiatement à tous les maires de son département une circulaire pour leur montrer le danger d'une association organisée en dehors du gouvernement ; mais l'action énergique du préfet ne rencontra pas, de la part du lieutenant-général, un bien ferme appui. Pendant que Barrois écrivait à Soult qu'il

(33) A. N. BB³³ 1.320.

(34) *National*, 15 mars 1831.

(35) Lettre de Bouvier-Dumolard à Soult, 8 mars 1831. Archives de la Guerre, correspondance militaire générale, mars 1831.

serait peut-être préférable d'envoyer à Metz un nouveau préfet, les plus exaltés des Messins, le chirurgien Scoutetten en tête, songeaient à enlever nuitamment Sers de la Préfecture ! (30). Puis un supplément du *Courrier* attaqua en termes véhéments la conduite du préfet à Clermont, en juillet 1830 (37). Sers se défendit par une proclamation du 13 mars, tandis qu'un de ses employés rédigeait une brochure où il rappelait que seule l'inertie des modérés avait permis la Terreur, en 1793. La lutte entre le représentant du gouvernement et les chefs du Mouvement atteignait donc son point culminant.

L'attitude de la garde nationale était loin d'être rassurante (38). Dans son indignation, elle refusait de prendre la faction à la Préfecture, et le bruit courait, qu'au cours d'une revue qui devait être passée le 13 mars, un arbre de la liberté serait planté au milieu de la place Royale, que le préfet serait gravement insulté. Les généraux étaient unanimes à dissuader Sers de se rendre devant la milice citoyenne : leurs conseils de prudence ne furent pas suivis, car « il s'agissait de savoir qui l'emporterait, du maire républicain ou du préfet monarchiste ». En fait, la revue fut calme et « il n'y fut proféré d'autres cris que ceux de « Vive la liberté » avec une frénésie menaçante ». Lors du défilé, un commissaire de roulage, le riche Aubert, sergent-major, s'arrêta devant le préfet en brandissant son sabre. La veille, un vétérinaire artilleur avait tiré un coup de fusil en l'air sur le pont de la Préfecture. Mais l'incident attendu qui devait marquer le triomphe de l'opposition n'eut pas lieu, et Bouchotte, vaincu par l'attitude énergique de Sers, le reconduisit poliment jusqu'à son hôtel.

Dornès tenta d'enrôler dans l'Association tous les sous-officiers de la garnison, qu'il voulait convier à un banquet fraternel, et il fallut l'intervention du préfet et une vigoureuse réprimande de Soult pour que le timide Barrois coupât court à ces projets. Enfin, le 20 mars, l'Association tint à la Petite Croix d'Or une réunion générale : elle comptait alors 800 membres, avocats, négociants, ouvriers messins. De nombreux officiers y avaient adhéré, ainsi que le premier adjoint de Thionville. Sers affirmait que 80 pour cent des adhérents croyaient seulement faire acte de patriotisme en donnant leur signature, mais il reconnaissait que les chefs étaient audacieux, que plusieurs aspiraient au rôle des proconsuls de la Convention. Dans la garnison, c'était surtout l'Ecole d'application et le régiment du génie qui offrirent un terrain facile aux progrès de l'As-

(36) SERS, *op. cit.*, p. 263.

(37) L'accusation lancée, le 12 mars, par le *Courrier* fut reprise le 15 par le *National*.

(38) SERS, *op. cit.*, p. 263-266.

sociation, car les armes savantes gardaient jalousement leurs traditions libérales, car beaucoup de sous-lieutenants élèves avaient combattu en juillet 1830 sous l'uniforme de polytechniciens. Parmi les signataires on relève les noms de Considérant, de Tamisier, de Charras et du capitaine Cavaignac. Barrois répugnait à sévir contre ces jeunes gens, et se contentait de leur adresser des conseils paternels et inopérants (39).

Pour combattre cette agitation, le baron Sers disposait de deux armes, l'apathie du département et l'action de *l'Indépendant*, devenu l'organe de la Préfecture. Dans ses colonnes parurent des articles pacifiques, se moquant du don-quistisme de la libération des peuples, accusant les meneurs de poursuivre avant tout un but électoral (40). Il proclamait « que l'organisation intérieure de la France était la première tâche des amis de la liberté », et en proposant la construction de routes, de voies ferrées et de canaux, paraphrasait avant la lettre « l'enrichissez-vous » de Guizot. Le *Courrier* riposta, accusant son confrère d'être l'écho d'une opinion anti-nationale.

Sers n'aurait d'ailleurs pas combattu l'Association nationale avec succès sans l'appui que lui prêta le gouvernement. C'est en effet quelques jours après le début de ce grand effort de l'opposition messine que Casimir Périer prit la direction des affaires. Dès le 14 mars, le nouveau président du conseil promettait au préfet de la Moselle de le soutenir de tout son pouvoir et, à la fin mois, il prononça devant la Chambre des députés un discours qui proclamait la volonté du gouvernement de combattre ces associations dont l'extension devenait un réel danger. Trois représentants de la Moselle avaient parlé sur la même question, Paixhans en modéré, Charles Bouchotte et Sémellé en hommes assez favorables à un mouvement qui leur semblait incarner les sentiments les plus ardents du patriotisme. Sémellé avait même adhéré à l'Association, en même temps que le général Lamarque, et ni l'un ni l'autre ne se montraient disposés à renier leur signature. Mais la majorité de la Chambre ayant été favorable à la thèse présentée par Périer, celui-ci put agir avec fermeté : il révoqua le maire Bouchotte, l'avocat général Woirhaye, les substituts Valette et Sérot, et plusieurs autres fonctionnaires. Le timide lieutenant-général Barrois fut remplacé à la tête de la 3^e division militaire par l'énergique baron Delort, qui fit mettre en congé vingt-deux élèves de l'Ecole d'application, et envoya dans des

(39) Pour l'agitation militaire, cf. Archives de la Guerre, Correspondance militaire, mars et avril 1831.

(40) La campagne de *l'Indépendant*, la lutte « du patriotisme et de la patrioterie », a été menée par Emile Dosquet, qui entra bientôt dans l'administration.

garnisons lointaines seize officiers des armes savantes, dont le capitaine Cavaignac. Le procureur général Parant, dont l'action était entravée par ses relations personnelles avec les hommes du Mouvement, fut nommé à Bourges : ainsi l'opposition perdit presque toutes les places qu'elle avait conquises en août 1830. Naturellement ces sanctions amenèrent quelques manifestations : les amis de Bouchotte et de Woirhayé s'émurent « jusqu'aux larmes » des paroles éloquentes que prononça devant leurs demeures le pasteur Laffitte ; un nombreux cortège accompagna jusqu'à Moulins les officiers frappés pour leur adhésion à l'Association. Il n'en reste pas moins que la tentative des chefs du Mouvement à Metz avait échoué devant l'énergie du préfet et devant l'inertie de l'ensemble du département. Peut-être l'agitation ne se serait-elle pas si vite calmée si le ministère Laffitte n'avait été justement remplacé par celui que dirigea de sa main ferme Casimir Périer. L'Association nationale disparut dès la fin d'avril 1831, mais la rupture entre l'opposition messine et la Préfecture se trouva dès lors plus complète que jamais auparavant.

Cette période d'agitation politique avait été aussi une période de tension européenne (41) : plus que jamais l'autorité militaire avait fait surveiller les mouvements des Prussiens. Barrois avait envoyé un sous-officier des douanes enquêter dans les Provinces rhénanes ; des escadrons avaient été détachés dans les bourgs le long de la frontière ; partout ordre avait donné de se garder militairement. Bien des rapports signalaient, à tort ou à raison, les bonnes dispositions des Rhénans envers la France, et l'opinion messine s'exaltait aux nouvelles qui représentaient Luxembourg, Landau, Trèves, comme tendant les bras à nos troupes ! C'est en mars 1831 que ces espoirs mêlés d'inquiétudes atteignirent leur apogée, et les fermes circulaires de Soult, prescrivant d'éviter toute démonstration qui pourrait inquiéter la Prusse, calmèrent dès avril cette agitation militaire, prétexte à l'agitation des esprits dont l'Association nationale fut le symbole.

IV. — Le voyage du Roi à Metz

Il s'en faut que l'échec de l'Association nationale ait découragé les hommes du Mouvement. Si la fête du Roi, la Saint-Philippe, fut célébrée pour la première fois sans autre incident que l'absence de la Cour royale à la cathédrale, tous les jours ne furent pas aussi calmes que ce 1^{er} mai. L'attribution de la Légion d'honneur à l'adjoint Bompard déclencha les colères de l'opposition, et pendant trois jours, du 22 au 24

(41) Archives de la Guerre, loc. cit.

mai, il y eut charivari dans la rue des Clercs, où habitait cet honorable commerçant, et devant la maison du nouveau maire, Chédeaux (42). Un groupe de bourgeois se porta contre l'évêché gardé militairement, et des cavaliers durent disperser ces manifestants en redingote, qui chantaient la « Parisienne ». Sers et Delort parcoururent les rues de la ville, et l'on vit même le lieutenant-général saisir par la cravate l'un des chefs du mouvement, l'avocat Valette, révoqué récemment de ses fonctions de substitut. On aperçut dans les rues des figures sinistres, on entendit crier « Vive Napoléon », « Vive la République », et *l'Indépendant* écrivit : « C'est ainsi qu'a commencé la Terreur en 1792 ». Quelques jours plus tard, les « patriotes » l'emportèrent dans les élections des officiers de la garde nationale : leur succès allait avoir une répercussion immédiate, lors de la visite que Louis-Philippe fit à Metz en juin 1831.

Le Roi avait résolu de contrecarrer par sa présence l'influence que le Mouvement avait acquis facilement dans les départements de l'Est (43). Il était accompagné des ducs d'Orléans et de Nemours, des maréchaux Soult et Gérard, du ministre d'Argout, d'une vingtaine d'officiers, de soixante domestiques. Sa suite était moins nombreuse que celle de Charles X, mais il fallut inviter à la table du Roi-Citoyen un bien plus grand nombre de fonctionnaires qu'à celle de son prédécesseur, jusqu'à des colonels, des conseillers municipaux, des simples juges ! On vit aussi à l'un des dîners l'ancien ministre Bouchotte, en qui paraissait revivre le souvenir des quatorze armées de la République, mais l'histoire n'a pas retenu les paroles qu'échangèrent le vieillard et celui qui, au temps où il dirigeait l'administration de la guerre, n'était que le général Egalité, traître et complice de Dumouriez ! Les préparatifs matériels furent d'ailleurs le moindre souci du baron Sers. Il n'avait pas dissimulé à Casimir Périer les craintes que lui causait l'attitude du parti exalté. « Le bruit circule, lui avait-il dit, que les meneurs de l'Association veulent adresser au Roi des représentations sur la politique étrangère... Depuis deux jours ils font circuler avec affectation la nouvelle de la défaite des Polonais et ils cherchent à répandre dans le peuple et parmi les régiments l'opinion que notre tour viendra d'être attaqués par les Russes. » Sers avait demandé de faire surveiller par des policiers parisiens les membres de la société des Amis du Peuple qui devaient venir à Metz ; il avait signalé les menées d'un chef d'escadrons fanatique, Lennox.

(42) Journaux locaux et rapports de police, A. Metz, 1 I 31-37.

(43) A. D. Moselle, 56 M.

C'est dans ces conditions que le Roi, qui avait quitté la capitale le 6, arriva à Metz le 10 juin, par la route de Verdun, celle-là même qu'avait suivie Charles X. Près de Mars-la-Tour, l'autorité avait réuni 6.000 gardes nationaux de l'arrondissement de Briey et du canton de Gorze, la plupart en blouses et sans fusils. La harangue préfectorale évoqua les souvenirs de 1792, parla des belliqueuses populations de la Moselle. Louis-Philippe s'empessa de rappeler ses campagnes, d'indiquer qu'il avait, avant Valmy, campé à Mars-la-Tour et à Gravelotte. Le maire de Metz, ce même Chédeaux qui avait administré la ville pendant les Cent Jours, le harangua devant la porte de France en termes convenables, opposant l'amour et la confiance au geste servile de la présentation des clefs, et terminant par ces mots : « Entrez, Sire, avec l'abandon du cœur, dans ce boulevard de la France, où l'étranger n'entrera jamais. » Le Roi parut enchanté, et répéta encore qu'il avait campé sous les murs de Metz en 1792. L'entrée dans la place forte fut belle, entre les haies de gardes nationaux et de troupes, au son de la Mutte et des salves; la foule était nombreuse, et même au dire du *Courrier*, l'enthousiasme général, si bien qu'à l'arrivée à la Préfecture, le duc d'Orléans s'approcha de Sers et lui dit : « Vous vous êtes trompé, le discours du maire a été parfait. » Le préfet dut lui répondre que l'instant critique allait arriver et l'héritier du trône en avertit son père (44).

Le moment décisif fut en effet la présentation des autorités. Le premier président Charpentier affecta de s'adresser à « l'élu de la Nation, au Roi-Citoyen », et lui demanda de développer les résultats des Trois Glorieuses. Louis-Philippe n'hésita pas à répondre que s'il était disposé à accepter les améliorations raisonnables, il était l'ennemi déclaré des expériences en matière de gouvernement : « J'en ai trop vu le danger dans ma jeunesse, et c'est pourquoi j'y résisterai, non seulement dans l'intérêt du trône et de la nation, mais encore dans celui de la liberté. » Enfin Chédeaux vint lire l'adresse du conseil municipal : riche négociant d'opinions modérées, il avait préparé une première rédaction où il se bornait à souhaiter, autant dans son propre intérêt que dans celui de la ville, l'établissement à Metz d'un entrepôt de commerce ; mais le Conseil l'avait obligé d'ajouter quelques mots contre l'hérédité de la pairie, et un témoignage de sympathie aux Polonais (45).

(44) SERS, *op. cit.*, p. 270.

(45) Conseil municipal, 20 juin 1831. C'est par 15 voix contre 6 qu'il avait été décidé d'ajouter au texte du maire une protestation contre l'hérédité de la pairie, et par 20 voix contre 1 un témoignage de sympathie à la Pologne. C'est l'avocat Woïrhaye qui fut chargé de les rédiger. Pour tout ceci voir les journaux locaux et SERS, *op. cit.*, p. 268-277.

Le Roi écouta cette harangue jusqu'au bout, mais déclara que les conseils municipaux n'avaient pas à émettre d'avis sur ces questions de haute politique.

Vint alors la présentation des officiers de la garde nationale : l'un d'eux, le capitaine Woïrhaye, avocat que le gouvernement venait de révoquer de ses fonctions de magistrat, se détacha du groupe, sa harangue à la main. Le Roi l'arrêta : « Etes-vous le commandant de la garde nationale ? — Non, Sire, je suis son délégué. — Où est le commandant ? » Le vieux colonel Altmayer s'avança alors pour confirmer la mission de Woïrhaye, qui put commencer sa lecture : « Si l'ordre est une condition indispensable de la liberté, l'expérience n'a-t-elle pas prouvé que le plus sûr moyen d'assurer l'ordre est de satisfaire aux besoins progressifs de la civilisation par des lois libérales et populaires ? Parmi ces lois, la plus décisive pour l'avenir de la France est celle qui doit organiser la seconde branche du pouvoir législatif... » Louis-Philippe, à ces mots, prit la harangue des mains du capitaine : « La force armée, dit-il, ne délibère pas, vous n'êtes plus l'organe de la garde nationale, aussi ne dois-je pas en entendre davantage. » Après cet incident, au cours duquel le Roi avait montré une présence d'esprit remarquable, le pasteur Laffite, « énergumène de premier ordre », prit encore la parole sans qu'il y eût moyen de le faire taire, puis Louis-Philippe reçut à sa table ses invités, parmi lesquels on nota l'évêque, le pasteur et un industriel israélite. La foule ne circula plus dans la salle, comme au temps des monarques de droit divin, mais toutes les autres cérémonies furent identiques, bal, visite des établissements, simulacre de siège. Louis-Philippe fit rédiger avec soin les réponses qu'il avait prononcées, car il savait que toute la France avait les yeux fixés sur Metz, foyer de l'Association nationale, et le baron Fain, jadis secrétaire de Napoléon, avait sans doute tort de juger sa tâche un peu puérile, et de dire au préfet : « L'autre n'eût pas fait ainsi. »

Malgré la pluie et la froideur des élèves de l'Ecole d'artillerie et du génie, la journée du 11 juin s'était bien passée. D'Argout l'avait mise à profit pour tenter de faire signer aux officiers de la garde nationale une contre-adresse qui eût démontré le manque d'habileté du préfet ; mais le seul résultat de la démarche ministérielle fut de confirmer le texte primitif, qui reçut même vingt nouvelles signatures. Enfin, le 12 juin, eut lieu à Chambière une revue imposante : on avait réuni quinze bataillons d'infanterie et 8.000 gardes nationaux, en uniforme ou en blouses « gauloises », venus même de Thionville, de Sarreguemines, de Saint-Avold et de Bitche. Un certain nombre d'officiers de la milice messine s'étaient abstenus de paraître, et d'autres, tel Emile Bouchotte, ne dai-

gnèrent point abaisser leur épée devant le Roi, qui pourtant les avait salués par habitude. Enfin Louis-Philippe repartit le 14, à midi, sous la pluie. Il était quand même satisfait de son séjour, car l'accueil avait dépassé ses espérances ; il exprima sa satisfaction en accordant à Sers la cravate de la Légion d'honneur, à la confusion de d'Argout qui n'aimait point ce préfet trop énergique. Au moment où le Roi quittait à cheval la porte Saint-Thiébault, un cavalier heurta le prince, et l'on crut à un attentat. Puis le cortège royal partit pour le faubourg de Montigny, où Louis-Philippe changea ses vêtements trempés et but le champagne dans le château de M. de Courcelles. Tandis que les lourdes berlines continuaient vers Nancy, le préfet rentra à Metz : dans ses Mémoires comme dans son rapport au ministre, il se déclare satisfait de l'impression laissée par le voyage royal. Ce fut le point de départ d'un apaisement passager de l'opposition, car il est certain que les masses n'avaient pas suivi les meneurs. La foule avait montré de l'enthousiasme, et il était venu, en même temps que bon nombre d'officiers prussiens curieux d'un grand spectacle militaire, des Luxembourgeois, des Sarrelousiens, des Rhénans. « On assure, écrivait le baron Sers, que le Prince de Prusse, qui est venu dernièrement à Trèves et à Luxembourg, y a excité peu de curiosité de la part des habitants et qu'en venant à Metz ils disaient qu'ils allaient voir leurs véritables princes. » Ainsi 1831 fut un des points culminants du rayonnement de Metz, ville patriote et ville d'opposition !

V. — Les progrès du juste milieu

L'apaisement qui succéda au voyage royal fut d'ailleurs fort bref, car la date des élections générales approchait. En octobre et novembre 1830, Milleret, nommé receveur général, et Paixhans, promu général, avaient été réélus sans peine à Briey et à Sarreguemines (46). En mars 1831, une autre élection partielle eut lieu à Briey, après la faillite et la démission de Milleret (47). On y avait vu le sous-préfet Loyson faire campagne en faveur de l'amiral de Rigny, qui n'avait d'autre titre à ce siège que d'être ministre de la Marine et originaire de Toul. Loyson avait agi avec tant d'audace que les journaux protestèrent, et il osa leur répondre : « Je me suis mis sans hésiter à la tête de cette entreprise, acceptant toute la responsabilité d'un acte qui aurait fait reculer un fonctionnaire de la Restauration, et qui ne m'a pas inspiré la moindre

(46) On sait que tout député nommé par le gouvernement à une fonction non gratuite ou promu était soumis à la réélection. A. D. Moselle, 28 M 10.

(47) A. D. Moselle, 28 M 11. Lettre du baron Sers au ministre, 7 avril 1831.

crainte, peut-être parce que je suis un fonctionnaire de la Révolution » (48). Cette énergie, que le baron Sers distinguait subtilement de la pression électorale, porta ses fruits, et l'amiral fut élu contre l'ancien préfet Ladoucette, le plus riche propriétaire de l'arrondissement. Après ce succès, Loyson alla à Paris, sans autorisation, et en revint avec la Légion d'honneur. Ainsi appuyé en haut lieu, il réprimanda avec vigueur un fonctionnaire qui avait osé garder sa liberté d'action électorale : cet exemple semblait prouver que l'administration de la Monarchie de Juillet n'était pas disposée à abandonner les méthodes traditionnelles de « direction » des suffrages.

Quant aux élections générales des 5 et 6 juillet 1831, elles se firent pour la première fois sous le régime de la nouvelle loi électorale, avec trois collèges à Metz, et les autres à Thionville, Briey et Sarreguemines (49). Le corps électoral, on l'a vu, était passé de 700 à 1.300 inscrits. Pour la première fois, des réunions électorales furent tenues à Metz, notamment pour désigner les candidats de la Résistance et éviter la dispersion des voix qu'escomptait le Mouvement. Le premier jour de vote voyait l'élection du président, qui sous la Restauration était nommé par le Roi. C'est à ce moment que les électeurs prêtaient serment. Le vote avait lieu à bulletins fermés, que l'on écrivait sur un bureau entouré d'un paravent, ancêtre de l'isoloir. L'élection n'avait lieu que le lendemain de ce premier scrutin.

A Metz, les trois collèges s'étaient réunis à l'Hôtel de Ville, au Palais de Justice et à l'orangerie du Jardin botanique. Les deux premiers virent le succès des partisans de la Résistance, Chédeaux et Parant ; le troisième fit passer le général Sémellé contre Emile Bouchotte : c'était un demi-succès pour l'opposition, puisque l'élu avait signé l'acte d'Association et se prononçait contre l'hérédité de la pairie. A Thionville, le député sortant, Poulmaire, l'emporta aisément, mais à Briey le départ du sous-préfet Loyson ne permit plus à l'amiral de Rigny, inconnu dans la région, de triompher du premier président Charpentier, l'un des coryphées de l'opposition. Sémellé se trouva élu une seconde fois à Sarreguemines, contre le général Paixhans. Ainsi, dans l'ensemble, la Résistance l'emportait de justesse, ayant groupé 700 voix contre 600, ayant trois élus qui allaient constamment appuyer le ministère, comme le fit d'ailleurs souvent le lieutenant-général Sémellé, bien refroidi depuis l'échec de l'Association nationale. Le Mouvement n'eut réellement que deux députés, Charpentier et un riche propriétaire messin, Génot, élu en octo-

(48) *Indépendant*, 9 février 1831. A cette date, ce journal méritait encore son titre et n'était pas l'organe de l'administration.

(49) A. D. Moselle, 28 M 11.

bre lors d'une élection partielle que rendit nécessaire le double succès de Sémellé.

Les élections municipales, qui eurent lieu pour la première fois en septembre 1831, confirmèrent la puissance du juste-milieu. Elles n'eurent, dans la presque totalité des communes, aucun caractère politique, et ce n'est guère qu'à Metz que l'opinion fut vivement agitée. Le préfet fut assez satisfait du résultat des élections successives qui s'échelonnèrent de deux en deux jours pour les neuf sections de la ville (50). L'opposition ne l'emporta que dans les quartiers du nord, les plus pauvres, vers Chambière et la porte des Allemands, et n'eut que onze élus sur 36 conseillers. La plupart étaient d'ailleurs des bourgeois riches et instruits, qui arrivèrent à jouer dans l'assemblée municipale un rôle de premier plan : tels étaient Génot, Woïrhayé, Maréchal, Bouchotte. Il n'en restait pas moins que le Mouvement était battu devant un corps électoral qui comprenait 2.000 membres. Il ne l'avait emporté que dans la garde nationale, dont l'effectif était d'ailleurs de près de 4.000 hommes, et qui apparaissait ainsi comme le plus étendu des collèges électoraux. L'ensemble du département conservait un calme profond : l'agitation messine restait donc le seul souci du préfet.

Les fêtes de Juillet avaient semblé le signal de la détente : nul incident n'avait troublé le Te Deum de la cathédrale, le service de la loge maçonnique, les jeux et danses populaires. Les élèves de l'Ecole d'application avaient reçu avec satisfaction la nouvelle du retour prochain de leurs camarades exclus en avril. Mais les chefs de l'opposition messine entreprirent de secouer l'inertie du département, en organisant une nouvelle souscription polonaise, qui atteignit même des villages de la Lorraine allemande. *L'Indépendant* invita ses amis à signer une adresse à la Chambre des députés : « Si les drapeaux de la Russie ne flottent pas sur les bords du Rhin, l'Europe civilisée le doit à la résistance de la Pologne. Nous ne devons pas, nous ne pouvons pas assister, pour la troisième fois, en paisibles spectateurs, aux funérailles de la Pologne » (51). A la distribution des prix du Collège royal, le discours d'usage évoqua la résistance de cet héroïque pays. Quand arriva, le 15 septembre, la nouvelle de la chute de Varsovie, le *Courrier* parut encadré de noir, et, cinq jours après, la Société patriotique et populaire se réunit au café

(50) Metz, 1 K 123-135. Le *Courrier* se consolait de l'échec que le Mouvement avait subi dans le quartier le plus aristocratique de Metz en l'attribuant au vote de 20 carlistes, de 13 fonctionnaires, de 2 prêtres, du domestique de l'évêque et de 10 membres de la Congrégation ! (15 octobre 1831). Voir également A. D. Moselle, 46 M7.

(51) *Indépendant*, 12 août 1831.

Turc, rue Serpenoise, pour entendre Emile Bouchotte demander la mise en accusation du ministère coupable d'avoir trompé la France, « ivre de force en juillet 1830 ». Trois cent cinquante signatures appuyèrent une pétition véhémence : « Grâce à la lâcheté des dépositaires du pouvoir, l'Italie est replacée sous le glaive des bourreaux de l'Autriche ; la Belgique est livrée à un vice-roi vassal de l'Angleterre, et la Pologne, cette fidèle alliée, expire en maudissant la France » (52).

Un pareil état d'esprit explique que le préfet ait pu écrire, en novembre 1831, que la question de la paix ou de la guerre dominait toutes les autres et gênait le commerce (53). Il ajoutait d'ailleurs que dans les petites villes, dans les campagnes, l'administration avait repris l'autorité nécessaire et que le besoin d'ordre s'y manifestait clairement. Il y subsistait pourtant quelques germes d'inquiétude, dont témoigne par exemple un curieux incident : le maire de Gravelotte fit, une nuit, prendre les armes à la garde nationale, sous prétexte de déjouer les menées des conspirateurs, de résister aux Prussiens. Quand tous furent rassemblés, le belliqueux magistrat avoua qu'il ne s'agissait que d'un exercice d'alerte et chacun s'en fut coucher après avoir bu la goutte ! (54). Vers le mois d'octobre 1831, la formation d'un cordon sanitaire destiné à protéger la France du choléra, l'envoi de sept bataillons à la frontière, fit encore craindre une guerre prochaine. A la fin de l'année, on s'émut des menées orangistes en Luxembourg, de la tentative de Tornaco, et certains parlaient déjà d'une Vendée belge. Mais le désarmement des places de l'Est, réalisé à la fin de novembre, pouvait rassurer les esprits ; c'est avec satisfaction que les hommes pacifiques du juste-milieu virent ramener à l'arsenal les canons placés depuis un an sur les remparts de Metz.

C'est au moment où se produisait cette détente qu'arrivèrent à Metz les premiers réfugiés polonais, que le Comité secourut avec le produit de ses quêtes, et que l'on applaudit au théâtre en chantant la Marseillaise et la Varsoivienne. Enfin en janvier 1832, un convoi de 70 officiers arriva en Moselle, après avoir traversé toute l'Allemagne (55). Même à Forbach et à Courcelles-Chaussy, des comités s'étaient formés pour recevoir ces héros, et quand, le 25 janvier, ils arrivèrent à la porte des Allemands, toute la ville était là pour les accueillir. Un général leur avait prêté des voitures d'artillerie, le procureur général était venu en curieux, et presque seul le baron Sers s'était enfermé dans son hôtel, car les malheurs de la Pologne avaient ému tous les cœurs. Le cortège entra dans Metz, précédé d'un drapeau polonais, d'un drapeau tricolore et d'une bannière noire.

(52) *Courrier*, 24 septembre 1831.

(53) Rapport de Sers, 30 octobre 1831. A. N. F^{1a} 8 (2).

(54) *Indépendant*, 25 novembre 1831.

(55) *Ibidem*, 27 et 30 janvier 1832.

Les Messins se disputèrent l'honneur de loger les Polonais, et, le soir, toute la salle chanta la Varsoivienne quand parut sur la scène du théâtre le drapeau orné de l'aigle blanc. Au bal de l'Hôtel de Ville, les officiers dansèrent leurs danses nationales. Même l'adjoint Bompard et le lieutenant-général Delort, pourtant partisans de la Résistance, reçurent les exilés avant leur départ pour le Midi. Le comité lança de nouvelles souscriptions, qui atteignirent 238 communes de la Moselle, bien que le préfet eût interdit aux maires de se mêler officiellement de ces quêtes organisées par l'opposition. Une souscription féminine donna 10.000 francs. Nulle cause n'avait autant ému le patriotisme messin.

Au moment où la réception des Polonais servait de prétexte à l'agitation, et où le *Courrier* dissimulait de moins en moins ses opinions républicaines, un fait nouveau vint encore compliquer la situation politique. En décembre 1831 commença à paraître à Metz un journal carliste et catholique, la Gazette de Metz, qui rallia autour de sa rédaction les familles de la vieille noblesse et les fidèles de la branche aînée. Elle entama des polémiques contre ses deux adversaires du juste-milieu et du mouvement ; elle prôna la décentralisation, vanta les bienfaits des Bourbons, attaqua l'Université et son esprit irrégulier. Elle lança des souscriptions pour Berryer, pour les Vendéens, et l'on y vit s'inscrire les de Bertier, les de Wendel, les de Lardemelle, à côté de quelques familles bourgeoises, de domestiques fidèles à leurs maîtres et de curés. Mais aucune de ces quêtes ne rapporta à beaucoup près les dizaines de milliers de francs que le Mouvement obtenait des siennes.

L'année 1832 s'annonçait pourtant infiniment plus calme que la précédente, mais plutôt par suite des circonstances générales que de la situation locale, car l'opposition messine restait intacte et résolue à profiter des moindres incidents. C'est ainsi que, quelques jours après que les séminaristes eurent récupéré leur résidence occupée depuis dix-huit mois par la garde nationale, il fallut faire patrouiller dans les rues pour empêcher un mouvement semblable à celui d'octobre 1830 (56). Puis, quand arriva à Metz le député Parant, un mouvement de protestation fut organisé contre ce libéral de 1829 que l'on accusait d'être le « bourreau des Polonais », parce qu'il avait été rapporteur de la loi qui fixait le sort des réfugiés (57). Avril 1832 vit donc trois jours de charivari, dans la rue Nexirue où habitait Parant (58). De ses fenêtres, le héros de ces manifestations put voir « les figures sinistres » des braillards, entendre les cris « A la

(56) *Ibidem*, 20 et 27 février 1832.

(57) *Ibidem*, 25 et 26 avril 1832. *Courrier*, 24 avril. A. Metz, 1 I 31-37.

(58) La forme « En Nexirue », « En Fournirue », « En Jurue », aujourd'hui la plus courante, ne se rencontre que très rarement entre 1800 et 1870, du moins dans les textes imprimés.

lanterne » et le chant de la Carmagnole et du Ça ira. Les meneurs, poussés, dit-on, par la société secrète parisienne « Aide-toi, le Ciel t'aidera », surveillaient leurs fidèles, le cigare à la bouche. Même les élèves de l'École d'application et des officiers d'artillerie s'associèrent à ces protestations en faveur de la Pologne, et une cinquantaine d'entre eux chantèrent le Ça ira, tandis qu'un capitaine écrivait sur une proclamation du maire : « N'est-ce pas la force armée qui provoque le peuple en le poussant dans la rue ». Quel contraste entre ces manifestations messines et l'accueil triomphal réservé par les Thionvillois à leur député juste-milieu, le brasseur Poulmaire, reçu aux sons de la musique de la garde nationale !

L'apparition du choléra en Moselle détourna un peu l'attention de la politique, bien qu'une de ses conséquences, la mort à Paris du maire Chédeaux, eût encore compliqué la situation municipale à Metz. Du 2 mai à la fin de septembre, 1800 personnes furent atteintes par l'épidémie dans le département, et bien qu'on eût pris longtemps à l'avance de multiples précautions, que la municipalité eût envoyé à Berlin deux médecins pour se renseigner sur la marche du fléau, 800 morts furent à déplorer (59). Par milliers, les villageois, notamment en Lorraine allemande, se portèrent à la croix miraculeuse de Varsberg et surtout à la chapelle de Saint-Roch, à Valmont, près de Saint-Avold, et le *Courrier* se moqua de ces témoignages de la foi qui animait les campagnes. A Metz, la foule crut à l'empoisonnement des fontaines, aux menées des carlistes, et un passant, suspecté d'avoir jeté une poudre mystérieuse, n'échappa à la mort que par la fuite (60). Les médecins furent accusés par les préjugés populaires et les journaux purent s'indigner de « ces tristes effets de l'ignorance et de la crédulité ».

Même l'épidémie ne pouvait combler le fossé qui séparait le mouvement du juste-milieu. Un jour ce fut un passage de la Dame Blanche que les modérés applaudirent à tout rompre : « Il est en tout un juste-milieu à garder » et l'*Indépendant* en profita pour écrire (61) : « Voilà la véritable opinion de la région!... Toute opinion exaltée, tout parti extrême est factice, exotique, en Lorraine. Le caractère des habitants, les mœurs, les usages, les intelligences, les conditions sociales, la force des classes moyennes, et pour tout dire les lois impérieuses du climat, la repoussent également de notre sein ». Naturellement à la représentation suivante, l'opposition siffla la même phrase, et chanta le Chant du Départ sans omettre le chœur, « La République nous appelle ». Une élection partielle

(59) MARÉCHAL (F.) : *Tableau des épidémies qui ont régné à Metz*. DIDION (Dr) : *Histoire des épidémies en Moselle*.

(60) A. Metz, I I 31-37, rapport de police du 12 mai 1832.

(61) *Indépendant*, 9 mai 1832.

montra toujours les mêmes rivalités (62) : contre Toussaint d'Ancy, le journal de la Préfecture évoqua 1793 ; contre Paixhans, le *Courrier* révéla une lettre fort aimable que le colonel avait adressée en 1829 à de Lardemelle, ce qui ne l'empêcha pas d'être élu, avec l'appoint, disait-on pour se consoler, des légitimistes.

Mais des troubles plus graves allaient reléguer au second plan les luttes de la bourgeoisie censitaire. Un arrêté du maire du 4 juin 1832 avait relevé le prix du pain, en même temps que le Conseil municipal avait voté des crédits pour que l'augmentation n'atteignît pas les 4.000 familles indigentes de Metz (63). Dès que la hausse fut connue, le 5 au matin, une femme battit le rappel et un rassemblement se forma rue du Champé, dans un quartier populeux, devant les greniers Brion. La troupe manqua d'énergie et ne put empêcher le pillage. Puis la foule se porta rue Cambout aux moulins Boulet-Ducolombié, où la dévastation fut complète. Les émeutiers attaquèrent aussi les greniers Virlet-Forfer. Ces scènes furent violentes : on vit construire des barricades, et le général Hulot faillit être frappé d'une barre de fer. L'autorité fut d'autant plus débordée que la garde nationale, si nombreuse et si fière à la revue du 3 juin, n'avait réuni que 150 hommes ! C'est en vain que les chefs de l'opposition essayèrent de calmer la foule, qui leur reprocha leur modérantisme. Les blés pillés furent vendus au marché et, encore le lendemain, des boulangeries furent envahies, mais la troupe intervint plus énergiquement. On opéra 110 arrestations, et des 24 prévenus qui comparurent devant la Cour royale, cinq furent sévèrement condamnés (64). D'ailleurs l'inquiétude subsista plusieurs jours et les paysans s'abstinrent de paraître au marché. La municipalité se décida à abaisser le prix du pain au moyen d'une société d'achat qui supporta la perte.

Les troubles ne furent point localisés à Metz, mais s'étendirent aux environs, dans les villages de Sainte-Ruffine, Moulins, Ars, Châtel, Gorze, et jusqu'à Thionville et Longwy. Le maire d'Ars dut présider à une vente à vil prix, et fit venir une compagnie de ligne pour suppléer à la garde nationale défaillante. A Gorze, la milice citoyenne et quelques conseillers municipaux menacèrent la riche ferme Sainte-Catherine (65). Quand tout fut renré dans l'ordre, quand l'émotion qu'avaient au même moment suscitée les troubles de Paris, les combats du cloître Saint-Merry, fut dissipée, les polémiques continuèrent entre les divers journaux messins, bien que le préfet lui-même ait reconnu l'attitude loyale des « républicains » au cours de ces journées, et la fermeté qu'y déploya l'un des

(62) A. D. Moselle, 56 M 12.

(63) Journaux locaux, A. Metz, 1 I 31-37. A. N. F^{1a} 8 (2). A. D. Moselle 74 M. Conseil municipal, 4 à 7 juin 1832.

(64) *Indépendant*, 8, 10, 15 août 1832.

(65) A. D. Moselle, 74 M.

chefs du Mouvement, le premier président Charpentier. Les troubles de juin avaient fait 150.000 francs de dégâts, que la ville de Metz dut rembourser, et la question de cette amende prolongea la querelle jusqu'en 1833.

Mais après cette agitation populaire, la fin de 1832, en fait sinon en paroles, revit le calme ignoré depuis la révolution. En septembre, le procureur général Parant, récemment nommé conseiller à la Cour de Cassation, fut, selon l'usage de cette époque, soumis à la réélection. Il triompha sans peine du concurrent fort modéré que lui avait suscité le *Courrier*, le commandant Poncelet. C'est seulement à la fin de l'année que la situation européenne ramena quelques inquiétudes, au moment où une armée d'observation fut formée dans l'Est, et où la question belge redevint aiguë. Vers la mi-novembre, de nombreux régiments traversèrent Metz, des bruits de guerre coururent et même *l'Indépendant* prit un ton belliqueux (66): « Si la loyauté parfaite, disait-il, si la modération, le désintéressement sans exemple du trône et du peuple de Juillet pouvaient être méconnus, malheur à la Prusse!... La Prusse mettrait dans le jeu des batailles une mise qui nous sourit depuis longtemps, à nous autres Lorrains surtout, séparés par le sort de nos anciens concitoyens ». Il est vrai que, peu après, le même journal publiait une correspondance de Coblenz moins encourageante (67): « L'apparition d'une armée française, qui respecterait l'indépendance et la nationalité allemandes, exciterait un enthousiasme général ». Le prestige de la France est grand « pourvu qu'elle s'abstienne de conquêtes ». Et, à la fin de novembre, *l'Indépendant* démentit la nouvelle de l'arrivée du Roi dans l'Est et de la mobilisation de la garde nationale. Mais déjà les remparts avaient été armés, les précautions militaires prises, et cette atmosphère belliqueuse explique pourquoi la milice citoyenne fut plus nombreuse que de coutume à la revue du 9 décembre. Les paroles que prononça le maréchal de camp Thomas, nommé commandant supérieur de la garde nationale de Metz, exaltèrent encore le patriotisme de ses concitoyens (68): « Défenseurs nés du premier boulevard de la France, ne négligeons rien pour nous rendre formidables: prenons une attitude imposante, et soyons toujours prêts, avec nos braves troupes de ligne, à repousser toutes les agressions étrangères ».

Cette période d'inquiétude coïncida avec une nouvelle tentative d'agitation de l'opposition messine, la fondation d'une Association pour la

(66) *Ibidem*, 19 novembre 1832.

(67) *Ibidem*, 3 décembre 1832.

(68) *Ibidem*, 12 décembre 1832.

liberté de la presse, inspirée par l'exemple de Lyon (69). Une fois de plus, la capitale était devancée par la Province. Le groupe de Metz comprit près de 500 adhérents, car les circonstances étaient particulièrement favorables : pour la première fois depuis la Révolution de 1830, la Cour royale avait à juger deux procès de presse. La *Gazette* avait à répondre d'une série d'articles assez anodins « excitant au mépris du Roi et des institutions ». L'avocat général s'étendit surtout sur des généralités, montra l'influence « dangereuse » que pouvait avoir dans les campagnes un journal qui comptait 800 abonnés, et obtint une condamnation du gérant à six mois de prison et à une amende de 3.000 francs, qui fut couverte par une souscription lancée par M. de Lardemelle. L'affaire du *Courrier* semblait plus grave : à propos de l'attentat du Pont-Royal, il accusait le ministre d'une infâme machination destinée à obtenir des Chambres des lois d'exception et une garde du corps pour le Roi, comparé à Pisistrate ! Le jury, évidemment prévenu en faveur du Mouvement par l'atmosphère de la ville de Metz, acquitta le *Courrier* après une plaidoirie de Woïrhaye, qui parla du « magistrat irresponsable » qui devait rester en dehors des polémiques, et conclut par un émouvant appel à l'union des hommes de Juillet. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que l'Association pour la liberté de la presse ait compté 320 souscripteurs, qu'elle ait tenu une réunion sous l'inévitable présidence de Bouchotte, qu'elle ait ajouté un comité à tant d'autres.

Mais ni les polémiques du *Courrier* ni les moqueries que la *Gazette* lançait contre l'expédition d'Anvers, ni les articles touchants qu'elle consacrait à la duchesse de Berry, n'arrivaient à secouer l'inertie générale du département et de milieux messins chaque jour plus étendus. La chute de la citadelle d'Anvers éloignait tout danger de guerre, seule chance des républicains ; le corps d'observation de la Moselle fut dissous en février 1833. *L'Indépendant* se plut alors à observer que jamais les fêtes et les bals n'avaient été plus fréquentés, que le commerce se ranimait. Jamais depuis seize ans le théâtre n'avait eu pareil succès. L'élite était rassurée pour l'avenir, et toute chance d'une nouvelle révolution disparaissait, sans que les esprits en fussent d'ailleurs rapprochés, puisque, dans la même soirée du 16 février, trois bals séparés attirèrent les tenants des trois opinions : celui du juste-milieu, à la Préfecture, était d'ailleurs le plus nombreux, car 600 personnes se pressaient dans les salons du baron Sers, satisfait des résultats de ses deux ans et demi d'administration.

(69) *Courrier*, 20 novembre 1832. PERREUX (G.) : *op. cit.*, p. 78. A. N. CC 665, liasse 3.

(70) A. N. BB^{1a} 1.212.

VI. — Le retour au calme

Dès que s'éloignèrent les craintes de guerre générale, les espérances auxquelles se complaisait le patriotisme révolutionnaire s'évanouirent, et la période héroïque de l'opposition messine toucha à son déclin. En ses traits essentiels, la situation politique de la Moselle resta immuable jusqu'en 1848. Les trois journaux du département gardèrent leurs clientèles respectives, mais le juste-milieu parut l'avoir définitivement emporté. Après la dissolution de la Chambre, les élections générales de juin 1834 amenèrent le triomphe des ministériels (71); le premier président Charpentier ne fut point réélu, et le seul Génot continua à représenter Metz dans les rangs du parti indépendant. Il fut dès lors bien établi que les députés de la Moselle appartenaient régulièrement au juste-milieu, comme la plupart de leurs collègues lorrains.

Metz demeura pourtant une ville passionnée et, jusqu'en 1835 surtout, le parti républicain y joua un rôle actif. Si le calme du département et l'autorité accrue du préfet lui interdisaient les espoirs d'un succès immédiat, il n'en restait pas moins sur la brèche, en liaison étroite avec l'opposition parisienne. L'exemple de l'avocat Woïrhaye résume assez bien l'histoire de ce groupe de bourgeois messins qui furent les chefs de la résistance à Polignac, les chefs du Mouvement en 1830 et 1831, que la marche « illibérale » de Louis-Philippe éloignèrent des principes monarchiques, et qui furent dès lors républicains, d'abord avec ardeur, plus tard sans croire eux-mêmes à l'avènement prochain du régime de leurs rêves (72). C'est surtout à partir de 1833 que leur journal, le *Courrier*, ne dissimula plus ses principes, n'hésitant pas à imprimer le mot républicain. Cette attitude lui valut d'être plusieurs fois poursuivi par ordre du procureur général Bresson, qui servit la Monarchie de Juillet avec une énergie qui lui valut d'être appelé, dès 1834, à la Cour de Cassation.

D'autres procès de presse méritent une mention: le baron Sers ayant fait expulser par la gendarmerie un officier polonais, se vit attaqué par le *Courrier* en termes véhéments et insulté près de son hôtel par un groupe d'avocats que son frère voulut provoquer en duel (73). Le jury ayant acquitté l'organe républicain, d'autres poursuites furent engagées: son imprimeur fut condamné pour défaut de formalité dans l'impression d'une pétition, et son amende fut naturellement payée par une souscription publique; puis une nouvelle action fut engagée contre le *Courrier*, et une autre encore contre Emile Bouchotte qui avait écrit que le préfet le faisait attaquer par des folliculaires à ses gages: à cette occasion les

(71) A. D. Moselle, 28 M 12.

(72) *Journal de Woïrhaye, Marches de l'Est*, 1910-1911.

(73) SERS, *op. cit.*, p. 280. A. N. BB¹⁵ 1.216 et F⁷ 6.782.

Messins purent entendre, en février 1834, Charles Dupin plaider contre Woirhaye, et l'avocat républicain l'emporter devant le jury sur son confrère parisien. La même année vit la condamnation à 6.000 francs d'amende de l'imprimeur Lamort; il avait omis de déposer au parquet un exemplaire d'un *Almanach d'Orléans* qui n'était, au titre près, que la reproduction de son *Messenger Patriote de l'Est*. Le colporteur de ce dernier ouvrage était une figure originale de l'ancien Metz, et sa silhouette pittoresque attirait l'attention des acheteurs. La loi sur les crieurs publics permit de le condamner à quelques jours de prison. Il fallut une fois de plus organiser des souscriptions pour payer les amendes, et aussi celles dont avaient été frappés, à Paris, le *National* et la *Tribune*. Ces nombreuses poursuites montraient que l'autorité avait repris le dessus, et le ton des articles du *Courrier* en devint moins violent.

Bien d'autres incidents sont à signaler entre 1833 et 1835. Sans cesse des quêtes tenaient en éveil l'opposition, quête pour Laffitte qui rapporta 2.700 francs, quête pour les Polonais réfugiés en Suisse, dont le Comité messin prit l'initiative pour toute la France sans obtenir 7.000 francs. Chaque année, la Société patriotique et populaire se réunit en séance plénière, et entendit un discours d'Emile Bouchotte, en 1833 contre les rois en général et la Monarchie de Juillet en particulier (74), en 1834 sur la question sociale: « L'immense population des travailleurs, plus forte que la bourgeoisie par le nombre, la vaincra pareillement dès qu'elle l'aura égalée en lumières. ... Oui, c'est aux travailleurs, c'est aux ouvriers, qu'est confié l'avenir de la société ... C'est à eux que nous devons la Révolution Sociale que nous appelons de nos vœux » (75). Jamais Metz n'avait entendu paroles aussi hardies, même de la bouche des orateurs saint-simoniens qui avaient attiré en 1831 une foule considérable au théâtre, sans que la tentative d'établissement d'une église de la secte socialiste eût réussi d'une manière durable (76).

(74) En 1833, Dornès avait parlé de la réforme électorale, fondement de la réforme sociale, et préconisé l'impôt progressif. Cf. WEILL (G.): *Histoire du parti républicain en France*, p. 79.

(75) *Courrier*.

(76) Jules Lechevalier et Hoart, membres du collège de la religion saint-simonienne, exposèrent leurs principes devant un public très nombreux réuni au théâtre les 4, 7 et 10 novembre 1831. On les trouva inférieurs à leur réputation, mais ils obtinrent un succès plus réel dans des réunions particulières. Une église fut fondée à Metz, sous la direction de deux élèves de l'Ecole d'application. Les principes de la « religion » nouvelle y étaient commentés tous les vendredis, dans un local situé 5 rue de la Fonderie (aujourd'hui de l'Abbé Risse). (*Courrier*, 8, 10, 12 novembre 1831. *Gazette*, 21 février 1832.) Metz se trouva ainsi posséder une des six églises qui existèrent en Province. Cf. BARBÉ (J.-J.): *Le Saint-simonisme à Metz* (Pays Lorrain, 1922).

En juillet 1833, la police signalait que des émissaires de sociétés secrètes parisiennes distribuaient des brochures aux ouvriers messins, et le résultat ne se faisait point attendre : à la revue anniversaire des Trois Glorieuses, passée au son de la Marseillaise, du Chant du Départ, et de « Veillons au salut de l'Empire », la garde nationale cria « A bas les Bastilles ». Les canonniers surtout s'indignaient du projet d'entourer Paris de forts détachés, qui paraissaient une menace contre la liberté, et comme le journal de la Préfecture s'étonnait de voir l'opposition patriote protester contre un projet destiné à accroître la force défensive de la France, le *Courrier* répliquait que Metz avait obtenu de la première République la démolition du front intérieur de la citadelle, menace contre la cité. C'est alors que le lieutenant-général Hulot put écrire : « Notre revue du 28 juillet à Metz a procuré à nos meneurs républicains l'occasion de crier, selon leur mot d'ordre, à bas les Bastilles, et à nous de riposter vigoureusement par vive le Roi. Leur tapage s'est borné là. C'est beaucoup trop. Metz est vraiment, politiquement parlant, une mauvaise ville. J'en suis déjà bien fatigué » (77). Une adresse contre les forts détachés réunit 600 signatures, et obtint un égal succès à Thionville, dont la garde nationale venait d'élire comme commandant le républicain Arnoult.

Le mois d'août 1833 connut un redoublement d'agitation, à propos de l'interdiction lancée par le maire Bompard de jouer au théâtre une pièce anticléricale, l'Incendiaire. On revit des rassemblements rue des Clercs et devant l'Evêché, on entendit les cris de « Mort à l'évêque », « Vive la République », on dansa la Carmagnole et chanta le « Ça ira » et la cavalerie dut dégager les abords de la résidence épiscopale (78). Le baron Sers ne soutint pas le maire, qui fut obligé de rapporter son arrêté et démissionna. Une longue crise municipale s'ensuivit, nul notable ne voulant administrer une ville aussi troublée. Le procureur général écrivit : « Les factions, aux abois, poussent au désordre et s'efforcent d'avilir l'autorité ». Après les sommations prononcées par un commissaire de police, des arrestations avaient été opérées et plusieurs condamnations furent prononcées, pendant que les Messins étaient satisfaits de pouvoir manifester en sens divers au spectacle d'une pièce qui mettait en scène un archevêque criminel !

En octobre 1833, les chefs républicains de Metz organisèrent une agitation contre la répartition de l'amende de 109.000 francs imposée à la ville après les troubles de juin 1832. Une réunion publique tenue au café

(77) Lettre du général Hulot, 30 juillet 1833, citée par CHUQUET (A.) : *Metz en 1833* (Feuilles d'histoire, 1909, I, p. 138).

(78) Un rapport de police du 23 août 1833 signala 2.000 manifestants, qu'animaient des « jeunes gens bien nés ». A. D. Moselle, M supplément.

(79) A. N. BB¹⁸ 1.218.

Turc, rue Serpenoise, obtint le plus vif succès. Vint ensuite un mouvement en faveur de la réforme électorale, avec pétition déposée au Cercle constitutionnel et répandue jusqu'à Boulay, Bouzonville, Faulquemont, Thionville et Vigy. Douze cent signatures furent réunies; le journal hebdomadaire de la Moselle, l'Utile, avait ouvert cette campagne en publiant un article inédit de Cormenin. En novembre 1834, les élections municipales pour le renouvellement de la moitié des conseillers furent un succès pour l'opposition, qui fit triompher douze « patriotes » contre six tenants du juste-milieu (80). Quand fut réorganisée la garde nationale messine, après un long intervalle qui avait suivi la dissolution de cette milice encombrante, l'élection des officiers fut un triomphe pour le Mouvement: sur 104 élus, on ne compta que six conservateurs; l'avocat Billaudel, l'un des plus ardents et des plus fermes républicains, fut choisi comme chef par la terrible compagnie d'artillerie; le corps des officiers ne présenta au choix du Roi, pour les postes de colonel et de lieutenant-colonel, que des hommes de l'opposition. L'autorité fut obligée de désigner l'avocat Valette, qu'elle avait révoqué en 1831 de ses fonctions de substitut, et lors de la reconnaissance des officiers, à Chambière, c'est en ces termes que le nouveau colonel harangua la milice bourgeoise (81): « Vous vous souviendrez, citoyens, qu'à l'institution de la garde nationale se rattache l'existence de deux principes, celui de l'association et celui de l'élection... Dans les scrutins ouverts pour le choix de leurs officiers, nos concitoyens apprendront à se montrer dignes de concourir un jour à une représentation vraie et sincère du pays ». Ainsi le corps des officiers élus s'opposait à la députation du département.

Ces succès de l'opposition ne furent pas suivis de lendemain, car sa force restait trop exclusivement confinée à Metz, et les circonstances générales cessaient de lui être favorables. Tandis qu'au chef-lieu, l'on ne trouvait dans les cafés que les journaux les plus virulents de l'opposition, parce que les habitués s'opposaient à l'introduction des organes du juste-milieu, les petites villes du département restaient fort tièdes: le préfet Sers avait osé nommer maire de Sarreguemines un receveur des finances révoqué en 1830, Couturier, et le savoir-faire du sous-préfet Coinze, l'ancien chef de l'opposition locale à Polignac, avait éliminé de la garde nationale le candidat de l'opposition, Hager. A Thionville, le député Poulmaire, ministériel convaincu, était reçu en triomphateur à ses retours de Paris. Les fêtes de Juillet, la fête du Roi que l'on célébrait le 1^{er} mai, étaient devenues des cérémonies rituelles comme tous les régimes stables en ont connu, et Billaudel restait seul à en profiter pour adresser à ses

(80) A. Metz, 1 K 123-135.

(81) *Courrier*, 26 mai 1835.

artilleurs des ordres du jour révolutionnaires (82) : « Les trois journées de Juillet marquent le triomphe du Peuple sur le Despotisme. En célébrer l'anniversaire, c'est rappeler au Peuple qu'en lui réside la force protectrice des lois et de la liberté ». Dès 1833, bien des indices montraient que le retour à l'ordre se précipitait : la tournée de confirmation de Mgr. Besson dans la région de Sarralbe et de Morhange avait attiré des foules respectueuses, comme aux jours de la Restauration. Dans plusieurs villages, la garde nationale avait pris les armes en son honneur, des jeunes gens à cheval l'avaient escorté. A la Fête-Dieu de 1833, la milice de Thionville et un détachement de la garnison avaient escorté le Saint-Sacrement, et Metz seule maintenait l'interdiction des processions.

C'est en vain que le *Courrier* devenait toujours plus violent, qu'il osait qualifier par dérision Louis-Philippe de « membre de la Légion d'honneur et de plusieurs sociétés agréées par la police » (83). Il avait beaucoup espéré du procès des accusés d'avril, et Woirhaye, Bouchotte, Dornès s'étaient fait inscrire comme avocats : aucun d'eux n'eut l'occasion de prendre la parole devant la Chambre des pairs, et le spectacle des « excen-tricités » des défenseurs républicains ralentit le zèle de la plupart des chefs de l'opposition messine. Woirhaye en témoigne nettement dans ses Souvenirs, écrits, il est vrai, en un moment de profond découragement, après 1849. L'attentat de Fieschi, que le *Courrier* s'efforçait d'attribuer aux carlistes et à la politique provocatrice du gouvernement, émut profondément l'opinion. Le conseil municipal de Metz, malgré l'opposition de neuf conseillers, vota une adresse respectueuse au Roi ; la Cour royale osa demander « des armes plus sûres pour réprimer cette haine odieuse qui effraie la nation, exalte les factions et pousse au crime par d'incessantes provocations ». Le tribunal de première instance alla plus loin, et les termes de son adresse rappellent presque l'année 1820 : « Q'une éducation vraiment religieuse et vraiment nationale apprenne enfin à la jeunesse française à connaître et les limites de ses droits et l'étendue de ses devoirs » (84). En même temps, un jésuite, le P. Laplace, prêchait à la cathédrale, et la garde nationale de Saint-Avold accompagnait en armes l'évêque en tournée de confirmation. Ces signes indiquaient qu'un période de l'histoire de la Moselle était close, que les succès de l'opposition de gauche appartenaient au domaine du passé, et qu'une ère de stabilité s'ouvrait pour un département dont les sentiments d'ordre et de patriotisme, dont l'ancien attachement au drapeau tricolore, étaient entièrement satisfaits par la royauté bourgeoise.

(82) *Ibidem*, 30 juillet 1835.

(83) *Ibidem*, 26 mars 1835.

(84) *Ibidem*, 4 et 22 août 1835.

Les lois de septembre 1835, que votèrent tous les députés de la Moselle, à l'exception de Génot et de Ladoucette, obligèrent le *Courrier* à renoncer à ses attaques violentes (85) : « S'il ne lui est plus possible de prêcher aussi ouvertement la vérité politique — écrivit son rédacteur — ce qu'il pourra dire suffira toujours pour faire comprendre ce qu'il ne dit pas ». La censure préfectorale s'exerça même sur les papiers peints, les toiles imprimées, les dessins des tabatières et des poteries de Sarreguemines. Une caricature contre l'impôt indirect, « le plus lourd parce que le moins équitable », fut interdite : le temps était passé de ces années de liberté où un libraire de la place d'Armes refusait d'obtempérer aux ordres de la police, qui le priaient de retirer de son étalage les « Paires », dont s'amusaient tous les badauds.

C'est au moment où commençait une longue période de calme et de stabilité politique que le plus fougueux des républicains messins quitta la ville où, depuis six ans, il jouait un rôle de premier plan : Dornès devint en 1835 rédacteur au *National*, et son départ marque la fin des temps héroïques de l'opposition patriote en Moselle. Le préfet Sers vit avec satisfaction son ancien secrétaire général s'éloigner pour la capitale, car il le savait le plus convaincu et le plus énergique de ses adversaires. Quant à lui, il allait encore rester deux ans à Metz, pour ne quitter le poste qui lui avait été confié en 1830, en des jours difficiles, que pour la préfecture de la Gironde, l'une des plus importantes de France (86).

VII. — Les dernières luttes

La situation politique était dès lors fixée en Moselle, et les élections législatives n'y amenèrent plus guère que des succès conservateurs, obtenus parfois grâce à l'appoint des voix légitimistes s'ajoutant à celles du juste-milieu. On vit aussi les fidèles du drapeau blanc oser présenter, sans résultat d'ailleurs, leurs propres candidats, MM. de Curel, de Puy-maigre, du Coëtlosquet, ou le duc de Valmy, renégat du libéralisme de son grand-père, le maréchal Kellermann. Dans l'ensemble du département, le retour aux principes d'ordre et au respect des autorités était aussi net que le retour à la fidélité religieuse. Un renouveau de l'action catholique se dessina, même au chef-lieu ; Lacordaire vint prêcher le carême de 1838

(85) *Ibidem*, 15 septembre 1835.

(86) On peut remarquer que vers la même époque, l'opposition strasbourgeoise, si animée de 1830 à 1837 sous l'administration du préfet Choppin d'Arnouville, se calma à l'arrivée de son successeur Louis Sers, frère du préfet de la Moselle. Cf. VIVIER (R.) : *L'esprit d'opposition à Strasbourg de 1830 à 1848* (Réédition française, 1924).

(87) A. Metz, 1 I 31-71, rapport de police du 19 février 1832.

à la cathédrale, et sa réputation y attira la foule; une Conférence de Saint Vincent de Paul fut fondée, et groupa dans un but charitable les familles croyantes de la haute bourgeoisie et de la noblesse, presque toutes légitimistes. D'autres œuvres catholiques se formèrent dans cette ville qui avait vu en 1830 l'expulsion des séminaristes, et pour la première fois depuis la suppression de leur Compagnie par Louis XV, des Jésuites s'y établirent définitivement (88). Quand le Conseil municipal, fidèle à ses principes laïques, supprima quelques écoles publiques tenus par les Frères de la Doctrine chrétienne, les catholiques ripostèrent par un pétitionnement populaire qui resta inutile; mais la générosité de M. du Coëtlosquet permit de rétablir à titre privé une des écoles que la ville cessait d'entretenir (89). Enfin jamais le Conseil municipal de Metz n'avait été plus juste-milieu que vers 1837: après des années de crises, le préfet put former une municipalité stable et influente que dirigea un futur pair de France, l'intendant général Dufour (90).

Les progrès des conservateurs n'empêchaient point l'opposition de conserver à Metz une force considérable. Le groupe de ses meneurs restait uni, quoique nettement assagi par les déceptions. Les défections, les ralliements à la cause du gouvernement, y furent rares, et le journal de la Préfecture ne put guère s'enorgueillir que de celle de l'avocat Sérot, un des révoqués de 1831, qui se fit réintégrer dans la magistrature. Encore en 1839, l'opposition, qui, depuis les lois de septembre, n'osait plus se proclamer républicaine, obtint au chef-lieu un succès électoral, lorsque le premier président Charpentier triompha de Bompard (91). Elle conserva toujours quelques représentants au Conseil municipal, et surtout la garde nationale messine demeura, par le corps de ses officiers élus, son irréductible citadelle, ainsi qu'en font foi quelques incidents.

Lorsque la princesse Hélène de Mecklembourg, fiancée au duc d'Orléans, entra en France en mai 1837, c'est à Forbach qu'elle franchit la frontière, et Metz fut sa première étape (92). Un des panneaux émaillés de son coffret de mariage, conservé à Fontainebleau, nous a transmis le souvenir de son arrivée à la préfecture de la Moselle. Sa réception solennelle aux limites du territoire national, au milieu de 20.000 paysans accourus des villages voisins, ne fut signalée par aucun incident. Mais les officiers de la garde nationale messine, peut-être à l'instigation de Charpentier, avaient décidé que la milice citoyenne ne prendrait pas les armes en l'honneur de la belle-fille de Louis-Philippe. L'affront eût été

(88) Voir chapitre XXII.

(89) Conseil municipal, 24 février et 7 juillet 1835.

(90) Voir chapitre XVII, paragraphe 2, et A. D. Moselle, 46 M 6.

(91) A. D. Moselle, 28 M 14.

(92) A. D. Moselle, 57 M. SERS, *op. cit.*, p.

grave : le baron Sers réussit à convaincre le maire Bompard et le colonel Valette de passer outre à cette délibération, et de convoquer la légion. La présence de 1,500 gardes nationaux sous les armes prouva d'ailleurs que la puissance de l'opposition avancée avait diminué depuis quelques années.

Le voyage de la princesse, habilement préparé par la distribution de 60 livrets de caisse d'épargne aux enfants pauvres, réussit parfaitement. Son amabilité souriante, son esprit d'à propos, lui conquirent la sympathie générale. Elle entra en ville par la porte des Allemands, traversant les quartiers populaires ; elle avait fait placer devant elle, dans sa calèche, le portrait de son fiancé, que lui avaient offert les élèves de l'Ecole municipale de dessin. A son arrivée à la Préfecture, cinquante demoiselles lui offrirent rituellement fleurs et mirabelles confites, et le redoutable capitaine Billaudel ne la harangua pas au sujet de l'amnistie, comme il en avait conçu le dessein. Il y eut dîner de cinquante couverts, feu d'artifice, sérénade donnée par des musiciens montés sur des bateaux illuminés, et, le lendemain, la duchesse, de la terrasse de la Préfecture, vit défiler devant elle une partie de la garnison. Elle quitta la première ville française qu'elle eût traversée au milieu d'une foule sympathique, plus animée qu'à l'ordinaire ; elle regretta seulement qu'une lettre déplacée adressée par Mgr. Besson au duc de Broglie, son mentor, l'eût empêchée de visiter la cathédrale. Le clergé se résignait difficilement à l'idée qu'une protestante serait un jour reine des Français. Le baron Sers, entièrement satisfait du succès de cette visite princière, s'aperçut pourtant que deux petites erreurs avaient été commises : la princesse avait remis par erreur à un maréchal de camp une boîte ornée du portrait du Roi entouré de brillants, boîte destinée au lieutenant-général ; le maire Bompard avait été oublié dans la liste des cadeaux et parlait de se retirer. « Ce serait, écrivait le préfet, une perte irréparable », et il demanda que le Roi veuille bien lui écrire une lettre personnelle, à moins qu'il ne préfère lui remettre son portrait ou nommer son fils receveur des finances !

Malgré tout, l'autorité restait facilement inquiète des menées de l'opposition messine. Un agent républicain était-il signalé à la police, qu'elle l'arrêtait aussitôt, quitte à s'excuser en le relâchant. Parlait-on d'un voyage de Dornès à Metz, qu'une enquête était immédiatement prescrite. En novembre 1837, le préfet Sers écrivait encore que, malgré l'amélioration survenue depuis les lois de septembre (93), « il existait toujours à Metz un centre d'opposition très compact composé d'hommes prépondérants par leur talent, leur fortune et leur position sociale. Mais il

(93) Minute d'une lettre de Sers à Montalivet, 24 novembre 1837. A. D. Moselle, 55 M 6.

n'exerce plus au dehors, ni dans la ville, l'influence à l'aide de laquelle il a pendant si longtemps menacé de subversion le gouvernement et l'ordre social tout entier. Les hommes qui le composent mettent en avant la loi agraire et le droit naturel expliqué à leur manière, pour aboutir au *radicalisme*, terme à l'aide duquel ils espèrent être moins effrayants pour les campagnes qu'avec celui de *république*, qui était pour les paysans synonyme de guerre et de réquisitions, les deux choses pour lesquelles ils ont le plus d'aversion... Cependant lorsque viennent les élections, l'opposition se trouve contrainte de s'attacher à des hommes modérés... Elle n'avait osé produire pour disputer les sièges aux conservateurs que des hommes de l'opposition dynastique, bien éloignés de représenter la couleur de ceux qui s'agitent le plus pour la diriger ».

Deux ans plus tard, la police s'inquiétait d'un voyage à Rotterdam de Woirhaye et de Billaudel, accompagnés d'un homme du tiers-parti, le futur maire Germain. Un dénonciateur représentait Emile Bouchotte comme une tête fortement trempée, prétendait qu'il venait d'être nommé consul, et que l'on allait bientôt proclamer la République! Pour exagérées qu'aient été ces craintes, cette prétendue menace de loi agraire émanant de Bouchotte en passe de devenir le plus riche minotier de la région, elles n'en prouvent pas moins que l'autorité n'osait encore se fier au calme apparent des Messins.

Au début de 1838, des bruits de guerre circulèrent à propos de la question belge, et le départ de quelques détachements de troupes pour les Ardennes permit au *Courrier* de faire vibrer une fois de plus la corde de l'opposition patriotique. Il répéta encore que les Messins rêvaient de la conquête de la rive gauche du Rhin et de la Belgique, car elle seule ramènerait la prospérité que leur ville avait connue vers 1810. Au théâtre, une pièce qui montrait la défaite des Russes et des Cosaques fut vivement applaudie, et en Fournirue des bandes de soldats hurlèrent la Marseillaise. Cette émotion, très vite dissipée, sembla rendre quelque courage à l'opposition. Après la revue du 8 avril, bien qu'on eût laissé, pour la première fois depuis plusieurs années, jouer officiellement l'hymne de Rouget de l'Isle, le corps des officiers de la garde nationale refusa d'aller faire visite au préfet. Puis, le 29 juillet, fut organisé un banquet politique par souscription, qui réunit 300 gardes nationaux. En octobre, une pétition circula dans les rangs de la milice citoyenne pour demander que tous ses membres soient électeurs. Le colonel François, successeur de l'avocat Valette qui s'était laissé séduire par le préfet lors de la visite de la princesse Hélène, fut l'un des plus ardents à la colporter, et 85 officiers, 1.450 hommes, s'empressèrent de suivre son exemple. C'était les trois cinquièmes au moins de l'effectif. Des pétitions analogues circulèrent à

Thionville, et même dans des villages du Pays Messin. Elles groupèrent 2.500 noms (94).

Un incident assez grave en résulta (95) : en plein Conseil municipal, le maire Bompard accusa le colonel François d'avoir fait signer la pétition jusque par des femmes de gardes nationaux, d'avoir exercé sur ses subordonnés une véritable pression. Cette accusation indigna les hommes de l'opposition. Or on était arrivé au jour fixé pour la visite solennelle du corps des officiers de la garde nationale au nouveau préfet, Jayr. Le maire les attendait, ceint de son écharpe, dans le grand salon de l'Hôtel de Ville, lorsque le colonel vint lui déclarer que ses camarades comme lui-même refusaient d'aller à la Préfecture avec lui. Bompard demeura seul avec neuf dissidents, pendant qu'un cortège de plus de cinquante officiers se rendait chez le préfet qui fut harangué en ces termes : « La présence d'un homme de 1830 à la tête du département de la Moselle a réuni autour de moi dans cet hôtel, tout le corps des officiers de la garde nationale. C'est un fait nouveau pour la cité, et il peut vous donner la mesure des sympathies de notre population pour les journées de Juillet. Nous espérons trouver en vous, Monsieur le préfet, un défenseur des institutions démocratiques que la Révolution a consacrées. » Mais Jayr ne profita pas des bonnes dispositions que montrait à son égard la milice messine : le conflit avec le maire entraîna la dissolution de la garde nationale, qui fut suivie de longues polémiques de presse, de manifestations en l'honneur du colonel François, avec chant de la Marseillaise. Ces incidents furent d'ailleurs les derniers que l'on puisse signaler à Metz pendant la Monarchie de Juillet.

La crise européenne de 1840 eut naturellement sa répercussion dans la Moselle, département frontière. On y crut certains jours la guerre inévitable et le *Courrier* reprit le ton belliqueux qui plaisait tant aux fidèles de l'opposition. Même l'officieux *Indépendant* le suivit un instant dans cette voie. A Thionville, une bande de jeunes ouvriers, un soir d'octobre, parcourut les rues en chantant la Marseillaise. Mais nul incident grave ne fut à signaler. Cette même année 1840 fut témoin d'une courte agitation bonapartiste ; au contraire l'échauffourée de Strasbourg, en 1836, n'avait causé nulle émotion, car elle n'avait été connue que lorsque l'affaire était terminée. Déjà en 1837, l'autorité avait craint que Louis-Napoléon ne cherchât à rentrer en France par Metz, et, le 19 juillet, une dépêche avait transmis de Paris son si-

(94) *Courrier*, 13 octobre 1838.

(95) *Ibidem*, 24 novembre 1838.

gnalement, qui fut aussitôt communiqué à tous les sous-préfets (96). En 1838, la police avait lacéré une affiche bonapartiste « Le réveil du Peuple ». Mais c'est surtout deux ans après que l'inquiétude des autorités fut grande : le prince songeait à faire de Metz le théâtre d'une nouvelle tentative, et la garnison y fut sourdement travaillée. Mme Gordon, qui avait été mêlée à l'affaire de Strasbourg, avait traversé la ville en mai, en même temps qu'un « aide de camp » du prétendant, Lombard. Dès le mois de février, les soldats parlaient dans les cabarets d'un coup de main possible et la police ne savait trop si le nom de Bonaparte avait ou non perdu tout prestige dans le chef-lieu de la Moselle. Le lieutenant-général s'inquiéta d'autant plus qu'au début de juillet le ministre le prévint que Metz serait sans doute le centre du mouvement. Le préfet et lui-même dirigèrent des enquêtes, sans rien découvrir de précis : la tentative de Boulogne les rassura définitivement.

Les menées bonapartistes ne furent point les seules que l'autorité ait surveillées dans l'armée. Les républicains conservaient une certaine action sur les sous-officiers. En 1836, un sergent, au moment de partir pour la capitale, où il fut d'ailleurs arrêté, avait dit : « Il faut que j'aille à Paris, tuer le Roi partout où je le trouverai, car je vois qu'il n'y a plus rien à faire ici. » La répression était d'ailleurs devenue sévère (98) : un canonnier faillit être envoyé en Algérie par ordre de Soult pour avoir écrit à un camarade, un ouvrier républicain, une lettre parfaitement anodine qui commençait par ce mot « Citoyen ». En janvier 1839, quatorze sous-officiers et soldats de l'Ecole de pyrotechnie furent envoyés au fort de Bitche, puis en Afrique, pour avoir pris part, à Montigny-les-Metz, à des réunions républicaines, où bourgeois et militaires chantaient des refrains révolutionnaires, sous les plis, disait-on, d'un drapeau rouge. En toutes ces circonstances, des mesures purement disciplinaires semblaient préférables à des poursuites en conseil de guerre qui auraient exigé une certaine publicité.

Il n'en restait pas moins que le régime monarchique s'était considérablement consolidé depuis 1835. Les voyages à Metz du duc d'Orléans, en 1836 et 1838, avaient vu se dérouler toutes les cérémonies rituelles exigées en ces occasions (99). Le prince royal était à chacune de ses visites accompagné par le duc de Nemours : la première fois les deux frères se rendaient en Prusse, et ne firent que traverser Metz

(96) A. D. Moselle, 55 M 6. A. Metz, 1 I 31-71 (notamment rapport du 10 février 1840). Archives de la Guerre, 3^e division (1840-1853), lettres des 8 et 9 mai, 8 et 10 juillet 1840.

(97) A. D. Moselle, 55 M 6.

(98) Archives de la Guerre. Carbonaris dans l'armée, I et II.

(99) A. D. Moselle, 56 M, 57 M.



Forbach. — L'entrée en France de la princesse Hélène de Mecklenbourg
25 mai 1837.

pour coucher à Thionville ; le second passage fut prétexte à quelques manœuvres militaires et à l'inévitable bal à l'Hôtel de Ville. Metz vit aussi, en 1836, le roi de Naples dans ses murs : la présence de ce prince maussade, fils de celui qui, comme le rappelait le *Courrier*, avait fait fusiller Murat, n'excita nul enthousiasme. C'est ainsi que la vie s'écoulait, régulière, sans émotions politiques, en cette ville de Metz si longtemps passionnée. Les espoirs d'une révolution plus profonde, qui avaient soulevé après 1830 une grande partie de la population, s'étaient évanouis. Les anciennes habitudes d'ordre monarchique avaient repris le dessus, en même temps que les sentiments religieux, ainsi qu'en témoigne un fait significatif, le rétablissement du crucifix dans la salle des Assises de la Moselle, qui fut accompli en 1839 sur l'initiative du président de Maillier.

VIII. — Sept années d'apaisement

Les sept années qui s'écoulèrent de 1840 à la révolution de Février furent les moins intéressantes de l'histoire politique de la Moselle au XIX^e siècle (100). La stagnation y fut presque totale, chaque parti conservant sa clientèle ; l'opposition, définitivement calmée, ne tentait plus de passer à l'action. Les anciens milieux républicains subsistaient néanmoins, mais leurs chefs vieillissaient sans que de jeunes générations fussent venues les remplacer. Emile Bouchotte était chaque jour plus absorbé par le développement de ses entreprises industrielles ; Woirhaye restait théoriquement républicain, mais son grade de colonel de la garde nationale ne l'empêchait pas de se confiner toujours davantage dans son cabinet d'avocat ; Charpentier s'engourdissait dans la quiétude de son fauteuil de premier président. Seul le fougueux Billaudel, capitaine de la compagnie d'artillerie où se réfugiait l'esprit républicain le plus exalté, restait sur la brèche. Sans l'influence de Dornès, rédacteur au *National*, le groupe des hommes de 1830 se serait encore davantage effacé. Il conservait son journal, le *Courrier*, et les mêmes arguments y étaient sans cesse repris : chaque crise de politique extérieure, affaire du droit de visite, affaire Pritchard, ramenait de virulents articles qui stigmatisaient la faiblesse du gouvernement royal. Le péril clérical continuait à être régulièrement dénoncé, soit que Mgr Dupont des Loges se rendit processionnellement à la cathédrale, lors de son arrivée à Metz en 1843, soit qu'un maire eût osé faire appliquer, comme M. de Franchessin à Talange, la loi de 1814 sur le repos do-

(100) Cf. BRAUN (P.) : *La Meurthe à la fin de la Monarchie de Juillet* (Révolution de 1848, XV, 1919-1920).

minical. Toutes les occasions étaient bonnes pour reprendre les moqueries sur le « parti prêtre », pour révéler les écarts de conduite de certains curés. Qu'un desservant des environs de Vigy ait été surpris s'ébattant avec une de ses ouailles (?), qu'un confesseur ait séduit une religieuse dans un village du Gers, que Frère Léotade soit poursuivi à Toulouse, tout incident était prétexte à des sourires voltairiens. Patriotisme intransigeant et belliqueux, anticléricalisme sans profondeur, restaient les motifs habituels de l'opposition messine. Rien n'y témoignait d'un renouvellement intellectuel que l'influence socialiste aurait pu y apporter. Il restait certes à Metz, dans les quartiers populaires, chez les boutiquiers et les artisans, des forces d'opposition, mais leurs anciens chefs bornaient de plus en plus leur action à quelques critiques indignées lancées aux échos du salon Bouchotte.

On retrouve donc toujours les mêmes manifestations, mais sans gravité : des cris au théâtre quand paraît l'uniforme détesté de l'Angleterre, liée au gouvernement royal par les nœuds de l'entente cordiale ; quelques « Vive la Pologne », lors de l'annexion de Cracovie par l'Autriche. En 1846, la hausse du pain amena une certaine effervescence populaire ; des ouvriers parlèrent d'imiter les Nancéiens qui avaient dirigé, le 21 juin, une véritable émeute contre les moulins (101). Les tanneurs se rendirent au marché avec l'espoir d'un mouvement, mais leurs patrons réussirent à les contenir. En 1847, la police signala des rassemblements de femmes qui parlaient de révolution, et lacéra des placards : « Mort aux accapareurs et aux autorités qui les soutiennent ». Mais la baisse survint avant que des troubles graves ne se fussent produits (102).

Nul incident ne vint troubler les diverses visites princières que vit le département à cette époque. En juin 1842, quinze jours avant sa mort, le duc d'Orléans vint à Longuyon, à Longwy et à Metz. C'est à ce propos que le préfet Germeau écrivit au lieutenant-général Achard, commandant la division, la lettre suivante qui dépeint la situation locale (103) : « Ne vous semble-t-il pas que dans la disposition actuelle des esprits en France, il y a quelque avantage public à retirer de voir une ville comme Metz, où a régné de tout temps un certain esprit d'indépendance, où les idées patriotiques et libérales ont été souvent exagérées, que cette ville enfin où l'opposition avait compté plus de force que dans aucune autre, fasse cependant au Prince héritier une récep-

(101) Cf. BRAUN (P.) : *L'esprit public dans la Meurthe pendant la disette de 1847* (Pays Lorrain, 1921).

(102) A. Metz, I I 31-37, rapport du 17 mars 1847.

(103) A. D. Moselle 58 M. I.

tion qui, sans reproduire sans doute l'enthousiasme de Longwy, serait, je pense, fort remarquable encore. »

Les conservateurs se trouvaient donc plus que jamais les maîtres du département, car l'action du parti légitimiste ne pouvait réellement les inquiéter. Elle se bornait en effet à quelques pétitions colportées en faveur de la liberté de l'enseignement, à quelques brochures souvent saisies par la police. Les revendications catholiques allaient d'ailleurs tenir une place toujours plus grande dans les colonnes de la *Gazette de Metz*, et la forte personnalité du nouvel évêque, Mgr. Dupont des Loges, allait contribuer à réunir dans le chef-lieu de la Moselle les éléments d'un parti plus religieux que politique (104). Par ses attaches familiales et ses sentiments personnels, le prélat était certes un fidèle de la branche aînée des Bourbons, mais il sut laisser dans l'ombre ses préférences intimes, pour n'agir que dans l'intérêt du catholicisme. Ce n'est pas ici le moment de parler des conflits que l'intransigeance de son zèle put déchaîner entre l'évêché et la préfecture, en un temps où le juste-milieu orléaniste se montrait pourtant bien disposé à l'égard des croyances religieuses, où le journal officieux du département osait regretter qu'une éducation plus chrétienne n'ait pu être établie en France. Il faut seulement noter que jamais le parti catholique ne put prendre en Moselle une véritable influence électorale : les anciens sentiments d'indépendance voltairienne restaient trop forts pour qu'il pût être autre chose qu'un appoint utile aux conservateurs dans leur lutte contre l'opposition. Il n'en reste pas moins que l'influence religieuse, intacte dans les masses rurales, se renforçait de jour en jour, sans qu'elle fût pourtant parvenue à obtenir le rétablissement des processions dans la ville de Metz. Mais quand *l'Indépendant* prétendait que la criminalité avait augmenté en même temps que les connaissances, quand il regrettait que des habitudes de luxe eussent pénétré dans les masses et affirmait que la plupart des pauvres, poussés par la haine et l'envie qui avaient remplacé la résignation chrétienne, considéraient les riches comme des ennemis usurpateurs de leurs biens, l'organe de la Préfecture rejoignait la *Gazette de Metz* sur le terrain de la conservation sociale. Il y avait là les éléments d'une coalition qui se réalisera en 1849.

Montalembert avait d'ailleurs essayé de constituer à Metz un parti purement catholique, qui aurait agi puissamment sur les élections (105).

(104) Cf. chapitre XXII, paragraphe 1, et l'article de BRAUN (P.) : *La vie politique dans la Meurthe sous Guizot* (Pays Lorrain, 1922) qui analyse l'évolution de la bourgeoisie, jadis voltairienne, vers les idées religieuses et les résistances opposées à Nancy au mouvement catholique dirigé par le journal « L'Espérance ».

(105) Ces documents m'ont été aimablement communiqués par le R^{me} Dom du Coëtlosquet, ancien abbé de Saint-Maur.

C'est dans ce but qu'il avait écrit, en octobre 1845, au comte du Coëtlosquet pour lui demander de se présenter aux élections du troisième collège : « Quelque faible que soit le nombre des électeurs catholiques, disait-il, que peut-il y avoir d'humiliant pour un homme de cœur et pour un bon chrétien, à ce qu'une douzaine d'honnêtes gens, bons chrétiens comme lui, déclarent tout haut par leur vote qu'ils n'ont confiance qu'en lui ? Tout le monde sait que les catholiques n'ont pas la prétention de nommer à Metz un député de leur bord ; ils n'ont jamais, que je sache, affiché une prétention semblable », et le noble pair conseillait de reporter au second tour les suffrages catholiques sur le candidat qui s'engagerait « formellement à voter pour la liberté d'enseignement. » Il jugeait nécessaire que l'élu « sache qu'il ne l'a été que grâce au concours des catholiques. » Cette lettre curieuse, que ne suivit aucun résultat immédiat, ne faisait qu'anticiper sur les événements, puisque quatre ans suffirent pour bouleverser, en faveur des intérêts religieux, la situation électorale de la Moselle, pour porter, par le suffrage universel, le comte du Coëtlosquet à l'Assemblée législative !

Rien de tel n'eût été possible avec le suffrage censitaire, dont les résultats étaient devenus en Moselle d'une régularité parfaitement monotone (106). Aux élections générales de 1842 et de 1846, l'opposition ne comptait plus un seul élu, et si M. de Ladoucette se permettait d'appartenir au tiers-parti, de voter contre l'indemnité Pritchard et de faire preuve d'une certaine indépendance à la Chambre, c'est que sa situation de fortune lui donnait la certitude d'être toujours élu dans l'arrondissement de Briey, dont il était le plus riche propriétaire. Son attitude ne l'empêchait d'ailleurs point d'avoir un fils sous-préfet, un autre auditeur au Conseil d'Etat, et de les recommander à l'occasion. Tous les autres élus de la Moselle furent des ministériels disciplinés, qui rendirent à leur département la réputation de servilité qu'il avait sous la Restauration. La plupart étaient des fonctionnaires ou des officiers, tel le procureur général Parant qui fut sous-secrétaire d'Etat, tels les généraux Paixhans, Schneider, un moment ministre de la Guerre, Gudin, tels l'intendant Roux et le commandant Ardant qui, élu par l'opposition, passa bien vite au parti conservateur. Quant à M. d'Hunolstein, député de Thionville, il était le fils d'un pair de France rallié à la Monarchie de Juillet.

Ces résultats régulièrement favorables n'étaient d'ailleurs pas obtenus sans une certaine pression de la part de l'administration, mais il est difficile d'en trouver la preuve, car les autorités n'osèrent point agir aussi ouvertement que sous la Restauration. Peu de documents subsis-

(106) A. D. Moselle, 28 M 15-16.

tent de cette époque; une lettre du sous-préfet de Briey, datée du 8 juillet 1842, montre pourtant que les traditions administratives n'avaient pas changé, et que le fait d'avoir « bourré » un magistrat qui se permettait de tenir pour le candidat indépendant, restait digne d'éloges (107). En général il n'est rien de plus fastidieux que ces élections, toujours précédées d'une polémique de presse où l'on reproche à Paixhans d'avoir déserté dans la campagne de Russie, où l'organe de la Préfecture répète que la paix est un bien essentiel, et que le triomphe de l'opposition déchaînerait la guerre. Les deux partis tenaient régulièrement une réunion électorale à l'hôtel du Nord ou à la Petite Croix d'Or, mais ils avaient soin de ne laisser déranger par aucune contradiction leur touchante unanimité. En face des ministériels, l'opposition présentait toujours les mêmes hommes, Charpentier, le docteur Lallemand, professeur à Montpellier, et le très modéré Charles Bouchotte.

Une élection partielle qui survint en 1845 donna pourtant au préfet Germeau plus d'embarras qu'il n'était habitué à en éprouver. La promotion de Paixhans au grade de lieutenant-général l'obligea à se représenter en des circonstances difficiles. En effet, au dire du préfet, le concours des légitimistes était nécessaire pour assurer sa victoire dans cette ville de Metz, « où l'opposition radicale était tellement organisée qu'on ne pouvait la battre qu'en ne perdant aucune voix. » (108) Cet indispensable concours avait toujours été obtenu, et un front conservateur unique s'était dressé contre les républicains déguisés. Or, le pèlerinage de Belgrave Square avait amené une rupture entre les fidèles du drapeau blanc et la Préfecture. Le maire de Puxe, M. de Lardemelle, qui s'était rendu à Londres pour saluer le comte de Chambord, ne jugea pas possible de conserver les fonctions que lui avait données un gouvernement qui venait de flétrir ses amis politiques. Il démissionna en février 1844, et son geste fut le point de départ d'une longue polémique de presse. Germeau craignit que cette petite guerre n'empêchât la réélection des députés qui s'étaient associés au vote de flétrissure. La *Gazette de Metz* soutint la candidature républicaine de Billaudel. Elle lança en même temps que le *Courrier* une souscription en l'honneur de l'amiral Dupetit-Thouars, héros de Tahiti, et la noblesse répondit à son appel. Le *National*, en présence de cette singulière coalition qui réalisait l'alliance carlo-républicaine si souvent

(107) A. D. Moselle, M supplément.

(108) Lettre de Germeau au ministre, 28 décembre 1843. A. N. F^b II Moselle 7. C'est vers cette époque que cinquante brochures légitimistes furent saisies chez l'imprimeur de la *Gazette*, que des relations du voyage du prétendant à Londres furent distribuées par le « parti prêtre », notamment par M. Marchal de Corny. A. D. Moselle, M supplément.

dénoncée par les journaux ministériels, espéra que la Moselle allait donner à la France l'exemple de battre un pritchardiste. *L'Indépendant* écrivit ces phrases qui situaient le débat : « La gloire qui finit par l'invasion est un patrimoine acheté bien cher par une nation », et, reprenant un des arguments de Guizot, « Vos propriétés n'ont-elles pas augmenté d'une manière inespérée et votre commerce ne prospère-t-il pas ? » Paixhans rappela à ses électeurs le rôle qu'il avait joué dans le vote de la loi qui décidait la construction d'une voie ferrée de Metz à Sarrebruck, et une fois de plus les intérêts matériels l'emportèrent : le nouveau lieutenant-général fut élu par 207 voix contre 160 ! Tel fut le plus curieux incident électoral de cette période de stabilité, qui vit même plusieurs fois, à Metz en 1846, à Sarreguemines l'année suivante, deux candidats conservateurs s'affronter devant les électeurs, ce qui prouve que nul ne croyait possible un succès de l'opposition !

S'il est probable que ce dévouement à la Monarchie de Juillet correspondait au sentiment de la majorité des Mosellans, il n'en resta pas moins que quelques indépendants, tels Dauphin à Vigy, Labbé à Longuyon, y furent toujours élus conseillers généraux, en même temps que quelques hommes du tiers-parti capables de présenter un vœu favorable à la réforme électorale. Mais il est probable qu'ils devaient, comme tous leurs collègues, leur élection à leur position personnelle dans leur canton plutôt qu'aux idées politiques qu'ils représentaient. Leur succès prouve néanmoins que l'influence du clergé ou de la noblesse ne dominait point les riches campagnards, électeurs censitaires. Mais il n'y a guère que l'élection de Billaudel contre l'ancien maire Bompard, dans le premier canton de Metz en 1842, que l'on puisse considérer comme une véritable victoire politique de l'opposition la plus avancée.

On peut aussi envisager sous cet angle certaines élections municipales messines. On sait que le système du vote successif de deux en deux jours, dans les neuf sections, les faisait durer trois semaines ; les journaux avaient donc le temps d'en commenter les résultats, favorables tantôt aux conservateurs alliés aux légitimistes, tantôt au tiers-parti ou à l'opposition. Les élections de 1843 virent un succès assez net des amis du *Courrier* : alliés à quelques hommes du tiers-parti, parmi lesquels le préfet se vit obligé de choisir le nouveau maire, Germain, ils eurent même dès lors la majorité dans le conseil municipal du chef-lieu, comme ils l'avaient dans la garde nationale (109).

De ces faits, une conclusion semble résulter : jamais le département de la Moselle n'avait connu un gouvernement qui, autant que celui de Juillet, pût satisfaire ses aspirations à l'ordre, en même temps qu'au

(109) A. Metz, I K 123-135.

respect des conquêtes de la Révolution (110). L'instinct conservateur avait fini par accepter le pacifisme foncier d'un régime qu'abritaient pourtant les plis du drapeau tricolore. Les anciens rêves de gloire militaire, de propagande révolutionnaire, n'avaient point totalement disparu, mais l'oubli commençait à les recouvrir. Dans ce département satisfait de sa prospérité croissante, il y avait pourtant encore des levains d'opposition. Metz restait un centre d'action possible, malgré l'inertie qu'y montraient depuis 1840 les anciens chefs du Mouvement, jadis si passionnés, si ardents à réaliser leurs ambitions personnelles en même temps que leurs rêves politiques. L'exemple de Woirhaye éclaire la situation : dans ses Souvenirs, il avoue que c'est son influence qui empêcha la campagne des banquets de se propager jusqu'à Metz. N'écrivait-il pas à Dornès, en novembre 1847 (111) : « Je ne crois pas que nous verrons la République, je ne désire pas que nous la voyons, car si elle arrivait pendant notre génération, elle ne pourrait se soutenir et se montrer pour ce qu'elle vaut. Mais si mes prévisions sont erronées, si elle arrive, je la soutiendrai de toutes mes forces. »

Voilà à quelles hésitations en était arrivé l'un des chefs de l'Association nationale de 1831, satisfait maintenant d'avoir empêché par sa prudence les meneurs nouveaux de s'accréditer. Il y avait donc toujours à Metz une bourgeoisie libérale, des ouvriers et des artisans fidèles par instinct à l'opposition de gauche, mais il n'y avait plus d'hommes toujours prêts au combat. Rien n'y rappelait la période qui précéda, et moins encore celle qui suivit 1830. Il faudra le choc des événements parisiens pour ranimer un instant ces forces assoupies, et plus tard pour donner au parti conservateur une puissance qu'il n'avait, dans sa désunion, jamais acquis auparavant. C'est dans ces conditions d'inertie politique que le fougueux Billaudel alla assister au banquet que l'opposition organisait à Paris le 22 février 1848 : cette inspiration lui valut de revenir de la capitale avec le titre, inattendu pour lui comme pour ses concitoyens, de commissaire de la République pour le département de la Moselle.

(110) Le *National* du 10 décembre 1845 constatait l'écrasement de ses partisans en Lorraine comme en Alsace. Cf. WEILL (G.): *op. cit.*, p. 191.

(111) Lettre citée dans son journal, *Marches de l'Est*, 1910-1911.

CHAPITRE XI

LA DEUXIÈME RÉPUBLIQUE (1848-1851)

I. — La proclamation de la République

Une pétition en faveur de la réforme électorale, qui circulait en janvier 1848 dans le département de la Moselle, n'avait pas réussi à en secouer la torpeur politique. Elle n'avait réuni que les noms des signataires habituels de ce genre de documents, à Metz, à Thionville, et dans le canton de Vigy, dont le conseiller général appartenait à l'opposition radicale. On ne sait quelle mystérieuse pression lui avait donné quatre vingts adhérents dans le petit village de Serrouville. Le contre-coup des événements parisiens allait réveiller un moment les anciennes forces qui avaient si longtemps agité Metz après 1830, mais le mouvement né en Février n'eut ni la durée ni la profondeur de celui, presque spontané, que le chef-lieu de la Moselle avait connu dix-huit ans auparavant.

C'est le 25 février 1848, à onze heures du matin, qu'une dépêche télégraphique apprit aux Messins stupéfaits l'abdication du Roi et la proclamation de la régence de la duchesse d'Orléans (1). Les républicains du chef-lieu, satisfaits de cette victoire inattendue, ne cherchèrent point à l'exploiter. Le *Courrier* se borna à souhaiter que cette « révolution » ne soit pas confisquée. Mais, vers le soir, l'inquiétude naquit lorsqu'on ne vit pas arriver la malle-poste, et quand parvint une dépêche annonçant la formation d'un gouvernement provisoire. Des groupes se formèrent alors place Napoléon, des cris de « Vive la République » retentirent. Des ouvriers parcoururent la ville en chantant la Marseillaise, et ce fut tout. La journée du 26, qui ne vit arriver ni diligence, ni courrier, fut aussi calme. Le préfet Germeau, le lieutenant-général Foucher restèrent à leurs postes sans que nul ne les menaçât. Enfin, le 27 au matin, le *Moniteur* de l'avant-veille annonça la proclamation officielle de la République, et chacun accepta le fait accompli.

(1) Outre les journaux locaux, voir le *Journal de Woïrhaye*, Marches de l'Est, 1910-1911. Archives de la Guerre, 3^e division, lettres du 26 février au 10 décembre 1848. A titre de comparaison, MULLER (P.) : *La révolution de 1848 en Alsace*.

La nécessité, plutôt que leur volonté, avait obligé les chefs de l'opposition à se mettre en mouvement. Dès le soir du 25 février, Woirhaye, fidèle à la promesse qu'il avait donnée à Dornès, mais inquiet de voir la République établie plus tôt qu'il ne l'avait souhaité et l'ouvrier Albert membre du gouvernement, organisa une commission départementale ; elle s'installa aux côtés du préfet qui consentit à cette combinaison. Cette commission ne pouvait en effet beaucoup inquiéter les fonctionnaires de Louis-Philippe : à côté de Woirhaye, colonel de la garde nationale, de son prédécesseur François, y siégeaient des bourgeois notables, la plupart fort aisés, Félix Maréchal, Emile Bouchotte, Rolland, Labbé. Tous étaient des républicains de l'avant-veille, fort assagis depuis une dizaine d'années. Leur proclamation inaugurale annonçait le triomphe de la démocratie, mais aussi la volonté de faire régner l'ordre.

Jusqu'au 28 février, nul incident n'avait été signalé : le département était calme, la revue de la garde nationale et de la garnison par le maire et le lieutenant-général s'était fort bien passée. Les fonctionnaires du roi se ralliaient au nouveau régime, et nul Messin ne cherchait à les éliminer. Mais, dans la soirée, le 1^{er} génie commença à s'agiter, et le lendemain il parcourut les rues en conspuant son colonel. Les jours suivants virent quelque agitation dans d'autres régiments, ainsi que dans les garnisons de Longwy et de Sarreguemines, mais ces incidents n'eurent jamais la gravité de ceux de l'automne de 1830.

D'autre part, la commission départementale avait jugé nécessaire de se faire agréer par le peuple convoqué à l'Hôtel de Ville, et pour la première fois depuis la grande Révolution les citoyens et les dirigeants se trouvèrent face à face, dans l'après-midi du 28 février, quand les commissaires parurent devant 800 Messins. Woirhaye prit la parole, mais le cri de « A bas les Girondins » l'interrompit aussitôt. Il répondit que les temps étaient changés, et se fit applaudir, bien qu'à vrai dire il n'y eut guère que des Girondins parmi les meneurs républicains de Metz, bourgeois riches et lettrés. Puis un capitaine d'artillerie parla de l'organisation du travail, et l'avocat Pistor célébra le principe d'association. Répudiant les rêves de conquêtes qui entraînaient jadis les esprits, il se contenta de souhaiter qu'une pensée de confraternité rapprochât de la France les peuples de la rive gauche du Rhin. Il proposa de faire entrer deux ouvriers dans la commission, mais cette hardiesse, inspirée par l'exemple de la capitale, ne fut point approuvée. Il apparut ainsi que les commissaires ne risquaient point d'être débordés par de plus violents, tandis que l'adhésion de tous les corps constitués et de

Mgr. Dupont des Loges montrait qu'ils ne rencontreraient à droite aucune difficulté.

La commission fit organiser dans les chefs-lieux d'arrondissement des comités qui jouèrent, auprès des sous-préfets de Louis-Philippe, le rôle qu'elle même avait assumé à côté du préfet Germeau, qui continuait à diriger l'administration. La crise économique l'obligea de proroger de dix jours les échéances, et elle envoya aux maires une circulaire qui leur ordonnait de proclamer la République et d'en rendre compte. Mais, dès le 1^{er} mars, l'arrivée de Billaudel suspendit ses pouvoirs. La foule s'était portée avec la musique de la garde nationale au-devant du commandant de l'artillerie messine qui s'était, disait-on, mêlé aux combattants des barricades. A Longeville, descendant de la diligence, il annonça à ses amis que Ledru-Rollin lui avait confié les pouvoirs de commissaire de la République. Il s'était évidemment trouvé à Paris au bon moment, mais la nomination du plus fougueux des républicains de la veille était justifiée. Son premier acte fut de révoquer les trois sous-préfets, et d'envoyer dans les arrondissements de jeunes avocats messins avec le titre de sous-commissaires. Il renouvela son conseil de préfecture, mais conserva le secrétaire général Jacquinot, comme un symbole de cette continuité bureaucratique qui avait permis au conseil de révision de siéger le 27 février ! Woïrhaye devint procureur général, et lors de son installation, le premier président Charpentier, qui avait pourtant reçu sa charge en 1830 dans des circonstances analogues, prononça un discours plein de modération. Rien de tout cela ne rappelait la violence de l'agitation messine du lendemain de Juillet, et, en l'absence d'idées socialistes, la nouvelle révolution restait à Metz moins spontanée et moins profonde que celle qui avait renversé les fonctionnaires de Charles X.

Plus encore que le chef-lieu, le département avait conservé un calme complet. On y vit un seul exemple d'action républicaine (3) : à Conflans, dès l'arrivée du courrier qui annonçait la révolution parisienne, trois républicains, associés à cinq conseillers municipaux, déposèrent le maire, et formèrent avec l'appui des pompiers un « pouvoir exécutif provisoire », qui proclama sur le champ la République. Mais sans doute s'agissait-il d'une rivalité de personnes plus que d'une lutte de principes. Partout ailleurs, nulle action ne précéda les ordres de la commission départementale. A Thionville, le maire de 1830, Arnoult, organisa banquet et revue, tandis que le sous-préfet adhérait à la République et parlait en sa faveur pendant la tournée de révision. Arnoult pouvait écrire (4) : « Nous recevons les adhésions et les offres de concours les

(3) A. D. Moselle, 55 M 4.

(4) Lettre d'Arnoult à Woïrhaye, 1^{er} mars 1848. A. D. Moselle 55 M 8.

plus extraordinaires. Il faut tout prendre et faire des républicains de ceux qui ne l'étaient pas. » A Briey, on profita de la Révolution pour afficher quelques placards contre le président du tribunal, et à Sarreguemines, pour jeter des pierres contre les maisons des Juifs et contre le casino, « café des aristocrates. » Le sous-préfet Coinze avait retiré la démission qu'il avait d'abord offerte et promettait de servir loyalement le nouveau régime (5).

Mais l'administration ne se contenta pas de la proclamation de la République dans les petites villes ; elle voulut obtenir l'adhésion formelle de toutes les communes (6). Ce fut le but de la circulaire du 29 février, et les réponses s'accumulèrent bientôt à la Préfecture. Elles montrent combien la vie politique était encore faible en 1848 dans les campagnes d'un département pourtant plus instruit que la plupart. Dans l'arrondissement de Metz, le plus éclairé, le plus directement soumis à l'influence du chef-lieu et de sa bourgeoisie, quatorze communes seulement, sur deux cent vingt-deux, négligèrent de répondre. En outre un certain nombre d'adhésions personnelles parvinrent de Metz, par exemple celle de soixante-trois officiers-élèves de l'Ecole d'application. « Républicains la veille par conviction, le jour par enthousiasme ou le lendemain par réflexion, nous le sommes tous aujourd'hui par loyauté », déclaraient ces jeunes gens. Il y eut aussi celle de la loge des Amis de la Vérité ; celle, très froide, de Frère Baudran pour les Ignorantins ; celle, unanime et signée même par MM. de Faultrier et du Coëtlosquet, du conseil municipal de Metz.

Mais la plupart des adhésions de villages ne sont que des réponses en style administratif, comme celle du maire de Varize : « Pour me conformer aux ordres que m'a donnés la circulaire du 1^{er} mars », déclare-t-il en adhérant, avant de terminer, ignorant des formules républicaines, par un « très humble et très obéissant serviteur. » Il est souvent annoncé que le drapeau tricolore, acheté à cette occasion — ce qui prouve que bien des communes n'en possédaient pas — a été solennellement arboré. D'autres réponses précisent que la République doit sauvegarder l'ordre et la liberté, ce qui n'exprime pas en elle une grande confiance. Quelques exemples permettent de préciser davantage : à Charleville, le maire, exécutant les ordres reçus, a convoqué le conseil municipal, mais quand il a parlé d'acheter un drapeau, deux membres ont dit qu'un chiffon suffisait. A Vittoncourt, le maire s'est efforcé de faire comprendre les grands principes de la démocratie, mais il avoue que ses efforts n'ont fait que le confirmer dans l'opinion « qu'il existe encore dans les campagnes une foule de citoyens qui n'ont aucune con-

(5) A. D. Moselle 2 M 2.

(6) A. D. Moselle, 55 M 4 et 55 M 8.

naissance du gouvernement républicain. La plupart, et souvent les vieillards, se figurent voir reparaitre les scènes et les drames révoltants de la Révolution française. » A Chanville, la commune, n'ayant pas de drapeau, s'est servie de l'écharpe municipale. Le maire de Tronville écrit : « Quelques personnes se sont émues parce qu'elles se figuraient voir revivre ce temps de terreur de 1793 ». Mais l'instituteur et lui-même apaisèrent ces craintes.

A Gravelotte, on a bu, pour proclamer la République, cent bouteilles de vin, mais l'esprit de fraternité n'était point fort avancé, car le maire s'empressa de demander la révocation du capitaine des pompiers, du piqueur des ponts et chaussées et des cantonniers qui avaient fait bande à part ! Enfin il faut citer les adhésions d'Ancy et d'Orny, qui se placent aux pôles opposés de l'enthousiasme ou de l'indifférence. Dans la première de ces communes, gai village de vigneron au pied des côtes, l'instituteur Marchant, que son zèle républicain fera plus tard révoquer, a rédigé une adresse au « Président de la République » et plusieurs discours ont été prononcés. Un comité républicain a été formé, et son adhésion est un modèle de calligraphie : « 1789 : Régénération — 1830 : Vie — 1848 : Immortalité du Peuple Français. Soleils de liberté ! Sources de vie ! qui pénétreront chez tous les Peuples du Monde, quels que soient les obstacles que leur opposent les Tyrans ! »

Par contre, voici l'adresse d'Orny : « Le conseil municipal a déclaré qu'il ne s'informait pas de la forme du gouvernement. Qu'il soit régi par la république ou par la monarchie, la chose essentielle, c'est d'être bien gouverné. Cependant il a voté des remerciements au nouveau gouvernement, en ce qu'il a immédiatement manifesté la ferme volonté de maintenir l'ordre et de faire respecter la religion, chose la plus essentielle sans laquelle nous ne pourrions exister. » Faut-il voir entre ces deux états d'esprit l'expression du contraste entre le pays vignoble et les villages de culture ? Quoiqu'il en soit, à la lecture de pareilles réponses, Billaudel put comprendre que républicaniser les campagnes serait une lourde tâche.

L'arrondissement de Briey, entièrement de langue française, adhéra encore plus ponctuellement que celui de Metz, et sur ses cent trente-cinq communes, huit seulement négligèrent de répondre. Quelques faits méritent d'être cités : la garde nationale de Longuyon reprit son service dès le 27 février, celle de Longwy protesta de son patriotisme et rappela le siège de 1815. Dans la plupart des villages, on arbora un drapeau, souvent béni par le curé. Mais ce ne fut parfois qu'en vertu d'ordres formels et réitérés du sous-commissaire qu'une cérémonie fut organisée, tant était grande l'inertie rurale. Souvent les habitants se réunirent au cabaret : c'est ainsi qu'à Crusnes, le conseil municipal

vota 24 francs pour un bal public et la distribution de quelques litres d'eau de vie, qu'à Lommerange il fit tirer les boîtes et acheta soixante litres de vin. Ces fêtes villageoises, avec leurs gardes nationaux en blouses, l'assistance aux vêpres et le discours de l'instituteur, se prolongèrent parfois bien avant dans la nuit, autour des tables d'auberge, sans qu'on y pensât beaucoup à la République. Les adhésions les plus chaleureuses, avec liste nominative, furent celles de Rombas, alors grand village de vignoble, aujourd'hui ville industrielle, et de Vitry-sur-Orne; mais il est probable que l'influence d'un médecin républicain, le docteur Godron, fut la cause essentielle de la chaleur avec laquelle y fut proclamé le nouveau régime.

L'arrondissement de Thionville montra beaucoup moins d'empressement que ses voisins. La prédominance de la langue allemande, l'inertie de populations plus réfractaires à l'influence des villes expliquent ce contraste. Sur cent dix-sept communes, trente-six seulement prirent la peine de répondre aux circulaires. Même dans des chefs-lieux de canton comme Bouzonville et Metzervisse, le rapport du sous-préfet se borne à dire : « Pas une plainte, pas un cri ne se sont fait entendre contre l'expression des sentiments républicains dont j'étais l'organe ». Et quand on rencontre un sentiment plus chaleureux, combien singulière en est la forme : « A la bonne heure, écrit le maire de Guéblange, cela ne pouvait durer. L'attente cordiale d'outre-mer (sic) compromettait trop l'honneur de la France. »

Mais de tous les arrondissements, celui de Sarreguemines resta le plus indifférent. De ses cent cinquante-deux communes, vingt-deux adhèrent, et parmi elles les petites villes, où, comme par exemple à Forbach, fut organisée une cérémonie. Mais l'immense majorité des villages ne répondit point aux circulaires. Il était d'ailleurs parfaitement inutile de répondre quand le village n'avait pas de drapeau, ne montrait aucun désir d'en acheter et ajoutait, comme le fit Mitzing : « Si dans le cas que le gouvernement républicain se plaît à élire un roi, nous lui en laissons toujours entière liberté. » On voit par ces exemples que, même dans les premiers jours de mars 1848, nul élan unanime n'avait secoué le calme des campagnes, et que les républicains de Metz allaient rencontrer bien des difficultés.

II. — La préparation des élections

Pour républicaniser le département de la Moselle, les obstacles étaient sans doute plus grands en 1848 qu'ils ne l'auraient été en 1830. La révolution de Juillet avait en effet été précédée d'années d'inquiétude; le paysan avait pu craindre le rétablissement de l'influence seigneuriale et de la dime; le petit bourgeois des villes, l'ancien soldat, avaient gar-

dé le culte instinctif du drapeau tricolore, l'amour de la gloire nationale, et des rêves belliqueux s'étaient facilement ranimés. Au contraire la révolution de Février avait éclaté après une longue période de calme et de satisfaction, et les principes abstraits de la République n'intéressaient qu'une infime minorité. L'ouvrier, même à Metz, n'était pas encore socialiste. Aussi ne restait-il pour agir sur le département que l'influence générale du chef-lieu et les efforts de quelques personnes. Beaucoup d'instituteurs attendaient de la République l'amélioration de leur sort, la gratuité et l'obligation scolaires, et se montraient des propagandistes dévoués. Un maire de village proposait la création d'un journal démocratique que lirait et que commenterait le maître d'école (7). Mais les bonnes volontés sincères étaient rares, et le *Courrier* était obligé de signaler le danger des adhésions en masse, nullement loyales.

Dès le début de mars, la crise économique répandait l'inquiétude, ainsi que les appels lancés pour inviter les citoyens à payer leurs impôts d'avance. Pour octroyer les crédits indispensables au commerce, des caisses d'escompte départementales furent alors créées. Un fait montre que jamais la confiance en l'avenir du nouveau régime ne fut absolue : à côté de descriptions de revues « enthousiastes », d'anecdotes sur de vieux républicains restés fidèles à leur idéal depuis 1792, le *Courrier* devenu l'organe de la Préfecture, était obligé de réfuter les objections que l'on répandait partout, à huis clos. On disait le gouvernement républicain impossible en France, la révolution faite par des ambitieux, et dans les campagnes ceux qui criaient « Vive la République », ajoutaient, à l'oreille : « Mais tiendra-t-elle ? » (8). Puis se répandit la nouvelles que des troubles avaient éclaté dans le Pays de Bitche, dans ces communes forestières qui n'ont pas de bois communaux, et dont les habitants ne se gênaient pas pour ravager les forêts de l'Etat. (9). Chaque crise du pouvoir y ramenait des incidents, et, dès le 7 mars, il fallait envoyer à Schorbach un peloton d'infanterie. D'autre part des craintes de guerre se manifestaient, mêlées aux souvenirs de nos gloires, de la rive gauche du Rhin, et surtout de Sarrelouis françaises. On racontait que dans la patrie de Ney, lors d'un bal costumé, des habitants avaient revêtu l'uniforme français, et qu'à Virton des Belges avaient manifesté en faveur du rattachement à la France. Enfin pour achever ce tableau des dispositions de l'opinion en mars 1848, il faut noter qu'une grande partie du clergé se montrait dès lors peu favorable à la République (10), et que sa sourde opposition inquiétait plus que ne pouvait

(7) Il s'agit de Vittoncourt.

(8) *Courrier*, 15 mars 1848.

(9) Archives de la Guerre, loc. cit.

(10) Le *Courrier* distingue dès le mois de mars un clergé intelligent et un autre : le premier seul adhère à la République. Cf. 11 mars, 26 mars 1848.

rassurer l'adhésion enthousiaste des médecins militaires et des élèves chirurgiens, entraînés par le docteur Dieu, avec l'espoir que le nouveau régime leur donnerait un avancement plus rapide !

L'union était donc plus nécessaire que jamais entre les bourgeois républicains de Metz, et ce fut le mérite de Woïrhaye d'éviter la scission du cercle de la rue des Clercs, et la formation d'un club. Les démocrates et les libéraux restèrent ainsi groupés. Dès le 10 mars, on agitait au Cercle les noms des candidats possibles à l'Assemblée constituante, et l'ancienne commission départementale proposait une liste provisoire. Pour éviter toute rivalité entre « Girondins » et « Montagnards », Woïrhaye organisa le 14 mars une réunion à l'Hôtel de Ville, qui ne donna d'ailleurs aucun résultat (11). Les candidatures se multipliaient et l'union risquait d'être rompue. Il fut alors décidé que l'on convoquerait à Metz des délégués des vingt-sept cantons de la Moselle. Ceux du chef-lieu furent élus par acclamation dans une réunion organisée le 17 mars dans la salle des manœuvres de l'Ecole d'application, qui seule était assez vaste pour contenir une foule de 3.000 citoyens. Chacune des neuf sections de la ville présenta huit délégués, dont quatre ouvriers. L'initiative avait appartenu aux meneurs du Cercle, qui ne furent point débordés. C'est dans ces conditions que les envoyés des cantons, naturellement désignés par les bourgeois des petites villes, et ceux de Metz, formèrent le 19 mars le comité général électoral de la Moselle. Mais cette trop nombreuse réunion n'aboutit à rien ; les délégués de Briey purent seulement se rendre compte que leur projet de présenter comme candidat républicain le fils de leur ancien député Ladoucette, n'était pas accepté de leurs collègues. Puis une réunion composée exclusivement d'ouvriers se tint à l'Ecole d'application, et choisit deux candidats, qui furent incorporés dans la liste de onze noms que le comité électoral, réduit à une centaine de membres, finit par arrêter le 26 mars. Une légère modification y fut apportée ultérieurement, pour satisfaire les démocrates avancés qui trouvaient l'élément girondin par trop prépondérant : le docteur Félix Maréchal fut remplacé par le brasseur Antoine.

En sa rédaction définitive, la liste comprenait avant tout des républicains modérés, socialement conservateurs, [Woïrhaye, Labbé, Poncelet, Vallette, Espagne, Deshayes, qui appartenaient à la bourgeoisie aisée. Par eux était assurée la prépondérance de l'élément messin, puisque le dernier seul appartenait à l'arrondissement de Sarreguemines. Par eux étaient représentées les professions libérales, l'industrie, l'armée, les intérêts agricoles. Bardin répétiteur à Polytechnique, Dornès, rédacteur

(11) *Courrier*, 15, 19, 21, 23, 30 mars 1848.



LE CITOYEN BORNE.

Représentant du Nord.

Blessé mortellement aux batteries de juin 1848, il a été l'un des premiers à se lever pour la République. La République a perdu en lui un de ses plus vaillants défenseurs. Ses dernières paroles furent de vouloir bien faire pardonner ceux qui l'avaient frappé.

au *National*, Jean Reynaud appartenait à une opinion républicaine plus idéaliste et plus prononcée. Le dernier d'entre eux, né à Lyon, mais neveu d'adoption de Merlin de Thionville, avait depuis longtemps quitté la Moselle pour la capitale, et avait acquis une certaine célébrité comme écrivain et philosophe. Il fut sous-secrétaire d'Etat à l'Instruction publique pendant que Carnot était ministre. Enfin le populaire Antoine, brasseur à Metz, et l'ouvrier maçon Totain, ancien soldat de la Grande Armée, ajoutaient à la liste un élément pittoresque (12).

L'établissement de la liste des Onze par les républicains du chef-lieu — car l'intervention des délégués des cantons ne fut qu'une satisfaction apparente donnée à l'ensemble du département — écarta toutes les candidatures isolées qui s'étaient dessinées vers la fin de mars, celle du professeur Lallemand, qui se vantait d'avoir écrit un ouvrage prophétique en faveur des prolétaires, celles des capitaines Niqueux et de Boureulle, qui se proclamaient socialistes tout en affirmant leur respect de la propriété et de la famille. Le second de ces officiers avait pris pourtant la peine de rédiger un programme complet (13) : fidèle au principe de l'intervention de l'Etat dans les questions fondamentales de production et de distribution des richesses nationales, il proposait de lui confier l'exploitation des canaux, des voies ferrées, des assurances, des banques ; d'autre part, il affirmait que l'association du capital, du travail et du talent ferait disparaître le prolétariat, dernière forme de l'esclavage. Il proclamait enfin que l'esprit de conquête et de propagande armée devait s'effacer devant la Sainte Alliance des Peuples. Une brochure résumant ces idées fut distribuée dans Metz, où personne n'était préparé à les adopter immédiatement ; mais, à longue échéance, ce premier programme socialiste pouvait être repris lors des réunions d'ouvriers dans les tavernes, et donner une forme nouvelle aux anciennes idées démocratiques des Messins avancés (14).

En face de la liste républicaine, quelques catholiques, patronnés par le *Vœu National*, proposèrent assez timidement des noms de leur choix. Le journal légitimiste affirmait d'ailleurs qu'il acceptait parfaitement le nouveau régime et qu'il en espérait plus d'avantages pour la cause religieuse que de la monarchie usurpatrice. Pour montrer la sincérité de son adhésion, il conservait dans sa liste cinq candidats parmi les Onze, et il y ajoutait les noms de M. du Coëtlosquet, respecté pour la profondeur de ses croyances et sa générosité charitable, de l'abbé Braye, curé d'une des paroisses de Metz, de l'industriel Sonis. *L'Indépen-*

(12) DENNERY (Général) : *Totain* (Pays Lorrain, 1913).

(13) 4 pages imprimées, Metz, 16 mars 1848. A. Metz, 1 K 123-135, élections de 1848.

(14) MIGETTE, *Mémoires inédits*, p. 359.

dant, qui méritait son titre depuis la Révolution, proposa une combinaison presque semblable.

Après ces préliminaires de la lutte électorale, la Moselle connut un mois d'avril fort calme. Les seules inquiétudes venaient de la situation générale, de la crise commerciale, de l'impôt des quarante-cinq centimes. Les dons patriotiques plus ou moins singuliers — une délégation du Lycée remit à Billaudel cinquante-trois couverts et cinquante-sept timbales d'argent — ne remplirent naturellement pas les caisses de l'Etat. Les républicains obtinrent leurs succès traditionnels lors de l'élection des officiers de la garde nationale, et remplacèrent de même sans difficulté Billaudel par Félix Maréchal, lors d'une élection partielle pour le Conseil général, la dernière du système censitaire (15). Rien ne rappelait l'enthousiasme de 1830, et le cours que l'avocat Pistor fit à l'Hôtel de Ville sur l'alliance politique et commerciale de la France et de l'Allemagne, s'il témoignait d'un esprit nouveau, ne souleva point les passions comme l'avaient fait les manifestations diverses qui avaient caractérisé la crise guerrière du lendemain des Trois Glorieuses (16).

Ce calme mois d'avril vit les cérémonies rituelles de plantation d'arbres de la liberté, qui parurent le symbole de l'unanimité républicaine du département, unanimité plus superficielle que profonde (17). Conflans et Longuyon y procédèrent dès le premier dimanche ; le maire d'une de ces localités précisa qu'il n'avait pas invité le curé parce qu'il ne croyait pas à la sincérité des démonstrations républicaines du clergé. Le 9 avril, Metz planta un chêne, symbole de force guerrière, au centre de la place Royale, devenue la place de la République. L'unanimité des sentiments parut touchante : M. de Tricornot avait offert un arbre de ses pépinières, car il avait fait sienne, disait-il, la devise : Liberté, Egalité, Fraternité ; à la garnison, à la garde nationale, s'étaient joints les élèves du Lycée et des écoles, et l'arbre fut amené par des ouvriers sous la conduite des officiers de l'Ecole d'application. Il y eut triple bénédiction du curé, du pasteur et du rabbin, et discours de Billaudel : il montrait les légions germaniques, un instant menaçantes, retournant chez elles avec les éléments de la paix universelle parce qu'au lieu d'une frontière hérissée d'armes, elles n'avaient trouvé qu'un écusson portant ces mots : République Française. « République ! ce mot a retenti dans leurs âmes, et bientôt, des bords du Rhin, pacifique, jusqu'au delà de cette Moskova, tombeau glorieux de nos pères, l'écho répétera, Ré-

(15) A. D. Moselle, 31 M 20.

(16) Pistor était originaire du Palatinat Bavaïois et bien informé des choses d'Allemagne. Le chancelier Bülou, qui l'a connu à Metz en 1872, en parle comme d'un patriote ardent, père d'un officier français.

(17) Journaux locaux et A. D. Moselle 55 M 4 et 55 M 8.

publique, République, Vive la République. » (18). L'arbre, entouré d'une grille qui avait jadis protégé la croix de mission renversée en 1830, fut gardé jour et nuit par la milice citoyenne.

Puis Briey, Thionville, Longwy, furent le théâtre de cérémonies analogues qu'imitèrent mêmes des villages, puisque l'un des traits distinctifs du mouvement de 1848 est ne point s'être confiné à Metz. Presque partout les curés bénirent l'arbre, et leurs refus de concours furent exceptionnels. A Vitry-sur-Orne, c'est la municipalité qui ne voulut point de bénédiction, et l'instituteur, accusé par le desservant d'avoir parodié une cérémonie religieuse, fut privé par l'évêque de ses fonctions de chantre. Quelques villages, tel Mey, avaient conservé leur arbre de 1793 et se groupèrent autour de son tronc vigoureux. Mais la grande majorité des communes, surtout loin de Metz et en Lorraine allemande, demeurèrent inertes. Les plantations ne furent d'ailleurs trop souvent que prétexte à beuveries, sans portée politique. Il y a pourtant quelques exemples de cérémonies plus républicaines : à Bazoncourt, l'instituteur fit un discours sur la liberté dans l'ordre ; l'abbé Pierre, aumônier du Lycée, choisit comme thème de son sermon la devise républicaine, et les « seigneurs » du village, MM. de Courten, firent distribuer 120 litres de vin : c'est à eux d'ailleurs plus qu'au nouveau régime qu'alla la reconnaissance des villageois. Mais l'impression du juge de paix de Boulay, bourg pourtant important, montre ce qu'il faut penser de l'animation de ces fêtes : décrivant la cérémonie, il ajoute : « Le tout, je l'avoue, et malgré quelques cris de « Vive la République », au milieu du flegme allemand, et avec un froid tellement glacial que le courage m'a failli pour adresser quelques paroles chaleureuses que je m'étais proposé de dire. » De l'ensemble des faits se dégage l'impression que la participation des campagnes au mouvement républicain fut bien superficielle.

III. — Les élections du 23 avril 1848

Mais la date des élections approchait (19) : leur remise du 9 au 23 avril avait paru inutile à Billaudel ; répondant à une circulaire de Jules Favre qui lui demandait s'il serait possible d'éclairer le département pour la première de ces dates, il avait écrit que les élections de la Moselle seraient républicaines, sans qu'un ajournement fût nécessaire. Le commissaire de la République s'était déclaré partisan du vote au canton, et il refusa toutes les divisions de cette unité électorale qui lui furent proposées par des communes rivales du chef-lieu. Les quelques

(18) *Courrier*, 14 avril 1848.

(19) A. D. Moselle, 28 M 17, lettre de J. Favre du 19 mars, réponse du 20.

demandes de vote à la commune que présentèrent des villages furent naturellement laissées sans réponse. Le scrutin, commencé le dimanche de Pâques, se continua le lendemain 24 avril, car le système d'appel nominal par communes n'abrégea pas le vote. Enfin, le recensement des bulletins eut lieu à Metz les 27 et 28 avril, en présence de délégués cantonaux présidés par un juge de paix.

Le résultat fut un triomphe complet pour les républicains ; sur 111.000 inscrits (chiffre à comparer à celui des 2500 censitaires), sur 97.000 votants, les Onze obtinrent entre 94.000 et 69.000 voix. Les noms les plus connus, les plus modérés, vinrent en tête, avec Woirhaye, Poncelet, Labbé, que tous les journaux s'accordaient à recommander. Les candidats les plus avancés qui, à l'exception d'Antoine, habitaient d'ailleurs Paris, réunirent un moins grand nombre de suffrages. En face de ces vainqueurs, il n'y avait aucune liste complète, mais M. du Coëtlosquet, l'abbé Braye, et Sonis réunissaient environ 15.000 voix chacun. Au delà, les suffrages s'étaient dispersés sur une foule de noms, au hasard des préférences locales ou personnelles. La liste du comité central l'emportait donc aisément, mais inégalement : l'arrondissement de Sarreguemines, le plus éloigné du chef-lieu par la distance et la langue, le plus soumis au clergé, avait donné davantage de voix dissidentes que les autres. Tel canton, celui de Boulay, n'avait accordé aux Onze que les deux tiers de ses voix, tandis que tel autre, celui de Bouzonville avait été unanime en leur faveur, sans que ces différences puissent s'expliquer autrement que par les circonstances du moment. Metz réalisait une très forte majorité pour la liste républicaine, tandis que le vote des militaires originaires de la Moselle, dans leurs garnisons diverses mais pour le compte de leur département natal, avait abouti à la dispersion des 6.000 suffrages de l'armée.

Ce triomphe a quelque chose d'étonnant dans un département dont les masses rurales n'avaient point la foi républicaine, et dont le chef-lieu presque seul comptait, dans sa bourgeoisie comme dans le peuple, des hommes de gauche qui avaient sincèrement acclamé la révolution, même quand elle dépassait leurs vœux immédiats. Il y avait d'ailleurs en Moselle assez de forces conservatrices pour contrebalancer dans les campagnes, surtout de langue allemande, l'influence des républicains messins. Mais le succès des Onze s'explique quand on observe qu'il ne s'agit pas d'une véritable élection, d'un choix, mais d'un plébiscite : il n'y eut qu'une liste complète et déclarée, elle fut officiellement appuyée par l'autorité, et tout vote opposé sembla le résultat de l'intrigue. Même la procédure du scrutin a contribué à créer cette impression de plébiscite : à Thionville, toutes les communes arrivaient, sous la pluie, maire et curé en tête, drapeau déployé ; Courcelles-Chaussy envoya à Pange ses 400 électeurs, accompagnés de

cent enfants, précédés d'une musique et des gendarmes à cheval ; le village de Scy descendit voter à Metz, autorités en tête ; le cortège entra par la porte de France, escorté par la musique du Génie, salué par le poste de garde ; il fit le tour de l'arbre de la liberté et la commune entière vota pour la République, car elle était devenue un bloc où les opinions personnelles et l'individualisme méfiant du paysan s'étaient effacés (20).

La question se pose donc du degré de liberté qu'ont connu en Moselle les élections de 1848. Le *Courrier* lui-même avouait, au lendemain du succès, qu'il s'attendait à trouver dans les campagnes une forte minorité carlo-religieuse, et les journaux conservateurs déclarèrent que le scrutin était entaché de violence ou d'intimidation. Le *Courrier* rétorquait que l'opposition n'avait qu'à former elle aussi des comités, qu'à agir au grand jour et non par de petits moyens. Au fond les républicains avaient redouté au plus haut point l'influence du clergé dans les campagnes, et, à la lumière de leurs craintes, il semble que l'adhésion des prêtres au nouveau régime n'ait jamais été prise au sérieux, malgré quelques sermons sur la fraternité et les bénédictions d'arbres de la liberté.

Pour combattre cette influence cléricale, Billaudel avait demandé le concours des instituteurs ; Woirhaye et lui avaient réuni les présidents de leurs conférences cantonales, et leur avaient rappelé que les maîtres avaient le devoir de prêter leur concours au gouvernement (21). L'administration leur accorda même un jour de congé pour leur permettre de concerter leur action : ces procédés étaient des précédents que le Second Empire ne fit que suivre. Le *Courrier* avait soin de relever les tracasseries subies par les instituteurs de la part des curés, « agents de la contre-révolution installés dans les campagnes. » (22) Dans les rapports adressés à Billaudel, les « menées » des prêtres sont sans cesse incriminées, car nul fonctionnaire ne semblait trouver licite l'opposition à la liste officielle. On vit ainsi dénoncer un vicaire de Sarreguemines, distributeur de bulletins dissidents, des commissionnaires partis de Metz pour porter aux curés des bulletins du bon parti. Tel desservant fut accusé d'avoir invité ses paroissiens, du haut de la chaire, à passer chez lui avant le vote. Le commissaire de police de Forbach annonça qu'il allait contrecarrer par sa propagande les efforts du curé, qui proposait de maison en maison d'écrire les bulletins de ses paroissiens. Woirhaye en personne vint présider à Sarreguemines une conférence d'instituteurs, afin de déjouer les intrigues du parti-prêtre, et le sous-commissaire écri-

(20) *Courrier*, 25 et 26 avril 1848.

(21) A. D. Moselle, 55 M 8, renferme le texte imprimé de la circulaire aux instituteurs.

(22) *Courrier*, 12 mai 1848.

vit : « Les paysans commencent à avoir peur de la dîme ; c'est notre meilleur auxiliaire » (23). En refusant la division des cantons en sections électorales, Billaudel ne cachait pas qu'il voulait éviter de prendre une mesure qui « pourrait favoriser les menées du parti clérical et de quelques partisans du gouvernement déchu. » Car l'autorité commençait à s'inquiéter de l'action de quelques grands propriétaires, tel Lardemelle autour de Conflans où, au dire du *Courrier*, sa candidature au commandement de la garde nationale avait amené des scènes dignes de la Vendée, tels Plassiart et le comte de Puymaigre aux environs de Thionville.

Les efforts de l'opposition manquèrent évidemment de franchise ; on parlait de « rôdeurs de nuit répandant des listes légitimistes », « de ténébreuses intrigues ». Au contraire l'action du Comité central, des comités d'arrondissement et de canton, fut ouvertement énergique. A Sarreguemines, 20.000 listes des Onze furent imprimées, et les électeurs reçurent une biographie des candidats rédigée dans les deux langues. Partout la division des voix fut présentée comme un crime et non comme le résultat naturel de la liberté d'opinion. Le sous-commissaire de Thionville expliqua aux maires que l'élection de légitimistes serait le signal de la guerre civile, et ils répondirent de leur dévouement. Un agent de Woïrhaye alla menacer à Bouzonville un « intrigant » de l'opposition, et lui parla si sérieusement qu'il prit peur. Dans la région de Louvigny, un avoué de Metz fit une tournée et put affirmer que tous voteraient selon sa volonté. Le maire de Sarralbe fit rechercher par la gendarmerie l'auteur d'une liste panachée ; son collègue de Briey écrivit fièrement (24). « Les employés des diverses administrations ont rivalisé de zèle pour éclairer leurs concitoyens des communes rurales. » Un paysan de Montois-la-Montagne dénonça à Billaudel les « rebelles, traîtres à la patrie », qui avaient changé la liste des Onze, et un anonyme réclama l'institution du vote à haute voix ! Voici enfin un des exemples les plus amusants qui montre de quel respect l'autorité était alors entourée : le maire de Pontpierre écrivit au commissaire de la République pour lui demander qui il fallait élire, « ne connaissant pas aussi bien que vous les personnes les plus dignes d'être choisies pour nous représenter ». On voit qu'il ne restait plus aux préfets du Second Empire beaucoup d'innovations à apporter dans le domaine de la candidature officielle, et que l'idée de l'indépendance du vote n'était point innée chez les paysans de la Moselle.

Le scrutin ne fit que compléter l'œuvre de la campagne électorale, car la couleur rouge des bulletins des Onze permettait un contrôle facile

(23) A. D. Moselle, 28 M 17, lettre du sous-commissaire, 15 avril 1848, réponse de Billaudel à une demande de division du canton de Bouzonville, 17 avril.

(24) A. D. Moselle, 55 M 8.

de l'électeur. A Forbach, deux prêtres qui avaient osé faire campagne contre la liste du Comité, faillirent être lapidés, tandis que certains de leurs confrères, convertis in-extremis, étaient reconduits avec leurs paroissiens aux sons entraînants de la musique de la garde nationale. Le pharmacien Himmelsbach, maire de la petite ville, républicain ardent, écrivit pour se féliciter de la défaite du « parti-prêtre, des indignes jésuites qui avaient infesté le canton de mauvais bulletins. » Lui et le commissaire de police ne s'étaient pas fait faute d'haranguer les villageois pour leur faire déchirer les bulletins des curés. L'instituteur de Bazoncourt avait rempli lui-même les bulletins en distribuant les cartes d'électeur. L'avocat Arnoult, en uniforme d'officier de la garde nationale, se tenait devant l'hôtel de ville de Thionville au moment de l'arrivée des électeurs de Manom : constatant que leurs bulletins portaient la liste des conservateurs, il leur proposa d'en changer, et en déchira un. Dans une protestation rédigée de sa main, le comte de Bertier affirma que les paysans furent intimidés par l'avocat républicain, qui leur cria (25) : « Retirez-vous, nous ne laisserons pas voter pour un du Coëtlosquet. » Le riche châtelain de La Grange, l'une des notabilités du parti légitimiste en Moselle, concluait « que l'unanimité du département, presque unique en France, était due à l'intimidation... aux injonctions adressées aux instituteurs, aux proclamations ordonnées aux maires... La révolution de Février s'est faite pour obtenir la liberté d'élection : le département de la Moselle en a-t-il obtenu sa part ? ». La réponse n'est pas douteuse si l'on ajoute qu'à Sierck un vicaire fut emmené à l'hôtel de ville et faillit être jeté à la rivière, qu'à Cattenom les paysans arrivaient avec le bulletin rouge à la main, bien en évidence. Le 23 avril 1848 fut en Moselle un jour de plébiscite, non d'élection.

Les contemporains ne s'y trompèrent d'ailleurs pas. Certes, Metz fêta le succès des Onze (26) : l'ouvrier Totain, en blouse, reconduisit Mme Billaudel à la Préfecture au milieu des acclamations. Les rues retentirent de tous les hymnes patriotiques, et surtout du Chant des Girondins. Le 30 avril, la foule accompagna jusqu'à la porte de France Woïrhaye, Espagne et Totain, qui partaient pour la capitale, et en dépit des fleurs et des fanfares, le premier élu de la Moselle, l'ancien meneur de 1831, bien désabusé malgré son triomphe, dit à ses compagnons : « Nous reviendrons sifflés. » (27) Il n'était point seul à ne pas se faire d'illusions, car à la même époque Arnoult écrivait à Billaudel que les prêtres gardaient beaucoup d'influence dans les campagnes, que les maires man-

(25) *Courrier*, 5 mai 1848.

(26) A. N. BB⁹⁰. Lettres de Woïrhaye au garde des sceaux, 27 et 28 avril 1848.

(27) *Journal de Woïrhaye*, Marche de l'Est, 1910-1911.

quaient d'énergie pour les combattre. Les partis, ajoutait-il, vont se reconstituer et bien des résistances seront à vaincre (28). C'était prévoir fort judicieusement, car si les circonstances avaient permis à la bourgeoisie libérale de Metz de prendre l'ascendant sur le département, la véritable unanimité n'existait pas, et les cadres des partis conservateurs, malgré leur abstention momentanée, n'en subsistaient pas moins.

IV. — Les hésitations de l'opinion

Les élections s'étaient déroulées dans le calme, et la seule région de la Moselle qui connut alors quelques troubles n'en était pas directement redevables à la politique. Les délits forestiers se multipliaient dans le Pays de Bitche (29) ; il fallut y envoyer quatre compagnies, procéder à quelques arrestations et faire charger par les soldats le bois récupéré par l'administration. L'agitation fut d'ailleurs beaucoup plus grave dans la Meurthe, autour de Sarrebourg, tandis que l'impôt sur les boissons amenait aux environs de Toul une sorte d'insurrection rurale. Ces troubles du département voisin pouvaient intéresser dans une certaine mesure Billaudel, car, du 20 mars au 18 mai, il eut le titre de commissaire général pour la Moselle, la Meurthe, la Meuse et les Vosges (30). Ce titre ne semble guère avoir correspondu à une responsabilité réelle, bien que celui qui en était honoré ait fait une rapide tournée à Nancy. Par ailleurs, on peut signaler une brève agitation antisémite à Grossbliedersstroff et à Sarreguemines, un rassemblement à Sierck pour empêcher l'exportation des grains par bateaux : ce sont les seules manifestations qu'ait vues la Moselle, le chef-lieu excepté, en 1848. Les craintes de guerre que l'on avait signalées en mars, au moment où Himmelsbach plantait à Forbach un poteau frontière qu'il jurait de défendre jusqu'à la mort, s'étaient dissipées. Le *Courrier* lui-même, rompant avec ses errements de 1830 et de 1840, ne souhaitait plus que l'unité nationale de l'Allemagne et renonçait au rêve des limites naturelles (31). La musique des cuirassiers de Sarreguemines se rendait à Sarrebruck, et les officiers français banquetaient avec leurs camarades prussiens. Il ne restait d'autre cause de mécontentement que les quarante-cinq centimes additionnels et que la stagnation des affaires, dont la situation au début de juin, au dire, il est vrai, de commerçants et d'industriels intéressés à exagérer, était presque dé-

(28) Lettre d'Arnoult à Billaudel, 30 avril 1848. A. D. Moselle, 28 M 17.

(29) Archives de la Guerre, loc. cit., juin 1848. A. N. BB⁹⁰ 362, lettre de l'avocat général Sérot, 11 mai 1848.

(30) A. D. Moselle, 1 M et A. N. F^{7b} I 156 (24). Billaudel a vu ses pouvoirs étendus aux quatre départements lorrains par arrêté de Ledru-Rollin du 20 mars ; dès le 23 il entreprit une rapide tournée dans la Meurthe.

(31) *Courrier*, 18 mai 1848.

seespérée (32). L'échec de la tentative blanquiste du 15 mai aurait dû rassurer entièrement sur l'avenir de la République : il n'en fut pas ainsi, en partie par la faute du *Courrier* et d'un nouveau journal démocratique qui s'était fondé à Metz, « L'Ami du Peuple », dont le nom seul épouvantait.

Porte-parole des républicains messins, le *Courrier* s'était déclaré partisan d'un ministère du Progrès, et, tout en condamnant les émeutes parisiennes, il regrettait que les promesses faites en février sur l'organisation du travail n'eussent pas été tenues. La république sociale ne lui faisait pas peur, et, comme le capitaine de Boureulle, il souhaitait que l'Etat prit en mains les assurances et les chemins de fer (33). La garde nationale de Metz, au contraire de celle de Thionville, refusait de féliciter la milice parisienne de sa victoire du 15 mai. Metz, un instant surprise par une révolution que nul n'y avait prévue, voyait donc le mouvement démocratique aller s'accroissant. Billaudel introduisait des artisans dans les conseils de discipline de la garde nationale ; un club démocratique se fondait sous la présidence d'Emile Bouchotte, le plus riche minotier de la région (34). Mais ce mouvement risquait d'effaroucher une grande partie de la population, d'autant plus que de fausses nouvelles y semaient fréquemment l'inquiétude. Lors de la première élection de Louis-Napoléon, en juin, on raconta que le Prince avait donné un milliard à la Nation, et qu'un régiment l'avait conduit en triomphe à l'Assemblée. Puis, lors de l'insurrection ouvrière de la fin de juin, le télégraphe, après en avoir annoncé le début, resta muet. Le 26 juin, cinq bataillons de la garnison furent mis en route vers la capitale, tandis que la garde nationale assurait le service de la place. Le club démocratique annonça qu'il défendrait, sans réaction ni désordre, la République démocratique et sociale. Mais la seconde de ces épithètes le fit accuser de communisme, et Bouchotte épouvanté en démissionna avec éclat, pendant que les officiers affiliés étaient l'objet de sanctions sévères (35).

Les autorités s'efforcèrent dès lors en toute occasion de montrer qu'il n'y avait nulle collusion entre les « sociaux » et les républicains. Un

(32) C'est en juin qu'Emile Bouchotte alla à Paris demander à Goudchaux la création d'une banque départementale. Le ministre lui promit une succursale de la Banque de France (Communication de M. Geist à l'Académie de Metz, décembre 1931).

(33) *Ibidem*, 16, 19, 20, 23 mai 1848.

(34) *Ibidem*, 23 mai et 8 juin 1848.

(35) *Ibidem*, 6 juillet 1848. Parmi les officiers punis se trouva le capitaine Niqueux, qui avait été déjà frappé en 1831 pour sa participation à l'Association nationale. Encore en octobre, l'avocat général Sérot signale qu'une bande d'ouvriers a parcouru Sarreguemines en criant : Vive la république rouge, vive la guillotine, vive la république démocratique et sociale.

service solennel fut célébré à la cathédrale à la mémoire des morts de juin ; la conduite du représentant Antoine combattant les insurgés fut soulignée, et la cérémonie funèbre en l'honneur de Dornès, mort des blessures qu'il avait reçues en défendant la cause de l'ordre, permit une grandiose manifestation : un catafalque fut dressé au pied de l'arbre de la liberté, pendant que l'air retentissait du chant des Girondins et des salves d'artillerie (36). Or Dornès était incontestablement un républicain convaincu : il n'empêche que l'opinion continuait à accuser Billaudel de faiblesse vis-à-vis des insurgés, et qu'il en était réduit, pour se défendre, à prescrire l'arrestation des auteurs de bruits alarmants.

Les élections municipales, qui eurent lieu le 31 juillet, révélèrent les hésitations de l'opinion (37). La municipalité de Metz avait pris l'initiative d'une série de réunions préparatoires afin d'éviter l'éparpillement des voix. Il y eut des réunions de quartier ; puis une réunion générale au manège de l'Ecole d'application ne réussit, au milieu du tapage, qu'à désigner vingt-six candidats. C'est à peine si les deux tiers des inscrits se dérangèrent pour voter, et des personnalités de second plan passèrent en tête de liste, tandis que les représentants Woirhaye et Labbé, jadis si populaires, ne venaient qu'au douzième rang. Le nouveau Conseil ne différa guère de celui de la monarchie censitaire, et une douzaine au moins de ses membres n'étaient républicains que de nom. L'ancien maire, Germain, garda donc ses fonctions. De l'ensemble du département se dégageait la même impression : les élections au suffrage universel n'avaient nullement éliminé les notables de l'époque précédente. Des succès démocratiques, à Rombas par exemple, ne s'expliquaient que par l'influence locale de tel républicain convaincu.

Vint ensuite, à la fin d'août, le renouvellement des conseils d'arrondissement et du Conseil général, mais ces élections cantonales furent surtout caractérisées par un nombre considérable d'abstentions (38). Le suffrage universel, comme jadis le système censitaire, assura le succès des notables, du fils Ladoucette à Audun, du directeur des Cristalleries de Saint-Louis à Bitche, de M. du Coëtlosquet à Metz, de MM. de Wendel et de Pange à Thionville et à Pange. Quelques démocrates furent élus, surtout grâce à leur influence locale, tel le notaire Dauphin à Vigy et le riche industriel Pougnet à Gros-Tenquin. Il n'y eut de lutte que dans le canton de Gorze : la candidature d'un magistrat révoqué, M. de Faultrier, indigna Billaudel qui rédigea une proclamation fulgurante : « Soldats de la République, à vos postes... Quand la contre-révolution vient frapper à vos portes, vous ne pouvez avoir qu'un besoin, la com-

(36) *Relation de la cérémonie funèbre en l'honneur d'A. Dornès.*

(37) A. Metz, I K 123-135.

(38) A. D. Moselle, série 30 M.

battre, qu'un cri de ralliement : Vive la République. » Jamais les préfets de Napoléon III ne firent mieux ! Le *Courrier* approuva cette énergie dans l'action : « C'est, disait-il, de la franchise, c'est de la loyauté en politique : cela ne vaut-il pas mieux que les obscures et basses menées par lesquelles les préfets du temps de M. de Faultrier et consorts combattaient et calomniaient les candidats opposés au gouvernement. » (39)

Mais une élection législative partielle allait bientôt prouver la faiblesse de l'opinion républicaine en Moselle (40). Le 17 septembre, trois candidats briguerent la succession de Dornès, Emile Bouchotte, soutenu par les républicains, Ladoucette qui, tout en affirmant son respect pour le régime établi, avait l'appui de tous les conservateurs monarchistes, et le prince Louis-Napoléon, qui se présentait d'ailleurs dans trois autres départements. Cette dernière candidature, mise en avant par un brasseur napoléonien, sans instruction, sans influence à Metz, Reiter, et par un Sarregueminois qui vécut dans l'entourage du Prince, Temblaire, ne sembla point sérieuse aux contemporains. D'obscurs agents bonapartistes vinrent bien de Paris distribuer des biographies de Louis-Napoléon, mais l'attention des classes dirigeantes était entièrement absorbée par la lutte entre Bouchotte et Ladoucette. Un comité réuni à l'hôtel de ville de Metz, le maire et le colonel de la garde nationale, leurs collègues de Thionville, recommandèrent ouvertement le candidat républicain ; Billaudel intervint avec sa « franchise » habituelle. Les deux journaux conservateurs se liguerent au contraire en faveur de Ladoucette ; ils virent avec plaisir huit cents ouvriers manifester contre le chef démocrate accusé d'accaparer les blés et crier « A bas Bouchotte » devant la Préfecture. La foule voulut contraindre Billaudel à prescrire le déchargement des bateaux de grains en partance pour Trèves. Comme il s'y refusait, le tumulte fut effroyable. On chanta le « Ça ira », « le Bouchotte à la lanterne » ; on jeta des pierres sur les patrouilles de la garde nationale. L'ancien maire de Metz était victime des préjugés qui existaient contre le commerce des grains, tandis que les masses, sans vouloir le renversement de la République, se laissaient attirer par le prestige des Bonaparte (41).

Le résultat surprit les meneurs de la bourgeoisie messine, à quelque parti qu'ils appartenissent : il n'y eut que 32.000 votants, trois fois moins qu'en avril, et Louis-Napoléon l'emporta par 17.000 voix contre 7.400 à Ladoucette et 6.900 à Bouchotte. Tel canton de la Lorraine allemande n'avait vu qu'un sixième des inscrits se déranger le jour du scrutin, telles

(39) *Courrier*, 19 août 1848.

(40) A. D. Moselle, 28 M 17.

(41) A. N. BB⁸⁰ 362, lettre de Sérot, avocat général, 6, 14 et 20 septembre 1848.

communes comptaient plus de 90 % d'abstentions. C'était une double défaite pour les républicains. La crise provoquée par les hauts prix des grains n'avait certainement pas été étrangère au succès de la candidature démagogique du Prince, dont on racontait qu'il apportait des milliards pour amortir la dette et rembourser les 45 centimes. Metz connut alors quelques jours d'émotion populaire, et le maire dut inviter ses concitoyens « à ne plus méconnaître leurs vrais amis pour se jeter dans les bras des exploiters de leurs misères. » Les journaux s'accordèrent à parler de l'entraînement d'un sentiment national, honorable mais irréfléchi ; l'avocat général Sérot jugea que l'élection avait été libre, et que l'influence des agents bonapartistes était négligeable ; le sous-préfet de Briey écrivit : « Le prestige d'un nom a été une trainée de poudre qu'enflamme l'étincelle électrique ». Son collègue de Sarreguemines ajouta que les paysans ne connaissaient ni Bouchotte ni Ladoucette, mais le fils de l'Empereur, certains disaient même l'Empereur lui-même, et il terminait, prophétique : « Si l'élection du président est abandonnée au suffrage populaire, nous verrons se renouveler ce qui a eu lieu aujourd'hui ». Le ton est le même dans le rapport qu'envoya de Thionville le sous-préfet Humbert, futur garde des sceaux sous la Troisième République : « Conseils, reproches, influences, rien n'a pu lutter contre la fascination du nom de Napoléon. C'est un prestige. On votait pour le prétendant en criant : Vive la République. Pauvres égarés, il faut leur pardonner, car ils ne savent ce qu'ils font. » Il est vraiment surprenant qu'après une pareille expérience, huit des représentants de la Moselle aient quand même voté l'élection directe du président par le peuple !

Mais avant l'élection présidentielle, les Mosellans furent encore appelés aux urnes pour remplacer le Prince, qui avait opté pour la Seine. Les républicains se rallièrent cette fois autour d'un candidat modéré, sans antécédents politiques, le capitaine Rolland, qui appartenait à une famille libérale fort influente. Les conservateurs acceptèrent l'alliance des bonapartistes et soutinrent le prince Napoléon Ney, dont on pensait que le nom fascinerait les masses en un département qui n'avait pas oublié la perte de Sarrelouis. Ney vint à Metz, y tint une réunion publique, tandis que les autorités et la bourgeoisie libérale faisaient campagne pour Rolland qui fut élu le 26 novembre. La proportion des abstentions avait été plus forte que jamais. Une candidature ouvrière, imaginée par un comité démocratique fondé à Metz en dehors des bourgeois, réunit un millier de voix, toutes au chef-lieu, sur le nom du typographe Ronfort. Billaudel avait réussi à éviter la dispersion des votes de l'armée en avertissant les autres préfets que Rolland était « le candidat adopté

par les amis du gouvernement républicain. » C'est presque la formule de Persigny.

V. — L'élection présidentielle

Ces élections partielles ne passionnèrent point l'opinion autant qu'allait le faire l'élection présidentielle. (42). Deux comités s'étaient formés pour soutenir Cavaignac et Louis-Napoléon. Le *Courrier* prônait le général ; l'*Indépendant* demeurait hésitant ; le *Vœu National* n'arrivait à conseiller de voter pour le Prince que parce qu'il préférerait l'inconnu à un candidat connu, ami des républicains du *National*, et dont le nom lui paraissait signifier une prolongation indéfinie de la révolution. L'argument était à tout le moins singulier, et ce n'est certes pas l'attitude de la presse messine qui explique le vote de département. Le préfet, les représentants du peuple, les maires des villes et des bourgs, tous membres d'une bourgeoisie plus ou moins ralliée à la République, désireuse avant tout d'éviter de nouvelles secousses et de ne pas se lancer dans l'inconnu, soutinrent la candidature Cavaignac (43). Telle lettre du représentant Deshayes sur l'élection présidentielle, est un modèle de raison. Sans préciser davantage, son collègue Antoine conseillait d'éviter avant tout l'élection du Prince (44). Le Conseil général s'était unanimement associé au vote qui proclamait que Cavaignac avait bien mérité de la Patrie ; le Comice agricole s'était également prononcé pour le général (45) ; le comité thionvillois montrait que le chef du pouvoir exécutif symbolisait l'ordre, que l'élection de Louis-Napoléon risquait de déclencher la guerre civile et la guerre étrangère. Les fonctionnaires furent invités à faire campagne pour le général, et partout fut affichée la proclamation qu'il adressait à la France, et dont les termes modérés et pleins de raison auraient dû triompher de toutes les hésitations. Mais il faut avouer que tout cela était peut-être trop timide, trop raisonnable, car l'autorité fut loin d'agir en décembre avec l'énergie que Ledru-Rollin et ses commissaires n'avaient pas hésité à déployer en avril.

Les agents de Louis-Napoléon furent des hommes relativement obscurs, Reinert, Temblaire, quelques anciens officiers, des émissaires demeurés anonymes, payés trois francs par jour par le comité bonapartiste du chef-lieu. Divers tracts furent imprimés à Metz, dont l'un fut saisi chez

(43) L'argument conservateur en faveur de Cavaignac est développé dans une brochure éditée alors à Metz. « Louis-Napoléon veut nous enlever nos biens communaux pour les donner à des fainéants étrangers... Nommer Cavaignac, c'est conserver l'ordre, faire renaître la confiance. Nommer Napoléon, c'est s'exposer à une nouvelle révolution ».

(44) *Courrier*, 25 novembre et 2 décembre 1848.

(45) Conseil général, 1^{er} décembre 1848.

l'imprimeur du journal légitimiste, par ordre de Billaudel, qui fit également arracher des affiches napoléoniennes, en vertu de la loi du 10 décembre 1830. Cet acte d'énergie fut sans doute maladroit, car il indigna la presse conservatrice, dont le sentiment dominant semble avoir été la haine du préfet (46). Billaudel dut se défendre par une proclamation contre les accusations dirigées contre lui ; au moment du scrutin, il y eut des carreaux cassés à la Préfecture et des patrouilles procédèrent à une quarantaine d'arrestations : les agents bonapartistes en profitèrent pour dire qu'un succès de Cavaignac aboutirait à une dictature des hommes du *Courrier*. Les fabricants de Metz firent afficher un appel au calme, car ils redoutaient que l'agitation bonapartiste n'amènât la désertion des ateliers, l'aggravation de la crise (47). Mais il est vain de chercher à expliquer le triomphe du Prince par la force de la propagande napoléonienne, car des émissaires sans influence sociale ne pouvaient contrebalancer la puissance de l'autorité et d'une grande partie de la bourgeoisie éclairée. Evidemment des bruits absurdes ont couru dans les campagnes (48) : on a raconté que Cavaignac était un nouveau Robespierre, que le communisme allait triompher, qu'une levée de 500.000 hommes allait être ordonnée pour rétablir l'empereur d'Autriche, qu'une guillotine coupant cent têtes à la fois allait fonctionner à Paris. Mais il est probable que la bourgeoisie libérale s'est complu à exagérer la portée de ces racontars, ainsi que l'influence des lithographies, imprimées chez Dembour à Metz, qui représentaient Napoléon-le-Grand perché sur les épaules de son neveu et l'inondant de ses rayons de gloire. La meilleure explication du succès bonapartiste ne serait-elle pas que les paysans et le clergé des campagnes se refusaient à céder, en décembre 1848, à l'influence de la bourgeoisie et des fonctionnaires qui avaient dirigé les élections d'avril. Car quiconque connaît les préoccupations qui dominaient dans les villages de la Moselle, s'étonne que l'idée d'une politique de gloire et d'expansion nationale ait pu entraîner les masses rurales, assez réfractaires aux emballements que Metz avait parfois connus. L'élection présidentielle fut avant tout en Moselle la réaction contre la révolution de Février, en faveur de l'ordre traditionnel.

Un fait est certain, c'est que le mouvement des masses fut irrésis-

(46) *Courrier*, 5 et 9 décembre 1848. Le R^{me} Dom du Coëtlosquet nous a communiqué un exemplaire de l'affiche bonapartiste qui fut arrachée par la police. Il y en eut même un exemplaire placardé sur le socle de la statue de Fabert, dans la main duquel une bougie avait été placée pour mieux attirer l'attention. Le jour du scrutin, les habitants de Woippy portaient cette immense affiche rose en guise de drapeau.

(47) Affiche jaune, « Aux ouvriers messins » 10 décembre 1848, communiquée par dom du Coëtlosquet.

(48) Cf. lettre de M, de la Fizelière dans le *Courrier*, 21 novembre 1848.

tible (49). Le maire de Bouzonville put parler d'un entraînement frénétique et aveugle, celui de Saint-Avold d'un torrent fougueux que rien ne peut arrêter. Les populations de Briey furent « fanatisées », et d'après leur maire, Himmelsbach, celles de Forbach n'étaient que des « brutes, des hommes sans jugement, sans aucune espèce de raison. » (50) Ce fut vraiment un plébiscite populaire : sur 117.000 inscrits, sur 96.000 votants, le Prince obtint 75.000 voix, Cavaignac 19.000 et Ledru-Rollin un millier. Pour le scrutin du 10 décembre, Billaudel avait fixé, en divisant cette fois chaque canton, quatre-vingt douze sections de vote, dont les résultats furent naturellement inégaux. Dans les régions de langue française, Cavaignac réunissait le tiers des suffragés à Thionville, Audun, Metz, le quart dans l'ensemble. Mais la Lorraine allemande ne lui laissait qu'un sixième des voix, et le canton de Rohrbach donnait presque l'unanimité à Louis-Napoléon. Plus le pays était rural, plus il échappait à l'influence de Metz et des petites villes, plus accentuée était la défaite des autorités.

Quant à la candidature Ledru-Rollin, elle n'avait été soutenue qu'à Metz. La principale manifestation en avait été un banquet démocratique organisé au jardin de la Vacquinière, le 29 novembre, jour anniversaire de la révolution polonaise. Un millier d'ouvriers écoutèrent, sous la pluie, une série de discours ; de nombreux toasts furent portés, « A la vaillante nation polonaise », « A l'héroïque nation allemande », « A la malheureuse nation italienne », « A la République démocratique et sociale », « Aux mânes de Robert Blum ». On avait même vu un convive coiffé du terrible bonnet rouge (51). Mais la vieille bourgeoisie libérale de Metz s'était abstenue, à l'exception d'un lieutenant-colonel de la garde nationale, plus exalté que ses amis, Lambry, qui eut l'honneur de présider cette manifestation.

Le résultat de l'élection présidentielle découragea profondément les républicains de Metz. Dès le 11 décembre, alors qu'il ignorait encore les votes de l'ensemble de la France, Billaudel démissionna, car il jugeait que ses concitoyens venaient de protester contre le principe même de la République. Le colonel Lambry, dont la situation de fortune était par ailleurs compromise, se suicida le 14, et ses funérailles symbolisè-

(49) A. D. Moselle, 55 M 4.

(50) Himmelsbach avait été frappé par un de ses administrés, dont l'arrestation fut ordonnée. La foule délivra le prisonnier, et des cuirassiers vinrent de Sarreguemines, afin que la force restât à la loi. A. N. BB³⁰ 362, lettre de Sérot, 5 janvier 1849.

(51) *Courrier*, 5, 9 décembre 1848. Le banquet du 29 novembre était traditionnel à Metz depuis 1832, mais il ne groupait d'habitude que quelques bourgeois libéraux et les réfugiés polonais.

rent la défaite républicaine (52). Son cercueil, porté à bras par les ouvriers, suivi de la garde nationale et des autorités, fut déposé au pied de l'arbre de la liberté, et l'avocat Pistor prononça un discours avant que le cortège, purement civil, ne reprit sa marche vers le cimetière. Lambry n'allait jamais à la messe, et pourtant une partie de l'opinion s'indigna que l'Eglise eût refusé d'accueillir son corps ; les gendarmes durent surveiller les abords de l'évêché, et deux individus qui criaient : « Mort à l'évêque » furent arrêtés. Ces funérailles, célébrées sur cette même place de la République où, le 19 novembre, Billaudel avait lu, au son du canon et de la Marseillaise, le texte sacré de la Constitution, marquèrent la fin d'une période de l'histoire messine, l'effacement du groupe de bourgeois libéraux qui depuis 1830 avait mené la cité. Ils étaient écrasés par la puissance des masses rurales, échappées par le suffrage universel à leur influence. Profondément découragés, ils allaient laisser combattre quelques démocrates messins, d'un rang social inférieur, et se rallier plus ou moins sincèrement à l'Empire. Le départ de Billaudel, salué une dernière fois par les officiers de la garde nationale, contrastait avec le triomphe de son installation à la Préfecture, alors que les notables du juste-milieu s'empresaient de protester auprès de lui de leur dévouement à la République ! La réaction allait commencer en Moselle dès le début de 1849.

VI. — La réaction et les élections de mai 1849

La réaction fut dirigée en Moselle par l'alliance des deux journaux conservateurs qui, dès le mois de janvier 1849, firent circuler une pétition pour demander le remplacement de l'Assemblée nationale : 24.000 signatures furent ainsi recueillies. C'est donc en un moment très favorable qu'arriva à Metz le préfet Darcy, fonctionnaire de carrière qui ne rencontra point les difficultés que le baron Sers avait jadis éprouvées du fait de son isolement prolongé et de la division des conservateurs. Son programme était de « rallier à l'armée de l'ordre tout ce qu'il pourrait de recrues ; de la maintenir sous la bannière du chef qui lui apportait le prestige de son nom et de la victoire du 10 décembre ; et de poursuivre la prolongation du mandat de ce chef, malencontreusement limité à une durée de quatre ans, de manière à le détourner des suggestions aventureuses. » (53)

Darcy se trouva d'abord isolé à Metz, car les fonctionnaires et les

(52) *Ibidem*, 19 décembre 1848. Mgr. Dupont des Loges secourut les enfants que le suicide de ce farouche franc-maçon laissait dans la misère : ce fut, dit son biographe, sa seule vengeance.

(53) DARCY (H.) : *Hugues-Iéna Darcy*, p. 141.

conseillers généraux avaient fait campagne pour Cavaignac, car l'opinion messine conservait ses allures frondeuses. La garde nationale restait prompte aux manifestations, ses canonniers vociféraient « Vive la République » lors des prises d'armes, parlaient de foudroyer la Préfecture tandis que les lycéens adressaient à Darcy une épître latine, pour le menacer de le passer par les armes — ils avaient des fusils — s'il les empêchait de parader lors des cérémonies militaires. Mais le préfet pouvait compter sur le concours des masses du département et d'une grande partie des notables. Il osa donc maintenir en place les fonctionnaires nommés par Billaudel, car il les estimait moins dangereux dans les bureaux que dans l'opposition. Il accueillit sans bouderie la municipalité et les officiers de la milice citoyenne, qu'il occupa le 24 février par une remise de drapeaux : ainsi fut évitée toute autre manifestation. Mais il s'abstint de saluer l'arbre de la liberté et d'employer le mot « Citoyens » au vocatif. Lors du banquet républicain qui réunit au théâtre 750 convives et autant de spectateurs, la police osa enlever d'une loge deux drapeaux rouges (qui n'étaient sans doute que deux fanions de signalisation prêtés par l'artillerie!). Elle osa également arrêter un capitaine de la garde nationale qui criait : « A bas les Chouans » dans le quartier riche de Metz. D'autre part, le futur maréchal Randon tenait énergiquement la garnison : sa tâche était assez lourde, car les élèves chirurgiens faisaient une vive propagande républicaine et des troupes avaient crié « Vive la République démocratique et sociale », « Vive Ledru-Rollin ». Mais Randon, petit homme sec et vif, en liaison étroite avec le préfet qu'il allait voir tous les jours, réagit énergiquement et envoya pas mal de monde en Algérie (54).

La mission essentielle du nouveau préfet fut de diriger les élections de l'Assemblée législative. « L'administration, écrivait-il à Léon Faucher, alors ministre de l'Intérieur, ne saurait rester indifférente entre le bien et le mal ; on la sollicite de faire connaître son drapeau, elle ne saurait le mettre dans sa poche sans s'amoindrir aux yeux du pays. » (55). Il entreprit une tournée électorale, harangua en personne les vingt-quatre bataillons cantonaux de la garde nationale. Mais il n'eut pas à vaincre de bien grandes difficultés, car l'opinion conservatrice, inerte en 1848, était solidement organisée en 1849. Dès le mois de mars, un comité de *l'Indépendant* et du *Vœu National* réunis s'était cons-

(54) *Ibidem*, p. 147. C'est surtout dans l'artillerie que s'exerça la propagande démocratique : Randon ne jugeait pas prudent de laisser un seul régiment d'infanterie à Metz et signalait en 1850 des réunions groupant jusqu'à soixante canonnières chez un socialiste de Montigny. Archives de la Guerre, 3^e division, lettres, 1848-1853.

(55) *Ibidem*, p. 149, lettres de Darcy du 11 avril 1849.

titué, comme une imitation messine du Comité de la rue de Poitiers. Un légitimiste lié d'amitié avec plusieurs familles de la noblesse messine, Hyppolite Mennessier, en fut le président, et l'ancien recteur L. Mézières le porte-parole. Il se forma d'autre part deux comités bonapartistes, séparés par des rivalités de personnes : l'un était dirigé par le brasseur Reinert, l'autre par le colonel en retraite Hennocque. Le premier s'unit à une société napoléonienne fondée parmi les ouvriers et présidée par un typographe. On vit paraître un journal dévoué au Prince-Président, le « Napoléonien de la Moselle ». Des bonapartistes isolés tentèrent aussi d'agir pour leur propre compte, tel Temblaire à Sarreguemines, Manuel, frère du célèbre député libéral, à Longwy. La tâche du préfet consistait à éviter les tiraillements entre ces groupes multiples. Il est vrai que les républicains n'étaient pas davantage d'accord entre eux, qu'il existait, même parmi leurs représentants, une extrême-gauche et des modérés, et que le *Courrier*, organe de la bourgeoisie libérale de Metz, était dépassé par le *Républicain*.

Orléaniste de sentiment, républicain de raison, par dessus tout dévoué à l'ordre, Darcy s'était mis en relations avec le Comité de la rue de Poitiers. Molé lui avait demandé de réaliser l'entente entre les bonapartistes, les légitimistes, les orléanistes et les républicains modérés. Le préfet lui avait répondu : « La République aura besoin de s'affubler plus ou moins du petit chapeau et de la redingote grise pour se faire pardonner et accepter dans les campagnes. » (56). Il s'efforça donc de réaliser le front unique des conservateurs, en réservant une place à Woïrhaye dans la liste des neuf candidats. Mais *l'Indépendant* ni les bonapartistes n'acceptèrent cette combinaison, car ils pensaient que les républicains modérés ne pouvaient que devenir tôt ou tard l'appoint des rouges. C'est en vain que Darcy rappelait que la Moselle comptait, dès avant le 24 février, plus d'éléments démocratiques que bien d'autres départements et qu'il était sage d'en tenir compte. Quant à Woïrhaye, il était incontestablement un homme d'ordre ; dans une de ses lettres il s'élevait contre « cette république perverse et coupable qui ose s'appeler sociale » (57). Finalement la question fut soumise au Prince-Président lui-même, qui ne désira point diminuer la part de ses amis, si réduite pour la plupart des départements. Darcy se résigna alors à évincer Woïrhaye ; les monarchistes lui offrirent encore de l'admettre, à condition de rompre avec les bonapartistes, mais cette combinaison parut trop risquée à un préfet qui jugeait « le pays passionné pour l'ordre jusqu'au fanatisme et pour Louis Bonaparte jusqu'à l'adoration », et

(56) *Ibidem*, p. 151, lettre de Darcy à Molé, 11 mars 1849.

(57) *Ibidem*, p. 180, lettre de Woïrhaye à Darcy, 25 mars 1849.

qui venait d'écrire que « le parti bonapartiste serait le maître absolu de l'élection. » Il répondait à Léon Faucher : « Vous blâmez les exigences bonapartistes : je trouve, comme vous, qu'elles sont considérables ; mais je me félicite qu'elle ne l'aient pas été davantage, car je suis disposé à croire que la majorité des habitants les auraient subies dans toute leur étendue » (58). A Thiers, il disait « que les campagnes voulaient une seconde édition du Consulat à vie et même de l'Empire, avec la suppression de la guerre et de l'impôt. » (59).

C'est ainsi que fut formée la liste conservatrice : elle comprit cinq napoléoniens, Ney, Ladoucette, le général Achard, l'industriel Sonis et M. de Salis, à qui Reinert avait cédé sa place ; deux légitimistes, de Wendel et du Coëtlosquet ; deux orléanistes, d'Hunolstein et de Faultrier. Cinq de ces messieurs étaient plusieurs fois millionnaires, et le ministre trouva la liste extravagante, trop aristocratique. Darcy offrit sa démission, en garantissant le succès : il affirmait que les ruraux voulaient élire les plus riches pour se défendre contre le socialisme et que leur instinct égalitaire ne se réveillerait que plus tard. Il ne craignait ni la tentative de l'ancien préfet Germeau, venu former une liste moins exagérée, ni la sécession de quelques bonapartistes entraînés par Temblaire et le colonel Hennocque, qui se proclamaient napoléoniens démocrates et voulaient mettre en avant le prince Napoléon. Il affirmait que la masse des électeurs élirait ceux que l'administration désignerait comme les vrais amis du Prince-Président, sans qu'une pression électorale proprement dite soit nécessaire.

Les républicains, après bien des dissensions entre modérés et avancés, avaient fini par présenter une liste mixte qui, à côté de Woirhayé et de Labbé, comprenait Billaudel et Jean Reynaud. Au scrutin du 13 mai, qui eut lieu par sections et non plus par cantons, les voix se divisèrent davantage qu'en 1848, et pour neuf élus on compta une cinquantaine de noms divers (60). Les conservateurs obtinrent entre 57.000 et 37.000 voix ; Ney vint en tête, les orléanistes en queue. La liste républicaine n'eut que de 16.000 à 9.000 voix et la proportion des abstentions atteignit 35 %. Les résultats locaux sont d'un enchevêtrement difficile à analyser. On peut seulement noter que dans certaines sections rurales l'écrasement des républicains fut total, que la liste dissidente napoléonienne ne l'emporta qu'à Longuyon, grâce à l'influence de Manuel, qui y résidait, et que seul le 2^e canton de Metz donna la majorité à la liste républicaine, tandis que le reste de la ville fit

(58) *Ibidem*, p. 151, lettre de Darcy au ministre, 5 avril 1849.

(59) *Ibidem*, p. 152, lettre de Darcy à Thiers, 6 avril 1849.

(60) A. D. Moselle, 28 M 18.

passer en tête M. du Coëtlosquet, connu pour sa générosité et sa haute probité. Mais il faut préciser que les votes urbains y avaient été mélangés à ceux des villages voisins : le chef-lieu conservait en tout cas l'apparence d'une cité dévouée à la République, comme l'indiquaient les cris de « A bas les blancs » qu'à la revue du 4 mai, les gardes nationaux avaient encore poussés, avec un accent parfois menaçant (61). Quoi qu'il en fût, les républicains, et surtout les modérés de la nuance de Woïrhaye, étaient vaincus en Moselle (62). Leur seul groupement puissant, équilibrant sensiblement ses adversaires, se trouvait au chef-lieu. Les napoléoniens remportaient un succès très net, que le Prince sut apprécier, car un prêt qu'il consentit au brasseur Reinert lui permit de fonder à Sèvres la brasserie de la Meuse, et le préfet Darcy, qui ne fut d'ailleurs jamais bonapartiste et quitta la carrière administrative dès 1850, fut successivement appelé à la préfecture du Rhône et au sous-secrétariat à l'Intérieur.

Le succès grossit les rangs du parti bonapartiste en Moselle, où commença la décadence des monarchistes, entraînés dans le même désastre que les républicains. Tels étaient les résultats fort inattendus du suffrage universel : les contemporains eurent la révélation de passions rurales qu'ils n'avaient jamais soupçonnées. Il faut d'ailleurs remarquer que les conservateurs et le préfet paraissent avoir totalement manqué de sang-froid en laissant à l'élément napoléonien cinq sièges sur neuf, car le triomphe du Prince au 10 décembre n'avait pas été plus accusé en Moselle que dans la plupart des départements. C'est donc un préfet orléaniste et un comité monarchiste qui, en dépit des conseils de Molé et de Léon Faucher, assurèrent le triomphe définitif des amis du Prince.

VII. — Vers l'Empire

La Moselle, peut-être autant par la maladresse des conservateurs monarchistes que pour des raisons plus profondes, parut dès lors un département napoléonien. Mais cette force ne se révélait que lorsque les masses rurales se mettaient en mouvement, car dans la vie politique quotidienne, rien n'y semblait changé. Le comité des deux journaux conservateurs continua sa propagande anti-socialiste et il lui parut que le parti de l'ordre perdait du terrain. *L'Indépendant* resta orléaniste, protestant contre les tendances autocratiques que révélait la lettre à Edgar Ney ; le *Vœu National* demeura catholique et légitimiste. Metz n'eut point de journal napoléonien, et les anciens partis

(61) A. N. BB ⁹⁹ 362, lettre de l'avocat général Sérot, 5 mai 1849.

(62) *Ibidem*, 1^{er} juin 1849. Lors du retour d'Antoine, des exaltés crièrent : « A bas Woïrhaye ! Vivent les Rouges ! »

subsistèrent dans sa bourgeoisie. Le groupe républicain ne parut pas avoir perdu toute influence sur les affaires de la cité : mais il cessa de pouvoir faire appel aux masses, et prit nettement figure de minorité dans le département. Les grands bourgeois libéraux, les Bouchotte, les Woirhaye, les Labbé, cessèrent de le diriger après leurs déconvenues, et, sans renier leurs anciennes tendances, la plupart préparèrent leur ralliement au Prince-Président. Il convient d'ailleurs de noter que le bonapartisme de la Moselle n'était nullement belliqueux : Darcy indiquait, le 16 juin 1849, que l'expédition de Rome n'y était pas vue avec faveur et que, même dans les communes frontières, on ne s'occupait pas des troubles qui agitaient la rive gauche du Rhin. « On prétend souvent, écrivait-il au ministre, que les Provinces rhénanes désirent avec ardeur leur réunion à la France ; j'ai beaucoup de peine à concilier la pensée qu'on leur prête avec la volonté qu'elles manifestent de faire prévaloir l'unité au sein de l'Allemagne. Je serais plutôt disposé à croire qu'étant résolues à secouer le pouvoir régulier de leurs rois, elles cherchent à se ménager l'appui de la France en affichant pour celle-ci des sentiments d'une suspecte affection. Il m'a paru en résumé que l'instinct belliqueux de la France était moins avivé que jamais dans la Moselle. Ce qui préoccupe avant tout les habitants, c'est de retrouver dans l'ordre et la confiance le moyen de vivre plus facilement qu'on ne vit depuis la révolution de Février. » (63).

Quelques manifestations républicaines doivent pourtant être signalées à Metz : lors de l'expédition de Rome, les démocrates les plus avancés, à l'instigation de quelques officiers de la garde nationale et de l'ex-représentant Antoine, rédigèrent une proclamation fort hostile au Président et parlèrent même de défendre par les armes le pacte constitutionnel (64). La police ne daigna même pas s'en préoccuper. D'ailleurs le successeur de Darcy, le préfet Tonnet, semblait prôner un libéralisme modéré ; les conservateurs s'étonnaient de le voir rédiger des proclamations républicaines et déclarer, lors de la fête anniversaire de la Constitution, le 4 novembre 1849 : « Le salut de notre pays est dans le salut de la République. » En apparence, il y avait donc toujours à Metz un noyau républicain influent, qui restait maître de la garde nationale, qui offrait un punch d'honneur à Flocon, de passage au chef-lieu (65), qui acclamait Jules Favre venu plaider en faveur de sept Strasbourgeois accusés de complot, qui lui offrait un banquet auquel assistaient quatre des jurés qui venaient de rendre un verdict d'acquittement (66). Le

(63) DARCY (H.), *op. cit.*, lettre de Darcy au ministre, 16 juin 1849.

(64) *Ibidem*, p. 181, le texte de la proclamation est cité in extenso.

(65) A. N. BB³⁰ 362, lettre de Sérot, 25 septembre 1849.

(66) *Indépendant*, 18 octobre 1849.

Républicain de la Moselle était-il saisi pour avoir publié un article injurieux envers le Prince, que le jury messin répondait négativement aux questions de culpabilité posées devant les Assises, exactement comme il l'aurait fait sous la Monarchie de Juillet. L'esprit messin avait donc gardé ses traditions d'indépendance.

Un témoignage en fut donné lors de la visite que le Prince-Président fit à Metz, les 25 et 26 août 1850. Il venait de se montrer aux Strasbourgeois et la bourgeoisie libérale de l'Alsace avait gardé une grande réserve. Puis il avait gagné Nancy en voiture, mais de la capitale lorraine à Metz un train transporta le cortège princier. Pour la première fois, il y eut donc quelque chose de changé dans le rituel de ces réceptions : Louis-Napoléon descendit à la nouvelle gare, alors en construction, et entra en ville par la porte Saint-Thiébault. Massés devant le débarcadère et en quelques points de la ville, les démocrates messins l'accueillirent en scandant le cri presque séditionnel de « Vive la République », tandis que la foule demeurait assez froide (67). Lors de la réception des autorités à la Préfecture, les officiers de la garde nationale crièrent si vigoureusement « Vive la République ! Rien que la République », que le Prince leur répliqua (68) : « Arrêtez-vous, messieurs, et faites silence. Il n'est pas d'usage de proférer des cris au défilé devant les autorités. Plusieurs d'entre vous viennent de crier : Vive la République. Si ce sont des conseils que vous voulez me donner, je n'en ai pas besoin ! Si ce sont des leçons, je n'en reçois de personne. » Le lendemain, à la traditionnelle revue de Chambière, la garde nationale répéta le cri républicain, tandis que l'armée criait « Vive Napoléon ». Les jours de Louis-Philippe semblaient revenus, mais personne ne se souciait plus des manifestations messines depuis qu'il était prouvé que l'autorité pouvait compter sur la fidélité des masses. Le Prince-Président quitta donc Metz sans inquiétude, gagnant Verdun, par cette même route de Gravelotte qu'il devait suivre, malade et vaincu, vingt ans plus tard. A son passage à Moulins, il fut l'objet d'une manifestation « socialiste » qui motiva quatre arrestations, tandis que trois individus furent inculpés à Conflans pour cris séditionnels.

Les anciens partis n'étaient donc plus à Metz qu'une vaine apparence, et les rapports du très ferme procureur général de Gérando montrent qu'ils n'inquiétaient guère l'autorité. Il font ressortir le calme du département, l'absence de toute vie politique en dehors de Metz, le bon esprit

(67) A. N. BB³⁹ 380, rapport du procureur général de Gérando, 4 septembre 1850.

(68) DARCY (H.), *op. cit.*, p. 144.

des campagnes (69). La réaction s'est réalisée sans difficulté en Moselle, et sans qu'une réelle sévérité ait été nécessaire. Le comte de Saint-Marsault, successeur de Tonnet à la Préfecture, élimina les sous-préfets nommés jadis par Billaudel, et Humbert quitta Thionville, salué par le maire et le commandant de la garde nationale, tous deux républicains. Quelques instituteurs furent révoqués, mais le nombre en fut très réduit, les maîtres d'école ne s'étant en général lancés dans la politique que par ordre de Billaudel. Un avocat de Sarreguemines, qui avait tenté une souscription en faveur des instituteurs privés de leurs fonctions, fut poursuivi. Une société ouvrière, l'Union des Travailleurs, qui avait compté 400 membres et qui avait tenté de prélever une cotisation hebdomadaire de dix centimes, fut supprimée administrativement, le maire lui ayant retiré la salle dont elle disposait à l'Hôtel de Ville. Le temps était passé où le verrier Maréchal commentait les doctrines socialistes devant ses ouvriers, et où les travailleurs se réunissaient dans une brasserie du Pontiffroy pour écouter un peintre en bâtiment, orateur populaire, dont la carrière démagogique prit fin avec sa nomination de directeur de prison ! (70). Le journal « socialiste », le *Républicain*, finit par disparaître en 1850, enfin condamné par le jury, et son gérant, Garantié, passa à l'étranger. Comme un de ses rédacteurs essayait de le faire revivre, deux mois de prison lui furent infligés pour défaut de cautionnement. D'autre part, une condamnation de Blanc à quinze jours de détention obligea le *Courrier* à modérer ses attaques. Enfin une tentative de pétitionnement contre la nouvelle loi électorale eut peu de succès, bien que les poursuites entamées contre ceux qui la colportaient eussent abouti à un acquittement, confirmé par la Cour de Cassation. On comprend donc que de Gérando ait pu s'estimer entièrement satisfait dès le début de 1851 ; il ajoutait que les différends entre le Prince et la majorité conservatrice de l'Assemblée n'intéressaient qu'une infime minorité.

La nouvelle année vit pourtant quelques manifestations qui prouvaient que l'esprit républicain n'était pas totalement disparu à Metz : quand un décret présidentiel eût dissous l'escadron d'artillerie de la garde nationale, les chefs des deux légions et leurs officiers allèrent congratuler leur camarade Goussin, et affirmer leur dévouement à la

(69) A. N. BB³⁰ 380. Ces rapports, documents fort intéressants, furent envoyés en vertu d'une circulaire ministérielle du 24 novembre 1849. Les premiers sont signés de l'avocat général Sérot ; de Gérando les rédigea à partir du 14 mai 1850. Sérot avait encore signalé une certaine infiltration du socialisme dans les campagnes, dont il ne fut plus question ultérieurement.

(70) MIGETTE, *Mémoires inédits*, II, p. 352.

République démocratique (71). La journée du 24 février ne fut célébrée que par un service funèbre à la cathédrale, mais, à la sortie, des cris de « Vive la République » furent poussés, et redoublèrent lorsque les officiers de la garde nationale agitèrent leurs shakos en les répétant. Lors d'une revue passée par le maire le 23 mars, la milice messine défila encore aux sons de la « Marseillaise » et du « Chant du Départ », mais ce fut la dernière cérémonie à laquelle elle prit part, la pluie étant tombée le 4 mai, jour de l'anniversaire de la réunion de l'Assemblée nationale. On vit encore une manifestation collective des officiers de la garde nationale lors du vote de la loi qui leur accordait une prorogation de leurs fonctions, mesure que les démocrates jugeaient illégale ; il y eut de nombreuses démissions à Metz, et même dans les bataillons ruraux d'Ars, de Sainte-Barbe, de Gorze. Mais les Messins acceptèrent de rester officiers de fait, sinon de droit, déférant à la voix de leur général « et peut-être à l'appréhension d'éventualités menaçantes » (72). Leur attachement à la République restait d'autant plus vain qu'à partir de septembre 1851 la garde nationale messine ne fit plus de service.

Ces manifestations apparaissaient d'ailleurs sans portée en face du mouvement de pétitionnement en faveur de la prorogation des pouvoirs présidentiels : 20.000 signatures furent réunies dans les campagnes (73). Au dire du procureur général, le chiffre des adhésions eût été encore plus élevé si la pétition n'avait pas été rédigée d'une façon abstraite, si le nom de Napoléon y avait été contenu. L'autorité n'avait donc rien à craindre en Moselle : les masses y voulaient l'ordre et le repos, et c'est en les observant que le procureur général de Gérando écrivait, le 3 novembre 1851 : « Sous ce point de vue, il importe de rester en possession du terrain de la légalité et de ne pas provoquer, en se laissant aller à le désert, même dans les meilleures intentions patriotiques, de nouvelles commotions qui feraient sortir les masses de leur indifférence... Dans la classe qui s'occupe et s'inquiète véritablement des questions politiques, le renvoi du précédent ministère a été généralement, je dois le dire, soit incompris, soit vu défavorablement. »

Le coup d'état n'était donc pas désiré en Moselle, même par les soutiens de l'ordre ; mais il fut accepté sans résistance. Le préfet avait fait avertir le *Courrier* qu'il ferait arrêter quiconque troublerait l'ordre, et qu'il suspendrait tout journal qui oserait risquer la moindre polémique. Cet avertissement suffit, et les Messins ne s'aperçurent du coup d'état que par la présence d'un piquet d'infanterie sous le péristyle

(71) *Courrier*, 7, 9, 11, 16 janvier 1851.

(72) *Ibidem*, 13 mai 1851.

(73) en août 1851, le Conseil général se prononça pour la révision de la Constitution et l'abrogation de la loi du 31 mai. Cf. chapitre XIV, paragraphe 4.

de l'Hôtel de Ville, dans la journée du 3 décembre. C'est en vain que les officiers de la garde nationale demandèrent sa convocation. Malgré la présence, surtout dans les armes spéciales, de quelques militaires accessibles à la propagande socialiste et d'ailleurs étroitement surveillés, la garnison était dévouée à ses chefs, au général Marey-Monge qui commandait alors la division. Seul le colonel Fournier, du 1^{er} d'artillerie, refusa d'obéir aux ordres et quitta l'armée (74). Enfin, les scellés furent mis sur le Cercle républicain, et tout fut terminé.

Le *Courrier* avait écrit : « Mais le droit ne meurt pas. Il nous reste, et, avec lui, le scrutin. » Les deux journaux conservateurs pensaient de même, et parmi les légitimistes circulait une lettre que du Coëtlosquet avait envoyée à son ami Mennessier pour lui relater la journée du 2 (75). Mais le plébiscite du 20 décembre fut, en Moselle, un triomphe complet pour l'autorité : le département donna 93.000 oui, 3.736 non ! (76). Les abstentions furent peu nombreuses, sauf à Metz. Le chef-lieu avait en effet donné 6.000 oui, 1.600 non, mais 5.000 électeurs ne s'étaient pas dérangés. On ne trouve guère de votes hostiles que dans les environs de Metz, dans quelques bourgs, dans quelques villages où s'exerçait une influence républicaine : le meilleur exemple en est Boismont, où s'était retiré un instituteur révoqué (77) et qui donna 47 oui, 42 non, 28 abstentions. C'est d'ailleurs un cas unique en Moselle, où la Lorraine allemande entière n'avait pas réuni 800 votes hostiles ! Nancy et la Meurthe avaient connu, au lendemain du 2 décembre, plus d'agitation que Metz, et le nombre des non y avait été plus élevé : les temps passionnés de 1830 étaient loin, et le maire Jauzez, accompagné de son premier adjoint, accepta d'aller à Paris pour la proclamation des résultats du plébiscite, qui fut fêtée dans toutes les villes du département par des bals et des illuminations. Quatre représentants de la Moselle faisaient partie du comité consultatif nommé par le Prince ! Trois d'entre eux devinrent sénateurs.

Le coup d'état n'ayant soulevé nulle agitation, la répression fut insignifiante. Le tribunal correctionnel de Metz prononça sept condamnations de un à six mois de prison pour cris hostiles poussés dans les rues. Le maire de Thionville, qui n'inspirait point confiance, fut révoqué. La commission mixte se contenta d'expulser de France six Mes-

(74) Archives de la Guerre, loc. cit., rapport de Marey-Monge du 5 décembre 1851. Voir aussi les rapports de Gérando du 3 au 13 décembre, A. N. BB³⁰ 395.

(75) Le texte de cette lettre, dont M. de la Gorce a déjà eu connaissance, nous a été communiqué par Dom du Coëtlosquet.

(76) A. D. Moselle, 55 M 9.

(77) Il s'agit de Marchant, ancien instituteur d'Ancy, voir paragraphe 1.

sins assez obscurs, dont le directeur de l'asile de Gorze, et d'éloigner du département un ancien conseiller de préfecture, Billy, et le tenancier d'une brasserie qui recevait la *Voix du Proscrit* pour la remettre aux soldats (78). Billy avait écrit après le 2 décembre une lettre où il manifestait l'intention de fonder un centre d'action républicaine : c'est ce qui décida la Commission à l'écarter de Metz. Il se fixa dans la Meuse, dont il fut député sous la Troisième République. Les autres condamnés ne reparurent pas, après leur grâce, sur la scène politique (79), pas plus qu'une douzaine de « démagogues » qui, tels le colonel de la garde nationale Rémond et l'ex-préfet Billaudel, furent placés sous la surveillance de la police. Le nombre des cas soumis à la commission de la Moselle est à comparer aux 55 individus frappés dans la Meurthe, aux 149 des Ardennes. Les décisions d'éloignement ne furent appliquées qu'au début de juin 1852 : pour avoir osé dire qu'elles étaient une rigueur inopportune, le *Courrier* reçut un avertissement préfectoral (80). Il faut enfin noter quelques refus de serment, notamment ceux du conseiller général du Coëtlosquet, des conseillers municipaux Emile Bouchotte, Campariol, Humbert, Simon Favier, à Metz — de M. de Lardemelle et de ses fils à Puxe. Quant à Mgr. Dupont des Loges, il garda une froide réserve, qui convenait à sa conception uniquement religieuse du rôle de l'épiscopat et à ses sentiments intimes de légitimiste.

Le mouvement républicain se mourait donc à Metz au milieu de l'apathie des anciens partis. Il s'était déroulé depuis 1848 dans un atmosphère générale paisible, et rien n'avait pu lui conférer l'ardeur spontanée qui avait caractérisé, au lendemain de 1830, les agitations messines.

(78) A. N. BB⁹⁰ 401.

(79) Pour les grâces, voir A. N. BB⁹⁰ 471. Dès la fin de 1852, le préfet proposa de gracier plusieurs des condamnés. Les dernières mesures de surveillance, par exemple celle dont était l'objet un médecin de Mondelange, furent levées en 1855.

(80) *Courrier*, 5 et 8 juin 1852.

CHAPITRE XII

LE SECOND EMPIRE (1852-1870)

I. — La réaction autoritaire

Bien que le régime républicain ait été maintenu nominalement pendant l'année qui suivit le coup d'état du 2 décembre 1851, c'est à cette date que commence en fait le Second Empire. Dès le mois de janvier 1852, les inscriptions républicaines furent effacées des murs de Metz, l'arbre de la liberté fut arraché de la place de la République qui allait redevenir la place Royale, et les gardes nationaux rendirent leurs armes. Une période de calme absolu s'ouvrit alors pour la Moselle : les rapports des administrateurs et du procureur général sont unanimes à signaler l'absence de toute vie politique dans les masses, leur dévouement à l'Empereur, leur résignation lors de la disette qui sévit en 1854 (1). L'esprit frondeur ne subsistait qu'à Metz, dans quelques cercles de la bourgeoisie, mais l'opposition s'y tempérait toujours du sentiment que l'énergie autoritaire du régime était la seule barrière contre le socialisme tant redouté. Les journaux conservateurs, *l'Indépendant* et le *Vœu*, approuvaient les lignes générales de la politique impériale, se félicitaient des progrès des idées religieuses dans les classes bourgeoises, si longtemps voltairiennes, et quelques nouvelles de Twickenham ou de Frohsdorf y rappelaient seules qu'il existait en Moselle des petits groupements orléanistes ou légitimistes.

Les premiers se rallièrent ou s'effacèrent très rapidement, et leur journaliste, Chenard de Maizières, en arriva même à se proclamer antiparlementaire. Les fidèles de la branche aînée des Bourbons restèrent davantage groupés dans quelques salons de Metz, où circulèrent même, lors du plébiscite de novembre 1852, des copies d'une lettre du comte de Chambord. L'administration s'en inquiéta et fit une longue enquête. Satisfaite dans l'ensemble du concours que lui prêtait le clergé, elle redoutait pourtant qu'il n'y persistât — surtout dans l'arrondissement de Sar-

(1) A. N. BB³⁰ 380 contient les rapports politiques du procureur général. F³⁰ III Moselle 9-15-16, renferment les rapports administratifs.

reguemines — quelques tendances légitimistes. Elle savait l'évêque très réservé, mais loyal et ne se mêlant point de politique, et son absence lors du baptême du Prince Impérial ne fit pas oublier la correction générale de son attitude. L'influence que quelques familles nobles auraient pu exercer dans les villages, était également une préoccupation pour l'administration, et l'on vit, lors du plébiscite de 1852, un sous-préfet aller à Florange pour y déjouer les menées possibles du baron d'Huart (2). C'est d'ailleurs une observation générale que l'on peut faire sous le Second Empire : l'autorité désirait être en contact direct avec les populations et ne plus laisser les notables prendre la première place dans le département (3). Les conférences de Saint-Vincent de Paul de Metz et de Sarreguemines furent surveillées par la police, dont les craintes parurent exagérées au procureur général. En parlant un jour d'opposition à l'état latent, le préfet avait parfaitement résumé la situation.

L'ancien parti républicain n'était pas plus redoutable. Le *Courrier de la Moselle* restait l'organe des milieux libéraux de la bourgeoisie messine, mais son opposition était à peine sensible. Blanc, son rédacteur, avait perdu sa fougue de 1830 et composait son journal avec des coupures de ses confrères parisiens, en restant dans la note modérée du *Siècle*. Bon nombre de ses amis, s'inclinant devant la toute puissance de suffrage universel, s'étaient ralliés à l'Empire, en conservant l'espoir d'une évolution future du régime autoritaire. Félix Maréchal devint maire de Metz, Woïrhaye fit une brillante carrière dans la magistrature assise, Labbé fut un conseiller général entièrement dévoué et bien vu à la Préfecture. Il n'est pas jusqu'à Billaudel, qui avait pourtant encore offert, dans sa propriété de Lessy, un banquet républicain à ses ouvriers, le 24 février 1851, qui avait été placé au coup d'état sous la surveillance de la police, qui ne tentât d'entrer dans l'administration impériale, d'obtenir la Légion d'honneur, et qui eût une entrevue avec Napoléon III (4). Grâce à ces ralliements, le groupe du *Courrier* demeura influent à Metz : son opportunisme lui fut avantageux, mais enleva naturellement toute inquiétude à l'administration. Même les conseillers généraux indépendants, élus contre elle, comme Dauphin à Vigy et Pougnet à Gros-Tenquin, ne pouvaient lui causer nul embarras, car

(2) Le sieur Passevat de la Chapelle fut même condamné à 100 francs d'amende pour avoir colporté la brochure du comte de Chambord. A. N. F¹^c III Moselle 15.

(3) *Ibidem*, rapport du préfet du 24 juin 1852.

(4) A. N. F¹ b I 156 (24).

ils n'hésitaient pas à demeurer personnellement en bons termes avec l'autorité préfectorale.

Mais à côté de cette riche bourgeoisie libérale, si profondément calmée par l'âge et les déceptions qu'il était difficile de comprendre comment elle avait pu agiter longtemps Metz après 1830, quelques républicains se proclamaient irréconciliables. Ils n'avaient guère d'influence, et on ne les rencontrait groupés qu'aux obsèques de l'un d'eux, par exemple du représentant Antoine. La police surveillait activement leurs allées et venues, et, à voir son activité, on aurait pu croire le régime réellement menacé. C'est l'époque où furent établis des commissaires de police cantonaux, même dans les campagnes, et où, pendant un an, un inspecteur général de police résidant à Metz surveilla l'ensemble des départements lorrains et alsaciens, jusqu'au jour de mars 1853 où cessèrent les fonctions de ce personnage dont les pouvoirs fort étendus avaient inquiété les préfets (5). Il fut remplacé par un simple commissaire départemental, qui resta le subordonné de l'autorité administrative. On comprend que, dans ces conditions, les rapports soient nombreux sur les « menées » plus ou moins imaginaires du « parti anarchique. » (6)

C'est ainsi que la gendarmerie fouilla la diligence de Bruxelles et y trouva une note mystérieuse : « Me donner les noms des Messins qui ont été tracassés par la police pour leurs opinions républicaines. Bruxelles, 21 juin 1852. » C'est ainsi que fut arrêté à Thionville le contumace Marescot, qui révéla l'existence à Paris d'une Société des Vengeurs, dont les membres se reconnaissaient au mot de passe « Brutus » et à une mimique fort imprudente : « En s'abordant, il se découvraient de la main gauche, et posaient le pouce de la main droite sur les lèvres, puis sur le cœur. » Le préfet conserva d'ailleurs des doutes sur la véracité de ce récit. C'est ainsi que fut arrêté, et sévèrement condamné, l'ancien gérant du *Républicain*, Garantié; au dire d'un rapport de police, « il avait dans la bouche un bonnet phrygien en or, qui pourrait être un signe de ralliement », il détenait une correspondance chiffrée. La surveillance s'exerçait particulièrement aux frontières: l'autorité recherchait les brochures qui y étaient introduites en fraude, comme celle sur le « Mystère du 2 décembre », signalée un jour à Ars-sur-Moselle, comme les « Châtiments » saisis à Briey. Les réfugiés fixés en Luxembourg et autour d'Arlon inquiétèrent plus d'une fois les préfets, qui trouvaient trop faibles les autorités grand-ducales, et n'hésitaient pas à entrer en correspondance avec elles pour les convier à montrer plus d'énergie. Les tentatives, plus ou moins imaginaires, d'embauchage dans

(5) Voir chapitre XVI, paragraphe 2.

(6) A. D. Moselle, 55 M 10.

les garnisons, les menées de l'ex-sergent Boichot signalé à Luxembourg, furent aussi l'objet de plusieurs rapports.

Ces mesures de surveillance policière allaient parfois jusqu'au ridicule : le commissaire de Forbach dénonça un jour un colonel russe qui lui avait paru d'une mine trop humble ; deux commissaires messins rendirent gravement compte, lors de la disette de l'automne de 1855, qu'ils avaient vu « dans le pissoir au haut de la rue du Vivier, ces mots écrits à la craie blanche : A bas Napoléon — dans celui de la rue des Jardins : Le pain à deux sols ou la guillotine — dans celui de l'hôtel de ville, près du corps de garde de la place : le pain à deux sols », et qu'ils avaient effacé ces inscriptions révolutionnaires ! Quant au général Marey-Monge, commandant la division militaire, il prit tellement au sérieux les possibilités d'une tentative insurrectionnelle qu'il alerta, un jour de 1853, toutes les garnisons, leur fit prendre des précautions extraordinaires, fit placer dans la cour de l'arsenal douze canons chargés à mitraille et doubler les postes. Le public crut l'Empereur assassiné, la Révolution maîtresse de la capitale : ce n'était qu'un exercice.

Le calme était donc profond, la confiance en Napoléon III presque générale. Même à Metz, les ouvriers ne parlaient point de politique, et les cabaretiers ne les auraient d'ailleurs pas laissé engager des conversations qui auraient pu attirer sur leurs établissements les foudres administratives (7). Dans la région de Thionville, les ouvriers ne s'étaient jamais occupé des questions politiques ou sociales, et le sous-préfet avait raison d'écrire cette phrase qui est la devise de l'Empire autoritaire (8) : « Administrer, bien administrer, doit être aujourd'hui la grande politique. » Par le nouveau journal qu'elle avait fondé, le *Moniteur de la Moselle*, l'administration était en mesure de combattre l'influence du *Vœu National*, de *l'Indépendant* et du *Courrier*, qui conservèrent toutefois le plus grand nombre de lecteurs. D'ailleurs le régime de la presse lui interdisait toute audace, et lorsque le *Courrier* inséra l'entrefilet suivant, les limites de la hardiesse parurent atteintes (9) : « Le journal administratif publie la liste des communes dont les conseils municipaux ont voté des adresses pour le rétablissement de l'Empire. Le nombre s'en élève à 358. La Moselle compte 628 communes. »

(7) Des ouvriers s'étaient groupés dans un cabaret de Plantières-les-Metz pour former une société de chant : ils furent immédiatement poursuivis et condamnés. A. N. BB²⁰ 1.539, février 1855.

(8) Lettre du sous-préfet Panot au préfet, 1^{er} juillet 1853. A. N. F⁹⁰ III Moselle 9.

(9) *Courrier*, 6 novembre 1852.

Même la guerre de Crimée ne troubla qu'assez peu l'opinion : la politique impériale fut généralement approuvée, et c'est seulement dans les milieux légitimistes que certaines hésitations furent remarquées (10). Le préfet Malher, dont le frère et le fils furent blessés devant Sébastopol, constatait que le caractère lorrain avait conservé son humeur guerrière ; le numéro spécial du *Courrier* qui annonçait la victoire de l'Alma se vendit à Metz à 3.000 exemplaires, et le succès final fut ressenti avec d'autant plus de fierté que la Moselle connaissait les fanfaronnades prussiennes, les couplets moqueurs, qui représentaient la forteresse russe comme inviolable. Le sous-préfet de Sarreguemines écrivait alors que la Lorraine allemande se sentait plus que jamais fière d'être française, qu'on y avait ressenti une vive émotion quand des journaux anglais avait parlé de la possibilité d'un échange d'une partie de l'arrondissement contre Neufchâtel, alors possession du roi de Prusse (11). Jamais Metz n'eut un aspect plus militaire qu'en 1855, alors que la garnison s'élevait à 18.000 hommes, que toute une division de l'armée de l'Est, observant l'Allemagne, campait sous les murs de la place, qu'on y formait les voltigeurs de la Garde avec des soldats revenus de Crimée. Autour de Thionville cantonnaient quatre régiments de cavalerie, et le retour des bataillons qui avaient combattu en Orient y fut salué par des fêtes patriotiques, comme furent acclamés à Metz les batteries d'artillerie, les compagnies du génie qui, bien diminuées par le feu et la maladie, regagnèrent leur garnison entre avril et août 1856.

La situation du gouvernement était d'autant plus forte que les années qui suivirent le coup d'état virent le retour général de l'opinion vers le principe d'autorité. Un avocat général constatait que toutes les fonctions profitaient de ce courant : celles des maires de village, des gardes-champêtres, même des pères de famille se trouvaient plus respectés que jadis (12). Le retour à la foi était sensible, et Metz revit dans ses rues les processions interdite depuis 1830 : celles des Rogations, en mai 1853, furent suivies de la Fête-Dieu la plus solennelle qu'on eût encore vu, avec la participation de tous les fonctionnaires. La Cour impériale avait d'ailleurs donné l'exemple en se rendant en robes rouges à la messe du Saint-Esprit, rétablie à la rentrée de 1852 : le premier président Charpentier, si longtemps l'un des coryphées du parti du mouvement, marchait en tête de ses magistrats ! Les Jésuites fondaient à Metz le collège Saint-Clément, et les colères que leurs succès allaient provoquer restaient dissimulées. Le préfet jugeait pourtant nécessaire d'indiquer

(10) Rapport du comte Malher, 8 mars 1854. A. N. F¹^cIII Moselle 9.

(11) *Ibidem*, rapports du sous-préfet de Sarreguemines, 1^{er} octobre 1855, 2 mai 1856.

(12) A. N. BB³⁰ 380. apport de l'avocat général Leglay, 29 juillet 1855.

que l'opinion de la Moselle n'était pas favorable au projet, qui fut alors mis en avant, de rendre au clergé les registres de mariage; il précisait que son département était religieux, mais ne voulait pas abandonner les conquêtes de 1789 (13).

Il y avait une ombre à ce tableau brillant, car il ne faut pas oublier que les années 1854, 1855, 1856, furent celles de mauvaises récoltes, de vie chère, d'épidémie de choléra. La misère des classes ouvrières, des journaliers agricoles, fut souvent cruelle, et jamais l'émigration des ruraux vers les villes ne fut plus forte qu'au cours de ces années où triomphait le principe d'autorité qui se vantait de donner au pays une prospérité inégalée. Mais comme cette longue crise n'eut point de conséquences politiques, les administrateurs s'en inquiétèrent assez peu.

La visite que Napoléon III fit à Metz, en 1857, parut le triomphe du régime impérial en Moselle (14). L'Empereur revenait de Stuttgart, et son entrevue avec le tsar Alexandre, au milieu de l'affluence des princes allemands, semblait faire de lui l'arbitre de l'Europe. Ce fut certainement la plus belle réception de souverain qu'ait vu la Moselle: après une halte aux usines de Stiring, où l'acclamèrent les ouvriers de M. de Wendel, Napoléon III arriva à Forbach dans l'après-midi du 29 septembre 1857. Les industriels de la région lui avait préparé un accueil enthousiaste, avec arc de triomphe devant la gare, cortège de chars symbolisant les progrès économiques des cantons frontières. M. de Geiger, député de l'arrondissement et chef de la faïencerie de Sarreguemines, le sous-préfet et les ingénieurs, s'étaient dépensés sans compter. L'empressement des populations fut considérable, et le préfet Malher le caractérisait dans son rapport en disant: « Pour la première fois, nos braves Allemands de Sarreguemines auront la bonne fortune de fêter un Napoléon ». L'enthousiasme était d'ailleurs tellement prévu que l'affiche qui le décrivait était imprimée d'avance, l'heure exacte y demeurant seule en blanc! Dans toutes les gares du parcours s'étaient massées les populations des villages, et le préfet avait rassemblé à Metz des délégations de l'arrondissement. Des campagnards étaient même venus à pied des environs de Briey, mais il faut avouer que les convocations préfectorales n'avaient pas été étrangères à cet empressement, en dépit du désir exprimé par l'Empereur d'éviter tout dérangement aux populations.

Le séjour de Napoléon III fut d'ailleurs fort bref: il y eut dîner à la Préfecture, apparition de Sa Majesté au théâtre, où s'était groupé un public de fonctionnaires qui applaudit l'ode composée par Mme de La-doucette, femme du sénateur. Le lendemain, l'Empereur passa une grande

(13) A. N. F¹^c III Moselle 9, rapport du comte Malher, 1^{er} mai 1853.

(14) Outre les journaux locaux, cf. A. D. Moselle, 56 M et *Voyage de l'Empereur à Metz*, Metz 1857.

revue à Chambière, mais la garde nationale y fut remplacée par des députations paysannes. On lui présenta de vieux soldats du Premier Empire, de même qu'à Forbach on lui avait amené un ancien canonnier qui avait combattu, en 1793, au siège de Toulon, dans la batterie des Hommes sans peur ! Sans même avoir le temps de visiter la cathédrale, Napoléon III repartit le 30 septembre à midi. Il est vrai qu'il n'avait pas à se montrer particulièrement empressé envers Mgr. Dupont des Loges, après l'incident qui avait signalé le dîner officiel de la Préfecture : dans les salons, l'évêque passa par inadvertance devant le souverain, et comme il s'excusait, Napoléon se vengea assez spirituellement des sentiments que Mgr. Dupont des Loges avait mal dissimulés en s'abstenant de paraître au baptême du Prince Impérial (15) : « Il n'est pas surprenant, Monseigneur, que vous ne me reconnaissiez pas ; il y a si longtemps que nous nous sommes vus ». Un autre incident signala le voyage impérial : les paysans fidèles, massés aux gares de Novéant et d'Ars, eurent la douleur de voir le train impérial passer sans ralentir ! Le préfet en fut fort marri, mais il n'en restait pas moins que l'impression d'ensemble était excellente : l'apparition du souverain dans l'éclat de sa gloire, entouré à Forbach des princes Guillaume de Prusse et Adalbert de Bavière, à Metz du prince Henry des Pays-Bas et des autorités locales et prussiennes de Luxembourg, semblait le symbole de la puissance française.

II. — Les triomphes de la candidature officielle

Les années qui suivirent le coup d'état virent les plus grands triomphes électoraux de l'administration. Le succès le plus complet, le plus facile fut obtenu lors du plébiscite des 21 et 22 novembre 1852 pour le rétablissement de l'Empire (16). L'adhésion était tellement unanime que la pression électorale ne fut point nécessaire : les instructions ministérielles disaient seulement : « Invitez les maires à charger quelques hommes dévoués de relever, le dimanche soir, sur les listes des scrutateurs, les noms des électeurs retardataires, pour aller les engager à se présenter le lendemain au vote ». La Moselle donna 94.000 oui, 1.700 non, moitié moins qu'au plébiscite de décembre 1851. Même la ville de Metz compta une majorité absolue d'adhésions, près de 6.000 sur 10.000 inscrits, et seulement 625 non ! La proclamation solennelle de l'Empire eut lieu au chef-lieu, le 5 décembre, après un Te Deum chanté à la cathédrale par l'évêque en personne : le comte Malher présida une cérémonie sur la place Royale, tandis que dans tous les villages les boîtes détonaient joyeusement. Le commissaire de police pouvait donc écrire : « Il n'y aurait plus que des

(15) KLEIN (Abbé) : *Vie de Mgr. Dupont des Loges*, p. 166.

(16) A. D. Moselle, 55 M 9.

fautes dans sa manière de gouverner qui pourraient retirer à l'Empereur la confiance et l'amour de la France ».

Les élections législatives de février 1852 posèrent devant l'administration de plus graves problèmes. Elle dut d'abord diviser le département en trois circonscriptions, puisque le nombre des députés était plus réduit qu'il ne l'avait jamais été. Le préfet prit le parti de réunir les arrondissements de Briey et de Thionville, séparés pourtant par la langue et les intérêts, d'enlever à l'arrondissement de Metz le canton de Faulquemont pour le passer à Sarreguemines : il obtint ainsi trois circonscriptions équivalentes. Le total des inscrits était de 113.000. Le comte Malher dut ensuite organiser le système de la candidature officielle. L'innovation était plus superficielle que réelle, car maints exemples montrent que jamais l'administration n'avait gardé la neutralité en matière d'élections et que la deuxième République, en 1848 comme en 1849, avait largement tracé la voie au Second Empire.

Mais, en 1852, les responsabilités du préfet furent plus lourdes encore. Le comte de Morny les avait définies dans plusieurs circulaires remarquables (17) : il y montrait le gouvernement soucieux de voir appelés au Corps législatif des hommes estimés, sympathiques aux souffrances des classes populaires, plus occupés des intérêts réels du pays que des luttes politiques, et à qui un généreux usage de leur fortune conférait une considération générale. Il ajoutait : « Pénétrez-vous bien de l'idée que le suffrage universel est un élément nouveau et inconnu, facile à conquérir à un nom glorieux, mais très difficile à fixer sur des individualités secondaires ». Il montrait qu'avec le nombre prodigieux des électeurs, la distribution de quelques places et de quelques faveurs ne suffirait plus à assurer le succès, comme au temps du suffrage restreint. « Que la bureaucratie, disait-il encore, ne se croie pas créée pour l'objection, l'entrave et la lenteur, tandis qu'elle ne l'est que pour l'expédition et la régularisation ». Il demandait donc à l'administration de modifier son esprit afin de conquérir l'estime et la confiance publiques, puisque l'opinion restait le souverain maître en régime de suffrage universel.

Le programme était trop admirable pour correspondre aux possibilités immédiates de la bureaucratie, et le comte Malher ne s'occupa guère de ces idées de rénovation. Son action électorale resta guidée par des considérations plus pratiques (18). Le candidat pour Thionville s'imposait : Charles de Wendel, d'origine légitimiste, rallié au pouvoir de fait, grand industriel maître de ses ouvriers, fut soutenu sans hésitation. Pour Metz, les services qu'avait rendus le colonel Hennocque dans la propagande bonapartiste, le firent choisir, à défaut de M. de Salis et du brasseur

(17) Circulaires de Morny des 8 et 20 janvier 1852.

(18) A. D. Moselle, 28 M 19.

Reinert. Le ministère s'était intéressé à ce dernier beaucoup plus que ne le comportaient les théories de rénovation de M. de Morny : mais un agent électoral, même presque illettré et parlant mal le français, était un personnage à ménager. Reinert ne fut écarté que parce qu'il s'était fixé à Sèvres. Candidats officiels, n'ayant point de rivaux, de Wendel et Hennocque furent élus sans peine, le premier par un vote unanime, le second par 21.000 voix contre 1.000 égarées sur divers noms. Mais la proportion des abstentions fut considérable, malgré le vote à la commune et les deux jours de scrutin : elle atteignit 39 % dans la circonscription de Metz, 34 % dans l'arrondissement de Briey et 23 % dans celui de Thionville. L'indifférence des paysans du Pays Haut s'expliquait par le fait que de Wendel n'était point strictement de leur région ; celle de Metz et de quelques localités environnantes avait en partie une signification hostile : le chef-lieu n'avait donné au colonel Hennocque que le tiers du nombre total des inscrits.

La situation fut plus difficile à Sarreguemines, où le préfet avait fait accepter comme candidat officiel le riche industriel de Geiger, napoléonien dévoué qui se disait même ancien condisciple du Prince à Augsbourg. Ses seuls torts — car son accent tudesque ne pouvait choquer ses électeurs — étaient d'être Bava-rois de naissance et protestant, ce qui ne le désignait guère au choix d'un arrondissement fort catholique, très attaché au recrutement local de ses députés. Un juge au tribunal de Sarreguemines, Roget de Belloquet, membre d'une famille influente de la région, osa se présenter contre lui, en affirmant son attachement au gouvernement. Ses amis et une partie du clergé le soutinrent, et le sous-préfet dut s'engager dans la lutte. Il envoya une circulaire aux maires, aux curés et aux fonctionnaires, à qui il rappella qu'ils devaient user de leur influence en faveur du candidat du gouvernement. Le préfet, à son tour, s'adressa aux maires. Apprenant qu'un cousin de Roget parcourait les campagnes en affirmant aux paysans que l'administration les trompait, que l'élection du juge sarregueminois serait bien vue à Paris, le sous-préfet, M. de Chevigné, s'indigna : il fit arrêter le propagandiste et révoqua son fils employé dans ses bureaux. Il dénonça en termes véhéments « l'infâmie » du curé de Sarreguemines, demanda la révocation de tous les Roget de Belloquet qui servaient l'Etat, fit poursuivre un desservant, un maire, un contrôleur de la régie. Comme le candidat indépendant suppliait le sous-préfet de relâcher son cousin, de Chevigné lui mit le marché en main : mise en liberté en échange d'un désistement qui fut d'ailleurs refusé. Enfin de Geiger l'emporta par 17.000 voix contre 8.000. Il n'y avait eu qu'un quart d'abstentions, car la lutte avait attiré l'électeur. Il semble d'ailleurs que ce combat ait été parfaitement inutile aux intérêts gouvernementaux : il eût été infiniment plus simple de désigner Roget comme candidat officiel.

Ainsi se révéla la principale difficulté que présentait la candidature officielle : l'administration risquait de se tromper, et d'être obligée, pour le triomphe de ses principes, de soutenir une lutte éternelle autant que vaine. L'habileté suprême était donc de désigner au choix des populations un candidat capable de réussir par ses propres moyens. C'est autour de la désignation du candidat que se noueront désormais les intrigues, que s'affronteront les influences, et dans les propositions des préfets, faites sur les conseils des sous-préfets, toujours ratifiées par le ministère, l'intérêt supérieur du gouvernement ne sera pas toujours l'élément essentiel ! L'administration s'éloigna souvent de l'idéal théorique que M. de Morny, sans y croire lui-même, avait proposé à la candidature officielle ! (19).

Le risque d'erreur était d'autant plus grand que l'autorité dût s'engager même lors des élections cantonales d'août 1852 et de 1855. Or le renouvellement intégral ou partiel des conseils d'arrondissement et du Conseil général passionnait assez peu les électeurs pour que le risque d'absentions fût grand, et les rivalités locales compliquaient à l'infini la tâche des préfets, contraints à une action le plus souvent superflue dans un département fidèle. En 1852, la candidature officielle éprouva ainsi cinq échecs sur un total de 27 élections au Conseil général (20). Les fonctionnaires durent s'abaisser à combattre pour des intérêts de clocher, à soutenir le comte de Pange, bien vu par le chef-lieu de canton, contre un conseiller à la Cour, Goulon, populaire au bourg rival de Courcelles-Chaussy — à défendre Pauly, industriel à Puttelange, contre le légitimiste de Schmid, candidat de Sarralbe — à prendre parti dans la rivalité séculaire de Longwy et de Villers-la-Montagne. Il n'est pas étonnant qu'elle ait subi quelques échecs, mais deux seulement avaient un caractère politique : Pougnet, industriel libéral, l'emporta à Gros-Tenquin, en raison de son influence et de la lutte traditionnelle entre le chef-lieu et Morhange ; le notaire Dauphin, franc-maçon et indépendant, conserva son fief de Vigy.

En 1855, l'administration éprouva encore deux défaites au Conseil général, en voulant faire passer à Faulquemont un candidat, l'ancien représentant Rolland, qui n'avait que le tort de se trouver dans l'Isère lors des élections, et en s'engageant malencontreusement dans le canton de Volmunster. En ces pays très catholiques de la Lorraine allemande, présenter le protestant de Geiger était une imprudence (21) : le clergé fit campagne contre lui, et le juge de paix Altmayer fut élu ! L'affaire était grave : le sous-préfet fit une scène épouvantable au malheureux vainqueur, qui

(19) M. NESI, dans un article sur la *Candidature officielle dans les Deux-Sèvres en 1852*, (*Révolution française*, 1918) a montré combien un préfet pouvait avoir de peine à trouver deux candidats assurés du succès.

(20) A. D. Moselle, série 31 M.

(21) A. D. Moselle, 31 M 34. A. N. BB⁸⁰ 1.543 (rapport de Gérando).

alla immédiatement remettre sa démission au comte Malher. Mais le procureur général de Gérando protégea son subordonné, et le ministre de l'Intérieur déclara qu'après tout il ne trouvait rien de scandaleux dans cette élection. Ainsi la magistrature se dressait contre l'administration ; de Gérando et Altmayer étaient en outre tous deux membres de la Conférence de Saint-Vincent de Paul. Le comte Malher n'hésita pas à tenir tête ; les gardes-champêtres, les maires furent vigoureusement rappelés à leurs devoirs, et la lutte contre l'influence cléricale prit une ardeur inattendue. Le sous-préfet écrivit : « Les curés sont beaucoup trop enclins à envahir dans ce pays et je dois rendre à l'autorité administrative la part qui lui revient. Il faut rétablir la discipline ». Il ajoutait que les instituteurs, seuls capables de comprendre les *Actes administratifs*, possédaient en Lorraine allemande une influence considérable qu'ils mettaient en général au service du clergé, dont ils dépendaient en tant que chantres. De Chevigné entreprit donc une tournée électorale avec de Geiger, l'inspecteur primaire et le capitaine de gendarmerie : le succès fut complet et le candidat officiel fut élu sans concurrent.

La conséquence de cette lutte fut que, lors d'une élection cantonale partielle, M. de Chevigné proposa au préfet de laisser la campagne électorale se dessiner avant de prendre position, puisque les questions politiques n'étaient point en jeu (22). Il inventa ainsi une méthode plus circonspecte que celle que l'administration avait pratiquée jusque là, et dont l'emploi se généralisa plus tard : pressentir les sympathies du pays afin d'empêcher, en restant d'accord avec lui, toute lutte électorale. Elle évitait les efforts inutilement déployés dans le premier zèle de la période autoritaire. Il faut enfin remarquer que les quelques élections cantonales disputées ont eu les campagnes pour théâtre : les candidats officiels l'emportaient sans peine à Metz, avec, il est vrai, une proportion d'abstentions qui s'élevait jusqu'à 70 %. Les élections municipales n'avaient pas été plus mouvementées que les autres dans le chef-lieu de la Moselle.

Les élections générales législatives de 1857 furent naturellement un nouveau triomphe pour l'administration. La tâche du préfet fut facilitée par le fait que le ministre de l'Intérieur, Billault, avait décidé de maintenir, en Moselle, les députés sortants. Ses circulaires précisaient la doctrine électorale du gouvernement (23) : candidatures appuyées par les fonctionnaires, surveillance sévère de la presse, ni réunions électorales, ni

(22) *Ibidem*. Il s'agissait de remplacer un conseiller général à Rohrbach. La proposition du sous-préfet ne fut d'ailleurs pas agréée par le comte Malher qui lui répondit, le 18 juillet 1855, que l'administration tenait à prendre vis-à-vis des populations l'initiative en matière électorale, même quand la politique n'était pas en cause. Ses successeurs adoptèrent une attitude absolument différente.

(23) A. D. Moselle. Circulaires ministérielles des 30 mai, 1^{er} et 19 juin 1857

comités électoraux, car « tous ces moyens n'ont d'autres résultats que de substituer l'influence de quelques meneurs au bon sens impartial des populations ». Le comte Malher n'eut d'ailleurs guère d'inquiétude (24) : il était tellement sûr de l'opinion de son département qu'il fit envoyer à chaque électeur un bulletin du candidat officiel et un bulletin en blanc, afin, disait-il aux sous-préfets, « que chaque électeur puisse librement et facilement exprimer son opinion ». En invitant les maires à combattre l'abstention et à appuyer le candidat officiel, il leur rappelait qu'ils avaient à assurer la liberté et le secret du vote.

Nulle pression n'était d'ailleurs nécessaire, car de Wendel et de Geiger furent élus sans concurrent, et les régions de langue allemande votèrent avec un réel empressement. Mais à Metz, le *Courrier* proposa la candidature républicaine de Jean Reynaud, philosophe nébuleux et ancien représentant, assez peu connu dans un département qu'il avait quitté depuis longtemps. Le colonel Hennocque fut élu par 19.000 voix, mais son rival en obtint 3.000, concentrées à Metz et dans sa banlieue : en ville, le démocrate égalait presque l'impérialiste, et la moitié des électeurs s'étaient abstenus. Il y avait là un signe inquiétant, que le comte Malher ne tint pas à mettre en relief. Il félicita de leur zèle tous les fonctionnaires, des sous-préfets aux agents voyers, des juges de paix aux commissaires de police. Mais il dût avouer que « les ouvriers des villes s'étaient entendus à l'avance entre eux, non en se réunissant comme précédemment, mais en se mettant en communication par des délégués choisis parmi eux, pour décider qu'ils porteraient leurs suffrages sur les candidats de l'opposition ». De Gérando rappela « qu'il y avait toujours eu dans la population messine un assez grand nombre d'esprits frondeurs sous tous les gouvernements », ce qui lui permit de ne pas trop s'alarmer (25). Il y avait donc en cette élection de Metz un germe d'inquiétude, que le succès du voyage de l'Empereur, que l'enthousiasme — émanant il est vrai, des paysans plus que des Messins — soulevé par cette visite princière, laissèrent dans l'ombre.

III. — La crise italienne

Malgré le calme profond que le département conserva en 1858, l'existence à Metz d'un groupe républicain capable d'entraîner, lors des élections, une partie des ouvriers, n'en constituait pas moins un fait nouveau dont les autorités commencèrent à s'inquiéter. Tandis que l'esprit d'opposition semblait s'affaiblir de jour en jour dans les classes bourgeoises, les ateliers de chemins de fer de Montigny devenaient le centre d'un nouvel

(24) A. D. Moselle, 28 M 22 et A. N. BB¹⁸ 1.567 (rapport de Gérando).

(25) A. N. BB¹⁸ 1.567, rapport de Gérando, 25 janvier 1857.

effort républicain. Il ne s'agissait plus d'artisans indépendants, mais d'ouvriers groupés en une organisation presque régimentaire : un rapport d'avocat général regrettait que la compagnie de l'Est ne s'occupât guère du passé politique et judiciaire de son personnel (26). Ces préoccupations étaient une conséquence immédiate de la formation des premiers rassemblements de salariés de la grande industrie. En même temps, le grave M. de Gérando signalait un accroissement du nombre des délits contre les mœurs, les progrès du libertinage et de la débauche dans la classe ouvrière, et il écrivait avec le plus grand sérieux (27) : « Dans les classes ouvrières, comme dans la petite bourgeoisie, le luxe de la toilette des femmes fait toujours des progrès qui portent une sérieuse atteinte à la moralité publique ». L'inquiétude de ce magistrat, qui avait demandé que l'on voilât la poitrine trop largement décolletée que montre Mme de Lamballe en un tableau conservé au musée de Metz, était peut être excessive : elle n'en dénotait pas moins que « l'ordre moral » lui paraissait mal affermi. Le jour n'était pas éloigné où il affirmerait que le respect de l'autorité n'était dû qu'à la crainte de la répression, et qu'il allait en s'affaiblissant dans les masses. Ainsi commençait une nouvelle période dans l'histoire de l'esprit public en Moselle : la réaction générale qui avait suivi le coup d'état, qui l'avait même précédé, avait pris fin avant la crise de 1859. Le reflux s'annonçait déjà.

La situation politique de la Moselle restait néanmoins des plus calmes. Même le *Courrier* s'était élevé nettement contre l'attentat d'Orsini, et 513 communes avaient envoyé à l'Empereur des adresses de félicitations. Lors de l'application de la loi de sûreté générale, le procureur général avait jugé inutile de faire arrêter qui que ce soit dans un département aussi dévoué, et son avis avait entraîné celui de la Commission mixte (28). Le général Espinasse, ministre de l'Intérieur, avait pourtant ordonné la déportation en Algérie de trois républicains déjà frappés en 1852, mais auxquels on ne reprochait nul fait précis. Cette inutile sévérité fit mauvaise impression, et de Gérando, par l'entremise de Canrobert venu justement visiter Metz, obtint rapidement une mesure de clémence. Garantié, Vibrotte et Siébert revinrent dans leurs foyers après un bref exil.

C'est la crise italienne qui marqua le terme de la tranquillité que les élections de 1857 n'avaient pu troubler profondément. Rien n'est plus curieux que d'observer les modifications que subit, à cette époque, le ton de l'un des journaux de Metz, *l'Indépendant*. Jadis orléaniste, rallié lentement à l'Empire, par amour de l'ordre et du principe d'autorité, devenu très nettement catholique sous l'impulsion d'un rédacteur lié au comte

(26) A. N. BB³⁰ 380, rapport du 10 mars 1859.

(27) *Ibidem*, 21 janvier 1859.

(28) A. N. BB³⁰ 447.

d'Hunolstein, Chenard de Maizières (29), il avait soutenu les candidatures officielles. Son nouveau rédacteur, Edouard Mayer, ne semblait pas avoir de principes très nets ; pour s'assurer une clientèle, il se contentait de refléter les opinions de la partie de la bourgeoisie messine qui n'était inféodée ni au clan du *Courrier* ni à celui du *Vœu National*. Aussi commença-t-il par s'élever très vivement contre l'idée d'une guerre dont l'indépendance italienne serait l'objet. En janvier 1859, ce journal qui semblait rallié au gouvernement écrivait : « Prêter un appui quelconque à des hommes qui mettent l'assassinat à l'ordre du jour, c'est se couvrir de honte aux yeux de la nation française », et il démontrait qu'en appuyant une insurrection italienne, on risquerait la guerre européenne.

Le discours du trône avait été bien accueilli à Metz, en raison de ses assurances pacifiques. Mais quand la guerre parut inévitable, après un moment de surprise et d'effroi, la majorité de l'opinion messine suivit sans trop de peine la nouvelle politique napoléonienne. Les « démagogues » seuls avaient désiré le conflit ; la cause italienne n'était certes pas spontanément populaire dans un département où, à chaque crise, le souvenir de la frontière du Rhin revenait à la surface, mais où l'on ne pensait guère à Nice ni à la Savoie. C'est d'ailleurs sans protester que l'on se résigna à l'inévitable. *L'Indépendant* changea donc de langage, et par une conséquence naturelle de sa nouvelle orientation, il demanda, dès l'automne de 1859, que la liberté rationnelle vînt couronner l'édifice impérial (30). Quelques mois plus tard, de Gérando, en notant combien le parti démocratique se montrait satisfait des affaires d'Italie, écrivait (31) : « C'est dans la satisfaction donnée aux vrais intérêts d'une sage démocratie et aux sentiments patriotiques du pays que repose surtout la force du gouvernement et c'est ainsi qu'il a pu facilement résister à l'agitation religieuse suscitée par les atteintes portées à la puissance du Saint-Siège ». Ce rapport, signé d'un membre de la Conférence de Saint-Vincent de Paul, révèle l'importance de la crise italienne dans l'histoire politique d'un département français !

Tout démontre, en effet, que la guerre de 1859 émut profondément les éléments les plus religieux de la population. Les salons légitimistes de Metz virent avec regret la France combattre l'Autriche, puissance catholique et conservatrice. L'héroïsme de trois membres de la famille Mennessier qui furent tués à l'ennemi, ne put effacer le souvenir de la réserve avec laquelle la société bien pensante de Metz avait accueilli la nouvelle des succès français, réserve qui contrastait avec la spontanéité de la joie

(29) Le fils de Chénard de Maizières fit ses études à Saint-Clément et devint Jésuite.

(30) *Indépendant*, 17 septembre 1859.

(31) A. N. BB³⁰ 380, 12 avril 1860.

populaire. Les termes du mandement de Mgr. Dupont des Loges parurent ambigus; le procureur général écrivit même que le ton en avait semblé « anti-national », et le ministre des Cultes, Rouland, adressa à l'évêque une lettre pour lui reprocher son silence sur les victoires de nos armes (32). Le préfet reconnaissait d'ailleurs la haute sainteté du prélat, ses préoccupations essentiellement religieuses sur l'avenir du Saint-Siège. Mais quelques prêtres dépassèrent la mesure: le sous-préfet de Sarreguemines signala qu'avant Magenta et Solférino le clergé n'avait pas montré le patriotisme sincère des autres fonctionnaires, que la lecture de *l'Univers* lui avait inspiré quelques sermons fâcheux. Son collègue de Briey aurait souhaité plus de netteté de la part des prêtres, qui s'étaient peut-être trouvés influencés par l'hostilité déclarée que montrèrent alors contre la France leurs confrères belges et luxembourgeois (33).

La victoire aurait rapidement mis fin à l'agitation du clergé, si la question romaine n'était pas demeurée une cause d'inquiétude pour les esprits les plus dévoués à l'Eglise. Il convient d'ailleurs de ne rien exagérer, car même le procureur général avait soin de préciser que les catholiques fervents ne formaient en Moselle qu'une « imposante minorité ». D'autres milieux, les industriels par exemple, catholiques de nom plutôt que de conviction profonde, envisageaient le problème italien surtout sous son aspect politique, redoutant que ses complications n'amenassent une guerre générale: mais l'influence du clergé était assez grande, en Lorraine allemande surtout, pour que ses inquiétudes fussent partagées par une partie de la population. L'administration fut obligée de prendre position contre le « cléricalisme », qui se détachait de son dévouement primitif au régime impérial, en même temps qu'elle rencontrait de la part de beaucoup de prêtres une sourde résistance à ses efforts de propagation de la langue française dans les écoles où l'allemand avait prédominé jusqu'alors.

Un nouveau préfet, le baron Jeanin, n'hésita pas à entamer une double lutte contre les tendances qui se révélaient au sein du clergé. Il fut naturellement fort mal vu des milieux les plus catholiques de Metz, de ceux qui gravitaient autour de la noblesse légitimiste et qui avaient paru se rallier au régime autoritaire. Il n'est pas étonnant qu'un historien des Jésuites à Metz ait dit de lui qu'il était « l'ami d'Edmond About et de la camarilla qui exerça une influence néfaste sur la fin du règne de Napoléon III », « qu'il ne laissa que de tristes souvenirs dans le département » (34). De son côté, après cinq années de combats contre les clé-

(32) *Ibidem*, 11 juillet 1859 et KLEIN (Abbé): *Vie de Mgr. Dupont des Loges*, p. 180.

(33) A. N. F¹⁰ III Moselle 9, lettres des sous-préfets, 4 et 8 juillet 1859.

(34) VIANSSON-PONTÉ (L.): *Les Jésuites à Metz*, p. 189.

ricaux, Jeanin dépeignait en ces termes la situation (35) : « Le choix de l'Empereur m'a jeté dans un foyer de réaction furieuse ; je lutte en désespéré, mais que puis-je à moi tout seul ! Mon évêque est un enragé, un Père Duchesne en soutane. La centième partie des injures qu'il nous dit en public suffirait pour faire envoyer un pauvre diable à Cayenne, mais que faire ? Mon procureur général (de Gérando) est un vieillard austère, sincère, toujours prêt à plier les genoux ; mon général (Bourbaki) est une culotte de peau, de la peau la plus douce et la plus maniable ; mon receveur général (de Saint-Chamant) a mis ses enfants chez les Jésuites. Je suis seul de mon bord ». On verra d'ailleurs que ce pessimisme était excessif, car une partie importante de l'opinion messine n'était pas plus cléricale que le préfet. Mais les milieux libéraux comprenaient trop de républicains pour offrir un appui ferme à un fonctionnaire impérial : c'est en cela que résida, à partir de 1860, la principale difficulté qu'ait rencontrée l'administration impériale, car l'équilibre était fort instable entre des catholiques fervents, amis de l'ordre mais suspects de sympathies légitimistes, et des partisans de l'évolution du régime, soupçonnés de pencher vers les doctrines républicaines.

Nombreuses furent les manifestations de l'opposition cléricale : Mgr. Dupont des Loges protesta, dès le mois d'octobre 1859, de son inaltérable fidélité au Pape, s'associa aux craintes de Mgr. Dupanloup, et publia un mandement qui appelait l'attention des fidèles sur les dangers courus par le Saint-Siège. Il osa dire au baron Jeanin que le discours prononcé par Napoléon III en réponse aux paroles du cardinal Donnet, archevêque de Bordeaux, lui avait fait perdre l'affection et la confiance de 25 millions de Français (36). Dans les campagnes, des faits plus graves furent signalés ; les plaintes et les dénonciations contre les prêtres recommencèrent à affluer à la Préfecture (37). Un commissaire de police dénonça le sermon d'un curé prussien ordonnant aux habitants de Heining de signer une protestation contre ce qui se tramait en France contre le Saint-Père ; à Illange, le desservant dit du haut de la chaire que Napoléon I^{er} avait perdu la faveur divine du jour où il avait persécuté le clergé. L'inspecteur primaire de Sarreguemines, échauffé par les premières luttes scolaires, écrivit que l'esprit d'opposition de certains curés était antérieur à la guerre d'Italie, qu'un prêtre avait dit de l'empereur d'Autriche : c'est notre homme, que des légitimistes espéraient prochaine la chute de Napoléon III. Un frère de la Doctrine chrétienne fut condamné à 15 jours de prison pour propos antimilitaristes ; le desservant de Wittring se vit infliger une

(35) ABOUT (Ed) : *Causeries*, cité par VIANSSON, p. 189.

(36) KLEIN (Abbé), *op. cit.*, p. 180.

(37) A. D. Moselle, 29-36 V. A. N. BB 30-451 : des rapports signalent en 1860 le colportage d'une brochure interdite de Mgr. de Ségur.

peine analogue pour outrages à Sa Majesté, et c'est seulement quand le vicaire général Beauvallet lui eût assuré que l'évêque était résolu à maintenir le clergé dans l'obéissance au gouvernement, que le préfet Jeanin proposa de réduire la durée de sa détention; il s'estimait satisfait de l'impression « salubre que le jugement avait produite dans la partie allemande de l'arrondissement de Sarreguemines où nous avons pu parfois remarquer une certaine opposition de la part de plusieurs ecclésiastiques très ultramontains ». Bien d'autres cas furent signalés dans la région de langue allemande, sans qu'il soit toujours possible d'être assuré de l'exactitude des dénonciations.

Mais il s'en faut que l'agitation ait été générale: l'arrondissement de Briey y resta indifférent, et, à Thionville, le sous-préfet jugea que l'archiprêtre se trompait lorsqu'il croyait émouvoir les fidèles en leur rappelant l'histoire des persécutions. La principale conséquence de la crise fut donc la rupture entre les autorités et les milieux les plus religieux, l'opposition renouée du *Vœu National*, l'agitation plus ou moins généralisée de l'arrondissement de Sarreguemines, où il était presque traditionnel de voir l'administration civile en conflit avec le clergé. Le préfet avait interdit la création de comités qui auraient quêté pour le Pape, mais il n'avait pu empêcher les prêtres de recommander à la générosité des fidèles le denier de Saint-Pierre. Dès 1861, un versement de 64.000 francs avait été effectué par la Moselle, tandis que de jeunes volontaires s'engageaient dans l'armée pontificale, combattaient à Castelfidardo, tels MM. de Chérissey et de Beccary. Ce dernier fut tué dans la bataille, et l'aristocratie messine put pleurer l'un des siens, lors du service funèbre que l'évêque présida en personne à la cathédrale.

L'agitation cléricale s'apaisa assez rapidement, car Mgr. Dupont des Loges était trop prudent et trop profondément religieux pour laisser ses prêtres s'engager dans une lutte politique. Le procureur général remarquait dès 1862 le retour au calme, le dévouement constant des masses paysannes et il caractérisait la situation par ce fait précis (38): « Cette disposition des esprits se peint facilement dans le rapport d'un juge de paix qui fait connaître que les habitants de son canton se préoccupent beaucoup plus d'un arrêté pris par le préfet pour interdire la chasse aux grives que de l'expédition du Mexique ». Le garde des sceaux, Delangle, enchanté de cette appréciation, ne put s'empêcher de la souligner en marge d'un mot: « Excellent ». L'indifférence politique des masses restait donc l'idéal du gouvernement.

Mais la crise italienne eut une autre conséquence, le réveil de l'esprit libéral à Metz. Le *Courrier de la Moselle* et l'*Indépendant* se déclarè-

(38) A. N. BB³⁰ 380, 8 juillet 1862.

rent nettement partisans de l'unité complète de la Péninsule, de la fin du pouvoir temporel. En avril 1861, le préfet Jeanin signalait l'existence à Metz d'un parti libéral avancé et d'un parti libéral conservateur. Après avoir montré la grande activité que déployaient depuis plusieurs années les cléricaux, après avoir souligné qu'ils exerçaient surtout leur influence sur les femmes et sur la jeunesse, il ajoutait que les libéraux formaient pourtant la grande majorité de la ville : « Les plus modérés comme les plus avancés voient avec plaisir le gouvernement prendre vis à vis du clergé une attitude qui le rapproche chaque jour des plus anciennes traditions du pays » (39).

Le député Hennocque, vieux bonapartiste de gauche, transmit au prince Napoléon une adresse par laquelle un millier de Messins le félicitaient de ses sympathies italiennes, de son attitude tranchée (40). Le *Courrier*, jadis organe républicain, en arriva à soutenir Hennocque contre ses adversaires cléricaux, tandis que *l'Indépendant* se déclarait pour la municipalité Maréchal, combattue par de sourdes attaques du parti « rétrograde ». Les lecteurs des deux journaux allèrent applaudir la pièce d'Emile Augier, le Fils de Giboyer. Mais les deux feuilles, quoique soutenant désormais les mêmes principes, n'étaient pas toujours d'accord sur les détails de la politique : les amis du *Courrier* s'étaient rapprochés de la Préfecture depuis qu'elle était occupée par un fonctionnaire anticléricale ; ils furent accusés d'avoir perdu toute indépendance ; les deux journaux ne se retrouvaient unis que pour combattre le *Vœu National* et pour soutenir de leurs applaudissements l'évolution libérale de l'Empire. Le *Courrier*, par son ralliement officieux, sembla annoncer à l'avance la politique d'Emile Ollivier, *l'Indépendant* continua donc seul la tradition de l'opposition perpétuelle au gouvernement, sous une singulière étiquette, à la fois conservatrice et libérale, et nettement anticléricale. Mais il faut ajouter que ces agitations de presse restèrent confinées à Metz, malgré la naissance à Thionville et à Briey de journaux rattachés à *l'Indépendant*.

Pendant que les tendances cléricales ou libérales commençaient à s'affronter en Moselle avec une ardeur qui allait bientôt dépasser celle qui s'était manifestée au lendemain de 1830, la situation extérieure n'avait pas été sans attirer maintes fois l'attention publique. Comme pendant les premières années de la Monarchie de Juillet, mais sans la même exaltation, on avait cru parfois que la guerre éclaterait sur les bords du Rhin, et cette lutte contre la Prusse eût été plus populaire en Moselle que celle

(39) A. D. Moselle, M supplément, rapports des préfets aux maréchaux commandant à Nancy. Ces rapports, rédigés en vertu d'une décision impériale du 9 février 1858, forment une documentation des plus intéressantes pour les dix années suivantes. Nous citons ici celui du 9 avril 1861.

(40) *Indépendant*, 13 mars 1861.

engagée au-delà des Alpes. L'opinion s'était plusieurs fois occupée des manifestations allemandes : les uns croyaient encore que les Provinces rhénanes étaient restées françaises par les relations, par les alliances de famille et les habitudes ; d'autres, mieux informés, ne cachaient point qu'une partie de la presse prussienne cherchait à réveiller de vieilles rancunes contre la France, que des journaux d'Outre-Rhin avaient dès 1859 parlé de l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine. *L'Indépendant* signalait, lors de la guerre d'Italie, que la *Gazette d'Augsbourg* publiait une réclame pour un chant : « Paris, Paris, nach Paris » (41). Les jugements variaient également sur le Luxembourg, que certains représentaient comme prêt à acclamer la France, tandis que les menées hostiles de son clergé étaient signalées par d'autres. Seul le malheureux sort de la Pologne, écrasée définitivement en 1863, était capable de réaliser l'unanimité entre les diverses nuances de l'opinion, essentiellement divisée sur les solutions à apporter aux complications extérieures. Metz revit un Comité polonais, comme en 1831, et des quêtes organisées par les trois journaux. A vrai dire, tout le monde était également d'accord sur la nécessité de maintenir la paix : les moyens seuls différaient, les uns trouvant que l'abandon de Rome et du pouvoir temporel en serait la meilleure garantie, les autres craignant que la ruine du Saint-Siège ne fût le signal d'un vaste mouvement révolutionnaire. Tous les rapports s'accordent également à indiquer que l'expédition du Mexique fut généralement mal vue. à Metz et en Moselle, de ceux qui s'intéressaient aux affaires publiques.

Quant au traité de commerce de 1860, il inquiéta d'abord vivement les milieux industriels, les métallurgistes en particulier : mais l'élan de la sidérurgie mosellane était tel, l'initiative des chefs d'entreprises si audacieuse, que les craintes se dissipèrent rapidement (42). Ce ne fut donc point un élément essentiel d'agitation. Il en restait d'ailleurs tant d'autres que jamais la vie politique de la région, même en 1830, n'avait été aussi complexe qu'elle ne le fut dans la période d'évolution libérale du Second Empire : elle ne restait plus confinée dans la ville de Metz, mais commençait à remuer des milieux toujours plus étendus.

IV. — Les premières luttes électorales

La première lutte électorale qu'ait vue la Moselle après 1859 ne fut pourtant point une conséquence de la crise italienne et du réveil des partis. Le responsable en fut un sous-préfet maladroît, ou plutôt trop adroit, plus préoccupé de ses intérêts que de ceux de l'administration, et dont l'exemple montre que la candidature officielle était une arme d'un manie-

(41) Rapport du sous-préfet de Sarreguemines, 3 avril 1859. A. N. F^{te} III Moselle 9. *Indépendant*, 6 et 9 juillet 1859.

(42) De Gérando remarque, dès le 9 octobre 1860, que l'industrie métallurgique de la Moselle a pris son parti du Traité. Cf chapitre VI, paragraphe 10.

ment difficile. Le préfet Jeanin ne sut pas résister à l'ascendant qu'exerçait sur ceux qui l'approchaient le séduisant Stéphane Liégeard, dont l'ambition secrète était d'affermir dans la région de Briey sa propre influence, et non celle de l'administration (43). La mort d'un conseiller général amena en son chef-lieu d'arrondissement une élection partielle, en août 1860, et le plus simple eût été de porter comme candidat officiel l'avoué Rollin, riche et influent. Mais le triomphe aurait été trop facile, et sans profit pour un sous-préfet combatif. Il proposa donc le maire de Briey, Valtriny, et le fit agréer. Le baron Jeanin aurait pourtant préféré faire entrer au Conseil le premier président Woirhaye, républicain rallié, pour contrebalancer les influences cléricales ou légitimistes, mais Liégeard lui rétorqua qu'un étranger au canton ne pouvait réussir. Or, au premier tour, deux candidats indépendants l'emportèrent sur Valtriny, et dès lors le sous-préfet eut à se dépenser sans compter. On le vit parcourir les villages, arrivant avec une escorte au bruit des pétards et des boîtes. Il révoqua le maire de Rombas et le remplaça par un aubergiste, tandis que les affiches de Rollin rappelaient que l'Empereur voulait la liberté des élections. L'administration l'emporta enfin, et Liégeard écrivit : « Les deux seules influences du canton sont brisées sans retour et l'autorité peut dès lors présenter tel candidat qu'il lui plaira ». Mais surtout, l'aimable sous-préfet avait établi dans le canton sa propre influence, et son successeur dut, dès l'année suivante, laisser le fils Rollin battre sans peine le candidat officiel. C'est qu'il n'avait pas, disait-il, les moyens irrésistibles de son prédécesseur, qui avait enlevé l'élection Valtriny par ses manières affectueuses et par la générosité que lui permettait sa fortune. Liégeard parti, la famille Rollin était redevenue toute puissante, les fonctionnaires avaient mis peu d'empressement à la combattre, et les agents que l'avoué possédait partout pour la vente des biens avaient soutenu leur patron. La lutte de l'administration contre les influences locales s'avérait donc impossible.

Sans avoir davantage de caractère politique, les rivalités de personnes donnèrent aux élections cantonales de 1861 un aspect assez mouvementé. Instruit par l'expérience, le préfet montra une grande circonspection, d'autant plus qu'il était sollicité de tous côtés. Pour un siège vacant à Conflans, on avait vu l'appui officiel demandé par le colonel de Vassoigne, qui se disait soutenu par l'Empereur, par un ingénieur des Ponts et Chaussées lié avec le directeur du personnel au ministère, par un général comte d'Alton (44). Finalement il ne resta en présence que trois candidats du pays, et l'administration demeura neutre en l'occurrence.

(43) Voir chapitre XIII, paragraphe 6. — A. D. Moselle, 31 M. 6.

(44) A. D. Moselle, 31 M. 9.

La solution était nouvelle; elle fut encore appliquée en 1862 à Sarralbe, en un cas assez compliqué (45): une demi-douzaine de candidats plus ou moins influents avaient cherché à obtenir l'attache officielle, mais comme aucun ne s'imposait, comme nul intérêt politique n'était en jeu, le sous-préfet, de Montifault, fidèle d'ailleurs à la circulaire ministérielle du 9 avril 1861, conseilla la neutralité. « Il faut, disait-il, que l'administration montre clairement qu'elle n'agit que dans l'intérêt du pays... et lorsque les candidatures en présence ne peuvent avoir pour effet de permettre à un adversaire du gouvernement de profiter de la lutte, il faut que l'administration dise hautement: Choisissez vous-même... Agir en sens inverse, et faire une de ces élections qui ne sont faites que par l'administration seule, sans que le candidat gouvernemental puisse apporter une seule voix dans la lutte, ce serait s'exposer à une réaction qu'on doit éviter ». C'est ainsi que Sarralbe et Puttelange combattirent librement pour leurs candidats respectifs, l'ingénieur Michel qui dirigeait à Vienne les Chemins de fer autrichiens, et le très riche manufacturier Massing. La lutte fut très vive, avec distribution de milliers de bulletins, tournées payées au cabaret, banquet offert par l'industriel de Puttelange à ses ouvriers. C'était, en plus grand, les procédés de la Monarchie de Juillet; ils laissaient libre cours à ces rivalités d'influences locales qui servirent plus tard de support à la lutte des partis. L'administration renonçait ainsi à son rêve de régner sans partage: il est vrai qu'elle y réussissait parfois encore, comme dans ce canton de Cattenom où elle fit passer en 1861 un aide de camp de l'Empereur, le commandant de Vassart, qui y était presque inconnu et vint seulement trois jours à Thionville (46). Son concurrent, l'avocat Abel, très sympathique au clergé, avait dû se désister sous la menace de poursuites, ce qui montre que l'agitation à propos de la question romaine n'avait pas détourné les masses de leur fidélité. Une autre procédure nouvelle apparut en 1863 (67): lors de deux élections partielles au conseil d'arrondissement, à Briey et à Pange, le sous-préfet réunit les maires du canton, et celui qu'ils désignèrent fut honoré de l'appui administratif.

Si les élections cantonales eurent peu d'intérêt politique, il n'en fût pas de même des élections législatives de 1863, du moins dans la circonscription de Metz (48). Car, en dehors d'elle, on vit élire sans concurrents de Wendel, à Briey-Thionville, et le baron de Geiger, à Sarreguemines. L'ancien sous-préfet Liégeard avait été assez prudent pour ne point profiter encore des bons souvenirs qu'il avait laissés dans son arrondissement, qui se plaignait d'être négligé par le grand maître de forges d'Hayange. De

(45) A. D. Moselle, 31 M 27.

(46) A. D. Moselle, 31 M 7.

(47) A. D. Moselle, 32 M 6 et 22.

(48) A. D. Moselle, 28 M 24.

Wendel avait d'ailleurs promis aux Briotins de s'occuper davantage de leurs intérêts, mais le préfet écrivait à ce sujet : « Il importe, à mon avis, que le gouvernement ne lui donne pas trop de facilités pour tenir cette promesse : il faut que les populations comprennent qu'elles n'ont rien à attendre que de l'administration, instrument de la volonté de l'Empereur ; et, si cette ligne de conduite est suivie, le sort de la candidature de M. de Wendel sera toujours dans la main du gouvernement. »

Cette lettre révèle admirablement les préoccupations d'un préfet du Second Empire, soucieux de ne pas se laisser dominer par des notables indépendants de lui ; en particulier, on peut penser que le baron Jeanin devait juger le député de Thionville trop dévoué au clergé ; ses derniers votes l'avaient souvent séparé de la majorité, notamment lorsque la question romaine était en jeu. Les deux grands industriels d'Hayange et de Sarreguemines avaient envoyé à leurs électeurs des circulaires qui dépeignent leur situation politique. De Wendel s'y proclamait « conservateur par position », « fermement attaché au gouvernement » et ajoutait : « Le chemin de fer des Ardennes est là pour témoigner de ce que j'ai fait pour l'intérêt de mon pays autant que pour le mien. Je regarde les deux intérêts comme intimement liés. » C'était parler en souverain plutôt qu'en candidat ! Le baron de Geiger était plus prolixe, mêlant dans sa proclamation les affaires de Chine, de Syrie, du Mexique, vantant les grands travaux projetés dans la région et l'évolution libérale du régime : c'était le type du napoléonien satisfait par principe (49).

Mais pendant que les deux candidats officiels de 1852 étaient ainsi réélus sans lutte, leur collègue Hennocque se voyait obligé de soutenir un combat pénible pour triompher à Metz. Il avait 73 ans, et sa retraite était d'autant plus escomptée qu'une surdité presque complète l'éloignait des débats parlementaires. Aussi sa succession paraissait-elle ouverte ; dès 1862, le baron Jeanin était tout disposé à soutenir la candidature du fils de l'ancien préfet Sers, devenu propriétaire du château d'Urville et conseiller général, orléaniste rallié, d'autant plus sûr que sa famille servait l'Etat et avait besoin de la bienveillance du gouvernement. Mais le vieux colonel refusa de se retirer, et l'administration fut bien obligée de le soutenir. Sers commit l'imprudence de se mettre quand même sur les rangs, en candidat indépendant, ce qui lui aliéna pour l'avenir les

(49) Dans ses *Souvenirs politiques et parlementaires*, p. 96, A. CLAVEAU, évoque la figure du baron de Geiger abordant la tribune : « Il ressemblait à un vieux reître allemand et on l'accusait d'être Bavarois. Il mâchonna quelques phrases à la fin d'une séance.... Du reste, impérialiste intransigeant et cuirassé, il s'apprêtait à figurer, avec Granier de Cassagnac le père, parmi « ces sept sages de la Grèce » dont il n'avait peut-être jamais soupçonné l'existence ».

faveurs de l'autorité. Il se présenta sous la double étiquette impérialiste et libérale. D'un autre côté, le rédacteur de *l'Indépendant*, Edouard Mayer, lança la candidature d'un israélite qui avait réussi brillamment : Louis Halphen, ancien polytechnicien, administrateur des Chemins de fer du Nord, se déclarait l'homme de l'opposition libérale, proclamant dans ses affiches : « Une seule gloire nous manque : c'est qu'ayant pu devenir le plus civilisé des peuples, nous n'en soyons pas le plus libre. » Il avait d'ailleurs soin de se dire dévoué à l'Empereur. Un troisième candidat indépendant fut appuyé par le *Courrier*, qui polémique vigoureusement contre l'autre organe libéral. C'était l'agronome Barral, ancien polytechnicien comme Halphen, rédacteur du *Journal d'agriculture pratique*, et connu comme tel des campagnards. Il se proclama « libéral démocratique », et lança une circulaire spéciale pour les agriculteurs. En réponse à des questions posées par les ouvriers, il déclarait approuver dans l'ensemble la conduite des Cinq, sans vouloir se montrer irréconciliable : « J'accepterai, disait-il, le progrès de quelque côté qu'il vienne. L'opposition systématique à tous les actes du pouvoir serait une faute, si ces actes ont pour but d'améliorer le sort des populations. » Cette candidature d'un démocrate lié au prince Napoléon était infiniment plus habile que celle du nébuleux Jean Reynaud en 1857. Sa seule faiblesse était que Barral, né à Metz, fût fixé à Paris depuis longtemps et un peu étranger à sa ville natale.

Entre ces quatre candidats (nombre inouï !) la lutte fut la plus ardente que la Moselle eût jamais connue : affiches, circulaires, bulletins furent imprimés par dizaines de mille. Enfin arriva le jour du vote, le 31 mai 1863, et la proportion des abstentions, généralement élevée dans l'arrondissement de Metz, tomba à 22 %, tant l'agitation avait été vive. Hennocque eut 17.000 voix et fut élu ; l'opposition réunit près de 12.000 voix, trois fois plus que cinq ans auparavant. Sers venait en tête, suivi de Barral et d'Halphen. Le fait le plus grave était la défaite que le candidat officiel subissait à Metz, où Barral avait recueilli plus de suffrages que chacun de ses rivaux. Sers avait obtenu un grand nombre de voix dans les campagnes, et il serait exagéré de les attribuer à un sentiment d'opposition au régime : on trouvait simplement Hennocque trop vieux et peut être aussi trop indifférent au pouvoir temporel du Pape. La force essentielle du châtelain d'Urville résidait d'ailleurs dans les communes voisines de Courcelles-Chaussy, ce qui prouve que les questions locales jouaient dans l'occurrence un rôle plus important que les idées politiques.

Le baron Jeanin s'empessa d'envoyer au ministre un long rapport sur une élection aussi disputée (50) : il y rappelait que Mgr Dupont

(50) A. D. Moselle, 28 M 24, minute du rapport du 18 juin 1863.

des Loges était un des sept prélats signataires de la lettre au clergé sur les élections, document déféré au Conseil d'Etat qui proclama qu'il y avait abus. Il y invitait le clergé à prendre part au scrutin pour la défense des intérêts religieux, et, au cours d'une réunion tenue à l'évêché, il conseilla de voter pour Hennocque, qui avait pourtant transmis l'adresse des Messins au prince Napoléon. Mais Jeanin jugeait que, pendant les derniers jours, le clergé avait abandonné cette position, car le *Vœu National* avait fini par préconiser Sers ou Halphen. Le premier avait l'appui de la haute bourgeoisie messine, mais il refusa d'abord de prendre sur la question romaine les engagements que lui demandait le parti clérical. Il semble s'y être décidé au dernier moment, et cette volte-face lui donna un assez grand nombre de voix dans le canton de Boulay, où l'influence du clergé était puissante comme dans tous les pays de langue allemande. Pour conclure, sans trop s'inquiéter de l'opposition démocratique qui lui paraissait concentrée à Metz, aux ateliers de Montigny, et stationnaire, le préfet s'estimait satisfait de la victoire obtenue par un veillard que l'on avait ridiculisé de toutes les manières, et qui n'avait pu riposter à l'opposition. Celle-ci avait parlé de la diminution des impôts, de la réduction du service militaire, de la nécessité d'empêcher l'Empereur de gaspiller en guerres lointaines les forces nationales. Et surtout, pour un fonctionnaire qui combattait depuis trois ans le « cléricalisme », le point essentiel était « qu'à Metz, siège de l'évêché, d'un collège dirigé par soixante-douze Jésuites (?), d'une prétendue aristocratie et d'une bourgeoisie opulente, les légitimistes, les cléricaux et les orléanistes, qui font de leur influence une perpétuelle menace, n'aient obtenu que de faibles résultats. » (1.800 voix contre 2.900 à Barral, et 2.500 à Hennocque).

Le fait qu'un préfet ait été amené à s'inquiéter de l'opposition de droite était nouveau à Metz, où pendant longtemps les classes dirigeantes avaient été voltairiennes et libérales plutôt que profondément croyantes. Le contraste était net avec le règne de Louis-Philippe et le *Vœu National* était devenu un journal vivant, bien rédigé, et fort écouté dans certains milieux. L'influence du collège Saint-Clément et du progrès des idées religieuses dans la bourgeoisie était donc certaine, quoique, après tout, la masse de la population messine n'eût pas tellement évolué, comme le prouvaient les résultats électoraux. Les inquiétudes du baron Jeanin montrent qu'il se préoccupait trop de l'opposition qu'il rencontrait dans les salons de la rue des Parmentiers, qu'il ne se confiait pas assez aux forces libérales qui subsistaient, probablement invariables, dans les quartiers dédaignés de la « société ». Il semble l'avoir compris au lendemain des élections, quand il écrivit : « L'influence des deux branches de la maison de Bourbon est nulle... celle que l'on attri-

bue au clergé, quoique réelle, est encore surfaite ; la masse est napoléonienne avec des aspirations libérales... Animées de sentiments patriotiques et libéraux, les populations sont fières du rang élevé où l'Empereur a replacé la France. »

La conclusion était donc optimiste, et le préfet avait sans doute raison, puisque même Barral acceptait le ralliement à un Empire toujours plus libéral. Mais le succès des candidats officiels n'avait pas été obtenu sans que l'administration ait dû se dépenser. Elle l'avait fait d'ailleurs avec une réelle modération, dont elle fut remerciée même par *l'Indépendant*. Le préfet profita de la tournée de révision pour voir les maires des trois arrondissements et pour rappeler aux sous-préfets la nécessité de résoudre avant les élections toutes les questions en retard. Mais il leur prescrivit aussi de n'agir que par persuasion : « Causez de tout cela avec les fonctionnaires quand l'occasion s'en présentera et au besoin faites la naître, mais évitez, même avec eux, tout ce qui ressemblerait à un acte d'autorité, de commandement. C'est ce que je ferai ici. » Dans sa circulaire aux maires de l'arrondissement chef-lieu, le baron Jeanin précisait davantage : « Vous avez été témoin de la liberté absolue dont ont joui, pour produire et propager leur candidature, les concurrents de M. le colonel Hennocque, et vous avez ainsi une preuve nouvelle des sentiments libéraux dont s'inspire le gouvernement. » Il ne leur demandait d'autre service que d'inviter les électeurs à se rendre au scrutin et de faire savoir que le colonel était le seul candidat officiel. Par ailleurs, il leur avait rappelé que tous les candidats étaient libres de faire afficher et distribuer leurs circulaires et leurs bulletins.

Dans leur tournées, les sous-préfets semblent avoir d'autant mieux suivi les instructions de Jeanin que les candidats officiels n'avaient pas de concurrents. Tous les documents émanés du préfet le montrent « pénétré de l'esprit libéral et démocratique de nos institutions », soucieux de ne pas froisser par une pression électorale « une population fidèle, mais qui veut être indépendante et respectée ». Les faits sont d'accord avec ces proclamations : quelques maires hostiles à Hennocque ne furent pas révoqués, le baron Jeanin se contentant de prévoir leur remplacement ultérieur. Quelques instituteurs hésitants furent ramenés par une entrevue avec le préfet, sans menace de sanction. L'exemple de la Moselle en 1863 montre qu'un fonctionnaire libéral avait su dès lors faire profondément évoluer la candidature officielle, pratiquée d'abord avec une énergie presque sauvage, souvent excessive. Il n'est pas exagéré de dire que le département n'avait jamais joui, sous aucun régime, d'une plus complète liberté de vote. L'idée d'une démocratie impériale cessait d'être une fiction.

V. — Le réveil politique et la crise allemande

Les dernières années du Second Empire furent la période la plus active qu'ait connue en Moselle la vie publique. A la différence du début de la Monarchie de Juillet, le département entier y prit part, et non plus le seul chef-lieu. Même les cantons ruraux de la Lorraine allemande virent des élections mouvementées et d'un caractère politique. Tandis que le mouvement républicain du lendemain de 1830 n'était qu'un prolongement des idées de la grande Révolution, avec son patriotisme exclusif et belliqueux, la fin du règne de Napoléon III fut vraiment annonciatrice de l'avenir dans le domaine politique comme dans tous les autres. Au milieu de la division des partis, de la complexité des opinions, on ne retrouva point l'unanimité factice de 1848. Les courants catholiques se heurtèrent aux progrès des sentiments laïques, et il est difficile de savoir quel groupement l'emportait en Moselle, à la veille de 1870, de la droite ou de la gauche. Les aspects changent avec les milieux observés, avec les régions du département où la division linguistique, par suite de l'accession des campagnes à la vie politique, joue un rôle infiniment plus considérable qu'au temps où le droit de vote était réservé à une bourgeoisie plus ou moins complètement francisée. Cette période permet d'étudier les origines de la Troisième République, car tous les conflits qu'elle a connus s'y annonçaient déjà : mais il va de soi que, pour la partie de la Moselle ultérieurement annexée à l'Allemagne, l'Année terrible forme une coupure profonde que l'examen d'un autre département ne révélerait probablement pas. Les préoccupations nationales y éliminèrent les anciennes divisions, y firent naître de nouveaux classements, et quand la France délivra Metz, après quarante-huit ans, le souvenir même des luttes de la fin de l'Empire y semblait aboli. Il est pourtant intéressant de les rappeler, car elles montrent combien le chef-lieu de la Moselle, comme tout le département, participait étroitement, à la veille des désastres, à la vie publique de la nation réveillée, combien les problèmes d'équilibre entre les partis étaient identiques dans l'ensemble du pays. Pas plus qu'en 1830, il n'y exista de particularisme local — si ce n'est, en Lorraine allemande, dans le domaine scolaire, puisque les conflits y étaient déjà apparus à propos des méthodes de l'enseignement du français, comme le montrera un autre chapitre.

En même temps, les questions de politique étrangère prirent dans les préoccupations courantes du département plus d'importance qu'elles n'en avaient depuis 1830. Lors de la guerre des Duchés, en 1864, les sympathies de la partie de la population susceptible de s'intéresser à d'aussi lointaines questions allèrent aux Danois, et l'opinion libérale désira qu'un plébiscite vint régler la question, comme un autre plébiscite aurait réglé le sort de Rome. De Gérando notait alors que si les popu-

lations luxembourgeoises et rhénanes avaient gardé certaines sympathies françaises, les fonctionnaires prussiens exagéraient, depuis l'invasion des duchés, la force de leur pays et prenaient à l'égard de nos nationaux une attitude encore plus hautaine et dédaigneuse que par le passé (51). Un Thionvillois qui avait été aux eaux d'Ems, écrivait à un journal de Metz que les Allemands n'aimaient pas la France, et cette constatation allait lentement s'imposer à l'opinion messine, qui était fort éloignée alors de nourrir contre l'Allemagne des préventions haineuses (52). Les souvenirs de 1815 étaient bien affaiblis et n'éveillaient guère que l'orgueil patriotique de n'avoir point vu l'étranger dans les murs de la cité inviolable; de 1830, il restait l'illusion que les Provinces rhénanes redeviendraient facilement françaises, et de 1848 le rêve d'une fraternité pacifique qu'avaient paru symboliser les fêtes franco-prussiennes de l'inauguration de la voie ferrée de Sarrebruck. Metz n'avait jamais cru à la possibilité d'un danger germanique, tant elle avait confiance dans la force française. N'avait-on pas vu le prince Guillaume, devenu maintenant roi de Prusse, saluer à Forbach l'empereur Napoléon III? Le maréchal Saint-Arnaud n'avait-il pas été reçu avec tous les honneurs à Sarrebruck et Sarrelouis en 1854? Des officiers prussiens ne venaient-ils pas aux bals de Metz, d'autres à Thionville, sans que leur uniforme fût impopulaire? Il était plus facile d'éveiller les vieilles défiances contre l'Angleterre que des sentiments hostiles à une Allemagne que l'on ne redoutait pas, que l'on méprisait peut-être un peu avec la certitude de la supériorité française.

Et voici que la question allemande s'imposait irrésistiblement aux préoccupations de la Moselle. Les rapports politiques de M. de Gérando en portent la trace, de même que ceux de ce procureur de Sarreguemines dont le zèle alla jusqu'à demander au commissaire spécial de Forbach des renseignements sur la situation politique de la Prusse et de la Bavière, sur les idées d'annexion à la France qui semblaient s'y développer (53). Le ministre de l'Intérieur dut intervenir pour calmer cet excès de zèle. L'année 1866 vit le point culminant des espoirs patriotiques : le discours d'Auxerre parut un appel au canon, et beaucoup crurent, à l'époque de Sadowa, à une extension prochaine des frontières françaises. Le 7 juillet, de Gérando rédigea sur les annexions possibles un long rapport, que le garde des sceaux communiqua à son collègue des Affaires étrangères. Il y affirmait que les Bavares avaient une haine profonde pour les Prussiens, qu'ils préféreraient encore dépendre de

(51) A. N. BB³⁰ 380, 9 avril 1864.

(52) *Indépendant*, 29 août 1864.

(53) A. N. BB³⁰ 380, lettre du 3 janvier 1865 du ministre de l'Intérieur au garde des sceaux.

Paris que de Berlin ; il y dépeignait le recrutement de la landwehr désolant les populations, mais il concluait sagement qu'il était douteux que la désaffection momentanée des Rhénans, mécontents de la guerre et de la politique illibérale de Bismarck, allât jusqu'à désirer un retour à la France. Il serait facile de les détacher de la Prusse, mais non de les annexer, si l'on faisait dépendre le résultat du libre vote des populations. De même, la bourgeoisie luxembourgeoise désirait maintenir l'autonomie, mais elle préférerait le rattachement à la Belgique ou à la France à la domination prussienne, qui serait universellement détestée. On voit que M. de Gérando portait un jugement assez raisonnable sur les voisins de la France, et ne se faisait point trop d'illusions. Il n'en fut peut-être pas toujours de même de l'opinion, qui crut fermement, en juillet et août 1866, à une révision des traités de 1815, qu'elle eût saluée avec satisfaction.

Pendant ce temps, les deux courants divergents de la politique indépendante continuaient à s'affronter dans le département et surtout dans son chef-lieu, car les masses ne se mettaient en mouvement que lors des élections. Tandis que le *Vœu National* exposait les doléances de l'opinion catholique ou relevait avec fierté les progrès, les victoires de l'esprit religieux, *l'Indépendant* déplorait la révocation de Renan du Collège de France, célébrait la restauration de la loge messine des Amis de la Vérité, détaillait la fête maçonnique qui s'y déroula le 28 juin 1864, s'indignait du Syllabus qu'une grande partie de l'opinion semble avoir considéré avec étonnement et jugé à tout le moins inopportun. Mgr. Dupont des Loges protestait au contraire auprès du ministre des Cultes contre l'interdiction de l'encyclique pontificale et adressait à chacun de ses prêtres un exemplaire des deux documents, en leur recommandant d'en faire la règle de leurs enseignements (54). Un polémiste de *l'Indépendant* répondait en demandant la séparation des Eglises et de l'Etat, et la disparition immédiate d'un pouvoir temporel « incapable de finir en beauté » (55). Dans ces conditions, il était difficile que M. de Gérando ne reconnût pas qu'un esprit démagogique restait à l'état latent dans la classe ouvrière de Metz et recevait d'une partie de la presse de nouveaux aliments. Le vieux procureur général qui, en 1860, avait approuvé les débuts de l'évolution libérale du régime, en arrivait à écrire (56) : « L'extension actuelle des libertés politiques n'est pas demandée par la population et ne rallierait au gouvernement aucun de ses adversaires ».

Le baron Jeanin montrait dans ses rapports la gravité du conflit qui séparait chaque jour la droite de la gauche. En dépit des succès de Saint-

(54) KLEIN (Abbé), *op. cit.* Lettre du 10 janvier 1865 de Mgr Dupont des Loges au ministre.

(55) *Indépendant*, 18 et 25 février 1865.

(56) A. N. BB⁹⁰ 380, 9 avril 1864.

Clément, il restait persuadé que les efforts des légitimistes et des cléricaux ne prévaudraient pas contre l'opinion sagement mais franchement libérale du pays « L'expérience de chaque jour, disait-il, nous prouve que si elles sont religieuses, les populations ne veulent sous aucun prétexte l'ingérence du clergé dans les affaires civiles. Elles sont donc sympathiques à tout ce qui, de près ou de loin, tendra à établir une séparation complète entre le temporel et le spirituel. » D'autre part, il écrivait aussi : « Le parti démocratique trouverait dans la ville de Metz, et peut-être aussi dans les grandes usines si nombreuses dans le département, des adhérents plus nombreux, plus actifs, plus hardis, ce qui donnerait à ce parti des conditions de vitalité plus sérieuses qu'aux deux autres. Mais pour le moment encore, il n'est pas à redouter » (57).

Vaillant et Mayer se trouvèrent une fois d'accord : ce fut pour approuver tous deux le programme de décentralisation qu'un groupe de notables nancéiens lança en 1865. L'organe légitimiste était d'ailleurs dans la tradition que suivait son parti depuis 1830 en attaquant le système administratif ; le *Courrier de la Moselle*, au contraire, resta fidèle à la tendance jacobine qu'il représentait depuis l'origine, à la fierté messine d'appartenir à la Nation une et indivisible, sans accent régional particulier. Il faut d'ailleurs ajouter que le projet nancéen suscita fort peu d'intérêt en Moselle : le joug de la centralisation n'y était guère remarqué ; les classes dirigeantes de Metz avaient toujours été largement ouvertes aux originaires des départements les plus éloignés, et le chef-lieu comprenait instinctivement que les projets de la ville voisine tendaient, au fond, à la naissance d'une grande Lorraine dont l'ancienne capitale des ducs eût été le centre (58).

Il était fort rare de voir le *Vœu National* se prononcer dans le même sens que *l'Indépendant*, mais plus fréquent d'assister à une campagne commune des deux journaux libéraux, de l'ancien orléaniste et du républicain rallié. Les processions étaient notamment devenues l'objet de leurs attaques : dès 1861, c'est avec une évidente satisfaction qu'ils y remarquaient moins de fonctionnaires qu'à l'ordinaire ; l'année suivante, la pluie ayant empêché la sortie de la procession de la Fête-Dieu, le *Courrier* écrivit : « Nous regrettons que cette exhibition n'ait pas paradé dans les rues avec un si grand nombre de manquants — la plupart des hauts fonctionnaires s'étaient abstenus ainsi que le maire, Félix Maréchal —. Elle eût donné publiquement la mesure du progrès accompli dans les esprits depuis un an ». On recommençait à protester contre l'entorse que la publicité des processions donnait à la loi du 8 germinal an X. Enfin, à partir de 1865, les

(57) A. D. Moselle, M supplément, rapports aux maréchaux commandant à Nancy, 1^{er} novembre, 5 décembre 1864.

(58) Pour les polémiques entre les deux villes, voir « Affectueuses observations à la ville de Nancy » (*Indépendant*, 10 mars 1854, 10 juillet 1861).

autorités s'abstinrent complètement de paraître à la Fête-Dieu, même la Cour impériale dont les robes rouges en avaient constitué depuis une douzaine d'années le plus bel ornement. Il faut d'ailleurs ajouter que l'empressement populaire restait considérable, et que le *Vœu National* pouvait l'opposer à l'indifférence des dépositaires de l'autorité. Le retour de Mgr. Dupont de Loges de Rome avait attiré à la gare, en 1862, plusieurs centaines de fidèles, et la cathédrale était pleine quand le prélat transmit à l'assistance, le dimanche suivant, la bénédiction pontificale.

Les controverses religieuses passaient donc au premier plan de la politique : l'enterrement civil d'un libre penseur, jeune capitaine d'artillerie, fit grande sensation, car jamais pareille cérémonie ne s'était vue à Metz (59). Puis les polémiques s'emparèrent de la condamnation portée par le Pape contre la franc-maçonnerie : *l'Indépendant* reproduisit un article d'Edmond About qui exaltait l'œuvre humanitaire des maçons et raillait le Saint-Siège (60). Jamais, depuis les dernières années de la Restauration, la question religieuse n'avait été davantage le centre de toutes les opinions.

Il arrivait pourtant aux deux organes libéraux de Metz de se trouver en désaccord, et leurs luttes compliquaient encore la situation. Le *Courrier* était le journal des anciens républicains ralliés à l'Empire, et Félix Maréchal, devenu maire de sa ville natale par une nomination impériale, n'avait pas renié ses amis de toujours. *L'Indépendant* voulait au contraire mériter son titre, et il se moquait souvent de cette opposition démocratique « qui connaissait si bien le chemin de la Préfecture ». Les élections municipales de 1865 révélèrent nettement ces dissensions (61) : tandis que le *Moniteur* et le *Courrier* s'accordaient à défendre intégralement la liste du maire, les deux autres journaux protestaient contre les dépenses exagérées de la municipalité Maréchal, contre l'abus des grands travaux et l'exécution en régie directe de l'acqueduc de Gorze. Trois listes se trouvèrent finalement en présence, l'une officielle et libérale, l'autre indépendante de gauche, la troisième indépendante de droite. L'administration laissa la liberté électorale entière, le maire s'étant borné à recommander sa liste à ses concitoyens par une affiche où il se défendait de vouloir porter atteinte aux droits des électeurs, « ce qui serait, disait-il, une contradiction aux principes libéraux que je professe ». Le *Courrier* polémiqua vivement contre les combinaisons « orléanistes, bourbonniennes cléricales », et, d'accord avec le préfet, l'emporta finalement. Mais seuls les huit candidats communs aux trois listes avaient été élus dès le premier tour. La majorité était donc acquise aux napoléoniens libéraux, dont on

(59) *Indépendant*, 9 septembre 1865.

(60) *Ibidem*, 2 décembre 1865.

(61) A. Metz, IK 123-135.

peut dire qu'ils étaient napoléoniens par opportunisme et libéraux par conviction.

Sans atteindre au même intérêt, quelques élections cantonales montrèrent aussi que le réveil politique s'étendait jusqu'aux campagnes. L'administration prenait de plus en plus l'habitude de ne plus se mêler de ces affaires locales (62) : le cas de Longwy, où elle obtint le retrait d'une candidature du maître de forges d'Adelsward, ancien représentant du peuple dont le ralliement paraissait peu sincère, est tout à fait exceptionnel. Les conseillers sortants étaient presque constamment réélus sans concurrents ; pourtant à Faulquemont, Eugène Rolland, directeur général des Tabacs, membre d'une grande famille libérale, triompha de Choumert, et le préfet vit certainement entrer avec joie ce haut fonctionnaire influent dans un Conseil général qu'il désirait ne point livrer à l'influence des droites cléricales. En 1866, le successeur du baron Jeanin, Paul Odent, pensait à peu près comme lui sur ce point, bien qu'il fût mieux en cour auprès des salons de la haute bourgeoisie messine. Lui aussi jugeait que la prédominance du clergé était bien forte dans le département, sous l'influence des Jésuites, et qu'il n'y avait pas lieu de la renforcer. Ce sentiment le laissa assez indifférent aux conseils, que lui donnait le sénateur de Ladoucette, de se méfier du clan du *Courrier*, qui s'était si fort rapproché de son prédécesseur (63) : « Des hommes qui ont été fort avancés et hostiles à une certaine époque, ont l'air d'adhérer pour obtenir beaucoup de faveur de l'administration. Ils lâcheraient prise au premier moment ». Ladoucette ne se trompait probablement pas, mais Odent s'abstint néanmoins de prendre parti dans l'élection de Vigy qui mettait aux prises le libéral Dauphin, fils du précédent conseiller général, et le docteur Defer, soutenu par le *Vœu National* et par l'*Indépendant*. Le préfet refusa de soutenir une candidature du baron Sers, vivement désirée à Paris par quelques hauts fonctionnaires du ministère de l'Intérieur, et eût la fermeté d'écrire : « Faire un candidat officiel pour satisfaire à des relations d'amitié, ces choses là deviennent de plus en plus difficiles ; elles le sont encore plus depuis que les maires savent qu'ils doivent être du Conseil municipal avant de songer à être maire et qu'il faudra plaire à MM. les électeurs avant de songer à suivre les indications du préfet ». Cette lettre montre à quel point l'usage, introduit en 1865, de prendre les maires dans le Conseil allait modifier les anciennes conditions de la candidature officielle. L'autorité resta donc neutre, et le *Courrier* triompha par l'élection de Dauphin, dans laquelle les droits de l'hérédité avaient joué un rôle important.

(62) A. D. Moselle, 31 M 18 et 12.

(63) A. D. Moselle, 31 M 33.

De même, la neutralité fut conservée lors d'une élection partielle à Verny, malgré une secrète préférence du préfet pour l'ingénieur des mines Daubrée, malgré les interventions tentées à Paris par le premier président et le procureur général en faveur d'un de leurs magistrats, M. d'Hannoncelles (64). Un avocat Messin, Maguin, dont le mysticisme catholique n'avait rien de politique et qui n'inquiétait pas trop le préfet, fut élu, sans doute parce que propriétaire dans le canton et président du Comice agricole. L'administration fut fort surprise de l'indépendance qu'avaient montrée les campagnards en n'élisant pas le greffier de justice de paix, qui tenait le canton dont il était le créancier : cet exemple montre quels éléments intervenaient souvent dans les élections, qui n'étaient peut-être pas entièrement libres, même depuis que la candidature officielle n'intervenait que par exception. Les vieilles questions d'influences locales revenaient au premier plan, et la lutte des opinions n'en était sans doute qu'une conséquence indirecte.

VI. — La menace prussienne

Les traits qui avaient caractérisé les années écoulées entre les élections générales de 1863 et la guerre de 1866, allaient encore s'accroître par la suite. Dès le mois d'août qui vit la conclusion de la paix de Prague, *l'Indépendant* résumait la situation extérieure en citant un article qu'Henri Brisson avait écrit dans le *Temps* (65) : « L'Allemagne unifiée, disposant de forces militaires doubles de celles qui viennent de remporter de foudroyants succès, et rassemblées dans la main d'un monarque à peu près absolu, voilà l'avenir ». L'amour-propre des populations de la Moselle fut certainement froissé par les triomphes de la Prusse, et de nouvelles inquiétudes apparurent. Le substitut de Thionville signalait l'outrecuidance de nos voisins et écrivait (66) : « Ne parlez plus aux habitants des Provinces rhénanes de retourner à la France : ils vous répondraient qu'eux-mêmes vont bientôt nous enlever l'Alsace et la Lorraine ». Des brochures répandues dans les communes limitrophes de la France montraient la Prusse destinée à jouer en Europe le premier rôle, et le magistrat thionvillois affirmait qu'une guerre contre la nouvelle rivale de notre pays serait fort populaire. L'idée d'une revanche immédiate de nos déboires semble avoir séduit un instant les populations, mais les classes dirigeantes restèrent infiniment plus pacifiques, bien que quelque inquiétude empêchât dès lors le retour à la con-

(64) A. D. Moselle, 31 M 31.

(65) *Indépendant*, 8 août 1866.

(66) A. N. BB⁸⁰ 380, 9 octobre 1866.

fiance (67). D'ailleurs, si le premier sentiment des masses, dans un département patriote et d'esprit militaire, avait été belliqueux, les réactions du chef-lieu furent assez différentes et révèlent la profonde évolution qui s'était accomplie depuis 1830. Les hommes de tous les partis s'accordèrent pour ramener le calme dans les esprits. On désirait surtout la fin de la crise économique qui sévissait depuis la crise allemande. La perspective de la réunion du Luxembourg à la France n'avait pas enthousiasmé les Messins et les Thionvillois comme elle l'aurait fait quarante ans auparavant, et la combinaison qui fut finalement adoptée, le démantèlement de la place évacuée par sa garnison prussienne, fut généralement approuvée.

Après une première réaction assez vive des passions nationales déçues, le retour au sang-froid fut très net. « Est-ce à dire, écrivait de Gérando en 1867, que l'opinion se prononce absolument pour la guerre? Beaucoup la croient une nécessité fatale. On la redoute plus qu'on ne la désire, mais on ne la subirait que comme l'indispensable moyen de sortir de l'état de crise où nous sommes » (68). Le substitut de Metz dépeignait ainsi la situation : « On appelle la guerre par instinct, on désire la paix par raison ». Son collègue de Briey ajoutait : « On s'habitue à considérer sans autant d'effroi le grand travail qui s'est opéré chez nos voisins d'outre-Rhin et l'on n'aperçoit plus trop les motifs ni la possibilité que nous aurions de l'empêcher ». Enfin, pour résumer l'opinion de son ressort, le procureur général concluait : « Les espérances de la Prusse de voir l'Allemagne du Sud graviter autour d'elle n'y semblent pas un casus belli... Sans doute l'amour-propre de la France pourra en souffrir, mais les susceptibilités d'un amour-propre même légitime ne doivent pas être confondues avec l'honneur national, et cet honneur ne commande pas de s'opposer violemment à ce que l'Allemagne réunisse ses membres épars pour former un grand corps national, si cette union s'opère librement et sans coaction ». De son côté, le préfet signalait en 1869 que s'il y avait en Allemagne des luttes politiques, il n'y existait pas de parti français (69) : « Ce parti a pu exister, il y a quelques années, dans les Provinces rhénanes, il s'est amoindri peu à peu et les derniers succès de la Prusse ont fait disparaître les traces qui en restaient ». Enfin, à partir de 1868, le préfet eut soin de signaler au maréchal Bazaine, qui commandait à Nancy, tous les mouvements militaires prussiens, manœuvres d'embarquement à Sarrebruck,

(67) Cf. VAUTHIER (G.) : *Au delà et en deçà de nos frontières en 1866* (Révolution de 1848, 1928). Cette étude, faite d'après les rapports des procureurs généraux, montre les populations du Palatinat prévoyant, sans enthousiasme, l'annexion à la France, et les départements de l'Est pacifiques mais quelque peu inquiets.

(68) *Ibidem*, 11 octobre 1867.

(69) Rapport du préfet Odent, 3 novembre 1869. A. N. F¹⁶ III Moselle 9.

visites de Manteuffel dans les Provinces rhénanes, projets de transformation de Sarrelouis en un camp retranché (70).

L'opinion messine et mosellane s'était donc complètement calmée après les agitations de 1866 et de 1867 : elle n'a porté aucune responsabilité dans la crise sentimentale qui a été une des causes de la guerre de 1870. Metz fut ainsi la rançon d'un conflit dont elle sentait l'inutilité. Mais sans vouloir la lutte, elle la savait possible : la construction des nouveaux forts autour de la cité était là pour le lui rappeler, ainsi que l'application de la nouvelle loi militaire. Il faut d'ailleurs ajouter que la création de la garde mobile ne fut pas bien vue dans les campagnes, où l'on déplorait déjà le manque de main-d'œuvre (71). Ce sont surtout les arrondissements de langue française qui redoutèrent ces nouvelles charges, car la Lorraine allemande conservait un amour particulier du métier des armes, et les journaliers agricoles y restaient nombreux. Mais malgré la pétition lancée par *l'Indépendant*, l'agitation contre les nouvelles mesures militaires ne fut jamais grave en Moselle (72). Des compagnies de Francs-Tireurs se formèrent même facilement à Metz, Ars-sur-Moselle et Sarreguemines. C'est que « l'on voyait les Prussiens de trop près pour ne pas être complètement édifié sur leur ambition et leurs sentiments à l'égard de la nation française » (73). Stéphane Liégeard, devenu député de la circonscription de Briey-Thionville, avait eu l'occasion de décrire devant le Corps législatif la situation de son département devant le problème allemand (74) : « Vers ces parages où la France finit, où commence l'Allemagne, si grande que soit la bonne volonté de fermer l'oreille aux bruits qui traversent le Rhin, force est parfois d'entendre, sans même écouter ; et qu'entend-on ? Des exaltés, dans l'enivrement de victoires inespérées, ne craindre point de discuter froidement la possibilité d'une annexion de la Lorraine ou de l'Alsace à la patrie allemande ; des gazetiers de Berlin demander, avec une gravité comique, qu'en compensation de l'évacuation si douloureuse pour eux de la citadelle de Luxembourg, les fortifications de Thionville, de Metz, de Longwy, soient démantelées ». Mais, sauf peut-être au dernier instant, devant la révélation de la candidature Hohenzollern, et dans une faible partie de l'opinion, ces craintes n'avaient pas tourné au bellicisme : les préoccupations de politique intérieure étaient

(70) A. D. Moselle, M supplément, rapports aux maréchaux commandant à Nancy, 30 janvier et 4 mars 1868.

(71) Cf. chapitre I, paragraphe 3.

(72) *Indépendant*, 17 et 20 avril 1867. A. D. Moselle, M supplément, rapports aux maréchaux commandant à Nancy, 30 janvier et 4 mars 1868.

(73) A. N. BB⁹⁰ 380, 9 janvier 1868.

(74) Stéphane LIÉGEARD : *Trois ans à la Chambre*, discours du 21 décembre 1867, p. 33.

demeurées au premier plan en Moselle, à tel point qu'un touriste allemand pouvait écrire à la *Gazette de Cologne* qu'à Metz comme à Thionville, « on était bien éloigné du délire guerrier dont sont atteintes des deux côtés du Rhin certaines fractions de la presse et du public » (75).

Les dernières années de l'Empire virent même un mouvement pacifiste dans la vieille cité militaire qu'était le chef-lieu de la Moselle. C'est un signe du renouvellement des idées et des valeurs que connut cette période dont les aspects sont si complexes. *L'Indépendant* fit une vive campagne en faveur de la paix, assurant que l'agitation n'aurait qu'un temps chez nos voisins (76) : « La grande nation allemande qui nous est sympathique sous tant de rapports, nous remerciera elle-même quand elle n'aura plus dans son sein ni Prusse, ni Prussiens, mais une Allemagne et des Allemands avec lesquels tout nous commande la paix et l'alliance ». En mai 1867, il recommandait à ses lecteurs de s'inscrire à la Ligue de la Paix, formée par Frédéric Passy, ligue qui comptait bientôt à Metz quelques adhérents notoires, le maître de forges d'Adelsward, l'ancien représentant de Salis, l'historien Auguste Prost, celui-là même dont, après 1870, les chemises semées de cigognes noires devaient symboliser le deuil perpétuel de Metz conquise (77). Ces hommes, séduits par l'idée de la fraternité universelle, appartenaient à des milieux, à des opinions différentes ; on vit même un membre de la conférence de Saint-Vincent de Paul, Benoît Faivre, évoquer, dans une causerie qu'il fit à l'Hôtel de Ville, le jour où Metz n'accueillerait plus l'étranger par des symboles guerriers, où, sur la terrasse de l'Esplanade, face au Mont Saint-Quentin, s'érigerait une statue à la France pacifique et laborieuse (78). Le passage fut vivement applaudi, et la dérision des faits voulut qu'en ce lieu le vainqueur plaçât le monument équestre de Guillaume I^{er}, abattu en 1918 ! Faivre récidiva en 1869 dans une nouvelle conférence, tandis que les membres de la Ligue de la Paix étaient taxés d'utopie, que certains milieux religieux se ralliaient à l'idée du caractère inéluctable des guerres, conséquence du dogme du péché originel ! Cette controverse sur la paix ris-

(75) *Indépendant*, 13 mai 1867.

(76) *Ibidem*, 20 avril 1867.

(77) *Ibidem*, 28 octobre 1867.

(78) ATALONE, *Metz de 1864 à 1914* (Pays Lorrain 1909). Benoît Faivre était un précurseur de Marc Sangnier : dans sa conférence du 14 mars 1868, il prévoyait que la statue de Ney ne conviendrait plus aux aspirations pacifistes de l'avenir ; il annonçait la paix universelle, la suppression de la peine de mort et conseillait la plantation d'arbres de la Paix. Il récidiva en 1869, s'élevant nettement contre les idées soutenues par le P. Hyacinthe dans la chaire de Notre-Dame de Paris, et prophétisa l'alliance de la Science et de la Religion. Au dire de Migette (*Mémoires*, II, p. 200), sa hardiesse lui valut la haine de Mgr. Dupont des Loges et des « cléricaux moutonniers ».

quait donc de rentrer dans la série des interminables querelles dont la religion formait le fond. Le docteur Bamberger, Strasbourgeois fixé en Moselle depuis une dizaine d'années, profitait d'une horrible catastrophe, l'explosion d'un atelier de cartoucherie, qui avait fait 50 victimes à l'arsenal de Metz, pour écrire (79) : « Nos adversaires auraient vu cela qu'ils comprendraient que la paix universelle est conforme à l'esprit de charité... Malheur à ceux qui, en sortant de cet enfer, auraient encore osé songer à la rive gauche du Rhin ».

VII. — Les luttes politiques et religieuses

Des mouvements variés qui animèrent la vie messine à la fin du Second Empire, la Ligue de la Paix ne fut pas à beaucoup près le plus puissant. On vit le *Courrier* lancer une souscription pour l'érection d'une statue de Voltaire à Paris ; les francs-maçons se mirent de jour en jour plus en avant, inaugurant solennellement une loge à Sarreguemines, prenant comme mot d'ordre : « Mort à l'obscurantisme » ; en 1869 un congrès des loges de l'Est se tint à Metz, avec banquet au foyer du théâtre mis à leur disposition par la municipalité (80). A la même époque, le docteur Bamberger recommandait, sans doute en vain, l'adhésion à la Ligue des Droits civils de la Femme, fondée par Mme Elisée Reclus. D'autre part, les succès des Jésuites à Saint-Clément devenaient chaque jour plus éclatants, et leur réputation attirait même de Rodez le jeune Ferdinand Foch. Si les fonctionnaires ne se rendaient plus en corps aux processions, le retour à Metz des reliques de Sainte-Lucie et de Saint-Livier n'en furent pas moins l'occasion de grandioses processions religieuses, attirant une foule nombreuse. Enfin le jubilé de Mgr. Dupont des Loges fut marqué par le déroulement d'un vaste cortège de l'évêché à la cathédrale, et tous purent remarquer combien la prestance ascétique de Mgr. de Metz le mettait au-dessus des prélats venus le saluer. Mais, même alors, les polémiques reprenaient : *l'Indépendant* affirma que peu de spectateurs se découvriraient devant les évêques, triompha de l'absence du maire aux cérémonies jubilaires, et jugea qu'en dépit de l'assistance nombreuse, il était visible que la foi s'affaiblissait dans les masses (81). Il se plaignit d'autre part de la place que l'armée conservait dans les cérémonies religieuses, par la volonté du pieux général d'Aurelle de Paladines qui envoyait des escortes militaires à toutes les processions, qui avait assisté aux côtés de Mgr. Dupont des Loges à la bénédiction d'une

(79) *Indépendant*, 19 septembre 1868.

(80) Voir chapitre VII, paragraphe 5.

(81) KLEIN (Abbé), *op. cit.*, p. 228, *Indépendant*, 4 juillet 1868.

statue de la Vierge à Gorze ! La joie des milieux anticléricaux ne connaissait plus de bornes quand un père d'élève menaçait de poursuivre un frère ignorantin qui avait maltraité son fils, quand se forgeait l'histoire de la disparition mystérieuse d'un congréganiste. Il était donc inévitable que la foudre éclatât entre les deux pôles opposés de l'opinion messine, entre les catholiques fidèles, conduits par leur grand évêque, et les libéraux anticléricaux, rivaux entre lesquels le préfet Odent s'efforçait de suivre une politique gouvernementale indépendante.

Le point culminant de la crise fut l'affaire de la Ligue de l'enseignement et des conférences de l'Hôtel de Ville (82). On sait que la fameuse ligue avait été fondée par Jean Macé en 1866, et que le premier de ses cercles fut établi dans un village du Loiret. Le second fut créé à Metz le 21 juin 1867, au cours d'une réunion tenue dans la salle des Ecoles municipales, rue Taison. La Ligue déclarait ne s'occuper que de l'instruction populaire, et ne se mêler ni de politique, ni de controverses religieuses. Mais, dès l'origine, ses tendances apparaissaient dans la composition de son comité, où l'on remarquait le franc-maçon Vacca, professeur au Lycée, l'ingénieur des Tabacs Weill, le directeur des ateliers de Montigny, Dietz, tous connus comme appartenant à la gauche, et le lieutenant Rossel, le futur ministre de la Guerre de la Commune. Dès la fin de l'année, le Cercle messin comptait 800 adhérents, et parmi eux le rédacteur du *Vœu National*, le catholique Vaillant. Jean Macé prit la parole à la réunion générale tenue dans le grand salon de l'Hôtel de Ville ; une bibliothèque populaire fut fondée ; des cours furent professés au Lycée ou dans une salle louée place de Chambre. L'influence de ce mouvement, dans une ville qui s'était toujours intéressée à l'instruction populaire, fut telle que, dès la fin de l'année, le Conseil municipal établit la gratuité scolaire.

En même temps, suivant l'impulsion de Victor Duruy, alors ministre de l'Instruction Publique, l'inspecteur Hanriot créait à l'Hôtel de Ville des cours secondaires pour les jeunes filles, première tentative de concurrence à l'enseignement congréganiste. Des professeurs du Lycée vinrent y prendre la parole, sous l'égide d'un comité qui comprenait Mmes Emile Bouchotte, Félix Maréchal, Odent, et d'autres femmes de notables et de hauts fonctionnaires. L'œuvre des Ecoles chrétiennes, soutenue par les milieux religieux de la ville, ne cachait point ses inquiétudes, d'autant plus que les conférences que, depuis deux ans, l'Académie de Metz, sortant d'une longue période de torpeur, organisait à l'Hôtel de Ville, venaient de

(82) KLEIN (Abbé), *op. cit.*, chapitre XII. *La Moselle administrative*, 1868-1870. Dès sa création, la Ligue avait reçu une lettre de félicitations d'Eugène Pelletan.

prendre un caractère nouveau : le 25 janvier 1868, le médecin-major Riolacci avait exposé la thèse darwinienne avec la chaleur d'un libre-penseur, et, quelques jours après, il avait renouvelé ses allusions aux graves problèmes des origines de l'homme. Une partie de l'auditoire avait applaudi les passages les plus hardis avec une insistance marquée !

Le journal bien pensant prit aussitôt position, et il fut bientôt soutenu par un mandement de Mgr. Dupont des Loges : le prélat dénonçait les dangers des innovations dont le centre de son diocèse venait d'être le théâtre ; il reprochait aux conférences d'affecter d'ignorer les questions religieuses, aux cours de jeunes filles de renverser toutes les habitudes de la prudence chrétienne en confiant leur instruction à des maîtres qui n'offraient aucune garantie d'âge ni de foi. Mais surtout, il dénonçait les tendances maçonniques et irréligieuses de la Ligue de l'enseignement, et, le premier des évêques français, prenait nettement position contre elle. Mgr. Dupanloup, à qui l'évêque de Metz en avait écrit dès le mois de novembre 1867, reprit aussitôt la lutte dans une brochure, et ainsi s'engagea un duel qui n'est point encore terminé de nos jours.

Le mandement épiscopal, lu en chaire le 23 février, déclencha aussitôt des polémiques de presse. *L'Indépendant* rechercha dans l'histoire des armes contre les partisans de « l'ignorantisme », rappela qu'en 1697 on avait exposé à la cathédrale de Metz le prépuce de Notre-Seigneur, s'enorgueillit de l'attitude de la population messine devant le « défi » qui lui était jeté à la face. Car si une partie des adhérents se retira immédiatement de la Ligue, d'autres Messins allèrent applaudir de nouvelles conférences, toujours plus hardies, du docteur Riolacci. La vénérable Académie de Metz, où siégeaient les plus notables des bourgeois éclairés, admit dans son sein le terrible médecin-major et l'avocat Lejeune, dont la conférence sur Cobden et le pacifisme avait été remarquée. Des cercles de la Ligue se fondèrent à Solgne, à Rémilly, à Ars-sur-Moselle, où les ouvriers métallurgistes purent même entendre Frédéric Passy parler de la paix ! Malgré les foudres épiscopales, le Cercle messin comprit bientôt 1.880 membres, continua ses réunions, et, lors de son assemblée générale de 1868, l'historien Prost fit voter des félicitations à Jean Macé qui proclamait l'alliance entre la maçonnerie et son œuvre. La Ligue organisa même un voyage circulaire de ses adhérents dans les Vosges, tandis que les cours de jeunes filles reprenaient régulièrement chaque année, que la remise de la Légion d'honneur à un instituteur franc-maçon, Taratte, était objet d'orgueil pour les amis de la laïcité : Mgr. Dupont des Loges avait quelque raison de se défier de Victor Duruy. Le prélat resta d'ailleurs inflexible, n'hésitant pas à combattre directement les théories du vénérable de la Loge, Vacca, dans une allocution qu'il prononça dans la

chapelle du Lycée, devant tous les élèves et les autorités universitaires inquiètes de voir le conflit en arriver là ! (83).

Les rapports de l'avocat général et du préfet montrent combien les représentants du gouvernement déplorèrent les luttes qui divisaient Metz : « Le mandement, dit l'un d'eux, a été trouvé excessif et tous les cours qu'il condamnait en ont reçu la plus grande popularité » (84). La rivalité croissante entre le Lycée et le collège Saint-Clément amenait des divisions profondes dans la société. Enfin le modéré Odent écrivait (85) : « Tout cela est d'autant plus regrettable que le Cercle messin n'avait jusqu'à présent aucun caractère politique par le mélange de toutes les opinions... Sous ce rapport, la manifestation de Mgr. l'évêque de Metz produira de fâcheux résultats et tracera des lignes de démarcation qui jusqu'à présent étaient peu apparentes ». Le temps n'était plus où le vieillard qu'était devenu Emile Bouchotte constatait que les passions politiques se calmaient à Metz. Tandis que les conservateurs commençaient à redouter l'évolution trop libérale de l'Empire, la gauche démocratique prenait une attitude plus combative, et dépassait franchement le groupe des vieux républicains ralliés dont Félix Maréchal était le type. La *Lanterne*, puis la *Marseillaise* étaient assez répandues à Metz (86), et, au début de 1870, l'évolution s'achevait par la fondation d'un Cercle littéraire et du Commerce, que le préfet jugeait libéral avancé, par la transformation du vénérable *Courrier de la Moselle* : Blanc, qui le rédigeait depuis quarante ans, était devenu trop prudent pour les nouvelles générations ; son successeur, Réau, fut d'autant plus combatif qu'il était poussé par l'ambitieux Vacca : c'est ainsi qu'à la veille de la guerre, une opposition de gauche renouvelée, rajeunie, se montrait dans le chef-lieu de la Moselle ! Les vieux libéraux de 1830 approuvaient d'ailleurs ces tendances nouvelles, et un irréconciliable de 1852, le libre-penseur Niclausse qui se fit enterrer au cimetière protestant par anticléricalisme, pouvait mourir en paix, consolé des défections qui l'avaient si douloureusement frappé pendant les premières années de l'Empire (87).

Mais les luttes entre la droite catholique et la gauche anticléricale restaient en général concentrées à Metz : leurs échos parvenaient bien dans les petites villes du département, mais combien assourdis. Les cam-

(83) KLEIN (Abbé), *op. cit.*, chap. XII. Cet incident eut lieu le 14 mai 1868.

(84) A. N. BB³⁰ 380. 11 avril 1868.

(85) Rapport du 26 février 1868. A. N. F¹^c III Moselle 16. Voir aussi A. D. Moselle, M supplément, rapports aux maréchaux commandant à Nancy, 4 mars 1868.

(86) Rapport du 5 février 1870. A. N. F¹^c III Moselle 9. Le cercle en question existe toujours et a perdu tout caractère politique.

(87) *Indépendant*, 13 novembre 1869.

pagnes n'en demeuraient pas moins essentiellement calmes et dévouées à la personne de l'Empereur, et la seule inquiétude qu'y rencontrât l'administration, venait de l'attitude très réservée du clergé. Or, si dans les régions de langue française, et même autour de Thionville, son influence était peu considérable, il n'en était pas de même dans l'arrondissement de Sarreguemines. Dans les cantons de la Lorraine allemande, la question de l'enseignement du français par la méthode directe, pratiquée depuis 1865 avec l'approbation de principe de l'évêque, approbation qui avait été difficilement obtenue et qui n'était que conditionnelle, allait permettre au clergé de diriger un vaste mouvement en faveur des traditions locales (88). Un pétitionnement fut entrepris en 1869 pour le retour aux anciennes méthodes d'enseignement, que l'administration universitaire jugeait inefficaces pour les progrès du français. Un autre chapitre étudiera le détail de cette agitation, qui finit par obtenir partiellement gain de cause auprès de l'Empereur. Le préfet Odent jugeait que si « le prétexte était la difficulté d'enseigner le catéchisme en français, le vrai motif était que le clergé pensait conserver une influence prépondérante dans les communes où la langue française n'était pas encore généralisée » (89). Il convient d'ajouter que les notables de la Lorraine allemande n'avaient pas suivi le mouvement que semblait encourager l'autorité ecclésiastique : le conseil d'arrondissement de Sarreguemines avait émis un vœu formel pour la propagation rapide du français, et l'on peut s'étonner que l'Empereur n'ait pas soutenu jusqu'au bout, après la démission de Victor Duruy, l'effort des universitaires.

Quelle qu'ait été la portée de cette agitation, qui se calma d'ailleurs à la fin de 1869, elle n'en permit pas moins de nouvelles polémiques dans la presse messine. *L'Indépendant* écrivit, en parlant des prêtres de la région de Sarreguemines : « Ne voyez-vous pas qu'en agissant ainsi, vous vous faites sottement les pourvoyeurs de Bismarck » (90). Les amis du clergé ripostèrent que l'exemple de nombreux généraux originaires de la Lorraine allemande prouvait qu'on pouvait être patriote ardent avec un accent tudesque, rappelant que Kléber et Ney aimaient à parler leur dialecte germanique ! Les échos de ces querelles franchirent la frontière, et l'anecdote qui montre Bismarck s'étonnant, devant le maire de Saint-Avold, que l'on pût être français et défendre le patois local, prouve que le gouvernement prussien était parfaitement informé des agitations de la Lorraine allemande et qu'il en exagérait la portée (91). Car il est cer-

(88) Voir chapitre XIX, paragraphe 6.

(89) Rapport 3 novembre 1869. A. N. F¹^e III Moselle 9.

(90) *Indépendant*, 1^{er} mai 1869.

(91) MAY (G.) : *La lutte pour le français en Lorraine*, p. 201.

tain que la plupart des prêtres qui soutinrent les pétitions et les colportèrent, ne crurent par faire acte d'hostilité envers la France. Ils n'en furent pas moins singulièrement imprudents dans leurs manifestations en faveur des usages locaux de la région frontière. C'est ce que constatait, dès 1860, une contre pétition lancée à Forbach ; montrant que les convoitises allemandes n'avaient de frein que l'épée de la France, elle concluait ainsi (93) : « Malgré cette situation, on veut nous contraindre à adopter la langue des Prussiens, pour leur fournir ainsi l'occasion de nous croire tout disposés à nous unir à eux ».

Il faut enfin remarquer l'aspect politique de ces conflits linguistiques : ce sont les libéraux et les journaux de gauche qui firent campagne en faveur de l'unité intégrale de la Nation, les organes de la droite catholique étant plus disposés à respecter les habitudes locales. Quoiqu'il en soit, les pétitions de 1869 créaient en Lorraine allemande une situation nouvelle, et il est assez difficile de dire ce qu'il en serait advenu si l'annexion n'avait pas remis au premier plan les préoccupations nationales, pour aboutir aux élections passionnément françaises du 8 février 1871, au triomphe, dans la région de Sarreguemines, de la liste de défense à outrance dont le général Crémier, enfant du pays, était le nom le plus populaire, et pour amener plus tard une transformation profonde d'un pays qui, à la différence de la région messine, avait avec l'Allemagne un trait commun, la langue maternelle de ses paysans.

VIII. — Les dernières élections de l'Empire

Une dernière question reste à examiner, la répercussion électorale des agitations politiques que connut la Moselle à la veille de la guerre. L'année 1867 vit une élection législative partielle dans la circonscription de Briey-Thionville, dont le député, M. de Wendel, de plus en plus absorbé par le développement de ses forges, s'était décidé à démissionner (93). Un candidat semblait s'imposer au choix de l'administration en la personne de Stéphen Liégeard, l'ancien sous-préfet, gendre d'un maître de forges de Gorcy, aussi riche qu'aimable. Mais en face de ce brillant lauréat des jeux floraux de Toulouse, avocat, docteur en droit, le comte d'Hunolstein se décida à exploiter l'amour-propre de l'arrondissement de Thionville. De nombreuses défections s'y produisirent aussitôt, même parmi les fonctionnaires. La situation se compliqua du fait que le neveu de M. de Wendel, Théodore de Gargan, se mit aussi sur les rangs, sûr

(92) LÉVY (P.) : *Histoire linguistique*, II p. 242.

(93) A. D. Moselle, 28 M 24.

de l'appui du clergé et de ses ouvriers. La lutte devint dès lors vraiment fébrile : tous les chasseurs de Thionville faisaient campagne pour d'Hunolstein, qui les invitait dans ses forêts de Hombourg ; tel maire parcourut dix communes en prônant Liégeard dont on distribuait même le portrait (il était très séduisant). Des notaires, des huissiers employèrent dans la lutte leur influence locale ; le « parti prêtre » s'agita pour de Gargan. Les affiches du comte d'Hunolstein couvrirent les poteaux télégraphiques, les portes des maisons, les monuments. Ce furent « de véritables hostilités. On se disputa avec acharnement le terrain pied à pied ; les chemins furent gardés, les villages sillonnés de coureurs ». Pour la première fois depuis 1830, Thionville, remuée de fond en comble, revit une vraie lutte politique.

Car ce ne fut pas seulement rivalité d'influences locales. Liégeard s'affirma candidat libéral, et son beau-père, républicain rallié à l'Empire, demanda au préfet de ne pas dissimuler sa couleur dans les articles du *Moniteur de la Moselle*. De Gargan ne cachait pas son profond dévouement à la religion, sa constante aversion de toutes les révolutions. Le comte d'Hunolstein était un ancien orléaniste, conservateur libéral, partisan de la liberté politique, de la réduction des impôts et des charges militaires. Le *Vœu National* révéla qu'à Carpentras, le « libéral » Liégeard, comme sous-préfet, avait commis maints abus d'autorité ; *l'Indépendant* se moqua du candidat troubadour, tandis qu'en regrettant l'absence d'un démocrate, le *Courrier* rejoignit le *Moniteur*. Liégeard riposta : « Il vous faudra choisir entre l'ancien régime et les destinées nouvelles, entre le passé et l'avenir. Vous allez montrer par votre vote si vous demeurez les enfants de la libérale Moselle, c'est-à-dire des hommes de progrès ». Napoléon III lui-même s'intéressa à une élection aussi disputée, où toutes les influences de l'administration et du libéralisme se coalisèrent contre les forces de l'aristocratie locale et du clergé.

Les scrutins des 24 et 25 mars 1867 donnèrent la victoire au candidat officiel, qui réunit 17.000 voix contre 9.000 à de Gargan et 7.000 à d'Hunolstein. La proportion des abstentions n'avait été que de 13 % ! Liégeard l'avait emporté dans son arrondissement de Briey, tandis que celui de Thionville s'était partagé presque également. La répartition des voix révélait nettement que les influences locales avaient joué plus de rôle que les idées politiques. Une lutte aussi ardente entraîna naturellement des réclamations, et comme le châtelain d'Hombourg dénonçait les menées de l'administration, celle-ci riposta en notant les lacérations d'affiches, les distributions d'argent commises par les agents des riches candidats indépendants. Les adversaires ne poussèrent point la lutte plus avant et la victoire resta acquise à l'autorité en même temps qu'au libéralisme. Les élections générales de 1869 ne suscitèrent plus de rivaux

à l'heureux Liégeard, devenu par son obligeance inlassable le maître de sa circonscription : c'était la première fois que la Moselle possédait un député qui se chargeait de toutes les commissions de ses électeurs, qui se faisait en toute occasion leur serviteur empressé. Mais son prestige ne survécut pas à la guerre de 1870, car il s'était montré trop fidèle impérialiste pour que l'arrondissement de Briey, devenu pays frontière, pût lui pardonner, et l'ancien sous-préfet retourna vivre de ses rentes en sa ville natale de Dijon. Pour ne rien omettre, il faut noter que l'élection de 1867 avait vu deux candidats fantaisistes, dont l'un, Bertron, se proclamait candidat humain et universel !

Mais il fut réservé au 2^e canton de Metz de donner le premier exemple d'élection purement politique qu'on ait vu en Moselle depuis la monarchie censitaire (94). L'administration appuyait le conseiller général sortant, Jauzez, lorsque l'agronome Barral sollicita les suffrages démocratiques, envoyant une circulaire qui fit aux ouvriers de Montigny la meilleure impression, et qui lui valut le succès. Mais l'élection fut annulée par le Conseil de préfecture, parce que Barral n'était pas régulièrement inscrit au rôle de l'impôt à Metz, et le Conseil d'Etat confirma cet arrêt. Entre temps, Barral avait déjà pu siéger au Conseil général et y nouer de bonnes relations, conquérant même le napoléonien intégral qu'était de Geiger. Le préfet ne désirait plus combattre ce futur dynastique libéral et il fallut une intervention directe du ministre Pinard pour qu'à la nouvelle élection, prévue pour juillet 1868, un candidat officiel se mit sur les rangs. C'était un capitaine d'artillerie démissionnaire, M. de Bouteiller, influent par sa fortune, son luxueux train de maison, qui étonnait un peu la parcimonieuse ville de Metz, ses fonctions de président d'une Société de Secours mutuels, ses opinions nettement religieuses. Dans ses circulaires, Barral rappela, en face de son riche concurrent, qu'il était né pauvre, et ses affiches portèrent ces mots : candidat démocrate libéral, *non-clérical*. Les deux derniers mots, imprimés en gros caractères, firent une impression prodigieuse dans une ville que le mandement d'alarme de l'évêque venait de passionner ; le clergé et la Ligue de l'enseignement se mirent en mouvement et la plupart des observateurs crurent de Bouteiller élu. Il n'en fut rien, et la victoire de Barral, qui l'emporta de 200 voix, prouva que le clergé n'avait pas, même uni à l'administration, l'influence que certains lui attribuaient.

Il semble que, contrairement à ce qu'avait fait son prédécesseur Jeanin, Paul Odent s'associait toujours plus étroitement avec le parti catholique : on le vit par exemple obtenir du ministre l'autorisation d'engager l'administration en faveur de Sers, candidat à un siège de conseiller général

(94) A. D. Moselle, 31 M 20.

à Pange (95). Son rival était pourtant un homme dévoué au gouvernement, mais anticlérical, fort attaché à l'enseignement laïque, le maire de Rémilly, Valette, gendre du conseiller Rolland, parent du conseiller Pougnet. La candidature officielle décida de l'issue de la lutte. Odent soutint également, réussissant à écarter toutes les candidatures locales en se servant des jalousies de canton, l'ingénieur Le Joindre à Forbach, bien qu'il envoyât son fils chez les Jésuites. On comprend qu'après cela les salons messins aient fait assez bonne figure au préfet.

Mais un problème plus compliqué allait bientôt se poser devant l'administration, responsable du choix des candidats officiels : la prochaine élévation à la dignité de sénateur du baron de Geiger, burgrave inébranlablement fidèle à l'Empereur, allait rendre nécessaire une élection partielle (96). L'industriel sarregueminois désirait comme successeur Le Joindre, inspecteur général des Ponts et Chaussées, grand constructeur de routes et de voies ferrées en Moselle, homme aimable et rond fort bien vu de la société messine et du clergé. Originaire d'Haguenau, il parlait l'allemand assez couramment, avantage inappréciable pour sa candidature. Il n'en restait pas moins qu'il était fort peu connu de l'arrondissement de Sarreguemines, si ce n'est des agents des Ponts et Chaussées, et que la lutte risquait d'être dure contre un enfant du pays, Pougnet. Ce dernier était un grand brasseur d'affaires, plein d'initiative, créateur d'une ferme modèle dans son village de Landroff, d'une exploitation de houillères, et apparenté à l'influente famille des Rolland. Déjà conseiller général, libéral et indépendant sans hostilité vis à vis de l'Empire, il semblait si redoutable que le sous-préfet, de Montifault, fit de son mieux pour détourner le préfet de la candidature Le Joindre. Son zèle n'était peut-être pas désintéressé, car l'exemple de Liégeard lui avait tourné la tête, et il se voyait déjà élu député. Mais de Geiger était un ennemi personnel de Pougnet ; il agit à Paris pour l'écarter ; de Montifault proposa alors de laisser le choix aux électeurs : « A quoi bon, disait-il, paraître se mettre en question derrière chaque candidat et donner à croire à ses ennemis qu'ils ont renversé un appui du trône impérial chaque fois qu'ils ont réussi à supplanter un de ces candidats. » Il reconnaissait d'ailleurs que l'appui du clergé manquerait à Pougnet qui, pour remédier à ce point faible, mettait en jeu toutes les influences dont il pouvait disposer, même celle du directeur de l'institution congréganiste de Peltre sur les sœurs

(95) A. D. Moselle, 31 M 22. Le préfet Odent trouvait que le « pacha » de Rémilly, Valette, devenait trop puissant. N'avait-il pas fait nommer, contre le trésorier payeur général et toute la députation, le percepteur de son choix !

(96) A. D. Moselle, 28 M 26.

institutrices qui y avaient été formées. Pour conclure, de Montifault disait : « Je ne vois dans la question que des intérêts privés et je ne puis les prendre en considération. »

Sa résistance, clairvoyante ou non, lui valut d'être envoyé en disgrâce à Saint-Flour, car Le Joindre avait de trop hauts appuis, notamment celui du général Frossard, pour ne point être choisi comme candidat officiel. Enfin, après une année entière de rivalités de coulisse, l'élection fut fixée aux 19 et 20 septembre 1868 : la lutte s'engagea dès lors, et les forces administratives s'employèrent activement, mobilisant les percepteurs, les instituteurs, les agents voyers et les juges de paix (97). Le Joindre rappela qu'il avait passé son enfance à Bitche, et, pour obtenir l'appui enthousiaste du clergé, s'engagea à soutenir le pouvoir temporel du Pape. Il dut se défendre d'avoir privé Saint-Avold du passage de la voie ferrée lorsqu'il avait tracé les plans de la ligne ! Pougnet se déclara libéral et le brasseur Reinert, furieux d'avoir été évincé d'une candidature qu'il se croyait réservée, brouillé avec de Geiger, l'appuya de son renom de bonapartiste de la première heure. D'ailleurs de nombreux notables, maires, conseillers généraux, tenaient pour le candidat indépendant, tel le maire de Rohrbach, Bazaille, qui écrivait au préfet : « L'appui du clergé, non pas individuellement mais comme parti recevant son mot d'ordre d'en haut, ne peut avoir que des conséquences regrettables, dans notre pays surtout. » L'ardeur de la lutte fut extrême : chaque parti avait ses agents, les questions de personne jouèrent un rôle essentiel. Un commissaire de police se vanta de payer les distributeurs de bulletins, et le préfet dut lui rappeler la prudence ; toute les rivalités locales entrèrent en jeu, et surtout celle de Sarralbe contre Puttelange à qui Pougnet promettait le titre de chef-lieu de canton. Pour conquérir le clergé, le candidat indépendant allait, dit-on, jusqu'à envoyer aux prêtres des paniers de champagne !

Le résultat fut ce que l'on pouvait attendre dans un arrondissement où la plupart des maires luttèrent en faveur de tout candidat officiel, quel qu'il fût, où beaucoup de paysans votaient sans savoir ce qu'était un député : Le Joindre triompha par 22.000 voix contre 8.000, d'autant plus facilement que le clergé l'avait appuyé. On peut se demander si Paul Odent fut habile en laissant aux prêtres l'occasion d'une victoire qui allait renforcer encore leur influence, et leur permettre d'engager, l'année suivante, le pétitionnement scolaire ! Il va de soi que les élections générales de 1869 ne virent point de lutte dans l'arrondissement de Sarreguemines, où Le Joindre fut réélu sans concurrent. Il avait d'ailleurs eu soin de

(97) Cf. A. N. BB 30-426, lettre du garde des sceaux du 27 août 1868.

ne point se prononcer sur la question des méthodes d'enseignement du français, désirant, au dire du sous-préfet, ménager la chèvre et le chou. Tout prouvait d'ailleurs que la vie politique ne s'éveillait que fort lentement en Lorraine allemande, puisque il y suffisait de changer le maire pour transformer l'opinion d'une commune. Il n'y eut même plus, en 1869, de candidat fantaisiste comme on en avait vu l'année précédente, alors que Marcus Allart arrivait de Lyon à Sarreguemines pour inviter la France à reconquérir la rive gauche du Rhin et à se convertir au protestantisme (98).

La seule élection disputée en 1869 fut celle de la circonscription de Metz, devenue d'ailleurs l'arrondissement puisqu'elle comprenait cette fois le canton de Faulquemont qui en avait été longtemps distrait (99). Le colonel Hennocque, définitivement sourd, ne se mit plus sur les rangs, et l'administration appuya la candidature de M. de Bouteiller, fort bien vue du clergé : cette alliance du pouvoir et de l'influence cléricale présente quelque chose d'étonnant en pleine évolution libérale de l'Empire, et montre que le gouvernement ne suivait pas une ligne fort nette. Son heureux rival au Conseil général, Barral, se présenta avec l'appui du *Courrier* et des démocrates plus ou moins ralliés comme lui à l'Empire, tandis que l'*Indépendant* lançait la candidature, également libérale, de l'avocat Rémond et que Sers se mettait une fois de plus en avant. Quiconque désire analyser l'esprit public de la Moselle ne peut s'empêcher de regretter que l'administration n'ait pas gardé la neutralité, car le combat entre les anticléricaux et les amis du clergé eût été passionnant s'il avait pu être livré dans toute sa pureté, un an après le mandement d'alarme.

Les deux candidats libéraux se réclamaient à peu près du même programme, réduction de l'armée et des impôts, liberté de la presse et de réunion, élection des maires. Barral y ajoutait l'instruction obligatoire et adressait une circulaire spéciale aux travailleurs. Rémond, au cours d'une réunion publique tenue à l'hôtel de la Petite-Croix d'Or, la première qu'ait vue l'Empire, s'était en outre rallié à la séparation des Eglises et de l'Etat (100). Ni l'un ni l'autre ne nommaient l'Empire ni l'Empereur. Sers, au contraire, se disait libéral impérialiste, et il semble qu'il eût été plus habile de la part du préfet de le soutenir. Il est vrai que Bouteiller s'était ingénié à plaire à tous, s'affirmant à la fois conservateur et libéral, fidèle à l'Empereur et indépendant : mais sa véritable

(98) Voir la brochure de MARCUS ALLART, *Nationalité et Religion*. Paris et Lyon, 1868, in-12, 44 p.

(99) A. D. Moselle, 28 M 26.

(100) *Indépendant*, 19 mai 1869.

nuance était exprimée par une déclaration formelle en faveur du pouvoir temporel, et le clergé fit campagne pour lui. Le scrutin des 23 et 24 mai 1869 lui fut favorable, et ses adversaires n'obtinent que 15.000 voix en face des 19.000 qu'il avait eues. Barral était seul redoutable avec 10.700 suffrages ; Rémond et Sers se partageaient le reste. La lutte était donc bien limitée entre le conservatisme clérical et l'idée démocratique. Si Bouteiller venait en tête à Metz, c'est que les deux candidatures libérales s'étaient contrariées et les chiffres montraient que la ville était divisée en deux camps : les démocrates réunissaient 4.348 voix contre 4.317 ! Enfin, pour la première fois, les bourgs et les campagnes avaient donné à l'opposition un chiffre de suffrages relativement notable, plus de 6.000 à Barral, près de 2.000 à Rémond.

Ces résultats ne furent d'ailleurs acquis qu'au prix d'une action administrative plus énergique que celle qu'on avait vue en 1863, au temps du baron Jeanin. Des agents de Bouteiller marquèrent les bulletins pour s'assurer des votes (101) ; le candidat ne se fit pas faute de présenter au préfet son petit stock de demandes, recommandations pour un lieutenant de pompiers, secours pour un instituteur, nominations de facteurs : une protestation fut soumise au Corps législatif, et le rapporteur, en concluant à la validation, blâma certains procédés des maires (102). Des gardes champêtres furent accusés d'avoir changé les bulletins, et quant on sait que plusieurs communes n'avaient pas d'urne fermant à clef, en dépit des ordres de l'administration, on se demande si nulle mystérieuse intervention ne se produisit parfois dans la nuit qui séparait les deux jours de scrutin ! Enfin de Bouteiller dut reconnaître qu'il avait invité chez lui, en une huitaine de réunions, six cents de ses « amis », dont certains se trouvaient être des ouvriers, et qu'il leur avait offert un verre de punch et un gâteau en parlant politique. L'heureux élu présentait ces soirées sous un jour tout à fait inoffensif, tandis que ses ennemis y voyaient des beuveries électorales ! Le Corps législatif n'insista pas, et l'élection la plus nettement disputée sur le plan politique qu'ait vue la Moselle sous l'Empire fut validée.

La pression administrative avait été telle que nulle conclusion ferme ne peut en être tirée sur la prédominance dans l'arrondissement de Metz des courants démocratiques ou conservateurs. Mais il suffit que la question se pose pour qu'on sente combien les environs du chef-lieu avaient évolué depuis les débuts du suffrage universel, combien ils différaient des autres régions d'un département où les rivalités locales formaient

(101) A. N. BB³⁸ 1.790, élections de 1869.

(102) *Ibidem*, 10 juillet 1869.

d'habitude le fond des luttes électorales, et dont un préfet avait dit, aux beaux temps de l'Empire autoritaire (103) : « Je puis envoyer à la Chambre qui je veux ; s'il me plaisait de faire nommer ma canne, je me promènerais à travers les campagnes, en la tenant derrière le dos, et elle passerait à l'unanimité. » Enfin, pour Metz, il n'est guère douteux que l'opposition de gauche y possédait la majorité numérique, malgré l'influence des hautes classes où les idées conservatrices et religieuses dominaient sans doute, à l'inverse de ce qui existait vers 1830.

Le mois de juin 1870 vit enfin les dernières élections cantonales de l'Empire : il n'y avait plus cette fois de candidature officielle, et dans plusieurs cantons de la Lorraine allemande le clergé put s'enorgueillir de la victoire (104) : les succès de M. de Gargan à Cattenom contre le colonel de Vassart, que l'administration seule avait jadis fait passer, de M. d'Hausen à Saint-Avold contre l'ancien conseiller Spinga, libéral rallié, de M. de Schmid à Sarralbe, avaient la même signification politique. Au contraire, le canton de Gorze, où se développaient les forges d'Ars, donnait la majorité au docteur André contre M. de Bouteiller, et dans celui de Pange le libéral Gandar égalait presque le vainqueur, Sers. Il semblait donc que la distinction entre Lorraine allemande et régions de langue française, longtemps insensible, allât se précisant toujours davantage par suite de l'évolution démocratique due au suffrage universel, évolution qui, dans l'arrondissement de Sarreguemines, donnait au clergé une influence accrue, aux dépens de celle des notables. Car il faut bien noter que les prêtres de la Lorraine allemande, enfants du pays, en parlant la langue, étaient les conducteurs d'une sorte de démocratie rurale, fort attachée aux principes catholiques, très différente de l'organisation sociale que connaissaient Metz et le Pays Messin.

Mais la manifestation essentielle de 1870 fut le plébiscite du 8 mai qui donna d'autant plus de souci à l'administration préfectorale qu'elle n'osait plus, depuis le ministère Ollivier et les débats du Corps législatif, se mêler directement de l'action (105). Le préfet jugeait que le gouvernement était parvenu à désorganiser toute l'administration et à livrer la place sans défense. Les maires se dérobaient, il ne savait plus par qui faire remettre les bulletins de vote ; il dut les envoyer sous bande imprimée à chaque électeur. Des comités d'arrondissement, en correspondance avec le comité central de Paris, furent fondés, mais on ne voit guère que ceux de Metz et de Longwy, ce dernier présidé par le

(103) *Ibidem*, 15 mai 1869.

(104) A. D. Moselle, série 31 M.

(105) A. D. Moselle, 55 M 12.

maître de forges d'Adelsward, désireux de rentrer en grâce, qui aient vraiment agi. La situation ne pouvait d'ailleurs inspirer aucune crainte sérieuse, car les campagnes étaient toujours aussi dévouées, et le clergé favorable, surtout dans l'arrondissement de Sarreguemines. La seule véritable lutte se déroula à Metz, où le *Courrier* et *l'Indépendant* conseillèrent si vivement de voter non que le premier de ces journaux fut saisi, en même temps que la *Marseillaise*. Il y eut, au théâtre, une réunion monstre de l'opposition, présidée par le frère d'un futur garde des sceaux, Humbert; le vénérable F*** Vacca, le docteur Bamberger et le journaliste Réau y prirent la parole. L'un d'eux déclara que le peuple ne voulait pas qu'un caprice de l'Empeureur précipitât les Français contre les Prussiens, et quand fut posée la question « Qui veut voter oui ? », personne ne répondit ! Rien d'étonnant après cela que la ville de Metz ait donné une majorité de non, 4.600 contre 3.800 : les éléments démocratiques et républicains l'emportaient donc dans le chef-lieu de la Moselle comme dans un si grand nombre de villes françaises. Les non étaient également nombreux dans les environs de Metz, 4.000 environ, tandis que les arrondissements de Briey, Thionville et Sarreguemines n'en donnaient respectivement que 2.000, 1.800 et 1.200. Au total, la Moselle comptait plus de 80.000 voix favorables contre 14.000 et se classait parmi les départements les plus fidèles, à l'exception de l'arrondissement chef-lieu.

Mais le succès du plébiscite n'empêchait pas le parti démocratique de concevoir pour l'avenir les plus belles espérances. Il était enfin délivré de la candidature officielle qui, à la fin de l'Empire, n'était d'ailleurs plus qu'un élément dans la lutte des partis, car elle avait dû renoncer à son rêve primitif d'éteindre la vie politique. Les meneurs messins des partis de gauche se voyaient déjà maîtres de la ville et de l'arrondissement (106). Mais, en face d'eux, les conservateurs catholiques, appuyés sur la haute bourgeoisie et le clergé, auraient combattu avec autant d'énergie. Les conflits n'auraient plus été limités, comme en 1830, au chef-lieu et à des milieux restreints : les masses étaient mises en mouvement à chaque élection par les partis rivaux. Ainsi le Second Empire avait commencé une éducation politique infiniment différente de celle des époques précédentes. Dans la complexité des faits, dans les contrastes entre les différentes régions de la Moselle, apparaissaient les débuts des temps démocratiques. La transformation profonde qui se manifestait dans tous les domaines matériels et spirituels, depuis une dizaine d'années, montre que l'Empire libéral n'était point, même en Province,

(106) Rapport du préfet Odent, 7 juillet 1870. A. N. F¹e III Moselle 9.

une simple étiquette : la conception autoritaire avait craqué de toutes parts comme un revêtement trop étroit. La transition avec les luttes de la Troisième République eût été à peine sensible en Moselle, si le sort des armes n'avait pas voulu que ce département, si vivant en 1870, connût seulement d'autres conflits, livrés sur un plan avant tout national. Et c'est pourquoi, après soixante ans, les noms des meneurs de la Ligue de l'enseignement et de leurs adversaires, de M. de Bouteiller et de son rival, le « non clérical » Barral, de Liégeard et de M. de Gargan, ne restent plus que des témoignages du caractère unanimement français des luttes politiques d'un département frontière.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
AVANT-PROPOS	VII
BIBLIOGRAPHIE	XI

INTRODUCTION

Le département de la Moselle, son origine et ses aspects

I. — Formation du département.....	1
II. — Divisions du département	5
III. — Description géographique du département	7

PREMIÈRE PARTIE: LA POPULATION ET LA VIE

CHAPITRE I

La population

I. — Quelques statistiques essentielles	17
II. — Emigration et immigration	21
III. — Les débuts de la dépopulation des campagnes.....	26
IV. — La stagnation de Metz.....	32
V. — Les débuts du peuplement industriel.....	36
VI. — Langues et religions	40
VII. — Les premiers recensements professionnels.....	47

CHAPITRE II

METZ

I. — Les bâtiments militaires	52
II. — La vie militaire	58
III. — Les édifices civils et religieux.....	64
IV. — L'organisation urbaine	71
V. — La vie urbaine	78
VI. — La vie intellectuelle	83
VII. — La population et l'esprit messins.....	90

CHAPITRE III

Petites villes et campagnes

	PAGES
I. — Les petites villes	99
II. — Bourgs et villages	106
III. — La vie rurale	114
IV. — La société des campagnes.....	122
V. — La Moselle dans la Nation.....	128

DEUXIÈME PARTIE : LA VIE ÉCONOMIQUE

CHAPITRE IV

L'agriculture

I. — Les conditions générales.....	135
II. — La collectivité rurale	142
III. — Les principales cultures	147
IV. — Les progrès agricoles.....	153
V. — Les artisans du progrès.....	157

CHAPITRE V

Le commerce et l'industrie avant les voies ferrées

I. — Les conditions générales.....	165
II. — Les ambitions commerciales de Metz	170
III. — Les courants d'échange.....	173
IV. — Les industries secondaires.....	180
V. — Verreries, faïenceries et salines.....	184
VI. — Les forges de la Moselle orientale.....	190
VII. — Les fondements de la métallurgie lorraine.....	194
VIII. — Les forges de la Moselle occidentale.....	200
IX. — La métallurgie lorraine en 1847.....	204

CHAPITRE VI

Le commerce et l'industrie au temps des voies ferrées

I. — Les conditions générales.....	207
II. — La révolution des moyens de transport.....	210
III. — Les industries secondaires	214
IV. — Verreries et faïenceries	219
V. — Salines et houillères	222

	PAGES
VI. — Les aciéries de la Moselle orientale.....	225
VII. — La fin de l'ancienne métallurgie.....	228
VIII. — Les bases de la nouvelle métallurgie.....	231
IX. — Les progrès métallurgiques de 1848 à 1860	239
X. — Le triomphe de la métallurgie lorraine	243
XI. — La métallurgie lorraine en 1870	247

TROISIÈME PARTIE: LA VIE POLITIQUE

CHAPITRE VII

Les facteurs de l'opinion

I. — Le problème de l'opinion publique.....	253
II. — Le corps électoral.....	255
III. — La presse	262
IV. — Les milieux politiques	265
V. — Les groupements politiques	270

CHAPITRE VIII

La première Restauration et les Cent Jours

I. — La Moselle sous l'Empire	277
II. — L'invasion	280
III. — Du drapeau tricolore au drapeau blanc.....	285
IV. — Le retour de la paix.....	289
V. — Neuf mois d'ordre monarchique.....	294
VI. — Le retour de l'Aigle	302
VII. — Les Cent Jours	310
VIII. — La seconde invasion	305

CHAPITRE IX

La Restauration

I. — La paix et l'occupation alliée.....	317
II. — La réaction royaliste et les résistances	323
III. — Le premier réveil du libéralisme	329
IV. — Espoirs et défaites du libéralisme	334
V. — Les dernières luttes politiques.....	340
VI. — L'apaisement	345
VII. — Le réveil définitif du libéralisme	350
VIII. — Le ministère Polignac et la révolution messine.....	353

CHAPITRE X

La Monarchie de Juillet

	PAGES
I. — Le renouvellement des autorités	361
II. — Les premiers efforts d'un préfet énergique.....	365
III. — Le Mouvement et l'Association nationale.....	370
IV. — Le voyage du Roi	377
V. — Les progrès du juste milieu.....	381
VI. — Le retour au calme.....	390
VII. — Les dernières luttes	395
VIII. — Sept années d'apaisement	401

CHAPITRE XI

La Deuxième République

I. — La proclamation de la République.....	410
II. — La préparation des élections	414
III. — Les élections du 23 avril 1848	419
IV. — Les hésitations de l'opinion.....	424
V. — L'élection présidentielle	429
VI. — La réaction et les élections de mai 1849.....	432
VII. — Vers l'Empire	436

CHAPITRE XII

Le Second Empire

I. — La réaction autoritaire	443
II. — Les triomphes de la candidature officielle	449
III. — La crise italienne	454
IV. — Les premières luttes électorales.....	461
V. — Le réveil politique et la crise allemande.....	468
VI. — La menace prussienne	474
VII. — Les grandes luttes politiques et religieuses	478
VIII. — Les dernières élections de l'Empire.....	483

